

TABLE ANALYTIQUE
DES
TRAVAUX DU SÉNAT

1915-1917

DEUXIÈME PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

DEUXIÈME PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

ANNÉES 1915-1917

ABORDAGE (Responsabilité en matière d'). — Voir Code de commerce, 1.

ABSINTHE ET LIQUEURS SIMILAIRES (Interdiction de la vente en gros et au détail de l'). — 1915. Projet de loi relatif à l'interdiction de la fabrication, de la vente en gros et en détail, ainsi que de la circulation de l'absinthe et des liqueurs similaires, déposé à la Chambre le 14 janvier ; rapport de M. Schmidt le 19 janvier ; adopté le 12 février ; déposé par M. le Président du Conseil, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et MM. les Ministres de l'Intérieur, des Colonies et des Finances. Renvoyé à la Commission nommée le 19 novembre 1908 et précédemment saisie d'une proposition analogue tendant à interdire la fabrication et la vente de l'absinthe, et renvoi, pour avis, à la Commission des finances [18 février] (A. t. I, p. 45 ; J.O., p. 36 ; I. n° 35). M. Guillaume Poulle dépose le rapport. Demande de discussion immédiate par M. Bérenger : MM. Bérenger, Grosjean, Ribot, *Ministre des Finances*, Peytral, *Président de la Commission des finances*. Retrait de la demande. Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel* [4 mars] (A. t. I, p. 60 ; J.O., p. 52 ; I. n° 66). M. Aimond dépose un avis, au nom de la Commission des finances [5 mars] (A. t. I, p. 85 ; J.O., p. 75 ; I. n° 79). Discussion du projet de loi. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Maurice Ordinaire, Grosjean, Guillaume Poulle, *rapporteur*, Ribot, *Ministre des Finances*. Article premier. Amendement de M. Debierre : MM. Debierre, le *Ministre des Finances*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article premier.

Article 2. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Grosjean, Maurice Ordinaire et Butterlin (soumise à la prise en considération) : M. Maurice Ordinaire. Retrait de l'amendement. Observations : M. Grosjean. Adoption [12 mars] (A. t. I, p. 104; J.O., p. 91 à 97). Promulgation (J.O., 17 mars, p. 1407).

ABSINTHES (Restitution des droit perçus sur les). — 1915. Proposition de loi ayant pour objet la restitution des droits perçus sur les absinthes, déposée à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Schmidt le 4 février; adoptée le 12 février; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission nommée le 19 novembre 1908, précédemment saisie d'une proposition analogue tendant à interdire la fabrication et la vente de l'absinthe [18 février] (A. t. I, p. 46; J.O., p. 37; I. n° 46). M. Guillaume Poulle dépose le rapport. Sur la déclaration de l'urgence : MM. Grosjean, Guillaume Poulle, rapporteur. Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel* [4 mars] (A. t. I, p. 61; J.O., p. 53; I. n° 67). M. Aimond dépose un avis au nom de la Commission des finances [5 mars] (A. t. I, p. 85; J.O., p. 75; I. n° 79). Adoption de la proposition de loi [12 mars] (A. t. I, p. 112; J.O., p. 97). Promulgation (J.O., 17 mars, p. 1407).

Voir Crédits additionnels, 2.

ACCAPAREMENT ET SPÉCULATION ILLICITE. — Voir Code pénal, 4.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

1 — 1915. Projet de loi ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail, déposé à la Chambre le 5 juin 1914; rapport de M. Mauger le 4 mars et rapport supplémentaire le 26 mars; adopté le 18 mai; déposé par MM. les Ministres des Finances, de l'Agriculture et des Colonies. Renvoi à la Commission nommée le 21 février 1901, relative aux accidents du travail [27 mai] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 254; I. n° 184).

2 — 1916. Proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905, concernant les responsabilités des accidents du travail, déposée à la Chambre le 5 octobre; rapport de M. Mauger le 27 octobre; adoptée le 23 novembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Dé-

putés. Renvoi à la Commission, nommée le 22 février 1901, relative aux accidents du travail [28 novembre] (A. t. I, p. 1094; J.O., p. 985; I. n° 438). || 1917. M. Henri Boucher dépose le rapport [9 février] (A. t. I, p. 159; J.O., p. 141; I. n° 36). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [1^{er} mars] (A. t. I, p. 296; J.O., p. 256). Promulgation (J.O., 7 mars, p. 1845).

Voir Mutilés de la guerre.

3 — 1917. Projet de loi maintenant, pour une nouvelle période de cinq ans, les taux fixés pour les contributions au fonds de garantie des exploitants non patentés, en matière d'accidents du travail, déposé à la Chambre le 16 juillet; rapport de M. Mauger le 5 octobre; adopté le 18 octobre; déposé par MM. les Ministres du Travail et des Finances [26 octobre] (A. t. I, p. 1100; J.O., p. 958; I. n° 354). M. Henry Boucher dépose le rapport [15 novembre] (A. t. I, p. 1125; J.O., p. 981; I. n° 379). Déclaration de l'urgence. Adoption [13 décembre] (A. t. I, p. 1211; J.O., p. 1056). Promulgation (J.O., 20 décembre, p. 10402).

ACCORDS CONCLUS ENTRE LES CONCESSIONNAIRES DE VOIES FERRÉES D'INTÉRÊT LOCAL. — Voir Voies ferrées d'intérêt local.

ACCUSATION DEVANT LA COUR DE JUSTICE (Mise en). — Voir Procédure en Cour de justice.

ACHAT DE NAVIRES A VAPEUR PROVENANT DE PRISES BRITANNIQUES. — Voir Garantie de l'État pour l'achat de navires à vapeur.

ACTE ADMINISTRATIF (Approbation d'un). — 1915. Projet de loi portant approbation de l'acte administratif passé entre l'État et la ville de Lyon au sujet de la cession par le Département de la Guerre de l'usufruit de la caserne Ferrache, déposé à la Chambre le 30 novembre; rapport de M. Colliard le 9 décembre; adopté le 16 décembre; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [22 décembre] (A. t. I, p. 722; J.O., p. 667; I. n° 456). || 1916. M. Cazeneuve dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [20 avril] (A. t. I, p. 396; J.O. p. 361; I. n° 186). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 416; J.O., p. 381). Promulgation (J.O., 2 mai, p. 3768).

ACTES CRIMINELS COMMIS PAR L'ENNEMI. — Voir Résolution (projets de), année 1917, 3.

ACTES DE DÉCÈS DES MILITAIRES OU CIVILS TUÉS A L'ENNEMI. — Voir Code civil, 1.

ACTES DE DÉCÈS DES MILITAIRES ET MARINS (Rectification administrative des). — 1915. Projet de loi relatif à la rectification administrative des actes de décès des militaires et marins dressés aux armées pendant la durée de la guerre, déposé à la Chambre le 25 mars; rapport de M. Leredu le 3 juin; adopté le 17 juin; déposé au nom de MM. les Ministres de la Justice, de la Guerre et de la Marine. Renvoi à la Commission, nommée le 18 mars 1915, relative aux actes de décès des militaires ou civils tués à l'ennemi [24 juin] (A. t. I, p. 316; J.O., p. 289; I. n° 215). M. de La Batut dépose et lit le rapport (I. n° 250). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Articles premier et 2. Adoption. Article 3 (nouveau). Adoption. Article 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 375; J.O., p. 338). Promulgation (J.O., 1^{er} octobre, p. 6999).

ACTES DE DÉCÈS DES PERSONNES PRÉSUMÉES VICTIMES DES OPÉRATIONS DE GUERRE. — 1915. Proposition de loi relative aux actes de décès des personnes présumées victimes d'opérations de la guerre, déposée à la Chambre le 19 mars; rapport de M. Leredu, le 26 août; adoptée le 29 septembre; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission relative aux actes de décès des militaires ou civils tués à l'ennemi ou morts dans des circonstances se rapportant à la guerre [8 octobre] (A. t. I, p. 808; J.O., p. 547; I. n° 340). M. de La Batut dépose le rapport [18 novembre] (A. t. I, p. 682; J.O., p. 606; I. n° 338). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [26 novembre] (A. t. I, p. 676; J.O., p. 621). Promulgation (J.O., 5 décembre, p. 8837).

ACTES DE DÉCÈS. — 1917. Proposition de loi relative aux actes de décès dressés aux armées, déposée par MM. Bérard, Loubet et Milan [31 juillet] (A. t. I, p. 936; J.O., p. 810; I. n° 288).

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL (Transcription d'). — 1917. Proposition de loi relative aux transcriptions d'actes de l'état civil qui doivent être faites à Paris, déposée à la Chambre le 11 avril 1916; rapport de M. Lémery le 19 janvier 1917; adoptée le 15 février; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission relative à l'organisation départementale et communale [22 février] (A. t. I, p. 262; J.O., p. 228; I. n° 57). M. Léon Barbier dépose le rapport [31 juillet]

(A. t. I, p. 936; J.O., p. 811; I. n° 289). Adoption [2 août] (A. t. I, p. 954; J.O., p. 827). Promulgation (J. O., 13 août, p. 6340).

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL (Reconstitution des). — Voir Registres des actes de l'état civil.

ACTES TRANSLATIFS OU ATTRIBUTIFS DE PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE. — Voir Mutations cadastrales.

ACTES DE NOTORIÉTÉ. — 1916. Proposition de loi ayant pour objet de suppléer par des actes de notoriété à l'impossibilité de procurer des expéditions des actes de l'état civil se trouvant en territoire occupé par l'ennemi, déposée à la Chambre le 14 décembre 1915; rapport de M. Braibant le 24 décembre 1915; adoptée le 3 février 1916; transmise par M. le Président de la Chambre [17 février] (A. t. I, p. 51; J.O., p. 54; I. n° 43). — Commission: 1^{er} bureau, M. Sauvan; 2^e bureau, M. Savary; 3^e bureau, M. Mascle; 4^e bureau, M. L. Hubert; 5^e bureau, M. G. Trouillot; 6^e bureau, M. Guillier; 7^e bureau, M. Larère; 8^e bureau, M. Bourganel; 9^e bureau, M. Magny (J.O., p. 1572; F. 10 et 42); Président, M. Savary; Rapporteur, M. L. Hubert (J.O., p. 1946; F. 127). M. Hubert dépose et lit le rapport (I. n° 96). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [10 mars] (A. t. I, p. 147; J.O., p. 141). Promulgation (J.O., 18 mars, p. 2121).

ACTIONS EN DIVORCE ET EN SÉPARATION DE CORPS. — 1915. Projet de loi concernant les actions en divorce et en séparation de corps à intenter par les citoyens présents sous les drapeaux, déposé à la Chambre le 8 juillet; rapport de M. Viollette le 15 octobre; adopté le 16 décembre; déposé par M. le Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission relative à l'article 310 du Code civil [28 décembre] (A. t. I, p. 789; J.O., p. 723; I. n° 477). || 1916. M. Lhopiteau dépose le rapport [20 janvier] (A. t. I, p. 10; J.O., p. 14; I. n° 14). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [3 mars] (A. t. I, p. 118; J.O., p. 116). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 2649).

ADJOINTS SPÉCIAUX (Création d'). — Voir Loi municipale.

ADJUDANT INDIGÈNE. — Voir Armée, § IV, 5.

ADMINISTRATION DE L'ARMÉE (Service d'état-major). — Voir Armée, § III, 2.

ADMINISTRATION PROVISOIRE DES BIENS DES MILITAIRES

DISPARUS. — 1916. Proposition de loi relative à l'administration provisoire des biens des militaires disparus et à la tutelle provisoire de leurs enfants, déposée à la Chambre le 16 mars; rapport de M. Viollette, le 30 juin; adoptée le 18 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre [25 juillet] (A. t. I, p. 766; J.O., p. 698; I. n° 293). Commission : 1^{er} bureau, M. Beauvisage; 2^e bureau, M. Jeanneney; 3^e bureau, M. Brager de la Ville-Moysan; 4^e bureau, M. Lemarié; 5^e bureau, M. Milan; 6^e bureau, M. Boivin-Champeaux; 7^e bureau, M. Milliès-Lacroix; 8^e bureau, M. Magny; 9^e bureau, M. Cauvin. [15 septembre] (J.O., p. 8201; F. 51). Président, M. Cauvin; rapporteur, M. Lemarié (J.O., p. 8402; F. 52).

AFFECTATION D'UN RELIQUAT SUR LES EMPRUNTS DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE. — 1914.

Projet de loi portant affectation d'un reliquat de 605.000 francs sur les emprunts de 65 millions et de 100 millions de l'Afrique occidentale française, déposé à la Chambre le 14 janvier 1915; rapport de M. Paul Bluysen, le 14 mars; adopté le 2 avril; déposé par M. le Ministre des Finances et par M. le Ministre des Colonies. Renvoyé à la Commission des finances [22 avril] (A. t. I, p. 224; J.O., p. 200; I. n° 144). M. Gervais dépose le rapport [20 mai] (A. t. I, p. 262; J.O., p. 237; I. n° 170). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [3 juin] (A. t. I, p. 285; J.O., p. 259). Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 4698).

AFFECTATION DES MOBILISÉS AUX UNITÉS COMBATTANTES. — Voir Armée, § VII, 13.**AFFICHAGE DANS LES MAIRIES DE LA LISTE DES HOMMES D'ÂGE MOBILISABLE. — 1915.**

Proposition de loi tendant à l'affichage dans les mairies de la liste des hommes d'âge mobilisable, déposée par M. Alexandre Bérard [30 octobre] (A. t. I, p. 641; J.O., p. 584; I. n° 367). Renvoi à la Commission de l'armée. || 1916. M. Poirson dépose le rapport [20 janvier] (A. t. I, p. 10; J.O., p. 14; I. n° 12).

AFFICHAGE DE DISCOURS. — Voir Résolution (projets de), année 1915, 4, 7, 9; année 1916, 2, 3, 4.**AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE. — Voir Affectation d'un reliquat sur les emprunts de l'Afrique occidentale française.**

AFRIQUE OCCIDENTALE (Chemins de fer de l'). — 1914. Projet de loi fixant diverses mesures destinées à parer à l'insuffisance éventuelle des recettes du budget général et des budgets annexes des chemins de fer de l'Afrique occidentale française, déposé à la Chambre le 12 août; rapport de M. Paul Bluysen, le 21 octobre; adopté le 10 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances et par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [16 décembre] (A. t. I, p. 709; J.O., p. 654; I. n° 438). M. Aimond dépose le rapport [22 décembre] (A. t. I, p. 722; p. 668; I. n° 452). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [23 décembre] (A. t. I, p. 755; J.O., p. 695). Promulgation (J.O., 18 janvier 1915, p. 479).

AGE DE L'ÉLECTORAT. — Voir Électorat (âge de l').

AGENTS ASSERMENTÉS (Abaissement de la limite d'âge de certains). — 1917. Projet de loi abaissant la limite d'âge déterminée pour la nomination de certains agents assermentés, déposé à la Chambre le 20 juillet 1916; rapport de M. Goust le 28 juillet; adopté le 23 janvier 1917; déposé au nom de M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission nommée le 14 juin 1910, relative à l'organisation départementale et communale [8 février] (A. t. I, p. 158; J.O., p. 137; I. n° 34). M. Martinet dépose le rapport [22 février] (A. t. I, p. 233; J.O., p. 228; I. n° 54). Adoption [8 mars] (A. t. I, p. 305; J.O., p. 264). Promulgation (J.O., 21 mars, p. 2257).

AGENTS DE CHANGE. — Voir Chèques barrés.

AGENTS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER (Attribution d'allocations aux). — Voir Conventions avec les grandes Compagnies de chemins de fer.

AGLY (Périmètre de l'). — Voir Terrains en montagnes, année 1917, 3.

AGRICULTEURS ÉPROUVÉS PAR LES ORAGES ET INONDATIONS (Secours aux). — Voir Crédits extraordinaires, § II, 1.

AIDES-MAJORS. — Voir Armée, § II, 5.

AIN (Tramways de l'). — Voir Chemins de fer, 5.

AIN-BEIDA A KHENCHELA. — Voir Chemins de fer de l'Algérie, 4.

AJOURNÉS DES CLASSES 1913, 1914, 1915, 1916, 1917. — Voir Armée, § VII, 6.

ALAIS (Gard). — Voir Octrois, 1.

ALBERTVILLE (Savoie). — Voir Octrois, 2.

ALCOOL (Établissement du monopole de l'). — 1915. Proposition de loi tendant à l'établissement du monopole de la rectification de l'alcool par l'État, déposée par M. Louis Martin [2 septembre] (A. t. I, p. 258; J.O., p. 497, I. n° 314).

ALCOOL. — Voir Monopole de l'alcool.

ALCOOL (Sanctions à l'interdiction de la vente et de la circulation de l'). — 1916. Projet de loi fixant des sanctions aux interdictions en matière de vente et de circulation de l'alcool dans une zone déterminée et pendant la durée des hostilités, déposé à la Chambre le 21 septembre; rapport de M. Schmidt le 29 septembre; adopté le 12 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée [26 octobre] (A. t. II, p. 923; J.O., p. 838; I. n° 393). || 1917. M. Cazeneuve dépose le rapport [1^{er} février] (A. t. I, p. 118; J.O., p. 104; I. n° 27). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Cazeneuve, rapporteur; Paul Matter, commissaire du Gouvernement, et Hervey. Adoption [13 février] (A. t. I, p. 198; J.O., p. 172). Promulgation (J.O., 21 février, p. 1407).

ALCOOLISME (Protection des ouvriers contre l'). — 1917. Projet de loi relatif aux mesures à prendre pour protéger contre l'alcoolisme les ouvriers et employés occupés dans les établissements soumis au Code du travail, déposé à la Chambre le 28 novembre 1916; rapport de M. Bender le 20 décembre 1916; adopté le 17 janvier 1917; déposé au nom de M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission relative à divers articles du Code du travail et de la prévoyance sociale nommée le 23 juin 1905 [25 janvier] (A. t. I, p. 61; J.O., p. 56; I. n° 18). M. Raymond Leygue dépose le rapport [13 février] (A. t. I, p. 182; J.O., p. 160; I. n° 43). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [1^{er} mars] (A. t. I, p. 296; J.O., p. 256). Promulgation (J.O., 8 mars, p. 1861).

ALCOOLS D'ORIGINE INDUSTRIELLE.

1 — 1915. Projet de loi portant fixation du taux de la taxe de fabrication sur les alcools d'origine industrielle pour l'année 1916 et autorisant la fourniture par l'État des dénaturants, déposé à la Chambre le 25 février; rapport de M. Albert Métin le 26 mars; adopté le 28 mai;

déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [3 juin] (A. t. I, p. 284; J.O., p. 258; I. n° 198). M. Aimond dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 373; J.O., p. 337; I. n° 246). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [23 juillet] (A. t. I, p. 411; J.O., p. 371). Promulgation (J.O., 31 juillet, p. 5247).

2 — 1916. Projet de loi portant fixation du taux de la taxe de fabrication sur les alcools d'origine industrielle pour l'année 1917, déposé à la Chambre le 24 février; rapport de M. Raoul Péret le 3 mars; adopté le 9 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [17 mars] (A. t. I, p. 189; J.O., p. 179; I. n° 109). M. Aimond dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 192; J.O., p. 184; I. n° 117). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [31 mars] (A. t. I, p. 240; J.O., p. 227). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 2882).

ALCOOLS D'ORIGINE ET DE PROVENANCE ÉTRANGÈRE
(Prohibition de l'importation des). — Voir Douanes, 22.

ALGÉRIE (Banque d'). — Voir Conventions. Voir aussi Commission (nomination d'une) chargée d'étudier les réformes applicables en Algérie.

ALGÉRIE

I. — RÉGIME LÉGAL.

II. — RÉGIME FINANCIER.

III. — CHEMINS DE FER ET TRAVAUX PUBLICS.

IV. — QUESTIONS DIVERSES.

I — RÉGIME LÉGAL

1 — 1915. Communication d'un rapport de M. le Ministre de l'Intérieur sur l'application, pendant la période du 1^{er} juillet 1913 au 30 juin 1914, des lois des 21 décembre 1897 et 24 décembre 1904, qui ont maintenu aux administrateurs des communes mixtes de l'Algérie le droit de réprimer par voie disciplinaire les infractions spéciales à l'indigénat [5 août] (A. t. I, p. 485; J.O., p. 434).

2 — 1916. Dépôt du rapport sur l'application, pendant la période du 1^{er} juillet 1914 au 30 juin 1915, des lois du 21 décembre 1897 et du

24 décembre 1894 qui ont maintenu aux administrateurs des communes mixtes de l'Algérie le droit de réprimer par voie disciplinaire les infractions spéciales à l'indigénat, et de la loi du 15 juillet 1914, qui a régleménté sur de nouvelles bases le régime de l'indigénat [16 décembre] (A. t. I, p. 1172; J.O., p. 1057).

II — RÉGIME FINANCIER

1 — 1915. Projet de loi tendant à autoriser l'Algérie à émettre des bons qui seront escomptés par la Banque de l'Algérie pour parer au déficit de l'exercice 1915, déposé à la Chambre le 28 octobre; rapport de M. Raoul Péret le 11 novembre; adopté le 18 novembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [2 décembre] (A. t. I, p. 686; J.O., p. 632; I. n° 410. M. Aimond dépose le rapport [16 décembre] (A. t. I, p. 710; J.O., p. 655; I. n° 429). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [23 décembre] (A. t. I, p. 754; J.O., p. 694). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1916, p. 2).

2 — 1915. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1916, déposé à la Chambre le 9 décembre; rapport de M. Raoul Péret le 16 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [22 décembre] (A. t. I, p. 722; J.O., p. 667; I. n° 454). M. G. Chastenet dépose le rapport [22 décembre] (A. t. I, p. 724; J.O., p. 669; I. n° 470). Discussion. Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 décembre] (A. t. I, p. 808; J.O., p. 740). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 9597).

3 — 1916. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1917, déposé à la Chambre le 28 septembre; rapport de M. Varenne le 7 décembre; adopté le 12 décembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [14 décembre] (A. t. I, p. 1178; J.O., p. 1062; I. n° 461). M. G. Chastenet dépose le rapport [19 décembre] (A. t. I, p. 1180; J.O., p. 1065; I. n° 464). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Maurice Colin, Milliès-Lacroix et Guillaume Chastenet, rapporteur. Adoption successive des 17 articles et, au scrutin, de l'en-

semble du projet de loi [30 décembre] (A. t. p. 1255; J.O., p. 1128). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 11235).

4 — 1917. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1918, déposé à la Chambre le 30 juillet; rapport de M. Ajam le 18 octobre; adopté le 22 novembre; déposé par MM. les Ministres des Finances et de l'Intérieur [6 décembre] (A. t. I, p. 1156; J.O., p. 1010; I. n° 406). M. Chastenet dépose le rapport [29 décembre] (A. t. I, p. 1347; J.O., p. 1175). Adoption [29 décembre] (A. t. I, p. 1358; J.O., p. 1183). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1918, p. 2).

III — CHEMINS DE FER ET TRAVAUX PUBLICS

1 — 1915. Projet de loi ayant pour objet le classement des routes nationales en Algérie, déposé à la Chambre le 14 janvier; rapport de M. Paul Constans le 4 février; adopté le 11 février; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des finances [18 février] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 36; I. n° 40). M. Chastenet dépose le rapport [18 mars] (A. t. I, p. 118; J.O., p. 104; I. n° 107). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [26 mars] (A. t. I, p. 149; J.O., p. 134). Promulgation (J.O., 3 avril, p. 1840).

2 — 1916. Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le gouvernement général de l'Algérie à contracter un emprunt de 30 millions, applicable à des travaux de chemins de fer sur les réseaux rachetés de Bône-Guelma, de l'Est algérien et du groupe oranais, déposé à la Chambre le 12 septembre; rapport de M. Bedouce le 29 septembre; adopté le 19 octobre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des chemins de fer [26 octobre] (A. t. I, p. 937; J.O., p. 850; I. n° 396). M. Faisans dépose le rapport [10 novembre] (A. t. I, p. 987; J.O., p. 895; I. n° 410). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [21 novembre] (A. t. I, p. 1060; J.O., p. 955). Promulgation (J.O., 2 décembre, p. 10427).

IV — QUESTIONS DIVERSES

1 — 1915. Projet de loi relatif aux dépenses de construction des écoles primaires spéciales aux indigènes de l'Algérie (voir table 1912-1914 p. 254). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption suc-

cessive des articles et de l'ensemble du projet de loi [29 avril] (A. t. I, p. 238; J.O., p. 215). Promulgation (J.O., 2 mai, p. 2781).

2 — 1915. Projet de loi concernant les moyens propres à permettre en Algérie l'expropriation pour cause d'utilité publique pendant la durée des hostilités, déposé à la Chambre le 24 juin; rapport de M. Paul Constans le 20 juillet; adopté le 30 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission relative [à la loi du 3 mars 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique [30 juillet] (A. t. I, p. 474; J.O., p. 426; I. n° 288). M. Jeanneney dépose le rapport [2 septembre] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 496; I. n° 311). 1^{re} délibération, Déclaration de l'urgence. Adoption [25 septembre] (A. t. I, p. 568; J.O., p. 511). Promulgation (J.O., 2 octobre, p. 7032).

Voir Douanes, 12, 22.

ALIMENTATION DE LA POPULATION CIVILE (Service du ravitaillement pour l'). — Voir Crédits additionnels, 1, 4.

ALLAITEMENT MATERNEL. — 1917. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la protection de l'allaitement maternel. (Voir Table 1912-1914, p. 257). M. Paul Strauss dépose le rapport [16 février] (A. t. I, p. 210; J.O., p. 183; I. n° 46). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Paul Strauss, *rapporteur*. Articles premier et 2 (art. 53 b, 54 c, 54 d et 54 e du livre III du code du travail et de la prévoyance sociale). Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [27 juillet] (A. t. I, p. 900; J.O., p. 781). Promulgation (J.O., 6 août, p. 6099).

ALLIER (Périmètre de l'). — Voir Terrains en montagnes, année 1917, 2.

ALLOCATIONS.

1 — 1915. Proposition de loi concernant les cas de recours devant la Commission supérieure des allocations, déposée à la Chambre le 7 mai; rapport de M. Renaudel le 12 octobre; adoptée le 21 octobre; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission nommée le 21 octobre 1915, relative aux allocations aux familles des mobilisés [28 octobre] (A. t. I, p. 637; J.O., p. 579; I. n° 363).

2 — 1915. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, étendant aux veuves et aux orphelins des militaires mentionnés à

l'article 2 de la loi du 30 décembre 1913 le bénéfice des allocations pour charges de famille, déposée à la Chambre le 25 mars; rapport de M. Pierre Masse le 29 avril; adoptée le 21 mai; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [27 mai] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 254; I. n° 183). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [24 juin] (A. t. I, p. 316; J.O., p. 289; I. n° 219). 1^{re} délibération. Déclaration d'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [23 juillet] (A. t. I, p. 410; J.O., p. 3721). Promulgation (J.O., 7 octobre, p. 7139).

Voir Colonies, 1.

3 — 1915. Proposition de loi, tendant à accorder les allocations de la loi du 5 août 1914 aux familles des victimes civiles de la guerre, déposée à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Paisant le 28 janvier; adoptée le 11 février; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [18 février] (A. t. I, p. 46; J.O., p. 37; I. n° 47). M. Aimond dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 114; I. n° 114). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Article premier: M. Aimond, rapporteur général. Adoption de l'article modifié. Articles 2 et 3. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [30 mars] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 150). Promulgation (J.O., 10 avril, p. 2052).

4 — 1915. Proposition de loi, tendant à accorder une allocation journalière aux victimes civiles de la guerre, déposée à la Chambre le 11 février; rapport de M. Paisant le 26 février; adoptée le 2 avril; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [2 avril] (A. t. I, p. 210; J.O., p. 187; I. n° 133).
¶ 1916. M. T. Steeg dépose le rapport [3 mars] (A. t. I, p. 110; J.O., p. 110; I. n° 76). Adoption [7 avril] (A. t. I, p. 278; J.O., p. 263). Promulgation (J.O., 30 avril, p. 3715).

5 — 1916. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à suspendre jusqu'à la fin des hostilités, les effets de l'article 59 de la loi de finances du 25 février 1901 (suppression de l'allocation accordée aux dénaturateurs), déposé à la Chambre le 18 mai; rapport de M. Tournan, le 30 juin; adopté le 18 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 296). Renvoi à la Commission des finances [25 juillet] (A. t. I, p. 784; J.O., p. 712). M. Aimond dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [27 juillet] (A. t. I, p. 789; J.O., p. 718; I. n° 302). Discussion. Communication d'un décret nommant des com-

missaires du Gouvernement. Adoption [28 juillet] (A. t. I, p. 823; J.O., p. 745). Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 6748).

6 — 1915. Proposition de loi concernant les allocations aux familles des mobilisés, déposée à la Chambre le 11 mai; rapport de M. Renaudel le 18 juin; adoptée le 8 octobre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [14 octobre] (A. t. I, p. 612; J.O., p. 553; I. n° 352). Commission: 1^{er} bureau, M. Catalogne; 2^e bureau, M. Perreau; 3^e bureau, M. Lebert; 4^e bureau, M. Charles Deloncle; 5^e bureau, M. Leblond; 6^e bureau, M. Milliès-Lacroix; 7^e bureau, M. Magny; 8^e bureau, M. Lourties; 9^e bureau, M. Théodore Girard (J.O., p. 770; F. 46). || 1916. M. Lebert dépose le rapport [27 janvier] (A. t. I, p. 33; J.O., p. 33; I. n° 23). M. Laurent Thiéry dépose un avis de la Commission des finances [18 juillet] (A. t. I, p. 742; J.O., p. 676; I. n° 269). 1^{re} délibération. Déclaration d'urgence. Discussion générale: MM. André Lebert, *rapporteur*; Malvy, *Ministre de l'Intérieur*; Milliès-Lacroix. Ajournement de la suite de la discussion [12 octobre] (A. t. I, p. 910; J.O., p. 827).

7 — 1917. Proposition de loi relative à l'attribution, pendant la durée des hostilités, d'allocations, pour cherté de vie, aux personnels civils de l'État, déposée à la Chambre le 8 mars; rapport de M. Raoul Péret le 31 mars; adoptée le 3 avril; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des finances [5 avril] (A. t. I, p. 459; J.O., p. 398; I. n° 144).

8 — 1917. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'attribution d'une allocation temporaire aux petits retraités de l'État, présentée à la Chambre le 20 octobre 1916; rapport de M. Lugol le 23 février; adoptée le 21 juin; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [29 juin] (A. t. I, p. 762; J.O., p. 663; I. n° 231). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [3 août] (A. t. I, p. 1004; J.O., p. 868; I. n° 310). Dépose un rapport supplémentaire (I. n° 335). Déclaration de l'urgence. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [4 octobre] (A. t. I, p. 1077; J.O., p. 934). Discussion générale: MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Bourély, *Sous-Secrétaire d'État aux Finances*; Perreau et Genet. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [16 octobre] (A. t. I, p. 1080; J.O., p. 938). Promulgation [21 octobre] (J.O., p. 8318).

9 — 1916. Proposition de loi relative aux allocations temporaires mensuelles à attribuer à certains militaires réformés n° 2, déposée à la Chambre le 10 février; rapport de M. Pierre Masse, le 24 juin; adoptée le 28 septembre; transmise par M. le Président de la Chambre (I.

n° 374). Renvoi à la Commission relative aux allocations aux familles des mobilisés et, pour avis, à la Commission des finances [12 octobre] (A. t. I, p. 904; J.O., p. 822). M. Ch. Deloncle dépose le rapport. Renvoi pour avis à la Commission des finances [16 novembre] (A. t. I, p. 1026; J.O., p. 927; I. n° 419). M. Millières-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [21 novembre] (A. t. I, p. 1070; J.O., p. 964; I. n° 424). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des cinq articles et de l'ensemble de la proposition de loi [5 décembre] (A. t. I, p. 1130; J.O., p. 1020). Rectification au premier alinéa de l'article premier [7 décembre] (A. t. I, p. 1131; J.O., p. 1037). Promulgation (J.O., 11 décembre, p. 10668).

Voir Crédits additionnels, 22, et Service sanitaire maritime.

ALLOCUTIONS.

1 — 1915. Prononcée par M. Belle, doyen d'âge, en prenant place au fauteuil [12 janvier] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1; I. n° 1).

2 — 1915. Prononcée par M. Antonin Dubost, président du Sénat, en prenant place au fauteuil [14 janvier] (A. t. I, p. 5; J.O., p. 5; I. n° 2).

3 — 1915. Prononcée par M. Antonin Dubost en l'honneur de l'Italie [27 mai] (A. t. I, p. 279; J.O., p. 253).

4 — 1916. Prononcée par M. Latappy, doyen d'âge, en prenant place au fauteuil [11 janvier] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1; I. n° 1).

5 — 1916. Prononcée par M. Antonin Dubost, président du Sénat, en prenant place au fauteuil [13 janvier] (A. t. I, p. 5; J.O., p. 9; I. n° 2).

6 — 1917. Prononcée par M. Arthur Latappy, doyen d'âge, en prenant place au fauteuil [9 janvier] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1; I. n° 1).

7 — 1917. Prononcée par M. Antonin Dubost, président du Sénat, en prenant place au fauteuil [11 janvier] (A. t. I, p. 5; J.O., p. 7; I. n° 2).

AMBOISE (Indre-et-Loire). — Voir Octrois, 3.

ANCENIS A ERBRAY. — Voir Chemins de fer, 12.

ANDELYS (Les) (Eure). — Voir Octrois, 4.

ANGOULÊME (Charente). — Voir Octrois, 5.

ANNECY (Haute-Savoie). — Voir Octrois, 6.

APT (Vaucluse). — Voir Octrois, 7 et 8.

ARGENT BRUT. — Voir Douanes, 11 et 17.

ARGENTAN (Orne). — Voir Octrois, 9.

ARGENTEUIL (Seine-et-Oise). — Voir Octrois, 10.

ARMÉE

- I. — RECRUTEMENT.
- II. — CADRES ET EFFECTIFS.
- III. — ADMINISTRATION.
- IV. — ARMÉE COLONIALE.
- V. — JUSTICE MILITAIRE.
- VI. — RÉSERVE ET TERRITORIALE.
- VII. — QUESTIONS DIVERSES.

I — RECRUTEMENT

1 — 1915. Projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1916, déposé à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Treignier le 5 mars; adopté le 12 mars; déposé par M. le Ministre de la Guerre (I. n° 83). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission de l'armée. M. Gervais dépose et lit le rapport. Discussion immédiate ordonnée. Adoption [12 mars] (A. t. I, p. 115; J.O., p. 99; I. n° 94). Promulgation (J.O., 16 mars, p. 1386).

2 — 1915. Projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1917, déposé à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Treignier le 5 mars et rapport supplémentaire du 26 mars; adopté le 1^{er} avril; déposé par M. le Ministre de la Guerre [2 avril] (A. t. I, p. 196; J.O., p. 175; I. n° 128). Déclaration de l'urgence. M. Gervais dépose et lit le rapport. Discussion immédiate prononcée. Discussion des articles: Articles premier à 4. Adoption. Article 5: MM. Debierre, Vieu, Millerand, *Ministre de la Guerre*, Paul Strauss. Adoption. Articles 6 et 7. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [3 avril] (A. t. I, p. 219; J.O., p. 194; I. n° 142). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 1902).

3 — 1915. Projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1917, déposé à la Chambre le 16 septembre; rapport de M. Driant le 26 novembre; adopté le 30 novembre; déposé par M. le Ministre de

la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [2 décembre] (A. t. I, p. 686; J.O., p. 632; I. n° 408). M. Gervais dépose le rapport. Sur la date de la discussion des conclusions du rapport : MM. Dominique Delahaye, Clemenceau, *Président de la Commission de l'armée*, et Aimond. Fixation de la discussion au mardi 28 décembre [22 décembre] (A. t. I, p. 724; J.O., p. 669; I. n° 459). 1^{re} délibération : Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Gervais, *rapporteur*, Paul Strauss, Henry Chéron, le Général Galliéni, *Ministre de la Guerre*. Demande d'affichage du discours de M. le Ministre de la Guerre. Adoption. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 décembre] (A. t. I, p. 781; J.O., p. 716). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 9662).

4 — 1915. Projet de loi portant dérogation temporaire aux dispositions des articles 5, 6, 7, 13 et 14 de la loi du 7 juillet 1900, organisant les troupes coloniales, et des articles 37 et 56 de la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée, modifiée par la loi du 7 août 1913, déposé à la Chambre le 28 octobre; rapport de M. Maurice Bernard le 25 novembre; adopté le 3 décembre; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [9 décembre] (A. t. I, p. 696; J.O., p. 642; I. n° 415). M. Henry Bérenger dépose le rapport [22 décembre] (A. t. I, p. 723; J.O., p. 668; I. n° 465). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Articles premier et 2. Adoption. Rejet de l'article 3 voté par la Chambre des Députés. Adoption de l'ensemble du projet de loi. [24 décembre] (A. t. I, p. 760; J.O., p. 700).

5 — 1916. Projet de loi relatif au recrutement de l'intendance militaire pendant la durée des hostilités, déposé à la Chambre le 28 octobre 1915; rapport de M. Rognon le 13 janvier; adopté le 2 mars; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [10 mars] (A. t. I, p. 130; J.O., p. 127; I. n° 93). M. Henry Chéron dépose le rapport [11 avril] (A. t. I, p. 300; J.O., p. 281; I. n° 145). Adoption [13 avril] (A. t. I, p. 331; J.O., p. 308). Promulgation (J.O., 27 avril, p. 3557).

6 — 1916. Projet de loi sur le recrutement des sous-agents techniques des poudres pendant la durée des hostilités, déposé à la Chambre le 1^{er} février; rapport de M. Seydoux le 11 avril; adopté le 11 avril; déposé, par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [22 avril] (A. t. I, p. 424; J.O., p. 387; I. n° 196). M. Henry Bérenger dépose le rapport [18 mai] (A. t. I, p. 428; J.O., p. 392; I. n° 198). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [23 mai] (A. t. I, p. 454; J.O., p. 419). Promulgation (J.O., 28 mai, p. 4730).

7 — 1916. **Projet de loi relatif au recensement et à la revision de la classe 1918,** déposé à la Chambre le 28 septembre; rapport de M. Abel Ferry le 19 octobre; adopté le 21 novembre; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [23 novembre] (A. t. I, p. 1091; J.O., p. 981; I. n° 433). M. Gervais dépose le rapport [28 novembre] (A. t. I, p. 1107; J.O., p. 996; I. n° 439). M. Gervais donne lecture de son rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Gaudin de Villaine et d'Estournelles de Constant. Adoption successive des cinq articles. Sur l'ensemble : M. Paul Doumer. Adoption [30 novembre] (A. t. I, p. 1125; J.O., p. 1014). Promulgation (J.O., 3 décembre, p. 10460).

8 — 1917. **Projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918,** déposé à la Chambre le 8 février; Rapport de M. Abel Ferry le 2 mars; adopté le 27 mars; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission de l'armée [29 mars] (A. t. I, p. 387; J.O., p. 337; I. n° 113). M. Gervais dépose et lit le rapport (I. n° 118). Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. d'Estournelles de Constant, Paul Strauss, Justin Godart, *Sous-Secrétaire d'État du Service de santé*; Poirson, Debierre, Painlevé, *Ministre de la Guerre*; Emile Chautemps et Gaudin de Villaine. Sur l'article unique : MM. Lemarié, le Ministre de la Guerre, Vieu, le Colonel Giraud, *Commissaire du Gouvernement*. Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 416; J.O., p. 361). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 2557).

9 — 1917. **Projet de loi relatif au recrutement des officiers d'administration du cadre actif de l'intendance et du service de santé pendant la durée des hostilités,** déposé à la Chambre le 12 septembre 1916; rapport de M. Rognon le 7 décembre 1916; adopté le 4 avril; déposé au nom de M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [15 mai] (A. t. I, p. 502; J.O., p. 434; I. n° 169). M. Gervais dépose le rapport [2 août] (A. t. I, p. 959; J.O., p. 831; I. n° 305). Adoption [3 août] (A. t. I, p. 1035; J.O., p. 893). Promulgation (J.O., 12 août, p. 6292).

10 — 1917. **Projet de loi relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1919,** déposé à la Chambre le 23 novembre; rapport de M. Louis Deschamps le 13 décembre; adopté le 28 décembre; déposé par M. le Ministre de la Guerre [29 décembre] (A. t. I, p. 1376; J.O., p. 1198; I. n° 448). M. Paul Strauss dépose le rapport [29 décembre]

(A. t. I, p. 1376; J.O., p. 1198; I. n° 449). Discussion générale : MM. Paul Strauss, *rapporteur*, et Louis Martin. Adoption successive des six articles et de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. I, p. 1376; J.O., p. 1247). Promulgation (J.O., 4 janvier 1918, p. 162).

II — 1917. Projet de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 24 avril 1916 sur le recrutement de l'intendance militaire pendant la durée des hostilités, déposé à la Chambre les 22 mai et 14 juin; rapport de M. Etienne Rognon le 31 juillet; adopté le 18 octobre; déposé par M. le Ministre de la Guerre [8 novembre] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 967; I. n° 372). M. Chéron dépose le rapport [23 novembre] (A. t. I, p. 1136; J.O., p. 991; I. n° 388). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [6 décembre] (A. t. I, p. 1160; J.O., p. 1013). Promulgation (J.O., 12 décembre, p. 10066).

II — CADRES ET EFFECTIFS

I — 1915. Proposition de loi tendant à permettre de titulariser dans l'armée active, avec leur grade, les anciens élèves de l'école centrale des arts et manufactures et de l'école nationale supérieure des mines, officiers de réserve, déposée à la Chambre le 29 septembre; rapport de M. Seydoux le 9 décembre; adoptée le 16 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission de l'armée [22 décembre] (A. t. I, p. 723; J.O., p. 668; I. n° 461).

2 — 1916. Projet de loi, tendant à modifier, pendant la durée de la guerre, les articles 43 et 57 de la loi du 13 mars 1875, relative à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale, déposé à la Chambre le 28 décembre 1915; rapport de M. Henry Paté le 18 février; adopté le 9 mars; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [16 mars] (A. t. I, p. 150; J.O. p. 145; I. n° 101). M. Gervais dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [20 avril] (A. t. I, p. 405; J.O., p. 368; I. n° 189). Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 421; J.O., p. 385). Promulgation (J.O., 27 avril, p. 3557).

3 — 1916. Projet de loi, autorisant l'admission dans l'armée active des vétérinaires aides-majors de 1^{re} et de 2^e classe de réserve, déposé à la Chambre le 9 décembre 1915; rapport de M. Henry Paté le 22 février; adopté le 17 mars; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [23 mars] (A. t. I, p. 192; J. O., p. 184; I. n° 112).

4 — 1916. Proposition de loi relative à la nomination au grade de vétérinaire aide-major de 2^e classe, à titre temporaire et pour la durée

de la guerre, des vétérinaires auxiliaires diplômés, déposée à la Chambre le 10 mars; rapport de M. Henry Paté le 7 avril; adoptée le 25 mai; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission de l'armée [30 mai] (A. t. I, p. 517; J. O., p. 473; I. n° 213). M. Cazeneuve dépose le rapport [9 novembre] (A. t. I, p. 960; J. O., p. 871; I. n° 404). Renvoi pour avis à la Commission des finances [14 novembre] (A. t. I, p. 1023; J. O., p. 924). M. Milliès-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [21 novembre] (A. t. I, p. 1071; J. O., p. 964; I. n° 425). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [23 novembre] (A. t. I, p. 1075; J. O., p. 968). Promulgation (J. O., 2 janvier 1917, p. 51).

5 — 1916. Projet de loi relatif à la nomination au grade de sous-lieutenant des candidats admis à l'école polytechnique et à l'école spéciale militaire et des candidats admissibles à l'école polytechnique en 1914, déposé à la Chambre le 7 octobre 1915; rapport de M. Henry Paté le 10 février; adopté le 6 avril; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [12 avril] (A. t. I, p. 317; J. O., p. 297; I. n° 152). M. Boudenoot dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [20 avril] (A. t. I, p. 395; J. O., p. 361; I. n° 179). Discussion. Article 1^{er}. Amendement (disposition additionnelle) de M. Noël : MM. Noël, le général Roques, *Ministre de la Guerre*; Boudenoot, *Rapporteur*. Adoption de l'amendement de l'article 1^{er} modifié. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [22 avril] (A. t. I, p. 414; J. O., p. 380). Promulgation (J. O., 27 avril, p. 3556).

6 — 1916. Projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 1^{er} de la loi du 24 avril 1916, relative à la nomination au grade de sous-lieutenant, des candidats admis aux écoles : polytechniques, spéciale militaire, nationale supérieure des mines, nationale des ponts et chaussées, centrale des arts et manufactures, nationale des mines de Saint-Etienne et des candidats admissibles en 1914 à l'école polytechnique, déposé à la Chambre le 24 juin; rapport de M. Henry Paté le 4 octobre; adopté le 17 octobre; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [28 décembre] (A. t. I p. 923; J. O., p. 838; I. n° 392).

7 — 1916. Projet de loi portant modification de l'article 18 de la loi du 25 mars 1914 relative à la création d'un corps d'ingénieurs militaires et de corps d'agents et de sous-agents militaires des poudres, déposé à la Chambre le 1^{er} février; rapport de M. Seydoux le 11 avril; adopté le 19 avril; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [22 avril] (A. t. I, p. 424; J. O., p. 387; I. n° 197).

M. Henry Bérenger dépose le rapport [18 mai] (A. t. I, p. 428; J.O., p. 392; I. n° 199). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [23 mai] (A. t. I, p. 454; J.O., p. 419). Promulgation (J.O., 28 mai, p. 4729).

8 — 1916. Projet de loi relatif : 1° à l'admission des officiers d'administration dans les corps de troupes, et des officiers combattants dans une arme autre que leur arme d'origine ; 2° à l'admission des officiers de réserve dans l'armée active, déposé à la Chambre les 24 septembre 1915 et 13 janvier 1916 ; rapport de M. Hubert de Montaignu le 21 mars et rapport supplémentaire le 13 juillet ; adopté le 25 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 316). Renvoi à la Commission de l'armée [27 juillet] (A. t. I, p. 809; J.O., p. 734). M. Henry Chéron dépose le rapport [21 septembre] (A. t. I, p. 873; J.O., p. 7941; I. n° 354). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [28 septembre] (A. t. I, p. 898; J.O., p. 8171). Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 41007).

9 — 1916. Projet de loi modifiant les dispositions actuelles relatives au passage des officiers généraux dans le cadre de réserve, et créant pour les colonels une position spéciale, déposé à la Chambre le 7 juillet ; rapport de M. Henry Paté le 21 septembre ; adopté le 28 septembre ; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [12 octobre] (A. t. I, p. 919; J.O., p. 833; I. n° 380).

|| 1917. M. Gervais dépose le rapport [1^{er} mars] (A. t. I, p. 282; J.O., p. 245; I. n° 64). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des neuf articles et de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [31 mars] (A. t. I, p. 439; J.O., p. 231).

10 — 1917. Proposition de loi ayant pour objet de modifier, pour le temps de guerre, les règles relatives à l'avancement des sous-lieutenants, déposée à la Chambre le 12 septembre 1916 ; rapport de M. Henry Paté le 4 octobre 1916 ; adoptée le 9 février ; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission de l'armée [16 février] (A. t. I, p. 209; J.O., p. 183; I. n° 45). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [31 mars] (A. t. I, p. 433; J.O., p. 376; I. n° 124). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption des trois articles et de l'ensemble de la proposition de loi [8 juin] (A. t. I, p. 609; J.O. p. 531).

11 — 1917. Proposition de loi adoptée avec modifications par le Sénat, ayant pour objet de modifier, pour le temps de guerre, les règles relatives à l'avancement des sous-lieutenants, déposée à la Chambre le 12 juin ; rapport de M. Henry Paté le 12 juillet ; adoptée le

24 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre [27 juillet] (A. t. I, p. 889 ; J.O., p. 772 ; I. n° 265). M. Millières-Lacroix dépose le rapport [27 juillet] (A. t. I, p. 889 ; J. O., p. 772 ; I. n° 275). Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 935 ; J.O., p. 810). Promulgation (J.O., 20 août, p. 6635).

12 — 1917. Proposition de loi relative à l'admission des officiers de complément dans l'armée active, déposée à la Chambre le 15 mars ; rapport de M. Henry Paté le 12 juillet ; adoptée le 24 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre [27 juillet] (A. t. I, p. 889 ; J.O., p. 772 ; I. n° 274). M. Gervais dépose le rapport [2 août] (A. t. I, p. 959 ; J.O., p. 831 ; I. n° 304). Adoption [3 août] (A. t. I, p. 1035 ; J.O., p. 893). Promulgation (J.O., 12 août, p. 6292).

13 — 1917. Projet de loi tendant : 1° à modifier l'article 43 de la loi du 13 mars 1875, relative à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale ; 2° à permettre, en temps de guerre, aux officiers et assimilés de la réserve et de l'armée territoriale, l'accession à tous les grades, déposée à la Chambre les 7 juin et 21 juin ; rapport de M. Henry Paté le 18 juillet ; adopté le 25 juillet ; déposé par M. le Ministre de la Guerre [27 juillet] (A. t. I, p. 905 ; J.O., p. 785 ; I. n° 277). M. Gervais dépose le rapport [3 août] (A. t. I, p. 1036 ; J.O., p. 894 ; I. n° 317). Adoption [26 octobre] (A. t. I, p. 1094 ; J.O., p. 953). Promulgation (J.O., 30 octobre, p. 8685).

14 — 1917. Proposition de loi relative à l'ancienneté des officiers de réserve admis dans l'armée active antérieurement au 21 décembre 1916, déposée à la Chambre le 8 février ; rapport de M. Hubert de Montaigne le 19 juillet ; adoptée le 27 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre [2 août] (A. t. I, p. 951 ; J.O., p. 824 ; I. n° 292). M. Le Hérissé dépose le rapport [6 novembre] (A. t. I, p. 1110 ; J. O., p. 967 ; I. n° 368). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article 1^{er} : MM. Jean Codet, Le Hérissé, Rapporteur, et Jeanneney, Sous-Secrétaire d'État du Ministère de la Guerre. Adoption. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [20 novembre] (A. t. I, p. 1129 ; J. O., p. 984). Promulgation (J.O., 23 novembre, p. 9429).

15 — 1917. Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 6 juillet 1912 concernant les aides-majors, déposée à la Chambre le 7 avril 1916 ; rapport de M. Seydoux le 13 février ; adoptée le 28 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre [2 août] (A. t. I, p. 951 ; J. O., p. 824 ; I. n° 308). M. Lourties dépose le rapport [13 décembre] (A. t. I, p. 1209 ; J.O., p. 1055 ; I. n° 421). Déclaration de l'urgence. Adop-

tion [21 décembre] (A. t. I, p. 1304; J. O., p. 1137). Promulgation (J. O., 28 décembre, p. 10638).

16 — 1917. Proposition de loi ayant pour objet de permettre la titularisation des officiers qui se sont engagés volontairement pour la durée de la guerre, déposée à la Chambre le 5 avril; rapport de M. Henry Paté le 28 juillet; adoptée le 2 août; transmise par M. le Président de la Chambre [18 septembre] (A. t. I, p. 1043; J. O., p. 900; I. n° 319). M. Henry Chéron dépose le rapport [6 novembre] (A. t. I, p. 1104; J. O., p. 962; I. n° 356). Déclaration de l'urgence. Discussion-générale: MM. Henry Chéron, *Rapporteur*; Charles Riou et Paul Doumer, *Ministre d'État, Ministre de la Guerre par intérim*. Adoption [8 novembre] (A. t. I, p. 1112; J. O., p. 969). Promulgation (J. O., 10 novembre, p. 8978)

17 — 1917. Proposition de loi relative à l'ancienneté des officiers de réserve ou de territoriale admis dans l'armée active depuis le jour de la mobilisation, déposée par M. Jean Codet [6 novembre] (A. t. I, p. 1104; J. O., p. 962; I. n° 363).

18 — 1917. Proposition de loi tendant à assurer un contrôle efficace des effectifs, déposée par M. Jeanneney [8 novembre] (A. t. I, p. 1110; J. O., p. 968; I. n° 369).

III — ADMINISTRATION

1 — 1915. Projet de loi portant ratification de décrets réglant diverses mesures d'organisation militaire (Voir table 1912-1914 p. 473). M. Doumer dépose le rapport [14 janvier] (A. t. I, p. 6; J. O., p. 5; I. n° 3). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 janvier] (A. t. I, p. 10; J. O., p. 8). Promulgation (J. O., 31 mars, p. 748 et 1862).

2 — 1916. Projet de loi portant modification de l'article 9 de la loi du 20 mars 1880 sur le service d'état-major, modifié par la loi du 18 février 1901 et des tableaux annexés à la loi du 28 avril 1900, modifiant en ce qui concerne les officiers d'administration des services de l'intendance et de santé, les lois des 16 mars 1882 et 1^{er} juillet 1889 sur l'administration de l'armée, déposé à la Chambre le 21 octobre 1915; rapport de M. Rognon le 23 décembre 1915; adopté le 28 décembre 1915; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [20 janvier] (A. t. I, p. 10; J. O., p. 13; I. n° 10). M. Gervais dépose le rapport [10 février] (A. t. I, p. 41; J. O., p. 43; I. n° 39). M. Milliès-Lacroix dépose un avis au nom de la Commission des finances [24 février] (A. t. I, p. 70; J. O., p. 74; I. n° 61). 1^{re} délibération. Communication de deux décrets désignant des commissaires du Gouvernement.

Déclaration de l'urgence. Adoption [10 mars] (A. t. I, p. 145; J.O., p. 140). Promulgation (J.O., 26 mars, p. 2190).

IV — ARMÉE COLONIALE

1 — 1915. Proposition de loi tendant à soumettre aux obligations militaires prévues par les lois de 1905 et de 1913 les Sénégalais des communes de plein exercice de la colonie, déposée à la Chambre le 20 mai; rapport de M. Rognon le 17 juin et rapport supplémentaire le 2 juillet; adoptée le 8 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission de l'armée [22 juillet] (A. t. I, p. 389; J.O., p. 353; I. n° 263). M. Henry Bérenger dépose le rapport [28 septembre] (A. t. I, p. 589; J.O., p. 531; I. n° 334). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [14 décembre] (A. t. I, p. 619; J.O., p. 559). Promulgation (J.O., 21 octobre, p. 7569).

2 — 1915. Projet de loi relatif à la transformation des troupes auxiliaires marocaines en corps réguliers, et aux droits à pension des militaires marocains servant dans les corps réguliers, après avoir servi dans les goums mixtes et les troupes auxiliaires marocaines, déposé à la Chambre le 16 septembre; rapport de M. Maurice Bernard le 19 novembre; adopté le 25 novembre; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, le Ministre de la Guerre et le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de l'armée [8 décembre] (A. t. I, p. 696; J.O., p. 642; I. n° 416).

3 — 1916. Projet de loi relatif à la convocation devant une commission de réforme, dans les colonies de la Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, des hommes qui, appartenant par leur âge à une classe encore soumise à des obligations militaires, ont été réformés, ajournés, exemptés ou classés dans le service auxiliaire par les conseils de revision ou les commissions de réforme, déposé à la Chambre le 9 décembre 1915; rapport de M. Rognon le 29 décembre 1915; adopté le 21 janvier 1916; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [27 janvier] (A. t. I, p. 16; J.O., p. 19; I. n° 18). M. H. Chéron dépose le rapport [24 février] (A. t. I, p. 70; J.O., p. 73; I. n° 59). Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport. Observations: M. Henry Chéron, *rapporteur*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Emile Chautemps, Henry Chéron, *rapporteur*, et Henry Bérenger. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [3 mars] (A. t. I, p. 111; J.O., p. 111). Promulgation (J.O., 8 mars, p. 1865).

4 — 1916. Proposition de loi portant transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, étendant aux descendants des originaires des communes de plein exercice du Sénégal les dispositions de la loi militaire du 10 octobre 1915, déposé à la Chambre le 15 février; rapport de M. Rognon le 30 mai; adopté le 13 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission de l'armée [18 juillet] (A. t. I, p. 742; J.O., p. 676; I. n° 270). M. Henry Bérenger dépose le rapport [14 septembre] (A. t. I, p. 856; J.O., p. 773; I. n° 327). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [26 septembre] (A. t. I, p. 878; J.O., p. 799). Promulgation (J.O., 1^{er} octobre, p. 8667). Erratum [5 octobre] (J.O., p. 8739).

5 — 1916. Projet de loi créant l'emploi d'adjudant indigène pour les militaires indigènes des unités de tirailleurs et de spahis de l'Afrique du Nord, et complétant la loi du 18 juillet 1913 relative aux pensions de ces militaires, déposé à la Chambre le 24 décembre 1915; rapport de M. Bernard le 22 avril 1916; adopté le 21 juillet; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [25 juillet] (A. t. I, p. 784; J.O., p. 712; I. n° 299). M. Henry Bérenger dépose le rapport [14 septembre] (A. t. I, p. 856; J.O., p. 773; I. n° 328). M. Gervais dépose l'avis de la Commission des finances [14 septembre] (A. t. I, p. 856; J.O., p. 773; I. n° 330). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des quatre articles et de l'ensemble du projet de loi [26 septembre] (A. t. I, p. 877; J.O., p. 799). Promulgation (J.O., 28 octobre, p. 8692).

6 — 1917. Proposition de loi tendant à attribuer certains emplois civils dépendant de l'administration coloniale aux anciens militaires indigènes blessés en campagne et libérés, déposée à la Chambre le 25 juin 1915; rapport de M. Boussenot le 11 novembre 1915; adoptée le 27 février 1917; transmise par M. le Président de la Chambre [2 août] (A. t. I, p. 951; J.O., p. 824; I. n° 302). M. Flandin dépose le rapport [6 novembre] (A. t. I, p. 1104; J.O., p. 962; I. n° 365). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi [13 novembre] (A. t. I, p. 1122; J.O., p. 977). Promulgation (J.O., 7 décembre, p. 9881).

V — JUSTICE MILITAIRE

1 — 1915. Proposition de loi relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre, déposée à la

Chambre le 29 octobre; rapport de M. Paul Meunier le 30 octobre; adoptée le 10 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission nommée, le 29 juin 1909, chargée d'examiner le projet de loi portant suppression des conseils de guerre permanents dans les armées de terre et de mer et des tribunaux maritimes [16 décembre] (A. t. I, p. 709; J.O., p. 654; I. n° 447). || 1916. M. Flandin dépose le rapport. Renvoi pour avis à la Commission de l'armée et à la Commission de la Marine [3 février] (A. t. I, p. 35; J.O., p. 37; I. n° 24). M. Eug. Guérin dépose l'avis de la Commission de la Marine [10 mars] (A. t. I, p. 130; J.O., p. 128; I. n° 91). M. H. Chéron dépose l'avis de la Commission de l'armée [30 mars] (A. t. I, p. 214; J.O., p. 203; I. n° 128). M. Flandin dépose un rapport supplémentaire [30 mars] (A. t. I, p. 214; J.O., p. 203; I. n° 126). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Etienne Flandin, *rapporteur*; Henry Chéron, *rapporteur de la Commission de l'armée*; le général Roques, *Ministre de la Guerre*; Cuvinot, *président de la Commission de la Marine*. Discussion des articles: articles premier et 2. Adoption. Article 3: MM. André Lebert, Paul Matter, *commissaire du Gouvernement*. Adoption de l'article 3. Article 4. Amendement (disposition additionnelle) de M. Debierre: MM. Debierre, le Ministre de la Guerre, Etienne Flandin, *rapporteur*; Alexandre Bérard, *président de la Commission*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 4. Articles 5, 6 et 7. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [12 avril] (A. t. I, p. 318; J.O., p. 297). Promulgation (J.O., 28 avril, p. 3612).

2 — 1915. Projet de loi concernant la désertion et l'insoumission dans l'armée de terre, déposé à la Chambre le 20 juillet; rapport de M. Braibant le 17 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission nommée le 29 juin 1909, relative à la suppression des conseils de guerre et des tribunaux maritimes [29 décembre] (A. t. I, p. 808; J.O., p. 739; I. n° 487). || 1916: M. Richard dépose le rapport [3 mars] (A. t. I, p. 110; J.O., p. 110; I. n° 74). M. Chéron dépose l'avis de la Commission de l'armée [9 novembre] (A. t. I, p. 983; J.O., p. 890; I. n° 409). M. Richard dépose un rapport supplémentaire [5 décembre] (A. t. I, p. 1130; J.O., p. 1019; I. n° 449). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Demande de renvoi à la prochaine séance: MM. Jénouvrier, Alexandre Bérard, *président de la Commission*, et René Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. Renvoi à la prochaine séance de la 1^{re} délibération [5 décembre] (A. t. I, p. 1139; J.O., p. 1027). Suite de la discus-

sion. Discussion générale : MM. Richard, *rapporteur*; Henry Chéron, *rapporteur de la Commission de l'armée*; Jénouvrier, Etienne Flandin, René Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Bepmale, Alexandre Bérard, *président de la Commission*; Pères. Renvoi à la Commission prononcé [7 décembre] (A. t. I, p. 1150; J.O., p. 1038). M. Richard dépose un 2^e rapport supplémentaire [14 décembre] (A. t. I, p. 1174; J.O., p. 1059; I. n^o 457). || 1917 : suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la désertion et l'insoumission dans l'armée de terre. Discussion générale (fin) : M. Richard, *rapporteur*. Discussion des articles : Article premier. (Modification aux articles 230, 232, 233, 236, 237, 239, 241 et 243 du chapitre V du titre II du livre IV du Code de justice militaire). Premier alinéa réservé. Articles 230 et 232. Adoption. Article 233 : Amendement de M. Henry Chéron : M. Henry Chéron. Retrait. Adoption de l'article. Articles 237, 239, 240. Adoption, Article 243. Amendement de M. Henry Chéron et plusieurs de ses collègues : M. Henry Chéron. Retrait. Adoption de l'article. Article 243 bis : Observations : MM. René Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, et Alexandre Bérard, *président de la Commission*. Amendement de MM. Henry Chéron, Jénouvrier et Henry Bérenger : M. Henry Chéron. Retrait. Adoption des huit premiers alinéas de l'article 243 bis. Amendement de M. Boivin-Champeaux au 9^e alinéa : MM. Boivin-Champeaux et Alexandre Bérard, *président de la Commission*. Adoption. Adoption du 9^e alinéa modifié. Adoption des 10^e et 11^e alinéas. Amendement de MM. Henry Chéron, Jénouvrier et Henry Bérenger au 12^e alinéa : MM. Richard, *rapporteur*; Henry Chéron, René Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; Alexandre Bérard, *président de la Commission*; Pères, Henry Bérenger, Guillier et Maurice Colin. Vote de la 1^{re} partie de l'amendement. Rejet, au scrutin, de la 2^e partie de l'amendement. Amendement de M. Guillier (soumis à la prise en considération) : MM. Guillier et Richard, *rapporteur*. Rejet. Adoption du 12^e alinéa du texte de la Commission. 1^{er} amendement (disposition additionnelle) de M. Boivin-Champeaux : M. le Président de la Commission. Adoption. 2^e amendement (disposition additionnelle) de M. Boivin-Champeaux : M. Richard, *rapporteur*. Adoption. Adoption des quatre derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 243 bis modifié. Article 243 ter. Adoption. Adoption du 1^{er} alinéa de l'article premier précédemment réservé. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Articles 2, 3 et 4. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [12 janvier] (A. t. I, p. 10; J.O., p. 11)

3 — 1916. Proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer, déposée à la Chambre le 7 juillet; Rapport de M. Paul Meunier le 28 juillet; adoptée le 30 octobre. Transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission relative à la suppression des conseils de guerre permanents et des tribunaux maritimes [12 octobre] (A. t. I, p. 904; J.O., p. 822; I. n° 373).

4 — 1917. Proposition de loi tendant à renforcer la législation en matière d'insoumission à la loi sur le recrutement de l'armée en temps de guerre, déposée par M. Joseph Loubet. Renvoi à la Commission relative à la suppression des conseils de guerre et tribunaux maritimes [1^{er} mars] (A. t. I, p. 296; J.O., p. 257; I. n° 69).

5 — 1917. Proposition de loi réglementant l'incorporation ou l'utilisation de certains condamnés et exclus, déposée à la Chambre le 3 février 1916; rapport de M. Girard-Madoux le 22 février 1917; adoptée le 6 mars. Transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission de l'armée [15 mars] (A. t. I, p. 308; J.O., p. 269; I. n° 83).

6 — 1917. Proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de terre et l'armée de mer, déposée à la Chambre les 22 mai et 28 juillet; rapport de M. Paul Meunier les 18 juillet et 1^{er} août; adoptée le 18 octobre. Transmisé par M. le Président de la Chambre [25 octobre] (A. t. I, p. 1084; J.O., p. 943; I. n° 346). M. Flandin dépose le rapport [26 octobre] (A. t. I, p. 1093; J.O., p. 953; I. n° 351). M. Gabrielli dépose l'avis de la Commission de la marine [6 décembre] (A. t. I, p. 1157; J.O., p. 1010; I. n° 409).

VI — RÉSERVE ET TERRITORIALE

1915. Proposition de loi tendant à interdire la désignation des militaires de l'armée territoriale et de sa réserve pour faire partie des corps expéditionnaires destinés à opérer au delà des mers. Renvoi à la Commission de l'armée. Déposée par M. Le Hérissé [3 novembre] (A. t. I, p. 650; J.O., p. 591; I. n° 370).

VII — QUESTIONS DIVERSES

1 — 1915. Proposition de loi tendant à assurer la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés et mobilisables, déposée à la Chambre le 1^{er} avril; rapport de M. Paté le 20 mai, et rapport supplémentaire le 18 juin; adoptée le 26 juin; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission

de l'armée [29 juin] (A. t. I, p. 350; J.O., p. 317; I. n° 232). M. Chéron dépose le rapport [29 juillet] (A. t. I, p. 454; J.O., p. 407; I. n° 279). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Henry Chéron. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [10 août] (A. t. I, p. 519; J.O., p. 464). Suite de la discussion. Discussion générale (suite) : MM. de Las Cases, Albert Peyronnet, Millerand, *Ministre de la Guerre*. Discussion des articles : Article premier. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Henry Chéron, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article premier. Article 2. Adoption. Article 3. Amendement de M. Louis Martin : MM. Louis Martin, le Rapporteur, le *Ministre de la Guerre*. Rejet de l'amendement. Adoption des cinq premiers paragraphes de l'article. Sur le sixième paragraphe : MM. Lucien Cornet, le Rapporteur. Adoption des sixième et septième paragraphes. Amendement de M. Dominique Delahaye sur le huitième paragraphe : MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur et Grosjean. Retrait de l'amendement. Adoption du huitième paragraphe. Amendement de M. Grosjean sur le neuvième paragraphe : MM. Grosjean, le Rapporteur et le *Ministre de la Guerre*. Adoption de l'amendement et du neuvième paragraphe. Adoption du dixième paragraphe. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Article 4. Adoption. Article 5. Amendement de MM. Louis Martin et Reynald : MM. Louis Martin et le Rapporteur. Adoption de l'amendement et de l'article 5 modifié. Article 6. M. le *Ministre de la Guerre*. Sur le paragraphe premier : MM. Audiffred, Grosjean, Albert Thomas, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Guerre* (Munitions). Adoption du premier paragraphe. Amendement (disposition additionnelle) de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le *Sous-Secrétaire d'État*. Rejet de l'amendement. Amendement (disposition additionnelle) de M. Rouby : MM. Rouby, le *Sous-Secrétaire d'État*. Retrait de l'amendement. Adoption des deuxième et troisième paragraphes. Amendement de M. Guillaume Chastenet sur le quatrième paragraphe : MM. Guillaume Chastenet, le *Ministre de la Guerre*, Cazeneuve, le Rapporteur, André Lebert. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le *Sous-Secrétaire d'État*. Retrait de l'amendement. Adoption du quatrième paragraphe. Adoption successive des paragraphes suivants. Sur le dernier paragraphe, amendement de M. Guillaume Chastenet : MM. Guillaume Chastenet, le *Sous-Secrétaire d'État*, le Rapporteur. Adoption de l'amendement. Adoption de l'ensemble de l'article 6. Article 7. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Sur l'article : MM. André Lebert et le *Sous-Secrétaire d'État*. Adoption.

Articles 8 et 9. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [11 août] (A. t. I, p. 528; J.O., p. 474 à 489). Promulgation (J.O. 19 août, p. 5795).

2 — 1915. Projet de loi portant modification à l'article 3 de la loi du 20 mars 1880 sur le service d'état-major, déposé à la Chambre le 11 février; rapport de M. Henry Paté le 7 août; adopté le 12 août; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoyé à la Commission de l'armée [2 septembre] (A. t. I, p. 556; J.O., p. 496; I. n° 310). || 1916. M. Gervais dépose le rapport [3 mars] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 123; I. n° 87). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [17 mars] (A. t. I, p. 174; J.O., p. 167). Promulgation (J.O. 24 mars, p. 2317).

3 — 1915. Projet de loi tendant à maintenir à la disposition du Ministre de la Guerre, jusqu'à la cessation des hostilités, les hommes de la classe 1888, déposé à la Chambre le 16 septembre; rapport de M. Hubert de Montaigne le 24 septembre; adopté le 29 septembre; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [8 octobre] (A. t. I, p. 608; J.O., p. 547; I. n° 343). M. de Selves dépose le rapport [14 octobre] (A. t. I, p. 612; J.O., p. 553; I. n° 345). Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption [21 octobre] (A. t. I, p. 635; J.O., p. 574). Promulgation (J.O., 26 octobre, p. 7686).

4 — 1916. Proposition de loi relative à la situation des secrétaires de mairie mobilisés dans le service auxiliaire, déposée par M. Louis Martin; renvoyée à la Commission de l'armée [10 février] (A. t. I, p. 41; J.O., p. 42; I. n° 36).

5 — 1916. Projet de loi relatif au corps des interprètes militaires, déposé à la Chambre le 9 décembre 1915; rapport de M. de Montaigne le 10 février 1916; adopté le 9 mars; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [23 mars] (A. t. I, p. 492; J.O., p. 484; I. n° 111).

6 — 1916. Projet de loi relatif à l'examen des ajournés des classes 1913, 1914, 1915, 1916, 1917 et des exemptés des classes 1915, 1916, 1917; déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Henry Paté le 4 avril et avis de la Commission de l'hygiène publique par M. Delom-Sorbé le 4 avril; adopté le 7 avril; déposé par M. le Ministre de la Guerre (I. n° 146). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission de l'armée. M. Henry Chéron dépose

le rapport et en donne lecture. Discussion immédiate prononcée. Adoption [11 avril] (A. t. I, p. 300; J.O., p. 281; I. n° 147). Promulgation (J.O. 15 avril, p. 3164).

7 — 1916. Proposition de loi tendant à instituer, au profit des officiers de complément, l'honorariat du grade, déposée à la Chambre le 18 novembre 1915; rapport de M. Briquet le 24 mars; adoptée le 18 avril; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission de l'armée [20 avril] (A. t. I, p. 395; J.O., p. 360; I. n° 171). M. Henry Chéron dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [20 avril] (A. t. I, p. 396; J.O., 361; I. n° 185). Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 420; J.O., p. 384). Promulgation (J.O., 27 avril, p. 3557).

8 — 1916. Projet de loi relatif aux pensions à accorder : 1° aux stagiaires officiers d'administration d'artillerie coloniale; 2° aux ouvriers d'état de 1^{re} classe de l'artillerie et du génie; 3° aux gardiens de batterie, et 4° aux adjudants d'administration du génie, déposé à la Chambre le 26 août 1915; rapport de M. Caffart le 31 mars; adopté le 18 avril; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'armée [18 mai] (A. t. I, p. 428; J.O., p. 392; I. n° 202). || 1917. M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [27 juillet] (A. t. I, p. 889; J.O., p. 773; I. n° 270). Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 934; J.O., p. 809). Promulgation (J.O., 12 août, p. 6292).

9 — 1916. Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la préparation militaire des jeunes Français, déposée par MM. H. Chéron, Milliès-Lacroix, H. Bérenger. Renvoi à la Commission de l'armée [30 mai] (A. t. I, p. 518; J.O., p. 473; I. n° 217). M. Henry Chéron dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 717; J.O., p. 653; I. n° 257). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Sur l'urgence : MM. Henry Chéron et de Lamarzelle. Vote ajourné. Discussion générale : MM. Henry Chéron, rapporteur; de Lamarzelle, Reynald, Paul Le Roux, le général Roques, Ministre de la Guerre; Paul Doumer et Guillaume Chastenet. Déclaration de l'urgence. Renvoi de la discussion des articles à la prochaine séance. [18 juillet] (A. t. I, p. 742; J.O., p. 676). Suite de la discussion. Discussion des articles : Article premier. Contre-projet de M. de Lamarzelle : MM. Henry Chéron, rapporteur, et de Lamarzelle. Retrait du contre-projet. Retrait d'un amendement de M. de Lamarzelle. Adoption de l'article premier. Article 2. Adoption. Article 3. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. de Lamarzelle : MM. de Lamarzelle, Henry Chéron, rapporteur. Retrait de l'amendement. Article 4.

Amendement de MM. de Selves et Reynald : MM. de Selves, Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption des trois premiers alinéas de l'amendement. Amendement de M. de Lamarzelle sur le 3^e de l'amendement : MM. de Lamarzelle, le général Roques, *Ministre de la Guerre*. Retrait de l'amendement. Adoption de la fin de l'amendement de MM. de Selves et Reynald (devenant l'article 4). Amendement (disposition additionnelle) de M. de Lamarzelle : MM. de Lamarzelle, Henry Chéron, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Article 5. Amendement de MM. Reynald et de Selves : M. Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption de l'amendement (devenant l'article 5). Retrait d'une disposition additionnelle de M. de Lamarzelle. Article 6. Amendement de MM. Reynald et de Selves. Adoption de l'amendement (devenant l'article 6). Sur l'ensemble : MM. de Lamarzelle, le général Roques, *Ministre de la Guerre*. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [20 juillet] (A. t. I, p. 758; J.O., p. 692).

10 — 1916. Proposition de loi concernant un meilleur emploi et une meilleure utilisation des effectifs, déposée par MM. Le Hérissé, Eugène Guérin, Achille Maureau. Renvoi à la Commission de l'armée [27 octobre] (A. t. I, p. 939; J.O., p. 855; I. n° 397).

11 — 1917. Projet de loi relatif à la visite par les commissions spéciales de réforme des exemptés et réformés, déposé à la Chambre le 23 janvier; rapport de M. Orsola le 27 janvier; adopté le 3 février; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [8 février] (A. t. I, p. 136; J.O., p. 118; I. n° 29). M. Chéron dépose le rapport (I. n° 41). Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [13 février] (A. t. I, p. 182; J.O., p. 160). Discussion. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Henry Chéron, *rapporteur*, de Lamarzelle [16 février] (A. t. I, p. 210; J.O., p. 183). Reprise de la discussion : MM. Albert Peyronnet et Debierre [16 février] (A. t. I, p. 222; J.O., p. 194). Suite de la discussion. Discussion générale (fin) : MM. Bepmale, Louis Martin, Jeanneney, le général Lyautey, *Ministre de la Guerre*; Paul Doumer, Debierre, René Besnard, *Sous-Secrétaire d'Etat de la Guerre*. Discussion des articles. Article premier. Amendement de MM. de Lamarzelle, de Las Cases, Jénouvrier, de Kéranflech, Halgan : MM. de Lamarzelle et Henry Chéron, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Sur l'article : MM. de Las Cases, le Rapporteur, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption de l'article premier. Amendement (disposition additionnelle) de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, le Rapporteur, le Ministre de la Guerre, le Sous-Secrétaire

d'Etat. Retrait de l'amendement. Article 2. Amendement de MM. Rouby et Dellestable et amendement de MM. Bepmale et Pérès : MM. Rouby, le Sous-Secrétaire d'Etat, Bepmale et Paul Doumer. Rejet, au scrutin, de l'amendement de MM. Rouby et Dellestable. Retrait de l'amendement de MM. Bepmale et Pérès. Adoption de l'article 2. Article 3. Adoption. Article 4 : MM. Bepmale et le Rapporteur. Adoption. Article 5. Amendement de MM. de Lamarzelle, de Las Cases, Jénouvrier, de Kéranflec'h, de la Jaille, Halgan et amendement de MM. Dellestable, Ournac et Louis Martin : M. de Lamarzelle. Retrait de l'amendement de M. de Lamarzelle et ses collègues. MM. Dellestable, le Ministre de la Guerre, le Rapporteur, Louis Martin, Ournac. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Dellestable et ses collègues. Amendement de M. Larère : MM. Larère, le Sous-Secrétaire d'Etat et de Las Cases. Retrait de l'amendement. Amendement de MM. de Lamarzelle, Jénouvrier, Halgan, de Kéranflec'h, de Las Cases au 4^e : MM. de Lamarzelle, le Rapporteur et Guillaume Chastenet. Retrait de l'amendement. Amendement de M. de Lamarzelle au 5^e : MM. de Lamarzelle, le Sous-Secrétaire d'Etat. Retrait de l'amendement. Sur l'article : MM. Pérès, le Sous-Secrétaire d'Etat, Denoix et Vieu. Adoption de l'article 5. Article 6. Amendement de M. Louis Martin : MM. Louis Martin, le Rapporteur. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 6. Article 7. Amendement de MM. Larère, Jénouvrier, de Kéranflec'h, de Las Cases, Halgan, Audren de Kerdel, Paul Le Roux : MM. Larère, Jénouvrier, le Ministre de la Guerre. Retrait de l'amendement. Amendement de M. de Lamarzelle : MM. de Las Cases, de Lamarzelle et le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 7. Amendement (disposition additionnelle) de MM. de Lamarzelle, Jénouvrier, de Kéranflec'h, Audren de Kerdel, Brager de La Ville-Moysan et de Las Cases : MM. de Lamarzelle et le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Vidal de Saint-Urbain, Louis Martin et Cannac : MM. Vidal de Saint-Urbain, le Rapporteur. Retrait de l'amendement. Article 8. Adoption. Sur l'ensemble : MM. de Lamarzelle, l'amiral de la Jaille, Vidal de Saint-Urbain et Vieu. Adoption de l'ensemble du projet de loi [17 février] (A. t. I, p. 228 ; J.O., p. 199). Promulgation (J.O., 21 février, p. 1408).

12 — 1917. Proposition de loi concernant les jeunes gens ayant contracté un engagement volontaire pour la durée de la guerre et appartenant à des classes non encore appelées, déposée à la Chambre le 3 octobre 1916 ; rapport de M. Henry Paté, le 3 février 1917 ; adoptée le 13 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission de l'armée [15 mars] (A. t. I, p. 321 ; J.O., p. 280 ; I. n^o 90).

M. Gervais dépose le rapport [22 juin] (A. t. I, p. 699; J.O., p. 609; I. n° 218). Déclaration de l'urgence. Adoption [3 juillet] (A. t. I, p. 797; J.O., p. 693). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 5400).

13 — 1917. Proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active, déposée à la Chambre le 16 janvier; rapport de M. Henry Paté, le 2 mars; adoptée le 16 mars; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission de l'armée [21 mars] (A. t. I. p. 343; J.O., p. 298; I. n° 96). M. Henry Chéron dépose le rapport [31 mai] (A. t. I, p. 542; J.O., p. 471; I. n° 185). 1^{re} délibération sur la proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: M. Henry Chéron, *rapporteur*. Discussion des articles. Article premier: MM. de Trévèneuc, Painlevé, *Ministre de la Guerre*; Henry Chéron, *rapporteur*, et Lucien Cornet. Adoption de l'article premier. Article 2. Amendement de M. de La Batut: MM. de La Batut et Henry Chéron, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Adoption des quatre premiers alinéas. Amendement de M. Cazeneuve au 5^e alinéa: MM. Cazeneuve, Paul Strauss, Emile Chautemps, Debierre, Henry Chéron. Vote sur l'amendement ajourné. Amendement de MM. Lourties et Cazeneuve et amendement de M. Cabart-Danneville au 5^e alinéa: M. Lourties. Retrait de l'amendement de MM. Lourties et Cazeneuve. MM. Cabart-Danneville et Henry Chéron, *rapporteur*. Rejet de l'amendement de M. Cabart-Danneville. Amendement de MM. Cazeneuve, Chapuis, Lucien Cornet, Victor Lourties et Petitjean: MM. Cazeneuve, Henry Chéron, *rapporteur*; Charles Deloncle, Painlevé, *Ministre de la Guerre*. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Emile Chautemps au 5^e alinéa. Adoption. Amendement de M. Emile Chautemps sur la fin du 5^e alinéa. Adoption. Adoption des 5^e, 6^e, 7^e, 8^e et 9^e alinéas. Amendement de M. Fabien Cesbron au 10^e alinéa: MM. Fabien Cesbron, Henry Chéron, *rapporteur*; de Las Cases. Rejet de l'amendement. Adoption de l'ensemble de l'article 2. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [26 juin] (A. t. I, p. 728; J.O., p. 634). Fin de la discussion de la proposition de loi fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active. Suite de la discussion des articles: Article 3. Observations: MM. Emile Chautemps, Henry Chéron, *rapporteur*; Milliès-Lacroix. Amendement de MM. Cazeneuve, Chapuis, Lucien Cornet, Victor Lourties et Petitjean: MM. Ca-

zeneuve, Henry Chéron, *rapporteur* ; Painlevé, *Ministre de la Guerre*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 3 modifié. Articles 4 à 6. Adoption. Article 7 : M. Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Articles 8 à 9. Adoption. Article 10. Amendement de M. Jeanneney : MM. Jeanneney, Henry Chéron, Painlevé, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Adoption de l'article 10 modifié. Amendement (art. 10 bis) de M. Fabien Cesbron : MM. Fabien Cesbron, Gustave Rivet, Henry Chéron, *rapporteur* ; Painlevé, *Ministre de la Guerre*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Article 11. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Jeanneney et Painlevé, *Ministre de la Guerre*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi [28 juin] (A. t. I, p. 746 ; J.O., p. 650 à 658). Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'active, déposée à la Chambre le 6 juillet ; rapport de M. Henry Paté le 12 juillet ; adoptée le 27 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre [31 juillet] (A. t. I, p. 913 ; J.O., p. 792 ; I. n° 282). M. Henry Chéron dépose le rapport [2 août] (A. t. I, p. 952 ; J.O., p. 825 ; I. n° 290). Discussion générale : MM. Henry Chéron, *rapporteur* ; Jeanneney et Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Discussion des articles. Article premier. Adoption. Article 2. Amendement de M. de Lamarzelle au 8° alinéa : MM. de Lamarzelle et Henry Chéron, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Sur l'article : MM. Cauvin et René Besnard, *Sous-Secrétaire d'État de la Guerre*. Adoption de l'article 2. Article 3. Adoption. Article 4 : M. Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Articles 5 et 6. Adoption. Article 7 précédemment adopté. Article 8. Adoption. Article 9 précédemment adopté. Article 10 : MM. Touron et René Besnard, *Sous-Secrétaire d'État de la Guerre*. Adoption. Articles 11 et 12. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [3 août] (A. t. I, p. 1017 ; J.O., p. 678). Promulgation (J.O., 15 août, p. 6403).

14 — 1917. Projet de loi concernant les obligations militaires des nationaux des pays alliés résidant en France, déposé à la Chambre le 5 juin ; rapport de M. Galli le 27 juillet ; adopté le 1^{er} août ; déposé par MM. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre de l'Intérieur [17 octobre] (A. t. I, p. 1082 ; J.O., p. 939 ; I. n° 339). M. Henry Chéron dépose le rapport [6 novembre] (A. t. I, p. 1104 ; J.O., p. 961 ; I. n° 355). Déclaration de l'urgence. Observations : MM. Henry Chéron, *rapporteur*, et Louis Martin. Adoption de l'article unique du projet de loi [8 novembre] (A. t. I, p. 1111 ; J.O., p. 969). Promulgation (J.O., 10 novembre, p. 8977).

15 — 1917. Proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi du 17 août 1915 assurant la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables, déposée à la Chambre le 24 janvier; rapport de M. Henry Paté le 22 novembre; adoptée le 14 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [20 décembre] (A. t. I, p. 1284; J.O., p. 1119; I. n° 434).

ASSISTANCE ET SAUVETAGE MARITIMES. — Voir Marine, année 1915, 6.

ARSENAL (Bibliothèque de l'). — Voir Bibliothèque de l'arsenal.

ASSISTANCE AUX MILITAIRES EN INSTANCE DE RÉFORME.
— Voir crédits extraordinaires, § IV, 1.

ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL. — Voir Nomades (Circulation des).

ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION. — 1915. (Projet de loi sur les). (Voir table 1912-1914 p. 284). Commission : 1^{er} bureau, M. Lourties; 2^e bureau, M. Reynald; 3^e bureau, M. Perchot; 4^e bureau, M. Charles Deloncle; 5^e bureau, M. Steeg; 6^e bureau, M. Fenoux; 7^e bureau, M. Henry Chéron; 8^e bureau, M. Henri-Michel; 9^e bureau, M. Laurent Thiéry (J.O., p. 374; F. 4). Président, M. Laurent Thiéry; Secrétaire, M. Charles Deloncle; Rapporteur, M. Henry Chéron. M. Henry Chéron dépose le rapport [17 juin] (A. t. I, p. 301; J.O., p. 274). Renvoi pour avis à la Commission des finances (I. n° 211). M. Lourties dépose un avis au nom de la Commission des finances [16 novembre] (A. t. I, p. 657; J.O., p. 599; I. n° 379). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Henry Chéron, rapporteur, et Albert Métin, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Déclaration de l'urgence. Articles premier à 9. Adoption. Observations : M. le Rapporteur et M. le Ministre. Article 10 modifié. Adoption. Articles 11 à 13. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [2 décembre] (A. t. I, p. 688; J.O., p. 633).

ASSURANCES (Résiliation des contrats d'). — 1916. Proposition de loi relative à la résiliation des contrats d'assurances dont les titulaires sont morts à l'ennemi ou décédés à la suite de bleues ou maladies contractées en service, déposée à la Chambre le 28 décembre 1915; rapport de M. Giordan le 28 janvier 1916; adoptée le 15 fé-

vrier; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [17 février] (A. t. I, p. 64; J.O., p. 65; I. n° 56). Commission: 1^{er} bureau, M. Sauvan; 2^e bureau, M. Chastenet; 3^e bureau, M. Ribière; 4^e bureau, M. Louis Martin; 5^e bureau, M. E. Flandin; 6^e bureau, M. Eugène Guérin; 7^e bureau, M. Dellestable; 8^e bureau, M. Ordinaire; 9^e bureau, M. Henri-Michel (J.O., p. 1572; F. 10). Président, M. Eugène Guérin; Secrétaire, M. Ordinaire; Rapporteur, M. G. Chastenet (J.O., p. 1946; F. 12). M. G. Chastenet dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 214; J.O., p. 203; I. n° 131). M. G. Chastenet dépose un rapport supplémentaire [18 mai] (A. t. I, p. 429; J.O., p. 392; I. n° 207). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [8 juin] (A. t. I, p. 555; J.O., p. 507). Promulgation (J.O., 14 octobre, p. 9007).

ASSURANCES CONTRE LES RISQUES DE LA GUERRE MARITIME.

1 — 1915. Projet de loi portant conversion en lois des décrets des 13 août, 10 octobre et 12 novembre 1914, relatifs à la garantie de l'État en matière d'assurances contre les risques de la guerre maritime, déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. Guernier le 19 janvier 1915 et avis de la Commission du budget de M. Brousse le 19 janvier 1915; adopté le 11 février; déposé par M. le Ministre des Finances et par M. le Ministre de la Marine. Renvoyé à la Commission des finances [18 février] (A. t. I, p. 44; J.O., p. 36; I. n° 32). M. Jénouvrier dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 148; J.O., p. 133; I. n° 121). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [2 avril] (A. t. I, p. 209; J.O., p. 186). Promulgation (J.O., 14 avril, p. 2196).

2 — 1917. Projet de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 10 avril 1915, portant conversion en lois des décrets des 13 août, 10 octobre et 12 novembre 1914, relatifs à la garantie de l'État en matière d'assurances contre les risques de la guerre maritime, déposé à la Chambre le 16 janvier; rapport de M. Touron le 19 janvier; adopté le 23 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 16). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Jénouvrier dépose et lit le rapport. Discussion immédiate ordonnée. Adoption [25 janvier] (A. t. I, p. 60; J.O., p. 55 et 56; I. n° 17). Promulgation (J.O., 26 janvier, p. 756).

3 — 1917. Projet de loi relatif à la garantie de l'État en matière d'assurance contre les risques maritimes de la guerre, déposé à la

Chambre le 8 février; rapport de M. Trouin le 13 février, adopté le 15 février; déposé au nom de M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des finances [16 février] (A. t. I, p. 221; J.O., p. 192; I. n° 47). M. Jénouvrier dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 228; J.O. p. 199; I. n° 52). Lecture du rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [22 février] (A. t. I, p. 263; J.O., p. 229). Promulgation (J.O., 28 février, p. 1668).

ASSURANCE OBLIGATOIRE CONTRE LES RISQUES DE GUERRE. — 1917. Projet de loi modifiant la loi du 10 avril 1915 et instituant l'assurance obligatoire contre les risques de guerre pour les corps de navires français et les cargaisons de plus de 500 tonneaux de jauge brute, déposé à la Chambre le 22 février; rapport de M. Ballande le 2 mars; adopté le 13 mars; déposé au nom de M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des finances [15 mars] (A. t. I, p. 308; J.O., p. 270; I. n° 79). Renvoi pour avis à la Commission de la marine [28 mars] (A. t. I, p. 359; J.O., p. 313). M. Jénouvrier dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 388; J.O., p. 337; I. n° 115). M. Cabart-Danneville dépose l'avis de la Commission de la marine [30 mars] (A. t. I, p. 412; J.O., p. 357; I. n° 117). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Article premier: Adoption. Article 2: MM. Lemarié, Jénouvrier, rapporteur; Tournon, Antony Ratier et Albert Métin, *Sous-Secrétaire d'Etat des Finances* Renvoi du projet de loi à la Commission [3 avril] (A. t. I, p. 447; J.O., p. 388). M. Jénouvrier dépose et lit un rapport supplémentaire. Discussion immédiate prononcée. Article premier précédemment adopté. Articles 2 à 6. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [5 avril] (A. t. I, p. 463; J.O., p. 401; I. n° 419). Promulgation (J.O., 21 avril, p. 3152).

ASSURANCES SOCIALES (Création d'un livret d'). — 1915. (Voir table 1912-1914, p. 538). 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi. Vote sur le passage à une 2^e délibération. Adoption [4 mars] (A. t. I, p. 69; J.O., p. 60). 2^e délibération sur le projet de loi, portant création d'un livret d'assurances sociales et modification de la législation de la Caisse nationale d'assurance en cas de décès. Articles 1 et 2. Adoption. Article 3. Amendement de M. Félix Martin (soumis à la prise en considération): MM. Félix Martin, Delatour, *directeur général de la Caisse des dépôts et consi-*

gnations, commissaire du Gouvernement. Rejet de l'amendement. Adoption successive des paragraphes et de l'ensemble de l'article 3. Articles 4 à 8. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [12 mars] (A. t. I, p. 112; J.O., p. 97). Promulgation (J.O., 11 juin, p. 3794).

ASSURANCES SUR LA VIE A ORDRE ET AU PORTEUR. — 1916. Proposition de loi tendant à protéger les bénéficiaires des polices d'assurances sur la vie, à ordre et au porteur, des bons de capitalisation et d'épargne, dont les titres ont été égarés, détruits ou volés, déposée à la Chambre le 25 février 1915; rapport de M. Lairrolle le 22 juillet; adoptée le 15 janvier 1916; transmise par M. le Président de la Chambre [17 février] (A. t. I, p. 64; J.O., p. 65; I. n° 57). M. Chastenet dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 214; J.O., p. 203; I. n° 130). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 422; J.O., p. 386). Transmission de la proposition de loi modifiée par la Chambre [4 juillet] (A. t. I, p. 736; J.O., p. 669; I. n° 263). M. G. Chastenet dépose le rapport [20 juillet] (A. t. I, p. 758; J.O., p. 691; I. n° 280). Adoption [28 juillet] (A. t. I, p. 848; J.O., p. 766). Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 6860).

ASSURANCES (Sociétés allemandes, autrichiennes et hongroises d'). — Voir Retraites ouvrières et paysannes.

ASSURÉS FACULTATIFS. — Voir Retraites ouvrières et paysannes.

AUBUSSON (Creuse). — Voir Octrois, 11.

AUDIERNE (Finistère). — Voir Octrois, 12.

AUTORISATION DES FEMMES MARIÉES EN JUSTICE. — Voir Femmes mariées.

AUTORITÉS CIVILES. — Voir Réquisition (droit de).

AVANCEMENT EN TEMPS DE GUERRE DES OFFICIERS DE LA MARINE. — Voir Marine, 1.

AVANCES AUX CHAMBRES DE COMMERCE. — 1915. Projet de loi concernant les avances faites ou à faire aux Chambres de commerce, déposé à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Métin le

5 mars ; adopté le 18 mars ; déposé par M. le Président du Conseil, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [18 mars] (A. t. I, p. 118 ; J.O., p. 103 ; I. n° 99). M. Aimond dépose le rapport [18 mars] (A. t. I, p. 118 ; J.O., p. 104 ; I. n° 104). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de deux articles et de l'ensemble du projet de loi [26 mars] (A. t. I, p. 163 ; J.O., p. 146). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1740).

AVANCE REMBOURSABLE A LA COMMISSION DU DANUBE.

— 1915. Projet de loi autorisant le Ministre des Finances à faire une avance remboursable de 400.000 francs à la commission européenne du Danube, déposé à la Chambre le 24 juin ; rapport de M. Louis Marin le 29 juillet, adopté le 5 août ; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [25 septembre] (A. t. I, p. 567 ; J.O., p. 510 ; I. n° 326). M. Paul Doumer dépose le rapport [21 octobre] (A. t. I, p. 634 ; J.O., p. 573 ; I. n° 357). Adoption [30 octobre] (A. t. I, p. 641 ; J.O., p. 584). Promulgation (J.O., 11 novembre, p. 8105).

AVANCES REMBOURSABLES CONSENTIES AUX INDUSTRIELS POUR LES BESOINS DE LA DÉFENSE NATIONALE.

— 1916. Projet de loi tendant à autoriser l'ouverture, parmi les services spéciaux du Trésor, d'un compte intitulé : « Avances remboursables consenties à divers industriels pour les besoins de la défense nationale », déposé à la Chambre le 17 février ; rapport de M. Raoul Péret le 18 avril ; adopté le 21 avril ; déposé par MM. les Ministres des Finances et de la Guerre. Renvoi à la Commission des finances [22 avril] (A. t. I, p. 414 ; J.O., p. 379 ; I. n° 192). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [5 décembre] (A. t. I, p. 1130 ; J.O., p. 1019 ; I. n° 452). 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des cinq articles et de l'ensemble du projet de loi [30 décembre] (A. t. I, p. 1231 ; J.O., p. 1108). Promulgation (J.O., 29 janvier 1917, p. 840).

AVANCES AUX PAYS ALLIÉS ET AMIS.

1 — 1915. Projet de loi concernant les avances aux pays alliés ou amis, déposé à la Chambre le 4 mars ; rapport de M. Métin le 5 mars ; adopté le 18 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances [18 mars] (A. t. I, p. 118 ; J.O., p. 103 ; I. n° 98). M. Paul Doumer dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 127 ; J.O., p. 114 ; I. n° 115). 1^{re} délibération.

Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 mars] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 149). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 1860).

2 — 1916. Projet de loi portant autorisation d'avances au Gouvernement alliés ou amis, déposé à la Chambre le 18 juillet; rapport de M. Raoul Péret le 26 juillet; adopté le 27 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 juillet] (A. t. I, p. 809; J.O., p. 734; I. n° 315). M. Aimond dépose le rapport [14 décembre] (A. t. I, p. 1178; J.O., p. 1062; I. n° 462). || **1917.** 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [18 janvier] (A. t. I, p. 33; J.O., p. 30). Promulgation (J.O., 18 février, p. 1316).

3 — 1917. Projet de loi portant autorisation d'avances à des Gouvernements alliés ou amis, déposé à la Chambre le 25 mai; rapport de M. Raoul Péret le 12 juillet; adopté le 19 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances [27 juillet] (A. t. I, p. 888; J.O., p. 772; I. n° 276). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [31 juillet] (A. t. I, p. 913; J.O., p. 792; I. n° 283). Adoption [2 août] (A. t. I, p. 953; J.O., p. 826). Promulgation (J.O., 5 août, p. 6071).

AVOINE (Taxation et réquisitions de l').— Voir taxation de l'avoine et réquisitions des avoines.

AVOINES (Réquisition des). — **1916.** Proposition de loi concernant les réquisitions d'avoines chez les cultivateurs, déposée à la Chambre le 14 décembre 1915; rapport de M. Victor Boret le 27 janvier 1916; adoptée le 24 février; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission relative à la taxation des denrées [25 février] (A. t. I, p. 88; J.O., p. 91; I. n° 69).

BAILLEUL (Nord). — Voir Octrois, 13 et 14.

BANNELEC (Finistère). — Voir Octrois, 15.

BANQUES COLONIALES. — **1916.** Projet de loi portant prorogation du privilège des banques coloniales et des statuts desdites banques, déposé à la Chambre le 28 septembre; rapport de M. Lagrosillière le 18 décembre; adopté le 22 décembre; déposé par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [23 décembre] (A. t. I, p. 1193; J.O., p. 1078; I. n° 467). M. Gervais dépose le rapport [29 décembre] (A. t. I, p. 1201; J.O., p. 1084; I. n° 479). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 décembre] (A. t. I, p. 1257; J.O., p. 1130). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 11242).

BANQUE DE FRANCE. — Voir Conventions, 1, 2 et 3.

BAR-LE-DUC (Meuse). — Voir Chambre de commerce de Bar-le-Duc et aussi Octrois, 16.

BARÈME (Établissement d'un) POUR L'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX SYNDICATS D'ÉLEVAGE. — Voir Syndicats d'élevage.

BATEAUX DE RIVIÈRE (Immatriculation des).

1 — 1916. Projet de loi sur l'immatriculation des bateaux de rivière et l'hypothèque fluviale, déposé par M. le Ministre des Travaux publics [30 mars] (A. t. I, p. 213; J.O., p. 203; I. n° 122). Commission : 1^{er} bureau, M. Rouland; 2^e bureau, M. Etienne Flandin; 3^e bureau, M. Guilloteaux; 4^e bureau, M. Charles Deloncle; 5^e bureau, M. Brager de la Ville-Moy-san; 6^e bureau, M. Debierre; 7^e bureau, M. Lemarié; 8^e bureau, M. Courrégelongue; 9^e bureau, M. Monnier [14 avril] (J.O., p. 3150; F. 22). Président, M. Monnier; secrétaire, M. Guilloteaux; rapporteur, M. Flandin (J.O., p. 3182; F. 23). M. Flandin dépose le rapport [14 septembre] (A. t. I, p. 856; J.O., p. 773; I. n° 338). 1^{re} délibération sur le projet de loi sur l'immatriculation des bateaux de rivière et l'hypothèque fluviale. Communication d'un décret du Président de la République désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Etienne Flandin, rapporteur. Adoption successive des articles 1 à 50 et de l'ensemble du projet de loi [12 octobre] (A. t. I, p. 905; J.O., p. 823).

2 — 1917. Projet de loi sur l'immatriculation des bateaux de rivière et l'hypothèque fluviale, déposé à la Chambre le 26 octobre 1916; rapport de M. Lémery le 27 février 1917; adopté le 28 mars 1917; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission précédemment saisie, nommée le 13 avril 1916 [15 mai] (A. t. I, p. 482; J.O., p. 417; I. n° 158). M. Flandin dépose le rapport [22 mai] (A. t. I, p. 522; J.O., p. 453; I. n° 173). Adoption [21 juin] (A. t. I, p. 682; J.O., p. 594). Promulgation (J.O., 7 juillet, p. 5200).

BAUX A LOYER. — 1916. Projet de loi relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre, déposé à la Chambre le 16 mai 1915; rapport de M. Ignace le 12 août 1915 et avis de la Commission du commerce, par M. Levasseur, le 4 novembre 1915; adopté le 22 avril 1916; déposé par M. le Ministre des Finances [18 mai] (A. t. I, p. 428; J.O., p. 392; I. n° 200). Commission : 1^{er} bureau, MM. de Selves et Henri-Michel; 2^e bureau, MM. Lemarié et Guillier;

3° bureau, MM. Henry Chéron et Charles Deloncle ; 4° bureau, MM. Théodore Girard et Poirrier ; 5° bureau, MM. Lhopiteau et Boivin-Champeaux ; 6° bureau, MM. Touron et Capéran ; 7° bureau, MM. Reynald et Petitjean ; 8° bureau, MM. de Las Cases et Murat ; 9° bureau, MM. T. Steeg et Rouland [23 mai] (J.O., p. 4625 ; F. 29). Président, M. de Selves ; vice-président, M. Th. Girard ; secrétaire, M. Steeg ; rapporteur, M. H. Chéron (J.O., p. 4689 ; F. 31). M. Chéron dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 736 ; J.O., p. 669 ; I. n° 258). M. Aimond dépose l'avis de la Commission des finances [18 juillet] (A. t. I, p. 754 ; J.O., p. 686 ; I. n° 276). 1^{re} délibération. Communication de deux décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Henry Chéron, rapporteur ; Debierre, et René Viviani, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Renvoi de la discussion des articles à la prochaine séance [25 juillet] (A. t. I, p. 767 ; J.O., p. 698). Suite de la discussion. Discussion des articles : article premier : observations : MM. de Las Cases, Guillaume Chastenet et Henry Chéron, rapporteur. Amendement de M. Jénouvrier : M. Jénouvrier. Amendement de M. Brager de la Ville-Moysan (soumis à la prise en considération) : MM. Brager de la Ville-Moysan et le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption de l'amendement. Adoption de l'amendement de M. Jénouvrier (devenant l'article premier). Article 2. Adoption. Article 3 : retrait d'un amendement de M. Lemarié. Observations : MM. Vieu, le rapporteur et André Lebert. Adoption de l'article 3. Articles 4 et 5. Adoption. Article 6 : MM. Vieu et le rapporteur. Adoption. Article 7 : M. Vieu. Adoption. Article 8. Adoption. Article 9 : Amendement de M. Lemarié : MM. Lemarié, le Rapporteur, René Viviani, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Adoption de l'amendement modifié (devenant l'article 9). Article 10 : observations : MM. Guillaume Chastenet et le *Garde des Sceaux*. Amendement de M. Touron au 4° : M. le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'article 10 modifié. Articles 11 et 12. Adoption. Article 13 (nouvelle rédaction) : Retrait d'un amendement de M. Louis Martin. Adoption de l'article 13. Article 14. Adoption. Article 15 : amendement de M. Reynald : MM. Reynald, le Rapporteur. Adoption. Sur l'article : MM. Gaudin de Villaine, le Rapporteur, Paul Strauss et le *Garde des Sceaux*. Amendement de M. Paul Strauss (soumis à la prise en considération) : MM. Paul Strauss et le rapporteur. Adoption du premier alinéa (amendement de M. Reynald). Retrait de l'amendement de M. Paul Strauss au deuxième alinéa et adoption de cet alinéa. Observations de M. Henri-Michel. Adoption des 2°, 3°, 4° et 5°. Amendement de M. Paul Strauss au 6° (soumis à la prise en considération) : MM. Paul Strauss et le Rapporteur. Rejet de l'amen-

dement. Adoption de la fin de l'article modifié. Adoption de l'ensemble de l'article 15. Article 16 : Amendement de M. Reynald : MM. Reynald et le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'article 16 modifié. Article 17 : observations : MM. Brager de la Ville-Moysan et le rapporteur. Adoption de l'article 17. Article 18. Adoption. Article 19. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Debierre : MM. Debierre, le Rapporteur, le Garde des Sceaux, Touron, Jénouvrier, Lemarié. Rejet. Article 20 : amendement de M. Lemarié : M. le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'article 20 modifié. Article 21. Adoption. Article 22 : Amendement de M. Lebert : MM. André Lebert, le Rapporteur. Adoption de l'amendement (devenant le 1^{er} alinéa de l'article). Amendement (disposition additionnelle) de M. Herriot et plusieurs de ses collègues : M. Herriot. Amendement de MM. Boivin-Champeaux et Jénouvrier : MM. Boivin-Champeaux, le Rapporteur, André Lebert, Jénouvrier. Fusion des deux amendements. Adoption des trois premiers alinéas de l'article, modifiés par ces amendements. Disposition additionnelle de M. Herriot et plusieurs de ses collègues : MM. Herriot et le Rapporteur. Adoption. Adoption du dernier alinéa du nouveau texte de la Commission. Sur la fin de l'article : MM. Leblond et le Rapporteur. Adoption de l'ensemble de l'article 22. Article 23 : Amendement de MM. Poirrier, T. Steeg, Deloncle et de Las Cases : M. le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'article 23 modifié. Articles 24 à 26. Adoption. Article 27 : MM. Jénouvrier et le Rapporteur. Adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [27 juillet] (A. t. I, p. 790 ; J.O., p. 718). Discussion des articles (suite) : article 28 , observations : M. Henry Chéron, rapporteur. Adoption des deux premiers alinéas. Discussion des amendements de M. Touron et de M. Jénouvrier ajournée. Article 20 : sur l'article : MM. Debierre, le Rapporteur. Amendement de M. Reynald : MM. Reynald, le Rapporteur. Adoption. Sur le 1^{er} alinéa : M. Vieu. Adoption du 1^{er} alinéa. Adoption du 2^e alinéa. Amendement de MM. Poirrier, T. Steeg, Charles Deloncle et de Las Cases : M. le Rapporteur. Adoption (devenant le 3^e alinéa). Adoption du 4^e alinéa. Amendement (disposition additionnelle) de M. Reynald. Adoption. Adoption de la fin de l'article. Amendement de M. Charles Deloncle au dernier alinéa : MM. Charles Deloncle, le Rapporteur, Guillaume Chastenot, Boivin-Champeaux. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 29. Article 30. Adoption. Article 31 : amendement de MM. Reynald, Touron et Boivin-Champeaux, et amendement de M. Maurice Faure : MM. Maurice Faure, Reynald, le Rapporteur, Jénouvrier. Rejet de l'amendement de M. Maurice Faure. Adoption de l'amendement de M. Reynald (devenant l'article 31). Sur le dernier alinéa de l'article : MM

Hervey, le Rapporteur. Article 32 : amendement (disposition additionnelle au 4^e alinéa) de M. Reynald : M. le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'article 32 modifié. Article 33 : adoption d'un amendement de M. Reynald au dernier alinéa. Adoption de l'article 33 modifié. Articles 34 à 39. Adoption. Article 40 : amendement de M. Lemarié : M. le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'article 40 modifié. Articles 41 et 42. Adoption. Article 43 : amendement de M. Lemarié, Adoption. Adoption de l'article 43 modifié. Articles 44 et 45. Adoption. Article 46 : amendement de M. Maurice Faure : MM. Maurice Faure et le Rapporteur. Rejet. Amendement de M. Reynald : MM. Reynald et le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'article 46 modifié. Article 47 : amendement de M. Reynald : MM. Reynald et le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'article 47 modifié. Articles 48 et 49. Adoption. Article 50 : amendement de M. Théodore Girard : M. le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'article 50 modifié. Article 51 : amendement de M. Théodore Girard : M. le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'article 51 modifié. Articles 52 et 53. Adoption. Article 54 : amendement de M. Reynald : M. le Rapporteur. Adoption. Amendement de M. Touron : M. le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'article 54 modifié. Articles 55 et 56. Adoption. Amendement de MM. Boivin-Champeaux et Touron : MM. Boivin-Champeaux et le Rapporteur. Adoption (devenant l'article 57). Article 58 (ancien article 57). Adoption. Article 59 (ancien article 58) : MM. Paul Strauss et le Rapporteur, Adoption. Article 60 (ancien article 59). Adoption. Article 28 (précédemment réservé) : amendement de M. Touron et amendement de M. Jénouvrier : MM. Touron, René Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, le Rapporteur, Jénouvrier. Adoption de l'amendement de M. Touron. Retrait de l'amendement de M. Jénouvrier. Adoption de l'ensemble de l'article 28. Sur l'ensemble : MM. de Selves, *Président de la Commission*, et Gaudin de Villaine. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 juillet] (A. t. I, p. 823; J.O., p. 746). || 1917. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre, déposé par le Ministre de la Justice [21 juillet] (A. t. I, p. 853; J.O., p. 743; I. n° 258). M. Henry Chéron dépose le rapport [2 août] (A. t. I, p. 952; J.O., p. 825; I. n° 291). Discussion : article premier. Adoption. Article 2 précédemment adopté. Articles 3 à 7. Adoption. Article 8 : MM. Touron et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Articles 9 à 14. Adoption. Article 15 : MM. Leblond, Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Article 30 : MM. Reynald et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption de l'article 30 modifié. Articles 31 à 41. Adoption.

Articles 42 et 43 précédemment adoptés. Articles 44 et 45. Adoption. Article 46 précédemment adopté. Articles 47 et 48. Adoption. Articles 49 et 50 précédemment adoptés. Articles 51 et 52. Adoption. Articles 53 et 54 précédemment adoptés. Article 55 : MM. Reynald et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Articles 56 et 57 précédemment adoptés. Articles 58 à 60. Adoption. Article 61 précédemment adopté. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [3 août] (A. t. I, p. 1023 ; J.O., p. 883).

BAUX RURAUX (Résiliation des). — 1917. Projet de loi concernant la résiliation des baux ruraux par suite de la guerre, déposé à la Chambre le 25 mai 1915 ; rapport de M. Chavoix le 25 novembre 1915 et rapport supplémentaire le 12 avril 1916 ; adopté le 13 février 1917 ; déposé au nom de M. le Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission nommée le 23 mai 1916 relative aux baux à loyer pendant la guerre [15 mars] (A. t. I, p. 320 ; J.O., p. 280 ; I. n° 88). M. Henry Chéron dépose le rapport [25 mai] (A. t. I, p. 525 ; J.O., p. 465 ; I. n° 175). 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la résiliation des baux ruraux, par suite de la guerre. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des vingt-deux articles et de l'ensemble du projet de loi [6 juillet] (A. t. I, p. 827 ; J.O., p. 718). Promulgation (J.O., 19 août, p. 6572).

BAYEUX (Calvados). — Voir Octrois, 17.

BEAUX SITES ET MONUMENTS NATURELS. — Voir Caisse des beaux sites.

BEAUVAIS (Oise). — Voir Octrois, 18.

BÉNÉFICES RÉALISÉS PENDANT LA GUERRE. — Voir Contribution extraordinaire.

BÉNÉFICIAIRES DE POLICES D'ASSURANCES DONT LES TITRES ONT ÉTÉ ÉGARÉS, DÉTRUITS OU VOLÉS. — Voir Assurances sur la vie.

BERRIEN (Finistère). — Voir Octrois, 19 et 20.

BEURRES (Taxation des). — Voir Taxation des beurres et fromages.

BÉTAIL ÉTRANGER SUR PIED (Acquisition et introduction du). — 1915. Proposition de loi autorisant l'acquisition et l'introduction

du bétail étranger sur pied, déposée à la Chambre le 25 mai; rapport de M. Cosnier le 1^{er} juin; adoptée le 2 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [8 juillet] (A. t. I, p. 373; J.O., p. 336; I. n^o 238).

BEZONS (Seine-et-Oise). — Voir Octrois, 21.

BIBLIOTHÈQUE DE L'ARSENAL. — 1917. Projet de loi autorisant le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts à acquérir les immeubles sis aux n^{os} 20, 22 et 24 du boulevard Morland et aux n^{os} 5, 7 et 9 de la rue Sully, en vue de réaliser l'isolement de la bibliothèque de l' Arsenal, déposé à la Chambre; rapport de M. Adrien Veber le 29 décembre; adopté le 31 décembre; déposé par MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [31 décembre] (A. t. I, p. 1438; J.O., p. 1247; I. n^o 454).

BIEN DE FAMILLE INSAISSISSABLE. — 1917. Proposition de loi portant application à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion de la loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille insaisissable, déposé à la Chambre le 11 mars 1915; rapport de M. Boussenot le 18 décembre 1916; adoptée le 14 mars 1917; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission, nommée le 18 mai 1911, relative au bien de famille insaisissable [21 mars] (A. t. I, p. 343; J.O., p. 298; I. n^o 95).

BIENS DES MILITAIRES DISPARUS. — Voir Administration provisoire.

BILLET A ORDRE. — Voir Code de commerce, 2.

BLÉ RÉCOLTÉ EN FRANCE EN 1917 (prime par quintal de). — 1916. Proposition de loi ayant pour objet l'attribution d'une prime de 3 francs par quintal de blé récolté en France en 1917, déposée à la Chambre le 22 septembre; rapport de M. Cosnier le 13 octobre; adoptée le 28 octobre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [9 novembre] (A. t. I, p. 983; J.O., p. 890; I. n^o 407). M. Develle dépose le rapport [21 novembre] (A. t. I, p. 1071; J.O., p. 964; I. n^o 427). || 1917. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Lhopiteau, Darbot, Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture, du Travail, des Postes et des Télégraphes*; Milliès-Lacroix, Albert Peyronnet et Audiffred. Adoption des cinq articles et de l'en-

semble de la proposition de loi [26 janvier] (A. t. I, p. 86; J.O., p. 77).
Promulgation (J.O., 1^{er} février, p. 908).

BLÉ. — Voir Taxation du blé.

BOISSONS GAZÉIFIÉES. — Voir Eaux minérales artificielles.

BONDY (Seine). — Voir Octrois, 22.

BONS A ÉMETTRE PAR LA BANQUE D'ALGÉRIE. — Voir Algérie.

BONS DU TRÉSOR.

1 — 1915. Projet de loi tendant à élever à 3.500 millions la limite d'émission des bons du Trésor, déposé à la Chambre le 14 janvier; rapport de M. Albert Métin le 28 janvier; adopté le 28 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances et envoyé à la Commission des finances [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 14; I. n° 16). M. Aimond dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 janvier] (A. t. I, p. 25; J.O., p. 20; I. n° 19). Promulgation (J.O., 13 février, p. 743).

2 — 1915. Projet de loi ayant pour objet d'élever la limite des bons du Trésor, déposé à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Métin le 5 mars; adopté le 18 mars; déposé par M. le Ministre des Finances [18 mars] (A. t. I, p. 118; J.O., p. 103; I. n° 97). M. Aimond dépose le rapport [18 mars] (A. t. I, p. 118; J.O., p. 104; I. n° 103). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Aimond, *rapporteur général*, et Alexandre Ribot, *Ministre des Finances*. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 mars] (A. t. I, p. 149; J.O., p. 134). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1740).

BONS DU TRÉSOR ET BONS DE LA DÉFENSE NATIONALE.

1 — 1915. Projet de loi ayant pour objet d'augmenter la limite d'émission des bons ordinaires du Trésor et des bons de la défense nationale, déposé à la Chambre le 6 mai; rapport de M. Albert Métin le 7 mai; adopté le 7 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [14 mai] (A. t. I, p. 248; J.O., p. 225; I. n° 163). M. Aimond dépose le rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale: MM. Ribot, *Ministre des Finances*; Milliès-Lacroix, Peytral, *président de la Commission des finances*; Goirand. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi

[14 mai] (A. t. I, p. 251; J.O., p. 228; I. n° 166). Promulgation (J.O., 19 mai, p. 3183).

2 — 1915. Projet de loi ayant pour objet d'augmenter la limite d'émission des bons ordinaires du Trésor et des bons de la défense nationale, déposé à la Chambre le 8 juillet; rapport de M. Métin le 22 juillet; adopté le 29 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 juillet] (A. t. I, p. 474; J.O., p. 426; I. n° 283). M. Aimond dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I, p. 474; J.O., p. 426; I. n° 286). Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale : MM. Aimond, *rapporteur général*, et Ribot, *Ministre des Finances*. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 août] (A. t. I, p. 487; J.O., p. 436). Promulgation (J.O., 8 août, p. 5478).

BOUCAU (Le) (Basses-Pyrénées). — Voir Octrois, 23.

BOUILLARGUES A SAINT-GILLES. — Voir Chemins de fer, 13.

BOUILLON A CORBION. — Voir Chemins de fer, 4.

BOULANGERIES (Travail de nuit dans les). — **1917.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la suppression du travail de nuit dans les boulangeries, déposée à la Chambre le 7 juillet; rapport de M. Lerolle le 24 mai; adopté le 13 novembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [23 novembre] (A. t. I, p. 1134; J.O., p. 989; I. n° 382).

BOURBOURG-VILLE (Nord). — Voir Octrois, 24.

BOURGOIN (Isère). — Voir Octrois, 25.

BOUTELLES DITES CHAMPENOISES ET BORDELAISES. — Voir Douanes, 18.

BREST (Finistère). — Voir Octrois, 26.

BREVETS D'INVENTION. — **1916.** Proposition de loi ayant pour objet de prolonger la validité des brevets d'invention dont l'exploitation a été interdite en vertu de la loi du 12 avril 1916, déposée par M. Astier [26 octobre] (A. t. I, p. 922; J.O., p. 837; I. n° 385). M. Murat dépose le rapport sommaire [7 décembre] (A. t. I, p. 1149; J.O., p. 1037; I. n° 455). Prise en considération. Renvoi à la Commission,

nommée le 24 décembre 1915, relative aux inventions intéressant la défense nationale [30 décembre] (A. t. I, p. 1230; J. O., p. 1107).

Voir Propriété industrielle.

BRIGNOLES (Var). — Voir Octrois, 27.

BRIOUDE A LAVOUTE-CHILLAC. — Voir Chemins de fer, 14.

BRUNSWICK (Duc Charles de). — Voir Conventions, 6.

BUCAREST (Achat d'un hôtel à). — Voir Crédits extraordinaires, § I, 3.

BUDGET DE L'ALGÉRIE. — Voir Algérie.

BUDGET DU SÉNAT. — Voir Résolution (projet de) : année 1915, 5; année 1916, 5; année 1917, 11.

BULLETIN OFFICIEL DES OPPOSITIONS. — Voir Publication au *Bulletin officiel* des numéros perdus ou volés.

BUREAUX DU SÉNAT. — 1915. Installation du bureau provisoire [12 janvier] (A. t. I, p. 1; J. O., p. 1). Scrutin pour la nomination du Président du Sénat. Scrutin pour la nomination de quatre vice-présidents. Scrutin pour la nomination de huit secrétaires. Scrutin pour la nomination de trois questeurs. Résultat du scrutin pour la nomination du Président du Sénat. M. Antonin Dubost est élu. Résultat du scrutin pour la nomination de quatre vice-présidents : MM. Savary, Saint-Germain, Touron, Maurice Faure sont élus. Résultat du scrutin pour la nomination de huit secrétaires : MM. Chastenet, de La Batut, Le Cour Grandmaison, Quesnel, Astier, Lucien Cornet, Mollard, Amic sont élus. Résultat du scrutin pour la nomination de trois questeurs : MM. Théodore Girard, Denoix, Gustave Rivet sont élus [12 janvier] (A. t. I, p. 3; J. O., p. 3). || **1916.** Scrutin pour la nomination du Président du Sénat : M. Antonin Dubost est élu. Scrutin pour la nomination de quatre vice-présidents : MM. Touron, Saint-Germain, Hippolyte Savary, Maurice Faure sont élus. Scrutin pour la nomination de huit secrétaires : MM. Amic, Quesnel, Le Cour Grandmaison, G. Chastenet, de La Batut, Lucien Cornet, Mollard, Astier sont élus. Scrutin pour la nomination de trois questeurs : MM. Théodore Girard, Gustave Rivet, Denoix sont élus [11 janvier] (A. t. I, p. 2 et 3; J. O., p. 2). || **1917.** Scrutin pour la nomination du Président du Sénat : M. Antonin Dubost est élu. Scrutin pour la nomination de

quatre vice-présidents : MM. Boivin-Champeaux, Saint-Germain, Chautemps, Régismanset sont élus. Scrutin pour la nomination de huit secrétaires : MM. de La Batut, Quesnel, Amic, Chastenet, Lucien Cornet, Larère, Lucien Hubert, Simonet sont élus. Scrutin pour la nomination de trois questeurs : MM. Théodore Girard, G. Rivet, Ranson sont élus [9 janvier] (A. t. I, p. 3 ; J. O., p. 3 ; F. 2).

BUREAUX

ANNÉE 1915

12 janvier. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 2 ; J. O., p. 2 ; F. 1). Organisation des bureaux (J. O., p. 374 ; F. 4).

18 février. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 44 ; J. O., p. 36 ; F. 9). Organisation des bureaux (J. O., p. 1156 ; F. 10).

Le 1^{er} bureau (de juin 1912) a nommé membre de la Commission des douanes M. Brindeau, en remplacement de M. de Langenhagen. — Le 7^e bureau (de juin 1912) a nommé membre de la même Commission M. Quesnel, en remplacement de M. Cazeneuve. — Le 9^e bureau (de juin 1912) a nommé membre de la même Commission MM. Forichon et Maurice Ordinaire, en remplacement de MM. Gaston Menier et G. Trouillot (J. O., p. 856 ; F. 9).

Le 4^e bureau (de juin 1912) a nommé M. Courrégelongue, membre de la Commission des douanes, en remplacement de M. Lourties. — Le 5^e bureau (de juin 1912) a nommé membre de la même Commission M. de Las Cases, en remplacement de M. Honoré Leygue. — Le 6^e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission des chemins de fer (1915) M. de Pontbriand, en remplacement de M. Gentilliez, et membre de la Commission de la marine (1915) M. Jénouvrier, en remplacement de M. Fortier. — Le 9^e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission des chemins de fer (1915) M. Grosjean, en remplacement de M. Couyba, et membre de la Commission de la marine (de 1915) M. Rouland, en remplacement de M. Poirrier (J. O., p. 1157 ; F. 10).

Le 2^e bureau (de février 1905) a nommé membre de la Commission relative à la réglementation des débits de boissons M. Pauliat, en remplacement de M. Delpech. — Le 3^e bureau (de février 1905) a nommé membre de la même Commission M. Cazeneuve, en remplacement de M. César Duval. — Le 4^e bureau (de février 1905) a nommé membre de la même Commission M. Poirson, en remplacement de M. Gauthier (Haute-Saône). — Le 8^e bureau (de février 1905) a nommé membre de

la même Commission M. Rouland, en remplacement de M. Giguet. — Le 7^e bureau (de juin 1910) a nommé membre de la Commission relative aux tribunaux pour enfants et à la liberté surveillée M. Gabrielli, en remplacement de M. Vagnat (J.O., p. 1330; F. 13).

Le 2^e bureau (de janvier 1907) a nommé membre de la Commission relative à l'article 310 du Code civil M. Henry Chéron, en remplacement de M. Tillaye. — Le 3^e bureau (de janvier 1907) a nommé membre de la même Commission M. Fortier, en remplacement de M. Vissaguet. — Le 6^e bureau (de janvier 1907) a nommé membre de la même Commission M. Régismanset, en remplacement de M. Monservin (J.O., p. 2506; F. 24).

Le 5^e bureau (de janvier 1907) a nommé membre de la Commission relative à l'article 310 du Code civil M. Henri-Michel, en remplacement de M. Gourju (J.O., p. 2738; F. 22).

22 avril. — Tirage au sort des bureaux (J.O., p. 200; F. 24). Organisation des bureaux [29 avril] (J.O., p. 3738; F. 22).

3 juin. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 283; J.O., p. 258). Organisation des bureaux (J.O., p. 4028; F. 28).

Le 5^e bureau (de juin 1898) a nommé membre de la Commission relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés M. Fabien Cesbron, en remplacement de M. Répiquet. — Le 6^e bureau (de juin 1898) a nommé membre de la même Commission M. Charles-Dupuy, en remplacement de M. Thézard. — Le 9^e bureau (de juin 1898) a nommé membre de la même Commission M. Debierre, en remplacement de M. Maxime Lecomte (J.O., p. 4259; F. 29).

Le 4^e bureau (de juin 1898) a nommé membre de la Commission relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés M. Paul Fleury, en remplacement de M. de Chamailard (J.O., p. 4300; F. 30).

Le 1^{er} bureau (de mars 1909) a nommé membre de la Commission relative au décret de prairial sur les sépultures M. Limouzain-Laplanche, en remplacement de M. Boissier. — Le 6^e bureau (de mars 1909) a nommé membre de la même Commission M. Delahaye, en remplacement de M. de Montfort (J.O., p. 4424; F. 31).

Le 6^e bureau (de novembre 1913) a nommé membre de la Commission des finances M. Lucien Cornet, en remplacement de M. Forichon [22 juillet] (J.O., p. 5075; F. 33).

8 juillet. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 376; J.O., p. 339). Organisation des bureaux (J.O., p. 5075; F. 33).

Le 5^e bureau (de novembre 1913) a nommé membre de la Commission des finances M. Cazeneuve, en remplacement de M. Ferdinand-Dreyfus [29 juillet] (J.O., p. 5237; F. 35).

Le 6^e bureau (de juin 1910) a nommé membre de la Commission relative à l'organisation départementale et communale M. Catalogne, en remplacement de M. Ferdinand-Dreyfus. — Le 8^e bureau (d'avril 1915) a nommé membre de la Commission relative aux pupilles de la nation M. Grosjean, en remplacement de M. Ferdinand-Dreyfus (J.O., p. 5428; F. 37).

Le 6^e bureau (d'octobre 1907) a nommé membre de la Commission relative aux sociétés de secours mutuels M. Defumade, en remplacement de M. Ferdinand-Dreyfus. — Le 8^e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission des affaires étrangères M. Jonnart, en remplacement de M. Ferdinand-Dreyfus (J.O., p. 5575; F. 38).

14 octobre. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 609; J.O., p. 558). Organisation des bureaux J.O., p. 7610; F. 45).

Le 2^e bureau (d'octobre 1904) a nommé membre de la Commission relative aux articles 113 et suivants du Code d'instruction criminelle M. Milan, en remplacement de M. Rambourgt. — Le 6^e bureau (d'octobre 1904) a nommé membre de la même Commission M. T. Steeg, en remplacement de M. René Bérenger (J.O., p. 6632; F. 41).

Le 3^e bureau (de janvier 1907) a nommé membre de la Commission relative à l'article 310 du Code civil M. Ch. Deloncle, en remplacement de M. Fortier. — Le 9^e bureau a nommé membre de la même Commission M. Lhopiteau, en remplacement de M. R. Bérenger. — Le 2^e bureau (de janvier 1912) a nommé membre de la Commission relative aux articles 72 à 81 de la loi de finances (exercice 1912) retraites ouvrières et paysannes M. Bollet, en remplacement de M. Ferdinand-Dreyfus (J.O., p. 6870; F. 42).

Le 2^e bureau (de février 1905) a nommé membre de la Commission relative à la réglementation des débits de boissons M. Dominique Delahaye, en remplacement de M. Pauliat. — Le 7^e bureau (de février 1905) a nommé membre de la même Commission M. Petitjean, en remplacement de M. Fortier. — Le 5^e bureau (de janvier 1912) a nommé membre de la Commission relative aux articles 72 à 81 de la loi de finances (exercice 1912) retraites ouvrières et paysannes M. Gabrielli, en remplacement de M. Fortier (J.O., p. 6952; F. 44).

Le 1^{er} bureau (de mars 1910) a nommé membre de la Commission relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique M. Vermorel, en remplacement de M. Louis Blanc (J.O., p. 7936; F. 50).

18 novembre. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 659; J.O., p. 605). Organisation des bureaux (J.O., p. 8610; F. 53).

Le 1^{er} bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission de l'armée M. de La Batut, en remplacement de M. de Freycinet; membre de la Commission des affaires étrangères M. Bienvenu Martin,

en remplacement de M. de Freycinet. — Le 3^e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission de la marine M. Jean Codet, en remplacement de M. Camille Pelletan. — Le 5^e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission de l'armée M. Petitjean, en remplacement de M. Léon Bourgeois; membres de la Commission des affaires étrangères MM. Maurice Colin et T. Steeg, en remplacement de MM. Léon Bourgeois et J. Méline. — Le 6^e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission des affaires étrangères M. Charles Dupuy, en remplacement de M. Emile Combes (J.O., p. 8375; F. 52).

Le 1^{er} bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission des chemins de fer MM. Bidault et Cannac, en remplacement de MM. de La Batut et Jean Codet (J.O., p. 8804; F. 55).

Le 5^e bureau (de janvier 1902) a nommé membre de la Commission relative à l'outillage national (voies navigables) M. Ournac, en remplacement de M. Pauliat. — Le 6^e bureau (de janvier 1902) a nommé membre de la même Commission M. Brager de La Ville-Moysan, en remplacement de M. de Freycinet. — Le 8^e bureau (de janvier 1902) a nommé membres de la même Commission MM. d'Aunay et Couyba, en remplacement de MM. Mézières et Fortier [2 décembre] (J.O., p. 8804; F. 55).

Le 6^e bureau (de janvier 1912) a nommé membre de la Commission relative aux articles 72 à 81 de la loi de finances de 1912 concernant les retraites ouvrières et paysannes M. Henry Chéron, en remplacement de M. Pauliat [16 décembre] (J.O., p. 9265; F. 57).

ANNÉE 1916

11 janvier. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 2; J.O., p. 2). Organisation des bureaux (J.O., p. 569; F. 4).

17 février. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 52; J.O., p. 55). Organisation des bureaux (J.O., p. 1549; F. 9).

17 mars. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 173; J.O., p. 167). Organisation des bureaux (J.O., p. 2335; F. 15).

18 mai. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 429; J.O., p. 392; F. 27). Organisation des bureaux (J.O., p. 4449; F. 28).

22 juin. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 612; J.O., p. 557). Organisation des bureaux (J.O., p. 5535; F. 40).

14 septembre. — (A. t. II, p. 856; ; J.O., p. 773). Organisation des bureaux (J.O., p. 8201; F. 51).

Le 1^{er} bureau (de novembre 1913) a nommé membre de la Commission relative aux dispositions du Code civil sur la nationalité M. André Lebert, en remplacement de M. Sarrien. — Le 7^e bureau (de jan-

vier 1915) a nommé membre de la Commission des affaires étrangères M. Ribière, en remplacement de M. Sarrien. — Le 3^e bureau (de juin 1912) a nommé membre de la Commission des douanes M. le comte de Saint-Quentin, en remplacement de M. Fortier. — Le 5^e bureau (de juin 1912) a nommé membre de la même Commission M. Monnier, en remplacement de M. Méline. — Le 6^e bureau (de juin 1912) a nommé membre de la même Commission M. Fagot, en remplacement de M. Le Breton. — Le 9^e bureau (de juin 1912) a nommé membre de la même Commission M. Boivin-Champeaux, en remplacement de M. Forichon (J.O., p. 1023; F. 6).

Le 1^{er} bureau (de mars 1909) a nommé membre de la Commission relative à l'impôt sur le revenu M. Goy, en remplacement de M. Ribot. — Le 4^e bureau (de mars 1909) a nommé membre de la même Commission M. Perchot, en remplacement de M. Ferdinand-Dreyfus. — Le 5^e bureau (de mars 1909) a nommé membre de la même Commission M. Milliard, en remplacement de M. Rambourgt. — Le 6^e bureau (de mars 1909) a nommé membre de la même Commission M. Paul Doumer, en remplacement de M. Pauliat. — Le 8^e bureau (de mars 1909) a nommé membre de la même Commission M. Cazeneuve, en remplacement de M. Fortier (J.O., p. 4841; F. 33).

Le 3^e bureau (de juin 1910) a nommé membre de la Commission relative au vagabondage, à la mendicité et à l'organisation de l'assistance par le travail M. Magny, en remplacement de M. Sarrien (J.O., p. 8540; F. 53).

26 octobre. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 923; J.O., p. 838). Organisation des bureaux (J.O., p. 9427; F. 57).

Le 6^e bureau (de février 1902) a nommé membre de la Commission relative à l'enseignement département et commercial de l'agriculture M. Goy, en remplacement de M. M. Méline (J.O., p. 8993; F. 55).

Le 3^e bureau (de novembre 1902) a nommé membre de la Commission relative à l'abrogation de la loi du 12 juillet 1875 sur l'enseignement supérieur M. Couyba, en remplacement de M. Alfred Mézières. — Le 5^e bureau (de novembre 1902) a nommé membre de la même Commission M. Cazeneuve, en remplacement de M. Léon Labbé. — Le 7^e bureau (de novembre 1902) a nommé membre de la même Commission M. Herriot, en remplacement de M. Emile Reymond. — Le 9^e bureau (de novembre 1902) a nommé membre de la même Commission M. Bienvenu Martin, en remplacement de M. Magnien; M. Sauvan, en remplacement de M. Cachet. — Le 1^{er} bureau (de mars 1900) a nommé membre de la Commission relative à la protection des mères et des nourrissons M. Steeg, en remplacement de M. Cachet. — Le 4^e bureau (de mars 1900) a nommé membre de la même Commis-

sion M. Cazeneuve, en remplacement de M. Léon Labbé (J.O., p. 9391 ; F. 56).

28 novembre. — Tirage au sort des bureaux (J.O., p. 985). Organisation des bureaux (J.O., p. 10417 ; F. 66).

Le 8^e bureau (d'octobre 1916) a nommé membre de la Commission relative aux tribunaux pour enfants M. d'Estournelles de Constant. — Le 8^e bureau (d'octobre 1916) a nommé membre de la Commission relative à la convention franco-suisse (succession du duc de Brunswick) M. Jeannenoy (J.O., p. 10360 ; F. 65).

ANNÉE 1917

9 janvier. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 2 ; J. O., p. 3). Organisation des bureaux (J. O., p. 461 ; F. 4).

Le 4^e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission des chemins de fer M. Maurice Ordinaire, en remplacement de M. Gavini. — Le 6^e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la même Commission M. Maurice Sarraut, en remplacement de M. Denoix. — Le 5^e bureau (de juin 1909) a nommé membre de la Commission des Conseils de guerre M. Steeg, en remplacement de M. Beaupin. — Le 5^e bureau (de novembre 1913) a nommé membre de la Commission des finances M. Goy, en remplacement de M. Georges Trouillot (J.O., p. 607 ; F. 5).

Le 2^e bureau (de novembre 1907) a nommé membre de la Commission relative aux chèques barrés et aux chèques non négociables M. Bidault, en remplacement de M. Cicéron. — Le 3^e bureau a nommé membre de la même Commission M. Gaston Menier, en remplacement de M. Rispal (J.O., p. 804 ; F. 9).

Le 7^e bureau a nommé membre de la même Commission M. Grosjean, en remplacement de M. Fortier (J. O., p. 942 ; F. 10).

13 février. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 132 ; J.O. p. 160 ; F. 13). Organisation des bureaux (J. O., p. 1309 ; F. 14).

Le 3^e bureau (de juin 1910) a nommé membre de la Commission relative à l'organisation départementale et communale M. Magny, en remplacement de M. Poirrier. — Le 5^e Bureau (de octobre 1910) a nommé membre de la Commission relative à la dépopulation M. Goy, en remplacement de M. de Pontbriand [1^{er} mars] (J. O., p. 1470 ; F. 16).

Le 2^e bureau (de janvier 1902) a nommé membre de la Commission de l'outillage national (voies navigables et ports) M. Hayez, en remplacement de M. de Pontbriand. — Le 7^e bureau (de janvier 1902) a nommé membre de la même Commission M. Léon Barbier, en remplacement de M. Poirrier [8 mars] (J.O., p. 1738 ; F. 17).

15 mars. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 310 ; J. O., p. 271 ; F. 19). Organisation des bureaux (J. O., 2142 ; F. 21).

Le 1^{er} bureau (de janvier 1917) a nommé membre de la Commission relative à la réparation des dommages de guerre M. Boivin-Champeaux, en remplacement de M. Léon Bourgeois [30 mars] (J. O., p. 2519 ; F. 25).

Le 1^{er} bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission des chemins de fer M. Milan, en remplacement de M. Bidault [31 mars] (J. O., p. 2549 ; F. 26).

15 mai. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 488 ; J. O., p. 422 ; F. 30). Organisation des bureaux (J. O., p. 3991 ; F. 31).

Le 4^e bureau (de novembre 1913) a nommé membre de la Commission des finances M. Murat, en remplacement de M. T. Steeg. — Le 7^e bureau (de novembre 1913) a nommé membre de la même Commission M. Couyba, en remplacement de M. Aimond [25 mai] (J. O., p. 4106 ; F. 32).

Le 2^e bureau (de novembre 1915) a nommé membre de la Commission relative aux marchés [passés par le Gouvernement pendant la guerre M. Bollet, en remplacement de M. T. Steeg. — Le 6^e bureau (de novembre 1915) a nommé membre de la même Commission M. Rouland, en remplacement de M. Basire [1^{er} juin] (J. O., p. 4292 ; F. 34).

Le 2^e bureau (de novembre 1902) a nommé membre de la Commission relative à l'abrogation de la loi du 12 juillet 1875 sur l'enseignement supérieur M. Perreau, en remplacement de M. Bidault. — Le 6^e bureau (de novembre 1902) a nommé membre de la même Commission M. Goy, en remplacement de M. T. Steeg [6 juin] (J. O., p. 4416 ; F. 36).

Le 5^e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission des affaires étrangères M. Méline, en remplacement de M. T. Steeg [14 juin] (J. O., p. 4599 ; F. 40).

15 juin. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 662 ; J. O., p. 577 ; F. 42). Organisation des bureaux (J. O., p. 4819 ; F. 43).

Le 3^e bureau (d'octobre 1896) a nommé membre de la Commission relative à la réforme du régime hypothécaire M. Henry-Michel, en remplacement de M. René Bérenger. — Le 1^{er} bureau (de janvier 1896) a nommé membre de la même Commission M. Maurice Ordinaire, en remplacement de M. Pinault. — Le 7^e bureau (de janvier 1896) a nommé membre de la même Commission M. Milan, en remplacement de M. Basire. — Le 8^e bureau (de janvier 1896) a nommé membre de la même Commission M. Guillaume Chastenot, en remplacement de M. Maxime Lecomte [28 juin] (J. O., p. 4930 ; F. 45).

Le 2^e bureau (de février 1902) a nommé membre de la Commission relative à l'enseignement départemental et communal de l'agriculture

M. de La Batut, en remplacement de M. Bidault [19 juillet] (J.O., p. 5395; F. 51).

18 septembre. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 1043; J.O. p. 900). Organisation des bureaux (J.O., p. 7623; F. 59).

Le 2^e bureau (de juin 1917) a nommé membre de la Commission relative aux cannes à sucre M. Gentilliez, et membre de la Commission relative aux marchés conclus avant la guerre M. Martinet [25 septembre] (J.O., p. 7427; F. 58).

Le 2^e bureau (de novembre 1913) a nommé membre de la Commission des finances M. Henry Chéron, en remplacement de M. Gervais. — Le 4^e bureau (de novembre 1913) a nommé membre de la même Commission M. Etienne Flandin, en remplacement de M. Paul Doumer (J.O., p. 7623; F. 58).

Le 2^e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission de l'armée M. Lucien Hubert, en remplacement de M. de Langenhagen. — Le 9^e bureau (de janvier 1915) a nommé membres de la même Commission MM. Etienne Flandin et Monfeuillart, en remplacement de MM. Gervais et Paul Doumer. — Le 3^e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission des affaires étrangères M. Gaston Doumergue, en remplacement de M. Jean Dupuy. — Le 9^e bureau (de janvier 1915) a nommé membres de la même Commission MM. Beauvisage et Lucien Cornet, en remplacement de MM. Gervais et Paul Doumer [30 septembre] (J.O., p. 7752; F. 61).

Le 2^e bureau (de juin 1909) a nommé membre de la Commission relative à la suppression des conseils de guerre M. Magny, en remplacement de M. Gervais. — Le 4^e bureau (de juin 1909) a nommé membre de la même Commission M. Faisans, en remplacement de M. Baudin. — Le 5^e bureau (de juin 1909) a nommé membre de la même Commission M. Larère, en remplacement de M. Steeg [17 octobre] (J.O., p. 8205; F. 63).

Le 1^{er} bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission de la marine M. Boivin-Champeaux, en remplacement de M. Pierre Baudin. — Le 2^e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la même Commission M. Larère, en remplacement de M. Lucien Hubert. — Le 3^e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la même Commission M. Gaston Doumergue, en remplacement de M. Basire [26 octobre] (J.O., p. 8534; F. 64).

25 octobre. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 1087; J.O., p. 8564; F. 64). Organisation des bureaux (J.O., 8564; F. 65).

Le 5^e bureau (d'avril 1915) a nommé membre de la Commission relative aux pupilles de la nation M. Mollard, en remplacement de M. René Béranger, et M. Loubet, en remplacement de M. Léon Bourgeois. —

Le 7^e bureau (d'avril 1915) a nommé membre de la même Commission M. Ernest Monis, en remplacement de M. Steeg. — Le 9^e bureau (d'avril 1915) a nommé membre de la même Commission M. Courrélongue, en remplacement de M. Poirrier [7 novembre] (J.O., p. 8904; F. 66).

Le 4^e bureau (de novembre 1915) a nommé membre de la Commission relative à la taxation des denrées M. Chauveau, en remplacement de M. Halgan. — Le 7^e bureau (de novembre 1912) a nommé membre de la Commission relative à l'apprentissage M. Henry Boucher, en remplacement de M. Langenhagen. — Le 9^e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission des chemins de fer M. Hervey, en remplacement de M. Monfeuillart [14 novembre] (J.O., p. 9108; F. 70).

Le 8^e bureau (de novembre 1913) a nommé membre de la Commission des finances M. Louis Martin, en remplacement de M. Jeanneney. — Le 7^e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission des affaires étrangères M. Paul Strauss, en remplacement de M. Stephen Pichon, et membre de la Commission de l'armée M. Ernest Monis, en remplacement de M. Stéphen Pichon. — Le 8^e bureau (de janvier 1915) a nommé membres de la Commission des affaires étrangères MM. Ribot et d'Aunay, en remplacement de MM. Clemenceau et Jonnart, et membres de la Commission de l'armée MM. Astier et Henri-Michel, en remplacement de MM. Clemenceau et Jeanneney [24 novembre] (J.O., p. 9481; F. 73).

Le 4^e bureau (de juin 1910) a nommé membre de la Commission relative à l'organisation départementale et cantonale M. Milliard, en remplacement de M. Halgan. — Le 8^e bureau (de juin 1910) a nommé membre de la même Commission M. Servant, en remplacement de M. Jeanneney [30 novembre] (J.O., p. 9379; F. 74).

29 novembre. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 1144; J.O., p. 999; F. 74). Organisation des bureaux (J.O., p. 9707; F. 75).

Le 7^e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission de la marine M. Leblond, en remplacement de Ernest Monis [7 décembre] (J.O., p. 9912; F. 76).

Le 8^e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission des chemins de fer M. Servant, en remplacement de M. Astier [12 décembre] (J.O., p. 10085; F. 78).

Le 6^e bureau (d'avril 1915) a nommé membre de Commission relative aux unités de mesure M. Goy, en remplacement de M. Halgan [22 décembre] (J.O., p. 10490; F. 84).

Le 2^e bureau (d'avril 1915) a nommé membre de la Commission relative aux unités de mesure M. le comte d'Elva, en remplacement de M. Vacherie [22 décembre] (J.O., p. 10515; F. 85).

Le 1^{er} bureau (de janvier 1902) a nommé membre de la Commission de l'outillage national (voies navigables et ports) M. Henry Boucher, en remplacement de M. Pierre Baudin. — Le 2^e bureau (de janvier 1902) a nommé membre de la même Commission M. Guillaume Poulle, en remplacement de M. Audiffred. — Le 4^e bureau (de janvier 1902) a nommé membre de la même Commission M. Trystram, en remplacement de M. Aimond [30 décembre] (J.O., p. 10750; F. 88).

Le 2^e bureau (d'octobre 1910) a nommé membre de la Commission relative à la dépopulation M. Milliard, en remplacement de M. Audiffred. — Le 7^e bureau (d'octobre 1910) a nommé membre de la même Commission M. Catalogne, en remplacement de M. Peyrot [31 décembre] (J.O., p. 10789; F. 90).

BUREAUX DE BIENFAISANCE. — 1917. Projet de loi étendant aux bureaux de bienfaisance et d'assistance, aux hospices et hôpitaux et aux caisses d'épargne les dispositions de l'article 32 de la loi du 23 décembre 1912 sur les habitations à bon marché, et de l'article 13 de la loi du 14 juillet 1913 sur l'assistance aux familles nombreuses, déposé à la Chambre le 24 juillet; rapport de M. Bonnevey le 24 juillet; adopté le 30 juillet; déposé par MM. les Ministres du Travail, de l'Intérieur et des Finances [2 août] (A. t. I, p. 951; J.O., p. 824; I. n° 295).

CADENET (Vaucluse). — Voir Octrois, 28.

CAEN A FALAISE. — Voir Chemins de fer, 3.

CAISSE D'AMORTISSEMENT ET CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. — 1915. Scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations [10 août] (A. t. I, p. 506; J.O., p. 454). Proclamation du résultat du 2^e tour de scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations. M. Lhopiteau élu [11 août] (A. t. I, p. 528, 552; J.O., p. 493). Dépôt du rapport de la Commission de surveillance de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1914 de ces deux établissements [18 novembre] (A. t. I, p. 660; J.O., p. 605; I. n° 386). || **1916.** Dépôt du rapport de la Commission de surveillance [26 octobre] (A. t. I, p. 925; J.O., p. 839; I. n° 394). — Scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations. M. Lourties, élu

[14 novembre] (A. t. I, p. 1023; J.O., p. 923). || **1917.** Communication d'une lettre de M. le Président de la Commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations demandant à déposer en séance du Sénat le rapport sur les opérations de 1916. Fixation du dépôt à la prochaine séance publique [6 novembre] (A. t. I, p. 1105; J.O., p. 962). M. Lourties, *président de la Commission*, dépose le rapport [8 novembre] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 968; I. n° 373).

CAISSE DES BEAUX SITES ET DES MONUMENTS NATURELS.

— **1916.** (Art. 75 du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1913; disjoint le 30 juillet 1913.) M. Murat dépose le rapport [3 mars] (A. t. I, p. 111; J.O., p. 110; I. n° 77). Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [6 avril] (A. t. I, p. 259; J.O., p. 244).

CAISSES DES ÉDIFICES ET MONUMENTS PUBLICS NON PROTÉGÉS PAR LA LOI DU 30 MARS 1887.

— **1915.** (Art. 105, 106 et 107 du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1913.) (Voir table 1912-1914 p. 319.) M. Lhopiteau dépose le rapport [27 décembre] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 496; I. n° 313). || **1916.** M. G. Chastenet dépose un avis au nom de la Commission des finances [13 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 9; I. n° 4).

CAISSES D'ÉPARGNE (Commission supérieure des).

— **1915.** Scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission supérieure des caisses d'épargne. M. Petitjean, élu [9 décembre] (A. t. I, p. 703; J.O., p. 648). || **1916.** Projet de loi tendant à l'ajournement des élections des membres de la Commission supérieure des caisses d'épargne, déposé à la Chambre le 7 juillet; rapport de M. Doizy le 25 juillet; adopté le 28 juillet; déposé par M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission nommée, le 16 mars 1914, relative aux caisses d'épargne [14 septembre] (A. t. I, p. 856; J.O., p. 773; I. n° 333). M. Lucien Cornet dépose le rapport [21 septembre] (A. t. I, p. 868; J.O., p. 484; I. n° 345). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 septembre] (A. t. I, p. 897; J.O., p. 816). Promulgation (J.O., 1^{er} octobre p. 8668).

CAISSE D'ÉPARGNE.

— **1916.** Projet de loi tendant à fixer la base des redevances à verser par la caisse nationale d'épargne au budget général de l'État et au budget de l'Algérie pour l'exécution du service de cette institution par

l'Administration des postes et des télégraphes, déposé à la Chambre le 17 octobre; rapport de M. J.-L. Dumesnil le 14 novembre; adopté le 21 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [24 novembre] (A. t. I, p. 1071; J. O., p. 964; I. n° 429). M. Dupont dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 novembre] (A. t. I, p. 1124; J. O., p. 1013; I. n° 448). Promulgation (J. O., 3 décembre p. 10460.)

2 — 1916. Projet de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne et l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché, déposé à la Chambre le 28 mars; rapport de M. Lairolle le 16 juin; adopté le 13 juillet; déposé par M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission relative aux caisses d'épargne, nommée le 16 mars 1914 [18 juillet] (A. t. I, p. 754; J. O., p. 686; I. n° 274). M. Lucien Cornet dépose le rapport [27 juillet] (A. t. I, p. 789; J. O., p. 718; I. n° 304). Adoption [28 juillet] (A. t. I, p. 845; J. O., p. 764). Promulgation (J. O., 31 juillet, p. 6828).

CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE. — Voir Marine, 13, 14.

CAISSE DE PRÉVOYANCE DES MARINS FRANÇAIS. — 1917.

Proposition de loi portant modification au paragraphe 5 de l'article 5 de la loi du 29 décembre 1905, qui a institué une caisse de prévoyance des marins français, déposée à la Chambre le 22 février 1916; rapport de M. Georges Le Bail le 26 octobre 1917; adoptée le 13 novembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [23 novembre] (A. t. I, p. 1134; J. O., p. 989; I. n° 383). M. Larère dépose le rapport [20 décembre] (A. t. I, p. 1283; J. O., p. 1119; I. n° 433). Adoption [30 décembre] (A. t. I, p. 1384; J. O., p. 1205) Promulgation (J. O., 22 janvier 1918, p. 810).

CAISSE DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES. — 1917. Scrutin

pour la nomination d'un membre du conseil d'administration de la caisse des recherches scientifiques. Résultat nul faute de quorum [20 décembre] (A. t. I, p. 1301; J. O., p. 1133). 2^e tour de scrutin. M. Goy, élu [21 décembre] (A. t. I, p. 1320; J. O., p. 1150).

CAISSES DE RETRAITES OUVRIÈRES. — 1916. Projet de loi sur le placement des fonds appartenant aux caisses de retraites ouvrières situées en pays envahis, déposé à la Chambre le 11 juillet; rapport de M. Charpentier, le 28 juillet; adopté le 26 octobre; déposé par M. le Ministre du Travail; lecture de l'exposé des motifs (I. n° 390).

Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission chargée de l'examen des articles 72 à 81 de la loi de finances de l'exercice 1912, relatifs aux retraites ouvrières et paysannes. M. Lourties dépose le rapport. Discussion immédiate ordonnée. Adoption [26 octobre] (A. t. I, p. 936; J.O., p. 838, 849). Promulgation (J.O., 27 octobre, p. 9372; I. n° 395).

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.

— 1915. Scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission supérieure de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. M. Cuvinot est élu [5 février] (A. t. I, p. 41; J.O., p. 34). 2^e tour de scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission supérieure de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. M. Goirand est élu [8 décembre] (A. t. I, p. 704; J.O., p. 648). Projet de loi étendant aux agents des administrations publiques départementales, communales et coloniales, aux agents des établissements publics et de certains établissements d'utilité publique, et à leurs conjoints, le bénéfice des dispositions de la loi du 27 mars 1911 relative à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, déposé à la Chambre le 8 juillet 1914; rapport de M. Lerolle le 22 juillet; adopté le 30 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances et par M. le Ministre du Travail [5 août] (A. t. I, p. 488; J.O., p. 437; I. n° 294). Commission : 1^{er} bureau, M. Lemarié; 2^e bureau, M. Beauvisage; 3^e bureau, M. Larère; 4^e bureau, M. Vieu; 5^e bureau, M. Genet; 6^e bureau, M. Faisans; 7^e bureau, M. Emile Rey; 8^e bureau, M. Paul Le Roux; 9^e bureau, M. de la Batut. Président, M. Paul Le Roux; secrétaire, M. Lemarié (J.O., p. 7861; F. 49). M. Paul Le Roux dépose le rapport [25 novembre] (A. t. I, p. 666; J.O., p. 611; I. n° 401). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [16 décembre] (A. t. I, p. 719; J.O., p. 663). Promulgation (J.O., 20 décembre, p. 9350).

Voir Rentes viagères.

CADRES ET EFFECTIFS. — Voir Armée, § II.

CANDIDATS A L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE ET A L'ÉCOLE MILITAIRE. — Voir Armée, § II.

CANNES A SUCRE. — 1917. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'application aux opérations de pesage de cannes à sucre dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, des dispositions en vigueur dans la métropole sur le contrôle du pesage des betteraves, déposée à la

Chambre le 22 mai ; rapport de M. Lagrosillière le 21 juin ; adoption le 17 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [19 juillet] (A. t. I, p. 850 ; J.O., p. 739 ; I. n° 254). Commission : 1^{er} bureau, M. Rousé ; 2^e bureau, M. Gentilliez ; 3^e bureau, M. Grosjean ; 4^e bureau, M. Raymond Leygue ; 5^e bureau, M. Jules Develle ; 6^e bureau, M. Genoux ; 7^e bureau, M. Etienne Flandin ; 8^e bureau, M. Guillier ; 9^e bureau, M. Gauvin (J.O., p. 6063 ; F. 57). M. Grosjean dépose le rapport [25 octobre] (A. t. I, p. 1085 ; J.O., p. 944 ; I. n° 345). Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [20 novembre] (A. t. I, p. 1129 ; J.O., p. 984). Promulgation (J. O., 12 décembre, p. 10066).

CAMARET (Finistère). — Voir Octrois, 29.

CAPITAINES AU LONG COURS. — Voir Marine, 22.

CARANTEC (Finistère). — Voir Octrois, 30.

CARGAISONS APPARTENANT A DES NEUTRES (Achat des). — Voir Crédits extraordinaires, § V, 1.

CARMAUX (Tarn). — Voir Octrois, 31.

CAS DE RECOURS DEVANT LA COMMISSION SUPÉRIEURE DES ALLOCATIONS. — Voir Allocations.

CASSATION (Demandes en). — Voir Juges de paix.

CASTELSARRASIN (Tarn-et-Garonne). — Voir Octrois, 32.

CAUDEBEC-LES-ELBEUF (Seine-Inférieure). — Voir Octrois, 33.

CAUTIONNEMENTS DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS (Garantie des). — 1917. Projet de loi portant modification et codification de la loi du 2 avril 1914 sur la garantie des cautionnements des ouvriers et employés, déposé à la Chambre le 11 juillet 1916 ; rapport de M. Viollette le 2 février 1917 ; adopté le 1^{er} mars 1917 ; déposé au nom de M. le Ministre du Commerce. Renvoi à la Commission nommée le 23 juin 1905, relative à la codification des lois ouvrières [15 mars] (A. t. I, p. 308 ; J.O., p. 270 ; I. n° 86), M. Paul Strauss dépose le rapport [27 juillet] (A. t. I, p. 839 ; J.O., p. 772 ; I. n° 264). Adoption [16 octobre] (A. t. I, p. 1079 ; J.O., p. 937). Promulgation (J.O., 20 octobre, p. 8277).

CAVAILLON (Vaucluse). — Voir Octrois, 34 et 35.

CÉRÉALES. — Voir Taxation des céréales.

CERTIFICATS DE TRAVAIL. — 1917. Proposition de loi tendant à exonérer du timbre de l'enregistrement les certificats de travail donnés aux ouvriers, employés ou serviteurs et contenant certaines mentions non prévues par l'article 3 de la loi du 2 juillet 1890 (Voir table 1912-1914, p. 362). M. Cazeneuve dépose le rapport [15 juin] (A. t. I, p. 662; J.O., p. 577; I. n° 202). Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [29 juin] (A. t. I, p. 762; J.O., p. 663). Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 5615).

CHAMBON-FEUGEROLLES (Loire). — Voir Octrois, 36.

CHAMBRES D'AGRICULTURE (Création de). — 1916. Proposition de loi tendant à la création de chambres d'agriculture, déposée par M. Louis Martin. Renvoi à la Commission nommée le 27 juin 1912 et saisie de propositions connexes [29 juin] (A. t. I, p. 710; J.O., p. 644; I. n° 254).

CHAMBRE DE COMMERCE DE BAR-LE-DUC. — 1917. Projet de loi tendant à autoriser une avance supplémentaire de 1 million de francs au profit de la Chambre de commerce de Bar-le-Duc, pour le ravitaillement de la population civile, déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Louis Dubois le 9 février; adopté le 22 février; déposé par M. le Ministre des Travaux publics (I. n° 80). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Lourties dépose et lit le rapport (I. n° 85). Discussion immédiate ordonnée. Adoption [15 mars] (A. t. I, p. 309; J.O., p. 270, 271). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2462).

CHAMBRES DE COMMERCE DE CHARLEVILLE, DUNKERQUE ET BAR-LE-DUC (Avances aux). — 1916. Projet de loi tendant à autoriser des avances à faire aux Chambres de commerce de Charleville, de Dunkerque et de Bar-le-Duc, pour le ravitaillement de la population civile, déposé à la Chambre le 13 janvier; rapport de M. Louis Dubois le 10 février; adopté le 24 février; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 94). Renvoi à la Commission des finances. M. Lucien Hubert dépose et lit le rapport (I. n° 103). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale: MM. Touron, Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes*. Adoption des trois articles et de l'ensemble du

projet de loi [16 mars] (A. t. I, p. 152; J.O., p. 147). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2445).

CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-QUENTIN ET DE DUNKERQUE (Avances aux). — 1916. Projet de loi tendant à autoriser des avances à faire aux Chambres de commerce de Saint-Quentin et de Dunkerque pour le ravitaillement de la population civile, déposé à la Chambre le 19 septembre; rapport de M. Dubois le 22 septembre; adopté le 5 octobre; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances [22 octobre] (A. t. I, p. 919; J.O., p. 833; I. n° 379). M. Lourties dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser des avances à faire aux Chambres de commerce de Saint-Quentin et de Dunkerque pour le ravitaillement de la population civile [26 octobre] (A. t. I, p. 922; J.O., p. 838; I. n° 382). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [27 octobre] (A. t. I, p. 939; J.O., p. 855). Promulgation (J.O., 1^{er} novembre, p. 9497).

CHAMBRES DE COMMERCE. — Voir Avances aux Chambres de commerce.

CHANGE (Compensation des pertes du). — 1917. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compenser, en faveur des agents du département des Affaires Étrangères, les pertes au change subies hors de France pendant la guerre, déposée à la Chambre le 18 octobre; rapport de M. Henry Simon le 25 octobre; adoptée le 28 novembre; transmise par M. le Président de la Chambre [6 décembre] (A. t. I, p. 1156; J.O., p. 1009; I. n° 400). M. Lucien Hubert dépose le rapport [20 décembre] (A. t. I, p. 1283; J.O., p. 1119; I. n° 431). Adoption [29 décembre] (A. t. I, p. 1339; J.O., p. 1168). Promulgation (J.O., 26 janvier 1918, p. 938).

CHANVRE. — Voir Lin.

CHARBON (Approvisionnement de la population parisienne en).
— Voir Interpellations, année 1917, 3.

CHARBONS (Répartition et prix des). — 1916. Projet de loi sur la répartition et les prix des charbons, déposé à la Chambre le 21 octobre 1915; rapport de M. Durafour le 25 novembre 1915; adopté le 29 décembre 1915; déposé par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission relative à la taxation des denrées et, pour

avis, à la Commission des finances [20 janvier] (A. t. I, p. 13; J.O., p. 16; I. n° 15). M. Perchot dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 214; J.O., p. 203; I. n° 132). M. Aimond dépose l'avis de la Commission des finances [7 avril] (A. t. I, p. 297; J.O., p. 264; I. n° 144). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Perchot, rapporteur; Rouland, Sembat, *Ministre des Travaux publics*; Aimond, rapporteur général de la Commission des finances; Reynald et Rouby. Adoption des sept articles et de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [15 avril] (A. t. I, p. 384; J.O., p. 351). Promulgation (J.O., 23 avril, p. 5443).

CHARBONS DOMESTIQUES. — Voir Taxation des charbons domestiques.

CHARBONS DE BOIS DE TUNISIE. — Voir Douanes, 13.

CHARGES DE FAMILLE (Payement de l'indemnité annuelle pour).
— Voir Allocations pour charges de famille.

CHASSE. — 1916. Proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 3 mai 1844 sur la chasse et concernant la durée des permis de chasse, déposée à la Chambre le 30 septembre 1915; rapport de M. Boret le 27 janvier; adoptée le 6 avril; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [12 avril] (A. t. I, p. 327; J.O., p. 305; I. n° 154). Commission: 1^{er} bureau, M. Chauveau; 2^e bureau, M. Monnier; 3^e bureau, M. Martell; 4^e bureau, M. Hubert; 5^e bureau, M. Galup; 6^e bureau, M. Capéran; 7^e bureau, M. Dupont; 8^e bureau, M. Milan; 9^e bureau, M. de Kérouartz [19 mai] (J.O., p. 4449; F. 28).

CHATEAU-CHINON (Nièvre). — Voir Octrois, 37.

CHATEAUDUN (Eure-et-Loir). — Voir Octrois, 38.

CHATEAU-GONTIER (Mayenne). — Voir Octrois, 39.

CHATEAULIN (Finistère). — Voir Octrois, 40.

CHATEAURENARD (Bouches-du-Rhône). — Voir Octrois, 41.

CHEMINS DE FER D'ALGÉRIE

I — 1915. Projet de loi ayant pour objet d'incorporer au réseau d'intérêt général la ligne de chemin de fer d'intérêt local de Mostaganem à la Macta, déposé à la Chambre le 14 janvier; rapport de

M. Maurice Spronck le 4 février; adopté le 11 février; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [4 mars] (A. t. I, p. 58; J.O., p. 51; I. n° 70). M. Reynald dépose le rapport [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; I. n° 73). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [6 mars] (A. t. I, p. 88; J.O., p. 78). Promulgation (J.O., 10 mars, p. 1246).

2 — 1915. Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, en Algérie, du chemin de fer d'intérêt général d'Ournache à Toïga, déposé à la Chambre le 28 janvier; rapport de M. Margaine, le 4 février; adopté le 11 février; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission des chemins de fer [4 mars] (A. t. I, p. 58; J.O., p. 51; I. n° 69). M. Reynald dépose le rapport [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; I. n° 72). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [6 mars] (A. t. I, p. 88; J.O., p. 77). Promulgation (J.O., 10 mars, p. 1246).

3 — 1915. Projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la transformation en voie normale de la ligne à voie étroite de Souk-Ahras à Tébessa, incorporée au réseau des chemins de fer algériens de l'Etat du fait du rachat du réseau Bône-Guelma, déposé à la Chambre le 10 juin; rapport de M. Bedouce le 22 juillet; adopté le 30 juillet; déposé au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre de l'Instruction publique. Renvoi à la Commission des chemins de fer [30 juillet] (A. t. I, p. 474; J.O., p. 426; I. n° 284). M. de La Batut dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I, p. 481; J.O., p. 431; I. n° 290). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [10 août] (A. t. I, p. 507; J.O., p. 454). Promulgation (J.O., 28 août, p. 6037).

4 — 1917. Projet de loi ayant pour objet d'incorporer au réseau d'intérêt général la ligne de chemin de fer d'intérêt local d'Ain-Beïda à Khenchela, déposé à la Chambre le 3 octobre 1916; rapport de M. Maurice Spronck le 12 juillet; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics, des Finances et de l'Intérieur [2 août] (A. t. I, p. 951; J.O., p. 824; I. n° 296). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [25 octobre] (A. t. I, p. 1084; J.O., p. 944; I. n° 344). Adoption (A. t. I, p. 1115; J.O., p. 973). Promulgation (J.O., 22 novembre, p. 9366).

5 — 1917. Projet de loi ayant pour objet d'approuver la résiliation de la concession du chemin de fer d'intérêt local de Nemours à Marnia,

avec embranchement vers Nedromah, déposé à la Chambre le 19 juin; rapport de M. Maurice Spronck le 4 octobre; adopté le 26 octobre; déposé par M. le Ministre des Travaux publics [6 novembre] (A. t. I, p. 1104; J.O., p. 961; I. n° 364). M. Grosjean dépose le rapport [20 novembre] (A. t. I, p. 1130; J.O., p. 985; I. n° 381). Adoption [29 novembre] (A. t. I, p. 1144; J.O., p. 999). Promulgation (J.O., 5 décembre, p. 9814).

CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS.

1 — 1915. Projet de loi approuvant un avenant passé entre le département des Bouches-du-Rhône et la Compagnie des chemins de fer de la Camargue. (Voir Table 1912-1914, p. 378.) Promulgation (J.O., 5 février, p. 591).

2 — 1915. Projet de loi ayant pour objet d'approuver un avenant aux actes de concession de la partie du tramway de Ligny-le-Ribault à Neung-sur-Beuvron comprise dans le département de Loir-et-Cher, déposé à la Chambre le 6 juillet 1914; rapport de M. Henry Roy le 14 janvier 1915; adopté le 19 janvier; déposé par M. le Ministre des Travaux publics et par M. le Ministre des Finances. Renvoyé à la Commission des chemins de fer [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 13; I. n° 10). M. Martinet dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 78; J.O., p. 69; I. n° 78). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [18 mars] (A. t. I, p. 119; J.O., p. 105). Promulgation (J.O., 3 avril, p. 1840).

3 — 1915. Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique diverses modifications au tracé et au profil du tramway de Caen à Falaise et d'approuver un avenant passé entre le département du Calvados et la Société anonyme des chemins de fer du Calvados, déposé à la Chambre le 6 juillet 1914; rapport de M. Durandy le 28 janvier 1915; adopté le 4 février; déposé par M. le Ministre des Travaux publics et par M. le Ministre des Finances. Renvoyé à la Commission des chemins de fer [18 février] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 36; I. n° 39).

4 — 1915. Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Ardennes, d'une voie ferrée d'intérêt local de 1 mètre de largeur, formant prolongement, vers Sugny et Pussemange, de la ligne vicinale belge de Bouillon à Corbion, déposé à la Chambre le 15 juillet 1914; rapport de M. E. Chanal le 28 janvier 1915; adopté le 4 février; déposé par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoyé à la Commission des chemins de fer [18 février] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 36; I. n° 38). M. Goy dépose le rapport

[4 mars] (A. t. I, p. 60; J.O., p. 52; I. n° 52). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [5 mars] (A. t. I, p. 78; J.O., p. 69). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 1789).

5 — 1915. Projet de loi ayant pour objet d'approuver un 2^e avenant à la convention du 23 février 1906 passé le 25 octobre 1913 entre le département de l'Ain et la Compagnie des tramways de l'Ain, en vue de l'achèvement des travaux de construction et de mise en exploitation du réseau de tramways déclaré d'utilité publique par décret du 20 avril 1906, déposé à la Chambre le 14 janvier; rapport de M. E. Chanal le 11 février; adopté le 18 février; déposé par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer [4 mars] (A. t. I, p. 58; J.O., p. 51; I. n° 63). M. Alexandre Bérard dépose le rapport [4 mars] (A. t. I, p. 60; J.O., p. 52; I. n° 71). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [6 mars] (A. t. I, p. 88; J.O., p. 77). Promulgation (J.O., 16 mars, p. 1386).

6 — 1915. Projet de loi ayant pour objet d'approuver l'avenant en date du 19 décembre 1914 au traité intervenu, le 28 décembre 1907, entre la ville de Paris et la Compagnie d'Orléans, pour régler les conditions de construction et d'exploitation d'une voie ferrée de raccordement entre l'entrepôt général du quai Saint-Bernard, à Paris, et la voie ferrée de la Compagnie, déposé à la Chambre le 4 février; rapport de M. Mistral le 25 février; adopté le 4 mars; déposé par M. le Ministre des Travaux publics et par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des Chemins de fer [12 mars] (A. t. I, p. 100; J.O., p. 88; I. n° 84). M. Empereur dépose le rapport [20 mai] (A. t. I, p. 262; J.O., p. 238; I. n° 178). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 302; J.O., p. 275). Promulgation (J.O., 20 juin, p. 4080).

7 — 1915. Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique une modification du tracé de raccordement prévu entre la gare centrale dite « la Touche », du réseau des tramways à vapeur du département d'Ille-et-Vilaine, à Rennes, et le réseau des chemins de fer de l'État, déposé à la Chambre le 26 mars; rapport de M. Maurice Spronck le 29 avril; adopté le 11 mai; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [20 mai] (A. t. I, p. 262; J.O., p. 237; I. n° 177). M. Lhopiteau dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 697; J.O., p. 642; I. n° 421). Adoption [23 décembre] (A. t. I, p. 745; J.O., p. 686). Promulgation (J.O., 11 janvier, p. 265).

8 — 1915. Projet de loi ayant pour objet d'approuver diverses modifications à l'avant-projet et aux actes de concession des lignes de tramways de Lourdes à Bagnères-de-Bigorre et de Bagnères-de-Bigorre à Gripp, déposé à la Chambre le 26 mars; rapport de M. Lacave La Plagne le 29 avril; adopté le 11 mai; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [20 mai] (A. t. I, p. 262; J.O., p. 238; I. n° 176). M. Faisans dépose le rapport [3 juin] (A. t. I, p. 284; J.O., p. 257; I. n° 193). Erratum au rapport de M. Faisans (8 juillet, F. 31). M. Faisans dépose un rapport supplémentaire [14 octobre] (A. t. I, p. 612; J.O., p. 553; I. n° 348). || **1916.** 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [31 mars] (A. t. I, p. 239; J.O., p. 227). Promulgation (J.O., 15 avril, p. 3163).

9 — 1915. Projet de loi ayant pour objet de convertir en loi le décret du 8 décembre 1914 qui a prorogé le délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'exécution du réseau de tramways dont l'établissement dans les départements de Loir-et-Cher, d'Eure-et-Loir, d'Indre-et-Loire et du Loiret a été déclaré d'utilité publique par le décret du 31 octobre 1910, déposé à la Chambre le 29 avril; rapport de M. Henry Roy le 11 mai; adopté le 20 mai; déposé par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer [3 juin] (A. t. I, p. 284; J.O., p. 258; I. n° 196). M. Reynald dépose le rapport [16 décembre] (A. t. I, p. 710; J.O., p. 655; I. n° 440). Adoption [23 décembre] (A. t. I, p. 745; J.O., p. 686). Promulgation (J.O., 6 janvier 1916, p. 12).

10 — 1915. Projet de loi ayant pour objet : 1^o d'approuver un avenant passé entre le département de la Loire et la Société des chemins de fer du centre, à l'effet de modifier le sectionnement du chemin de fer d'intérêt local de Saint-Germain-Laval à Balbigny et à Régnv; 2^o de fixer de nouveaux maxima pour la subvention de l'État afférente à chaque section de ladite ligne, déposé à la Chambre le 6 mai; rapport de M. Pays le 28 mai; adopté le 3 juin; déposé au nom de M. le Ministre des Travaux publics et de M. le Ministre des Finances [17 juin] (A. t. I, p. 301; J.O., p. 274; I. n° 212). M. Goy dépose le rapport [29 juin] (A. t. I, p. 365; J.O., p. 330; I. n° 233). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 juillet] (A. t. I, p. 390; J.O., p. 353). Promulgation (J.O., 4 août, p. 5365).

11 — 1915. Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique une modification du tracé du chemin de fer d'intérêt local de Morlaix à la limite du département vers Plestin, avec embranchement

sur Plougasnou, ainsi que le prolongement de cet embranchement jusqu'à Trégastel et le raccordement de la ligne au port de Morlaix, déposé à la Chambre le 6 mai; rapport de M. Pays le 24 juin; adopté le 1^{er} juillet; déposé par M. le Ministre des Travaux publics et par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [8 juillet] (A. t. I, p. 372; J.O., p. 335; I. n° 251). M. J. Codet dépose le rapport [2 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 637; I. n° 412). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [16 décembre] (A. t. I, p. 711; J.O., p. 656). Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 9525).

12 — 1916. Projet de loi ayant pour objet de modifier les dates de mise en vigueur des dispositions financières stipulées aux articles 10, 15 et 16 de la convention annexée au décret du 20 juillet 1907 qui a déclaré d'utilité publique l'établissement du tramway d'Ancenis à Erbray et du raccordement de la Grenouillère à la place des Terrasses, à Châteaubriant, déposé à la Chambre le 20 mai 1915; rapport de M. Sibille le 9 mars 1916; adopté le 17 mars; déposé par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer [30 mars] (A. t. I, p. 214; J.O., p. 203; I. n° 123). M. Empereur dépose le rapport [9 juin] (A. t. I, p. 588; J.O., p. 535; I. n° 229). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [26 juin] (A. t. I, p. 650; J.O., p. 594). Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 6196).

13 — 1916. Projet de loi ayant pour objet d'approuver un avenant aux conventions qui régissent la concession des voies ferrées d'intérêt local de Nîmes à Arles-Tripnetaille et de Bouillargues à Saint-Gilles, déposé à la Chambre le 30 mai; rapport de M. Maurice Spronck le 11 juillet; adopté le 27 juillet; déposé par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer [14 septembre] (A. t. I, p. 856; J.O., p. 773; I. n° 332). M. Capéran dépose le rapport [14 décembre] (A. t. I, p. 1177; J.O., p. 1062; I. n° 463). || 1917. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [19 janvier] (A. t. I, p. 50; J.O., p. 45). Promulgation (J.O., 30 janvier, p. 864).

14 — 1917. Projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention annulant la rétrocession du tramway de Brioude (gare Paris-Lyon-Méditerranée) à Lavoûte-Chilhac et de déclasser cette voie ferrée, déposé à la Chambre le 8 décembre 1916; rapport de M. Barabant le 17 janvier 1917; adopté le 24 janvier; déposé par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer [9 février] (A. t. I, p. 178; J.O., p. 157; I. n° 39). M. Peschaud dépose le rapport [28 juin] (A. t. I, p. 746; J.O., p. 649; I. n° 226). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 834; J.O., p. 725). Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 5743).

15 — 1917. Projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 5 du décret du 16 septembre 1910, déclaratif d'utilité publique des voies ferrées d'intérêt local de Lourdes à Bagnères-de-Bigorre et de Bagnères-de-Bigorre à Gripp (plateau d'Artigue), et d'approuver un avenant au traité de rétrocession desdites lignes, déposé à la Chambre le 6 mars; rapport de M. Lacave La Plagne le 23 mars; adopté le 31 mars; déposé au nom de M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer [15 mai] (A. t. I, p. 482; J.O., p. 417; I. n° 159). M. Faisans dépose le rapport [19 juillet] (A. t. I, p. 850; J.O., p. 740; I. n° 255). Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 915; J.O., p. 795). Promulgation (J.O., 24 août, p. 6747).

16 — 1917. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention de rétrocession des tramways départementaux de Tarn-et-Garonne et de modifier le maximum du capital d'établissement du réseau, déposé à la Chambre le 7 juin; rapport de M. Paul Constans le 22 juin; adopté le 12 juillet; déposé par MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics [27 juillet] (A. t. I, p. 905; J.O., p. 785; I. n° 261).

17 — 1917. Projet de loi ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention de concession des voies ferrées d'intérêt local du Mans à Alençon, de Foulletourte à la Flèche et du Mans à Château-du-Loir, et de modifier les conditions de l'allocation partielle auxdites lignes de la subvention de l'État, déposé à la Chambre le 7 juin; rapport de M. Margaine le 17 juillet; adoption le 2 août; déposé par M. Paul Bourély, Sous-Secrétaire d'État des finances, au nom de M. le Ministre des Finances et de M. le Ministre des Travaux publics et des Transports [29 septembre] (A. t. I, p. 1065; J.O., p. 924; I. n° 330). M. Milan dépose le rapport [6 novembre] (A. t. I, 1104; J.O., p. 962; I. n° 358). Déclaration de l'urgence. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [13 novembre] (A. t. I, p. 1122; J.O., p. 978). Promulgation (J.O., 27 novembre, p. 9542).

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL ET TRAMWAYS. — 1916.

Proposition de loi concernant les chemins de fer d'intérêt local et les tramways, déposée à la Chambre le 6 avril; rapport de M. Mistral le 9 novembre; adoptée le 28 novembre; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des chemins de fer (30 novembre) (A. t. I, p. 1127; J.O., p. 1015; I. n° 446).

CHEMINS DE FER ÉTHIOPIENS. — 1916. Projet de loi portant approbation d'un avenant à la convention du 8 mars 1909 relative à

la concession du chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba, déposé à la Chambre le 14 janvier 1915; rapport de M. Honnorat le 25 février 1915; adopté le 14 mars 1916; déposé au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères; de M. le Ministre des Finances et de M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des chemins de fer [23 mars] (A. t. I, p. 192; J.O., p. 184; I. n° 114). M. Trouillot dépose le rapport [13 avril] (A. t. I, p. 330; J.O., p. 307; I. n° 156). M. Gervais dépose l'avis au nom de la Commission des finances [20 avril] (A. t. I, p. 405; J.O., p. 368; I. n° 190). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [22 avril] (A. t. I, p. 419; J.O., p. 384). Promulgation (J.O., 11 mai, p. 4094).

CHEMIN DE FER ET PORT DE LA RÉUNION (Augmentation du fonds de roulement). — 1916. Projet de loi portant augmentation du fonds de roulement des approvisionnements généraux du chemin de fer et du port de la Réunion et ouverture, sur l'exercice 1915, au titre du budget annexe de cette exploitation, d'un crédit supplémentaire de 325.520 francs, déposé à la Chambre le 21 mars; rapport de M. Ceccaldi le 23 mars; adopté le 23 mars; déposé par M. le Ministre des Colonies (I. n° 124). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'extrême urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Gervais dépose le rapport (I. n° 125). Discussion immédiate. Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 214; J.O., p. 203). Promulgation (J.O., 2 avril, p. 2674).

CHÈQUES (Législation des). — 1917. Proposition de loi transmise au Sénat le 30 mars 1909. (Voir table 1909-1911, p. 329). M. Ratier dépose le rapport [1^{er} mars] (A. t. I, p. 282; J.O., p. 245; I. n° 63). M. Ratier dépose le rapport supplémentaire [12 juin] (A. t. I, p. 640; J.O., p. 556; I. n° 194). Adoption [22 juin] (A. t. I, p. 700; J.O., p. 610). Promulgation (J.O., 4 août, p. 6045).

CHÈQUE BARRÉ

‡ — 1916. Projet de loi concernant l'inscription par le tiré, sur un chèque barré présenté à l'encaissement, de la mention que l'effet sera payable au débit de son compte soit à la Banque de France, soit dans une banque ayant un compte à la Banque de France, déposé à la Chambre le 18 mai; rapport de M. Landry le 13 juillet; adopté le 25 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi du projet de loi à la Commission des finances [25 juillet] (A. t. I, p. 766; J.O., p. 697; I. n° 286). M. Guillaume Chastenet dépose le rapport [14 novembre]

(A. t. I, p. 1008; J.O., p. 924). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Guillaume Chastenet, *rapporteur*; Deligne, *Directeur général de l'enregistrement, Commissaire du Gouvernement*, et Antony Ratier. Adoption de l'article unique du projet de loi. Modification de l'intitulé de la loi [5 décembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 1028).

2 — 1916. Projet de loi étendant aux agents de change la loi du 30 décembre 1911 concernant les chèques barrés déposé à la Chambre le 6 juin; rapport de M. Landry le 13 juillet; adopté le 25 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [14 septembre] (A. t. I, p. 855; J.O., p. 773; I. n° 334). M. Guillaume Chastenet dépose le rapport [14 novembre] (A. t. I, p. 1023; J.O., p. 924; I. n° 416). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Guillaume Chastenet, *rapporteur*; Deligne, *commissaire du Gouvernement* et Antony Ratier. Adoption [5 décembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 1028). Promulgation (J.O., 28 janvier 1917, p. 811).

CHÈQUES POSTAUX. — Voir Comptes courants et chèques postaux.

CHÈQUES SANS PROVISION PRÉALABLE. — 1917. Proposition de loi tendant à réprimer la remise en paiement de chèques sans provision préalable ou avec provision insuffisante, déposée à la Chambre le 11 juillet 1916; rapport de M. Maurice Bokanowski le 9 février; adoptée le 27 mars; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission relative aux chèques barrés. [30 mars] (A. t. I, p. 425; J.O., p. 369; I. n° 119). M. Antony Ratier dépose le rapport [31 mars] (A. t. I, p. 441; J.O., p. 383; I. n° 126). Dépose le rapport supplémentaire [12 juin] (A. t. I, p. 640; J.O., p. 556; I. n° 194). Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi. [22 juin] (A. t. I, p. 700; J.O., p. 610). Promulgation (J.O., 4 août, p. 6045).

CHOLET (Maine-et-Loire). — Voir Octrois, 42.

CHOMAGE (Fonds municipaux et départementaux de). — Voir Décrets (régularisation de)

CIMETIÈRES POUR LES SOLDATS DES ARMÉES FRANÇAISES ET ALLIÉES. — Voir Expropriation.

CIMETIÈRES MILITAIRES. — Voir Expropriation de terrains.

CIOTAT (La) (Bouches-du-Rhône). — Voir Octrois, 43.

CIRCULATION MONÉTAIRE.

1 — 1916. Scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission de contrôle de la circulation monétaire. M. Poirrier est élu [14 novembre] (A. t. I, p. 1022; J.O., p. 923).

2 — 1917. Scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission de contrôle de la circulation monétaire. M. Guillaume Chastenet est élu [2 août] (A. t. I, p. 960; J.O., p. 832).

CLAMECY (Nièvre). — Voir Octrois, 44.

CLASSE 1888 (Hommes de la). — Voir Armée, § VII, 3.

CLASSE 1916. — Voir Armée, § I, 1.

CLASSE 1917. — Voir Armée, § II, 2 et 3.

CLASSE 1918. — Voir Armée, § I, 7 et 8.

CLASSE 1919. — Voir Armée, § I, 10.

CLÉDER (Finistère). — Voir Octrois, 45.

COCAINE (Répression de l'usage de la). — 1915. Proposition de loi tendant à réprimer l'usage et la détention de la cocaïne, déposée par MM. Louis Martin, Sancet et plusieurs de leurs collègues. Renvoi à la Commission nommée le 5 août 1913, relative à l'usage de l'opium et de ses extraits [17 juin] (A. t. I, p. 302; J.O., p. 275; I. n° 207). M. Catalogne dépose le rapport [22 juillet] (A. t. I, p. 389; J.O., p. 352; I. n° 258). M. Catalogne dépose un rapport supplémentaire [16 novembre] (A. t. I, p. 657; J.O., p. 599; I. n° 373). 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [2 décembre] (A. t. I, p. 688; J.O., p. 633). M. Catalogne dépose un 2^e rapport supplémentaire [16 décembre] (A. t. I, p. 717; J.O., p. 653; I. n° 441).

CODES

CODE CIVIL

1 — 1915. Proposition de loi ayant pour objet de compléter, en ce qui concerne les actes de décès de militaires ou civils tués à l'ennemi ou morts dans des circonstances se rapportant à la guerre, les articles du Code civil sur les actes de l'état civil, déposée à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. Lagrosillière le 11 février 1915; adoptée le 18 février; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [4 mars] (A. t. I, p. 58; J.O., p. 51; I. n° 50). Commission: 1^{er} bureau, M. Halgan; 2^e bureau, M. Cordelet; 3^e bureau, M. Fleury; 4^e bureau, M. Dominique Delahaye; 5^e bureau, M. Monnier; 6^e bureau, M. Petitjean; 7^e bureau, M. Grosjean; 8^e bureau, M. de La Batut; 9^e bureau, M. Lhopiteau (J.O., p. 1456; F. 14). Président, M. Cordelet; Secrétaire, M. de La Batut; rapporteur, M. de La Batut [18 mars] (J.O., p. 1533; F. 14). M. de La Batut dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 148; J.O., p. 133; I. n° 120). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Larère, de La Batut, rapporteur; Discussion des articles: Article premier. Amendement de M. Dominique Delahaye: MM. Dominique Delahaye, Aristide Briand, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article premier. Article 2. MM. Maurice Colin, le Rapporteur. Adoption. Article 3. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [2 avril] (A. t. I, p. 178; J.O., p. 159). Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 4653).

2 — 1915. Proposition de loi tendant à compléter l'article 904 du Code civil touchant la capacité testamentaire des mineurs, déposée par M. Steeg. Renvoi à la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à la modification des articles 985 du Code civil (testaments) [12 mars] (A. t. I, p. 101; J.O., p. 88; I. n° 89). || 1916. M. Goirand dépose le rapport [27 janvier] (A. t. I, p. 16; J.O., p. 20; I. n° 22). M. Goirand dépose un rapport supplémentaire [18 mai] (A. t. I, p. 429; J.O., p. 392). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Sur le renvoi de la discussion: MM. Riotteau, *président de la Commission*; Ponteille et René Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet. Discussion générale: MM. Ponteille, T. Steeg et René Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Article premier: amendement de MM. Théodore Girard et Jénouvrier, et amendement de M. T. Steeg. Renvoi des deux amendements à la Commission [21 septembre] (A. t. I,

p. 868; J.O., p. 789). Suite de la discussion. Article unique (nouvelle rédaction) : MM. Jénouvrier, *rapporteur*, et T. Steeg. Retrait de l'amendement de M. T. Steeg. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [26 septembre] (A. t. I, p. 878; J.O., p. 799). Promulgation (J.O., 31 octobre, p. 9475).

3 — 1915. Projet de loi relatif à la modification des articles 985 et 986 du Code civil. (Voir Table 1912-1914, p. 390). M. Goirand dépose le rapport [18 mars] (A. t. I, p. 118; J.O., p. 104; I. n° 118). Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [22 avril] (A. t. I, p. 225; J.O., p. 200). Promulgation (J.O., 31 juillet, p. 5247).

4 — 1915. Projet de loi modifiant les dispositions des articles 244 et 252 du Code civil, relatives à la transcription des jugements et arrêts en matière de divorce, déposé à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Viollette le 18 mars; adopté le 2 avril; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission relative à l'article 310 du Code civil [3 avril] (A. t. I, p. 215; J.O., p. 191; I. n° 140). || **1916.** M. Guillier dépose le rapport [14 décembre] (A. t. I, p. 1177; J.O., p. 1062; I. n° 460). || **1917.** 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Guillier, *rapporteur*; Boivin-Champeaux et André Lebert [15 mars] (A. t. I, p. 311; J.O., p. 272).

5 — 1915. Proposition de loi ayant pour objet de rendre applicables les dispositions de la loi du 6 juin 1908 à la séparation de corps prononcée entre les époux remariés après divorce, déposée à la Chambre le 3 juillet 1914; rapport de M. Viollette le 3 juillet 1914; adoptée le 21 mai; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [27 mai] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 254; I. n° 181). Commission : 1^{er} bureau, M. de Lamarzelle; 2^e bureau, M. Félix Martin; 3^e bureau, M. Boivin-Champeaux; 4^e bureau, M. Alexandre Bérard; 5^e bureau, M. Georges Trouillot; 6^e bureau, M. Lebert; 7^e bureau, M. Larère; 8^e bureau, M. Sarrien; 9^e bureau, M. Théodore Girard [17 juin] (J.O., p. 4029; F. 28). Président, M. Sarrien; Secrétaire, M. Lebert (J.O., p. 4424; F. 31).

6 — 1915. Projet de loi modifiant l'application de l'article 8, paragraphe 3, du Code civil à l'égard des enfants nés en France de parents belges pendant la durée de la guerre et dans l'année qui suivra la cessation des hostilités, déposé à la Chambre le 18 mars; rapport de M. Braibant le 1^{er} avril; adopté le 21 mai; déposé par M. le Garde des Sceaux. Renvoi à la Commission chargée de l'examen de divers projets de loi concernant la nationalité [3 juin] (A. t. I, p. 284; J.O., p. 257; I. n° 191). M. Maurice Colin dépose le rapport [8 octobre] (A. t. I,

p. 608; J.O., p. 547; I. n° 336). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 octobre] (A. t. I, p. 618; J.O., p. 558). Promulgation (J.O., 26 octobre, p. 7686).

7 — 1915. Proposition de loi portant modification de divers articles du Code civil concernant la tutelle et l'administration provisoire des successions, déposé à la Chambre le 19 mars; rapport de M. Meunier le 18 mai; adoptée le 1^{er} juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission relative aux droits civils des femmes [8 juillet] (A. t. I, p. 373; J.O., p. 336; I. n° 239).

8 — 1915. Proposition de loi suspendant pendant la durée de la guerre l'article 904 du Code civil en faveur des mineurs mobilisés et donnant à ceux-ci la liberté testamentaire accordée par la loi aux majeurs de 21 ans, déposée à la Chambre le 2 avril; rapport de M. Bender le 8 juillet; adoptée le 20 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission relative aux articles 985 et 986 du Code civil (testaments) [22 juillet] (A. t. I, p. 406; J.O., p. 367; I. n° 267). || **1916.** M. Goirand dépose le rapport [27 janvier] (A. t. I, p. 16; J.O., p. 20; I. n° 22). M. Goirand dépose un rapport supplémentaire [18 mai] (A. t. I, p. 429; J.O., p. 392; I. n° 206). 1^{re} délibération [21 septembre] (A. t. I, p. 868; J.O., p. 789). (Voir la proposition de M. Steeg, Code civil).

9 — 1915. Proposition de loi tendant à modifier cinq articles du Code civil relatifs au mariage, déposée par M. Pic-Paris. Renvoi à la Commission tendant à modifier plusieurs dispositions légales relatives au mariage [29 juillet] (A. t. I, p. 434; J.O., p. 391; I. n° 272).

10 — 1915. Proposition de loi concernant la légitimation des enfants adultérins (Voir table 1912-1914, p. 387 Code civil). Président, M. Eugène Guérin; secrétaire, M. Boivin-Champeaux; rapporteur, M. Eugène Guérin (J.O., p. 8803; F. 55). 2^e délibération. Observations: MM. Lhopiteau et Eugène Guérin, *président de la Commission*. Adoption successive des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [9 décembre] (A. t. I, p. 703; J.O., p. 647). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 9662).

11 — 1915. Proposition de loi concernant la faculté d'option des fils d'étrangers nés en France, déposée à la Chambre le 6 mai; rapport de M. Pierre Berger le 20 mai; adoptée le 28 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission relative à l'acquisition de la nationalité française [28 décembre] (A. t. I, p. 802;

J.O., p. 733; I. n° 485). || **1917.** M. Goy dépose le rapport [15 mars] (A. t. I, p. 309; J.O., p. 270; I. n° 87). 1^{re} délibération. Urgence déclarée. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 388; J.O., p. 338). Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 5135).

12 — 1916. Proposition de loi tendant à modifier les articles 19 et 75 du Code civil, déposée par M. Louis Martin. Renvoi à la Commission relative à la nationalité [10 février] (A. t. I, p. 41; J.O., p. 42; I. n° 35).

13 — 1916. Proposition de loi ayant pour objet de suspendre, pendant la durée de la guerre, l'application de l'article 1752 du Code civil, concernant l'expulsion des locataires, déposée à la Chambre le 13 janvier; rapport de M. E. Ignace le 15 février; adoptée le 9 mars; transmise par M. le Président de la Chambre [16 mars] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 145; I. n° 104). Commission: 1^{er} bureau, M. Rouland; 2^e bureau, M. Leblond; 3^e bureau, M. Bepmale; 4^e bureau, M. Catalogne; 5^e bureau, M. Louis Martin; 6^e bureau, M. Boivin-Champeaux; 7^e bureau, M. Lemarié; 8^e bureau, M. de Las Cases; 9^e bureau, M. Monnier (J.O., p. 2835; F. 15).

14 — 1916. Projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 45 du Code civil, à l'effet de hâter la constitution des dossiers relatifs aux pensions, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission relative aux recours contentieux devant le Conseil d'État en matière de pensions [18 juillet] (A. t. I, p. 754; J.O., p. 685; I. n° 273). || **1917.** M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [9 novembre] (A. t. I, p. 1115; J.O., p. 973; I. n° 374). Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 novembre] (A. t. I, p. 1128; J.O., p. 984). Promulgation (J. O., 3 mars 1918, p. 2052).

15 — 1916. Projet de loi portant modification des articles 8, 9, 10, 12, 17, 18, 19, 20 et 21 du Code civil relatifs à la nationalité, déposé par M. le Garde des Sceaux. Renvoi à la Commission relative à l'acquisition de la nationalité française [21 septembre] (A. t. I, p. 873; J.O., p. 793; I. n° 31).

16 — 1916. Proposition de loi de MM. Reymonenq et Vagnat relative aux oppositions au mariage (23 mai 1912). (Voir table 1912-1914, p. 390 Code civil). M. Catalogne dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 51; J.O., p. 54; I. n° 47). M. Catalogne dépose un rapport supplémentaire [9 novembre] (A. t. I, p. 983; J.O., p. 890; I. n° 405). || **1917.** 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [13 février] (A. t. I, p. 201; J.O., p. 174).

17 — 1916. Proposition de loi relative aux témoins du mariage, déposée par M. Paul Strauss (5 novembre 1912). M. Catalogne dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 51; J.O., p. 54; I. n° 47). M. Catalogne dépose un rapport supplémentaire [9 novembre] (A. t. I, p. 983; J.O., p. 890; I. n° 405). || **1917.** 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [13 février] (A. t. I, p. 201; J.O., p. 174).

18 — 1916. Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 73 du Code civil, déposée par M. Cordelet (6 mai 1913). M. Catalogne dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 51; J.O., p. 54; I. n° 47). M. Catalogne dépose un rapport supplémentaire [9 novembre] (A. t. I, p. 983; J.O., p. 890; I. n° 405). || **1917.** 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [13 février] (A. t. I, p. 201; J.O., p. 174).

19 — 1916. Proposition de loi ayant pour objet d'admettre les femmes à l'exercice des fonctions de tutrice et de modifier l'article 442 du Code civil, transmise au Sénat le 1^{er} mars 1910. (Voir table 1909-1911, p. 334). M. Guillier dépose le rapport [23 novembre] (A. t. I, p. 1074; J.O., p. 968; I. n° 432). || **1917.** 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Guillier, *rapporteur*. Article unique : M. le Rapporteur. Observations : MM. Antony Ratier, le rapporteur. Adoption de l'article unique modifié. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [22 février] (A. t. I, p. 629; J.O., p. 239). Promulgation (J.O., 22 mars, p. 2302).

20 — 1916. Proposition de loi fixant les conditions auxquelles l'article 904 du Code civil sera applicable aux testaments des mineurs mobilisés décédés antérieurement au 28 octobre 1916, déposée à la Chambre le 9 novembre; rapport de M. Bender, le 7 décembre; adoptée le 19 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission relative aux articles 985 et 986 du Code civil [23 décembre] (A. t. I, p. 1193; J.O., p. 1078; I. n° 471). || **1917.** M. Jénouvrier dépose le rapport [15 mars] (A. t. I, p. 309; J.O., p. 270; I. n° 82). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Vote sur le passage à la discussion de l'article unique. Rejet [14 juin] (A. t. I, p. 644; J.O., p. 561).

21 — 1917. Proposition de loi tendant à modifier au profit des enfants des militaires ou marins tués à l'ennemi ou morts de leurs blessures ou de maladies contractées dans le service, les dispositions de l'article 742 du Code civil, concernant la représentation des collatéraux aux successions ouvertes depuis le 2 août 1914, déposée par M. A. Lebert. Renvoi à la Commission relative au règlement des successions ouvertes pendant la guerre [11 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 7;

I. n° 4). M. A. Lebert dépose le rapport [26 janvier] (A. t. I, p. 92; J.O., p. 83; I. n° 22). Adoption [9 février] (A. t. I, p. 159; J.O., p. 141). Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [21 mars] (A. t. I, p. 343; J.O., p. 397; I. n° 97). M. Lebert dépose le rapport [25 mai] (A. t. I, p. 540; J.O., p. 469; I. n° 181). Adoption [12 juin] (A. t. I, p. 629; J.O., p. 548).

22 — 1917. Proposition de loi tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 767 du Code civil et à maintenir l'usufruit légal au profit du conjoint survivant en cas de nouveau mariage, déposée à la Chambre le 25 juin 1914; rapport de M. Lamy le 28 septembre 1916; adoptée le 15 février 1917; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission relative aux dispositions légales concernant le mariage [22 février] (A. t. I, p. 262; J.O., p. 227; I. n° 58). M. Catalogne dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 346; J.O., p. 301; I. n° 102). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 425; J.O., p. 368). Promulgation (J.O., 5 avril, p. 2684).

23 — 1915. Proposition de loi relative à la suppression du registre des inscriptions en matière hypothécaire, déposée à la Chambre le 21 mai; rapport de M. Viollette le 4 juin; adoptée le 17 juin; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission relative à la réforme du régime hypothécaire [24 juin] (A. t. I, p. 316; J.O., p. 289; I. n° 217). M. Th. Girard dépose le rapport [16 novembre] (A. t. I, p. 657; J.O., p. 599; I. n° 383). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Observations : M. Guillaume Chastenet. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [8 décembre] (A. t. I, p. 704; J.O., p. 648). Suite de la discussion. Discussion générale : MM. Guillaume Chastenet, Théodore Girard, rapporteur, et Deligne, directeur de l'enregistrement, commissaire du Gouvernement. Vote sur le passage à la discussion des articles. Rejet [16 décembre] (A. t. I, p. 712; J.O., p. 657).

24 — 1917. Proposition de loi relative à la suppression du registre des inscriptions en matière hypothécaire, et modifiant les articles 2148, 2150, 2152, 2153 et 3108 du Code civil, déposée à la Chambre le 19 décembre 1916; rapport de M. Viollette le 2 février 1917; adoptée le 1^{er} mars; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission relative au régime hypothécaire [8 mars] (A. t. I, p. 302; J.O., p. 261; I. n° 74). M. Théodore Girard dépose le rapport [25 octobre] (A. t. I, p. 1085; J.O., 944; I. n° 349). Déclaration de l'urgence. Articles premier à 5. Adoption. Article 6. Amendement de M. Félix Martin. Adoption. Adoption de l'article 6 modifié. Article 7. Adoption. Adop-

tion de l'ensemble de la proposition de loi [13 décembre] (A. t. I, p. 1209; J.O., p. 1055). Promulgation (J.O., 3 mars 1918, p. 2051).

25 — 1917. Proposition de loi de MM. Guillaume Chastenet, Monis, Guérin, Courrégelongue et de La Batut, tendant à compléter le premier alinéa de l'article 57 du Code civil concernant la nationalité. Renvoi à la Commission relative à divers articles du Code civil [6 novembre] (A. t. I, p. 1104; J.O., p. 962; I. n° 362).

CODE DE COMMERCE

1 — 1915. Projet de loi ayant pour objet de modifier les articles 407 et 436 du Code de commerce en vue de les mettre en harmonie avec les principes contenus dans la convention signée à Bruxelles le 23 septembre 1910 et approuvée par la loi du 2 août 1912 relativement à la responsabilité en matière d'abordage, déposé à la Chambre le 29 juillet 1913; rapport de M. Abel le 19 mars 1914; adopté le 25 mars; déposé par M. le Ministre de la Marine, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Renvoyé à la Commission de la Marine [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 13; I. n° 8). M. Riotteau dépose le rapport [27 mai] (A. t. I, p. 281; J.O., p. 254; I. n° 187). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [25 juin] (A. t. I, p. 333; J.O., p. 305). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 4858).

2 — 1916. Proposition de loi ayant pour objet la modification de certains articles du Code de commerce concernant la lettre de change et le billet à ordre, déposée à la Chambre le 16 juin 1914; rapport de M. Louis Serre, le 4 avril 1916; adoptée le 18 avril; transmise par M. le Président de la Chambre [20 avril] (A. t. I, p. 395; J.O., p. 360; I. n° 182). Commission : 1^{er} bureau, M. Amic; 2^e bureau, M. Guillier; 3^e bureau, M. Martell; 4^e bureau, M. Albert Peyronnet; 5^e bureau, M. Louis Martin; 6^e bureau, M. Milliès-Lacroix; 7^e bureau, M. Brindeau; 8^e bureau, M. Goy; 9^e bureau, M. Ordinaire [19 mai] (J.O., p. 4450; F. 28). Président, M. Martell; rapporteur, M. Goy (J.O., p. 4689; F. 31).

3 — 1916. Projet de loi tendant à l'application de l'article 463 du Code pénal aux délits prévus par l'article 597 du Code de commerce. (Voir Table 1902-1905, p. 414). Promulgation (J.O., 30 avril, p. 3715).

CODE FORESTIER MÉTROPOLITAIN. — Voir Réunion (La).

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE

1 — 1915. Projet de loi complétant les articles 621 et 628 du Code d'instruction criminelle sur la réhabilitation des condamnés, déposé à

la Chambre le 11 février ; rapport de M. Maurice Braibant le 5 mars ; adopté le 18 mars ; déposé par M. le Garde des Sceaux et par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission relative à divers articles du Code d'instruction criminelle [18 mars] (A. t. I, p. 122 ; J.O., p. 107 ; I. n° 109). M. René Bérénger dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 167 ; J.O., p. 149 ; I. n° 122). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [1^{er} avril] (A. t. I, p. 186 ; J.O., p. 165). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 1900).

2 — 1915. Proposition de loi tendant à modifier les articles 113 et suivants du Code d'instruction criminelle. (Voir table 1902-1905, p. 414). La Commission relative à cette proposition de loi a nommé : président, M. Savary ; secrétaire, M. Milan (J.O., p. 6870 ; F. 42).

3 — 1917. Proposition de loi tendant à compléter l'article 445 du Code d'instruction criminelle, déposée à la Chambre le 9 novembre 1916 ; rapport de M. Paul-Meunier le 20 décembre 1916 ; adoptée le 12 janvier 1917 ; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission relative à la modification de divers articles du Code d'instruction criminelle [18 janvier] (A. t. I, p. 32 ; J.O., p. 29 ; I. n° 10). M. Louis Martin dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 742 ; J.O., p. 646 ; I. n° 225). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 847 ; J.O., p. 736). Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 5639).

4 — 1917. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier plusieurs articles du Code d'instruction criminelle et des Codes de justice militaire. Renvoi à la Commission relative aux conseils de guerre permanents et aux tribunaux maritimes, déposée à la Chambre les 3 et 27 février ; rapport de M. Paul-Meunier le 15 mars et rapports supplémentaires les 29 et 31 mars ; adoption 15 juin. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [22 juin] (A. t. I, p. 700 ; J.O., p. 609 ; I. n° 222). M. Etienne Flandin dépose le rapport [26 septembre] (A. t. I, p. 1049 ; J.O., p. 911 ; I. n° 328). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Etienne Flandin, rapporteur. Articles 1^{er} et 2. Adoption. Article 3 (de la Chambre des Députés). Rejet. Article 3 (texte de la Commission). Adoption. Articles 4 à 10. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [25 octobre] (A. t. I, p. 1087 ; J.O., p. 946). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 10574).

CODE DE JUSTICE MILITAIRE. — Voir Armée, § 5, 3 et 6, et Code d'instruction criminelle, 4.

CODE PÉNAL

1 — 1915. Proposition de loi tendant à suspendre provisoirement, dans les régions des territoires français occupés au cours de la présente guerre par l'ennemi, les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 317 du Code pénal, déposée par M. Louis Martin. Renvoyée à la Commission chargée d'examiner la proposition de loi tendant à combattre provisoirement la dépopulation [18 février] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 37; I. n° 42).

2 — 1916. Proposition de loi tendant à modifier l'article 55 du Code pénal, déposé par M. Louis Martin [8 juin] (A. t. I, p. 570; J.O., p. 519; I. n° 224).

3 — 1917. Proposition de loi tendant à compléter l'article 77 du Code pénal en ce qui concerne la négociation de titres, effets, deniers ou valeurs mobilières soustraits à l'occasion de la guerre, déposée par M. Etienne Flandin. M. Flandin donne lecture de sa proposition. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des dommages de guerre [30 mars] (A. t. I, p. 426; J.O., p. 369-370; I. n° 120). M. Reynald dépose et lit le rapport. Discussion immédiate. Adoption [31 mars] (A. t. I, p. 441; J.O., p. 383; I. n° 127).

4 — 1917. Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'étendre les pouvoirs des juges d'instruction en matière d'accaparement et de spéculation illicite (articles 419 du Code pénal et 16 de la loi du 20 avril 1913). Renvoi à la Commission relative à la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage; déposé à la Chambre le 22 mai; rapport de M. Ignace le 11 juin; adoption le 17 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [19 juillet] (A. t. I, p. 850; J.O., p. 739; I. n° 253).

5 — 1917. Proposition de loi de MM. Henry Chéron et Ernest Cauvin, attribuant le droit de pardon aux tribunaux correctionnels à l'égard des prévenus qui n'ont pas encore été condamnés et étendant les conditions d'application de l'article 463 du Code pénal [25 septembre] (A. t. I, p. 1045; J.O., p. 907; I. n° 323). M. Deloncle dépose le rapport sommaire [29 septembre] (A. t. I, p. 1051; J.O., p. 913; I. n° 329). Adoption de la prise en considération [26 octobre] (A. t. I, p. 1094; J.O., p. 953). Renvoi à la Commission nommée le 31 janvier 1915, relative aux associations de production et de crédit au travail. M. Deloncle dépose le rapport [29 novembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 996; I. n° 391).

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. — 1915. Proposition de loi tendant à modifier l'article 59 du Code de procédure civile, déposée à la Cham-

bre le 11 novembre ; rapport de M. Viollette le 18 novembre ; adoptée le 2 décembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission relative aux articles 2 et 59 du Code de procédure civile [9 décembre] (A. t. I, p. 697 ; J.O., p. 612 ; I. n° 422).

CODE DU TRAVAIL

1 — 1915. 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des titres III et V du livre I^{er} du Code du Travail et de la Prévoyance sociale (salaire des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement). (Voir Table 1912-1914 p. 393). Discussion générale : MM. Jean Morel, rapporteur, Herriot, Bienvenu-Martin, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*, et Jénouvrier. Adoption successive des trois articles. Vote sur le passage à une deuxième délibération. Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 226 ; J.O., p. 201). 2^e délibération. Article premier. (Articles 33, 33 a, 33 b, 34 c, 33 d, 33 e, 33 f, 33 g, 33 h, 33 i, 33 j, 33 k, 33 l, 33 m, 33 n). Sur l'article premier : MM. de Las Cases, Dominique Delahaye, Fortier, Jean Morel, rapporteur ; Bienvenu-Martin, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Adoption de la première partie de l'article premier, puis des articles 33 a, 33 b, 33 c et 33 d. Adoption du premier paragraphe de l'article 33 e. Sur le deuxième paragraphe : amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur et le Ministre du Travail. Rejet de l'amendement par l'adoption de l'article 33 e. Article 33 f. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le Ministre du Travail, le Rapporteur. Adoption de l'amendement (modifié) et de l'article 33 f modifié. Articles 33 g, 33 h, 33 i, 33 j. Adoption. Article 33 k : MM. le Ministre du Travail, le Rapporteur. Adoption. Articles 33 l, 33 m, 33 n. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Articles 2 et 3. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 mai] (A. t. I, p. 264 ; J.O., p. 239 à 249). Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 4698).

2 — 1916. Proposition de loi relative au placement des travailleurs et portant modification des articles 79, 81, 83 à 93, 98 et 102 du livre I^{er} du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, déposée par MM. Henry Chéron, Paul Strauss, Henry Bérenger, Jénouvrier et Bonnefoy-Sibour. Renvoi à la Commission chargée d'examiner le projet de loi portant codification des lois ouvrières (Livres III, IV et V du Code du travail et de la prévoyance sociale) [10 février] (A. t. I, p. 41 ; J.O., p. 43 ; I. n° 38). M. Paul Strauss dépose le rapport [5 décembre] (A. t. I, p. 1147 ; J.O., p. 1034 ; I. n° 454). || 1917. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Paul Strauss, rapporteur. Article premier : MM. Lucien Cornet, Paul Strauss, rapporteur. Adoption.

Article 2 : amendement de M. Lhopiteau : M. Lhopiteau. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 2. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi, [22 mars] (A. t. I, p. 346 ; J.O., p. 302).

COLLATÉRAUX (Représentation des). — Voir Code Civil, 21.

COLONIES

1 — 1915. Projet de loi portant extension aux colonies de la loi du 5 août 1914, accordant, pendant la durée de la guerre, des allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien serait appelé ou rappelé sous les drapeaux, déposé à la Chambre le 22 décembre 1914 ; rapport de M. Ceccaldi le 28 janvier ; adopté le 11 février ; déposé par M. le Ministre des Finances et par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [4 mars] (A. t. I, p. 58 ; J.O., p. 51 ; I. n° 58). M. Gervais dépose le rapport [6 mai] (A. t. I, p. 241 ; J.O., p. 219 ; I. n° 154). Déclaration de l'urgence [14 mai] (A. t. I, p. 250 ; J.O., p. 227). Promulgation (J.O., 4 juin, p. 3582).

2 — 1915. Projet de loi portant réglementation de la situation, au point de vue de la solde du personnel relevant de l'administration des colonies pendant la durée des opérations militaires, déposée à la Chambre le 26 décembre 1914 ; rapport de M. Ceccaldi le 28 janvier 1915 ; adopté le 25 février ; déposé par M. le Ministre des Finances et par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [4 mars] (A. t. I, p. 58 ; J.O., p. 51 ; I. n° 62). M. Gervais dépose le rapport [6 mai] (A. t. I, p. 242 ; J.O., p. 219 ; I. n° 155). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 mai] (A. t. I, p. 250 ; J.O., p. 227). Promulgation (J.O., 4 juin, p. 3582).

3 — 1915. Projet de loi portant application aux colonies de la loi du 5 août 1914 et des décrets des 12 et 17 du même mois sur le cumul de la solde militaire avec les traitements civils et les pensions militaires, déposé à la Chambre le 22 décembre 1914 ; rapport de M. Ceccaldi le 28 janvier 1915, adopté le le 25 février ; déposé par M. le Ministre des Finances et par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [4 mars] (A. t. I, p. 58 ; J.O., p. 51 ; I. n° 56). M. Gervais dépose le rapport [6 mai] (A. t. I, p. 241 ; J.O. p. 219 ; I. n° 153). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 mai] (A. t. I, p. 250 ; J.O., p. 227). Promulgation (J.O., 4 juin, p. 3581).

4 — 1915. Projet de loi accordant aux veuves et, à défaut, aux orphelins des fonctionnaires rétribués sur les budgets généraux locaux

ou spéciaux, des colonies qui sont décédés sous les drapeaux, la moitié du traitement pendant la durée de la guerre, déposé à la Chambre le 25 février; rapport de M. Boussenot le 2 avril; déposé par M. le Ministre des Colonies et par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [24 juin] (A. t. I, p. 316; J.O., 289; I. n° 214). M. Gervais dépose le rapport [22 juillet] (A. t. I, p. 407; J.O., p. 367; I. n° 264). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [30 juillet] (A. t. I, p. 458; J.O., p. 413). Promulgation (J.O., 18 août, p. 5772).

5 — 1915. Projet de loi relatif aux pensions des fonctionnaires, employés et agents du service colonial et des services locaux des colonies et pays de protectorat français, relevant du Ministère des Colonies qui, accomplissant en temps de guerre un service militaire, sont tués ou atteints de blessures ou d'infirmités dans l'exercice de ce service, déposé à la Chambre le 18 février; rapports de M. Perreau-Pradier le 25 mai et le 22 juillet; adopté le 30 juillet; déposé par MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine, des Finances et des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [14 octobre] (A. t. I, p. 612; J.O., p. 553; I. n° 346). M. Gervais dépose le rapport [8 octobre] (A. t. I, p. 704; J.O., p. 648; I. n° 425). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [28 décembre] (A. t. I, p. 801; J.O., p. 732). Promulgation (J.O., 18 janvier 1916, p. 480).

6 — 1916. Projet de loi ratifiant le décret du 14 août 1914, qui a autorisé les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies à prendre les mesures nécessaires en vue de prévenir l'accaparement des denrées de première nécessité indispensables à l'alimentation et à fixer le prix maximum auquel ces denrées pourront être vendues, déposé à la Chambre le 11 février; rapport de M. Grodet le 14 juin; adopté le 13 juillet; déposé par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [18 juillet] (A. t. I, p. 742; J.O., p. 675; I. n° 266). M. Gervais dépose le rapport [14 septembre] (A. t. I, p. 856; J.O., p. 733; I. n° 329). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [9 novembre] (A. t. I, p. 960; J.O., p. 872). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 11192).

COLONIES DE LA GUADELOUPE, MARTINIQUE, RÉUNION.

— 1916. Projet de loi rendant applicable aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, la loi du 30 mars 1916 concernant les actions en divorce et en séparation de corps intéressant les mobilisés, déposé à la Chambre le 17 avril; rapport de M. de Chappedelaine le 22 septembre; adopté le 25 octobre; déposé

par M. le Garde des Sceaux. Renvoi à la Commission nommée le 31 janvier 1907 et relative à l'article 310 du Code civil (divorce) [16 novembre] (A. t. I, p. 1026; J.O., p. 927; I. n° 418). M. Lhopiteau dépose le rapport [5 décembre] (A. t. I, p. 1130; J.O., p. 1020; I. n° 451). || 1917. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [30 janvier] (A. t. I, p. 96; J.O., p. 85). Promulgation (J.O., 9 février, p. 1081).

COLONIES ET PROTECTORATS (Prohibition de produits à la sortie des). — Voir Douanes.

COMMIS-GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE PAIX. — 1915. Proposition de loi relative aux commis-greffiers des tribunaux de paix et de simple police, déposée à la Chambre le 18 mai; rapport de M. Ch. Berger le 25 juin; adoptée le 1^{er} juillet; transmise par M. le Président de la Chambre [8 juillet] (A. t. I, p. 372; J.O., p. 336; I. n° 235). Commission : 1^{er} bureau, M. Colin; 2^e bureau, M. Boivin-Champeaux; 3^e bureau, M. Gabrielli; 4^e bureau, M. Loubet; 5^e bureau, M. G. Poulle; 6^e bureau, M. Lemarié; 7^e bureau, M. Catalogne; 8^e bureau, M. Brindeau; 9^e bureau, M. Jean Codet (J.O., p. 5075; F. 33). Président, M. Lemarié; secrétaire, M. Loubet; rapporteur, M. Boivin-Champeaux (J.O., p. 5104; F. 34). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I, p. 458; J.O., p. 413; I. n° 281). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de la proposition de loi [16 septembre] (A. t. I, p. 562; J.O., p. 503). Promulgation (J.O., 2 octobre, p. 7031).

COMMISSARIAT GÉNÉRAL PRÈS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES. — Voir Résolution (Projets de), année 1917, 6.

COMMISSARIAT DE LA MARINE. — Voir Marine, 24.

COMMISSIONS

COMMISSIONS (Nombre des membres des). — Voir Résolution (Projets de).

COMMISSION CHARGÉE D'ETUDIER LES RÉFORMES APPLICABLES EN ALGÉRIE.

1915. — Proclamation du résultat du 2^e tour de scrutin pour la nomination, au scrutin de liste, d'une Commission de dix-huit membres, chargée d'étudier les réformes que comporterait la situation de l'Algé-

rie [26 novembre] (A. t. I, p. 676; J.O., p. 621). Sont élus : MM. Cabart-Danneville, Henry Boucher, Saint-Germain, Etienne Flandin, Jean Morel, Jonnart, Chastenet, Couyba, Murat, Cazeneuve, Galup, T. Steeg, Herriot, Audiffred, Maurice Colin, Henry Bérenger, Lucien Hubert et Ernest Monis [26 novembre] (J.O., p. 621; F. 54). Président, M. Ernest Monis; vice-présidents, MM. Jonnart et Jean Morel; secrétaires, MM. Murat, Maurice Colin, Henry Bérenger; rapporteur général, M. Etienne Flandin (J.O., p. 8803; F. 55).

COMMISSION DU DANUBE. — Voir Avance remboursable à la Commission du Danube.

COMMISSION ANNUELLE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Voir Résolution (Projets de), année 1915, 2.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

1915. — 1^{er} bureau, MM. de Freycinet, de La Batut, Eugène Guérin, Boivin-Champeaux; 2^e bureau, MM. Develle, Murat, Lucien Hubert, Reynald; 3^e bureau, MM. Louis Martin, Jean Dupuy, Jean Morel, Comte de Saint-Quentin; 4^e bureau, MM. Gustave Rivet, Goy, Georges Trouillot, Fagot; 5^e bureau, MM. Léon Bourgeois, Méline, Peytral, de Selves; 6^e bureau, MM. Hippolyte Savary, Chautemps, d'Estournelles de Constant, Combes; 7^e bureau, MM. Stéphen Pichon, Sarrien, Emile Dupont, Ernest Monis; 8^e bureau, MM. Clemenceau, Ferdinand-Dreyfus, Antony Ratier; Mougeot; 9^e bureau, MM. Gervais, Paul Doumer, Flandin, Couyba [5 février] (J.O., p. 614; F. 8). Président, M. de Freycinet; vice-présidents, MM. Méline, Clemenceau, Léon Bourgeois, Combes; secrétaires, MM. Murat, Hubert, Couyba, de La Batut, Reynald [5 février] (J.O., p. 614; F. 8). Président, M. Clemenceau; vice-présidents, MM. Stéphen Pichon, de Selves, Monis, Jonnart, Develle et Sarrien [novembre] (J.O., p. 7984; F. 50).

COMMISSION DE L'ARMÉE

1915. — 1^{er} bureau, MM. de Freycinet, Gouzy, Gaston Menier, Lourties; 2^e bureau, MM. le Baron de Courcel, Milliès-Lacroix, Henry Bérenger, de Langenhagen; 3^e bureau, MM. Cazeneuve, Decker-David, Charles Humbert, Lebert; 4^e bureau, MM. Cauvin, Charles Chabert, Debierre, Gavini; 5^e bureau, MM. Léon Bourgeois, Le Hérissé, Richard, de Selves; 6^e bureau, MM. Boudenoot, Amic, Vallé, Denoix; 7^e bureau, MM. Léon Labbé, Henry Chéron, Paul Strauss, Chapuis; 8^e bureau, MM. le Comte d'Alsace, Bonnefoy-Sibour, Clemenceau, Jeanneney

9^e bureau, MM. Paul Doumer, Gervais, Poirson, Lucien Cornet [29 janvier] (J.O., p. 511; F. 6). Président, M. de Freycinet; vice-présidents, MM. Boudenoot, Clemenceau, Léon Bourgeois, Paul Doumer; secrétaires, MM. Gervais, Charles Humbert, Lucien Cornet, Comte d'Alsace (J.O., p. 511; F. 6). Président, M. Clemenceau; vice-présidents, MM. Henry Chéron et Charles Humbert; secrétaire, M. Henry Bérenger (J.O., p. 7967; F. 50).

COMMISSION DES CHEMINS DE FER

1915. — 1^{er} bureau, MM. de La Batut, Vieu, Peschaud, Surreaux; 2^e bureau, MM. Dellestable, Darbot, Belhomme, Reynald; 3^e bureau, MM. Codet, Defumade, Perchot, Ponteille; 4^e bureau, MM. Alexandre Bérard, Goy, Trouillot, Blanc; 5^e bureau, MM. Barbier, Empereur, Martinez, Albert Peyronnet; 6^e bureau, MM. Catalogne, Gentilliez, Lemarié, Sauvan; 7^e bureau, MM. Mollard, Goirand, Nègre, Faisans; 8^e bureau, MM. Capéran, Lhopiteau, Astier, Ranson; 9^e bureau, MM. Couyba, Monfeuillart, Mazière, Ournac [29 janvier] (J.O., p. 511; F. 6). Président, M. Trouillot; vice-présidents, MM. Faisans, Lhopiteau, Alexandre Bérard, Astier; secrétaires, MM. Ranson, Ponteille Barbier, Perchot, Ournac (J.O., p. 529; F. 7).

COMMISSION DE COMPTABILITÉ

1915. — 1^{er} bureau, MM. Gauvin, Victor de Saint-Urbain; 2^e bureau, MM. Cocula, Vilar; 3^e bureau, MM. Bussière, Vincent; 4^e bureau, MM. Beaupin, Loubet; 5^e bureau, MM. Galup, Régismanset; 6^e bureau, MM. Poulle, Pédebidou; 7^e bureau, MM. Gomot, Pauliat; 8^e bureau, MM. Gravin, Limouzain-Laplanche; 9^e bureau, MM. Beauvisage, Laurent-Thiéry [29 janvier] (J.O., p. 511; F. 6). Président, M. Gomot; secrétaire, M. Galup [29 janvier] (J.O., p. 529; F. 6).

COMMISSION DES CONGÉS

1915. — 1^{re} Commission [21 janvier] (J.O., p. 375; F. 4); 2^e Commission [4 mars] (J.O., p. 457; F. 10); 3^e Commission [29 avril] (J.O., p. 2738; F. 22); 4^e Commission [17 juin] (J.O., p. 4028; F. 28); 5^e Commission [22 juillet] (J.O., p. 5075; F. 33); 6^e Commission [22 octobre] (J.O., p. 7610; F. 46); 7^e Commission [26 novembre] (J.O., p. 8610; F. 53).

1916. — 1^{re} Commission [21 janvier] (J.O., p. 569; F. 4); 2^e Commission [25 février] (J.O., p. 1549; F. 9); 3^e Commission [24 mars] (J.O., p. 2335; F. 15); 4^e Commission [20 mai] (J.O., p. 4449; F. 28); 5^e Com-

mission [24 juin] (J.O., p. 5535; F. 40); 6^e Commission [16 septembre] (J.O., p. 8201; F. 51); 7^e Commission [28 octobre] (J.O., p. 9427; F. 57); 8^e Commission [1^{er} décembre] (J.O., p. 10417; F. 66).

1917. — 1^{re} Commission [13 janvier] (J.O., p. 461; F. 4); 2^e Commission [17 février] (J.O., p. 1309; F. 14); 3^e Commission [17 mars] (J.O., p. 2142; F. 21); 4^e Commission [19 mai] (J.O., p. 3991, F. 31); 5^e Commission [22 juin] (J.O., p. 4819; F. 43); 6^e Commission [26 septembre] (J.O., p. 7623; F. 59); 7^e Commission [27 octobre] (J.O., p. 8565; F. 65); 8^e Commission [1^{er} décembre] (J.O., p. 9707, F. 75).

COMMISSION DES FINANCES

1915. — (Voir table 1912-1914 p. 398). — Membres complémentaires nommés, le 5 février 1915, par les Bureaux de novembre 1913. (Décision du Sénat du 28 janvier 1915). 1^{er} bureau, M. Albert Peyronnet; 2^e bureau, M. Astier; 3^e bureau, MM. Laurent Thiéry, Beauvisage (en remplacement de M. Cachet, décédé); 4^e bureau, M. T. Steeg; 5^e bureau, M. Lhopiteau; 6^e bureau, M. Forichon; 7^e bureau, M. Boudenoot; 8^e bureau, M. Jeanneney; 9^e bureau, MM. Petitjean, Perchot (en remplacement de M. Ribot) [5 février] (J.O., p. 614; F. 8).

COMMISSIONS D'INITIATIVE PARLEMENTAIRE

1915. — 1^{re} Commission [21 janvier] (J.O., p. 375; F. 4); 2^e Commission [4 mars] (J.O., p. 1157; F. 10); 3^e Commission [29 avril] (J.O., p. 2738; F. 22); 4^e Commission [17 juin] (J.O., p. 4029; F. 28); 5^e Commission [22 juillet] (J.O., p. 5075; F. 33); 6^e Commission [22 octobre] (J.O., p. 7610; F. 46); 7^e Commission [26 novembre] (J.O., p. 8610; F. 53).

1916. — 1^{re} Commission [21 janvier] (J.O., p. 569; F. 4); 2^e Commission [25 février] (J.O., p. 1549; F. 9); 3^e Commission [24 mars] (J.O., p. 2335; F. 15); 4^e Commission [20 mai] (J.O., p. 4449; F. 28); 5^e Commission [24 juin] (J.O., p. 5535; F. 40); 6^e Commission [16 septembre] (J.O., p. 8201; F. 51); 7^e Commission [28 octobre] (J.O., p. 9427; F. 57); 8^e Commission [1^{er} décembre] (J.O., p. 10417; F. 66).

1917. — 1^{re} Commission [13 janvier] (J.O., p. 461, F. 4); 2^e Commission [17 février] (J.O., p. 1309; F. 14); 3^e Commission [17 mars] (J.O., p. 2142; F. 21); 4^e Commission [19 mai] (J.O., p. 3991; F. 31); 5^e Commission [22 juin] (J.O., p. 4819; F. 43); 6^e Commission [26 septembre] (J.O., p. 7623; F. 59); 7^e Commission [27 octobre] (J.O., p. 8565; F. 65); 8^e Commission [1^{er} décembre] (J.O., p. 9707; F. 75).

COMMISSION D'INTÉRÊT LOCAL

1915. — 1^{re} Commission [21 janvier] (J.O., p. 375 ; F. 4) ; 2^e Commission (J.O., p. 1157 ; F. 10) ; 3^e Commission [29 avril] (J.O., p. 2738 ; F. 22) ; 4^e Commission [17 juin] (J.O., p. 4029 ; F. 28) ; 5^e Commission [22 juillet] (J.O., p. 5075 ; F. 33) ; 6^e Commission [22 octobre] (J.O., p. 7610 ; F. 46) ; 7^e Commission [26 novembre] (J.O., p. 8610 ; F. 53).

1916. — 1^{re} Commission [21 janvier] (J.O., p. 569 ; F. 4) ; 2^e Commission [25 février] (J.O., p. 1549 ; F. 9) ; 3^e Commission [24 mars] (J.O., p. 2335 ; F. 15) ; 4^e Commission [20 mai] (J.O., p. 4449 ; F. 28) ; 5^e Commission [24 juin] (J.O., p. 5535 ; F. 40) ; 6^e Commission [16 septembre] (J.O., p. 8021 ; F. 51) ; 7^e Commission [28 décembre] (J.O., p. 9427 ; F. 57) ; 8^e Commission [1^{er} décembre] (J.O., p. 10417 ; F. 66).

1917. — 1^{re} Commission [13 janvier] (J.O., p. 461 ; F. 4) ; 2^e Commission [17 février] (J.O., p. 1309 ; F. 14) ; 3^e Commission [17 mars] (J.O., p. 2142 ; F. 21) ; 4^e Commission [19 mai] (J.O., p. 3991 ; F. 31) ; 5^e Commission [22 juin] (J.O., p. 4819 ; F. 43) ; 6^e Commission [26 septembre] (J.O., p. 7623 ; F. 59) ; 7^e Commission [27 octobre] (J.O., p. 8565 ; F. 65) ; 8^e Commission [1^{er} décembre] (J.O., p. 9707 ; F. 75).

COMMISSION DE LA MARINE

1915. — 1^{er} bureau, MM. P. Baudin, Forsans, Genet, Guérin ; 2^e bureau, MM. Lucien Hubert, H. Leygue, Saint-Germain, Trystram ; 3^e bureau, MM. Basire, Hayez, Louis Martin, Pelletan ; 4^e bureau, MM. Cuvinot, Riotteau, Ch. Deloncle, Cabart-Danneville ; 5^e bureau, MM. Colin, Delhon, Perreau, Peytral ; 6^e bureau, MM. Chautemps, Fenoux, Fortier, d'Estournelles de Constant ; 7^e bureau, MM. Ernest Monis, Raymond Leygue, Réveillaud, Gauthier ; 8^e bureau, MM. Fortin, Chastenet, Guilloteaux, d'Aunay ; 9^e bureau, MM. le vice-amiral de La Jaille, Gabrielli, Reymoneng, Poirrier [29 janvier] (J.O., p. 511 ; F. 6) ; Président, M. Cuvinot ; Vice-Présidents, MM. Chautemps, Peytral, Vice-Amiral de La Jaille, Pierre Baudin ; Secrétaires, MM. Lucien Hubert, Reymoneng, Hayez, Genet (J.O., p. 511 ; F. 6).

COMMISSION DES PÉTITIONS

1915. — 1^{re} Commission [21 janvier] (J.O., p. 375 ; F. 4) ; 2^e Commission [4 mars] (J.O., p. 1157 ; F. 10) ; 3^e Commission [29 avril] (J.O., p. 2738 ; F. 22) ; 4^e Commission [17 juin] (J.O., p. 4029 ; F. 28) ; 5^e Commission [22 juillet] (J.O., p. 5075 ; F. 33) ; 6^e Commission [22 octobre] (J.O., p. 7610 ; F. 46) ; 7^e Commission [26 novembre] (J.O., p. 8610 ; F. 53).

1916. — 1^{re} Commission [21 janvier] (J.O., p. 569; F. 4); 2^e Commission [25 février] (J.O., p. 1549; F. 9); 3^e Commission [24 mars] (J.O., p. 2335; F. 15); 4^e Commission [20 mai] (J.O., p. 2449; F. 28); 5^e Commission [24 juin] (J.O., p. 2535; F. 40); 6^e Commission [16 septembre] (J.O., p. 8201; F. 51); 7^e Commission [28 octobre] (J.O., p. 9427; F. 57); 8^e Commission [1^{er} décembre] (J.O., p. 10417; F. 66).

1917. — 1^{re} Commission [13 janvier] (J.O., p. 461; F. 4); 2^e Commission [17 février] (J.O., p. 1309; F. 14); 3^e Commission [17 mars] (J.O., p. 2142; p. 21); 4^e Commission [19 mai] (J.O., p. 3991; F. 31); 5^e Commission [22 juin] (J.O., p. 4819; F. 43); 6^e Commission [26 septembre] (J.O., p. 7623; F. 59); 7^e Commission [27 octobre] (J.O., p. 8565; F. 65); 8^e Commission [1^{er} décembre] (J.O., p. 9707; F. 75).

COMMISSION DES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES (Nomination d'une).

1915. — Proposition de résolution de M. Astier [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 14; I. n° 12). || **1916.** — M. Murat dépose le rapport sommaire [3 février] (A. t. I, p. 35; J.O., p. 37; I. n° 25). M. Murat dépose le rapport [24 février] (A. t. I, p. 70; J.O., p. 74; I. n° 64). Discussion. Adoption [10 mars] (A. t. I, p. 135; J.O., p. 131). Voir Résolution (Projet de), année 1915, 3; année 1916, 2; année 1917, 1.

COMMISSION DES MARCHÉS PASSÉS PENDANT LA GUERRE.

— Voir Résolution (Projets de), année 1915, 6.

COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL.

1917. — Scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission supérieure du travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. M. Amic élu [14 juin] (A. t. I, p. 656; J.O., p. 571).

COMITÉ CONSULTATIF DU COMMERCE D'EXPORTATION. —

— Voir Office national du commerce extérieur.

COMMUNES (Syndicats de). — **1916.** — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 22 mars 1890 sur les syndicats de communes, déposée à la Chambre le 19 mars 1915; rapport de M. Paul-Meunier, le 17 juin 1915; adoptée le 13 septembre 1916; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission, nommée le 14 juin 1910, relative à l'organisation départementale et communale [15 septembre] (A. t. I, p. 861; J.O., p. 783; I. n° 341). || **1917.** M. Martinet

dépose le rapport [31 juillet] (A. t. I, p. 936; J.O., p. 811; I. n° 287). 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 22 mars 1890 sur les syndicats de communes. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : M. Martinet, rapporteur. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [25 septembre] (A. t. I, p. 1045; J.O., p. 907). || 1916. Proposition de loi tendant à permettre la formation des syndicats de communes pour contribuer à la reconstitution des localités détruites par la guerre, déposée par M. Louis Martin. Renvoi à la Commission relative à l'organisation départementale et communale [28 septembre] (A. t. I, p. 884; J.O., p. 805; I. n° 364). || 1917. M. Martinet dépose le rapport [25 octobre] (A. t. I, p. 1084; J.O., p. 944; I. n° 342). Déclaration de l'urgence. Adoption [8 novembre] (A. t. I, p. 1113; J.O., p. 970). Promulgation (J.O., 16 novembre, p. 9150).

COMMUNES ET CANTONS

1 — 1915. Projet de loi portant suppression à la Martinique des deux cantons de Saint-Pierre-Fort et Saint-Pierre-Mouillage, et création d'un nouveau canton ayant pour chef-lieu le Carbet, déposé à la Chambre le 14 janvier; rapport de M. Lagrosillière le 11 février; adopté le 18 février; déposé par M. le Ministre des Colonies [4 mars] (A. t. I, p. 58; J.O., p. 51; I. n° 75). Renvoi à la 2^e Commission d'intérêt local. M. Monnier dépose le rapport [29 avril] (A. t. I, p. 238; J.O., p. 215). Adoption [14 mai] (A. t. I, p. 248; J.O., p. 226). Promulgation (J.O., 1^{er} juin, p. 3502).

2 — 1915. Projet de loi tendant à rattacher la commune de l'Île-Molène au canton d'Ouessant, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [8 juillet] (A. t. I, p. 373; J.O., p. 336; Fa. 31, n° 153). M. Monnier dépose le rapport [2 décembre] (A. t. I, p. 687; J.O., p. 632; Fa. 47, n° 210). Adoption [16 décembre] (A. t. I, p. 711; J.O., p. 656).

3 — 1916. Projet de loi tendant à distraire la commune de Saint-Martin-le-Beau (Indre-et-Loire) du canton d'Amboise, pour la rattacher au canton de Bléré, déposé à la Chambre le 22 novembre 1912; rapport de M. Le Rouzic le 8 juillet 1914; adopté le 20 octobre 1916; Déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [26 octobre] (A. t. I, p. 937; J.O., p. 850; (Fa. 14, n° 43). M. Monnier dépose le rapport [23 novembre] (A. t. I, p. 1074; J.O., p. 968; Fa. 25, n° 67). Adoption [30 novembre] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 1002). Promulgation (J.O., 3 décembre, p. 10460).

COMMUNICATIONS

ANNÉE 1915

1 — Communication d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés faisant connaître au Sénat la composition définitive du bureau de la Chambre des Députés pour l'année 1915 [14 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 5).

2 — Communication de télégrammes échangés par M. Antonin Dubost et M. le Président du Sénat d'Italie [21 janvier] (A. t. I, p. 10; J.O., p. 7).

3 — Communication du rapport sur l'application — pendant la période du 1^{er} juillet 1913 au 30 juin 1914 — des lois des 21 décembre 1897 et 24 décembre 1904, qui ont maintenu aux administrateurs des communes mixtes de l'Algérie le droit de réprimer par voie disciplinaire les infractions spéciales à l'indigénat [5 août] (A. t. I, p. 483; J.O., p. 434).

4 — Communication d'une lettre de M. le Ministre des Finances demandant à M. le Président du Sénat de convoquer le Sénat [8 octobre] (A. t. I, p. 605; J.O., p. 545).

5 — Communication d'une lettre de M. le Président de la Commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations demandant à présenter au Sénat le rapport sur les opérations de 1914 [3 novembre] (A. t. I, p. 646; J.O., p. 590).

6 — Communication d'une lettre de M. le Ministre des Finances demandant à M. le Président de convoquer le Sénat pour le mardi 16 novembre [16 novembre] (A. t. I, p. 651; J.O., p. 595).

7 — Communication d'une lettre de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale avisant M. le Président du Sénat de l'expiration du mandat de M. Goirand, sénateur, comme membre de la Commission supérieure de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. — Fixation ultérieure de la date de l'élection [25 novembre] (A. t. I, p. 664; J.O., p. 610).

8 — Communication d'une lettre de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale avisant M. le Président du Sénat de l'expiration du mandat de M. Petitjean, sénateur, comme membre de la Commission supérieure des caisses d'épargne [26 novembre] (A. t. I, p. 675; J.O., p. 621).

ANNÉE ~~1915~~1916

1 — Communication d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés faisant connaître au Sénat la composition définitive du bureau de la Chambre des Députés pour 1916 [13 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O. p. 9).

2 — Communication de télégrammes échangés par M. Antonin Dubost et M. le Président du Sénat du Canada [10 février] (A. t. I, p. 40; J.O., p. 41).

3 — Communication d'une lettre de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, priant M. le Président de faire procéder à l'élection d'un membre du conseil supérieur du travail, en remplacement de M. Ferdinand-Dreyfus, décédé [10 février] (A. t. I, p. 40; J.O., p. 42).

4 — Communication de télégrammes échangés par les membres de la Skoupchtina serbe et M. le Président [17 février] (A. t. I, p. 50; J.O., p. 54).

5 — Communication d'une lettre de M. le Ministre des Finances concernant la Commission de contrôle de la circulation monétaire.

6 — Communication d'une lettre de M. le Président de la Commission des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, relative au rapport annuel de cette commission. — Fixation du dépôt du rapport en séance publique au jeudi 26 octobre [12 octobre] (A. t. I, p. 904; J.O., p. 822).

7 — Communication d'une lettre de M. le Président de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, relative à l'élection d'un membre du Sénat comme membre de cette commission [26 octobre] (A. t. I, p. 922; J.O., p. 837).

ANNÉE 1917

1 — Communication d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, faisant connaître au Sénat la composition définitive du bureau de la Chambre des Députés pour l'année 1917 [11 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 7).

2 — Communication d'une lettre de M. le Sous-Secrétaire d'Etat du Travail et de la Prévoyance sociale, demandant au Sénat d'élire un sénateur à la Commission supérieure du travail en remplacement de M. Poirrier, décédé [8 mars] (A. t. I, p. 302; J.O., p. 261).

3 — Communication d'une lettre de M. le Président du Conseil priant M. le Président du Sénat de convoquer MM. les Sénateurs, le mercredi 21 mars, pour une communication du Gouvernement [21 mars] (A. t. I, p. 342; J.O., p. 297).

4 — Communication d'une lettre de M. le Ministre des Finances demandant au Sénat de procéder à l'élection d'un membre de la Commission de contrôle de la circulation monétaire, en remplacement de M. Poirrier, décédé. Fixation ultérieure de la date de l'élection [6 juillet] (A. t. I, p. 814; J.O., p. 708).

5 — Communication d'une lettre de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, relative à l'élection par le Sénat de deux membres du comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne. Fixation ultérieure de la date de l'élection [18 septembre] (A. t. I, p. 1043; J.O., p. 900).

6 — Communication d'une lettre de M. le Ministre des Finances demandant à M. le Président du Sénat de convoquer l'Assemblée pour le jeudi 4 octobre [4 octobre] (A. t. I, p. 1075; J.O., p. 933).

7 — Communication d'une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, demandant au Sénat d'élire un membre du conseil d'administration de la caisse des recherches scientifiques, en remplacement de M. Audiffred, décédé. — Fixation ultérieure de la date de l'élection [23 novembre] (A. t. I, p. 1134; J.O., p. 989).

8 — Communication par M. le Président de la Chambre des Députés d'une résolution ordonnant la mise en accusation d'un ancien Ministre et son renvoi devant le Sénat pour y être jugé [29 novembre] (A. t. I, p. 1141; J.O., p. 996).

9 — Communication d'une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts demandant au Sénat de désigner trois de ses membres pour siéger au conseil supérieur de l'office national des pupilles de la nation [6 décembre] (A. t. I, p. 1156; J.O., p. 1009).

COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT

ANNÉE 1915

1 — M. Viviani, Président du Conseil, fait une communication sur la politique extérieure [14 octobre] (A. t. I, p. 610; J.O., p. 552).

2 — M. Viviani, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, lit une déclaration, au nom du Gouvernement [3 novembre] (A. t. I, p. 645; J.O., p. 589; I. n° 368).

ANNÉE 1916

M. Viviani, Garde des Sceaux, donne lecture d'une communication du Gouvernement [14 septembre] (A. t. I, p. 854; J.O., p. 771).

ANNÉE 1917

1 — M. Viviani, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, donne lecture d'une communication du Gouvernement [21 mars] (A. t. I, p. 342; J.O., p. 297; I. n° 94).

2 — M. Ribot, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, donne lecture d'une communication du Gouvernement [5 avril] (A. t. I, p. 458; J.O., p. 397; I. n° 143).

3 — MM. Ribot, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et René Viviani, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [15 juin] (A. t. I, p. 660; J.O., p. 576).

4 — M. Ribot, Président du Conseil, demande au Sénat la permission de donner quelques brèves explications sur les événements qui viennent de s'accomplir en Grèce [15 juin] (A. t. I, p. 660; J.O., p. 577).

5 — M. Raoul Péret, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, donne lecture d'une communication du Gouvernement [18 septembre] (A. t. I, p. 1041; J.O., p. 899; I. n° 318).

6 — M. Painlevé, Président du Conseil, Ministre de la Guerre, donne lecture d'une communication du Gouvernement [13 novembre] (A. t. I, p. 1123; J.O., p. 978).

7 — M. Nail, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, donne lecture d'une communication du Gouvernement [20 novembre] (A. t. I, p. 1127; J.O., p. 983; I. n° 380).

COMMUNICATIONS SOUS-MARINES ENTRE CALAIS ET FANOE. — Voir Conventions, 4.

COMPAGNIE DES TÉLÉGRAPHES DU NORD. — Voir Conventions, 4.

COMPOSITION DU GOUVERNEMENT (Modification à la). — Voir Crédits supplémentaires, § I, 21; § IV, 7, 8.

COMPTE (Ouverture d'un). — Voir Avances remboursables.

COMPTES COURANTS ET CHÈQUES POSTAUX

1 — 1916. Proposition de loi portant la création d'un service de comptes courants et chèques postaux, déposée à la Chambre le 28 mars; rapport de M. Amiard le 30 juin; adoptée le 28 septembre; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des finances [12 octobre] (A. t. I, p. 904; J.O., p. 822; I. n° 375). || 1917. M. Dupont (Emile) dépose le rapport [25 janvier] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 55; I. n° 15). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Emile Dupont, rapporteur; Guillaume Chastenet, Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, et Henri-Michel. Déclaration de l'urgence. Articles premier à 3. Adoption. Article 4. Amendement de M. Guillaume Chastenet. Retrait. Adoption de l'article 4. Articles 5 à 9. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [11 décembre] (A. t. I, p. 1188; J.O., p. 1036).

2 — 1916. Proposition de loi tendant à créer un service de comptes courants et de chèques postaux, déposée par M. de La Batut [27 octobre] (A. t. I, p. 956; J.O., p. 868; I. n° 399). || 1917. M. Dupont dépose le rapport [25 janvier] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 55; I. n° 15). Promulgation (J.O., 10 janvier 1918, p. 406).

CONCARNEAU (Finistère). — Voir Octrois, 46.

CONCORDAT PRÉVENTIF. — 1916. Proposition de loi tendant à établir un concordat préventif, déposée par MM. Guillaume Chastenet, Monis et plusieurs de leurs collègues [10 mars] (A. t. I, p. 130; J.O., p. 128; I. n° 92). M. Guilloteaux dépose un rapport sommaire [6 avril] (A. t. I, p. 257; J.O., p. 243; I. n° 139). Prise en considération [7 avril] (A. t. I, p. 278; J.O., p. 263). Commission: 1^{er} bureau, M. Magny; 2^e bureau, M. Etienne Flandin; 3^e bureau, M. Guilloteaux; 4^e bureau, M. Chastenet; 5^e bureau, M. de La Batut; 6^e bureau, M. Milan; 7^e bureau, M. Jeanneney; 8^e bureau, M. Richard; 9^e bureau, M. Servant [14 avril] (J.O., p. 3150; F. 22). Président, M. Flandin; Secrétaire, M. Milan; Rapporteur, M. Chastenet (J.O., p. 3182; F. 23).

CONDAMNÉS ET EXCLUS (Incorporation de certains). — Voir Armée, § V, 5.

CONFISCATION DES BIENS DES FRANÇAIS ENFUIS A L'ÉTRANGER DURANT LA GUERRE. — 1916. Proposition de

loi, de M. Jénouvrier, ayant pour objet la confiscation des biens des Français qui, pour se soustraire à leurs obligations militaires pendant la présente guerre, se sont enfuis à l'étranger ou y ont volontairement séjourné. Lecture de l'exposé des motifs. Vote de l'urgence. Renvoi aux bureaux [3 mars] (A. t. I, p. 111; J.O., p. 110; 123; I. n° 79). Commission : 1^{er} bureau, M. Vidal de Saint-Urbain; 2^e bureau, M. E. Flandin; 3^e bureau, M. Jean Codet; 4^e bureau, M. Jénouvrier; 5^e bureau, M. de La Batut; 6^e bureau, M. Poirson; 7^e bureau, M. Régismanset; 8^e bureau, M. Guillier; 9^e bureau, M. Henri-Michel (J.O., p. 2335; F. 15). Renvoi à la Commission relative à la suppression des conseils de guerre permanents et des tribunaux maritimes [18 mai] (A. t. I, p. 429; J.O., p. 392).

CONQUET (LE) (Finistère). — Voir Octrois, 47.

ONSEILS D'ENQUÊTE, DE DISCIPLINE, COMMISSIONS D'ENQUÊTE (Suppression des). — Voir Marine, 4.

CONSEIL D'ÉTAT. — Voir Pensions (recours contentieux en matière de).

CONSEILS DÉPARTEMENTAUX DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (Prorogation des pouvoirs des membres des). — 1916. Projet de loi portant prorogation des pouvoirs des membres des conseils départementaux de l'enseignement primaire, déposé à la Chambre le 6 octobre; rapport de M. Dessoie, le 22 décembre; adopté le 22 décembre; déposé par M. le Ministre du Commerce au nom de M. le Ministre de la Justice et de l'Instruction publique (I. n° 474). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission relative à l'enseignement (loi du 15 mars 1850) [29 décembre] (A. t. I, p. 1201; J.O., p. 1084). M. Savary dépose et lit le rapport. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 décembre] (A. t. I, p. 1230; J.O., p. 1107; I. n° 485). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 11235).

CONSEILS GÉNÉRAUX. — 1915. Projet de loi portant modification de l'article 41 de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux, modifié par l'article premier de la loi du 30 juin 1907, et de l'article 150 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, déposé à la Chambre le 10 juin; rapport de M. Bonnevey le 8 juillet; adopté le 30 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, relative à l'organisation départementale et communale et à la suppression administrative,

nommée le 14 juin 1910 [10 août] (A. t. I, p. 506; J.O., p. 453; I. n° 302).

|| **1916.** Proposition de loi ayant pour objet l'application aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion de certaines dispositions de la loi du 10 août 1871 sur l'organisation des conseils généraux, déposée à la Chambre le 5 août 1915; rapport de M. Meunier le 19 avril; adoptée le 18 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [25 juillet] (A. t. I, p. 766; J.O., p. 698; I. n° 294). Commission : 1^{er} bureau, M. Riotteau; 2^e bureau, M. Charles Dupuy; 3^e bureau, M. Gervais, *président*; 4^e bureau, M. Raymond Leygue; 5^e bureau, M. Cabart-Danneville; 6^e bureau, M. Alexandre Bérard; 7^e bureau, M. Perreau; 8^e bureau, M. Henry Bérenger, *rapporteur*; 9^e bureau, M. Boudenoot (J.O., p. 8201; F. 51). M. Henry Bérenger dépose le rapport [12 octobre] (A. t. I, p. 904; J.O., p. 821; I. n° 370). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [21 novembre] (A. t. I, p. 1060; J.O., p. 956). Promulgation (J.O., 2 décembre, p. 10428).

CONSEILS DE GUERRE MARITIMES. — 1917. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la composition des conseils de guerre maritimes, déposé à la Chambre le 12 juillet; rapport de M. Paul Meunier le 20 juillet; adopté le 28 juillet; déposé par MM. les Ministres de la Guerre et de la Marine [31 juillet] (A. t. I, p. 912; J.O., p. 792; I. n° 285). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [2 août] (A. t. I, p. 959; J.O., p. 831; I. n° 303). Adoption [3 août] (A. t. I, p. 1035; J.O., p. 893). Promulgation (J.O., 5 août, p. 6071).

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (Prorogation des pouvoirs des membres du). — **1916.** Projet de loi portant prorogation des pouvoirs des membres du conseil supérieur de l'instruction publique, déposé à la Chambre le 9 mars; rapport de M. Aristide Prat le 13 avril; adopté le 21 avril; déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique (I. n° 193). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Sur le renvoi : MM. Milliès-Lacroix et T. Steeg. Renvoi à la Commission nommée le 27 novembre 1902, relative à l'abrogation de la loi du 12 juillet 1875 sur l'enseignement supérieur. M. Lintilhac dépose et lit le rapport. Discussion immédiate. Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 419; J.O., p. 379 et 383; I. n° 195). Promulgation (J.O., 29 avril, p. 3667).

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL. — 1916. Résultat du 2^e tour de scrutin pour la nomination d'un membre du conseil supérieur du travail. M. Henri-Michel élu. [14 décembre] (A. t. I, p. 1177; J.O., p. 1062).

CONSEILS MUNICIPAUX (Fonctionnement des). — 1915. Projet de loi tendant à assurer pendant la durée de la guerre le fonctionnement des conseils municipaux, déposé à la Chambre le 18 février; rapport de M. Victor Peytral le 25 février; adopté le 4 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission nommée le 14 juin 1910, relative à l'organisation départementale et communale [5 mars] (A. t. I, p. 78; J.O., p. 69; I. n° 76). M. Ferdinand-Dreyfus dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 149; I. n° 124). Discussion du projet de loi. Discussion générale: M. Ferdinand-Dreyfus, *rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} avril] (A. t. I, p. 477; J.O., p. 158). Dépôt par M. le Ministre de l'Intérieur du projet de loi modifié par la Chambre des Députés [14 mai] (A. t. I, p. 259; J.O., p. 234; I. n° 167). M. Ferdinand-Dreyfus dépose le rapport [20 mai] (A. t. I, p. 262; J.O., p. 238; I. n° 174). Adoption [3 juin] (A. t. I, p. 297; J.O., p. 268). Promulgation (J.O., p. 3642).

CONSEILS MUNICIPAUX, GÉNÉRAUX, D'ARRONDISSEMENT.

— Voir Listes électorales.

CONSEILS DE PRÉFECTURE (Présidence des). — 1916. Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 4 de la loi du 21 juin 1865 (présidence des Conseils de préfecture), déposée à la Chambre le 23 novembre 1915; rapport de M. Perreau-Pradier le 18 mai 1916; adoptée le 6 juin; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission d'organisation départementale et communale [9 juin] (A. t. I, p. 588; J.O., p. 535; I. n° 226).

CONSEILS DE PRÉFECTURE (Loi du 21 juin 1865). — 1917. Proposition de loi tendant à suspendre, pendant la durée de la guerre, l'application de l'article 3 de la loi du 21 juin 1865 (Conseils de préfecture), déposée à la Chambre le 18 décembre 1916; rapport de M. Perreau-Pradier le 17 janvier 1917; adoptée le 25 janvier; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission relative à l'organisation départementale et communale [30 janvier] (A. t. I, p. 95; J.O., p. 85; I. n° 23).

CONTRATS COMMUNAUX. — 1917. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les contrats communaux à longue durée conclus avant la guerre, déposée à la Chambre le 2 juillet 1916; rapport de M. Delaroue le 30 janvier 1917; adoptée le 19 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [27 juillet] (A. t. I, p. 888; J.O., p. 772; I. n° 273).

CONTRATS COMMERCIAUX. — Voir Marchés à livrer.

CONTREBANDE DE GUERRE. — Voir Interpellations, année 1916, 1.

CONTRIBUTION EXTRAORDINAIRE SUR LES BÉNÉFICES

RÉALISÉS PENDANT LA GUERRE. — 1916. Projet de loi con-

cernant : 1^o l'établissement d'une contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels réalisés pendant la guerre ; 2^o certaines dispositions d'ordre fiscal relatives à la législation des patentes et aux déclarations en matière de mutations par décès, déposé à la Chambre le 13 janvier ; rapport de M. Raoul Péret le 28 janvier ; adopté le 22 février ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [24 février] (A. t. I, p. 70 ; J.O., p. 73 ; I. n^o 58). M. Aimond dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 214 ; J.O., p. 203 ; I. n^o 133). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Renvoi de la discussion à la prochaine séance : MM. Ribot, *Ministre des Finances*, et Aimond, *rapporteur général* [24 mai] (A. t. I, p. 485 ; J.O., p. 444). Suite de la 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Aimond, *rapporteur* ; A. Ribot, *Ministre des Finances*, et Touron. Discussion des articles : article premier : amendement de M. Eugène Guérin au premier paragraphe : MM. le Ministre des Finances et Peytral, *Président de la Commission des finances*. Adoption de l'amendement. Adoption du premier paragraphe modifié. Sur le deuxième paragraphe : MM. le Rapporteur, le Ministre des Finances, Milliès-Lacroix et le Président de la Commission. Renvoi du deuxième paragraphe à la Commission. Demande de renvoi de tout l'article à la Commission. Adoption. Article 2 : MM. Simonet, Peytral, *Président de la Commission des Finances*. Adoption. Article 3 : amendement de M. Leblond sur le premier paragraphe : MM. Leblond et le Président de la Commission. Adoption de l'amendement et du premier paragraphe modifié. Adoption au deuxième paragraphe et du premier alinéa. Amendement de MM. Leblond, Brindeau, Rouland, Quesnel, Monnier, Fleury et Boivin-Champeaux : MM. Leblond, le Rapporteur, Baudouin-Bugnet, *directeur général des contributions directes, commissaire du Gouvernement*. Rejet de l'amendement. Adoption du 2^e alinéa du deuxième paragraphe et du troisième paragraphe. Adoption de l'article 3 modifié. Amendement (disposition additionnelle) de M. Debierre : MM. Debierre, Touron et Peytral, *Président de la Commission des finances*. Renvoi de l'amendement à la Commission. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [25 mai] (A. t. I, p. 487 ; J.O., p. 447). Suite de la discussion. Discussion des arti-

cles (suite). Article premier (précédemment réservé) : observations : MM. Aimond, *rapporteur*; Ribot, *Ministre des Finances*; MM. Milliès-Lacroix et Touron. Adoption de la nouvelle rédaction de l'article premier. Articles 2 et 3 précédemment adoptés. Amendement (disposition additionnelle à l'article 3) : MM. le Rapporteur, Debierre, Touron et le Ministre. Retrait de l'amendement. Article 4 : MM. le Ministre, le Rapporteur, Peytral, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Article 5 : MM. le Rapporteur, Antony Ratier, le Ministre, Félix Martin, Touron. Adoption de l'article 5 modifié. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Léon Barbier et Gaston Menier : MM. Léon Barbier, le Ministre, Gaston Menier et le Rapporteur. Adoption de l'amendement. Adoption de l'ensemble de l'article 5. Article 6 (nouvelle rédaction). Adoption. Article 7 (nouveau) : M. le Rapporteur. Adoption. Article 8. (Premier paragraphe du texte de l'article 6 de la Commission) : amendement de M. Debierre (soumis à la prise en considération) : MM. Debierre, le Rapporteur, le Ministre. Amendement pris en considération. Renvoi à la Commission. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [26 mai] (A. t. I, p. 503; J.O., p. 461). Suite de la discussion. Discussion des articles (suite) : article 8 (premier paragraphe de l'ancien article 6 du texte de la Commission) et amendement de M. Debierre : observations de M. Aimond, *rapporteur*, sur un nouveau texte présenté. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [30 mai] (A. t. I, p. 520; J.O., p. 475). Suite de la discussion : discussion des articles (suite) : article 8 (nouveau texte de la Commission : amendement de M. Debierre : MM. Debierre, Perchot, Touron, Ribot, *Ministre des Finances*, et Aimond, *rapporteur*. Adoption du premier paragraphe modifié de l'amendement. Adoption, au scrutin, du deuxième paragraphe de l'amendement. Adoption des trois derniers paragraphes du texte de la Commission. Adoption de l'ensemble de l'article 8. Article 9 : retrait d'un amendement de M. Milliès-Lacroix : MM. Milliès-Lacroix et le Ministre. Adoption de l'article 9. Article 10 : MM. Baudouin-Bugnet, *commissaire du Gouvernement*, Touron et le Ministre. Adoption de l'article 10 modifié. Article 11 : amendement de M. Boivin-Champeaux : MM. Boivin-Champeaux et le Commissaire du Gouvernement. Rejet de l'amendement. Deuxième amendement de M. Boivin-Champeaux : MM. Boivin-Champeaux et le Ministre. Renvoi de l'amendement et de l'article à la Commission. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [2 juin] (A. t. I, p. 523; J.O., p. 479). Suite de la discussion. Discussion des articles (suite). Article 11. (Nouveau texte de la Commission) : observations de M. Boivin-Champeaux. Adoption de l'article 11 modifié. Article 12 ; sur l'article : MM. Touron, Ribot, *Minis-*

tre des Finances; Aimond, *rapporteur*; Paytral, *Président de la Commission des finances*, et Milliès-Lacroix. Demande de renvoi de l'article à la Commission. Adoption. Article 13 : sur l'article : MM. le Président de la Commission, Touron, Baudouin-Bugnet, *commissaire du Gouvernement*; le Ministre des Finances. Adoption du texte de la Commission. Amendement (disposition additionnelle) de M. Touron : MM. Touron, le Rapporteur, le Commissaire du Gouvernement, Jean Dupuy, Milliès-Lacroix, Vermorel. Adoption de la première partie de l'amendement. Abandon de la deuxième partie de l'amendement par son auteur. Adoption de l'ensemble de l'article 13. Article 14 : sur l'article : MM. le Ministre des Finances, le Président de la Commission, le Rapporteur. Adoption de l'article 14 modifié. Article 15 : amendement de M. Touron : MM. Touron, le Rapporteur, le Commissaire du Gouvernement. Adoption de la première, puis de la deuxième partie de l'amendement. Adoption de l'ensemble de l'amendement (devenant l'article 15). Amendement (disposition additionnelle) de M. l'amiral de la Jaille : MM. l'amiral de la Jaille, Touron et le Rapporteur. Retrait de l'amendement. Article 16. Adoption. Article 17. Amendement de M. Lhopiteau, retiré. Adoption. Article 18 : amendement de M. Léon Barbier : M. Léon Barbier. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 18. Articles 19 à 23. Adoption. Article 24 (de la Chambre des Députés). Disjonction. Renvoi à la Commission relative au règlement des successions ouvertes pendant la guerre. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [6 juin] (A. t. I, p. 538; J.O., p. 491). Suite de la discussion. Discussion des articles (fin) : article 12 précédemment réservé (nouvelle rédaction) : MM. Aimond, *rapporteur*; Ribot, *Ministre des Finances*, et Touron. Adoption, au scrutin, de l'article 12. Rectification de style à l'article 14. Sur l'ensemble : MM. Charles Riou et Aimond, *rapporteur*. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [8 juin] (A. t. I, p. 556; J.O., p. 507). Promulgation (J.O., 2 juillet, p. 5821). *Errata* (J.O., 6 juillet, p. 5969). || 1917. Projet de loi concernant l'application de la loi du 1^{er} juillet 1916 (contribution extraordinaire sur les bénéfices réalisés pendant la guerre), déposé à la Chambre le 9 février; rapport de M. Auriol, le 27 février; adopté le 16 mars; déposé au nom de M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [16 mars] (A. t. I, p. 337; J.O., p. 285; I. n° 93). M. Aimond dépose le rapport (I. n° 116). Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [30 mars] (A. t. I, p. 412; J., p. 357). Discussion. Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion gé-

nérale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Touron, Albert Métin, *Sous-Secrétaire d'État des Finances* ; Lemarié et Baudouin-Bugnet, *commissaire du Gouvernement*. Vote sur le passage à la discussion de l'article unique. Adoption. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mai] (A. t. I, p. 542 ; J.O., p. 471). Promulgation (J.O., 6 juin, p. 4402).

CONTRIBUTION FONCIÈRE DES PROPRIÉTÉS NON BATIES

(Établissement de la). — 1915. Projet de loi autorisant l'application de mesures exceptionnelles, en 1915, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties, déposé à la Chambre le 16 septembre ; rapport de M. Queuille le 3 novembre ; adopté le 11 novembre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [16 novembre] (A. t. I, p. 636 ; J.O., 599 ; I. n° 376). M. Aimond dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 novembre] (A. t. I, p. 671 ; J.O., p. 615 ; I. n° 405). Promulgation (J.O., 28 novembre, p. 8642. || 1916. Projet de loi autorisant l'application de mesures exceptionnelles, en 1916, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties, déposé à la Chambre le 10 octobre ; rapport de M. Queuille le 9 novembre ; adopté le 14 novembre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [14 novembre] (A. t. I, p. 1023 ; J.O., p. 923 ; I. n° 414). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport au nom de M. Aimond. Déclaration de l'urgence [21 novembre] (A. t. I, p. 1070 ; J.O. p. 964 ; I. 426). Adoption [23 novembre] (A. t. I, p. 1091 ; J.O., p. 981). Promulgation (J.O., 24 novembre, p. 10191). || 1917. Projet de loi autorisant l'application de mesures exceptionnelles, en 1917, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties, déposé à la Chambre le 25 octobre ; rapport de M. Edouard Andrieu, le 3 novembre ; adopté le 22 novembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [23 novembre] (A. t. I, p. 1134 ; J.O., p. 990 ; I. n° 384). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [23 novembre] (A. t. I, p. 1134 ; J.O., p. 990 ; I. n° 385). Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 novembre] (A. t. I, p. 1134 ; J.O., p. 990). Promulgation (J.O., 27 novembre, p. 9541).

CONTRIBUTIONS DIRECTES ET TAXES Y ASSIMILÉES

I — 1915. Projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1916, déposé à la Chambre le 17 juin ;

rapport de M. Métin le 22 juillet; adopté le 30 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 juillet] (A. t. I, p. 474; J.O., p. 426; I. n° 282). M. Aimond dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I, p. 474; J.O., p. 426; I. n° 285). Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Aimond, *rapporteur général*, et Ribot, *Ministre des Finances*. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [5 août] (A. t. I. 489; J.O., p. 434). Promulgation (J.O., 8 août, p. 5478).

2 — 1916. Projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1917, déposé à la Chambre le 7 juillet; rapport de M. Raoul Péret le 13 juillet; adopté le 24 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [25 juillet] (A. t. I, p. 766; J.O., p. 697; I. n° 285). M. Aimond dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [27 juillet] (A. t. I, p. 789; J.O., p. 718; I. n° 301). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption successive des seize articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (A. t. I, p. 822; J.O., p. 744). Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 6749).

3 — 1917. Projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1918, déposé à la Chambre le 1^{er} août; rapport de M. Raoul Péret le 1^{er} août; adopté le 1^{er} août; déposé par M. le Ministre des Finances [2 août] (A. t. I, p. 951; J.O., p. 824; I. n° 294). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [2 août] (A. t. I, p. 960; J.O., p. 831; I. n° 306). Adoption [3 août] (A. t. I, p. 1016; J.O., p. 877). Promulgation (J.O., 5 août, p. 6067).

CONTRIBUTIONS INDIRECTES (Fonds commun des). — Projet de loi portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques, déposé à la Chambre le 23 février; rapport de M. Tournan le 18 juillet; adopté le 26 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [29 décembre] (A. t. I, p. 1338; J.O., p. 1167; I. n° 442).

CONTROLE DES EFFECTIFS. — Voir Armée, § 2.

CONVENTION AVEC LA BANQUE D'ALGÉRIE. — 1915. Projet de loi ayant pour objet de ratifier la convention passée entre le Ministre des Finances et le directeur général de la Banque d'Algérie,

déposé à la Chambre le 16 septembre; rapport de M. Albert Métin le 21 octobre; adopté le 12 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [16 novembre] (A. t. I, p. 656; J.O., p. 599; I. n° 377). M. Aimond dépose le rapport [25 novembre] (A. t. I, p. 672; J.O., p. 616; I. n° 395). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [26 novembre] (A. t. I, p. 676; J.O., p. 621). Promulgation (J.O., 4 décembre, p. 8814).

CONVENTIONS AVEC LA BANQUE DE FRANCE

1 — 1915. Projet de loi ayant pour objet de ratifier la convention passée entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France, déposé à la Chambre le 11 mai; rapport de M. Métin le 28 mai; adopté le 25 juin; déposé par M. le Ministre des Finances [25 juin] (A. t. I, p. 346; J.O., p. 315; I. n° 224). M. Aimond dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption du projet de loi [12 juillet] (A. t. I, p. 374; J.O., p. 337; I. n° 245). Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 4697).

2 — 1917. Projet de loi ayant pour objet de ratifier la convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France, déposé à la Chambre le 15 février; rapport de M. Raoul Péret le 15 février; adopté le 15 février; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 48). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Aimond dépose et lit le rapport. Discussion immédiate. Adoption [16 février] (A. t. I, p. 221; J.O., p. 192, 193; I. n° 50). Promulgation (J.O., 17 février, p. 1283).

3 — 1917. Projet de loi ayant pour objet de ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France, déposé à la Chambre le 2 octobre; rapport de M. Louis Marin le 2 octobre; adopté le 4 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 332). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport. Discussion immédiate. Adoption [4 octobre] (A. t. I, p. 1076; J.O., p. 933; I. n° 333). Promulgation (J.O., 5 octobre, p. 7891).

CONVENTION AVEC LES GRANDES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — 1916. Projet de loi ayant pour objet : 1° d'approuver la convention intervenue entre le Ministre des Travaux publics, d'une part, et les grandes Compagnies de chemins de fer, d'autre part, pour l'attribution aux agents de ces réseaux d'allocations complémentaires; 2° d'appliquer le même régime aux agents du réseau

de l'État, déposé à la Chambre le 11 novembre; rapport de M. Margaine le 27 novembre; adopté le 23 décembre; déposé par M. le Ministre des Transports. Renvoi à la Commission des chemins de fer et, pour avis à la Commission des finances [23 décembre] (A. t. I, p. 1193; J.O., p. 1078; I. n° 469). M. Lhopiteau dépose le rapport [29 décembre] (A. t. I, p. 1201; J.O., p. 1084; I. n° 478).

CONVENTION AVEC LA SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER ÉCONOMIQUES, LES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX ET LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU SUD. — 1917.

Projet de loi ayant pour objet d'approuver les conventions intervenues entre le Ministre des Travaux publics et des Transports et la Société générale des chemins de fer économiques, la Compagnie des chemins de fer départementaux, la Compagnie des chemins de fer du sud de la France pour l'attribution d'allocations complémentaires aux agents des lignes d'intérêt général concédées à ces trois compagnies, déposé à la Chambre le 3 avril; rapport de M. Henri Roy le 30 mai; adopté le 30 juillet; déposé par MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics [31 juillet] (A. t. I, p. 936; J.O., p. 811; I. n° 286). M. Faisans dépose le rapport [3 août] (A. t. I, p. 1104; J.O. p. 868; I. n° 313). Retrait du projet de loi [10 janvier 1918] (A. t. I, p. 6 J.O., p. 8).

CONVENTIONS ET TRAITÉS

1 — 1915. Projet de loi portant approbation de cinq conventions relatives à la gare internationale de Vallorbe, déposé à la Chambre le 13 juillet 1914; rapport de M. Émile Favre le 14 janvier 1915; adopté le 19 janvier; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères et par M. le Ministre des Travaux publics [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 13; I. n° 11). M. Goy dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 171; J.O., p. 152; I. n° 125). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 avril] (A. t. I, p. 198; J.O., p. 177). Promulgation (J.O., 24 avril, p. 2529).

2 — 1915. Projet de loi portant approbation de la convention signée à Berne, le 13 octobre 1913, relativement aux retraites des employés des chemins de fer fédéraux suisses résidant en France et occupés sur le territoire français; déposé à la Chambre le 27 février 1914; rapport de M. Emile Dumas le 24 mars 1914; adopté le 30 mars 1914; déposé au nom de M. le Président du Conseil, de M. le Ministre des Affaires étrangères, de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et de M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission des affaires

étrangères [14 juin] (A. t. I, p. 301; J.O., p. 274; I. n° 202). M. Goy dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I, p. 481; J.O., p. 431; I. n° 291).

3 — 1915. Projet de loi portant approbation du protocole additionnel à la convention de Berne révisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, du 13 novembre 1908, signé à Berne, le 20 mars 1914, par les plénipotentiaires des dix-huit États participant à cette union internationale, déposé à la Chambre le 29 avril; rapport de M. Henry Simon le 17 juin; adopté le 25 juin; déposé au nom de M. le Président du Conseil, de M. le Ministre de l'Intérieur, de M. le Ministre de l'Instruction publique et de M. le Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des affaires étrangères [22 juillet] (A. t. I, p. 388; J.O., p. 352; I. n° 254). M. Louis Martin dépose le rapport [22 juillet] (A. t. I, p. 389; J.O., p. 353; I. n° 259). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [5 août] (A. t. I, p. 465; J.O., p. 434). Promulgation (J.O., 29 août, p. 6060).

4 — 1916. Projet de loi portant prorogation de la convention signée, le 15 octobre 1890, avec la Grande compagnie des télégraphes du Nord pour l'exploitation de communications sous-marines entre Calais et Fanoë, déposé à la Chambre le 16 décembre 1915; rapport de M. Nectoux le 20 janvier; adopté le 3 février; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [10 février] (A. t. I, p. 40; J.O., p. 42; I. n° 30). M. Dupont dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 52, 53; J.O., p. 56; I. n° 51). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [3 mars] (A. t. I, p. 117; J.O., p. 116). Promulgation (J.O., 16 mars, p. 2077).

5 — 1916. Projet de loi portant approbation de la convention franco-suédoise, signée à Paris le 31 janvier 1916, pour la protection réciproque, en Chine, des marques de fabrique, brevets, dessins et droits d'auteur, déposé à la Chambre le 14 avril; rapport de M. Landry le 14 juin; adopté le 30 juin; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères (A. t. I, p. 784; J.O., p. 712; I. n° 298). Commission: 1^{er} bureau, M. Cannac; 2^e bureau, M. Jouffray; 3^e bureau, M. Dupont; 4^e bureau, M. Hervey; 5^e bureau, M. de La Batut; 6^e bureau, M. Astier; 7^e bureau, M. Gravin; 8^e bureau, M. Henry Bérenger; 9^e bureau, M. Jean Morel [15 septembre] J.O., p. 8201; F. 51). Président, M. Astier; rapporteur, M. Astier (J.O., p. 8402; F. 52). M. Astier dépose le rapport [12 octobre] (A. t. I, p. 904; J.O., p. 822; I. n° 372). || **1917.** Déclaration de l'urgence. Observations: M. Louis Martin. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 janvier] (A. t. I, p. 75; J.O., p. 69). Promulgation (J.O., 11 février, p. 1112).

6 — 1916. Projet de loi portant approbation de la convention, signée le 1^{er} juillet 1915, entre la Suisse et la France, pour régler les difficultés survenues entre l'administration du fisc français et la ville de Genève au sujet des droits de mutation litigieux réclamés en France sur la succession mobilière du duc Charles de Brunswick, déposé à la Chambre le 5 août 1915; rapport de M. de Chambrun, le 20 juillet 1916; adopté le 27 juillet; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères [9 novembre] (A. t. I, p. 960; J.O., p. 872). Commission : 1^{er} bureau, M. Murat, secrétaire; 2^e bureau, M. Émile Chautemps; 3^e bureau, M. Charles Chabert; 4^e bureau, M. Amic; 5^e bureau, M. Goy; 6^e bureau, M. Empereur; 7^e bureau, M. Bollet, président; 9^e bureau, M. Alexandre Bérard, rapporteur (J.O., p. 10215; F. 65 et 66). M. A. Bérard dépose le rapport [7 décembre] (A. t. I, p. 1149; J.O., p. 1037; I. n^o 456). || **1917.** Adoption [8 mars] (A. t. I, p. 303; J.O., p. 262). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 2663).

CONVERSION EN CRÉDITS DÉFINITIFS DE CRÉDITS PROVISOIRES. — Voir Crédits définitifs.

CORAY (Finistère). — Voir Octrois, 48.

CORPS DE CONTROLE DE L'ADMINISTRATION DE LA MARINE. — Voir Marine, 21.

CORSE (Importation de tabacs en). — Voir Douanes, 27.

COSNE (Nièvre). — Voir Octrois, 49.

COTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE (Voyages sur la). — Voir Risques de guerre.

COTE-SAINT-ANDRÉ (Isère). — Voir Octrois, 50 et 51.

COURS D'ASSISES (Pouvoirs des présidents de). — **1915.** Proposition de loi déposée par M. Lhopiteau. (Voir table 1912-1914, p. 626). M. Louis Martin dépose le rapport sommaire [25 septembre] (A. t. I, p. 567; J.O., p. 510; I. n^o 328). || **1916.** Prise en considération [14 avril] (A. t. I, p. 348; J.O., p. 322). Commission : 1^{er} bureau, M. Etienne Flandin; 2^e bureau, M. Guillier; 3^e bureau, M. Henry Chéron; 4^e bureau, M. Th. Girard; 5^e bureau, M. Lhopiteau; 6^e bureau, M. Jénouvrier; 7^e bureau, M. Guilloteaux; 8^e bureau, M. Gabrielli; 9^e bureau, M. Lebert [19 mai] (J.O., p. 4449; F. 28). Président, M. Th. Girard; Secrétaire, M. Lebert (J.O., p. 4626; F. 29).

COURS ET TRIBUNAUX. — 1915. Projet de loi autorisant, en cas d'interruption de communications, la modification temporaire : 1^o du ressort territorial et du siège des corps et tribunaux ; 2^o des conditions de lieu exigées pour l'accomplissement de certains actes en matière civile ou commerciale, déposé à la Chambre le 19 janvier ; rapport de M. Pierre Berger le 28 janvier ; adopté le 28 janvier ; déposé par M. le Ministre de la Justice. Renvoyé à la Commission des finances [28 janvier] (A. t. I, p. 19 ; J.O., p. 14 ; I. n^o 15). M. Trouillot dépose le rapport (I. n^o 22). Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Demande de discussion immédiate. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [4 février] (A. t. I, p. 32 ; J.O., p. 25). Adoption du projet de loi [5 février] (A. t. I, p. 40 ; J.O., p. 33). Promulgation (J.O., 7 février, p. 620).

COURS ET TRIBUNAUX (Fonctionnement des). — 1916. Proposition de loi relative au fonctionnement des cours et des tribunaux en temps de guerre, déposée à la Chambre le 30 juin ; rapport de M. Bender le 30 juin ; adoptée le 27 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre [27 juillet] (A. t. I, p. 809 ; J.O., p. 734 ; I. n^o 320). Commission : 1^{er} bureau, M. Reynald ; 2^e bureau, M. Félix Martin ; 3^e bureau, M. Milliard ; 4^e bureau, M. Théodore Girard ; 5^e bureau, M. Saint-Germain ; 6^e bureau, M. Ernest Monis ; 7^e bureau, M. Brind'au ; 8^e bureau, M. Lhopiteau ; 9^e bureau, M. Loubet [15 septembre] (J.O., p. 8201 ; F. 51). Président, M. Milliard ; Rapporteur, M. Ernest Monis (J.O., p. 8402 ; F. 52). M. Monis dépose le rapport [21 septembre] (A. t. I, p. 873 ; J.O., p. 794 ; I. n^o 352). 1^{re} délibération Déclaration de l'urgence. Adoption [28 septembre] (A. t. I, p. 898 ; J.O., p. 816). Promulgation (J.O., 6 octobre, p. 8772).

COURS ET TRIBUNAUX (Modification du siège des). — Voir Ressort territorial.

COUTANCES (Manche). — Voir Octrois, 52.

CRANSAC (Aveyron). — Voir Octrois, 53 et 54.

CRAON (Mayenne). — Voir Octrois, 55.

CRÉDIT MUTUEL (Application du) aux ouvriers, fabricants et commerçants. — 1915. Proposition de loi déposée par M. J. Codet le 17 novembre 1910. (Voir table 1909-1911, p. 381). M. Jean Codet dépose un rapport supplémentaire [2 septembre] (A. t. I, p. 557 ; J.O., p. 496 ; I. n^o 307). || **1916.** M. J. Codet dépose un 2^e rapport supplémentaire

[24 février] (A. t. I, p. 70; J.O., J.O., p. 73; I. n° 63). 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Demande de renvoi. Adoption [14 décembre] (A. t. I, p. 1176; J.O., p. 1060). || 1917. Suite de la discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : M. Jean Codet, *rapporteur*. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [30 janvier] (A. t. I, p. 100; J.O., p. 89). (La proposition de loi est retirée par son auteur.)

CRÉDIT AU PETIT ET AU MOYEN COMMERCE (Organisation du).— (Voir table 1912-1914, p. 429.) 1915. M. Jean Codet dépose le rapport [29 janvier] (A. t. I, p. 23; J.O., p. 19; I. n° 17). M. Perchot dépose un avis au nom de la Commission des finances [3 juin] (A. t. I, p. 284; J.O., p. 258; I. n° 195). M. Codet dépose un rapport supplémentaire [2 septembre] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 496; I. n° 307). M. Perchot dépose un 2^e avis au nom de la Commission des finances [18 novembre] (A. t. I, p. 658; J.O., p. 605; I. n° 384). || 1916. M. J. Codet dépose un 2^e rapport supplémentaire [24 février] (A. t. I, p. 70; J.O., p. 73; I. n° 63). 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Demande de renvoi. Adoption [14 décembre] (A. t. I, p. 1176; J.O., p. 1060). || 1917. Suite de la discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : M. Codet [30 janvier] (A. t. I, p. 100; J.O., p. 89). Discussion générale (fin) : MM. Perchot, *rapporteur de la Commission des finances*; Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture, du Travail, des Postes et des Télégraphes*, et Jean Codet. Retrait de la proposition de loi de M. Jean Codet. Vote sur le passage à la discussion des articles du projet adopté par la Chambre des Députés. Adoption. Adoption des titres I et II. Disjonction et renvoi à la Commission des finances des titres III et IV. Adoption du titre III (ancien titre V). Adoption de l'ensemble [1^{er} février] (A. t. I, p. 118; J.O., p. 105). Promulgation (J.O., 16 mars, p. 2089).

CRÉDIT AUX SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION (Organisation du). — Voir Sociétés coopératives de consommation.

CRÉDITS ADDITIONNELS

I — 1915. Projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 en vue d'assurer le fonction-

nement du service de ravitaillement pour l'alimentation de la population civile, déposé à la Chambre le 18 février 1915; rapport de M. Mélin le 18 février; adopté le 18 février; déposé par M. le Ministre des Finances et par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, renvoyé à la Commission des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; I. n° 74). M. Aimond dépose le rapport [12 mars] (A. t. I, p. 116; J.O., p. 100; I. n° 91). Retrait du projet de loi [22 avril] (A. t. I, p. 224; J.O., p. 199; I. n° 145).

2 — 1915. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 pour le remboursement des droits payés par les débiteurs sur les absinthes actuellement en leur possession et pour le rachat des stocks de plants d'absinthe détenus par les cultivateurs, déposé à la Chambre le 18 février; rapport de M. Mélin le 19 février; adopté le 19 février; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [4 mars] (A. t. I, p. 58; J.O., p. 51; I. n° 55). M. Aimond dépose le rapport [12 mars] (A. t. I, p. 116; J.O., p. 100; I. n° 92). Discussion du projet de loi. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Article premier. Amendement de M. Deloncle: MM. Alexandre Ribot, Ministre des Finances; Charles Deloncle. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Bonnefoy-Sibour, Crémieux, Eugène Guérin et Maureau: M. Eugène Guérin. Retrait de l'amendement. Sur le texte de l'article: MM. Aimond, rapporteur général, et Eugène Guérin. Adoption de l'article premier modifié. Adoption de l'article 2 modifié. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [25 mars] (A. t. I, p. 133; J.O., p. 119). Promulgation, (J.O., 8 avril, p. 1948).

3 — 1915. Projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 pour le Sous-Secrétariat d'État de la Marine marchande, déposé à la Chambre le 25 mars; rapport de M. Albert Metin, le 29 avril; adopté le 11 mai; Déposé par M. le Ministre des Finances et par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission des finances [20 mai] (A. t. I, p. 262; J.O., p. 237; I. n° 172). M. Jénouvrier dépose le rapport [3 juin] (A. t. I, p. 284; J.O., p. 257; I. n° 197). Demande de discussion. Déclaration d'extrême urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption du projet de loi [17 juin] (A. t. I, p. 302; J.O., p. 275). Promulgation (J.O., 25 juin, p. 4247). Rectification (J.O., 26 juin, p. 4291).

4 — 1915. Projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires pour le ravitaillement de

la population civile, déposé à la Chambre le 18 mai ; rapport de M. Albert Métin, le 21 mai ; adopté le 21 mai ; déposé par M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 mai] (A. t. I, p. 280 ; J.O., p. 254 ; I. n° 185). M. Aimond dépose le rapport [17 juin] Déclaration de l'urgence (A. t. I, p. 301 ; J.O., p. 274 ; I. n° 206). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. André Lebert, Thomson, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes* ; Dominique Delahaye, Herriot et Aimond, *rapporteur général*. Article premier : MM. Fabien Cesbron et le rapporteur général. Adoption. Articles 2 à 4. Adoption. Article 5. Amendement (disposition additionnelle) de M. André Lebert (soumis à la prise en considération) : MM. André Lebert et le rapporteur général. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 5. Article 6. Adoption. Article 7 : M. le Rapporteur général. Adoption. Article 8. Amendement de M. Jeanneney : MM. Jeanneney, le Ministre. Adoption de l'amendement et de l'article 8 modifié. Article 9. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [24 juin] (A. t. I, p. 317 ; J.O., p. 290 à 301). Dépôt, au nom de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de M. le Ministre des Finances et de M. le Ministre de la Guerre, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires pour procéder à des opérations d'achat et de vente de blé et de farine pour le ravitaillement de la population civile. Renvoi à la Commission des finances [10 août] (A. t. I, p. 506 ; J.O., p. 453 ; I. n° 295). Déposé à la Chambre le 25 juin ; rapport de M. Métin le 2 juillet ; adopté le 7 août. M. Aimond dépose le rapport [16 septembre] (A. t. I, p. 561 ; J.O., p. 503 ; I. n° 315). Discussion du projet de loi. Discussion générale : MM. Lhopiteau, Thomson, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Demande d'ajournement de la suite de la discussion : MM. le président et Milliès-Lacroix. Rejet. Suite de la discussion générale : M. Aimond, *rapporteur général*. Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2. Amendement de M. Lhopiteau : MM. Lhopiteau, le Rapporteur général et Le Cour Grandmaison. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 2. Articles 3 et 4. Adoption. Article 5 : MM. Boivin-Champeaux, le rapporteur général, Milliès-Lacroix. Amendement (soumis à la prise en considération) de M. Boivin-Champeaux. Adoption. Sur le fond de l'amendement : MM. René Viviani, *Président du Conseil* ; Boivin-

Champeaux, Milliès-Lacroix. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 5. Articles 6 et 7. Adoption. Article 8 : MM. le Rapporteur général, le Président du Conseil, Viseur, Boivin-Champeaux. Adoption du premier paragraphe. Demande de suppression au deuxième paragraphe de l'article 480 du Code pénal. Rejet. Adoption du deuxième paragraphe et de l'ensemble de l'article 8. Article 9. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [25 septembre] (A. t. I, p. 568; J.O., p. 511). Promulgation (J.O., 17 octobre, p. 7441).

5 — 1915. Projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du premier semestre de 1915 pour le Sous-Secrétariat d'Etat du Ministère de la Guerre, déposé à la Chambre le 20 mai; rapport de M. Métin le 15 juin; adopté le 24 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et à la Commission de l'armée, pour avis [29 juin] (A. t. I, p. 350; J.O., p. 317; I. n° 228). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [18 novembre] (A. t. I, p. 661; J.O., p. 606; I. n° 387). || 1916. M. Jeanneney dépose l'avis de la Commission de l'armée [13 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 6; I. n° 3). Discussion du projet de loi. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : M. Gaudin de Villaine. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [17 février] (A. t. I, p. 54; J.O., p. 57). Promulgation (J.O., 19 mars, p. 2142).

6 — 1915. Projet de loi concernant : 1° l'ouverture, sur l'exercice 1915, au titre du budget général, de crédits additionnels aux crédits provisoires; 2° l'ouverture, sur l'exercice 1915, au titre des budgets annexes, de crédits additionnels aux crédits provisoires; 3° l'ouverture de crédits au titre du compte spécial créé par la loi du 17 février 1898, déposé à la Chambre le 18 mai; rapport de M. Métin le 17 juin; adopté le 26 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [29 juin] (A. t. I, p. 350; J.O., p. 317; I. n° 229). M. Aimond dépose le rapport [22 juillet] (A. t. I, p. 389; J.O., p. 352; I. n° 260). Discussion. Suite de la discussion. Discussion des articles : Article premier. Etat A. Adoption des chapitres du Ministère des Finances, du Ministère de la Justice, du Ministère des Affaires étrangères et du Ministère de l'Intérieur. Sur les chapitres du Ministère de la Guerre : MM. Milliès-Lacroix et Millerand, *Ministre de la Guerre*. Adoption des chapitres du Ministère de la Guerre, du Ministère de la Marine, du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, du Ministère des Colonies, du Ministère de l'Agriculture et du Ministère des Travaux

publics. Adoption de l'État A et de l'article premier. Article 3 à 9. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 août] (A. t. I, p. 507; J.O., p. 454 à 464. Promulgation (J.O., 15 août p. 5702).

7 — 1915. Projet de loi portant ouverture, en addition aux crédits provisoires ouverts au titre de l'exercice 1915, de crédits applicables à la remonte des haras, déposé à la Chambre le 24 juin; rapport de M. Dariac le 25 juin; adopté le 26 juin; déposé par M. le Ministre des Finances et par M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des finances [8 juillet] (A. t. I, p. 372; J.O., p. 335; I. n° 240). M. Petitjean dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 374; J.O., p. 338; I. n° 248). Adoption du projet de loi [23 juillet] (A. t. I, p. 410; J.O., p. 371). Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 5270).

8 — 1915. Projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires pour subvenir aux dépenses d'administration des territoires occupés, déposé à la Chambre le 18 mai; rapport de M. Métin le 17 juin et 2^e rapport le 29 juillet; adopté le 29 juillet; déposé par M. Ribot, *Ministre des Finances*. Renvoi à la Commission des finances [29 juillet] (A. t. I, p. 446; J.O., p. 401; I. n° 276). M. Aimond dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I, p. 474; J.O., p. 426; I. n° 287). Discussion immédiate ordonnée. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [5 août] (A. t. I, p. 488; J.O., p. 437). Promulgation (J.O., 8 août, p. 5478).

9 — 1915. Projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du troisième trimestre de 1915 pour deux Sous-Secrétariats d'État au Ministère de la Guerre, déposé à la Chambre le 8 juillet; rapport de M. Métin le 22 juillet; adopté le 26 août; déposé au nom de M. le Ministre de la Guerre et de M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [2 septembre] (A. t. I, p. 556; J.O., p. 496; I. n° 308). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [18 novembre] (A. t. I, p. 661; J.O., p. 606; I. n° 387). || **1916.** M. Jeanney dépose l'avis de la Commission de l'armée [13 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 9 I. n° 3). Discussion. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du troisième trimestre de 1915, pour deux Sous-Secrétariats d'État au Ministère de la Guerre. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [17 février] (A. t. I, p. 54; J.O., p. 58). Promulgation (J.O., 19 mars, p. 2142).

10 — 1915. Projet de loi portant ouverture, au Ministre de la Guerre, d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de 1915, en vue du relèvement de la solde des brigadiers, caporaux et soldats, déposé à la

Chambre le 29 septembre; rapport de M. Etienne Rognon le 29 septembre; adopté le 30 septembre; déposé par MM. les Ministres des Finances et de la Guerre. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'armée [8 octobre] (A. t. I, p. 607; J.O., p. 547; I. n° 338). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate prononcée. Lecture par M. Jeanneney de l'avis de la Commission de l'armée (I. n° 351). Discussion générale: MM. André Lebert, Milliès-Lacroix, rapporteur; Millerand, *Ministre de la Guerre*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [14 octobre] (A. t. I, p. 613; J.O., p. 553; I. n° 344). Promulgation (J.O., 21 octobre, p. 7569).

11 — 1915. Projet de loi relatif à la création d'emplois et à l'ouverture de crédits additionnels sur l'exercice 1915, au titre du budget général, en vue de l'institution d'un service des émissions de la défense nationale, déposé à la Chambre le 16 septembre; rapport de M. Grodet le 13 octobre; adopté le 12 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [16 novembre] (A. t. I, p. 656; J.O., p. 599; I. n° 378). M. Aimond dépose le rapport [25 novembre] (A. t. I, p. 672; J.O., p. 616; I. n° 396). Discussion. Déclaration de l'extrême urgence. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [26 novembre] (A. t. I, p. 676; J.O., p. 622). Promulgation (J.O., 28 novembre, p. 8642).

12 — 1915. Projet de loi concernant l'ouverture, sur l'exercice 1915, au titre du budget général, de crédits additionnels aux crédits provisoires, déposé à la Chambre les 16 septembre et 21 octobre; rapport de M. Métin le 21 octobre; adopté le 18 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [25 novembre] (A. t. I, p. 665; J.O., p. 610; I. n° 402). M. Aimond dépose le rapport [16 décembre] (A. t. I, p. 709; J.O., p. 655; I. n° 428). Discussion. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Article premier. État. Rejet du chapitre 68 bis voté par la Chambre des Députés. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Articles 2 et 3. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [23 décembre] (A. t. I, p. 753; J.O., p. 692). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 9605).

13 — 1915. Projet de loi portant ouverture, au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires, déposé à la Chambre les 16 septembre et 21 octobre; rapport de M. Métin le 21 octobre et 2^e rapport le 18 novembre; adopté le 19 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Com-

mission des finances [2 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 637; I. n° 413). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [16 décembre] (A. t. I, p. 709; J.O., p. 655; I. n° 442). Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion de l'article unique. Adoption des chapitres 11 et 14 (Ministère de l'Intérieur). Adoption. Chapitre 18 (Ministère de l'Intérieur) : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur*; André Lebert, le Colonel Gassouin, *commissaire du Gouvernement*; Georges Trouillot, *président de la Commission des chemins de fer*. Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Georges Trouillot, Lhopiteau, Faisans, Astier, Alexandre Bérard, Pontelle, Barbier, Percho et Ranson et Ournac. Adoption des chapitres 18, 23 et 29 (intérieur), et des chapitres 55 et 56 (Algérie et Tunisie). Adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'article unique du projet de loi. Sur le renvoi à la Commission de la proposition de résolution MM. Milliès-Lacroix, Georges Trouillot et Henry Bérenger. Renvoi à la Commission des finances et à la Commission de l'armée [28 décembre] (A. t. I, p. 789; J.O., p. 624). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 9605).

14 — 1915. Projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 et annulation de crédits sur le même exercice, par suite de la nomination de Ministres d'État et de création et de suppression de Sous-Secrétariats d'État, déposé à la Chambre le 11 novembre; rapport de M. Raoul Péret le 25 novembre; adopté le 3 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [9 décembre] (A. t. I, p. 697; J.O., p. 642; I. n° 417). M. Aimond dépose le rapport [16 décembre] (A. t. I, p. 710; J.O., p. 655; I. n° 449). Discussion. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Gaudin de Villaine, René Viviani, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, et Ribot, *Ministre des Finances*. Article premier. État A. Disjonction des chapitres premier et 2 du Ministère de la Guerre votés par la Chambre des Députés. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2. État B. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [23 décembre] (A. t. I, p. 746; J.O., p. 687). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 9604) [19 mars 1916] (J.O., p. 2142).

15 — 1915. Projet de loi portant ouverture d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de l'exercice 1915 pour le remboursement des redevances dues au prince de Monaco, déposé à la Chambre le 25 mars; rapport de M. Louis Marin le 10 juin; adopté le 9 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [16 décembre] (A. t. I, p. 708; J.O., p. 654; I. n° 437). M. Lhopiteau

dépose le rapport [22 décembre] (A. t. I, p. 724; J.O., p. 669; I. n° 460). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [28 décembre] (A. t. I, p. 781; J.O., p. 716). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 9605).

16 — 1915. Projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 pour les dépenses d'installation et de fonctionnement de quatre Sous-Secrétariats d'État au Ministère de la Guerre, déposé à la Chambre les 16 septembre et 25 novembre; rapport de M. Raoul Péret le 3 décembre; adopté le 15 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission des finances [16 décembre] (A. t. I, p. 708; J.O., p. 654; I. n° 435). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [22 décembre] (A. t. I, p. 722; J.O., p. 668; I. n°s 462, 469). || 1916. M. Jeanneney dépose l'avis de la Commission de l'armée [13 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 9; I. n° 3). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi. [17 février] (A. t. I, p. 57; J.O., p. 59). Promulgation (J.O., 19 mars, p. 2142).

17 — 1915. Projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1915, de crédits provisoires pour le service des poudres, déposé à la Chambre le 9 décembre; rapport de M. Renard le 16 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre de la Guerre et par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [22 décembre] (A. t. I, p. 722; J.O., p. 667; I. n° 455). || 1916. M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [3 mars] (A. t. I, p. 110; J.O., p. 110; I. n° 73). Discussion. Urgence déclarée. Adoption [16 mars] (A. t. I, p. 156; J.O., p. 150). Promulgation (J.O., 14 avril, p. 3140).

18 — 1916. Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, au titre de l'exercice 1916, en addition aux crédits alloués par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916 et par des lois spéciales, un crédit de 10 millions de francs applicable à un chapitre nouveau du budget de son ministère portant le n° 24 bis et intitulé : « Subventions extraordinaires aux départements envahis », déposée à la Chambre le 28 janvier; rapport de M. Grodet le 13 avril; adoptée le 17 avril; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des finances [20 avril] (A. t. I, p. 395; J.O., p. 360; I. n° 170). M. Aimond dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [20 avril] (A. t. I, p. 396; J.O., p. 361; I. n° 183). Discussion générale : MM. Gentilliez et Aimond,

rapporteur général. Adoption, au scrutin, de l'article unique de la proposition de loi [22 avril] (A. t. I, p. 419; J.O., p. 383). Promulgation (J.O., 30 avril, p. 3716).

19 — 1916. Projet de loi portant ouverture d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour la célébration, aux frais de l'État, des funérailles de M. le Général Galliéni, ancien Ministre de la Guerre, déposé à la Chambre le 30 mai; rapport de M. L.-L. Klotz le 30 mai; adopté le 30 mai; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 214). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'extrême urgence. Renvoi du projet de loi à la Commission des finances. Rapport de M. Aimond au nom de la Commission des finances (I. n° 215). Discussion immédiate prononcée. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [30 mai] (A. t. I, p. 518; J.O., p. 473). Promulgation (J.O., 2 juin, p. 4886).

20 — 1916. Projet de loi portant ouverture de crédits additionnels au titre du budget annexe des monnaies et médailles, en vue de la reprise des frappes de monnaie de nickel, déposé à la Chambre le 24 juillet; rapport de M. Renard le 26 juillet; adopté le 27 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 juillet] (A. t. I, p. 809; J.O., p. 734; I. n° 314). M. Beauvisage dépose le rapport [28 juillet] (A. t. I, p. 809; J.O., p. 734; I. n° 318). Adoption [28 juillet] (A. t. I, p. 847; J.O., p. 764). Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 6754).

21 — 1917. Projet de loi portant ouverture, au titre du budget de l'exercice 1917, d'un crédit de 5.672.878 francs pour subventions extraordinaires aux départements envahis, déposé à la Chambre le 2 avril; rapport de M. Raoul Péret le 3 avril; adopté le 4 avril; déposé par M. le Ministre des Finances. Déclaration de l'extrême urgence. Renvoi à la Commission des finances [5 avril] (A. t. I, p. 462; J.O., p. 401; I. n° 148). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport et en donne lecture. Discussion immédiate prononcée. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [5 avril] (A. t. I, p. 465; J.O., p. 403; I. n° 152). Promulgation (J.O., 18 avril, p. 3060).

22 — 1917. Projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1917 en vue d'accorder aux personnels civils de l'État des allocations de cherté de vie et des indemnités pour charge de famille, déposé à la Chambre les 8 mars et 4 avril; rapport de M. Raoul Péret le 4 avril; adopté le 4 avril; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 145). Renvoi à la Commission des finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. M. Milliès-Lacroix dépose le rapport;

et en donne lecture (I. n° 147). Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : MM. Maurice Colin, Millières-Lacroix, *rapporteur* ; Louis Martin et Henry Bérenger. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [5 avril] (A. t. I, p. 459 ; J. O., p. 398). Promulgation (J. O., 8 avril, p. 2764).

23 — 1917. Projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1917, pour procéder à des opérations d'achat et de cession en vue de la reconstitution industrielle des départements victimes de l'invasion, déposé à la Chambre le 27 mars ; rapport de M. Louis Dubois le 31 mars ; adopté le 14 juin ; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture, du Travail et de la Prévoyance sociale et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [15 juin] (A. t. I, p. 679 ; J. O., p. 591 ; I. n° 203). M. Lourties dépose le rapport [22 juin] (A. t. I, p. 700 ; J. O., p. 609 ; I. n° 219). Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 930 ; J. O., p. 806). Promulgation (J. O., 7 août, p. 6116).

24 — 1917. Projet de loi portant ouverture au Ministère de l'Agriculture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1917, pour procéder à des opérations d'achat et de cession en vue de la reconstitution agricole des départements victimes de l'invasion, déposé à la Chambre le 29 mars ; rapport de M. Dariac le 31 mars ; adopté le 14 juin ; déposé par M. le Ministre du Commerce, des Postes et des Télégraphes, du Travail et de la Prévoyance sociale et M. le Ministre des Finances [15 juin] (A. t. I, p. 679 ; J. O., p. 591 ; I. n° 204). M. Lourties, au nom de M. Lhopiteau [22 juin] (A. t. I, p. 700 ; J. O., p. 609 ; I. n° 220). Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 930 ; J. O., p. 807). Promulgation (J. O., 4 août, p. 6045).

25 — 1917. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 2.400.000 francs pour frais d'une mission en Arabie, déposé à la Chambre le 21 septembre 1916 ; rapport de M. Louis Marin le 4 octobre ; adopté le 29 juin 1917 ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics et des Transports, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et de M. le Ministre des Finances [29 juin] (A. t. I, p. 788 ; J. O., p. 685 ; I. n° 232). M. Lucien Hubert dépose le rapport [26 octobre] (A. t. I, p. 1093 ; J. O., p. 953 ; I. n° 350). Observations : M. Dominique Delahaye. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [9 novembre] (A. t. I, p. 1115 ; J. O., p. 973). Promulgation (J. O., 27 janvier 1918, p. 974).

26 — 1917. Projet de loi portant ouverture de crédits additionnels au titre de l'exercice 1917, en vue de modifier et de compléter les mesures temporaires déjà prises pour permettre aux fonctionnaires et agents de l'État à faibles traitements de faire face à la cherté de la vie, déposé à la Chambre le 6 juillet ; rapport de M. Raoul Péret le 24 juillet ; adopté le 28 juillet, déposé par M. le Ministre des Finances [31 juillet] (A. t. I. p. 912 ; J.O., p. 792 ; I. n° 281). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [31 juillet] (A. t. I, p. 913 ; J.O., p. 792 ; I. n° 284). Article premier (état A). Adoption des chapitres des Ministères des Finances, de la Justice, des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de la Guerre, de l'Armement et des Fabrications de guerre, et de la Marine. Ministère de l'Instruction et des Beaux-Arts, chapitre 130 : MM. Paul Strauss, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Joseph Thierry, *Ministre des Finances*. Adoption. Adoption des chapitres des Ministères de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, du Travail et de la Prévoyance sociale, des Colonies, de l'Agriculture, des Travaux publics et des Transports. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 (état B), article 3 (état C), article 4 (état D), et article 5. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Adoption [3 août] (A. t. I, p. 1005 ; J.O., p. 868). Promulgation (J.O., 8 août, p. 6153).

27 — 1917. Projet de loi ayant pour objet l'ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du 3^e trimestre de l'exercice 1917, déposé à la Chambre le 31 juillet ; rapport de M. Raoul Péret le 31 juillet ; adopté le 1^{er} août ; déposé par MM. les Ministres du Travail et des Finances [2 août] (A. t. I, p. 951 ; J.O., p. 824 ; I. n° 297). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [2 août] (A. t. I, p. 952 ; J.O., p. 825 ; I. n° 301). Adoption [3 août] (A. t. I, p. 1011 ; J.O., p. 873). Promulgation (J.O., 9 août, p. 6211).

28 — 1917. Projet de loi portant ouverture, au titre du budget du Ministère des Finances, d'un crédit additionnel de 120 millions, en vue de l'exécution de l'article 5 de la loi du 26 octobre 1917 concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0, déposé à la Chambre le 6 novembre ; rapport de M. Louis Marin le 9 novembre ; adopté le 20 novembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [23 novembre] (A. t. I, p. 1135 ; J.O., p. 990 ; I. n° 386). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [23 novembre] (A. t. I, p. 1135 ; J.O., p. 990 ; I. n° 387). Discussion immédiate prononcée. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [23 novembre] (A. t. I, p. 1135 ; J.O., p. 990). Promulgation (J.O., 24 novembre, p. 9462).

CRÉDITS DÉFINITIFS (Conversion de crédits provisoires en). —

1915. Projet de loi portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre du budget général et au titre des budgets annexes de l'exercice 1915, déposé à la Chambre le 2 décembre; rapport de M. Raoul Péret le 9 décembre; adopté le 15 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [16 décembre] (A. t. I, p. 708; J.O., p. 654; I. n° 436). M. Aimond dépose le rapport [22 décembre] (A. t. I, p. 723; J.O., p. 668; I. n° 453). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [23 décembre] (A. t. I, p. 746; J.O., p. 687). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 9454). || **1916.** Projet de loi portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre du budget général et au titre des budgets annexes de l'exercice 1916, déposé à la Chambre le 21 novembre; rapport de M. Raoul Péret, le 21 novembre; adopté le 24 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 novembre] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 1001; I. n° 442). M. Aimond dépose le rapport [30 novembre] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 1001; I. n° 445). Discussion. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [7 décembre] (A. t. I, p. 1150; J.O., p. 1037). Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 10592).

CRÉDITS EXTRAORDINAIRES

- I. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
- II. — AGRICULTURE.
- III. — FINANCES.
- IV. — INTÉRIEUR.
- V. — MARINE.

I — AFFAIRES ÉTRANGÈRES

I — **1916.** Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire pour frais de réception et de séjour en France du prince régent de Serbie, déposé à la Chambre le 23 mars; rapport de M. Louis Marin le 30 mars; adopté le 7 avril; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères et par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [14 avril] (A. t. I,

p. 348; J.O., p. 321; I. n° 162). M. Paul Doumer dépose le rapport [15 avril] (A. t. I, p. 391; J.O., p. 356; I. n° 167). Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 416; J.O., p. 381). Promulgation (J.O., 2 mai, p. 3767).

2 — 1916. Projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses pour la construction de deux écoles primaires françaises à Tanger et ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 300.000 fr. sur l'exercice 1916, déposé à la Chambre le 24 mai; rapport de M. Louis Marin le 30 juin; adopté le 7 juillet; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances [18 juillet] (A. t. I, p. 742; J.O., p. 675; I. n° 271). M. Paul Doumer dépose le rapport [12 octobre] (A. t. I, p. 919; J.O., p. 831; I. n° 377). Adoption [10 novembre] (A. t. I, p. 988; J.O. p. 896). Promulgation (J.O., 14 novembre, p. 9819).

3 — 1916. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 450.000 francs pour achat d'un hôtel diplomatique à Bucarest, déposé à la Chambre le 20 juillet; rapport de M. Louis Marin le 21 juillet; adopté le 25 juillet; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères (I. n° 331). Renvoi à la Commission des finances [14 septembre] (A. t. I, p. 856; J.O., p. 773). M. Paul Doumer dépose le rapport (I. n° 361). Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [26 septembre] (A. t. I, p. 876; J.O., p. 798). Promulgation (J.O., 28 septembre, p. 8552).

II — AGRICULTURE

1 — 1917. Projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1917, d'un crédit extraordinaire de 20 millions, pour secours aux agriculteurs éprouvés par la grêle, les orages, les ouragans et les inondations de 1917; déposé à la Chambre le 30 juillet; rapport de M. Dariac le 1^{er} août; adopté le 2 août; déposé par MM. les Ministres de l'Agriculture et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [3 août] (A. t. I, p. 1004; J. O., p. 868; I. n° 312). M. Jules Develle dépose le rapport [25 septembre] (A. t. I, p. 1045; J.O., p. 907; I. n° 324). Adoption [8 novembre] (A. t. I, p. 1113; J. O., p. 970). Promulgation (J. O., 28 novembre, p. 9574).

III — FINANCES

1 — 1915. Projet de loi concernant l'annulation et l'ouverture de crédits sur l'exercice 1915, en vue de l'installation du service des émis-

sions de la défense nationale, déposé à la Chambre le 11 novembre; rapport de M. Grodet le 30 novembre; adopté le 3 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des Finances [9 décembre] (A. t. I, p. 697; J.O., p. 642; I. n° 418). M. Aimond dépose le rapport [16 décembre] (A. t. I, p. 710; J.O., p. 655; I. n° 431). Discussion. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [23 décembre] (A. t. I, p. 754; J.O., p. 693). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 9604).

2 — 1916. Projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1916, d'un crédit de 10.813 francs, en vue de la création d'un musée Rodin, déposé à la Chambre le 18 juillet; rapport de M. Simyan le 28 juillet; adopté le 14 septembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [21 septembre] (A. t. I, p. 873; J.O., p. 793; I. n° 350). M. Lintilhac dépose le rapport [26 octobre] (A. t. I, p. 923; J.O., p. 838; I. n° 388). Discussion. Adoption [9 novembre] (A. t. I, p. 978; J.O., p. 890). Promulgation (J.O., 19 novembre, p. 9944).

3 — 1917. Projet de loi ayant pour objet l'ouverture de crédits extraordinaires pour l'inscription de pensions civiles au titre des exercices périmés 1910 et 1911; déposé à la Chambre, le 8 juin; rapport de M. Raoul Péret, le 21 juin; adopté le 26 juin. Déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [3 juillet] (A. t. I, p. 812; J. O., p. 705; I. n° 238). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [6 juillet] (A. t. I, p. 814; J.O., p. 707; I. n° 240). Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 934; J. O., p. 809). Promulgation (J. O., 3 août, p. 6028).

IV — INTÉRIEUR

1 — 1915. Proposition de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit pour assistance aux militaires en instance de réforme ou réformés pour tuberculose, déposée à la Chambre le 3 juin, rapport de M. Bouffandeau le 24 juin; adoptée le 1^{er} juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances et, sur sa demande, à la Commission de l'armée pour avis [8 juillet] (A. t. I, p. 373; J. O., p. 336). Dépôt et lecture, par M. Petitjean, du rapport. Avis de la Commission de l'armée : M. Paul Strauss (I. n° 306). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [11 août] (A. t. I, p. 548; J.O., p. 490).

1. n° 305). Transmission par M. le Président de la Chambre des Députés de la proposition modifiée par la Chambre. Renvoi à la Commission des finances [28 septembre] (A. t. I, p. 603; J. O., p. 531; I. n° 333). M. Petitjean dépose le rapport [28 septembre] (A. t. I, p. 603; J. O., p. 542; I. n° 335). Demande de discussion immédiate. La discussion immédiate est ordonnée. Déclaration de l'urgence; adoption [14 octobre] (A. t. I, p. 630; J. O., p. 568). Promulgation (J. O., 20 octobre, p. 7529).

2 — 1917. Projet de loi concernant l'ouverture de crédits sur l'exercice 1917, au titre du budget du Ministère de l'Intérieur, déposé à la Chambre le 27 mars; rapport de M. Raoul Péret le 29 mars; adopté le 31 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [31 mars] (A. t. I p. 441; J. O., p. 383; I. n° 128). M. Aimond dépose le rapport (I. n° 131). Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [3 avril] (A. t. I, p. 444; J. O., p. 385). Adoption [5 avril] (A. t. I, p. 465; J. O., p. 403). Promulgation (J. O., 18 avril, p. 3060).

3 — 1917. Projet de loi concernant l'ouverture de crédits, sur l'exercice 1917, au titre du budget du Ministère de l'Intérieur, en vue du recensement de la population, déposé à la Chambre le 3 avril; rapport de M. Raoul Péret le 4 avril; adopté le 4 avril; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur (I. n° 150). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Cazeneuve dépose et lit le rapport (I. n° 153). Discussion immédiate prononcée. Observations : M. Roden, *Sous-Secrétaire d'État du Travail et de la Prévoyance sociale*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [5 avril] (A. t. I, p. 466; J. O., p. 403, 404). Promulgation (J. O., 22 avril, p. 3185).

V. — MARINE

1 — 1915. Projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine, sur l'exercice 1915, d'un crédit extraordinaire pour le paiement de la valeur des cargaisons appartenant à des neutres et dont l'achat est reconnu nécessaire, déposé à la Chambre le 1^{er} avril; rapport de M. Justin Godart le 6 mai; adopté le 18 mai; déposé par M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [3 juin] (A. t. I, p. 284; J. O., p. 257; I. n° 192). M. Chautemps dépose et lit le rapport au nom de M. Jénouvrier (I. n° 249). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption du projet de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 375; J. O., p. 338). Promulgation (J. O., 25 juillet, p. 5114).

CRÉDITS PROVISOIRES

1 — 1915. Projet de loi portant : 1^o ouverture sur l'exercice 1915, des crédits provisoires au 3^e trimestre de 1915 ; 2^o autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 3 juin ; rapport de M. Métin le 18 juin ; adopté le 25 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances [25 juin] (A. t. I, p. 346 ; J.O., p. 315 ; I. n^o 221). M. Aimond dépose le rapport [25 juin] (A. t. I, p. 346 ; J.O., p. 315 ; I. n^o 226). Déclaration de l'extrême urgence. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [25 juin] (A. t. I, p. 346 ; J.O., p. 315). Discussion du projet de loi. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Aimond, *rapporteur général* ; René Viviani, *Président du Conseil* ; Hervey, Millerand, *Ministre de la Guerre*, et Jénouvrier. Discussion des articles : article premier. MM. le Rapporteur général, Ribot, *Ministre des Finances*. Adoption. Articles 2 à 19. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 juin] (A. t. I, p. 351 ; J.O., p. 318 à 327). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 4384).

2 — 1915. Projet de loi portant : 1^o ouverture, sur l'exercice 1915, des crédits provisoires applicables au 4^e trimestre de 1915 ; 2^o autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 16 septembre ; rapport de M. Métin le 16 septembre ; adopté le 24 septembre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [25 septembre] (A. t. I, p. 566 ; J.O., p. 510 ; I. n^o 321). M. Aimond dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [25 septembre] (A. t. I, p. 567 ; J.O., p. 510 ; I. n^o 327). Discussion du projet de loi. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Aimond, *rapporteur général* ; Charles Riou, Debierre, Thierry, *Sous-Secrétaire d'État à l'Intendance* ; Ribot, *Ministre des Finances* ; Peytral, *Président de la Commission des finances*. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 septembre] (A. t. I, p. 590 ; J.O., p. 532 à 542). Promulgation (J.O., 29 septembre, p. 6919).

3 — 1915. Projet de loi portant : 1^o ouverture sur l'exercice 1916, des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1916 ; 2^o autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics ; déposé à la Chambre le 29 novembre ; rapport de M. Raoul Péret le 10 décembre ; adopté le 16 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [22 décem-

bre] (A. t. I, p. 722; J.O., p. 667; I. n° 451). M. Aimond déposé le rapport [22 décembre] (A. t. I, p. 722; J.O., p. 668; I. n° 468). Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Sur l'urgence : MM. Henry Chéron, Aimond, *rapporteur général*. Vote sur l'urgence. Adoption. Discussion générale : M. Ribot, *Ministre des Finances*. Demande d'affichage du discours de M. le Ministre des Finances. Adoption. Discussion générale (suite) : MM. le Rapporteur général, Touron, Eugène Lintilhac. Discussion des articles. Articles 1^{er} à 4. Adoption. Article 5 : M. le Ministre des Finances, le Rapporteur général. Adoption (texte de la Commission). Dépôt d'une proposition de résolution de M. Aimond et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la Commission des finances et vote ajourné à la fin de la discussion en cours. Articles 6 à 26. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Sur la proposition de résolution de M. Aimond et plusieurs de ses collègues : M. Milliès-Lacroix. Adoption de la proposition de résolution [24 décembre] (A. t. I, p. 761; J.O., p. 700). M. Ribot, *Ministre des Finances*, dépose le projet de loi modifié par la Chambre des Députés [28 décembre] (A. t. I, p. 789; J.O., p. 723; I. n° 480). M. Aimond dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [28 décembre] (A. t. I, p. 802; J.O., p. 733; I. n° 484). Discussion. Lecture du rapport de M. Aimond, au nom de la Commission des finances. Discussion des articles. Articles 1^{er} à 4 précédemment adoptés. Article 5 : MM. Touron, Ribot, *Ministre des Finances*; de Las Cases, Dominique Delahaye et Gaudin de Villaine. Adoption, au scrutin, de l'article 5. Articles 6 à 26. Adoption. Sur l'ensemble : M. Charles Riou. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 décembre] (A. t. I, p. 809; J.O., p. 741). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 9605).

4 — 1916. Projet de loi portant : 1^o ouverture sur l'exercice 1916 des crédits provisoires applicables au 2^e trimestre de 1916; 2^o autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 15 février; rapport de M. Raoul Péret, le 9 mars; adopté le 17 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [17 mars] (A. t. I, p. 189; J.O., p. 179; I. n° 107). M. Aimond dépose le rapport. Déclaration d'extrême urgence [23 mars] (A. t. I, p. 192; J.O., p. 184; I. n° 120). Discussion. Communication de deux décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Aimond, Ribot, *Ministre des Finances*, Hervey, Touron, Doumer, de Las Cases, d'Elva. Adoption successive des quatorze articles. Sur l'ensemble : M. Louis Martin. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 mars] (A. t. I, p. 224; J.O., p. 212). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 2598). Erratum (J.O., 2 avril p. 2674).

5 — 1916. Projet de loi portant : 1^o ouverture, sur l'exercice 1916, des crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1916 ; 2^o autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 18 mai ; rapport de M. Raoul Péret le 8 juin ; adopté le 24 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances (I n^o 246). Renvoi à la Commission des Finances. M. Aimond dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 650 ; J.O., p. 593 ; I. n^o 251). Discussion du projet de loi. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion des articles : article premier : MM. Jeanneney et Ribot, *Ministre des Finances*. Adoption. Articles 2 et 3. Adoption. Article 4 : MM. Gaudin de Villaine, Debierre, Henry Chéron, Cazeneuve, Gustave Rivet, Ribot, *Ministres des Finances* ; Empereur, Peytral, Martin, *directeur des Contributions indirectes, commissaire du Gouvernement*. Adoption des deux premiers alinéas. Sur le troisième alinéa : MM. Tournon, Milliès-Lacroix, le Ministre des Finances. Adoption. Demande de disjonction des deux derniers alinéas. Rejet. 4^e alinéa : adoption de la première partie. Amendement de MM. Boivin-Champeaux, Henry Chéron, de Saint-Quentin, Fleury, Jeanneney, Gaudin de Villaine, André Lebert, Georges Trouillot, Couyba, Genoux : MM. Boivin-Champeaux, Martin, *commissaire du Gouvernement*, Georges Trouillot, le Ministre des Finances : Rejet de l'amendement. Amendement de MM. Jeanneney, Genoux, Couyba, Boivin-Champeaux, Henry Chéron, Bérard, Ribière, Chapuis, de Langenhagen : MM. Jeanneney, Martin, *commissaire du Gouvernement*, le Ministre des Finances. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de la suite de l'alinéa. Amendement de M. Debierre : M. Debierre. Retrait. Adoption de la fin de l'alinéa. Amendement de M. Richard : MM. Richard et le Ministre des Finances. Disjonction. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Henry Chéron, Boivin-Champeaux, de Saint-Quentin, Fleury, André Lebert, Gaudin de Villaine, Alexandre Bérard, Henry Béranger : MM. Henry Chéron, le Ministre des Finances. Retrait de l'amendement. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Trouillot, Bérard et Rivet : M. Trouillot. Retrait. Adoption de l'article 4. Articles 5 à 9. Adoption. Article 10 (du texte de la Chambre des Députés) : MM. Cabart-Danneville, Emile Chautemps, *rapporteur du budget de la Marine* ; Reynald, Milliès-Lacroix, Guilloteaux, l'amiral Lacaze, *Ministre de la Marine* ; Ernest Monis, Peytral. *Président de la Commission*. Disjonction prononcée. Article 10 : MM. Albert Peyronnet, Albert Métin, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Adoption. Article 11. Adoption. Article 13 (de la Chambre des Députés). Disjonction prononcée. Articles 12 à 20. Adoption. Sur l'ensemble : MM. de Saint-Quentin, Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* ; Bepmale.

Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 juin] (A. t. I, p. 686; J.O. p. 625). Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 5761).

6 — 1916. Projet de loi, portant : 1^o ouverture, sur l'exercice 1916, des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1916; 2^o autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 12 septembre: rapport de M. Raoul Péret, le 12 septembre; adopté le 22 septembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 septembre] (A. t. I, p. 876; J.O., p. 797; I. n^o 355.) M. Aimond dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [26 septembre] (A. t. I, p. 876; J.O., p. 798; I. n^o 357). Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Aimond, rapporteur; Albert Peyronnet. Ribot, *Ministre des Finances* et Paul Doumer. Articles 1 à 12. Adoption. Article 13: MM. Milliès-Lacroix et Sembat, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Articles 14 à 22. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 septembre] (A. t. I, p. 884; J.O., p. 806.) Promulgation (J.O., 29 septembre, p. 8592).

7 — 1916. Projet de loi, portant : 1^o ouverture, sur l'exercice 1917, des crédits provisoires applicables au premier trimestre de 1917; 2^o autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 9 novembre; rapport de M. Raoul Péret le 21 novembre, et rapport supplémentaire le 12 décembre; adopté le 22 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [23 décembre] (A. t. I, p. 1193; J.O., p. 1078; I. n^o 466). M. Aimond dépose le rapport [23 décembre] (A. t. I, p. 1193; J.O., p. 1078; I. n^o 470). M. Perchot dépose l'avis de la Commission de l'impôt sur le revenu [29 décembre] (A. t. I, p. 1200; J.O., p. 1084; I. n^o 473). Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Aimond, rapporteur général; Perchot, Ribot, *Ministre des Finances*, et Tournon. Discussion des articles: Article premier. Observations: MM. Milliès-Lacroix, Albert Menier, Monis, Henry Bérenger et Hervey. Amendement de M. Etienne Flandin: MM. Etienne Flandin, Milliès-Lacroix, Gaston Doumergue, *Ministre des Colonies*. Retrait de l'amendement. Adoption, au scrutin, de l'article premier. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [29 décembre] (A. t. I, p. 1202; J.O., p. 1085). Suite de la discussion: discussion des articles (suite): articles 2 à 4. Adoption. Article 5. (Modifications aux articles 9, 14 à 20 de la loi du 15 juillet 1914); observations: M. Tournon. Premier

alinéa réservé. Articles 9 et 14. Adoption. Article 15. Amendement de M. Touron : MM. Touron, Ribot, *Ministre des Finances*. Rejet. Adoption de l'article 15. Article 16. Observations : MM. Martell et Ribot, *Ministre des Finances*. Demande de disjonction des articles 16 à 20 : MM. Touron, le Ministre des Finances, Perchot, *rapporteur de la Commission de l'impôt sur le revenu*; Léon Barbier, Guillaume Chastenot et Courrégelongue. Rejet, au scrutin, de la demande de disjonction. Observations : MM. Charles Riou et Baudouin-Bugnet, *directeur général des contributions indirectes, commissaire du Gouvernement*. Adoption de l'article 16. Articles 17 à 20. Adoption. Adoption du 1^{er} alinéa de l'article 5. Adoption de l'ensemble de l'article 5. Article 6 : observations : MM. Milliard, Milliès-Lacroix, et le Ministre des Finances. Adoption de l'article 6. Articles 7 à 12. Adoption. Article 13 : observations : MM. Audiffred et le Ministre des Finances. Adoption de l'article 13. Article 14. Adoption, Article 15 : demande de disjonction : MM. Eugène Guérin, Debierre, Albert Métin, *Sous-Secrétaire d'État aux Finances*, et Aimond, *rapporteur général*. Rejet de la disjonction. Adoption de l'article 15. Article 16. Adoption. Article 17 : amendement de MM. Bersez, Debierre, Hayez et Trystram : MM. Bersez, Albert Métin, *Sous-Secrétaire d'État des Finances*. Rejet de l'amendement. Sur l'article : MM. Gaston Menier, Aimond, *rapporteur général*; Martin, *directeur des contributions indirectes, commissaire du Gouvernement*. Adoption de l'article 17. Articles 18 à 45. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 décembre] (A. t. I, p. 1232; J.O., p. 1109). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 11208).

8 — 1917. Projet de loi portant : 1^o ouverture sur l'exercice 1917 des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917; 2^o autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 16 février; rapport de M. Raoul Péret le 6 mars; adopté le 23 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (I. n^o 104). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport au nom de M. Aimond. Déclaration de l'urgence. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [27 mars] (A. t. I, p. 356; J.O., p. 309; I. n^o 105). Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Ernest Monis, Courrégelongue, Cazeneuve, Méline, Fernand David, *Ministre de l'Agriculture*; Guillaume Chastenot, Martell, Audiffred. Discussion des articles : Article premier, MM. Léon Mougeot, Louis Martin et Milliès-Lacroix. Adoption (chiffre de la Commission. Articles 2 à 22. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Gau-

din de Villaine et Joseph Thierry, *Ministre des Finances*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 mars (A. t. I, p. 392; J.O., p. 340). Dépôt par M. Joseph Thierry, *Ministre des Finances*, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture sur l'exercice 1917 des crédits provisoires applicables au deuxième trimestre de 1917; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [30 mars] (A. t. I, p. 426; J.O., p. 369; I. n° 121). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 123). Discussion immédiate prononcée. Article premier. Adoption. Articles 2 à 10 précédemment adoptés. Article 10 bis (nouveau). Adoption. Articles 11 à 22 précédemment adoptés. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mars] (A. t. I, p. 432; J.O., p. 375). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 2558).

9 — 1917. Projet de loi portant : 1° ouverture sur l'exercice 1917 des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1917; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 22 mai; rapport de M. Raoul Péret le 7 juin; adoption le 15 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [15 juin] (A. t. I, p. 679; J.O., p. 591; I. n° 205). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 682; J.O., p. 593; I. n° 210). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; de Lamarzelle, Bepmale, Guillaume Chastenet, Charles Riou et Joseph Thierry, *Ministre des Finances*. Discussion des articles : Article premier : Amendement de MM. Leblond, Audiffred, Henry Bérenger, Brindeau, Cabart-Danneville, Hervey, Milliard, Monnier : MM. Leblond, Desplas, *Ministre des Travaux publics et des Transports*. Sur l'article : M. Paul Doumer. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article premier (chiffre de la Commission). Articles 2 à 8. Adoption. Article 9 (de la Chambre des Députés) : MM. Lucien Cornet, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Desplas, *Ministre des Travaux publics et des Transports*. Disjonction. Articles 9 à 11. Adoption. Article 12 : MM. Joseph Thierry, *Ministre des Finances*; Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Retrait. Articles 12 (ancien 13) à 22 (ancien 23). Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 juin] (A. t. I, p. 764; J.O., p. 665). Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 5016).

10 — 1917. Projet de loi portant : 1° ouverture sur l'exercice 1917 des crédits provisoires applicables au quatrième trimestre de 1917;

2^o autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics. Renvoi à la Commission des finances, déposé à la Chambre le 18 septembre; rapport de M. Louis Marin le 19 septembre; adopté le 26 septembre; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n^o 326). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Sur la date de la discussion: M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Inscription à l'ordre du jour de la séance du samedi 29 septembre [26 septembre] (A. t. I, p. 1049; J.O., p. 911; I. n^o 327). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Guillaume Chastenet, de Lamarzelle, Justin Godart, *Sous-Secrétaire d'État du Service de santé*; Debierre, Klotz, *Ministre des Finances*; Charles Riou et Hervey. Discussion des articles: Article premier: MM. Couyba et Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption. Articles 2 à 4. Adoption. Article 5. Demande de disjonction: MM. Nègre et Louis Martin, *directeur général des Contributions indirectes, commissaire du Gouvernement*. Rejet. Adoption de l'article 5. Articles 6 à 20. Adoption. Article 21: M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Article 22: M. Guillaume Chastenet. Adoption. Article 23 (de la Chambre des Députés): M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Rejet. Article 23: MM. Alexandre Bérard et Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption. Article 24: MM. Klotz, *Ministre des Finances*, et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Retrait. Articles 24 (ancien 25) à 33 (ancien 34). Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 septembre] (A. t. I, p. 1051; J. O., p. 913). Promulgation (J.O., 30 septembre, p. 7716).

II — 1917. Projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au 1^{er} trimestre de 1918, déposé à la Chambre le 20 novembre; rapport de M. Louis Marin le 14 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [20 décembre] (A. t. I, p. 1301; J.O., p. 1133; I. n^o 436). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [24 décembre] (A. t. I, p. 1333; J.O., p. 1162; I. n^o 438). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Sur l'ajournement de la discussion: MM. Hervey, Servant, Klotz, *Ministre des Finances*; Perchot, Savary, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Dominique Delahaye. Discussion générale: MM. Guillaume Chastenet, Klotz, *Ministre des Finances*; Eugène Lintilhac et Paul Doumer [29 décembre] (1^{re} séance) (A. t. I, p. 1347; J.O., p. 1175). Fin de la discussion générale: M. Martinet. Discussion des articles: Article premier: MM. Larère, Léon Abrami, *Sous-Secrétaire d'État du Ministère de la Guerre (administration)*; Charles

Chabert, Klotz, *Ministre des Finances*; Perreau et Courrégelongue. Adoption de l'article premier. Articles 2 à 14. Adoption [29 décembre], (2^e séance) (A. t. I, p. 1359; J.O., p. 1183). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 10759).

12 — 1917. Projet de loi portant : 1^o ouverture, au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, de crédits provisoires applicables aux mois de janvier, de février et de mars 1918; 2^o autorisation de percevoir, pendant les mêmes mois, les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 11 décembre; rapport de M. Louis Marin le 14 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par le Ministre des Finances [24 décembre] (A. t. I, p. 1330; J.O., p. 1161; I. n^o 437). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [24 décembre] (A. t. I, p. 1333; J.O., p. 1162; I. n^o 438). Discussion des articles : Articles premier à 3. Adoption. Articles 4 à 9 (de la Chambre des Députés). Demande d'ajournement de la discussion : MM. Hervey, Klotz, *Ministre des Finances*; Touron, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et de Selves. Article 4 (de la Chambre des Députés) : Amendement de MM. Boivin-Champeaux, Brindeau, Leblond et Rouland (soumis à la prise en considération) : MM. Boivin-Champeaux, Klotz, *Ministre des Finances*, et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Rejet. Sur l'article 4 de la Chambre des Députés : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Boivin-Champeaux, Klotz, *Ministre des Finances*, et Touron. Rejet de l'article 4 de la Chambre des Députés. Article 5 (de la Chambre des Députés) : MM. Klotz, *Ministre des Finances*; Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Touron. Amendement de M. Henry Chéron (soumis à la prise en considération) : M. Henry Chéron. Adoption. Amendement de MM. Charles Deloncle et Henry Chéron : M. Charles Deloncle. Vote sur l'amendement ajourné [29 décembre] (A. t. I, p. 1359; J.O., p. 1191). Observations de M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, sur l'amendement de M. Henry Chéron (pris en considération précédemment), à l'article 4 du texte de la Commission. Article 5 (de la Chambre des Députés). Rejet. Adoption de l'amendement de M. Henry Chéron, devenant l'article 4 (texte de la Commission). Adoption de l'amendement de MM. Charles Deloncle et Henry Chéron (précédemment pris en considération) devenant un article 4 bis. Adoption de l'article 5 (texte de la Commission). Article 6 : Demande de suppression de l'article : MM. Dominique Delahaye, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Klotz, *Ministre des Finances*; Boivin-Champeaux et Touron. Adoption de l'article 6 (impliquant le rejet, de l'amendement). Amendement (disposition additionnelle) de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Paul Doumer. Rejet de l'amendement. Articles 7

(ancien) et 8 (ancien). Adoption [30 décembre] (1^{re} séance) (A. t. I, p. 1384; J.O., p. 1205). Suite de la discussion des articles : Article 10 (de la Chambre des Députés) : Sur la disjonction : MM. de Selves, Klotz, *Ministre des Finances*; Touron, Eugène Lintilhac, Henry Chéron, Paul Doumer, Paul Bersez et Lhopiteau. Adoption, au scrutin, de la disjonction de l'article 10. Disjonction des articles 11 à 33. Renvoi du texte aux bureaux. Adoption de l'article 9 de la Commission (ancien article 34 de la Chambre). Article 10 (35 de la Chambre des Députés) : Demande de disjonction de M. Perchot : MM. Perchot, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Klotz, *Ministre des Finances*. Abandon de la demande de disjonction. Adoption de l'article 10. Article 11 : Amendement de M. Hervey (soumis à la prise en considération) : MM. Hervey, Milliès-Lacroix, *rapporteur*; Deligne, *directeur général de l'enregistrement, commissaire du Gouvernement*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 11. Articles 12 et 13 (37 et 38 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 14 (39 de la Chambre des Députés) ; M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Article 15 (40 de la Chambre des Députés) : MM. Perchot, Gaston Menier, Klotz, *Ministre des Finances*; Touron et Ribot. Article réservé. Article 41 (de la Chambre des Députés) : MM. Klotz, *Ministre des Finances*; Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Touron, Poulle, Perchot, Gaston Menier, Guillier. Renvoi à la Commission. Article 16 (42 de la Chambre des Députés). Adoption. Article (43 de la Chambre des Députés) : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Klotz, *Ministre des Finances*, et Perchot. Demande de disjonction. Rejet. Amendement de M. Perchot : MM. Klotz, *Ministre des Finances*; Touron. Retrait. Adoption de l'article 43. Article 44 (de la Chambre des Députés) : M. Milliès-Lacroix. Adoption de l'article 44 modifié. Articles 17 à 22 (45 à 50 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 51 (de la Chambre des Députés) : MM. Empereur, Milan, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Klotz, *Ministre des Finances*. Rejet. Articles 23 à 32 (52 à 61 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 15 (40 de la Chambre des Députés) précédemment réservé. Nouvelle rédaction. Adoption. Article 41 (de la Chambre des Députés) précédemment renvoyé à la Commission. Nouvelle rédaction. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 décembre] (2^e séance) (A. t. I, p. 1395; J.O., p. 1213). M. le Ministre des Finances dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés [31 décembre] (A. t. I, p. 1442; J.O., p. 1247; I. n° 453). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [31 décembre] (A. t. I, p. 1442; J.O., p. 1251; I. n° 455). Discussion immédiate prononcée. Article 4 (texte de la Commission) : Amendement de M. Henri-Michel : MM. Klotz, *Ministre des Finances*; Peytral,

président de la Commission; Millières-Lacroix, *rapporteur général*, et Henri-Michel. Retrait. Adoption de l'article 4. Article 10 (de la Chambre des Députés) : Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Klotz, *Ministre des Finances*. Rejet. Adoption de l'article 10. Article 11 (de la Chambre des Députés). Adoption. Article 11 bis. Adoption. Article 12 (de la Chambre des Députés). Adoption. Article 13 (de la Chambre des Députés) : Disposition additionnelle de M. Touron : M. Touron. Renvoi aux bureaux. Adoption de l'article 13. Article 14 (de la Chambre des Députés). Adoption. Article 15 : M. Millières-Lacroix. Adoption. Article 16 (de la Chambre des Députés) : Observations : MM. Louis Martin, Klotz, *Ministre des Finances*; Hervey et Henry Chéron. Adoption de l'article 16 modifié. Disjonction des articles 17 à 35 (de la Chambre des Députés) : MM. Millières-Lacroix, *rapporteur général*; Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption. Renvoi des articles aux bureaux. Article 17 (42 de la Chambre des Députés) (nouvelle rédaction). Adoption. Sur l'ensemble : M. Touron. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. I, p. 1142; J.O., p. 1251). M. le Ministre des Finances dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés [31 décembre] (A. t. I, p. 1450; J.O., p. 1257; I. n° 456). M. Millières-Lacroix dépose le rapport [31 décembre] (A. t. I, p. 1450; J.O., p. 1257; I. n° 457). Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : M. Dominique Delahaye. Article 4. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. I, p. 1450; J.O., p. 1257). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1918, p. 9).

CRÉDITS SPÉCIAUX

I — 1915. Projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, déposé à la Chambre le 19 juin 1914; rapport de M. Albert Métin le 12 février 1915; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 51; I. n° 54). M. Aimond dépose le rapport [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52, 60; I. n° 65). Discussion du projet de loi. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Article premier (état A). Adoption. Article 2 (état B). Adoption. Articles 3 à 10. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [25 mars] (A. t. I, p. 132; J.O., p. 118). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1740).

2 — 1916. Projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés, déposé à la Chambre le 28 octobre 1915; rapport de M. Péret le 13 janvier; adopté le 20 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [20 janvier] (A. t. I, p. 13; J.O., p. 16; I. n° 16). M. Aimond dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 51; J.O., p. 54; I. n° 46). Discussion. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption de l'article premier et de l'état A, de l'article 2 et de l'état B, et des articles 3 à 14. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [25 février] (A. t. I, p. 88; J.O., p. 92). Promulgation (J.O., 1^{er} mars, p. 1642).

3 — 1916. Projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos (Imprimerie nationale, exercice 1913), déposé à la Chambre le 28 octobre 1915; rapport de M. Raoul Péret le 13 janvier; adopté le 2 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [3 mars] (A. t. I, p. 113; J.O., p. 112; I. n° 81). M. Aimond dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 192; J.O., p. 184; I. n° 116). Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit spécial d'exercices clos : Imprimerie nationale, exercice 1913 [31 mars] (A. t. I, p. 240; J.O., p. 228). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 2882).

4 — 1917. Projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, déposé à la Chambre le 8 décembre 1916; rapport de M. Raoul Péret le 23 février; adopté le 13 mars 1917; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [15 mars] (A. t. I, p. 321; J.O., p. 280; I. n° 89).

5 — 1917. Projet de loi portant ouverture, au Ministre de la Guerre, de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, déposé à la Chambre le 8 février; rapport de M. Raoul Péret le 15 mars; adopté le 23 mars; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 107). Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose le rapport au nom de M. Aimond [27 mars] (A. t. I, p. 356; J.O., p. 309, 310; I. n° 103). Discussion. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption des articles premier (état A), 2 (état B), 3 à 6. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (A. t. I, p. 391; J.O., p. 340). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 2533).

6 — 1917. Projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1916; 2° l'ouverture d'un compte spécial pour les frais de reconstitution des voies ferrées d'intérêt général dans les régions détruites par l'ennemi; 3° la participation de l'État à l'éta-

blissement d'usines hydrauliques ; 4° les suspensions de payement ou remises d'impôts en faveur des propriétaires d'immeubles loués, déposé à la Chambre le 7 juin ; rapport de M. Raoul Péret le 14 juin ; adopté le 19 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances [21 juin] (A. t. I, p. 682 ; J.O., p. 593 ; I. n° 214). M. Millès-Lacroix dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 682 ; J.O., p. 593 ; I. n° 217). Adoption [29 juin] (A. t. I, p. 763 ; J.O., p. 664). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 4990).

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

- I. — PROJETS COLLECTIFS.
- II. — AGRICULTURE.
- III. — COMMERCE, INDUSTRIE, POSTES ET TÉLÉGRAPHES.
- IV. — FINANCES.
- V. — GUERRE.
- VI. — MARINE.
- VII. — TRAVAUX PUBLICS (Chemins de fer de l'Etat).

I — PROJETS COLLECTIFS

1 — 1915. Proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi du 5 août 1914, qui complète celle du 14 décembre 1879, sur les crédits supplémentaires et extraordinaires, déposée à la Chambre le 24 septembre ; rapport de M. Métiñ, le 7 octobre ; adoptée le 15 octobre. Transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des finances [21 octobre] (A. t. I, p. 636 ; J.O., p. 573 ; I. n° 361). M. Aimond dépose le rapport (16 novembre) (A. t. I, p. 636 ; J.O., p. 599 ; I. n° 382). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [25 novembre] (A. t. I, p. 673 ; J.O., p. 616). Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 8945).

2 — 1915. Projet de loi contenant : 1° la régularisation de décrets au titre du budget général de l'exercice 1914 et des budgets annexes ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre du budget général ; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre des budgets annexes (Voir table 1912-1914, p. 460). M. Aimond dépose le rapport [12 mars] (A. t. I, p. 116 ; J.O. p. 100 ; I. n° 90). M. Aimond dépose un 2° rapport (A. t. I, p. 118 ; J.O., p. 104 ; I. n° 102). Discussion du projet de loi. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Disjonction du titre

premier voté par la Chambre des Députés. Observation : M. Aimond, *rapporteur général*. Article premier (état A) Adoption. Article 2 (état B). Adoption. Articles 3 à 18. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [25 mars] (A. t. I, p. 128; J.O., p. 115). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1742).

3 — 1915. Projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre du budget général ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre des budgets annexes, déposé à la Chambre le 4 mars ; rapport de M. Albert Métin le 12 mars ; adopté le 25 mars. Déposé par M. le Ministre des Finances [25 mars] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 113; I. n° 112). M. Aimond dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 114; I. n° 113). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Article premier (état A). Adoption. Article 2 (état B). Adoption. Articles 3 à 12. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 mars] (A. t. I, p. 169; J.O., p. 150). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 1788).

4 — 1915. Projet de loi concernant : 1° l'ouverture de crédits sur l'exercice 1914 au titre des budgets de la guerre et de la marine ; 2° l'ouverture de crédits sur l'exercice 1914 au titre du compte spécial : occupation militaire du Maroc, déposé à la Chambre le 4 mars ; rapport de M. Albert Métin le 12 mars et 2^e rapport le 25 mars ; adopté le 20 mai. Déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [20 mai] (A. t. I, p. 262; J.O., p. 237; I. n° 175). M. Aimond dépose le rapport [3 juin] (A. t. I, p. 297; J.O., p. 268; I. n° 199). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Article premier (état A) : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur*. Adoption. Article 2 (état B) et article 3. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [17 juin] (A. t. I, p. 311; J.O., p. 282). Promulgation (J.O., 23 juin, p. 4184).

5 — 1915. Projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre du budget général, déposé à la Chambre le 10 juin ; rapport de M. Métin le 25 juin ; adopté le 25 juin. Déposé par M. le Ministre des Finances [25 juin] (A. t. I, p. 346; J.O., p. 315; I. n° 222). M. Aimond dépose le rapport [25 juin] (A. t. I, p. 346; J.O., p. 315; I. n° 225). Discussion du projet de loi. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Article premier (état A). Adoption. Article 2 (état B) et Article 3. Adoption.

Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 juin] (A. t. I, p. 362; J.O., p. 328). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 4405).

6 — 1916. Projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'exercice 1916, au titre du budget général, déposé à la Chambre le 13 janvier; rapport de M. Raoul Péret, le 28 janvier; adopté le 10 février; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 40). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'extrême urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Aimond dépose et lit le rapport. Discussion immédiate. Adoption [10 février] (A. t. I, p. 42; J.O., p. 43; I. n° 41). Promulgation (J.O., 14 février, p. 124).

7 — 1916. Projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1915, au titre du budget général, 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1916, au titre du budget général; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1915 et 1916, au titre des budgets annexes, déposé à la Chambre le 28 janvier; rapport de M. Raoul Péret, le 18 février; adopté le 2 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [3 mars] (A. t. I, p. 113; J.O., p. 112; I. n° 80). M. Aimond dépose le rapport. Déclaration de l'extrême urgence [23 mars] (A. t. I, p. 193; J.O., p. 184; I. n° 118). Discussion. Communication de décrets désignant les commissaires du Gouvernement; (30 mars) (A. t. I, p. 215; J.O., p. 204). Adoption des articles premier (état A) et de l'article 2 (état B) (J.O., p. 204). Article 3 (état C) : Observations : MM. Aimond, *rappor-teur général de la Commission des finances*; Ribot, *Ministre des Finances*. Disjonction de l'article 12 bis du Ministère des Finances et adoption de l'article 3 (état C). Adoption de l'article 4 (état D). Adoption des articles 5 à 12. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Promulgation (J.O., 31 mars, p. 2624).

8 — 1916. Projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1915 au titre du budget général et des budgets annexes; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1916 au titre du budget général; 3° la répartition du fonds commun de la redevance communale des mines de l'exercice 1917; 4° les tarifs des taxes et contributions aux colonies, déposé à la Chambre le 7 mars; rapport de M. Raoul Péret le 10 mars; adopté le 17 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [17 mars] (A. t. I, p. 189; J.O., p. 179; I. n° 108). M. Aimond dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 193; J.O., p. 184; I. n° 119). Discussion. Communication de deux décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption de l'article 1^{er} (état A) et de l'article 2 (état B). Article 3

(état C) : M. Clémentel, *Ministre du Commerce, des Postes et des Télégraphes*; Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances*, et Gaston Doumergue, *Ministre des Colonies*. Adoption de l'article 3 modifié (chiffres de la Chambre des Députés). Adoption des articles 4 à 10. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 mars] (A. t. I, p. 221; J.O., p. 209). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 2620).

9 — 1916. Projet de loi concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits sur l'exercice 1915, au titre du budget annexe des monnaies et médailles, déposé à la Chambre le 3 février; rapport de M. Renard le 2 mars; adopté le 16 mars; déposé par M. le Ministre des Finances [23 mars] (A. t. I, p. 192; J. O., p. 184; I. n° 113). M. Beauvisage dépose le rapport [22 juin] (A. t. I, p. 612; J. O., p. 557; I. n° 238). Adoption [29 juin] (A. t. I, p. 672; J.O., p. 614). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 5727).

10 — 1916. Projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'exercice 1916, au titre du budget général; l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'exercice 1916, au titre des budgets annexes, déposé à la Chambre le 18 mai; rapport de M. Raoul Péret le 30 mai; adopté le 14 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [15 juin] (A. t. I, p. 608; J.O., p. 551; I. n° 231). M. Aimond dépose le rapport [22 juin] (A. t. I, p. 530; J.O., p. 572; I. n° 240). Discussion. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Article premier. Etat A : Adoption des chapitres du Ministère des Finances. Ministères des Affaires étrangères. Chapitre premier : MM. Aristide Briand, *Président du Conseil*, *Ministre des Affaires étrangères*; Paul Doumer. Adoption du chiffre voté par la Chambre des Députés. Adoption des chapitres 6, 9, 9 bis, 14 et 27. Adoption des chapitres du Ministère de l'Intérieur. Ministère de la Marine : Adoption des chapitres 1 bis et 2. Chapitre 8 : MM. Emile Chautemps, Peytral, *président de la Commission des finances*. Adoption du chiffre voté par la Chambre des Députés. Adoption des chapitres 9, 11, 12, 16, 18, 19, 23, 35, 36, 36 bis. Chapitre 38 : MM. l'amiral Lacaze, *Ministre de la Marine*; Milliès-Lacroix et le Président de la Commission des finances. Adoption du chiffre voté par la Chambre des Députés. Adoption des chapitres 40, 42, 47 et 51. Adoption des chapitres des services de la Marine marchande. Adoption des chapitres des Ministères de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, et du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Chapitre 19 bis (de la Chambre des Députés) : MM. Albert Métin, *Ministre du*

Travail et de la Prévoyance sociale, et Milliès-Lacroix. Adoption du chapitre 19 bis. Adoption des chapitres 20 ter et 21. Chapitre 22 (de la Chambre des Députés) : MM. le Ministre du Travail, Milliès-Lacroix, Cazeneuve, Albert Peyronnet. Adoption, au scrutin, du chapitre 22. Chapitre 23 (de la Chambre des Députés) : MM. le Ministre du Travail, Albert Peyronnet, Cazeneuve, Paul Strauss. Adoption du chapitre 23. Chapitre 25 (de la Chambre des Députés) : M. le Ministre du Travail. Adoption. Adoption des chapitres du Ministère des Colonies et du chapitre du Ministère de l'Agriculture. Ministère des Travaux publics. Chapitre 2 (de la Chambre des Députés) : M. Marcel Sembat, *Ministre des Travaux publics*, le Président de la Commission des finances, Milliès-Lacroix. Adoption du chapitre 2. Chapitre 73 (libellé) : MM. le Ministre des Travaux publics et Milliès-Lacroix. Maintien du libellé. Chapitre 79 bis, 99 et 103. Adoption. Chapitre 105 bis : M. le Ministre des Travaux publics. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Articles 2, 3 et 4. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 juin] (A. t. I, p. 675 ; J.O., p. 616). Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 5784).

II — 1916. Projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1915, déposé à la Chambre le 8 juin ; rapport de M. Raoul Péret le 9 juin ; adopté le 24 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 247). M. Aimond dépose le rapport. Déclaration de l'extrême urgence [26 juin] (A. t. I, p. 650 ; J.O., p. 593 ; I. n° 252). Discussion. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Art. premier (état A annexé). Adoption. Articles 2, 3 et 4. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 juin] (A. t. I, p. 685 ; J.O., p. 624). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 5722).

12 — 1916. Projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1916, au titre du budget général ; 2° l'ouverture de crédits, sur l'exercice 1916, au titre des budgets annexes, déposé à la Chambre le 12 septembre ; rapport de M. Raoul Péret le 12 septembre ; adopté le 14 septembre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [21 septembre] (A. t. I, p. 873 ; J.O., p. 793 ; I. n° 348). M. Aimond dépose le rapport [26 septembre] (A. t. I, p. 876 ; J.O., p. 798 ; I. n° 360). Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Article premier (état A). Adoption. Articles 2, 3 et 4. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 septembre] (A. t. I, p. 895 ; J.O., p. 814). Promulgation (J.O., 29 septembre, p. 8592).

13 — 1916. Projet de loi portant ouverture d'un crédit sur l'exercice 1916 pour la garantie de l'emprunt marocain de 1914. (Voir le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires, déposé le 3 mars), déposé à la Chambre le 30 juin; rapport de M. Raoul Péret le 12 septembre; adopté le 14 septembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [21 septembre] (A. t. I, p. 872; J.O., p. 793; I. n° 347). M. Aimond dépose le rapport [26 septembre] (A. t. I p. 876; J.O., p. 797; I. n° 356). Discussion sur l'article unique: M. Aimond, *rapporteur général*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [28 septembre] (A. t. I, p. 884; J.O., p. 805). Promulgation (J.O., 29 septembre, p. 859).

14 — Projet de loi concernant l'ouverture de crédits sur l'exercice 1916, déposé à la Chambre le 8 décembre; rapport de M. Raoul Péret le 19 décembre; adopté le 22 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [23 décembre] (A. t. I, p. 1193; J.O., p. 1078; I. n° 468). M. Aimond dépose le rapport [29 décembre] (A. t. I, p. 1201; J.O., p. 1084; I. n° 476). || **1917.** Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption des cinq articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [18 janvier] (A. t. I, p. 33; J.O., p. 31). Promulgation (J.O., 23 janvier, p. 679).

15 — 1917. Projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917, au titre du budget général, déposé à la Chambre le 8 février; rapport de M. Raoul Péret le 23 février; adopté le 1^{er} mars; déposé au nom de M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [1^{er} mars] (A. t. I, p. 296; J.O., p. 257; I. n° 68). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [8 mars] (A. t. I, p. 302; J.O., p. 262; I. n° 75). Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. de Lamarzelle. Discussion des articles. Article premier. Etat A. Adoption des chapitres du Ministère des Finances (2, 13, 50 bis, 54, 62, 74, 77, 79, 108 et 114); du Ministère de la Justice (11 et 9 bis); du Ministère des Affaires étrangères (14, 17 bis, 20 bis, 24, 25, 29 ter, 30 ter et 31 bis); de l'Intérieur (6 sexiès, 13 bis, 33, 50 bis, 53 octiès, 65, 65 bis, 66, 69 et 95); du Ministère de la Guerre (1, 18, 23 bis, 38 bis, 40 bis, 40 ter et 84); de la Marine (3, 8, 20, 23, 28, 36, 37, 38, 44, 45 et 51); de l'Instruction publique (6 bis); des Beaux-Arts (72 bis et 106); du Commerce, de l'Industrie 2, 3, 5, 35 et 51); des Postes et des Télégraphes (1, 9, 14, 19, 24, 30 et 31); du Travail et de la Prévoyance sociale (60 bis). Observations sur les crédits du Ministère des Colonies: M. Etienne Flandin. Adoption des

chapitres du Ministère des Colonies (41 à 44, 45 bis, 46, 47, 50 à 53, 55, 56 et 57 bis); de l'Agriculture (35, 36, 59, 65, 75 et 76); du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Ravitaillement (1, 2, 5 bis et 61). Observations sur le chapitre 68 : MM. Leblond et Desplas, *Ministre des Travaux publics*. Adoption des chapitres du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Ravitaillement (68, 73 bis et 80); de la Marine marchande (15 bis). Adoption de l'ensemble de l'article premier. Articles 2 à 4. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 mars] (A. t. I, p. 361; J.O., p. 314). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 2525).

16 — 1917. Projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1916, au titre du budget général; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1916, au titre du budget annexe, déposé à la Chambre le 6 mars; rapport de M. Raoul Péret le 15 mars; adopté le 23 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 mars] (A. t. I, p. 356; J.O., p. 309; I. n° 106). M. Aimond dépose le rapport [28 mars]. Déclaration de l'urgence (A. t. I, p. 360; J.O. p. 313; I. n° 111). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Article premier. Etat A. Adoption des chapitres du Ministère des Finances (1 bis, 11 bis, 15 et 53); de la Justice (16, 21); des Services pénitentiaires (7, 8 et 9); de l'Intérieur (5, 6, 6 bis, 17 bis, 36, 37, 69 et 70); de l'Instruction publique (4 bis et 4 ter); des Beaux-Arts (55 bis); des Colonies (5, 20, 55, 61, 67 et 69); des Travaux publics (32, 34, 61, 70, 72, 78 et 88); de la Marine marchande (3, 6 et 23). Adoption de l'état A et de l'ensemble de l'article premier. Adoption des articles 2 à 11. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 mars] (A. t. I, p. 413; J.O., p. 358). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 2530).

17 — 1917. Projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917, déposé à la Chambre le 22 mai; rapport de M. Raoul Péret le 25 mai; adopté le 8 juin; déposé au nom de M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [8 juin] (A. t. I, p. 623; J.O., p. 542; I. n° 192). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 682; J.O., p. 593; I. n° 206). Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Article premier. Etat A. Adoption des chapitres du Ministère des Finances et du Ministère de la Justice. Ministère des Affaires étrangères. Chapitre 24. Adoption. Chapitre 29 : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitres 29 quater et 31 bis. Adoption. Adoption des chapitres du Ministère de l'Intérieur.

Ministère de la Guerre. Chapitre premier. Adoption. Chapitre 2 : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 3 bis, 4 bis, 5, 6 et 7. Adoption. Chapitre 11 : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 12, 19, 21, 22, 24, 26, 27, 30, 31, 37, 38. Adoption. Chapitre 38 bis : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Albert Métin, *Sous-Secrétaire d'État des finances*. Adoption. Chapitres 55, 56, 57, 63, 79, 84, 94 et 101. Adoption. Adoption des chapitres du Ministère de l'Armement et des Fabrications de guerre, du Ministère de la Marine, du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Chapitre premier : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 3 et 5. Adoption. Adoption des chapitres des Postes et des Télégraphes. Adoption des chapitres du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Ministère des Colonies. Chapitre premier (de la Chambre des Députés) : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Rejet. Adoption des autres chapitres du Ministère des Colonies. Adoption des chapitres du Ministère de l'Agriculture, du Ministère des Travaux publics et des Transports, et du Ministère du Ravitaillement général et des Transports maritimes. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Articles 2 à 16. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [26 juin] (A. t. I, p. 722; J.O., p. 629). Promulgation. J.O., 30 juin, p. 4984).

18 — 1917. Projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917, déposé à la Chambre le 17 juillet; rapport de M. Raoul Péret le 24 juillet; adopté le 1^{er} août; déposé par M. le Ministre des Finances [2 août] (A. t. I, p. 951; J.O., p. 824; I. n° 293). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [2 août] (A. t. I, p. 960; J.O., p. 832; I. n° 307). Article premier (état A). Adoption des chapitres des Ministères des Finances, de la Justice, des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de la Guerre, de l'Armement et des Fabrications de guerre, de la Marine, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, du Travail et de la Prévoyance sociale. Sur le chapitre premier du Ministère des Colonies : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Maginot, *Ministre des Colonies*. Adoption. Adoption des autres chapitres du Ministère des Colonies. Adoption des chapitres des Ministères de l'Agriculture, des Travaux publics et des Transports, et du Ravitaillement général. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 (état B) à 14. Adoption. Article 15 : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Articles 16 et 17. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du

projet de loi [3 août] (A. t. I, p. 1011; J.O., p. 874). Promulgation (J.O., 8 août, p. 6148).

19 — 1917. Projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917, déposé à la Chambre le 6 novembre; rapport de M. Louis Marin le 4 décembre; adopté le 13 décembre; déposé par le Ministre des Finances [13 décembre] (A. t. I, p. 1224; J.O., p. 1066; I. n° 422). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [14 décembre] (A. t. I, p. 1241; J.O., p. 1081; I. n° 427). Discussion. Article premier. Etat A. Adoption des chapitres des Ministères des Finances, de la Justice, des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de la Guerre, de l'Armement et des Fabrications de guerre, de la Marine, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, du Travail et de la Prévoyance sociale, des Colonies, de l'Agriculture, des Travaux publics et des Transports, et du Ravitaillement général. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Adoption des articles 2 à 14. Rejet de l'article 15 (de la Chambre des Députés). Adoption des articles 15 à 23. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 décembre] (A. t. I, p. 1340; J.O., p. 1169). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier, p. 32).

20 — 1917. Projet de loi portant annulation et ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement, déposé à la Chambre le 29 septembre; rapport de M. Louis Marin le 6 novembre; adopté le 13 décembre; déposé par MM. les Ministres de la Guerre et des Finances [14 décembre] (A. t. I, p. 1240; J.O., p. 1081; I. n° 426). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [14 décembre] (A. t. I, p. 1241; J.O., p. 1081; I. n° 428). Adoption [24 décembre] (A. t. I, p. 1334; J.O., p. 1163). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 10757).

II — AGRICULTURE

1 — 1917. Projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1915, au titre du budget du Ministère de l'Agriculture, déposé à la Chambre le 6 novembre; rapport de M. Adrien Dariac le 18 décembre; adopté le 29 décembre; déposé par les Ministres de l'Agriculture et des Finances [29 décembre] (A. t. I, p. 1378; J.O., p. 1199; I. n° 451). M. Lhopiteau dépose le rapport [30 décembre] (A. t. I, p. 1430; J.O., p. 1242; I. n° 452). Adoption [31 décembre] (A. t. I, p. 1440; J.O., p. 1249). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1918, p. 9).

III — COMMERCE, INDUSTRIE, POSTES ET TÉLÉGRAPHES

1 — 1915. Projet de loi tendant à accorder des avances remboursables au budget annexe de l'École centrale des arts et manufactures et portant ouverture, sur l'exercice 1915, d'un crédit de 250.000 francs applicable à cet objet, déposé à la Chambre le 2 avril ; rapport de M. André Hesse le 6 mai ; adopté le 6 mai ; déposé par M. le Ministre des Finances et par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie [14 mai] (A. t. I, p. 248 ; J.O., p. 225 ; I. n° 164). M. Aimond dépose le rapport [20 mai] (A. t. I, p. 262 ; J.O., p. 238 ; I. n° 171). Adoption [3 juin] (A. t. I, p. 285 ; J.O., p. 258). Promulgation (J.O., 20 juin, p. 4080).

IV — FINANCES

1 — 1915. Projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles (loi du 9 juin 1853), déposé à la Chambre le 21 octobre ; rapport de M. Raoul Péret le 18 novembre ; adopté le 2 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [9 décembre] (A. t. I, p. 696 ; J.O., p. 642 ; I. n° 419). M. Aimond dépose et lit le rapport (I. n° 430). Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [16 décembre] (A. t. I, p. 710 ; J.O., p. 655). Promulgation (J.O., 22 décembre, p. 9397).

2 — 1915. Projet de loi concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédit, sur l'exercice 1915, au titre du budget annexe des monnaies et médailles, déposé à la Chambre le 11 novembre ; rapport de M. Renard le 25 novembre ; adopté le 3 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [8 décembre] (A. t. I, p. 697 ; J.O., p. 642 ; I. n° 420). || 1916. M. Beauvisage dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 51 ; J.O., p. 54 ; I. n° 45). Discussion. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 mars] (A. t. I, p. 134 ; J.O., p. 131). Promulgation (J.O., 23 mars, p. 2301).

3 — 1916. Projet de loi ayant pour objet : 1° l'institution, au Ministère de la Guerre, d'un service général des pensions, secours, renseignements aux familles, de l'état civil et des successions militaires ; 2° la création d'emplois à l'administration centrale du Ministère des Finances ; 3° l'ouverture, sur l'exercice 1915, d'un crédit supplémentaire ; 4° l'ouverture, sur l'exercice 1916, de crédits additionnels aux

crédits provisoires, déposé à la Chambre le 18 novembre 1915; rapport de M. Raoul Péret le 13 janvier 1916; adopté le 20 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [20 janvier] (A. t. I, p. 13; J.O., p. 16; I. n° 17). M. Aimond dépose le rapport [3 février] (A. t. I, p. 36; J.O., p. 37; I. n° 29). Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Observations: M. Aimond, *rapporteur général*, et Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [17 février] (A. t. I, p. 53; J.O., p. 56). Promulgation (J.O., 20 février, p. 1422).

4 — 1916. Projet de loi concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits sur l'exercice 1916 au titre du budget annexe des monnaies et médailles, déposé à la Chambre le 18 avril; rapport de M. Renard le 6 juin; adopté le 14 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [22 juin] (A. t. I, p. 630; J.O., p. 572; I. n° 243). M. Beauvisage dépose le rapport [18 juillet] (A. t. I, p. 742; J.O., p. 676; I. n° 264). Adoption [20 juillet] (A. t. I, p. 763; J.O., p. 695). Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 6749).

5 — 1916. Projet de loi concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits sur l'exercice 1916 au titre du budget annexe des monnaies et médailles, déposé à la Chambre le 18 mai; rapport de M. Renard le 6 juin; adopté le 14 juin; déposé par M. le Ministre des Finances [22 juin] (A. t. I, p. 630; J.O., p. 572; I. n° 254). M. Beauvisage dépose le rapport [18 juillet] (A. t. I, p. 742; J.O., p. 676; I. n° 265). Adoption [20 juillet] (A. t. I, p. 762; J.O., p. 695). Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 6749).

6 — 1916. Projet de loi concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits sur l'exercice 1916, au titre du budget annexe des monnaies et médailles, déposé à la Chambre le 13 juillet; rapport de M. Renard le 26 juillet; adopté le 27 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [14 septembre] (A. t. I, p. 855; J.O., p. 773; I. n° 335). M. Beauvisage dépose le rapport [23 novembre] (A. t. I, p. 1091; J.O., p. 982; I. n° 436. || 1917. Adoption [8 février] (A. t. I, p. 137; J.O., p. 120). Promulgation (J.O., 15 février, p. 1215).

7 — 1917. Projet de loi portant annulation et ouverture de crédits sur les exercices 1916 et 1917, par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement, déposé à la Chambre les 18 décembre 1916 et 11 janvier 1917; rapport de M. Raoul Péret le 25 janvier; adopté le 8 février; déposé par M. le Ministre des Finances [8 février]

(A. t. I, p. 158; J.O., p. 137; I. n° 35). M. Aimond dépose le rapport [8 mars] (A. t. I, p. 302; J.O., p. 262; I. n° 76). Discussion. Communication d'un décret nommant un commissaire du Gouvernement. Observations : M. Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption des articles premier (Etat A), 2 (Etat B), 3 (Etat C), 4 (Etat D). Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (A. t. I, p. 389; J.O., p. 338). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 2534).

8 — 1917. Projet de loi portant ouverture de crédits par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement, déposé à la Chambre le 22 mars; rapport de M. Raoul Péret le 29 mars; adopté le 31 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [31 mars] (A. t. I, p. 433; J.O., p. 376; I. n° 125). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport fait par M. Aimond (I. n° 151). Déclaration de l'extrême urgence. Adoption [5 avril] (A. t. I, p. 464; J.O., p. 462). Promulgation (J.O., 15 avril, p. 2956).

9 — 1917. Projet de loi concernant la régularisation du décret du 3 février 1917 portant ouverture de crédits sur l'exercice 1917 au titre du budget annexe des monnaies et médailles, déposé à la Chambre le 22 février; rapport de M. André Renard, le 29 mars; adopté le 31 mars; déposé au nom de M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [15 mai] (A. t. I, p. 482; J.O., p. 417; I. n° 164). M. Beauvisage dépose le rapport [25 mai] (A. t. I, p. 536; J.O., p. 465; I. n° 179). Adoption [7 juin] (A. t. I, p. 594; J.O., p. 517). Promulgation (J.O., 17 juin, p. 4676).

10 — 1917. Projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles (loi du 9 juin 1853), déposé à la Chambre le 29 juin; rapport de M. Raoul Péret le 12 juillet; adopté le 17 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances [19 juillet] (A. t. I, p. 850; J.O., p. 739; I. n° 256). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [27 juillet] (A. t. I, p. 889; J.O., p. 773; I. n° 369). Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 934; J.O., p. 809). Promulgation (J.O., 3 août, p. 6028).

11 — 1917. Projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1917, en vue de nouvelles installations rendues nécessaires par l'extension des services du Ministère des Finances, déposé à la Chambre le 16 octobre; rapport de M. Albert Grodet le 9 novembre; adopté le 6 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [6 décembre] (A. t. I, p. 1156; J.O., p. 1010; I. n° 403). M. de Selves dépose le rapport [20 décembre] (A. t. I, p. 1283; J.O., p. 1119; I. n° 432). Adoption [29 dé-

cembre] (A. t. I, p. 1339; J.O., p. 1169). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 10766).

12 — 1917. Projet de loi concernant la régularisation du décret du 25 juin 1917 portant ouverture de crédits sur l'exercice 1917 au titre du budget annexe des monnaies et médailles, déposé à la Chambre le 19 juillet; rapport de M. Louis Serre le 6 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [29 décembre] (A. t. I, p. 1338; J.O., p. 1167; I. n° 441).

V — GUERRE

1 — 1915. Projet de loi portant annulation de crédits sur le budget général de l'exercice 1914 en ce qui concerne le département de la guerre, déposé à la Chambre le 1^{er} avril; rapport de M. Métin, le 28 mai; adopté le 25 juin; déposé au nom de M. le Ministre des Finances et de M. le Ministre de la Guerre [25 juin] (A. t. I, p. 346; J.O., p. 315; I. n° 223). M. Aimond dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 374; J.O., p. 337); I. n° 247). Discussion du projet de loi. Communication d'un décret désignant deux commissaires du gouvernement. Adoption. [30 juillet] (A. t. I, p. 475; J.O., p. 427). Promulgation (J.O., 11 août, p. 5557).

2 — 1915. Projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1914, de crédits applicables aux services de la guerre et de la marine, déposé à la Chambre le 20 juillet; rapport de M. Métin le 22 juillet; adopté le 29 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 274). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'extrême urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Aimond dépose et lit le rapport (I. n° 275). Discussion immédiate prononcée. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption successive des articles et de l'état. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 juillet] (A. t. I, p. 444; J.O., p. 400). Promulgation (J.O., 31 juillet, p. 5246).

3 — 1915. Projet de loi, portant ouverture sur l'exercice 1914, de crédits applicables aux services de la guerre et de la marine, déposé à la Chambre le 28 octobre; rapport de M. Raoul Péret, le 12 novembre; adopté le 25 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 392). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Aimond dépose et lit le rapport (I. n° 393). Discussion immédiate prononcée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Art. 1^{er}: MM. de Boysson, *commissaire du Gouvernement*, et Aimond, *rapporteur général*.

Adoption de l'article 1^{er} modifié. Art. 2 à 4. : Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [25 novembre] (A. t. I, p. 666; J.O., p. 611). Promulgation (J.O., 28 novembre, p. 8642).

4 — 1916. Projet de loi, portant ouverture et annulation, sur les exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la guerre, déposé à la Chambre le 30 mai; rapport de M. Raoul Péret, le 6 juin; adopté le 14 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [15 juin] (A. t. I, p. 608; J.O., p. 551; I. n° 232). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [22 juin] (A. t. I, p. 630; J.O., p. 572; I. n° 241). Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion des articles: Art. 1^{er}: Etat A. Adoption. Art. 2 à 5: Adoption. Art. 6: Etat C. Adoption. Art. 7 à 12: Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 juin] (A. t. I, p. 673; J.O., p. 614). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 5724).

5 — 1916. Projet de loi, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1915, de crédits concernant les services de la guerre et de la marine, déposé à la Chambre le 9 novembre; rapport de M. Raoul Péret, le 14 novembre; adopté le 17 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [17 novembre] (A. t. I, p. 1056; J.O., p. 952; I. n° 422). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [23 novembre] (A. t. I, p. 1091; J.O., p. 982; I. n° 437). Discussion du projet de loi. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Art. 1^{er} (Etat A): M. Milliès-Lacroix, rapporteur. Adoption. Art. 2 et 3. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 novembre] (A. t. I, p. 1111; J.O., p. 1002). Promulgation (J.O., 1^{er} décembre, p. 10408).

6 — 1917. Projet de loi, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1916, de crédits concernant les services de la guerre, de l'armement et de la marine, déposé à la Chambre le 7 juillet; rapport de M. Raoul Péret, le 18 juillet; adopté le 24 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances [27 juillet] (A. t. I, p. 888; J.O., p. 772; I. n° 263). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [27 juillet] (A. t. I, p. 889; J.O., p. 773; I. n° 268). Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 932; J.O., p. 808). Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 5979).

7 — 1917. Projet de loi portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1916, de crédits concernant les services de la guerre et de la marine, déposé à la Chambre le 20 novembre; rapport de M. Louis Marin, le 25 novembre; adopté le 27 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [29 novembre] (A. t. I, p. 1141; J.O., p. 997; I. n° 397).

M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [29 novembre] (A. t. I, p. 1141; J.O. p. 997; I. n° 398). Adoption [29 novembre] (A. t. I, p. 1141; J.O., p. 997). Promulgation (J.O., 30 novembre, p. 9637).

VI — MARINE

1 — 1916. Projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1915, de crédits applicables aux services de la marine, déposé à la Chambre le 30 juin; rapport de M. Raoul Péret le 7 juillet; adopté le 18 juillet; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission des finances [18 juillet] (A. t. I, p. 754; J. O., p. 686; I. n° 275). M. Chautemps dépose le rapport [25 juillet] (A. t. I, p. 766; J.O., p. 697; I. n° 287). Discussion. Adoption [28 juillet] (A. t. I, p. 846; J. O., p. 764). Promulgation (J. O., 30 juillet, p. 6754).

2 — 1917. Projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine des crédits destinés à favoriser la défense contre les sous-marins, déposé à la Chambre le 3 mars; rapport de M. de Kerguézec le 19 mars; adopté le 30 mars; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission des Finances [15 mai] (A. t. I, p. 482; J.O., p. 417; I. n° 165). M. Chautemps dépose le rapport [25 mai] (A. t. I, p. 540; J.O. p. 469; I. n° 180). Adoption [8 juin] (A. t. I., p. 623; J.O., p. 542). Promulgation, (J.O., 17 juin, p. 4676).

VII — TRAVAUX PUBLICS. — CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

1 — 1917. Projet de loi tendant à l'ouverture de crédits supplémentaires sur les exercices 1916 et 1917, au titre des budgets annexes des Chemins de fer de l'État, déposé à la Chambre le 8 mars 1917; rapport de M. Raoul Péret le 15 juin; adopté le 21 juin; déposé par M. Roden, *Sous-Secrétaire d'État du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale*, au nom de M. le Ministre des Travaux publics et des Transports et de M. le Ministre des Finances [22 juin] (A. t. I, p. 717; J. O., p. 623; I. n° 222). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [29 juin] (A. t. I, p. 788; J.O., p. 685; I. n° 233). Adoption [30 juin] (A. t. I, p. 794; J.O., p. 690). Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 5308).

CRÉDITS (Reports de).

1 — 1915. Projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1914 à l'exercice 1915 (art. 71 de la loi de finances du 27 février 1912), déposé à la Chambre le 24 juin; rapport de M. Métin le 26 juin; adopté le 26 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commis-

sion des finances [29 juin] (A. t. I, p. 350; J.O., p. 317; I. n° 230). Dépôt et lecture par M. Aimond du rapport. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate. Adoption [29 juin] (A. t. I, p. 362; J. O., p. 327; I. n° 234). Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 4431).

2 — 1916. Projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1915 à l'exercice 1916, déposé à la Chambre le 8 juin; rapport de M. Raoul Péret le 9 juin; adopté le 24 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 248). M. Aimond dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [26 juin] (A. t. I, p. 650 J.O., p. 593; I. n° 250). Discussion. Adoption [29 juin] (A. t. I, p. 684 J.O., p. 623). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 5723).

3 — 1917. Projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1916 à l'exercice 1917 (art. 71 de la loi de finances du 27 février 1912), déposé à la Chambre le 7 juin; rapport de M. Raoul Péret le 14 juin; adopté le 19 juin; déposé par M. le Ministre des Finances [21 juin] (A. t. I, p. 682; J.O., p. 593; I. n° 213). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 682; J.O., p. 593; I. n° 215). Adoption [29 juin] (A. t. I, p. 762; J.O., 663). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 4991).

CREST (Drôme). — Voir Octrois, 56.

CRIMES OU DÉLITS COMMIS EN TERRITOIRES ENVAHIS. —

1916. Proposition de loi relative à l'extension de la compétence à fin de poursuite des crimes ou délits commis en territoires envahis, déposée par M. E. Flandin [17 mars] (A. t. I, p. 173; J.O., p. 167; I. n° 106). M. Flandin dépose le rapport sommaire [31 mars] (A. t. I, p. 239; J.O., p. 227; I. n° 138). Prise en considération de la proposition de loi [7 avril] (A. t. I, p. 278; J.O., p. 263). Commission : 1^{er} bureau, M. Lebert; 2^e bureau, M. Etienne Flandin; 3^e bureau, M. Jean Codet; 4^e bureau, M. Théodore Girard; 5^e bureau, M. Louis Martin; 6^e bureau, M. Fagot; 7^e bureau, M. Larère; 8^e bureau, M. Cordelet; 9^e bureau, M. Gentilliez [14 avril] (J.O., p. 3150; F. 22). Président, M. Théodore Girard; Secrétaire, M. Larère; Rapporteur, M. Etienne Flandin (J.O., p. 3182, F. 23). M. Flandin dépose le rapport [18 mai] (A. t. I, p. 428; J. O., p. 392; I. n° 204). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Etienne Flandin, rapporteur. Adoption [6 juin] (A. t. I, p. 548; J.O., p. 499). Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 6616).

CRISE DES TRANSPORTS ET MOYENS D'Y REMÉDIER. —

Voir Résolutions (Projets de), année 1915, 10.

CROIX DE GUERRE

1 — 1915. Proposition de loi tendant à instituer, pour les officiers, sous-officiers, caporaux et soldats des armées de terre et de mer, une croix dite « croix de guerre », destinée à commémorer les citations individuelles à l'ordre du jour de l'armée, des corps d'armée, des divisions, des brigades et des régiments, déposée à la Chambre le 23 décembre 1914; rapport de M. Driant le 28 janvier 1915; adoptée le 4 février. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission nommée le 5 août 1913, chargée d'examiner diverses propositions de loi concernant l'attribution de récompenses nationales, et pour avis, à la Commission de l'armée [5 février] (A. t. I., p. 39; J.O., p. 33; I. n° 27). M. Murat dépose le rapport [18 février] (A. t. I., p. 46; J.O., p. 37; I. n° 44). M. Jeanneney dépose un avis au nom de la Commission de l'armée [18 février] (A. t. I., p. 46; J.O., p. 37; I. n° 45). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Murat, *rapporteur*; Louis Martin, le comte d'Elva, Cauvin, de Lamarzelle. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [25 mars] (A. t. I., p. 135; J.O., p. 121 à 128). Discussion générale (*suite*): MM. Millerand, *Ministre de la Guerre*; Bodinier, Dominique Delahaye, Murat, *rapporteur*; Jeanneney *rapporteur de la Commission de l'armée*; le vice-amiral de La Jaille, André Lebert, Halgan. Discussion de l'article unique (nouveau texte de la Commission). Amendement de M. André Lebert. Retrait. Amendement de M. Dominique Delahaye: MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur. Adoption. Amendement de M. Gaudin de Villaine: MM. Dominique Delahaye, le Ministre de la Guerre. Retrait. Amendement de MM. Louis Martin, Albert Peyronnet et plusieurs de leurs collègues. Retrait. Amendement de MM. Dominique Delahaye, Larère et de Lamarzelle. Retrait. Amendement de M. Félix Martin: MM. Félix Martin, le Ministre. Retrait. Amendement de MM. Guilloteaux, Louis Martin, Cabart-Danneville et Gabrielli: M. Guilloteaux. Retrait. Amendement de M. de Lamarzelle: M. de Lamarzelle. Retrait. Amendement de M. Larère: MM. Larère, le Ministre de la Guerre. Rejet. Amendement de M. Guillier: M. Guillier. Retrait. Amendement de M. Brager de La Ville-Moysan: M. Brager de La Ville-Moysan, le Ministre de la Guerre. Retrait. Sur l'article: MM. d'Esournelles de Constant, Charles Riou, Grosjean, Vallé, le Ministre de la Guerre. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [26 mars] (A. t. I., p. 151; J.O., p. 136 à 143). Promulgation (J.O., 9 avril, p. 2021).

2 — 1915. Proposition de loi tendant à distribuer la croix de guerre aux vétérans de 1870-71 faisant la campagne de 1914-1915 dans la zone

des armées. Déposée par M. Louis Martin. Renvoi à la commission nommée le 5 août 1913 et relative à un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur aux collaborateurs des œuvres complémentaires de l'école [16 septembre] (A. t. I, p. 562; J.O., p. 504; I. n° 319).

3 — 1916. Proposition de loi tendant à modifier la loi du 8 avril 1915 portant création de la croix de guerre, déposée à la Chambre le 14 décembre 1915; rapport de M. Henry Paté le 10 février 1916; adoptée le 23 mai; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la commission relative aux Croix de la Légion d'honneur à accorder aux collaborateurs des œuvres complémentaires de l'école, nommée le 5 août 1913, précédemment saisie et, pour avis, à la Commission de l'armée [26 mai] (A. t. I, p. 503; J.O., p. 461; I. n° 212). M. Murat dépose le rapport [21 septembre] (A. t. I, p. 868; J.O., p. 789; I. n° 344).

CROZON (Finistère). — Voir Octrois, 57.

CUIVRE (Matières de). — 1917. Projet de loi relatif à la déclaration obligatoire des matières de cuivre de toute nature. déposé à la Chambre le 8 février; rapport de M. Couesnon le 1^{er} mars; adoption le 5 avril; déposé par M. le Ministre de la Guerre [22 juin] (A. t. I, p. 717; J.O., p. 623; I. n° 223).

CUMUL DE LA SOLDE MILITAIRE AVEC LES TRAITEMENTS CIVILS AUX COLONIES. — Voir Colonies, 3.

CURE THERMALE DE MALADIES CONTRACTÉES PENDANT LA GUERRE. — 1915. Proposition de loi relative à la cure thermique d'un certain nombre de maladies (affections rhumatismales, des voies respiratoires, intestinales, etc.), contractées pendant la guerre par les officiers et soldats des armées de terre et de mer, déposé par M. Audiffred. Renvoi à la Commission de l'armée [12 mars] (A. t. I, p. 100; J.O. p. 88; I. n° 87). M. Cazeneuve dépose le rapport. Demande de renvoi des conclusions du rapport à la Commission des finances : MM. Milliès-Lacroix, Cazeneuve, rapporteur. Retrait de la demande [17 juin] (A. t. I, p. 303; J.O., p. 276; I. n° 201).

DEAUVILLE (Calvados). — 1915. Projet de loi relatif à la cession de lais de mer à la commune de Deauville, déposé à la Chambre le 22 avril; rapport de M. Ancel le 20 mai; adopté le 28 mai; déposé au nom de MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics et de la Marine. Renvoi à la Commission d'intérêt local [22 juillet]

(A. t. I, p. 389; J.O., p. 352; Fa. 32, n° 154). M. Monnier dépose le rapport [2 septembre] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 496; F. 33, n° 155). Adoption [25 septembre] (A. t. I, p. 567; J.O., p. 510). Promulgation (J.O., 10 octobre, p. 7253). (Voir Octrois, 58).

DÉBITS DE BOISSONS. — 1915. Projet de loi relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons, déposé à la Chambre le 14 janvier; rapport de M. Siegfried, le 28 janvier; adopté le 4 mars; déposé par M. le Président du Conseil, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission chargée de la réglementation des débits de boissons [12 mars] (A. t. I, p. 115; J.O., p. 100; I. n° 93). M. Eugène Guérin dépose le rapport [6 mai] (A. t. I, p. 245; J.O., p. 222; I. n° 162). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Cazeneuve, Jonnart et Bepmale. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance (17 juin] (A. t. I, p. 304; J.O., p. 276 et suiv.). Suite de la discussion. Demande d'ajournement: M. Halgan. Rejet. Discussion générale (suite): MM. Eugène Guérin, *rapporteur*; Malvy, *Ministre de l'Intérieur*; Bepmale et Cazeneuve. Renvoi de la suite de la discussion à une prochaine séance [25 juin] (A. t. I, p. 334; J.O., p. 305 à 310). Discussion générale (suite): MM. Fortier et Méline, *président de la Commission*. Article premier. Amendement de M. Bepmale non appuyé. Amendement de M. Fortier: MM. Fortier, Eugène Guérin, *rapporteur*; Malvy, *Ministre de l'Intérieur*. Rejet. Adoption de l'article premier. Articles 2 à 3. Adoption. Article 4. Amendement de M. Fortier. Retrait. Adoption de l'article 4. Article 5. Amendement de M. Fortier. Retrait. Adoption de l'article 5. Article 6. Amendement de M. Fortier: MM. Henry Chéron, le Ministre de l'Intérieur, Herriot, le Rapporteur. Retrait de l'amendement. Rejet de l'article 6. Article 6 (modifié, ancien art. 7). Adoption. Articles 7, et 8. Adoption. Article 9 (rectifié): MM. le Rapporteur, Henry Chéron. Adoption. Article 10 (modifié): MM. Fortier, le Rapporteur. Adoption. Article 11. MM. Deloncle, le Ministre, Etienne Flandin, le Rapporteur. Adoption. Articles 12 à 14. Adoption. Adoption [de l'ensemble du projet de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 377; J.O., p. 339 à 346). Dépôt, au nom de M. le Président du Conseil, de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et de M. le Ministre des Finances, du projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés [25 septembre] (A. t. I, p. 566; J.O., p. 510; I. n° 323).

M. Eug. Guérin dépose le rapport [14 octobre] (A. t. I, p. 612; J.O., p. 553). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Observations : M. Eugène Guérin, *rapporteur*. Adoption [3 novembre] (A. t. I, p. 648; J.O., 590). Promulgation (J.O., 11 novembre, p. 8106).

DÉBITS DE BOISSONS (Police des). — 1916. Projet de loi concernant la police des boissons, déposé à la Chambre le 11 juillet 1914; rapport de M. Delaroue le 27 mai 1915; adopté le 6 juin 1916; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [4 juillet] (A. t. I, p. 736; J.O., p. 669; I. n° 259). Commission : 1^{er} bureau, M. Limon; 2^e M. Sauvan; 3^e bureau, M. Milliard; 4^e bureau, M. Vieu; 5^e bureau, M. Milan; 6^e bureau, M. Herriot; 7^e bureau, M. Perreau; 8^e bureau, M. Monnier; 9^e bureau, M. Chéron [15 septembre] (J.O., p. 8201; F. 51). Président, M. Perreau; Rapporteur, M. Chéron (J.O., p. 8620; F. 54). M. Chéron dépose le rapport [26 octobre] (A. t. I, p. 923; J.O., p. 838; I. n° 389). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Henry Chéron, *rapporteur*. Article premier. Amendement de M. Félix Martin : MM. Félix Martin et le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'article premier modifié. Article 2. Adoption. Article 3 : MM. Cazeneuve et le Rapporteur. Adoption. Article 4 : Amendement de M. Félix Martin : MM. Félix Martin et le Rapporteur. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 4. Articles 5 et 6. Adoption. Article 7 : Amendement de M. Félix Martin : MM. Félix Martin et le Rapporteur. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 7. Article 8 (nouvelle rédaction). Amendement de M. Félix Martin : M. Félix Martin. Retrait. Adoption de l'article 8. Article 9. Adoption. Article 10 (nouvelle rédaction). Amendement de M. Félix Martin. Retrait. Sur l'article : MM. d'Estournelles de Constant, le Rapporteur, l'amiral Lacaze, *Ministre de la Marine*; Perreau, *Président de la Commission*, et Emile Chaulemps. Adoption de l'article 10. Articles 11, 12, 13 (nouvelle rédaction), et 14. Adoption. Article 15. Amendement (disposition additionnelle) de M. Félix Martin : MM. Félix Martin et le Rapporteur. Rejet. Adoption de l'article 15. Articles 16 à 19. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification de l'intitulé de la loi [5 décembre] (A. t. I, p. 1131; J.O., p. 1020). || 1917. Promulgation (J.O., 3 octobre, p. 7839).

DECAZEVILLE (Aveyron). — Voir Octrois, 59.

DÉCÈS (Déclaration de). — 1917. Projet de loi relatif aux déclarations de décès par les témoins mineurs pendant la durée de la

guerre, déposé à la Chambre le 18 mai 1916; rapport de M. J.-B. Abel le 28 juillet 1917; adopté le 2 août; déposé par MM. les Ministres de la Guerre, de la Justice et de la Marine [17 décembre] (A. t. I, p. 1243; J. O., p. 1085; I. n° 429).

DÉCLARATION DES BIENS DES SUJETS DE PUISSANCES

ENNEMIS. — 1915. Projet de loi ordonnant la déclaration des biens des sujets de puissances ennemies, déposé à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Bender le 18 mars; adopté le 2 avril; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice; M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Colonies (I. n° 139). Renvoi à la Commission des sanctions pénales au sujet des relations d'ordre économique avec les sujets d'une puissance ennemie [2 avril] (A. t. I, p. 212; J. O., p. 188). M. Galup dépose le rapport [29 juillet] (A. t. I, p. 446; J. O., p. 401; I. n° 278). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Gaudin de Villaine et Briand, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [14 octobre] (A. t. I, p. 619; J. O., p. 560 et suiv.). M. Galup dépose un rapport supplémentaire [21 octobre] (A. t. I, p. 634; J. O., p. 5731; I. n° 358). Suite de la 1^{re} délibération. Discussion générale: M. Galup, *rapporteur*. Déclaration de l'urgence. Article premier. Adoption de l'article premier modifié. Articles 2 à 5. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [3 novembre] (A. t. I, p. 647; J. O., p. 590). || 1916. Promulgation (J. O., 23 janvier, p. 619).

DÉCLARATION OBLIGATOIRE DES MATIÈRES DE CUIVRE.

— Voir Cuivre (Matières de).

DÉCLARATION OBLIGATOIRE DES TOURS A MÉTAUX. — 1915.

Projet de loi relatif à la déclaration obligatoire des tours à métaux, presses hydrauliques, marteaux-pilons, déposé à la Chambre le 8 juillet; rapport de M. Treignier le 9 juillet; adopté le 22 juillet; déposé au nom de M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [23 juillet] (A. t. I, p. 409; J. O., p. 371; I. n° 269). M. Henry Bérenger dépose le rapport [16 septembre] (A. t. I, p. 562; J. O., p. 5031; I. n° 316). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [25 septembre] (A. t. I, p. 567; J. O., p. 510). Promulgation (J. O., 29 septembre, p. 6942).

DÉCORATIONS. — 1917. Projet de loi concernant l'attribution de la médaille militaire et de la croix de la Légion d'honneur avec traitement, au personnel de la marine marchande, déposé à la Chambre le 22 mai; rapport de M. l'Amiral Bienaimé le 7 juin; adoption le 19 juin; déposé par M. l'Amiral Lacaze, *Ministre de la Marine*, au nom de M. le Garde des Sceaux, *Ministre de la Justice*, de M. le *Ministre des Finances* et au sien [21 juin] (A. t. I, p. 681; J.O., p. 593; I. n° 207). M. Delhom dépose le rapport [12 juillet] (A. t. I, p. 834; J.O., p. 725; I. n° 247). M. Jénouvrier dépose un avis au nom de la *Commission des finances* [27 juillet] (A. t. I, p. 889; J.O., p. 773; I. n° 267). Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 935; J.O., p. 810). Promulgation (J.O., 4 août, p. 6044).

DÉCRET-LOI (sur les rues de Paris). — 1917. Projet de loi tendant à compléter l'article 4 du décret-loi du 26 mars 1852, sur les rues de Paris, par une disposition destinée à permettre d'ordonner la discontinuation des travaux entrepris en infraction aux prescriptions du paragraphe premier de cet article, déposé à la Chambre le 7 juillet 1916; rapport de M. Paul Escudier le 22 septembre; adoption le 7 mars 1917; déposé par M. le *Ministre de l'Intérieur* [21 juin] (A. t. I, p. 682; J.O., p. 593; I. n° 208). M. Magny dépose le rapport [6 décembre] (A. t. I, p. 1160; J.O., p. 1013; I. n° 410). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 décembre] (A. t. I, p. 1339; J.O., p. 1168). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1918, p. 9).

DÉCRETS (Conversion en lois de). — 1915. Projet de loi portant conversion en lois de décrets pris en matière financière du 12 août au 16 décembre 1914, déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. Albert Métin le 19 janvier 1915; adopté le 11 février, déposé par M. le *Président du Conseil*, M. le *Ministre de l'Intérieur*, M. le *Ministre de la Guerre*, M. le *Ministre de la Marine*, M. le *Ministre du Commerce*, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et M. le *Ministre des Finances*. Renvoyé à la *Commission des finances*. [18 février] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 36; I. n° 33). M. Aimond dépose le rapport [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; I. n° 51). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique [5 mars] (A. t. I, p. 78; J.O., p. 70). Promulgation (J.O., 19 mars, p. 1447).

DÉCRETS (Ratification, régularisation de). — Voir Douanes et Crédits supplémentaires.

DÉGATS COMMIS PAR LES TROUPES. — 1917. Proposition de loi tendant à modifier les articles 14 et 25 de la loi du 3 juillet 1877 relativement aux dégâts commis aux propriétés par les troupes logées ou cantonnées chez l'habitant, déposée à la Chambre le 24 mars 1916; rapport de M. Raoul Briquet le 23 novembre 1916; adoptée le 24 janvier 1917; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [30 janvier] (A. t. I, p. 96; J.O., p. 85; I. n° 24).

DÉLAIS DE RÉCLAMATION DES COMMUNES ET DES PROPRIÉTAIRES AU SUJET DE L'IMPÔT SUR LA PROPRIÉTÉ NON BATIE. — 1915. Proposition de loi tendant à modifier le point de départ fixé par la loi du 29 mars 1914, pour les délais de réclamations des communes et des propriétaires au sujet de l'impôt sur la propriété non bâtie, déposée à la Chambre le 26 février 1915; rapport de M. Jules Roche le 5 mars; adoptée le 18 mars 1915; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [18 mars] (A. t. I, p. 118; J.O., p. 103; I. n° 101). M. Aimond dépose le rapport [14 mai] (A. t. I, p. 259; J.O., p. 234). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [20 mai] (A. t. I, p. 264; J.O., p. 239). Promulgation (J.O., 1^{er} juin, p. 3501).

DEMANDES EN CASSATION CONTRE LES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX. — 1915. Voir Juges de paix.

DÉNATURATEURS. — Voir Allocation aux dénaturateurs.

DENIERS PUPILLAIRES (Gestion des). — 1916. Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi du 27 juin 1904, modifié par la loi du 18 décembre 1906, sur la gestion des deniers pupillaires. (Voir table 1912-1914, p. 475). M. Paul Strauss dépose le rapport [15 septembre] (A. t. I, p. 865; J.O., p. 786; I. n° 342 || 1917. Adoption [8 mars] (A. t. I, p. 303; J.O., p. 263). Promulgation (J.O., 21 mars, p. 257).

DENRÉES (Accaparement de). — 1916. Voir colonies, 6.

DENRÉES. — Voir Taxation des denrées.

DENRÉES DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ (Acquisition de). — 1917. Projet de loi autorisant l'acquisition de certaines denrées de première nécessité, déposé à la Chambre le 12 novembre; rapport de

M. Henri Cosnier le 12 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par les Ministres de l'Agriculture et des Finances [29 décembre] (A. t. I, p. 1338; J.O., p. 1168; I. n° 444).

DENRÉES ET SUBSTANCES NÉCESSAIRES A L'ALIMENTATION. — 1916. Projet de loi ouvrant au compte spécial institué par la loi du 16 octobre 1915, une seconde section destinée à retracer les opérations afférentes aux réquisitions de denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage, déposé à la Chambre le 21 mars; rapport de M. Raoul Péret le 28 mars; adopté le 28 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission relative à la taxation des denrées [30 mars] (A. t. I, p. 213; J.O., p. 203; I. n° 121).

DÉPARTEMENTS ENVAHIS (Subvention aux). — 1916. Voir Crédits additionnels, 18, 21.

DÉPOPULATION. — 1917. Proposition de loi déposée par M. Lannelongue (Voir table 1909-1911, p. 415). M. Cazeneuve dépose un rapport supplémentaire [8 février] (A. t. I, p. 136; J.O., p. 118; I. n° 31).

DÉSERTION ET INSOUMISSION. — Voir Armée, § V, 2 et 4 et Marine, 11.

DÉSINFECTION DES OBJETS DE COUCHAGE FIGURANT DANS UNE VENTE PUBLIQUE. — 1915. Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la désinfection des objets usagés de couchage et de literie, lorsqu'ils figurent dans une vente publique, déposée à la Chambre le 4 juillet 1913; rapport de M. Henri Schmidt le 24 juin; adoptée le 9 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [22 juillet] (A. t. I, p. 389; J.O., p. 352; I. n° 262). Renvoi à la Commission relative à la protection de la santé publique.

DESSINS ET MODÈLES. — 1915. Projet de loi tendant à modifier l'article 8, paragraphe premier, de la loi du 14 juillet 1909, sur les dessins et modèles, déposé à la Chambre le 11 juillet; rapport de M. Failliot, le 21 octobre; adopté le 18 novembre; déposé par M. le Garde des Sceaux et par M. le Ministre du Commerce. Renvoi à la Commission des finances [25 novembre] (A. t. I, p. 665; J.O., p. 610; I. n° 398). M. Lourties dépose le rapport [22 décembre] (A. t. I, p. 722; J.O., p. 668; I. n° 463). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 décembre] (A. t. I, p. 822; J.O., p. 751). Promulgation (J.O., 11 janvier, p. 265).

DIEPPE (Seine-Inférieure). — Voir Octrois, 60.

DIGNE (Basses-Alpes). — Voir Octrois, 61.

DINAN (Côtes-du-Nord). — Voir Octrois, 62.

DINARD-SAINT-ÉNOGAT (Ille-et-Vilaine). — Voir Octrois, 63 et 64.

DIPLOME (Institution d'un) AUX FAMILLES DES OFFICIERS MORTS POUR LA PATRIE. — 1916. Proposition de loi tendant à instituer un diplôme à remettre aux familles des officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer morts pour la patrie depuis le début des hostilités, déposée à la Chambre le 20 juillet 1915; rapport de M. Paté le 30 mars; adoptée le 18 avril. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [20 avril] (A. t. I, p. 395; J.O., p. 360; I. n° 172). M. Chéron dépose le rapport (I. n° 184). Déclaration de l'urgence [20 avril] (A. t. I, p. 396; J.O., p. 361). M. Milliès-Lacroix lit un avis de la Commission des finances (A. t. I, p. 420). Discussion: MM. F. Martin et Chéron. Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 420; J.O., p. 385). Promulgation (J.O., 30 avril, p. 3716).

DISPENSAIRES D'HYGIÈNE SOCIALE ET DE PRÉSERVATION ANTITUBERCULEUSE. — 1915. Proposition de loi de MM. Léon Bourgeois, Ribot, Paul Strauss, Peyrot, Ferdinand-Dreyfus et Lourties, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse. (Voir table 1912-1914, p. 478). M. Petitjean dépose l'avis de la Commission des finances [16 novembre] (A. t. I, p. 637; J.O., p. 599; I. n° 372). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: M. Paul Strauss, *rapporteur*. Déclaration de l'urgence. Discussion des articles: Articles premier à 10. Adoption. Article 11: MM. Dominique Delahaye, le *rapporteur*, Cazeneuve. Amendement (soumis à la prise en considération) de M. Dominique Delahaye: MM. Dominique Delahaye, Bourgeois, *Ministre d'État*; le *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Amendement (soumis à la prise en considération) de M. Milliès-Lacroix: MM. Milliès-Lacroix et le *rapporteur*. Adoption. Adoption du premier paragraphe de l'article 11. Sur le deuxième paragraphe: amendement de M. Milliès-Lacroix: M. Milliès-Lacroix et le *rapporteur*. Adoption de l'amendement et du deuxième paragraphe, modifié. Adoption du troisième paragraphe. Adoption de l'ensemble de l'article 11. Adoption de l'en-

semble de la proposition de loi [26 novembre] (A. t. I., p. 678; J.O., p. 623). Promulgation (J.O., 18 avril 1916, p. 3279).

DISTINCTIONS POUR LES PÈRES ET MÈRES DE FAMILLES NOMBREUSES. — Voir Familles nombreuses.

DIVORCE (Actions en). — Voir Colonies de la Guadeloupe, Martinique, Réunion.

DIVORCE (Transcription des jugements et arrêts en matière de)
— Voir Code civil, 4, et Actions en divorce.

DJIBOUTI A ADDIS-ABEBA. — Voir Chemins de fer éthiopiens.

DOMMAGES CAUSÉS PAR FAITS DE GUERRE (réparation des).

— 1917. Projet de loi sur la réparation des dommages causés par faits de guerre, déposé à la Chambre les 15 juin 1914, 11 mai 1915; rapport de M. Desplas, le 13 juillet 1916; adopté le 23 janvier 1917; déposé au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères (I. n° 20). Sur le renvoi à une commission de trente-six membres nommés au scrutin de liste dans les bureaux : MM. Milliès-Lacroix, Boudenoot. Renvoi aux bureaux pour la nomination d'une commission de trente-six membres [26 janvier] (A. t. I., p. 91; J.O., p. 82). Commission : 1^{er} bureau, MM. Léon Bourgeois, Boudenoot, Gentilliez, Jonnart; 2^e bureau, MM. Fagot, Hervey, Servant, Sauvan; 3^e bureau, MM. Aimond, Develle, Dupont, Henry Chéron; 4^e bureau, MM. Touron, Mougeot, Renaudat, Mir; 5^e bureau, MM. Vallé, Ch. Debierre, Reynald, Perreau; 6^e bureau, MM. Cuvinot, Cauvin, Galup, Magny; 7^e bureau, MM. Paul Doumer, Hayez, Henry Boucher, Deloncle; 8^e bureau, MM. Lucien Hubert, Monfeuillart, Albert Gérard, Perchot; 9^e bureau, MM. Chapuis, Grosdidier, Bersez, Milliès-Lacroix (J.O., p. 1090, F. 11). Président, M. Léon Bourgeois; vice-présidents : MM. Cuvinot, Aimond, Milliès-Lacroix, Hervey; secrétaires, MM. Perchot, Lucien Hubert (J.O., p. 1106, F. 12). M. Reynald dépose le rapport [3 août] (A. t. I., p. 1004; J.O., p. 868; I. n° 315). M. Milliès-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [6 décembre] (A. t. I., p. 1157; J.O., p. 1010); I. n° 408). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : M. Reynald, *rapporteur* [11 décembre] (A. t. I., p. 1198; J.O., p. 1044). Discussion générale (suite) : MM. Lucien Hubert, Dominique Delahaye, Lebrun, *Ministre du Blocus et des Régions libérées*, et Touron. Discussion des articles : Art. 1^{er}. Adoption. Art. 2 : MM. Reynald, *rapporteur*, et Touron. Adoption des premiers alinéas jusqu'au 3^e in-

clus. Le 4^e de l'article réservé. Adoption des derniers alinéas de l'article. Vote sur l'ensemble ajourné. Art. 3 : MM. Reynald, *rapporteur*; Lebrun, *Ministre du Blocus et des Régions libérées*; Péan, *commissaire du Gouvernement*. Article réservé. Renvoi de la suite de la discussion au mardi 18 décembre [13 décembre] (A. t. I, p. 1211; J.O., p. 1056). Discussion des articles (suite) : Art. 4 : Amendement de M. Boudenoet, non soutenu. Amendement de M. Debierre : MM. Debierre et Henry Chéron. Retrait. Nouvel amendement de M. Debierre (disposition additionnelle). Observations de M. Cauvin sur l'article. Sur l'amendement (disposition additionnelle) de M. Debierre : MM. Reynald, *rapporteur*; Lebrun, *Ministre du Blocus et des Régions libérées*; Touron et Léon Bourgeois. Rejet de l'amendement. Adoption, au scrutin, de l'article 4. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [20 décembre] (A. t. I, p. 1284; J.O., p. 1119). Discussion des articles (suite) : Art. 5 (nouvelle rédaction) : Amendement de M. Monfeuillart : MM. Monfeuillart, Reynald, *rapporteur*; Lebrun, *Ministre du Blocus et des Régions libérées*; Paul Doumer et Touron. Adoption des trois premiers alinéas de l'article. Adoption du 4^e alinéa (nouvelle rédaction). Adoption des 5^e, 6^e, 7^e et 8^e alinéas. Sur le 9^e alinéa : Observations sur l'amendement de M. Monfeuillart : MM. Lebrun, *Ministre du Blocus et des Régions libérées*; Monfeuillart, Reynald, *rapporteur*, et Touron. Adoption de l'amendement modifié (devenant le 9^e alinéa). Sur le 10^e alinéa : MM. Bersez, Reynald, *rapporteur*; Lebrun, *Ministre du Blocus et des Régions libérées*, et Touron. Alinéa réservé. Adoption du 11^e alinéa. Sur le 12^e alinéa : M. Lucien Hubert. Adoption. Adoption des derniers alinéas de l'article. Vote sur l'ensemble réservé. Art. 6. Adoption. Art. 7 : Adoption des neuf premiers alinéas. Amendement de MM. Vallé et Hervey : MM. Hervey et Reynald, *rapporteur*. Retrait. Sur l'article : M. Vieu. Adoption des derniers alinéas. Adoption de l'ensemble de l'article 7. Art. 8. Adoption. Art. 9 : MM. Fabien Cesbron, Reynald, *rapporteur*; Vidal de Saint-Urbain, Lebrun, *Ministre du Blocus et des Régions libérées*. Article réservé. Art. 10 et 11. Adoption. Art. 12 : Amendement de M. Hayez : M. Paul Bersez. Adoption. Adoption de l'article 12 modifié. Art. 13. Adoption. Art. 14 : MM. Lucien Hubert et Reynald, *rapporteur*. Adoption. Art. 15 à 18. Adoption. Art. 19 : M. Lebrun, *Ministre du Blocus et des Régions libérées*. Art. réservé. Art. 20. Adoption. Art. 21 : MM. Lebrun, *Ministre du Blocus et des Régions libérées*, et Reynald, *rapporteur*. Adoption de l'article 21 modifié. Art. 22 à 26. Adoption. Art. 27 : Amendement de M. Touron sur le premier alinéa : MM. Touron, Péan, *commissaire du Gouvernement*, et Guillaume Chastenot. Adoption. Adoption de l'article 27 modifié. Art. 28 :

MM. Touron, Reynald, *rapporteur*, et Magny. Adoption de l'article 28 modifié. Art. 29 à 39. Adoption. Titre IV (art. 40 à 45) réservé. Art. 46 et 47. Adoption. Art. 48 : MM. Touron et Reynald, *rapporteur*. Adoption de l'article 48 modifié. Art. 49 à 52. Adoption. Art. 53 : Amendement de MM. Fagot, Albert Gérard, et Lucien Hubert : MM. Fagot et Reynald, *rapporteur*. Article et amendement réservés. Art. 54 à 59. Adoption. Renvoi de la discussion à une séance ultérieure [21 décembre] (A. t. I, p. 1304 ; J.O., p. 1137). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion des articles précédemment réservés : Art. 40 : Observations : MM. Klotz, *Ministre des Finances*. Touron et Paul Doumer. Adoption de l'article 40 modifié. Art. 41 : M. Reynald, *rapporteur*. Adoption. Art. 42 modifié. Adoption. Art. 43. Adoption. Art. 44 modifié, Adoption. Art. 45. Adoption. Art. 2 (4^e de l'article) (nouvelle rédaction). Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 2. Art. 3 (nouvelle rédaction). Adoption. Art. 5 (nouvelle rédaction du 10^e alinéa). Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 5. Art. 9 : Adoption des cinq premiers alinéas. Adoption du 6^e alinéa (nouvelle rédaction). Adoption du dernier alinéa. Adoption de l'ensemble de l'article 9. Art. 19 (nouvelle rédaction). Adoption. Art. 53 (nouvelle rédaction). Adoption. Sur l'ensemble : MM. Reynald, *rapporteur*, et Lebrun, *Ministre du Blocus et des Régions libérées*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [22 décembre] (A. t. I, p. 1322 ; J.O., p. 1154).

DOMAINE DE L'ÉTAT (loi du 16 septembre 1807). — 1915. Proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 41 de la loi du 16 septembre 1807, concernant la concession de divers objets dépendant du domaine, déposée à la Chambre le 10 juillet 1914 ; rapport de M. Candace le 18 mai 1915 ; adoptée le 20 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [22 juillet] (A. t. I, p. 406 ; J.O., p. 367 ; I. n^o 265).

DOMICILE DE SECOURS. — 1916. Proposition de loi tendant à modifier pour le temps de guerre les lois des 15 juillet 1893, 14 juillet 1905, 13 juin 1913 et 14 juillet 1913, et à admettre au domicile de secours départemental les réfugiés dont le domicile de secours communal se trouve en région envahie, déposée à la Chambre le 17 octobre ; rapport de M. Doizy le 12 décembre ; adoptée le 29 décembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission relative à l'organisation départementale et communale [29 décembre] (A. t. I, p. 1226 ; J.O., p. 1104 ; I. n^o 483).

DONATION AUGUSTE RODIN. — 1916. Projet de loi portant acceptation définitive de la donation consentie à l'État par M. Auguste Rodin, déposé la Chambre le 28 juillet; rapport de M. Simyan le 28 juillet; adopté le 14 septembre; déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (I. n° 349). Sur le renvoi du projet de loi : M. D. Delahaye [21 septembre] (A. t. I, p. 873; J.O., p. 793). Commission : 1^{er} bureau, M. Beauvisage ; 2^e bureau, M. Mascuraud ; 3^e bureau, M. Murat ; 4^e bureau, M. Lintilhac ; 5^e bureau, M. Daudé ; 6^e bureau, M. Herriot ; 7^e bureau, M. Trouillot ; 8^e bureau, M. Boucher ; 9^e bureau, M. Gabrielli. Président, M. Murat ; secrétaire, M. Beauvisage ; rapporteur, M. Lintilhac [28 septembre] (J.O., p. 8630 ; F. 54). M. Lintilhac dépose le rapport [26 octobre] (A. t. I, p. 067 ; J.O., p. 838 ; I. n° 387). 1^{re} délibération. Demande d'ajournement : MM. de Lamarzelle, Eugène Lintilhac, *rapporteur* ; Dalimier, *Sous-Secrétaire d'État des Beaux-Arts*. Rejet. Sur l'urgence : MM. de Lamarzelle, Eugène Lintilhac, *rapporteur* ; Dalimier, *Sous-Secrétaire d'État des Beaux-Arts*. Vote de l'urgence. Discussion générale : MM. Gaudin de Villaine, T. Steeg, Eugène Lintilhac, *rapporteur* ; de Lamarzelle. Discussion générale (fin) : M. Dalimier, *Sous-Secrétaire d'État des Beaux-Arts*. Vote sur le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi. Adoption, au scrutin. Article unique : contre-projet de M. de Lamarzelle : MM. de Lamarzelle et le Sous-Secrétaire d'État. Rejet du contre-projet. Adoption de l'article unique. Premier amendement (disposition additionnelle) de M. de Lamarzelle (soumis à la prise en considération) : MM. de Lamarzelle et le Sous-Secrétaire d'État. Rejet. Deuxième amendement de M. de Lamarzelle. Retrait. Troisième amendement (disposition additionnelle) de M. de Lamarzelle (soumis à la prise en considération) : MM. de Lamarzelle et le Sous-Secrétaire d'État. Rejet [9 novembre] (A. t. I, p. 1960 ; J.O., p. 872). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 11044).

DOUANES

1 — 1915. Projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie, ou de suspendre les droits d'entrée sur diverses marchandises, déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. de la Trémoille le 28 janvier 1915; adopté le 4 février; déposé par MM. les Ministres des Finances, de la Guerre, de l'Intérieur, de l'Agriculture, de la Marine, des Travaux publics et du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des Douanes [5 février] (A. t. I, p. 39; J. O., p. 33; I, n° 28). M. Jean Moret dépose le

rapport [5 mars] (A. t. I, p. 85; J.O., p. 75; I. n° 80). 1^{re} délibération. Communication de deux décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de deux articles et de l'ensemble du projet [26 mars] (A. t. I, p. 161; J.O., p. 144). Promulgation (J.O., 18 avril, p. 2325).

2 — 1915. Projet de loi portant approbation de divers décrets prohibant certains produits à la sortie des colonies et protectorats autres que la Tunisie et le Maroc, déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. de la Trémoille le 28 janvier 1915; adopté le 4 février; déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des Douanes [4 mars] (A. t. I, p. 58; J.O., p. 51; I. n° 53). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [18 mars] (A. t. I, p. 118; J.O., p. 104; I. n° 106). 1^{re} délibération. [Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [26 mars] (A. t. I, p. 164; J.O., p. 146). Promulgation (J.O., 18 avril, p. 2327).

3 — 1915. Projet de loi tendant à approuver le décret du 22 août 1914 qui a autorisé les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies à suspendre les droits applicables aux denrées d'alimentation et de première nécessité à l'entrée et à la sortie de leurs colonies respectives, déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. de la Trémoille le 18 février 1915; adopté le 4 mars; déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des douanes [22 avril] (A. t. I, p. 224; J.O., p. 200; I. n° 143). M. Jean Morel dépose le rapport [3 juin] (A. t. I, p. 284; J.O., p. 257; I. n° 190). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 juillet] (A. t. I, p. 390; J.O., p. 353). Promulgation (J.O., 19 août, p. 5797).

4 — 1915. Projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie, de réduire ou de suspendre les droits d'entrée, de suspendre la surtaxe d'entrepôt sur diverses marchandises, déposé à la Chambre le 11 mars; rapport de M. de la Trémoille le 29 avril; adopté le 11 mai; déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des douanes [14 mai] (A. t. I, p. 248; J.O., p. 225; I. n° 165). M. Jean Morel dépose le rapport [24 juin] (A. t. I, p. 316; J.O. p. 289; I. n° 216). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence.

Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [22 juillet] (A. t. I, p. 390; J. O., p. 353). Promulgation (J. O., 29 août, p. 6060).

5 — 1915. Proposition de loi ayant pour objet de suspendre les droits d'entrée sur le papier destiné à l'impression des journaux et sur les pâtes de cellulose destinées à la fabrication de ce même papier, déposée à la Chambre le 6 mai; rapport de M. de la Trémoille le 11 mai; adoptée le 20 mai; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [27 mai] (A. t. I, p. 280; J. O., p. 253; I. n° 182). Renvoi à la Commission de douane. M. Jean Morel dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 373; J. O., p. 336; I. n° 242). 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de suspendre les droits d'entrée sur le papier destiné à l'impression des journaux et sur les pâtes de cellulose destinées à la fabrication de ce même papier. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion des articles : Art. 1^{er}. MM. Fabien-Cesbron, Jean Morel, *rapporteur*. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [30 juillet] (A. t. I, p. 477; J. O., p. 428). Suite de la discussion. Art. 1^{er} (suite) : MM. Jean Morel, *rapporteur*, Dominique, Delahaye, Thomson, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*; Jonnart et Jean Dupuy. Amendement de M. Jonnart. Adoption, au scrutin, de l'article 1^{er}. Rejet de l'amendement. Art. 2. Adoption. Adoption de la proposition de loi. Modification de l'intitulé de la proposition de loi [5 août] (A. t. I, p. 489; J. O., p. 437 à 448). Promulgation (J. O., 15 août, p. 5701).

6 — 1915. Projet de loi relatif à la répression des infractions aux dispositions réglementaires portant prohibition de sortie ou de réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement ou d'admission temporaire de certains produits ou objets, déposé à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Girard-Madoux le 22 juillet; adopté le 3 août; déposé au nom de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de M. le Ministre de la Guerre et de M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des Douanes [10 août] (A. t. I, p. 506; J. O., p. 453; I. n° 297). M. Millerand, *Ministre de la Guerre*, donne lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. M. Étienne Flandin dépose le rapport et en donne lecture (I. n° 304). Discussion immédiate prononcée. Adoption du projet de loi [11 août] (A. t. I, p. 551; J. O., p. 493). Promulgation (J. O., 18 août, p. 5772).

7 — 1915. Projet de loi soumettant les marchandises d'origine ou de provenance allemande et austro-hongroise aux dispositions des lois

de douane concernant les marchandises prohibées, déposé à la Chambre le 20 juillet; rapport de M. Eugène Chanal le 22 juillet; adopté le 5 août; déposé au nom de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de M. le Ministre de la Guerre et de M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des Douanes [10 août] (A. t. I, p. 506; J.O., p. 453; I. n° 298). Lecture par M. Millerand de l'exposé des motifs du projet de loi. Déclaration de l'urgence. M. Étienne Flandin dépose le rapport et en donne lecture. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique [11 août] (A. t. I, p. 651; J.O., p. 492; I. n° 303). Promulgation (J.O., 18 août, p. 5772).

8 — 1915. Projet de loi portant ratification du décret du 26 mai 1915 ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie, déposé à la Chambre le 24 juin; rapport de M. de la Trémoille le 20 juillet; adopté le 5 août; déposé au nom de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de M. le Ministre des Finances, de M. le Ministre de l'Agriculture et de M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission des douanes [10 août] (A. t. I, p. 506; J.O., p. 453; I. n° 301). M. Jean Morel dépose le rapport [2 septembre] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 496; I. n° 312). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [25 septembre] (A. t. I, p. 568; J.O., p. 511). Promulgation (J.O., 20 octobre, p. 7530).

9 — 1915. Projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'édicter diverses prohibitions de sortie, déposé à la Chambre le 20 août; rapport de M. de la Trémoille le 26 août; adopté le 23 septembre; déposé au nom de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de M. le Ministre de la Guerre, de M. le Ministre de la Marine, de M. le Ministre de l'Intérieur, de M. le Ministre des Travaux publics, de M. le Ministre de l'Agriculture et de M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes [25 septembre] (A. t. I, p. 566; J.O., p. 510; I. n° 322). M. Jean Morel dépose le rapport [14 octobre] (A. t. I, p. 630; J.O., p. 568; I. n° 354). Adoption [29 octobre] (A. t. I, p. 640; J.O., p. 584). Promulgation (J.O., 17 novembre, p. 8293).

10 — 1915. Projet de loi portant ratification de divers décrets prohibant certains produits à la sortie des colonies et protectorats autres que la Tunisie et le Maroc, déposé à la Chambre le 25 juin; rapport de M. Boisneuf le 9 juillet; adopté le 22 juillet; déposé par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des douanes [14 octobre] (A. t. I, p. 612; J.O., p. 553; I. n° 347). M. Jean Morel dépose le rapport [28 octobre] (A. t. I, p. 637; J.O., p. 579; I. n° 364). 1^{re} délibération. Dé-

claration de l'urgence. Adoption [18 novembre] (A. t. I, p. 660; J.O., p. 606). Promulgation (J.O., 2 décembre, p. 8754).

11 — 1916. Projet de loi portant ratification : 1^o du décret du 18 novembre 1915, prohibant la sortie ainsi que la réexportation, sous un régime douanier, de l'argent brut, en masses, lingots, barres, poudres, objets détruits; 2^o du décret précité du 28 décembre 1915 autorisant des dérogations aux dispositions du décret du 18 novembre 1915, déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. de la Trémoille le 10 février; adopté le 22 février; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes [3 mars] (A. t. I, p. 113; J.O., p. 112; I. n^o 82). M. Jean Morel dépose le rapport [16 mars] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 145; I. n^o 99). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [6 avril] (A. t. I, p. 258; J.O., p. 243). Promulgation (J.O., 14 avril, p. 3139).

12 — 1916. Projet de loi portant ratification du décret du 10 septembre 1915, prohibant la sortie de l'Algérie, ainsi que la réexpédition en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit et de transbordement des tabacs en feuilles ou en côtes, déposé à la Chambre le 8 octobre 1915; rapport de M. de la Trémoille le 16 décembre; adopté le 22 février 1916; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des Douanes [3 mars] (A. t. I, p. 113; J.O., p. 112; I. n^o 83). M. Jean Morel dépose le rapport [16 mars] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 145; I. n^o 98). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [6 avril] (A. t. I, p. 258; J.O., p. 243). Promulgation (J.O., 14 avril, p. 3140).

13 — 1916. Projet de loi ayant pour objet de suspendre les droits de douane sur les charbons de bois de Tunisie importés en France, déposé à la Chambre le 13 janvier; rapport de M. de la Trémoille le 10 février; adopté le 22 février; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères, des Finances, de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des douanes [10 mars] (A. t. I, p. 130; J.O., p. 127; I. n^o 95). M. Jean Morel dépose le rapport [16 mars] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 145; I. n^o 100). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [6 avril] (A. t. I, p. 258; J.O., p. 244). Promulgation (J.O., 24 avril, p. 3500).

14 — 1916. Projet de loi portant ratification de divers décrets prohibant certains produits à la sortie des colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc. déposé à la Chambre le 16 décembre 1915; rapport de M. de la Trémoille le 10 février 1917; adopté le 22 février; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Colonies.

Renvoi à la Commission des douanes [23 mars] (A. t. I, p. 192; J.O., p. 184; I. n° 115). M. Jean Morel dépose le rapport [6 avril] (A. t. I, p. 258; J.O., p. 243; I. n° 142). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [13 avril] (A. t. I, p. 330; J.O., p. 308). Promulgation (J.O., 29 avril, p. 3668).

15 — 1916. **Projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement à prohiber l'entrée des marchandises étrangères ou à augmenter les droits de douane**, déposé à la Chambre le 6 avril; rapport de M. de la Trémoille le 7 avril; adopté le 12 avril; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Postes et Télégraphes. Renvoi à la Commission des douanes [14 avril] (A. t. I, p. 347; J.O., p. 321; I. n° 161). M. Jean Morel dépose le rapport et en donne lecture (I. n° 187). Discussion immédiate prononcée. Discussion des articles. Article premier. Amendement de M. Rouland : MM. Rouland, Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*; Jean Morel, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article premier. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [20 avril] (A. t. I, p. 397; J.O., p. 362). Promulgation (J.O., 11 mai, p. 4093).

16 — 1916. **Projet de loi portant ratification de divers décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie ou de suspendre les droits d'entrée sur diverses marchandises**, déposé à la Chambre le 18 mai; rapport de M. de la Trémoille le 15 juin; adopté le 13 juillet; Renvoi à la Commission des finances [25 juillet] (A. t. I, p. 784; J.O., p. 712; I. n° 297). M. Jean Morel dépose le rapport [28 septembre] (A. t. I, p. 884; J.O., p. 805; I. n° 366). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Demande d'ajournement : MM. Guillaume Chastenet et Jean Morel, *rapporteur*. Retrait de la demande d'ajournement. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [28 novembre] (A. t. I, p. 1094; J.O., p. 986). || **1917.** Promulgation (J.O., 16 février, p. 1255).

17 — 1916. **Projet de loi portant ratification du décret du 3 décembre 1915 prohibant la sortie et la réexportation des colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc, sous un régime douanier quelconque, de l'argent brut, en masses, lingots, barres, poudres, objets détruits**, déposé à la Chambre le 8 juin; rapport de M. de la Trémoille le 13 juillet; adopté le 25 juillet; déposé par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des douanes [27 juillet] (A. t. I, p. 787; J.O., p. 716; I. n° 305). M. Jean Morel dépose le rapport [28 septembre] (A. t. I, p. 884; J.O., p. 805; I. n° 365). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [16 novembre] (A. t. I, p. 1035; J.O., p. 935). Promulgation (J.O., 29 novembre, p. 10351).

18 — 1916. Proposition de loi tendant à autoriser, pendant la durée des hostilités et dans les six mois qui suivront la conclusion de la paix, l'entrée en France des bouteilles vides, dites « champenoises » et « bordelaises », moyennant le paiement d'un droit réduit de 50 centimes par 100 kilogrammes, déposée à la Chambre le 13 juillet; rapport de M. Haudos le 27 juillet; adoptée le 21 septembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des douanes [26 septembre] (A. t. I, p. 876; J.O., p. 797; I. n° 358).

19 — 1916. Projet de loi portant ratification de divers décrets ayant pour objet de prohiber la sortie ou la réexportation des colonies et protectorats, autres que la Tunisie et le Maroc, de certains produits, déposé à la Chambre le 12 septembre; rapport de M. de la Trémoille le 28 septembre; adopté le 12 octobre; déposé par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des douanes [26 octobre] (A. t. I, p. 923; J.O., p. 838; I. n° 391). M. Jean Morel dépose le rapport [17 novembre] (A. t. I, p. 1039; J.O., p. 939; I. n° 420). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [14 décembre] (A. t. I, p. 1174; J.O., p. 1059). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 11192).

20 — 1916. Projet de loi portant ratification du décret du 7 août 1916 prohibant la sortie, ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit et de transbordement, des tabacs de toute espèce, déposé à la Chambre le 12 septembre; rapport de M. de la Trémoille le 14 novembre; adopté le 28 novembre; déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des douanes [30 décembre] (A. t. I, p. 1258; J.O., p. 1130; I. n° 488). || **1917.** M. Jean Morel dépose le rapport [6 novembre] (A. t. I, p. 1104; J.O., p. 961; I. n° 359). Déclaration de l'urgence. Adoption [20 novembre] (A. t. I, p. 1136; J.O., p. 991). Promulgation (J.O., 5 décembre, p. 9814).

21 — 1917. Projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie et des prohibitions d'entrée sur diverses marchandises, déposé à la Chambre le 16 novembre 1916; rapport de M. de la Trémoille le 1^{er} mars 1917; adopté le 28 mars; déposé au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des douanes [15 mai] (A. t. I, p. 482; J.O., p. 417; I. n° 162). M. Jean Morel dépose le rapport [14 juin] (A. t. I, p. 641; J.O., p. 559; I. n° 195). Déclaration de l'urgence. Adoption [26 juin] (A. t. I, p. 720; J.O., p. 627). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 5531).

22 — 1917. Projet de loi portant ratification du décret du 22 décembre 1916 qui a prohibé l'importation en France et en Algérie, sous un régime douanier quelconque, des alcools (eaux-de-vie et alcools

autres) et des liqueurs d'origine et de provenance étrangère, déposé à la Chambre le 29 décembre 1916; rapport de M. de la Trémoille le 15 mars; adopté le 3 avril; déposé au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des douanes [15 mai] (A. t. I, p. 481; J.O., p. 417; I. n° 169). M. Jean Morel dépose le rapport [14 juin] (A. t. I, p. 611; J.O., p. 559; I. n° 197). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 juin] (A. t. I, p. 746; J.O., p. 649). Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 5308).

23 — 1917. Projet de loi portant ratification du décret du 18 décembre 1916 qui a majoré les droits d'importation afférents aux tabacs fabriqués autres que pour la régie, déposé à la Chambre le 30 janvier; rapport de M. de la Trémoille le 1^{er} mars; adopté le 28 mars; déposé au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des douanes [15 mai] (A. t. I, p. 482; J.O., p. 417; I. n° 163). M. Jean Morel dépose le rapport [14 juin] (A. t. I, p. 641; J.O., p. 559; I. n° 198). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 juin] (A. t. I, p. 746; J.O., p. 649). Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 5308).

24 — 1917. Projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions d'entrée ou d'augmenter les droits de douane sur diverses marchandises, déposé à la Chambre le 11 juillet 1916; rapport de M. de la Trémoille le 21 septembre; adopté le 3 avril 1917; déposé au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des douanes [18 mai] (A. t. I, p. 519; J.O., p. 450; I. n° 171). M. Jean Morel dépose le rapport [14 juin] (A. t. I, p. 641; J.O., p. 559; I. n° 196). Déclaration de l'urgence. Adoption [26 juin] (A. t. I, p. 721; J.O., p. 627). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 5400).

25 — 1917. Projet de loi portant ratification de divers décrets ayant pour objet de prohiber la sortie ou la réexportation des colonies et protectorats, autres que la Tunisie et le Maroc, de certains produits, déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. de la Trémoille le 1^{er} mars; adopté le 28 mars; déposé par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des douanes [31 mai] (A. t. I, p. 548; J.O., p. 476; I. n° 186). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 682; J.O., p. 594; I. n° 209). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 juin] (A. t. I, p. 793; J.O., p. 689). Promulgation (J.O., 19 octobre, p. 8246).

26 — 1917. Projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie et des droits de sortie sur diverses marchandises, déposé à la Chambre le 6 mars; rapport de

M. de la Trémoille le 31 mai ; adopté le 21 juin ; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères, du Commerce, de l'Agriculture, de l'Intérieur et des Finances [27 juillet] (A. t. I, p. 888 ; J.O., p. 772 ; I. n° 279). M. Jean Morel dépose le rapport [6 novembre] (A. t. I, p. 1104) ; J.O., p. 961 ; I. n° 361). Déclaration de l'urgence. Adoption [20 novembre] (A. t. I, p. 1136 ; J.O., p. 991). Promulgation (J.O., 15 décembre, p. 10185).

27 — 1917. Projet de loi portant ratification du décret du 21 juin 1917, qui a majoré les droits d'importation des tabacs en Corse, déposé à la Chambre le 12 juillet ; rapport de M. de la Trémoille le 26 juillet ; adopté le 31 juillet ; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères, du Commerce et des Finances [4 octobre] (A. t. I, p. 1077 ; J.O., p. 934 ; I. n° 334). M. Jean Morel dépose le rapport [6 novembre] (A. t. I, p. 1104 ; J.O., p. 962 ; I. n° 360). Déclaration de l'urgence. Adoption [2 novembre] (A. t. I, p. 1136 ; J.O., p. 991). Promulgation (J.O., 5 décembre, p. 9814).

28 — 1917. Projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'augmenter ou de diminuer des droits d'entrée, déposé à la Chambre le 9 juin ; rapport de M. de la Trémoille le 6 juillet ; adopté le 23 juillet ; déposé par MM. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, le Ministre de l'Armement, le Ministre des Finances, le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre de l'Intérieur [6 novembre] (A. t. I, p. 1104 ; J.O., p. 961 ; I. n° 366). M. Jean Morel dépose le rapport [6 décembre] (A. t. I, p. 1157 ; J.O., p. 1010 ; I. n° 407). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 décembre] (A. t. I, p. 1322 ; J.O., p. 1153). Promulgation (J.O., 9 janvier 1918, p. 370).

DOUARNENEZ (Finistère). — Voir Octrois, 65.

DROIT A PENSION DES VEUVES ET ORPHELINS DES MILITAIRES ET DES MARINS DÉCÉDÉS. — Voir Pension (origine du droit à).

DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT (Exonération des). — Voir Marchés administratifs.

EAUX MINÉRALES ARTIFICIELLES. — 1917. Projet de loi tendant à modifier et à compléter l'article 15 de la loi du 30 décembre 1916, en ce qui concerne les boissons gazéifiées et les produits destinés à la préparation des eaux minérales artificielles, déposé à la Chambre le 28 mars ; rapport de M. Tournan le 22 novembre ; adopté le 6 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [14 décembre] (A. t. I, p. 1240 ; J.O., p. 1081 ; I. n° 425).

EAUX DES SOURCES DE LA VOULZIE, DU DURTEINT, DU DRAGON. — Voir Paris (ville de).

ÉCHANGE ENTRE LE MUSÉE DU LOUVRE ET LA COMMISSION ITALIENNE D'ARCHÉOLOGIE SACRÉE. — 1917. Projet de loi relatif à un échange entre le musée du Louvre et la Commission italienne d'archéologie sacrée, déposé à la Chambre le 28 mars 1916; rapport de M. Locquin le 30 décembre; adopté le 1^{er} mars 1917; déposé au nom de M. le Garde des Sceaux [8 mars] (A. t. I, p. 302; J.O., p. 261; I. n° 72). Commission: 1^{er} bureau, M. E. Flandin; 2^e bureau, M. Fleury; 3^e bureau, M. Reynald; 4^e bureau, M. Fenoux; 5^e bureau, M. Sarraut; 6^e bureau, M. Ordinaire; 7^e bureau, M. Debierre; 8^e bureau, M. Surreaux; 9^e bureau, M. Guillier [16 mars] (J.O., p. 2142; F. 21). Président, M. Paul Fleury; secrétaire, M. Maurice Ordinaire; rapporteur, M. Debierre (J.O., p. 2338; F. 22).

ÉCHANGE DE TERRAINS. — 1915. Projet de loi relatif à un échange de terrains forestiers entre l'État et M. Meller, déposé à la Chambre le 7 juillet 1914; rapport de M. Bouveri le 11 février 1915; adopté le 18 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 51; Fa. 15, n° 76). M. Monnier dépose le rapport [12 mars] (A. t. I, p. 116; J.O., p. 100; Fa. 19, n° 95). Adoption du projet de loi [25 mars] (A. t. I, p. 128; J.O., p. 115). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 1908).

ÉCOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES. — 1915. Projet de loi conférant la personnalité civile à l'École centrale des Arts et Manufactures, déposé à la Chambre le 2 avril; rapport de M. Le Chery le 11 mai; adopté le 20 mai; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission relative à l'apprentissage et à l'enseignement technique, industriel et commercial [27 mai] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 254; I. n° 186). M. Astier dépose le rapport [17 juin] (A. t. I, p. 301; J.O., p. 274; I. n° 213). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Gaston Menier. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 juin] (A. t. I, p. 350; J.O., p. 317). Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 4698).

ÉCOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES (Avances à l'). — Voir Crédits supplémentaires, § III, 1, et Armée, § II, 1.

ÉCOLE POLYTECHNIQUE (Limite d'âge d'admission à l'). — 1916. Projet de loi tendant à abroger la loi du 7 avril 1914 qui fixe les limites

d'âge d'admission à l'École polytechnique, déposé à la Chambre le 24 février; rapport de M. Paté le 7 avril; adopté le 14 avril; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [15 avril] (A. t. I, p. 391; J.O., p. 356; I. n° 165). M. Boudenoot dépose le rapport (I. n° 178). Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [20 avril] (A. t. I, p. 395; J.O., p. 360). Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 414; J.O., p. 330). Promulgation (J.O., 27 avril, p. 3557).

ÉCOLE POLYTECHNIQUE. — Voir Armée, § II, 5 et 6.

ÉCRIVAINS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF DE LA MARINE. — Voir Marine, 19.

EFFECTIFS (Utilisation des). — Voir Armée, § II.

ÉLECTIONS. — 1915. Tirage au sort pour déterminer le département qui sera appelé à élire un sénateur en remplacement de M. Bérenger, sénateur inamovible, décédé. Désignation du département de Loir-et-Cher [16 septembre] (A. t. I, p. 562; J.O., p. 503).

ÉLECTIONS (Ajournement des) DES MEMBRES DES COMITÉS DE PATRONAGE DES HABITATIONS A BON MARCHÉ ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE. — 1916. Projet de loi tendant à l'ajournement des élections des membres des comités de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale, déposé à la Chambre le 10 octobre; rapport de M. Bonnevey le 24 octobre; adopté le 9 novembre; déposé par M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission nommée le 12 novembre 1912, relatif aux habitations à bon marché [14 novembre] (A. t. I, p. 1023; J.O., p. 923; I. n° 415). M. Paul Strauss dépose le rapport [23 novembre] (A. t. I, p. 1074; J.O., p. 968; I. n° 430). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [14 décembre] (A. t. I, p. 1176; J.O., p. 1060). Promulgation (J.O., 22 décembre, p. 10088).

ÉLECTIONS (Ajournement des opérations de revision des). — 1916. Projet de loi tendant : 1° à ajourner les opérations de revision des listes électorales pour 1916; 2° à proroger les pouvoirs des conseils municipaux; 3° à proroger les pouvoirs des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement appartenant à la première série; 4° à ajourner les élections législatives, départementales, communales et consulaires, déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport

de M. Varenne le 1^{er} février; adopté le 7 avril; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission nommée le 14 juin 1910, relative à l'organisation départementale et communale [11 avril] (A. t. I, p. 300; J.O., p. 281; I. n° 148). M. Catalogne dépose le rapport [13 avril] (A. t. I, p. 330 et 343; J.O., p. 318; I. n° 160). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [15 avril] (A. t. I, p. 368; J.O., p. 337). Promulgation (J.O., 16 avril, p. 3191). || 1917. Projet de loi tendant : 1° à ajourner les opérations de revision des listes électorales pour 1917; 2° à ajourner les élections législatives, départementales, communales et consulaires, déposé à la Chambre le 18 décembre 1916; rapport de M. Pierre Deyris le 16 janvier 1917; adopté le 2 février; déposé au nom de M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission nommée le 14 juin 1910, relative à l'organisation départementale et communale [8 février] (A. t. I, p. 158; J.O., p. 137; I. n° 33). M. Catalogne dépose le rapport [22 février] (A. t. I, p. 263; J.O., p. 228; I. n° 59). Adoption [8 mars] (A. t. I, p. 305; J.O., p. 264). Promulgation (J.O., 15 mars, p. 2053). — Projet de loi tendant : 1° à ajourner les opérations de revision des listes électorales; 2° à proroger les pouvoirs des Sénateurs appartenant à la série C et les pouvoirs des membres de la Chambre des Députés; 3° à ajourner les élections départementales, communales, consulaires et de prud'hommes, déposé à la Chambre le 4 décembre; rapport de M. Deyris le 12 décembre; adopté le 24 décembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [29 décembre] (A. t. I, p. 1338; J.O., p. 1167). M. Henry Chéron dépose le rapport [29 décembre] (A. t. I, p. 1377; J.O., p. 1198; I. n° 450). Discussion immédiate. Adoption [29 décembre] (A. t. I, p. 1377; J.O., p. 1198). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1918, p. 2).

ÉLECTIONS DES MEMBRES DES CAISSES SUPÉRIEURES DES CAISSES D'ÉPARGNE (Ajournement des). — Voir Caisses d'épargne.

ÉLECTIONS DES DÉLÉGUÉS A LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS MINEURS (Ajournement des). — Voir ouvriers mineurs.

ÉLECTORAT (Age de). — 1915. Proposition de loi tendant à fixer à vingt ans, au lieu de vingt et un ans, l'âge de l'électorat et à décider que les classes plus jeunes appelées sous les drapeaux au cours de la présente guerre seront également investies du droit électoral, déposée par M. Louis Martin [4 mars] (A. t. I, p. 58; J.O., p. 51).

ÉLÈVES DES ÉCOLES CENTRALES ET DES MINES (Anciens).

— Voir Armées, § II, 1.

ÉLÈVES DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE (Nomination dans la marine des). — Voir Marine, 18, 20.**ELLIANT (Finistère).** — Voir Octrois, 66.**ÉMISSIONS DE LA DÉFENSE NATIONALE (Service des).** — Voir Crédits additionnels, 11.

EMPLOIS RÉSERVÉS AUX MILITAIRES ET MARINS RÉFORMÉS OU RETRAITÉS. — 1915. Projet de loi tendant à réserver, dans des conditions spéciales, des emplois aux militaires et marins réformés n° 1 ou retraités par suite de blessures ou d'infirmités contractées au service pendant la guerre actuelle, déposé à la Chambre les 21 juin et 20 août; rapport de M. Accambray le 7 octobre et rapport supplémentaire le 19 novembre; adopté le 19 novembre. Déposé par MM. les Ministres de la Guerre et de la Marine. Renvoi à la Commission de l'armée [25 novembre] (A. t. I, p. 663; J.O., 610; I. n° 399). || 1916. M. Paul Strauss dépose le rapport [10 février] (A. t. I, p. 40; J.O., p. 42; I. n° 31). M. Milliès-Lacroix dépose un avis au nom de la Commission des finances [24 février] (A. t. I, p. 70; J.O., p. 73; I. n° 60). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [16 mars] (A. t. I, p. 155; J.O., p. 150).

EMPLOIS CIVILS ATTRIBUÉS AUX MILITAIRES INDIGÈNES.

— Voir Armée, § IV, 6.

EMPRUNTS. — Voir Seine (Département de la).

EMPRUNT EN RENTES 5 0/0 (Émission d'un). — 1915. Projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 5 0/0 déposé à la Chambre le 11 novembre; rapport de M. Raoul Péret le 11 novembre; adopté le 12 novembre. Déposé par M. le Ministre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 374). M. Aimond dépose le rapport et en donne lecture (I. n° 375). Discussion immédiate prononcée. M. Ribot, *Ministre des Finances*. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [16 novembre] (A. t. I, p. 652; J.O., p. 595). Promulgation (J.O., 17 novembre, p. 8294). || 1916. Projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en

rentes 5 0/0, déposé à la Chambre le 12 septembre; rapport de M. Péret le 12 septembre; adopté le 14 septembre. Déposé par M. Ribot, *Ministre des Finances* (I. n° 336). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Aimond dépose le rapport (I. n° 337) [14 septembre] (A. t. I, p. 856; J.O., p. 772, 773). Discussion. Lecture par M. Aimond, *rapporteur général*, des conclusions de la Commission des finances. Discussion générale: M. Ribot, *Ministre des Finances*. Demandé d'affichage du discours de M. le Ministre des Finances: M. Léon Mougeot. Adoption. Adoption successive des cinq articles. Observations: MM. Vieu et le Ministre des Finances. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [15 septembre] (A. t. I, p. 862; J.O., p. 783). Promulgation (J.O., 16 septembre, p. 8191).

EMPRUNT EN RENTES 4 0/0 (Émission d'un). — 1917. Projet de loi déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de M. Louis Martin le 25 octobre; adopté le 26 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances [26 octobre] (A. t. I, p. 1094; J.O., p. 954; I. n° 352). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [26 octobre] (A. t. I, p. 1095; J.O., p. 954; I. n° 353). Discussion immédiate prononcée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Dominique Delahaye et Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption successive des dix articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [26 octobre] (A. t. I, p. 1095; J.O., p. 958). Promulgation, (J.O., 27 octobre, p. 8511). Voir Crédits additionnels, 28.

EMPRUNT AUX ÉTATS-UNIS (autorisation d'). — 1915. Projet de loi portant autorisation d'emprunt aux États-Unis, déposé à la Chambre le 7 octobre; rapport de M. Métin, le 7 octobre; adopté le 7 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des Finances (I. n° 337). Dépôt et lecture, par M. Aimond, du rapport. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale: M. Ribot, *Ministre des Finances*. Adoption de l'article unique du projet de loi [8 octobre] (A. t. I, p. 605; J.O., p. 545; I. n° 339). Promulgation (J.O., 9 octobre, p. 7221).

EMPRUNT DU GOUVERNEMENT CHÉRIFIEN (Autorisation d'augmenter l'). — 1916. Projet de loi autorisant le Gouvernement chérifien à augmenter jusqu'à concurrence de 242 millions le montant de l'emprunt de 170.250.000 francs autorisé par la loi du 16 mars 1914 pour exécution de travaux publics et remboursement du passif

maghzen, déposé à la Chambre le 16 décembre 1915; rapport de M. Long le 10 février 1916; adopté le 24 février; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères (I. n° 70). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Lucien Hubert dépose le rapport [3 mars] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 112 et 123; l. n° 86). Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Lucien Hubert, *rapporteur*. Adoption successive des cinq articles. Sur l'ensemble: M. Audiffred. Adoption de l'ensemble du projet de loi [10 mars] (A. t. I, p. 131; J.O., p. 128). Promulgation (J.O., 29 mars, p. 2493).

EMPRUNT DES HOSPICES DE LYON. — Voir Lyon (Ville de).

EMPRUNT MAROCAIN. — 1916. Voir Crédits supplémentaires, § I, 13.

EMPRUNTS ET IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES.

1 — 1916. Projet de loi tendant à autoriser la ville de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), à percevoir une taxe sur la propriété bâtie, déposé à la Chambre le 28 septembre; rapport de M. Andrieu le 19 octobre; adopté le 24 octobre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [24 octobre] (A. t. I, p. 936; J.O., p. 850; Fa. 15, n° 44). M. Monnier dépose le rapport [10 novembre] (A. t. I, p. 987; J.O., p. 895; Fa. 20, n° 65). Adoption [16 novembre] (A. t. I, p. 1026; J.O., p. 928). Promulgation (J.O., 23 novembre, 10160).

2 — 1915. Projet de loi ayant pour objet d'approuver la désaffectation d'une partie des fonds provenant d'un emprunt de 200 millions du département de la Seine, autorisé par la loi du 12 février 1904, déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. Emile Dumas le 19 janvier 1915; adopté le 28 janvier; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 14; Fa. 1, n° 1). M. Monnier dépose le rapport [30 octobre] (A. t. I, p. 643; J.O., p. 587; F. 42, n° 194). Adoption [18 novembre] (A. t. I, p. 660; J.O., p. 605). Promulgation (J.O., 4 décembre, p. 8814).

3 — 1917. Projet de loi tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer 11 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes pour divers services d'assistance, déposé à la Chambre le 2 octobre; rapport de M. Rozier le 5 décembre; adopté le 7 décembre, déposé par le Ministre de l'Intérieur [11 décembre] (A. t. I,

p. 1182; J.O., p. 1035; Fa. 14, n° 66). M. Magny dépose le rapport [17 décembre] (A. t. I, p. 1200; J.O., p. 1098; F. 15, n° 68). Adoption [29 décembre] (A. t. I, p. 1338; J.O., p. 1168). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1918, p. 9).

4 — 1917. Projet de loi tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer 15 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes pour en affecter le produit à diverses dépenses d'intérêt départemental. Renvoi à la Commission d'intérêt local, déposé à la Chambre le 2 août; rapport de M. Rozier le 5 décembre; adopté le 7 décembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [11 décembre] (A. t. I, p. 1188; J.O., p. 1035; Fa. 14, n° 67). M. Magny dépose le rapport [17 décembre] (A. t. I, p. 1200; J.O., p. 1098; Fa. 15, n° 69). Adoption [29 décembre] (A. t. I, p. 1339; J.O., p. 1168). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1918, p. 9).

ENFANTS ADULTÉRINS (Légitimation des). — Voir Code civil, 10.

ENFANTS (Légitimation des). — **1915.** Proposition de loi déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés, par la mobilisation du père et le décès de ce dernier, dans l'impossibilité de contracter mariage, déposée à la Chambre le 3 novembre; rapport de M. Viollette, le 18 novembre; adoptée le 9 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission nommée le 7 juin 1906, concernant plusieurs dispositions légales relatives au mariage [16 décembre] (A. t. I, p. 709; J.O., p. 654; I. n° 445. || **1916.** M. Catalogne dépose le rapport [13 avril] (A. t. I, p. 330; J.O., p. 307; I. n° 153). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [22 juin] (A. t. I, p. 613; J.O., p. 558). Proposition de loi déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés par la mobilisation du père et le décès de ce dernier dans l'impossibilité de contracter mariage, déposée à la Chambre le 30 juin; rapport de M. Viollette le 30 juin; adoptée le 13 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission précédemment saisie, nommée le 7 juin [20 juillet] (A. t. I, p. 758; J.O., p. 691; I. n° 281). M. Catalogne dépose le rapport [26 septembre] (A. t. I, p. 876; J.O., p. 797; I. n° 359). Adoption [16 novembre] (A. t. I, p. 1036; J.O., p. 936). || **1917.** Dépôt de la proposition modifiée de nouveau par la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission précédemment saisie [15 mars] (A. t. I, p. 308; J.O., p. 269; I. n° 84). M. Catalogne dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 346; J.O., p. 301; I. n° 101). Discussion. Article premier :

MM. Guillaume Chastenet et Catalogne, *rapporteur*. Adoption. Articles 2 et 3. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [30 mars] (A. t. I, p. 415; J.O., p. 360). Promulgation (J.O., 11 avril, p. 2812).

ENFANTS MALTRAITÉS OU MORALEMENT ABANDONNÉS. —

1916. Proposition de loi tendant à compléter l'article 20 de la loi du 24 juillet 1889 sur les enfants maltraités ou moralement abandonnés, déposée à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Viollette le 9 mars; adoptée le 23 mars; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission relative aux pupilles de la nation [30 mars] (A. t. I, p. 213; J.O., p. 203; I. n° 136). M. Paul Cazeneuve dépose le rapport [15 juin] (A. t. I, p. 591; J.O., p. 537; I. n° 230). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [28 juillet] (A. t. I, p. 846; J.O., p. 764). Promulgation (J.O., 8 août, p. 7155).

ENFANTS DES MILITAIRES OU MARINS TUÉS A L'ENNEMI.

— Voir Code civil, 21.

ENFANTS NÉS EN FRANCE DE PARENTS BELGES. — Voir

Code civil, 6.

ENGAGEMENTS CONTRACTÉS AU TITRE DE LA LÉGION ÉTRANGÈRE (Suppression des). —

1915. Proposition de loi relative à la suppression des engagements contractés dans l'armée française au titre de la légion étrangère depuis le 1^{er} août 1914, par des sujets non naturalisés appartenant à des nations en état de guerre avec la France et ses alliés, déposée par M. Henry Bérenger [18 février] (A. t. I, p. 46; J.O., p. 37; I. n° 43). M. Lebert dépose le rapport au nom de la Commission de l'armée [29 avril] (A. t. I, p. 238; J.O., p. 215; I. n° 151). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Louis Martin, André Lebert, *rapporteur*; Millerand, *Ministre de la Guerre*. Articles premier à 3. Adoption. Article 4 (nouvelle rédaction). Adoption [3 juin] (A. t. I, p. 289; J.O., p. 261). Promulgation (J.O., 19 août, p. 5797).

ENGAGEMENTS D'UNE DÉPENSE DE 500.000 FRANCS POUR LA CRÉATION D'HOTELLERIES A LA MECQUE ET A MÉDINE. — 1915. Projet de loi portant autorisation d'une dépense de 500.000 francs pour la création à La Mecque et à Médine, de deux hôtelleries destinées aux pèlerins sans ressources, originaires des possessions françaises, déposé à la Chambre le 9 décembre; rapport de

M. Louis Marin, le 10 décembre; adopté le 28 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [28 décembre] (A. t. I, p. 789; J.O., p. 723; I. n° 478). || 1916. M. Doumer dépose le rapport (I. n° 13). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [20 janvier] (A. t. I, p. 10; J.O., p. 14). Promulgation (J.O., 3 février, p. 965).

ENGAGEMENTS ET RENGAGEMENTS DANS L'ARMÉE DE MER
(Modification à la loi du 8 août 1913). — Voir Marine, 9.

ENGAGEMENT VOLONTAIRE DES JEUNES GENS APPARTENANT A DES CLASSES NON ENCORE APPELÉES. — Voir Armée, § VII, 12.

ENSEIGNEMENT (Membres de l') Calcul de la pension de retraite.
— 1916. Projet de loi tendant à rétablir l'égalité entre les membres des divers ordres d'enseignement au point de vue du calcul des années devant entrer en compte pour la liquidation de leur pension de retraite, déposé à la Chambre le 2 mars; rapport de M. Raoul Pacaud le 8 juin; adopté le 27 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique (I. n° 325). Renvoi à la Commission nommée le 27 novembre 1902 relative à l'abrogation de la loi du 12 juillet 1875, sur l'enseignement supérieur et, pour avis, à la Commission des finances [28 juillet] (A. t. I, p. 818; J.O., p. 742).

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL DE L'AGRICULTURE. — 1917. Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement professionnel de l'agriculture (V. table 1912-1914, p. 508). M. Viger dépose le rapport [11 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 8; I. n° 7). Renvoi pour avis à la Commission des finances [29 mars] (A. t. I, p. 407; J.O., p. 353). M. Lhopiteau dépose l'avis présenté au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'organisation de l'enseignement professionnel de l'agriculture [14 juin] (A. t. I, p. 642; J.O., p. 559; I. n° 200).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL.
— 1915. Proposition de loi de M. Astier (Voir table 1912-1914 p. 508.) M. Astier dépose un rapport supplémentaire [29 juillet] (A. t. I, p. 446; J.O., p. 401; I. n° 277). || 1916. 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Sur l'urgence: MM. Touron, Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des postes et des Télégraphes*; Paul Strauss, Gaston Menier, Astier, rap-

porteur. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Goy. Adoption des articles 1 à 36. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [26 juin] (A. t. I, p. 652; J.O., p. 595). Suite de la discussion. Discussion des articles. Art. 37 : MM. Astier, rapporteur, et Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Adoption. Art. 38 à 52. Adoption. Sur l'ensemble : M. Painlevé, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Inventions intéressant la défense nationale*. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [30 juin] (A. t. I, p. 718; J.O., p. 653).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE SUPÉRIEUR. — 1915. Proposition de loi relative à l'enseignement technique supérieur et à la création de facultés techniques appliquées, déposée par M. Goy. Renvoi à la Commission nommée le 12 novembre 1912, relative à l'enseignement technique, industriel et commercial [30 juillet] (A. t. I, p. 484; J.O., p. 451; I. n° 289).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE. — 1917. Projet de loi portant modification de l'article 46 de la loi de finances du 31 décembre 1907, relatif à l'inspection de l'enseignement technique, déposé à la Chambre le 6 mars; rapport de M. Verliot le 27 mars; adopté le 4 avril; déposé au nom de M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission de l'apprentissage, nommée le 12 novembre 1912 [15 mai] (A. t. I, p. 482; J. O., p. 417; I. n° 157). M. Murat dépose le rapport. Renvoi pour avis à la Commission des finances [31 mai] (A. t. I, p. 542; J.O., p. 474; I. n° 184). M. Lourties dépose l'avis de la Commission des finances [26 juin] (A. t. I, p. 720; J.O., p. 627; I. n° 224). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 834; J. O., p. 726). Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 5640).

ENVOIS POSTAUX (Gratuité d'). — 1915. Proposition de loi tendant à accorder la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914, déposée à la Chambre le 19 mars 1915; rapport de M. Camille Picard le 26 mars; adoptée le 1^{er} avril 1915; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [2 avril] (A. t. I, p. 196; J.O., p. 176; I. n° 129). M. Dupont dépose le rapport [14 mai] (A. t. I, p. 259; J.O., p. 234; I. n° 169). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Art. 1^{er}. Amendement (paragraphe additionnel) de MM. Ournac, Perreau et André Lebert : MM. Dupont, rapporteur, André Lebert. Adoption de l'article. Adoption au scrutin de l'amendement. Adoption de l'ensemble

de l'article 1^{er}. Art. 2. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [3 juin] (A. t. I, p. 286; J.O., p. 259). Promulgation (J.O., 23 juin, p. 4185).

ENVOIS GRATUITS. — Voir Paquets postaux.■

ENTREPOTS (Régime des).— 1917. Projet de loi relatif à la réforme du régime des entrepôts, déposé à la Chambre le 24 juin 1915; rapport de M. Edouard Barthe le 17 février 1916 et rapports supplémentaires des 10 octobre 1916 et 30 mars 1917; adopté le 30 mars 1917; déposé au nom de M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des douanes [15 mai] (A. t. I, p. 482; J.O., p. 417; I. n° 161). M. Morel dépose le rapport [16 octobre] (A. t. I, p. 1079; J.O., p. 937; I. n° 336). Adoption [29 novembre] (A. t. I, p. 1144; J.O., p. 999). Promulgation (J.O., 2 janvier 1918, p. 98).

ENTREPRISES DE CAPITALISATION ET D'ÉPARGNE — 1917.

Scrutin pour la nomination de deux membres du comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne. Résultat nul. Renvoi du scrutin à la prochaine séance [25 octobre] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 948). Résultat du scrutin : MM. Guillaume Chasteney et Lucien Cornet sont élus [26 octobre] (A. t. I, p. 1100; J.O., p. 959).

ÉPERNAY (Marne). — Voir Octrois, 67.

ÉTAMPES (Seine-et-Oise). — Voir Octrois, 68 et 69.

ESCOUTAY (Périmètre de l'). — Voir Terrains en montagne.

ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX ET INSALUBRES. — 1917.

(Voir tables 1906-1908 et 1912-1911). M. Émile Chautemps dépose un quatrième rapport supplémentaire [19 janvier] (A. t. I, p. 58; J.O., p. 52; I. n° 14). Suite de la 2^e délibération sur la proposition de loi de M. Émile Chautemps, tendant à la révision de la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Observations : MM. Emile Chautemps, Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture, du Travail, des Postes et des Télégraphes*. Articles 1 à 6. Adoption. Article 7 : amendement de M. Cazeneuve : MM. Cazeneuve, le Rapporteur et le Ministre du Commerce. Adoption de l'amendement et de l'article 7 modifié. Article 8. Adoption. Article 9 : amendement de M. Paul Strauss : M. le Rapporteur. Retrait. Adoption de l'article 9. Article 10 : amendement de M. Cazeneuve :

MM. Cazeneuve, le Rapporteur et le Ministre du Commerce. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 10 modifié. Article 11. Adoption. Article 12 : amendement de M. Cazeneuve. Retrait. Adoption de l'article 12. Articles 13 à 20. Adoption. Article 21. Adoption du premier alinéa. Amendement de M. Cazeneuve sur le deuxième alinéa : MM. Cazeneuve, le Rapporteur, le Ministre du Commerce. Adoption de l'amendement et des deuxième, troisième et quatrième alinéas. Amendement de M. Cazeneuve sur le cinquième alinéa : MM. Cazeneuve et le Ministre du Commerce. Adoption de l'amendement et du cinquième alinéa modifié. Adoption des derniers alinéas. Adoption de l'ensemble de l'article 21. Articles 22 à 28. Adoption. Article 28 bis : amendement (disposition additionnelle) de M. Cazeneuve : MM. Cazeneuve, le Rapporteur, le Ministre du Commerce. Adoption de l'amendement (devenant le deuxième alinéa de l'article 28). Article 29 : MM. Léon Barbier, le Rapporteur, Cazeneuve et le Ministre du Commerce. Adoption. Articles 30 à 33. Adoption. Article 34 : MM. Léon Barbier, le Rapporteur, le Ministre du Commerce, et Cazeneuve. Adoption. Article 35 : MM. Léon Barbier, Fontaine, *commissaire du Gouvernement*, le Rapporteur, Cazeneuve et le Ministre du Commerce. Adoption. Articles 36 à 40. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [13 février] (A. t. I, p. 184 ; J.O., p. 161).

ÉTAT DES BIENS (Constatation de l') SUSCEPTIBLE DE DONNER OUVERTURE A DES DOMMAGES. — Proposition de loi relative à la constatation de l'état des biens susceptible de donner ouverture à la réparation des dommages de guerre, déposée par M. Reynald et plusieurs de ses collègues. Renvoi à la Commission relative à la réparation des dommages causés par les faits de guerre [22 mai] (A. t. I, p. 521 ; J.O., p. 453 ; I. n° 172). M. Reynald dépose le rapport [25 mai] (A. t. I, p. 536 ; J.O., p. 465 ; I. n° 178). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Observations : M. Reynald, *rapporteur*. Adoption des quatre articles et de l'ensemble de la proposition de loi [7 juin] (A. t. I, p. 593 ; J.O., p. 517). Promulgation (J.O., 10 juillet, p. 5291).

ÉTAT-MAJOR (Service de l'). — Voir Armée, § VII, 2.

ÉTRANGERS NATURALISÉS. — 1915. (Voir table 1912-1914 p. 510). M. Beauvisage dépose le rapport sommaire [5 février] (A. t. I, p. 40 ; J.O., p. 33 ; I. n° 26). Prise en considération et renvoi à la Commission chargée d'examiner les projets de loi relatifs à l'acquisition de la nationalité française [4 mars] (A. t. I, p. 61 ; J.O., p. 54).

EU (Seine-Inférieure). — Voir Octrois, 70.

EURE-ET-LOIR (Tramways d'). — Voir Chemins de fer, 9.

EXEMPTÉS ET RÉFORMÉS (Visite des). — Voir Armée.

EXPLOITATIONS AGRICOLES (Placement des réformés n° 1 dans les). — Proposition de loi de M. Cazeneuve, tendant à placer et à fixer dans les exploitations agricoles les réformés n° 1 de la guerre. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances, déposée par M. Cazeneuve [25 septembre] (A. t. I, p. 1015; J.O., p. 907; I. n° 322).

EXPLOITATIONS AGRICOLES. — 1915. Voir Accidents du travail.

EXPROPRIATION (Procédure d') DES TERRAINS NÉCESSAIRES A LA CRÉATION DE CIMETIÈRES DESTINÉS À L'INHUMATION DES SOLDATS DES ARMÉES FRANÇAISES ET ALLIÉES. — 1915. Projet de loi fixant, pour la durée de la guerre, la procédure d'expropriation des terrains nécessaires à la création de cimetières destinés à l'inhumation des soldats des armées françaises et alliées, ou à l'agrandissement pour le même objet des cimetières communaux existants, déposé à la Chambre le 8 juillet; rapport de M. Bonnevey le 5 août; adopté le 13 août; déposé au nom de M. le Ministre de la Guerre, de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission relative à la zone de servitude des cimetières dans les villes [2 septembre] (A. t. I, p. 556; J.O., p. 496; I. n° 309). M. Lucien Cornet dépose le rapport [14 octobre] (A. t. I, p. 612; J.O., p. 553; I. n° 350) et un rapport supplémentaire [16 novembre] (A. t. I, p. 657; J.O., p. 599; I. n° 381). M. Milliès-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [2 décembre] (A. t. I, p. 687; J.O., p. 632; I. n° 411). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article premier: contre-projet de M. Jeanneney: MM. Jeanneney, Paul Strauss, *Président de la Commission*; Matter, *directeur du Contentieux et de la Justice militaire au Ministère de la Guerre, commissaire du Gouvernement*. Renvoi de la discussion à une séance ultérieure [9 décembre] (A. t. I, p. 698; J.O., p. 643). Suite de la discussion. Observations: MM. Paul Strauss, *Président de la Commission*; Jeanneney, Paul Matter, *directeur du Contentieux et de la Justice militaire, commissaire du Gouvernement*. Retrait du contre-projet de M. Jeanneney. Discussion des articles (nouvelle rédaction). Article premier. Adoption. Article 2: amendement de MM. Leblond, Brin-

deau et Rouland : MM. Leblond, Lucien Cornet, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 2. Articles 3 à 7. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [16 décembre] (A. t. I, p. 717 ; J.O., p. 661). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 9663).

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'INSALUBRITÉ PUBLIQUE. —

1915. Proposition de loi relative à l'expropriation pour cause d'insalubrité publique (Voir table 1912-1914 p. 514). 1^{re} délibération. Sur la déclaration de l'urgence : MM. Bérenger, Jeanneney, *rapporteur*. Rejet de la déclaration de l'urgence. Discussion des articles. Article premier (art. 18 et 18 bis de la loi du 15 février 1902). Adoption. Article premier (suite) (art. 18 ter de la loi du 15 février 1902). Amendement de M. Flaissières : M. Jeanneney, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Amendement de MM. Ranson, Léon Barbier, de Freycinet, Gervais, Mascraud, Magny, Poirrier, Paul Strauss, Deloncle et T. Steeg : MM. Ranson, le Rapporteur. Adoption de l'amendement modifié. Sur l'article : MM. Brager de la Ville-Moysan, le Rapporteur, Jacquier, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur*. Adoption de l'article 18 ter. Article premier (fin) (art. 18 quater de la loi du 15 février 1902). Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Articles 2, 3 et 4. Adoption. Vote sur le passage à une deuxième délibération. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [4 février] (A. t. I, p. 33 ; J.O., p. 26 à 29). 2^e délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique, en ce qui concerne l'expropriation pour cause d'insalubrité. Article premier : Article 18 de la loi du 15 février 1902. Amendement de M. Théodore Girard sur les 4^e et 5^e paragraphes. Adoption de l'amendement modifié. Amendement de M. de Las Cases : MM. de Las Cases, Jeanneney, *rapporteur*. Amendement de M. Brager de la Ville-Moysan : MM. Brager de la Ville-Moysan, le Rapporteur. Retrait de l'amendement de M. de Las Cases. Adoption de l'amendement de M. Brager de La Ville-Moysan. Deuxième amendement de M. Brager de La Ville-Moysan : MM. le Rapporteur, Jacquier, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 18. Article 18 bis. Adoption. Article 18 ter : M. le Rapporteur. Adoption de l'article modifié. Article 18 quater. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 : M. le Rapporteur, Adoption. Articles 3 et 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [18 février] (A. t. I, p. 47 ; J.O., p. 38 à 43). Promulgation (J.O., 19 juin, p. 4039).

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. — 1915.

Projet de loi portant modification à la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, déposé par M. le Ministre de la Justice, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission nommée le 22 mars 1890, relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique [29 avril] (A. t. I, p. 237; J.O., p. 215; I. n° 149). || 1917. M. Jeanneney dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 346; J.O., p. 301; I. n° 100). Adoption [2 août] (A. t. I, p. 954; J.O., p. 827).

Voir Algérie.

EXONÉRATION DES DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT. — Voir Marchés administratifs.

FABRICATIONS DE GUERRE (Régime des). — 1917. Proposition de loi sur le régime des fabrications de guerre, déposée à la Chambre le 6 août 1915; rapport de M. Voilin le 10 février 1916 et rapports supplémentaires les 26 octobre 1916 et 23 février 1917; adoptée le 4 avril; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 28 décembre 1915, relative aux marchés passés par le Gouvernement pendant la guerre [15 mai] (A. t. I, p. 482; J.O., p. 417; I. n° 167).

FACULTÉ D'OPTION. — Voir Fils d'étranger.

FAILLIS SIMPLES (Réhabilitation des). — Voir réhabilitation des faillis.

FAOU (Le) (Finistère). — Voir Octrois, 71.

FAMILLES BELGES RÉFUGIÉES EN FRANCE. — Voir Paquets postaux, 5.

FAMILLES DES VICTIMES CIVILES DE LA GUERRE. — Voir Allocations.

FAMILLES NOMBREUSES (Pères et mères de). — 1916. Proposition de loi tendant à instituer une distinction pour les pères et les mères de familles nombreuses, déposée par MM. Las Cases, H. Chéron, Jénouvrier, Henry Bérenger, Lebert [19 mai] (A. t. I, p. 452; J.O., p. 417; I. n° 209). Voir Insaisissabilité du mobilier des familles nombreuses.

FAMILLES DES OFFICIERS ET SOLDATS MORTS POUR LA PATRIE. — Voir Diplôme (institution d'un).

FARINES DE SUCCÉDANÉS (addition de). — 1917. Projet de loi relatif à l'addition de farines de succédanés à la farine de froment et aux sanctions pénales applicables en cas d'inobservation des dispositions réglementant la vente et la consommation des denrées alimentaires, déposé à la Chambre le 9 février; rapport de M. Victor Boret, le 16 février; adopté le 3 avril; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des finances [3 avril] (A. t. I, p. 453; J.O., p. 393; I. n° 142). M. Lhopiteau dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des quatre articles et de l'ensemble du projet de loi [5 avril] (A. t. I, p. 470; J.O., p. 408; I. n° 155). Promulgation (J.O., 11 avril, p. 3814).

FÉCAMP (Seine-Inférieure). — Voir Octrois, 72.

FEMMES EN COUCHES.—(Voir table 1912-1914 p.513). M. Strauss dépose le rapport [5 juin] (A. t. I, p. 571; J.O., p. 497; I. n° 189). M. Petitjean dépose l'avis de la Commission des finances [8 novembre] (A. t. I. p. 1110; J.O., p. 967; I. n° 367). 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 17 juin 1913 sur les femmes en couches. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi [23 novembre] (A. t. I, p. 1137; J.O. p. 992), Promulgation (J.O., 5 décembre, p. 9814).

FEMMES EN ÉTAT DE GROSSESSE. — 1916. Proposition de loi tendant à accorder une majoration supplémentaire aux femmes en état de grossesse bénéficiant déjà des allocations prévues par la loi du 5 août 1914, déposée à la Chambre le 18 novembre 1915; rapport de M. Lenoir, le 13 janvier 1916; adoptée le 10 février; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Sur le renvoi : MM. Peytral et le Président. Renvoi aux bureaux et, pour avis, à la Commission des finances [17 février] (A. t. I, p. 51; J.O., p. 54; I. n° 42). Motion d'ordre. Renvoi à la commission, nommée le 21 octobre 1915, concernant les allocations aux familles des mobilisés de la proposition de loi tendant à accorder une majoration supplémentaire aux femmes en état de grossesse, bénéficiant déjà des allocations prévues par la loi du 5 août 1914. Observations : MM. Milliès-Lacroix et Paul

Strauss [24 février] (A. t. I, p. 70; J.O., p. 74). M. P. Strauss dépose le rapport [9 novembre] (A. t. I, p. 960; J.O., p. 871; I. n° 402). M. Petitjean dépose un avis de la Commission des finances [29 décembre] (A. t. I, p. 1201; J.O., p. 1084; I. n° 477). || 1917. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [12 janvier] (A. t. I, p. 28; J.O., p. 26). Promulgation (J.O., 24 janvier, p. 695).

FEMMÉS MARIÉES (autorisation d'ester en justice des). — 1915.

Projet de loi modifiant pendant la durée de la guerre les dispositions légales relatives à l'autorisation des femmes mariées d'ester en justice et à l'exercice de la puissance paternelle, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission nommée le 13 mai 1890, chargée d'examiner diverses propositions de loi relatives aux droits civils des femmes [18 mars] (A. t. I, p. 118; J.O., p. 103; I. n° 96). M. Guillier dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 114; I. n° 118). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [1^{er} avril] (A. t. I, p. 186; J.O., p. 166). Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 4533).

FEMMES TUTRICES. — Voir Code civil, 19.

FEMMES EMPLOYÉES DANS LES INDUSTRIES DU VÊTEMENT.

— Voir Repos de l'après-midi du samedi.

FEMMES SALARIÉES DE MOBILISÉS (Congé des). — 1917.

Proposition de loi, ayant pour objet de reconnaître aux femmes salariées de mobilisés le droit à un congé de durée égale à chacune des permissions de dix jours de leur mari, déposée à la Chambre le 11 janvier; rapport de M. Louis Deschamps, le 4 décembre; adoptée le 20 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [29 décembre] (A. t. I, p. 1358; J.O., p. 1182; I. n° 447).

FERTÉ-SOUS-JOUARRE (Seine-et-Marne). — Voir Octrois, 73.

FIGEAC (Lot). — Voir Octrois, 74.

FILS D'ÉTRANGERS NÉS EN FRANCE. — Voir Code civil, 11.

FLERS (Orne). — Voir Octrois, 75.

FLOTTE DE CHARGE FRANÇAISE. — 1917. Projet de loi tendant à l'augmentation de la flotte de charge française, déposé à la Cham-

bre le 13 janvier 1916; rapport de M. Le Bail-Maignan le 21 avril; adopté le 29 septembre; déposé par M. le Sous-Secrétaire-d'État des Travaux publics, des Transports et des Ravitaillements. Renvoi à la Commission de la Marine, et, pour avis, à la Commission des finances [11 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 7; I. n° 5). M. Cabart-Danneville dépose le rapport [1^{er} mars] (A. t. I, p. 282; J.O., p. 246; I. n° 65). Avis de la Commission des finances : M. Jénouvrier. Déclaration de l'urgence. Adoption des huit articles et de l'ensemble du projet de loi [30 mars] (A. t. I, p. 426; J.O., p. 369). Promulgation (J.O., 12 mars, p. 3751).

FONCTIONNAIRES CIVILS. — Voir Pensions.

FONCTIONNAIRES DE L'ENSEIGNEMENT (Immunités accordées aux). — 1916. (Article 98 du projet de loi portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1913. Disjoint le 4 juin 1913). M. Goy dépose le rapport [20 juillet] (A. t. I, p. 763; J.O., p. 695; I. n° 283). M. T. Steeg dépose l'avis de la Commission des finances [27 juillet] (A. t. I, p. 810; J.O., p. 735; I. n° 317). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [28 juillet] (A. t. I, p. 821; J.O., p. 744). Promulgation (J.O., 4 août, p. 6980).

FONCTIONNAIRES D'ORIGINE ENNEMIE. — 1917. Proposition de loi relative à la mise en disponibilité des fonctionnaires d'origine ennemie et à la suspension du mandat des détenteurs de mandats électifs de même origine, déposée par M. Gaudin de Villaine [17 octobre] (A. t. I, p. 1079; J.O., p. 937; I. n° 337).

FONDS NATIONAL DE CHOMAGE. — 1915. Projet de loi ayant pour objet la régularisation des décrets du 24 novembre 1914 et du 9 janvier 1915 fixant les conditions à remplir par les fonds municipaux et départementaux de chômage pour bénéficier des subventions du fonds national de chômage, déposé à la Chambre les 22 décembre 1914 et 14 janvier 1915; rapport de M. Justin Godart, le 25 février; adopté le 25 mars; déposé par M. le Président du Conseil, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission des finances [30 mars] (A. t. I, p. 167; J.O., p. 149; I. n° 123). Renvoi à la Commission des chemins de fer [1^{er} avril] (A. t. I, p. 194; J.O., p. 172). M. Perchot dépose le rapport [29 juillet] (A. t. I, p. 434; J.O., p. 391; I. n° 271).

FONDS DE COMMERCE (Vente et nantissement des). — 1917. Proposition de loi ayant pour objet de modifier et compléter la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce. (Voir table 1912-1914 p. 514). M. Cordelet dépose le rapport [6 juillet] (A. t. I, . 830; J.O., p. 721; I. n° 244).

FONDS DE GARANTIE (Contributions aux). — Voir accidents du travail.

FONDS DE SUBVENTION.

1 — 1915. Projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1916), déposé à la Chambre le 5 août; rapport de M. Bouffandeau le 20 août; adopté le 16 septembre; déposé au nom de M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [25 septembre] (A. t. I, p. 566; J.O., p. 510; I. n° 324). M. Alexandre Bérard dépose le rapport [14 octobre] (A. t. I, p. 612; J.O., p. 553; I. n° 349). Adoption [29 octobre] (A. t. I, p. 640; J.O., p. 583). Promulgation (J.O., 3 novembre, p. 7905).

2 — 1916. Projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1917), déposé à la Chambre le 6 juin; rapport de M. Bouffandeau, le 30 juin; adopté le 13 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [18 juillet] (A. t. I, p. 742; J.O., p. 675; I. n° 272). M. A. Bérard dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [27 juillet] (A. t. I, p. 789; J.O., p. 718; I. n° 303). Adoption [28 juillet] (A. t. I, p. 823; J.O., p. 746). Promulgation, (J.O., 4 août p. 6979).

3 — 1917. Projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1918), déposé à la Chambre le 28 juin; rapport de M. Bouffandeau, le 12 juillet; adopté le 17 juillet 1917; rapport de M. le Ministre de l'Intérieur [19 juillet] (A. t. I, p. 850; J.O., p. 739; I. n° 251). M. Guillier dépose le rapport [2 août] (A. t. I, p. 951; J.O., p. 825; I. n° 300). Adoption [3 août] (A. t. I, p. 1005; J.O., p. 868). Promulgation (J.O., 7 août, p. 6115).

FONTENAY-LE-COMTE (Vendée). — Voir Octrois, 76.

FORCALQUIER (Basses-Alpes). — Voir Octrois. 77.

FRAIS DE RÉCEPTION DU PRINCE DE SERBIE. — Voir Crédits extraordinaires, § I 1.

FRAUDES FISCALES. — 1917. Projet de loi relatif aux mesures contre les fraudes fiscales (art. 17 à 33 disjoints du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918 de crédits provisoires applicables au 1^{er} trimestre de 1918), déposé à la Chambre le 11 décembre 1917; rapport de M. Louis Marin le 14 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [24 décembre] (A. t. I, p. 1331; J.O., p. 116; I. n° 437). •

FRUITS ET LÉGUMES D'ORIGINE ET DE PROVENANCE

TUNISIENNES. — 1915. Projet de loi étendant le régime de la loi du 19 juillet 1890 aux fruits et légumes d'origine et de provenance tunisiennes et habilitant les officiers du service des affaires indigènes en Tunisie à délivrer les certificats d'origine dans les territoires du Sud où ils font l'office de contrôleurs civils, déposé à la Chambre le 3 avril 1914; rapport de M. de La Trémoille le 1^{er} avril 1915; adopté le 11 mai; déposé au nom de M. le Ministre des Finances, de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de M. le Ministre de l'Agriculture et de M. le Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des douanes [22 juillet] (A. t. I, p. 389; J.O., p. 352; I. n° 255). M. Ordinaire dépose le rapport [21 octobre] (A. t. I, p. 634; J.O., p. 574; I. n° 359). Adoption [3 novembre] (A. t. II, p. 646; J.O., p. 590). Promulgation (J.O., 27 novembre, p. 8625).

FUNÉRAILLES AUX FRAIS DE L'ÉTAT DU GÉNÉRAL GAL-LIÉNI. — Voir Crédits additionnels, 19.

GAP (Hautes-Alpes). — Voir Octrois, 78.

GARANTIE DE L'ÉTAT POUR L'ACHAT DE NAVIRES A VAPEUR PROVENANT DE PRISES BRITANNIQUES. — 1915.

Projet de loi déterminant les conditions dans lesquelles la garantie de l'État pourra être accordée pour l'achat, en Angleterre, par des armateurs français, de navires à vapeur provenant de prises britanniques, déposé à la Chambre le 25 février; rapport de M. l'amiral Bienaimé le 18 mars; adopté le 1^{er} avril; déposé par M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Affaires étrangères et par M. le Ministre des Finances (I. n° 135). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission de la marine, et, pour avis, à la Commission des finances. M. Guilloteaux dépose le rapport (I. n° 136). M. Chautemps dépose l'avis de la Commission des finances

[2 avril] (A. t. I, p. 212; J.O., p. 188; I. n° 138). Discussion du projet de loi. Discussion générale : MM. Guilloteaux, *rapporteur*, et Augagneur, *Ministre de la Marine*. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [3 avril] (A. t. I, p. 217; J.O., p. 192). Promulgation (J.O., 20 avril, p. 2373).

GARANTIE DE L'ÉTAT EN MATIÈRE D'ASSURANCES. — Voir Assurances contre les risques de guerre.

GARDANNE (Bouches-du-Rhône). — Voir Octrois, 79.

GAZ D'ÉCLAIRAGE (Traitement en vue d'extraire les produits nécessaires à la fabrication des explosifs) — 1915. Projet de loi relatif au traitement du gaz d'éclairage en vue d'en extraire les produits nécessaires à la fabrication des explosifs, déposé à la Chambre le 21 octobre; rapport de M. Treignier le 11 novembre; adopté le 18 novembre; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [25 novembre] (A. t. I, p. 665; J.O., p. 610; I. n° 390). M. Cazeneuve dépose et lit le rapport. Discussion générale prononcée. Observations : MM. Astier et Cazeneuve, *rapporteur*. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [26 novembre] (A. t. I, p. 676; J.O., p. 622; I. n° 406). Promulgation (J.O., 1^{er} décembre, p. 8738).

GORGUE (Nord). — Voir Octrois, 80.

GOVERNEMENT CHÉRIFIEN. — Voir Emprunt du Gouvernement chérifien.

GOVERNEURS DES COLONIES. — Voir Douanes, 3.

GRATUITÉ D'ENVOI DES PAQUETS POSTAUX. — Voir Paquets postaux.

GREFFIERS ET COMMIS-GREFFIERS INTÉRIMAIRES (Allocation d'une indemnité aux). — 1915. Proposition de loi tendant à allouer une indemnité aux greffiers et commis-greffiers intérimaires des tribunaux pendant la durée de la guerre, déposée à la Chambre le 20 août; rapport de M. Adrien Veber le 13 octobre; adoptée le 24 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission nommée le 22 juillet 1915, relative aux commis-greffiers des tribunaux de paix et de simple police [24 décembre] (A. t. I, p. 776; J.O., p. 712; I. n° 476). || 1916. M. Boi-

vin-Champeaux dépose le rapport [30 mai] (A. t. I, p. 518; J.O., p. 474; I. n° 216). M. Trouillot dépose un avis au nom de la Commission des finances [22 juin] (A. t. I, p. 612; J.O., p. 557; I. n° 237). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [26 juin] (A. t. I, p. 651; J.O., p. 594). Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 6306).

GROIX (Morbihan). — Voir Octrois, 81.

GUADELOUPE. — Voir Colonies de la Guadeloupe. Voir aussi Réquisitions militaires et Conseils généraux.

GUADELOUPE, MARTINIQUE, RÉUNION. — Voir Bien de famille insaisissable.

GUILERS (Finistère). — Voir Octrois, 82.

GUILVINEC (Finistère). — Voir Octrois, 83.

GUIPAVAS (Finistère). — Voir Octrois, 84.

GUYNEMER (Capitaine). — Voir Résolutions (Projets de), année 1917, 9.

HABITATIONS A BON MARCHÉ. — Voir Seine (Assainissement de Paris et de la).

HARAS (Remonte des). — Voir Crédits additionnels, 7.

HAUTE-COUR. — 1915. Scrutin pour la nomination de neuf membres de la Commission d'instruction de la Haute-Cour : MM. Cordelet, Decrais, Théodore Girard, Antony Ratier, Vidal de Saint-Urbain, Saint-Germain, Régismanset, Jeanneney et Vallé, élus [28 janvier] (A. t. I, p. 19; J.O., p. 14). 2^e tour de scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la Haute-Cour : MM. Guillier, Poulle, Bérard, Trouillot et Vieu élus [29 janvier] (A. t. I, p. 23; J.O., p. 19). 2^e tour de scrutin pour la désignation du vice-président chargé de présider la Haute-Cour en cas d'empêchement du président : M. Savary élu [4 février] (A. t. I, p. 36; J.O., p. 29). || 1916. Scrutin pour la nomination de neuf membres de la Haute-Cour : MM. Théodore Girard, Cordelet, Eugène Guérin, Ratier, Vallé, Saint-Germain, Jeanneney, Régismanset et Vidal de Saint-Urbain élus. Scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la Haute-Cour :

MM. Guillier, Alexandre Bérard, Georges Trouillot, Guillaume Poulle et Vieu élus. Scrutin pour la désignation du vice-président chargé de présider la Haute-Cour en cas d'empêchement du président : M. Savary élu [20 janvier] (A. t. I, p. 12 et 13; J.O., p. 15). M. Savary donne sa démission de vice-président chargé de présider la Haute-Cour [3 février] (A. t. I, p. 36; J.O., p. 37). || 1917. Scrutin pour la nomination de neuf membres de la Commission d'instruction de la Haute-Cour. Scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la Haute-Cour. Scrutin pour la désignation du vice-président chargé de présider la Haute-Cour en cas d'empêchement du président. Résultat du scrutin pour la nomination des membres de la Commission d'instruction de la Haute-Cour : MM. Théodore Girard, Eugène Guérin, Saint-Germain, Vidal de Saint-Urbain, Cordelet, Ratier, Alexandre Bérard, Vallé et Jeanneney élus. Résultat du scrutin pour la nomination des membres suppléants de la Commission d'instruction de la Haute-Cour : MM. Guillier, Albert Peyronnet, Joseph Loubet, Guillaume Poulle et Vieu élus [25 janvier] (A. t. I, p. 60; J.O., p. 55, 56). 2^e tour de scrutin pour la désignation du vice-président chargé de présider la Haute-Cour en cas d'empêchement du président : M. Régismanset est élu [26 janvier] (A. t. I, p. 86; J.O., p. 69). Communication d'une résolution de la Chambre des Députés ordonnant la mise en accusation d'un ancien ministre et son renvoi devant le Sénat pour y être jugé [29 novembre] (A. t. I, p. 1141; J.O., p. 996). (Voir procédure de mise en accusation devant la Cour de Justice).

HAZEBROUCK (Nord). — Voir Octrois, 85.

HEURE LÉGALE

1 — 1916. Proposition de loi ayant pour objet d'avancer l'heure légale pendant la durée de la guerre, déposée à la Chambre le 21 mars; rapport de M. Malavialle le 4 avril; adoptée le 18 avril; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [20 avril] (A. t. I, p. 395; J.O., p. 360; I. n^o 169). Commission : 1^{er} bureau, M. Cabart-Danneville; 2^e bureau, M. E. Guérin; 3^e bureau, M. Guilloteaux; 4^e bureau, M. Deloncle; 5^e bureau, M. Milliès-Lacroix; 6^e bureau, M. Poirson; 7^e bureau, M. Doumer; 8^e bureau, M. Chéron; 9^e bureau, M. Monnier [22 avril] (J.O., p. 3488; F. 26 et 28). Président, M. Cabart-Danneville; Secrétaire, M. Henry Chéron; Rapporteur, M. Guilloteaux (J.O., p. 4626; F. 29). M. Guilloteaux dépose le rapport [6 juin] (A. t. I, p. 537; J.O., p. 491). Discussion. Discussion générale : MM. Guilloteaux, rapporteur; Gaudin de Villaine, Painlevé, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Inventions intéressant la Défense nationale*;

Cabart-Danneville, *président de la Commission*; **Léon Barbier**, de **Lamarzelle** et **Vermorel**. Adoption de l'article unique du projet de loi [8 juin] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 508). Promulgation (J.O., 11 juin, p. 5133).

2 — 1916. Projet de loi ayant pour objet d'avancer l'heure légale, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (I. n° 219). Renvoi à la Commission nommée le 22 avril dernier et saisie d'une proposition analogue. M. Guilloteaux dépose le rapport (I. n° 220). Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [6 juin] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 491). Discussion : MM. Guilloteaux, Gaudin de Villaine, Painlevé, Cabart-Danneville, Léon Barbier, de Lamarzelle, Vermorel. Adoption [8 juin] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 508). Promulgation (J.O., 11 juin, p. 5133).

3 — 1917. Proposition de loi ayant pour objet d'avancer l'heure légale pendant la période d'été, déposée à la Chambre le 14 décembre 1916; rapport de M. Malavialle le 18 janvier; adoptée le 16 février; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission précédemment saisie, nommée le 22 avril 1916, relative à l'heure légale [22 février] (A. t. I, p. 262; J.O., p. 228; I. n° 56). M. Guilloteaux dépose le rapport [8 mars] (A. t. I, p. 305; J.O., p. 264; I. n° 78). Discussion. Observations : M. Guilloteaux, *rapporteur*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [15 mars] (A. t. I, p. 309; J.O., p. 270). Promulgation (J.O., 21 mars, p. 2258).

HOMMES MOBILISÉS OU MOBILISABLES (meilleure utilisation des). — Voir Armée, § VII, 1 et 15.

HOTELLERIES (Création d') à **La Mecque** et à **Médine**. — Voir Engagements de dépenses.

HYPOTHÈQUE FLUVIALE. — Voir Bateaux de rivière.

ILE-DE-BATZ (Finistère). — Voir Octrois, 86.

ILE DE SEIN (Finistère). — Voir Octrois, 87.

ILE MOLÈNE. — Voir Communes et Cantons, 2.

ILLE-ET-VILAINE (Tramways de l'). — Voir Chemins de fer, 7.

IMMATRICULATION DES BATEAUX. — Voir Bateaux (Immatriculation des).

IMPOT SUR LA PROPRIÉTÉ NON BATIE. — Voir Délais de réclamation.

IMPOT SUR LE REVENU. — 1916. Projet de loi portant suppression des contributions directes et établissement d'un impôt général sur les revenus et d'un impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu (titre III). (Voir table 1912-1914 p. 522.) M. Perchot dépose le rapport [27 juillet] (A. t. I, p. 809; J.O., p. 735; I. n° 319). Discussion du projet de loi. Discussion générale : MM. Perchot, *rapporteur*; Martinet et Hervey. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [10 novembre] (A. t. I, p. 988; J.O., p. 896). Suite de la discussion. Discussion générale (suite) : MM. Boivin-Champeaux, Touron, Ribot, *Ministre des Finances*. Discussion des articles : Article premier : Premier paragraphe. Amendement de M. de La Batut : MM. de La Batut, le Ministre des Finances, Doumer, Denoix, Perchot, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Amendement de M. Hervey : MM. Hervey, Poirrier, *président de la Commission*; Doumer, le Rapporteur. Retrait de l'amendement sur l'ensemble du premier paragraphe : MM. Touron, Doumer, le Ministre des Finances. Adoption du premier paragraphe modifié. Deuxième paragraphe : Amendement de M. Boivin-Champeaux : MM. Boivin-Champeaux, le Rapporteur. Adoption de l'amendement et du deuxième paragraphe modifié. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 : Amendement de M. Touron : M. Touron. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [14 novembre] (A. t. I, p. 1008; J.O., p. 911). Suite de la discussion. Discussion des articles (suite) : Article 2 : Amendement de M. Touron : MM. Touron, Cazeneuve, Perchot, *rapporteur*; Murat, Ribot, *Ministre des Finances*; Doumer. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de l'article 2. Article 3 : Sur l'article : MM. Milliès-Lacroix, le Ministre des Finances, Eugène Lintilhac. Amendement de M. Martinet : M. Martinet. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Touron : M. le Ministre. Adoption de l'amendement. Adoption de la première partie de l'article 3 modifié. Sur la deuxième partie de l'article 3 : MM. Touron, le rapporteur, le Ministre des Finances et Léon Barbier. Adoption de la deuxième partie de l'article 3. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Article 4. Adoption. Article 5 : Amendement de M. Touron. Demande de renvoi de la discussion à la prochaine séance : MM. Touron, Perchot et Ribot, *Ministre des Finances*. Adoption [16 novembre] (A. t. I, p. 1026; J.O., p. 928). Suite de la discussion. Discussion des articles (suite) : Article 5 : Amendements de M. Touron : MM. Touron, Perchot, *rapporteur*; Ribot, *Ministre des Finances*. Retrait du premier amendement. Adoption des deux premiers alinéas modifiés de l'article 5. Sur le troisième alinéa : MM. le Ministre des Finances, le Rapporteur, Boivin-Champeaux. Rejet, au scrutin, du troisième alinéa. Qua-

trième alinéa : M. le Rapporteur. Retrait. Retrait du deuxième amendement de M. Touron et d'un amendement de M. Hervey. Article 6 : MM. Milliès-Lacroix, le Rapporteur, le Ministre des Finances, Fabien Cesbron, Doumer et Touron. Adoption de l'article 6. Article 7 : Amendement de M. Perreau : MM. Perreau, Touron, Doumer, Léon Barbier, le Rapporteur, Poirrier, *président de la Commission* ; Henry Béranger. Adoption de l'amendement. Adoption de l'article 7 modifié. Article 8 : MM. le Rapporteur, Léon Barbier, le Ministre des Finances. Adoption de l'article 8 modifié. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [17 novembre] (A. t. I, p. 1040 ; J.O., p. 939). Suite de la discussion. Discussion des articles (suite) : Article 9. Adoption. Article 10 : Amendement de M. Boivin-Champeaux : MM. Boivin-Champeaux, Perchot, *rapporteur* ; Ribot, *Ministre des Finances* et Maurice Colin. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 10. Article 11 : Adoption du premier alinéa. Sur le deuxième alinéa : MM. Touron, Cazeneuve, le Rapporteur, le Ministre des Finances et Milliès-Lacroix. Adoption du deuxième alinéa. Adoption de l'ensemble de l'article 11. Article 12. Adoption. Article 13 : Sur l'article : M. Touron. Amendement de M. Murat : MM. Murat, Poirrier, *président de la Commission*, et le Ministre des Finances. Renvoi de l'amendement et de l'article à la Commission. Article 14 : MM. Boivin-Champeaux, le Rapporteur et Léon Barbier. Article supprimé. Article 14 (ancien art. 15) : Amendement de M. Martinet : MM. Martinet, le Ministre des Finances et le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 14. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [21 novembre] (A. t. I, p. 1060 ; J.O., p. 956). Suite de la discussion. Discussion des articles (suite) : Articles 15 et 16 (anciens art. 16 et 17) réservés. Article 17 (ancien art. 18). Adoption. Article 18 (ancien art. 19) : Amendement de M. Cazeneuve : M. Cazeneuve. Article supprimé. Article 18 (ancien art. 20). Adoption. Article 19 (ancien art. 21) : M. Baudouin-Bugnet, *commissaire du Gouvernement*. Adoption. Article 20 (ancien art. 22) : Sur l'article : MM. Léon Barbier, Perchot, *rapporteur* ; Touron, Ribot, *Ministre des Finances* ; Doumer. Vote sur la disjonction de l'article 20. Rejet. Amendement de M. Hervey : MM. Hervey, Léon Barbier, Doumer, le Rapporteur. Adoption. Amendement de M. Maurice Colin : M. Maurice Colin. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 20. Article 21 (ancien art. 23) : MM. Hervey, Léon Barbier, le Ministre. Adoption. Article 22 (ancien art. 24). Adoption. Article 23 (ancien art. 25) : MM. Hervey, Léon Barbier, Boivin-Champeaux, le Rapporteur, Félix Martin, Touron, Baudouin-Bugnet, *commissaire du Gouvernement*. Amendement de M. Félix Martin : M. le Ministre des Finances.

Amendement de M. Touron : M. Touron. Retrait. Adoption, au scrutin, de la première partie de l'article 23. Adoption du 3^e de l'article modifié par l'amendement de M. Félix Martin. Adoption du dernier alinéa de l'article. Adoption de l'ensemble de l'article 23. Art. 24 (ancien art. 26) : MM. Brager de La Ville-Moysan, le rapporteur, Léon Barbier, Baudouin-Bugnet, *commissaire du Gouvernement*; Jénouvrier. Demande de renvoi à la Commission. Rejet. Adoption de l'article 24. Article 25 (ancien art. 27). Adoption. Art. 26 (ancien art. 28) : Adoption du premier alinéa. Suppression du deuxième alinéa. Amendement de M. Boivin-Champeaux sur le dernier alinéa : MM. Boivin-Champeaux, Grosjean, Baudouin-Bugnet, *commissaire du Gouvernement*. Renvoi de l'amendement et de l'alinéa à la Commission. Article 27 (ancien art. 29) supprimé. Art. 27 (ancien art. 30) : Amendement de M. Cazeneuve : MM. Cazeneuve, le Rapporteur, Grosjean. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 27 (nouvelle rédaction). Article 28 (ancien art. 31) : MM. Hervey, Brager de La Ville-Moysan, Léon Barbier, Fabien Cesbron, Paul Doumer. Adoption de l'article 28 modifié. Article 29 (ancien art. 32). Adoption. Article 30 (ancien art. 33) : Amendement de M. Hervey : M. Hervey. Retrait. Adoption de l'article 30 modifié. Article 31 (ancien art. 34). Adoption. Article 32 (ancien art. 35) : Amendement de MM. Boivin-Champeaux, Cazeneuve et Flandin : MM. Boivin-Champeaux, le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'article 32 modifié. Article 33 (ancien art. 36) : MM. Hervey, le Rapporteur. Adoption. Article 34 (ancien art. 37). Adoption. Article 35 (ancien art. 38) supprimé. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [23 novembre] (A. t. I, p. 1075; J.O., p. 969). Suite de la discussion. Discussion des articles (suite) : Article 13, précédemment réservé (nouvelle rédaction) : Amendement de M. Murat : MM. Perchot, rapporteur; Murat, Touron, Ribot, *Ministre des Finances*, et Baudouin-Bugnet, *commissaire du Gouvernement*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de l'article 13 (nouvelle rédaction). Article 13 bis (nouvelle rédaction). Adoption. Renvoi à une séance ultérieure de la discussion des articles 16 et 17. Article 28 (ancien) : deuxième alinéa et amendement de M. Boivin-Champeaux, précédemment réservés : M. Boivin-Champeaux. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 28. Article 35 (ancien art. 38) et 36 (nouvelle rédaction). Adoption. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [28 novembre] (A. t. I, p. 1097; J.O., p. 988). Suite de la discussion. Discussion des articles (suite) : Article 37 (ancien 39, nouvelle rédaction) : Sur l'article : M. Goy. Amendement de M. Mulac, Herriot, Limouzain-Laplanche, Martell, Genet et Servant : MM. Mulac, Perchot, rapporteur; Baudouin-Bugnet, commis-

saire du Gouvernement; Léon Barbier, Doumer, Ribot, *Ministre des Finances*. Adoption de l'amendement. Adoption de l'article 37 modifié. Article 15 (ancien 16). Amendement de M. Eugène Lintilhac sur le premier alinéa : MM. Perchot, *rapporteur*; Touron, Ribot, *Ministre des Finances*. Amendement de M. Touron (soumis à la prise en considération) : MM. Perchot, *rapporteur*; Ribot, *Ministre des Finances*. Adoption: Renvoi à la Commission. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [30 novembre] (A. t. I, p. 1113; J.O., p. 1004). || 1917. M. Perchot dépose un 4^e rapport supplémentaire [11 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 8; I. n^o 3). Suite de la discussion. Discussion des articles (suite) : Article 16 (ancien 15) : Observations : M. Perchot, *rapporteur*. Amendement de M. Martinet : MM. Martinet, Touron, Eugène Lintilhac et Ribot, *Ministre des Finances*. Rejet de l'amendement par l'adoption de l'article 16. Amendement (disposition additionnelle) de M. Cazeneuve : MM. Cazeneuve et le Ministre des Finances. Retrait de l'amendement. Article 17 : Observations : M. Eugène Lintilhac. Adoption de l'article 17. Titre V (nouveau) : Article 36 : Observations : MM. Perchot, *rapporteur*, et Eugène Lintilhac. Adoption de l'article 36. Articles 37, 38 et 39. Adoption. Article 40 : Observations : M. Reynald. Adoption de l'article 40. Amendement (disposition additionnelle) de M. Reynald : MM. Reynald, Ribot, *Ministre des Finances*; Guillaume Chastenot, de Selves, Peytral, *vice-président de la Commission*, et Guillier. Renvoi de l'article à la Commission. Article 41. Adoption. Articles 45 et 46. Adoption. Renvoi de la fin de la discussion au lendemain [18 janvier] (A. t. I, p. 35; J.O., p. 31). Discussion des articles (fin) : Article 40 (nouvelle rédaction) : MM. Reynald et Perchot. Adoption. Sur l'ensemble : M. Touron. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [19 janvier] (A. t. I, p. 50; J.O., p. 45). Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant suppression des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, et établissement d'un impôt sur diverses catégories du revenu, déposé par M. le Ministre des Finances [19 juillet] (A. t. I, p. 849; J.O., p. 739; I. n^o 349). M. Perchot dépose le rapport [27 juillet] (A. t. I, p. 890; J.O., p. 773; I. n^o 259). Articles premier à 3. Adoption. Article 4 : MM. Touron et Paul Doumer. Adoption. Article 5. Adoption. Articles 6 à 10 précédemment adoptés. Articles 11 : MM. Touron et Paul Doumer. Adoption. Article 12. Adoption. Article 13 précédemment adopté. Article 14 : MM. Hervey, Paul Doumer, Touron et Joseph Thierry, *Ministre des Finances*. Adoption. Article 15. Adoption. Article 16.

précédemment adopté. Article 17 : MM. Cazeneuve, Joseph Thierry, *Ministre des Finances* ; Boivin-Champeaux, Paul Doumer, Touron, Baudouin-Bugnet, *commissaire du Gouvernement*. Adoption. Article 18. Adoption. Articles 19 à 21. Adoption. Article 22 : MM. Paul Doumer, Joseph Thierry, *Ministre des Finances* ; de Saint-Quentin, Baudouin-Bugnet, *commissaire du Gouvernement* ; Touron et Cazeneuve. Adoption. Article 23 : MM. Boivin-Champeaux, Paul Doumer, Baudouin-Bugnet, *commissaire du Gouvernement* ; Brager de La Ville-Moysan, Hervey et Paul Strauss. Adoption. Articles 24 à 26. Adoption. Articles 27 à 29 précédemment adoptés. Articles 30 et 31. Adoption. Article 32 précédemment adopté. Article 33. Adoption. Articles 34 et 35 précédemment adoptés. Article 36. Adoption. Article 37 précédemment adopté. Article 38 : MM. Touron et Deline, *commissaire du Gouvernement*. Adoption. Article 39 précédemment adopté. Article 40. Adoption. Article 41 précédemment adopté. Article 42. Adoption. Article 43 précédemment adopté. Articles 44 à 53. Adoption. Article 54 et 55 précédemment adoptés. Article 56. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [31 juillet] (A. t. I, p. 916 ; J.O., p. 795). Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 5975). — **Projet de loi ayant pour objet de modifier les articles 10 et 16 de la loi du 15 juillet 1914 relatifs à l'impôt général sur le revenu en ce qui concerne : 1^o la détermination du revenu net ; 2^o les délais de déclaration, déposé à la Chambre le 23 janvier ; rapport de M. Dutreil le 3 février, et avis de la Commission du budget, par M. Péret, le 3 février ; adopté le 9 février ; déposé au nom de M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission relative à l'impôt sur le revenu [9 février] (A. t. I, p. 178 ; J.O., p. 157 ; I. n^o 40). M. Perchot dépose et lit le rapport (I. n^o 53). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [22 février] (A. t. I, p. 263 ; J.O., p. 228). Promulgation (J.O., 25 février, p. 1499).**

IMPOT SUR LE REVENU (Date de l'Application de l'). — Voir Résolution (Projets de), année 1915, 8.

INCIDENTS — 1915. M. Gaudin de Villaine prend la parole pour un fait personnel (22 avril) (A. t. I, p. 224 ; J.O., p. 199). || **1916.** M. Noël, sénateur de l'Oise, qui fut retenu de longs mois en Allemagne comme otage, entre en séance. L'Assemblée se lève aussitôt et le salue d'applaudissements unanimes [20 janvier] (A. t. I, p. 12 ; J. O., p. 15). MM. Painlevé, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Inventions intéressant la Défense nationale*, et le Président

[30 mars] (A. t. I, p. 212; J.O., p. 202). || **1917.** M. Potié, sénateur du Nord, de retour des régions envahies, reprend séance parmi ses collègues et prononce une allocution [15 mai] (A. t. I, p. 480; J.O., p. 415).

INCINÉRATION EN TEMPS DE GUERRE. — 1915. Proposition de loi concernant l'incinération en temps de guerre, déposée à la Chambre le 11 mars; rapport de M. Dumont le 18 mars; adoptée le 18 juin; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [24 juin] (A. t. I, p. 316; J.O., p. 289; I. n° 218). Commission : 1^{er} bureau, M. Poirson; 2^e bureau, M. Courrégelongue; 3^e bureau, M. Bodinier; 4^e bureau, M. Colin; 5^e bureau, M. Goy; 6^e bureau, M. T. Steeg; 7^e bureau, M. Larère; 8^e bureau, M. Dominique Delahaye; 9^e bureau, M. Beauvisagé [8 juillet] (J.O., p. 4659; F. 32). Président, M. Bodinier; Secrétaire, M. Larère; Rapporteur, M. Colin (J.O., p. 5075; F. 33). M. Colin dépose le rapport [25 septembre] (A. t. I, p. 587; J.O., p. 527; I. n° 332). M. Cazeneuve dépose un avis au nom de la Commission de l'armée [16 novembre] (A. t. I, p. 657; J.O., p. 599; I. n° 380). || **1916.** 1^{re} délibération. Discussion générale : MM. Félix Martin et Maurice Colin, rapporteur. Contre-projet de M. Félix Martin. Rejet. Observations de M. Cazeneuve au nom de la Commission de l'armée. Rejet de l'article 1^{er} de la proposition de loi [27 janvier] (A. t. I, p. 26; J.O., p. 27).

INDEMNITÉ (Allocation d'une) AUX GREFFIERS INTÉRIMAIRES.
— Voir Greffiers et commis-greffiers.

INDEMNITÉS DE RÉSIDENCE. — 1917. Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, concernant les indemnités de résidence aux instituteurs de Seine-et-Oise. Renvoi à la Commission des finances, déposée à la Chambre le 18 juin 1914; rapport de M. Caffort le 25 juillet 1917; adoption le 3 août; transmise par M. le Président de la Chambre [18 septembre] (A. t. I, p. 1043; J.O., p. 900; I. n° 320).

INDRE-ET-LOIRE (Tramways d'). — Voir Chemins de fer, 9.

INGÉNIEURS MILITAIRES (Création d'un corps d'). — Voir Armée, § 2, 7.

INSAISSABILITÉ DU MOBILIER DES FAMILLES NOMBREUSES. — 1915. (Voir table 1912-1914 p. 528). Proposition de loi relative à l'insaisissabilité du mobilier des familles nombreuses. Commission : 1^{er} bureau, M. Farny; 2^e bureau, M. Rey; 3^e bureau, M. Lebert; 4^e bureau, M. Cauvin; 5^e bureau, M. Perreau; 6^e bureau, M. Cata-

logne; 7^e bureau, M. Henry Chéron; 8^e bureau, M. Jeanneney; 9^e bureau, M. Grosjean (J.O., p. 375; F. 4). Président, M. E. Rey; secrétaire, M. Lebert (J.O., p. 484; F. 5). || 1917. M. Henry Chéron dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 346; J.O., p. 301; I. n° 99). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [31 mars] (A. t. I, p. 441; J.O., p. 382). Promulgation (J.O., 17 avril, p. 3017).

INSCRIPTIONS EN MATIÈRE HYPOTHÉCAIRE. — Voir Registre des inscriptions.

INSCRITS MARITIMES DE LA CLASSE 1917. — Voir Marine, 10.

INSOUMISSION A LA LOI MILITAIRE. — Voir Armée, § V, 2.

INSTITUT DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES (Création d'un).

— 1916. Proposition de loi tendant à la création d'un institut des recherches scientifiques par les nations de l'Entente et les pays neutres, pour favoriser les travaux des savants, relatifs : 1^o à la découverte de nouvelles méthodes de traitement des maladies qui atteignent l'homme, les animaux domestiques et les plantes cultivées; 2^o à la découverte en dehors des sciences médicales, des lois qui régissent les phénomènes de la nature (mathématiques, mécanique, histoire naturelle, physique et chimie). Déposée par M. Audiffred [22 juin] (A. t. I, p. 612; J.O., p. 557; I. n° 239). M. Gentilliez dépose le rapport sommaire [29 décembre] (A. t. I, p. 1201; J.O., p. 1083; I. n° 482). || 1917. Prise en considération. Renvoi à la Commission relative à l'organisation économique du pays [19 janvier] (A. t. I, p. 49; J.O., p. 45).

INSTITUTEURS DE SEINE-ET-OISE. — Voir Indemnités de résidence.

INSTITUTION, AU MINISTÈRE DE LA GUERRE, D'UN SERVICE DES PENSIONS. — Voir Crédits supplémentaires, § IV, 3.

INSTRUMENTS DE MUSIQUE MÉCANIQUES. — 1917. Projet de loi portant abrogation de la loi du 16 mai 1866 sur la fabrication et la vente des instruments de musique mécaniques. (Voir table 1912-1914 p. 529). M. Catalogne dépose le rapport [18 septembre] (A. t. I, p. 1043; J.O., p. 900; I. n° 321). Adoption [6 novembre] (A. t. I, p. 1106; J.O., p. 963). Promulgation (J.O., 14 novembre, p. 9081).

INTENDANCE MILITAIRE (Recrutement de l'). — Voir Armée, § I, 5 et 11.

INTERDICTION DE RELATIONS ÉCONOMIQUES AVEC L'ALLEMAGNE ET L'AUTRICHE-HONGRIE. — Voir Relations économiques avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES. — Voir Commission (nomination d'une) et Résolution (projets de), année 1916, 2 ; année 1917, 1.

INTÉRÊT LÉGAL. — Voir Taux de l'intérêt légal.

INTÉRÊTS NATIONAUX (Représentation des). — 1915. Proposition de loi, présentée par M. Audiffred, tendant à la représentation des grands intérêts nationaux [25 septembre] (A. t. I, p. 587 ; J.O., p. 527 ; I. n° 332).

INTERPELLATIONS

ANNÉE 1915

1 — M. Gaudin de Villaine demande à interpeller M. le Président du Conseil sur la participation au congrès socialiste de Londres de Ministres du Cabinet de la défense nationale. Sur la fixation de la date de la discussion de l'interpellation : MM. René Viviani, *Président du Conseil*, et Gaudin de Villaine. Retrait de l'interpellation [18 février] (A. t. I, p. 46 ; J.O., p. 37, 38).

2 — M. Henry Bérenger demande à interpeller le Gouvernement sur l'application de la loi du 5 août 1914 relative aux indiscrétions de presse en matière diplomatique et militaire. Ajournement de la fixation de la date de la discussion : MM. René Viviani, *Président du Conseil* et Henry Bérenger [28 octobre] (A. t. I, p. 637 ; J.O., p. 579).

3 — M. de Selves demande à interpeller le Gouvernement sur le moratorium des loyers. Sur la date de la discussion de l'interpellation : MM. de Selves, Touron, René Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [16 décembre] (A. t. I, p. 710 ; J.O., p. 656). Discussion : MM. de Selves, René Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Aimond, de Las Cases, Paul Strauss et Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Ordre du jour de MM. de Selves, Aimond, Peytral, Touron et plusieurs de leurs collègues. Adoption [22 décembre] (A. t. I, p. 726 ; J.O., p. 670 à 681).

ANNÉE 1916

1 — Demande d'interpellation de M. Cazeneuve sur les dangers pour la défense nationale de la notification du 15 octobre 1915, relative à la contrebande de guerre [13 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 9).

2 — M. Albert Peyronnet demande à interpeller M. le Ministre de la Guerre sur les mesures qu'il convient de prendre pour faire bénéficier de leur prêt les soldats permissionnaires [20 janvier] (A. t. I, p. 11; J.O., p. 15).

3 — M. Bepmale demande à interpeller M. le Ministre de la Guerre sur l'autorisation qui aurait été accordée à un prisonnier de quitter son camp d'internement [3 février] (A. t. I, p. 36; J.O., p. 37). M. Bepmale retire provisoirement son interpellation [3 mars] (A. t. I, p. 118; J.O., p. 116).

4 — M. Gaudin de Villaine demande à interpeller sur l'espionnage allemand en France et à Paris en particulier [3 mars] (A. t. I, p. 113; J.O., p. 112). Sur la fixation de la date de la discussion : MM. Malvy, *Ministre de l'Intérieur*, et Gaudin de Villaine [16 mars] (A. t. I, p. 151; J.O., p. 147). Discussion de l'interpellation : MM. Gaudin de Villaine, Malvy, *Ministre de l'Intérieur*. Ordre du jour de MM. Rouby, Vieu, Loubet, Trouillot et Dellestable. Ordre du jour pur et simple de M. Gaudin de Villaine. Retrait. Adoption de l'ordre du jour de MM. Rouby, Vieu, Loubet, Trouillot et Dellestable [23 mars] (A. t. I, p. 193; J.O., p. 185 à 196).

5 — M. Bepmale demande à interpeller le Gouvernement sur la direction imprimée à la défense nationale [29 juin] (A. t. I, p. 709; J.O., p. 644). Discussion de l'interpellation. Demandes de constitution du Sénat en comité secret [4 juillet] (A. t. I, p. 731; J.O., p. 665). Ordres du jour motivés présentés à la suite de la réunion du Sénat en comité secret : 1° de M. Debierre; 2° de MM. T. Steeg, Magny, Vieu, Saint-Germain, Loubet, Jonnart, Maurice Colin et Jean Codet. Retrait; 3° de M. Bepmale; 4° de MM. Couyba, Régismanset, Maurice-Faure, Eugène Lintilhac, Cazeneuve, Peytral, Ranson, Paul Strauss, Boudenoot, de Selves, Develle, Reynald, Maurice Colin, Maurice Ordinaire, Henry Chéron, Saint-Germain, Ratier, Jean Dupuy, Poirrier, Lourties, Touron, Brindeau, Boivin-Champeaux, Quesnel, Guillier, Lemarié, l'ami-ral de la Jaille, de Las Cases, Larère et Noël. Demande de priorité par M. Bepmale : M. Bepmale. Retrait de son ordre du jour. Demande de

priorité en faveur de l'ordre du jour de MM. Couyba, Régismanset et leurs collègues : M. Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Retrait par M. Debierre de son ordre du jour. Demande du vote par division sur l'amendement de MM. Couyba, Régismanset et leurs collègues. Dépôt d'une addition à l'ordre du jour de MM. Couyba, Régismanset et leurs collègues : MM. Léon Mougeot, Ernest Monis et le président. Adoption de l'addition. Vote sur l'ordre du jour de MM. Couyba, Régismanset et leurs collègues. Adoption des quatre premiers alinéas. Sur le 5^e alinéa : MM. Debierre, le président, Milliès-Lacroix. Adoption, au scrutin, du 5^e alinéa. Adoption successive des derniers alinéas. Sur l'ensemble : MM. de Lamarzelle, Debierre, Stéphen Pichon et Vieu. Adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'ordre du jour de MM. Couyba, Régismanset et leurs collègues [9 juillet] (A. t. I, p. 733 ; J.O., p. 667).

6 — M. Brager de La Ville-Moysan demande à interpeller M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie sur les mesures qu'il compte prendre à la suite de la taxation du son pour assurer dans la région de l'ouest l'approvisionnement de cette denrée et du bétail [12 octobre] (A. t. I, p. 905 ; J.O., p. 822). Interpellation retirée [27 octobre] (A. t. I, p. 957 J.O., p.).

7 — M. Fabien-Cesbron demande à interpeller M. le Ministre des Travaux publics sur la crise du charbon [26 octobre] (A. t. I, p. 922 ; J.O., p. 838). Fixation de la discussion au 19 décembre [14 décembre] (A. t. I, p. 0779 ; J.O., p. 1058).

8 — Demande d'interpellation de M. Servant sur la crise du charbon [10 novembre] (A. t. I, p. 989 ; J.O., p. 895). Fixation de la discussion au 19 décembre [14 décembre] (A. t. I, p. 1172 ; J.O., p. 1058).

9 — M. Le Hérisse demande à interpeller M. le Ministre du Commerce sur l'application des lois et décrets concernant la vente des sons [16 novembre] (A. t. I, p. 1026 ; J.O., p. 927).

10 — M. Henry Bérenger demande à interpeller sur la politique du Gouvernement en ce qui concerne la production nationale des matières premières et des forces motrices nécessaires à la guerre [17 novembre] (A. t. I, p. 1040 ; J.O., p. 939). Fixation de la discussion au 14 décembre [21 novembre] (A. t. I, p. 1070 ; J.O., p. 964). Interpellation retirée de l'ordre du jour [14 décembre] (A. t. I, p. 1172 ; J.O., p. 1058).

11 — M. Gaudin de Villaine demande à interpeller sur les mesures que le Gouvernement compte prendre afin de resserrer le blocus et

d'empêcher l'exportation des métaux français indispensables à la fabrication des canons et explosifs, ainsi que sur les enquêtes et instructions en cours [28 novembre] (A. t. I, p. 1107; J.O., p. 996). Fixation au 14 décembre de la discussion [5 décembre] (A. t. I, p. 1130; J.O., p. 1020). Fixation de la discussion reportée au 19 décembre après observations présentées par M. Gaudin de Villaine [14 décembre] (A. t. I, p. 1173; J.O., p. 1058). || 1917. Incident : MM. Malvy, *Ministre de l'Intérieur*, et Jénouvrier. MM. Gaudin de Villaine, Henry Bérenger et Gaston Menier. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance : MM. Denys Cochin, *Sous-Secrétaire d'État des Affaires étrangères*, et Caze neuve [25 mars] (A. t. I, p. 61; J.O., p. 56). Suite de la discussion. MM. Caze neuve, Denys Cochin, *Sous-Secrétaire d'État des Affaires étrangères*; Gaston Menier, Gaudin de Villaine. Ordre du jour de M. Gaudin de Villaine. Retrait. Adoption de l'ordre du jour pur et simple [26 janvier] (A. t. I, p. 76; J.O., p. 69).

12 — M. Debierre demande à interpeller sur le ravitaillement civil et en particulier sur la crise des transports et des charbons. Fixation ultérieure de la date de la discussion [30 novembre] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 1102). Fixation de la discussion au 19 décembre après observations de M. Debierre [14 décembre] (A. t. I, p. 1172; J.O., p. 1058). [L'interpellation a été discutée en comité secret.]

13 — MM. Clemenceau, Paul Doumer, Charles Humbert, Vallé, Richard, Charles Chabert, de Selves, Petitjean, Stéphen Pichon, Caze neuve, Lucien Cornet, Lourties, Henry Bérenger, Henry Chéron, Gavini, Millès-Lacroix, Lebert, Cauvin, Chapuis, Bonnefoy-Sibour, Le Hérissé, Jeanneney, Debierre, Paul Strauss, Gervais, Amic, de La Batut, Boudenoot et Gaston Menier demandent à interpeller sur la situation des armements et des fabrications de l'artillerie; la production des matières premières et des forces motrices; le ravitaillement et sur l'organisation et la conduite de la guerre. Fixation ultérieure de la date de la discussion [30 novembre] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 1002). Sur la date de la discussion : MM. Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*, et Henry Bérenger. Observation : M. Debierre [14 décembre] (A. t. I, p. 1172; J.O., p. 1058). Demande de jonction de l'interpellation de M. Clemenceau et plusieurs de ses collègues sur la situation des armements et des fabrications de l'artillerie, la production des matières premières et des forces motrices, le ravitaillement, et sur l'organisation et la conduite de la guerre : MM. Clemenceau et Henry Bérenger. Adoption. Demande de formation du Sénat en comité secret. Adoption [19 décembre] (A. t. I, p. 1187; J.O., p. 1071). [L'inter-

pellation a été discutée en comité secret.] Votes sur les ordres du jour : 1^o de MM. Aguillon, Astier, d'Aunay et plusieurs de leurs collègues. Demande de priorité ; 2^o de MM. Henry Chéron, Mougeot, Boudenoot et plusieurs de leurs collègues. Demande de priorité. Sur les ordres du jour : MM. Gaudin de Villaine, Mougeot, Debierre, l'amiral de la Jaille, Monsservin, Henry Chéron, Réveillaud et Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Demande de scrutin public à la tribune. Rejet. Vote sur la priorité en faveur de l'ordre du jour de MM. Aguillon, Astier, d'Aunay et plusieurs de leurs collègues. Rejet, au scrutin. Vote par division sur l'ordre du jour de MM. Henry Chéron, Mougeot, Boudenoot et plusieurs de leurs collègues. Adoption de la première partie. Adoption, au scrutin, de la deuxième partie. Adoption de la dernière partie. Adoption de l'ensemble de l'ordre du jour [23 décembre] (A. t. I, p. 1189 ; J.O., p. 1075).

14 — M. Cazeneuve demande à interpeller M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Inventions concernant la défense nationale, sur l'organisation du service de contrôle et d'exécution concernant les inventions intéressant la défense nationale. Fixation ultérieure de la date de la discussion [5 décembre] (A. t. I, p. 1130 ; J.O., p. 1020).

15 — M. Louis Martin demande à interpeller sur la nécessité de réaliser entre les alliés l'unité d'action dans la diversité des fronts et l'équivalence des effectifs. Fixation ultérieure de la date de la discussion [5 décembre] (A. t. I, p. 1147 ; J.O., p. 1034). Fixation de la discussion au 19 décembre [14 décembre] (A. t. I, p. 1172 ; J.O., p. 1058). [Cette interpellation a été discutée en comité secret.]

16 — MM. Henry Bérenger, Régismanset, Maurice Faure, Lintilhac, Cazeneuve, Couyba, Ranson et Fagot demandent à interpeller le Gouvernement sur sa politique militaire, diplomatique et économique, et sur les suites données par le Président du Conseil à l'ordre du jour par lequel le Sénat avait clos les débats du précédent comité secret. Fixation au 19 décembre de la discussion de l'interpellation [14 décembre] (A. t. I, p. 1172 ; J.O., p. 1057, 1058). MM. Henry Bérenger, Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* [19 décembre] (A. t. I, p. 1181 ; J.O., p. 1066).

17 — M. d'Estournelles de Constant demande à interpeller sur les responsabilités du Gouvernement dans les surprises de la guerre sous-marine [19 décembre] (A. t. I, p. 1180 ; J.O., p. 1065). || 1917. Discussion de l'interpellation : MM. d'Estournelles de Constant, l'amiral Lacaze,

Ministre de la Marine ; Genet, Perreau, Monis et Peytral. Adoption de l'ordre du jour pur et simple [1^{er} février] (A. t. I, p. 112 ; J.O., p. 100).

18 — M. Cazeneuve demande à interpellier sur l'organisation des services de contrôle et d'exécution concernant les inventions intéressant la défense nationale [19 décembre] (A. t. I, p. 1180 ; J.O., p. 1065).

19 — M. Léon Mougeot demande à interpellier M. le Ministre de l'Intérieur sur les mesures qu'il compte prendre contre les fonctionnaires de son département dont la défaillance est nuisible à la défense nationale (A. t. I, p. 1193 ; J.O., p. 1078).

ANNÉE 1917

1 — M. Louis Martin demande à interpellier sur la crise des monts-de-piété. Fixation ultérieure de la date de la discussion [11 janvier] (A. t. I, p. 6 ; J.O., p. 7).

2 — M. Astier demande à interpellier sur les mesures prises pour la rééducation professionnelle des blessés et mutilés de la guerre. Fixation ultérieure de la date de discussion [12 janvier] (A. t. I, p. 9 ; J.O., p. 11). Discussion : MM. Astier et Roden, *Sous-Secrétaire du Travail et de la Prévoyance sociale*. Ordre du jour de MM. Astier, Ribière et Paul Strauss. Adoption [6 juillet] (A. t. I, 829 ; J.O., p. 720).

3 — MM. Poirrier, Paul Strauss, Ranson, Mascuraud, Barbier, Gervais, Steeg et Magny demandent à interpellier sur l'approvisionnement en charbon des usines, des services publics et de la population civile du département de la Seine. Fixation ultérieure de la date de la discussion [25 janvier] (A. t. I, p. 73 ; J.O., p. 66). Discussion : MM. Paul Strauss, Poirson, Perchot, Aimond et Herriot, *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Ravitaillement*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [8 février] (A. t. I, p. 138 ; J.O., p. 121). Suite de la discussion : MM. Peytral, Servant, Debierre, Léon Barbier, Chapuis, Gaudin de Villaine, Gaston Menier, Bienvenu Martin et Herriot, *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Ravitaillement*. Ordres du jour motivés : le 1^{er}, de MM. Debierre, Petitjean, Servant et Henry Bérenger ; le 2^e, de MM. Poirson et Aimond. Demande de l'ordre du jour pur et simple. Sur les ordres du jour : MM. Paul Strauss, Monis, Henry Bérenger, Peytral, Vieu, Astier, Poirson, le Ministre des Travaux publics, Milliès-Lacroix et Henry Bérenger. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour pur et simple [9 février] (A. t. I, p. 160 ; J.O., p. 141).

4 — MM. Poirson et Aimond demandent à interpeller sur l'inefficacité des mesures prises pour parer à la crise du charbon dans le département de Seine-et-Oise. Fixation ultérieure de la date de la discussion [30 janvier] (A. t. I, p. 96; J.O., p. 85). (Interpellation jointe à celle de MM. Poirrier et Strauss, etc.)

5 — MM. Perchot et Lhopiteau demandent à interpeller sur la politique économique du Gouvernement. Fixation ultérieure de la discussion [1^{er} mars] (A. t. I, p. 297; J.O., p. 257).

6 — MM. Monis, Courrégelongue et Chastenet demandent à interpeller le Ministre de l'Agriculture sur les conséquences de l'arrêt d'une usine fabriquant du sulfate de cuivre nécessaire au vignoble français. Fixation de la date de la discussion au jeudi 22 mars [15 mars] (A. t. I, p. 321; J.O., p. 280). L'interpellation est retirée [29 mars] (A. t. I, p. 407; J.O., p. 353).

7 — M. Debierre demande à interpeller sur la manière dont a été préparée et conduite l'opération du 16 avril 1917 et les sanctions prises à l'égard des responsables. Sur la date de la discussion : MM. Ribot *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*, et Debierre. Ajournement de la date de la discussion [15 mai] (A. t. I, p. 483; J.O., p. 418).

8 — M. Perchot demande à interpeller sur la politique économique du Gouvernement et en particulier sur le ravitaillement général du pays [15 mai] (A. t. I, p. 488; J.O., p. 421). Discussion : MM. Perchot et Maurice Viollette, *Ministre du Ravitaillement général et des Transports maritimes*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [1^{er} juin] (A. t. I, p. 551; J.O., p. 479). Suite de la discussion : MM. Darbot, Bepmale, Paul Le Roux et Martinet. Renvoi de la discussion au jeudi 7 juin [5 juin] (A. t. I, p. 572; J.O., p. 497). Fin de la discussion : MM. Servant, Léon Barbier, Monis, Maurice Viollette, *Ministre du Ravitaillement général et des Transports maritimes*; le comte de Saint-Quentin, Limon et Paul Le Roux. Ordre du jour de MM. Perchot et plusieurs de ses collègues : M. Perchot. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Perchot et ses collègues [7 juin] (A. t. I, p. 594; J.O., p. 518).

9 — M. Jénouvrier demande à interpeller sur la présence du Ministre de l'Intérieur dans le comité de guerre. MM. Jénouvrier et Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Ordre du jour motivé de M. Jénouvrier : M. le Président du Conseil. Demande l'ordre du jour pur et simple. Adoption [5 mai] (A. t. I, p. 483; J.O., p. 418).

10 — M. Louis Quesnel demande à interpellier sur la coordination des divers ministères pour assurer la main-d'œuvre agricole. Sur la date de la discussion : MM. Louis Quesnel et Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Fixation de la discussion au vendredi 18 mai [15 mai] (A. t. I, p. 487; J.O., p. 421). Discussion : MM. Quesnel, Albert Peyronnet, André Lebert, Poirson, Henry Bérenger, Léon Barbier, Fernand David, *Ministre de l'Agriculture*; Maurice Jolin, Gaston Menier et Jeanneney. Ordre du jour de MM. Quesnel, Brindeau, Rouland et Leblond. Sur l'ordre du jour : M. Ribot, *président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Adoption de l'ordre du jour [18 mai] (A. t. I, p. 507; J.O., p. 441).

11 — M. G. Chastenet demande à interpellier relativement au fonctionnement des téléphones [1^{er} juin] (A. t. I, p. 551; J. O., p. 479). Jonction des deux interpellations de M. Guillaume Chastenet sur le service des téléphones et sur la thésaurisation des billets de banque à la discussion des propositions de loi relatives au service des comptes courants et chèques postaux [5 juin] (A. t. I, p. 572; J.O., p. 497). Discussion : MM. Guillaume Chastenet et Joseph Thierry, *Ministre des Finances*. Ordre du jour de M. Guillaume Chastenet. Adoption [29 juin] (A. t. I, p. 787; J.O., p. 684).

12 — M. G. Chastenet demande à interpellier relativement à la thésaurisation des billets de banque [1^{er} juin] (A. t. I, p. 551; J.O., p. 479).

13 — MM. Régismanset, Touron, Boudenoot, l'amiral de la Jaille, Henry Chéron et Henry Bérenger demandent à interpellier le Gouvernement, sur l'attitude qu'il compte prendre relativement au projet de conférence de Stockholm. Fixation ultérieure de la date de la discussion. [1^{er} juin] (A. t. I, p. 570; J.O., p. 494). Discussion : MM. Régismanset et Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Demande de formation du Sénat en comité secret. Adoption. Suspension de la séance. Reprise de la séance. Ordre du jour de MM. Combes, Régismanset, Boudenoot, de la Jaille, Touron, Henry Chéron et Henry Bérenger. Sur l'ordre du jour : MM. Ournac et Touron. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour [6 juin] (A. t. I, p. 587; J.O., p. 511).

14 — M. Debierre demande à interpellier le Gouvernement sur le fonctionnement du service de santé à l'offensive du 16 avril. Sur la date de la discussion : MM. Justin Godart, *Sous-Secrétaire d'État du Service de santé*; Debierre et Bourgeois, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Fixation de la date de la discussion remise à la prochaine séance [22 mai] (A. t. I, p. 521; J. O., p. 453). Fixation au

mardi 3 juillet de la discussion de l'interpellation [26 juin] (A. t. I, p. 742; J.O., p. 646). Ajournement de la discussion [3 juillet] (A. t. I, p. 797; J.O., p. 693). Discussion : M. Debierre. Demande de formation du Sénat en comité secret. Adoption [19 juillet] (A. t. I, p. 851; J.O., p. 741). Suite de la discussion. Ordres du jour : le 1^{er}, de MM. Eugène Lintilhac, Couyba et plusieurs de leurs collègues ; le 2^e, de M. Boudenoot : MM. Debierre, Justin Godart, *Sous-Secrétaire d'État du Service de santé*; Perchot, Painlevé, *Ministre de la Guerre*; Clemenceau, Malvy, *Ministre de l'Intérieur*, et Maurice Faure. Clôture de la discussion. Demande de priorité sur l'ordre du jour de MM. Eugène Lintilhac, Couyba et plusieurs de leurs collègues : M. Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Affaires étrangères*. Suspension et reprise de la séance. Ordre du jour de MM. Lintilhac, Couyba, Boudenoot, Touron et de la Jaille. Sur l'ordre du jour : M. Debierre. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de MM. Lintilhac, Couyba, Boudenoot, Touron et de la Jaille [22 juillet] (A. t. I, p. 856; J.O., p. 745).

15 — M. Etienne Flandin demande à interpeller sur l'internement de mineures à la prison de Saint-Lazare par suite du refus du service de santé de remettre les locaux de Fresnes à l'administration pénitentiaire. Sur la date de la discussion : MM. Justin Godart, *Sous-Secrétaire d'État du service de santé*, et Etienne Flandin. Fixation de la discussion à une prochaine séance [3 août] (A. t. I, p. 1004; J.O., p. 868).

16 — M. Vidal de Saint-Urbain demande à interpeller sur les mesures à prendre pour mettre fin à l'occupation des collèges libres de Saint-Affrique et d'Espalion par un groupe d'internés. Fixation ultérieure de la date de la discussion [18 septembre] (A. t. I, p. 1043; J.O., p. 900).

17 — M. Martinet demande à interpeller M. le Ministre du Ravitaillement sur l'application, en ce qui concerne l'agriculture, des décrets des 13 et 31 juillet et 5 septembre 1917, ainsi que sur la loi du 3 août 1917. Fixation ultérieure de la date de la discussion [26 septembre] (A. t. I, p. 1050; J.O., p. 911). Fixation de la date de la discussion au mardi 20 novembre [8 novembre] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 968).

18 — M. Chastenet demande à interpeller sur la politique budgétaire du Gouvernement. Fixation ultérieure de la date de la discussion [29 septembre] (A. t. I, p. 1065; J.O., p. 924). Discussion jointe au projet de douzièmes provisoires de 1918 [18 décembre] (A. t. I, p. 1281; J.O., p. 1116). (Voir discussion générale des crédits provisoires pour le 1^{er} trimestre 1918) (A. t. I, p. 1347; J.O., p. 1175).

19 — M. Louis Martin demande à interpellier sur la crise ministérielle et la politique générale du Gouvernement [25 octobre] A. t. I, p. 1086; J.O., p. 945).

20 — M. Pérès demande à interpellier sur les raisons qui ont motivé le remplacement de M. le Ministre des Affaires étrangères [26 octobre] (A. t. I, p. 1100; J.O., p. 959).

21 — M. Perchot demande à interpellier sur les projets du Gouvernement concernant l'action économique de l'Entente. Fixation ultérieure de la date de la discussion [8 novembre] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 968).

22 — M. Martinet demande à interpellier sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour concilier l'exercice du ravitaillement avec le relèvement de l'agriculture. Fixation ultérieure de la date de la discussion [20 novembre] (A. t. I, p. 1128; J.O., p. 984). Discussion: MM. Martinet et Henri-Michel. Jonction de l'interpellation de M. Bepmale sur la légalité du décret du 30 novembre 1917, concernant la consommation du pain et la réquisition des céréales, et sur l'arrêté du 1^{er} décembre y relatif: MM. Bepmale, Dominique Delahaye et Simonet [17 décembre] (A. t. I, p. 1244; J.O., p. 1085). MM. Darbot, Leblond, Louis Martin, Ernest Monis, Perchot, Gaston Menier, Albert Peyronnet, Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement*; Lhopiteau, Bepmale. Ordres du jour: le 1^{er}, de MM. Ernest Monis, Jules Develle et Perchot: le 2^e, de MM. Perreau, Simonet, Léon Barbier et Couyba. Retrait. Adoption de l'ordre du jour de MM. Ernest Monis, Jules Develle et Perchot [18 décembre] (A. t. I, p. 1262; J.O., p. 1101).

23 — M. Louis Martin demande à interpellier M. le Sous-Secrétaire d'Etat du service de santé, sur l'organisation de la lutte contre la tuberculose dans l'armée. Fixation de la discussion au jeudi 13 décembre [23 novembre] (A. t. I, p. 1134; J.O., p. 989). Discussion: Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. MM. Louis Martin, Justin Godart, *Sous-Secrétaire d'Etat du service de santé du Ministère de la Guerre*; Léon Bourgeois, Jénouvrier et Goy. Ordre du jour de MM. Louis Martin, Beauvisage, Cazeneuve, Jénouvrier, Decker-David, Lintilhac, Fagot, Butterlin, Boivin-Champeaux, Cuvinot, Gravin, Larère, Ordinaire, Cabart-Danneville et Gentilliez. Sur l'ordre du jour: MM. Louis Martin et Justin Godart, *Sous-Secrétaire d'Etat du service de santé*. Addition de M. Dominique Delahaye. Adoption de l'ordre du jour [14 décembre] (A. t. I, p. 1226; J.O., p. 1069).

24 — M. Vidal de Saint-Urbain demande à interpellier M. le Ministre de l'Intérieur, sur l'occupation par un groupe d'internés des établissements d'enseignement secondaire libres du département de l'Aveyron. Fixation ultérieure de la date de la discussion [23 novembre] (A. t. I, p. 1134; J.O., p. 990).

25 — M. Bepmale demande à interpellier sur la légalité du décret du 30 novembre 1917 relatif à la consommation du pain et à la réquisition des céréales et sur l'arrêté du 1^{er} décembre y relatif. Fixation ultérieure de la date de la discussion [7 décembre] (A. t. I, p. 1166; J.O., p. 1017).

26 — M. Louis Martin demande à interpellier sur l'organisation de la lutte antisiphilitique. — Fixation ultérieure de la date de la discussion [22 décembre] (A. t. I, p. 1330; J.O., 1159).

INTERPRÈTES MILITAIRES. — Voir Armée, § VII, 5.

INVENTIONS INTÉRESSANT LA DÉFENSE NATIONALE. —

1915. Projet de loi relatif aux inventions intéressant la défense nationale, déposé à la Chambre le 28 octobre; rapport de M. Landry le 3 décembre; adopté le 10 décembre; déposé au nom de M. le Ministre de la Guerre, de M. le Ministre de la Marine, de M. le Ministre du Commerce, des Postes et des Télégraphes, de M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Inventions intéressant la défense nationale. Renvoi à la Commission de l'armée [16 décembre] (A. t. I, p. 708; J.O., p. 654; I. n° 434). M. Astier dépose le rapport [29 décembre] (A. t. I, p. 822; J.O., p. 751; I. n° 488). || 1916. 1^{re} délibération. Communication de deux décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Reynald, Astier, rapporteur; Clémentel, *Ministre du Commerce*; Aimond, de Las Cases. Demande de renvoi à la Commission. Adoption [27 janvier] (A. t. I, p. 28; J.O., p. 29). M. Astier dépose un rapport supplémentaire [17 février] (A. t. I, p. 64; J.O., p. 65; I. n° 55). Suite de la discussion. Discussion des articles: MM. Aimond, Painlevé, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Inventions intéressant la défense nationale*. Amendement de M. Dominique Delahaye, non soutenu. Adoption de l'article premier. Article 2: Amendement de M. de Las Cases. Retrait. Adoption de l'article 2. Article 3: MM. Reynald, Louis Martin, le Ministre, Astier, rapporteur. Adoption de l'article 3. Articles 4 et 5. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [17 mars] (A. t. I, p. 174; J.O., p. 168). Promulgation (J.O., 14 avril, p. 3140).

ISLE (l'/-sur-Sorgues) (Vaucluse). — Voir Octrois, 88.

JEUNES GENS AYANT CONTRACTÉ UN ENGAGEMENT VOLONTAIRE. — Voir Armée, § VII, 12.

JUGES DE PAIX (Décisions des). — 1915. Proposition de loi tendant à étendre le cas d'admission des demandes en cassation contre les décisions des juges de paix, déposée à la Chambre le 12 juin 1914; rapport de M. Lémery le 18 mai 1915; adoptée le 29 juin; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [8 juillet] (A. t. I, p. 372; J.O., p. 336; I. n° 236). Commission: 1^{er} bureau, M. Maurice Colin; 2^e bureau, M. Boivin-Champeaux; 3^e bureau, M. Gabrielli; 4^e bureau, M. Loubet; 5^e bureau, M. Guillaume Poulle; 6^e bureau, M. Lemarié; 7^e bureau, M. Catalogne; 8^e bureau, M. Brindeau; 9^e bureau, M. Jean Codet (J.O., p. 5075; F. 33). Président, M. Lemarié; Secrétaire, M. Loubet; Rapporteur, M. Boivin-Champeaux (J.O., p. 5104; F. 34). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [25 novembre] (A. t. I, p. 666; J.O., p. 611; I. n° 400). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption. Observations: MM. Boivin-Champeaux, René Viviani, *Garde des Sceaux* (A. t. I, p. 719; J.O., p. 662). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 9455).

JURY CRIMINEL. — 1915. Projet de loi maintenant pour 1915, dans certains départements, la liste du jury criminel, dressée pour 1914, déposée à la Chambre le 23 décembre 1914; rapport de M. Pierre Berger le 19 janvier 1915; adopté le 28 janvier; déposé par M. le Ministre de la Justice. Renvoyé à la Commission des finances [28 janvier] (A. t. I, p. 19; J.O., p. 14; I. n° 14). M. Trouillot dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Demande de discussion immédiate. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [4 février] (A. t. I, p. 32; J.O., p. 25; I. n° 25). Adoption du projet de loi [5 février] (A. t. I, p. 40; J.O., p. 33). Promulgation (J.O., 7 février, p. 620).

JUSTICES DE PAIX (Fonctionnement pendant la guerre des). — 1915. Projet de loi concernant le fonctionnement des justices de paix pendant la guerre, déposé à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Pierre Berger le 5 mars; adopté le 18 mars 1917; déposé par M. le *Garde des Sceaux* et par M. le *Ministre des Finances*. Renvoi à la Commission nommée le 27 novembre 1910 et relative aux recrutements et à l'avancement des juges de paix [18 mars] (A. t. I, p. 122; J.O., p. 107; I. n° 110). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport

[1^{er} avril] (A. t. I, p. 194; J.O., p. 172; I. n^o 127). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [3 avril] (A. t. I, p. 216; J.O., p. 192). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 1900).

JUVISY-SUR-ORGE (Seine-et-Oise). — Voir Octrois, 89.

KERLOUAN (Finistère). — Voir Octrois, 90.

KÉRIADO (Morbihan). — Voir Octrois, 91.

LAIGLE (Orne). — Voir Octrois, 92.

LAIS DE MER (Cession de). — Voir Deauville (Calvados).

LAMBÉZELLEC (Finistère). — Voir Octrois, 93.

LAMPAUL-PLOUDALMÉZEAU (Finistère). — Voir Octrois, 94.

LANDERNEAU (Finistère). — Voir Octrois, 95.

LANDIVISIAU (Finistère). — Voir Octrois, 96.

LANESTER (Morbihan). — Voir Octrois, 97.

LÉGATION DE FRANCE A SÉOUL (Corée). — Voir : Vente de l'immeuble de la Légation de France à Séoul.

LÉGION ÉTRANGÈRE. — Voir Engagements (Suppression des).

LÉGION D'HONNEUR. — Voir Décorations.

LE MANS A ALENÇON. — Voir Chemins de fer, 17.

LESNEVEN (Finistère). — Voir Octrois, 98.

LETTRE DE CHANGE. — Voir Code de commerce, 2.

LIGNY-LE-RIBAUT A NEUNG-SUR-BEUVRON. — Voir Chemins de fer, 2.

LIMEIL-BRÉVANNES (Seine-et-Oise). — Voir Octrois, 99.

LIN ET CHANVRE (Encouragement à la culture du). — 1916. Projet de loi ayant pour objet de proroger pour une durée de six ans

la loi du 9 avril 1910 accordant des encouragements à la culture du lin et du chanvre, déposé à la Chambre le 2 mars; rapport de M. Gaston Galpin, le 6 avril; adopté le 21 avril; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des finances [18 mai] (A. t. I, p. 428; J.O., p. 392; I. n° 201). M. Develle dépose le rapport [15 juin] (A. t. I, p. 609; J.O., p. 551; I. n° 234). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Article premier : MM. Jules Develle, rapporteur, et Méline, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Articles 2 et 3. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [26 juin] (A. t. I, p. 651; J.O., p. 594). M. Méline, *Ministre de l'Agriculture*, dépose le projet de loi modifié par la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [14 septembre] (A. t. I, p. 855; J.O., p. 773; I. n° 326). M. Jules Develle dépose le rapport [21 septembre] (A. t. I, p. 868; J.O., p. 789; I. n° 343). Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger pour une durée de six ans la loi du 9 avril 1910 accordant des encouragements à la culture du lin et du chanvre. Adoption des articles 1, 2 et 3 et de l'ensemble du projet de loi [12 octobre] (A. t. I, p. 905; J.O., p. 823). Promulgation (J.O., 27 octobre, p. 937).

LIVRET D'ASSURANCES SOCIALES (Création d'un). — Voir Assurances sociales.

LOCATAIRES (Expulsion des). — Voir Code civil, 13.

LOCQUÉNOLE (Finistère). — Voir Octrois, 100.

LOCTUDY (Finistère). — Voir Octrois, 101.

LOI DU 21 JUIN 1865. — Voir Conseils de préfecture.

LOI DU 24 JUILLET 1889. — Voir Enfants maltraités.

LOI DU 19 JUILLET 1889. — Voir Propriété bâtie.

LOI DU 2 AVRIL 1914. — Voir Cautionnement des ouvriers.

LOI DU 10 AVRIL 1915. — Voir Assurance obligatoire.

LOI MUNICIPALE (Modification de l'article 75). — Proposition de loi tendant à modifier l'article 75 de la loi municipale du 5 avril 1884 (création des postes d'adjoints spéciaux), déposée à la Chambre le

18 mai ; rapport de M. Bonnevey, le 29 juin ; adoptée le 7 octobre ; transmise par M. la Président de la Chambre. Renvoi à la Commission nommée le 14 juin 1910, relative à l'organisation départementale et communale [8 octobre] (A. t. I, p. 608 ; J.O., p. 547 ; I. n° 341).

LOIR-ET-CHER (Tramways). — Voir Chemins de fer, 9.

LOIRET (Tramways). — Voir Chemins de fer, 9.

LOOS (Nord). — Voir Octrois, 102.

LOPERHET (Finistère). — Voir Octrois, 103.

LORIENT. — Voir Octrois, 104 et 105.

LOUP (Périmètre du). — Voir Terrains en montagne, année 1917, 4.

LOURDES A BAGNÈRES-DE-BIGORRE. — Chemins de fer, 8 et 15.

LOUVIERS (Eure). — Voir Octrois, 106.

LOYERS. — Voir Baux à loyer.

LUÇON (Vendée). — Voir Octrois, 107.

LYON (Ville de). — 1915. Projet de loi tendant à l'établissement à Lyon, d'une taxe supplémentaire sur les spectacles en faveur des œuvres municipales créées pendant la guerre, déposé à la Chambre le 11 novembre ; rapport de M. Edouard Andrieu, le 26 novembre ; adopté le 2 décembre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local [2 décembre] (A. t. I, p. 686 ; J.O., p. 632 ; Fa. 45, n° 203). M. Monnier dépose le rapport [8 octobre] (A. t. I, p. 697 ; J.O., p. 642 ; Fa. 50, n° 222). Discussion du projet de loi. Discussion générale : MM. Herriot, Aimond, Peytral. Renvoi du projet à la Commission [22 décembre] (A. t. I, p. 760 ; J.O., p. 669). Adoption. [24 décembre] (A. t. I, p. 760 ; J.O., p. 700). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 9604).

LYON (Hospices de la ville de). — Projet de loi tendant à autoriser les hospices civils de Lyon à contracter un emprunt de 2 millions de francs, déposé à la Chambre le 27 janvier ; rapport de M. Talon, le 15 septembre ; adopté le 22 septembre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local [26 septembre] (A. t. I, p. 876 ; J.O., p. 797 ; Fa. 12, n° 41). M. Monnier dépose le rap-

port [28 septembre] (A. t. I, p. 899; J.O., p. 818; Fa. 13, n° 42). Adoption [26 octobre] (A. t. I, p. 923; J.O., p. 839). Promulgation (J.O., 28 octobre, p. 9403).

LYON (Ville de). — Voir Acte administratif passé entre l'Etat et la ville de Lyon.

MAGISTRATS (Mise à la retraite des). — 1915. Projet de loi portant abrogation de l'article 3 du décret du 1^{er} mars 1852, concernant la mise à la retraite des magistrats, déposé à la Chambre le 20 août; rapport de M. Chavoix le 16 septembre; adopté le 16 septembre; déposé par M. le Garde des Sceaux. Renvoi à la Commission des finances [25 septembre] (A. t. I, p. 566; J.O., p. 510; I. n° 325). M. Trouillot dépose le rapport [28 octobre] (A. t. I, p. 637; J.O., p. 579; I. n° 362). Adoption du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [3 novembre] (A. t. I, p. 649; J.O., p. 591). || 1916. Dépôt du projet de loi modifié par la Chambre des Députés [25 février] (A. t. I, p. 87; J.O., p. 91; I. n° 67). M. G. Trouillot dépose le rapport [11 avril] (A. t. I, p. 300; J.O., p. 281; I. n° 150). Discussion. Article unique : amendement de M. Etienne Flandin. M. Georges Trouillot, rapporteur. Adoption. Adoption de l'article unique modifié [26 juin] (A. t. I, p. 651; J.O., p. 595). Promulgation (J.O., 29 juillet, p. 6715).

MAGNAC-LAVAL (Haute-Vienne). — Voir Octrois, 108.

MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE. — 1917. Proposition de loi sur la main-d'œuvre agricole. Déposée par MM. Larère et de Lamarzelle. Renvoi à la Commission relative à l'organisation économique du pays pendant et après la guerre [28 mars] (A. t. I, p. 360; J.O., p. 313; I. n° 112).

MALADIES CONTRACTÉES PENDANT LA GUERRE. — Voir Cure thermale.

MALO-LES-BAINS (Nord). — Voir Octrois, 109.

MANDATS-POSTAUX ADRESSÉS AUX TROUPES FRANÇAISES EN ORIENT. — 1916. Proposition de loi concernant les mandats postaux adressés aux troupes françaises de terre et de mer en Orient, déposée à la Chambre le 23 décembre 1915; rapport de M. Paul Ribeyre le 28 décembre; adoptée le 27 janvier 1916; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des finances [3 février] (A. t. I, p. 36; J.O., p. 37; I. n° 26). M. Dupont dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate pronon-

cée. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [17 février] (A. t. I, p. 52; J.O., p. 55; I. n° 50). Promulgation (J.O., 1^{er} mars, p. 1644).

MANOSQUE (Basses-Alpes). — Voir Octrois, 110.

MANS (Le) (Sarthe). — Voir Octrois, 111.

MARCHANDISES ÉTRANGÈRES. — Voir Douanes, 15.

MARCHANDISES D'ORIGINE OU DE PROVENANCE ALLEMANDE OU AUSTRO-HONGROISE. — Voir Douanes, 7.

MARCHANDS DE VINS EN GROS DE PARIS

1 — 1916. Projet de loi tendant à proroger le délai imparti aux marchands de vins en gros de Paris pour le transport de leur commerce en dehors de cette ville, déposé à la Chambre le 21 décembre 1915; rapport de M. Perreau-Pradier le 4 avril 1916; adopté le 12 avril; déposé par M. le Ministre du Travail [20 avril] (A. t. I, p. 394; J.O., p. 360; I. n° 176). Commission : 1^{er} bureau, M. Loubet; 2^e bureau, M. Courrégelongue; 3^e bureau, M. Lourties; 4^e bureau, M. Poirrier; 5^e bureau, M. Magny; 6^e bureau, M. Capéran; 7^e bureau, M. Ranson; 8^e bureau, M. de Las Cases; 9^e bureau, M. Steeg [19 mai] (J.O., p. 4450; F. 28). Président, M. Poirrier; Rapporteur, M. Steeg (J.O., p. 4626; F. 29). M. Steeg dépose le rapport [23 mai] (A. t. I, p. 476; J.O., p. 435; I. n° 211). Adoption [25 juillet] (A. t. I, p. 787; J.O., p. 698). Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 6748).

2 — 1917. Projet de loi tendant à proroger le délai imparti aux marchands de vins en gros de Paris pour le transfert de leur commerce en dehors de cette ville, déposé à la Chambre le 25 septembre; rapport de M. Perreau-Pradier le 9 novembre; adopté le 28 novembre; déposé par le Ministre des Finances [6 décembre] (A. t. I, p. 1156; J.O., p. 1010; I. n° 402). Commission : 1^{er} bureau, M. Dupont; 2^e bureau, M. Mascuraud; 3^e bureau, M. Maurice Ordinaire; 4^e bureau, M. Butterlin; 5^e bureau, M. Magny; 6^e bureau, M. Albert Peyronnet; 7^e bureau, M. Pontaille; 8^e bureau, M. Laurent Thiéry; 9^e bureau, M. Steeg (J.O., p. 10464; F. 83). Président, M. Butterlin; secrétaire, M. Magny (J.O., p. 10491; F. 84). M. Magny dépose le rapport [22 décembre] (A. t. I, p. 1330; J.O., p. 1160; I. n° 436). Adoption [30 décembre; (A. t. I, p. 1333; J.O., p. 1205). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1918, p. 39).

MARCHÉS ADMINISTRATIFS. — 1916. Projet de loi relatif à l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement pour les marchés

administratifs ayant exclusivement pour objet l'approvisionnement de la population en vivres ou en moyens de chauffage, déposé à la Chambre le 11 avril; rapport de M. Georges Lugol le 30 juin; adopté le 18 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 295). M. Aimond dépose le rapport [25 juillet] (A. t. I, p. 784; J. O., p. 712; I. n° 300). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 juillet] (A. t. I, p. 823; J. O., p. 745). Promulgation (J. O., 30 juillet, p. 6754).

MARCHÉS A LIVRER ET AUTRES CONTRATS COMMERCIAUX. — 1917. Proposition de loi relative aux marchés à livrer et autres contrats commerciaux conclus avant la guerre, déposé à la Chambre le 22 février 1916; rapport de M. Failliot le 28 mars; adopté le 19 juillet 1917; transmis par M. le Président de la Chambre [27 juillet] (A. t. I, p. 888; J. O., p. 772; I. n° 272). Commission: 1^{er} bureau, M. Louis Martin; 2^e bureau, M. Martinet; 3^e bureau, M. Colin; 4^e bureau, M. Genet; 5^e bureau, M. Touron; 6^e bureau, M. Reynald; 7^e bureau, M. Leblond; 8^e bureau, M. Guillier; 9^e bureau, M. Boivin-Champeaux (J. O., p. 6063; F. 57). Président, M. Boivin-Champeaux; Secrétaire, M. Touron (J. O., p. 7752; F. 61). M. Guillier dépose le rapport [29 novembre] (A. t. I, p. 1141; J. O., p. 996; I. n° 394). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des huit articles et de l'ensemble de la proposition de loi [14 décembre] (A. t. I, p. 1240; J. O., p. 1081). Promulgation (J. O., 23 janvier 1918, p. 837).

MARCHÉS PASSÉS PENDANT LA GUERRE. — 1917. M. Perchot dépose deux rapports: le 1^{er} sur les marchés de projectiles (I. n° 70), le 2^e sur la mobilisation industrielle en France et en Angleterre (I. n° 7) [8 mars] (A. t. I, p. 302; J. O., p. 261). M. Genet dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner les marchés qui auront été passés par le Gouvernement pendant la guerre (marchés des services de la marine — marchés de farine passés en 1914) [22 mars] (A. t. I, p. 346; J. O., p. 301; I. n° 98). M. A. Lebert dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner les marchés qui auront été passés par le Gouvernement pendant la guerre (marchés de conserves de viandes dites « Bœuf assaisonné » passés avec l'industrie métropolitaine) [6 juin] (A. t. I, p. 587; J. O., p. 511; I. n° 190). M. Milliès-Lacroix dépose un rapport relatif aux marchés de tubes d'acier passés avec la Société métallurgique de Montbard-Aulnoye [19 juillet] (A. t. I, p. 850; J. O., p. 740; I. n° 257).

Voir Résolution (Projets de).

MARIAGE. — Voir Code civil, 9. — Oppositions au mariage. Voir Code civil, 16. — Témoins du mariage. Voir Code civil, 17. — Mariage (Modification de l'article 73 du Code civil). Voir Code civil, 18.

MARIAGE DES ENFANTS DONT LES ASCENDANTS SONT DEMEURÉS EN TERRITOIRE OCCUPÉ PAR L'ENNEMI. — 1916.

Proposition de loi tendant à faciliter le mariage des enfants dont les ascendants sont demeurés en territoire occupé par l'ennemi, déposée à la Chambre le 1^{er} février; rapport de M. Viollette le 7 mars; adoptée le 23 mars; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission relative aux formalités du mariage [30 mars] (A. t. I, p. 213; J.O., p. 202; I. n° 135). M. Catalogne dépose le rapport [15 avril] (A. t. I, p. 367; J.O., p. 337; I. n° 164). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [15 juin] (A. t. I, p. 592; J.O., p. 537). Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 6616).

MARIAGE DES MILITAIRES PAR PROCURATION. — 1915.

Projet de loi ayant pour objet de permettre, en temps de guerre, le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux, déposé par M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine et par M. le Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier plusieurs dispositions légales relatives au mariage [18 février] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 36; I. n° 37). M. Catalogne dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 98; J.O., p. 86; I. n° 82). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Catalogne, rapporteur; Maurice Colin. Article premier. Amendement (disposition additionnelle) de M. Herriot : MM. Herriot, le Rapporteur, Aristide Briand, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Adoption de l'amendement et de l'article premier modifié. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [18 mars] (A. t. I, p. 119; J.O., p. 105 à 107). Promulgation (J.O., 40 avril, p. 2051). — 1917. Projet de loi complétant et modifiant la loi du 19 août 1915 qui a étendu aux militaires et marins prisonniers de guerre, les dispositions de la loi du 4 avril 1915 sur le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux, déposé à la Chambre le 28 juillet; rapport de M. Chavoix le 28 septembre, adopté le 13 novembre; déposé par le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, le *Garde des Sceaux*, Ministre de la Justice, le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre de la Marine, le Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Colonies [6 décembre] (A. t. I, p. 1156; J.O., p. 1010; I. n° 405).

MARIAGE PAR PROCURATION DES MILITAIRES ET MARINS PRISONNIERS DE GUERRE. — Projet de loi étendant aux militaires et marins prisonniers de guerre les dispositions de la loi du 4 avril 1915 sur le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux, déposé au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, de M. le Ministre de la Guerre, de M. le Ministre de la Marine, de M. le Ministre de l'Intérieur, de M. le Ministre des Colonies et de M. le Garde des Sceaux. Renvoi à la Commission ayant pour objet de modifier plusieurs dispositions légales relatives au mariage [29 juillet] (A. t. I, p. 444; J.O., p. 400; I. n° 273). M. Catalogne dépose le rapport [10 août] (A. t. I, p. 506; J.O., p. 454; I. n° 299). Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Catalogne sur le projet de loi étendant aux militaires et marins prisonniers de guerre les dispositions de la loi du 4 avril 1915 sur le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [11 août] (A. t. I, p. 548; J.O., p. 489). Promulgation (J.O., 20 août, p. 5827).

MARINE

1 — 1915. Projet de loi relatif à l'avancement en temps de guerre dans les corps d'officiers de marine, déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. Hennessy, le 23 décembre; adopté le 23 décembre; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoyé à la Commission de la Marine [21 janvier] (A. t. I, p. 10; J.O., p. 7; I. n° 4). M. Reynald dépose le rapport [21 janvier] (A. t. I, p. 10; J.O., p. 7; I. n° 5). 1^{re} délibération; déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [4 février] (A. t. I, p. 32; J.O., p. 26). Promulgation (J.O., 21 février, p. 883).

2 — 1915. Projet de loi portant ratification du décret du 17 décembre 1914 accordant aux veuves des officiers des différents corps de la marine et des officiers mariniers, quartiers-maitres et marins des équipages de la flotte, décédés sous les drapeaux, la moitié des allocations de solde et, s'il y a lieu, de hautes payes d'ancienneté de leurs maris, déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. Godart le 28 janvier 1915; adopté le 11 février; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission des finances [4 mars] (A. t. I, p. 58; J.O., p. 51; I. n° 60). M. Chautemps dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 127; J.O., p. 114; I. n° 117). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence.

Adoption du projet de loi [1^{er} avril] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 158). Promulgation (J.O., 12 avril, p. 2124).

3 — 1915. Projet de loi relatif à la nomination immédiate au grade de premier maître élève officier, des officiers mariniere admis en 1914 à l'école des élèves officiers, déposé à la Chambre le 4 février; rapport de M. Broussais le 18 février; adopté le 25 février 1915; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [4 mars] (A. t. I, p. 58; J.O., p. 51; I. n° 59). M. l'amiral de la Jaille dépose le rapport [6 mai] (A. t. I, p. 244; J.O., p. 221; I. n° 159). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 mai] (A. t. I, p. 263; J.O., p. 238). Promulgation (J.O., 28 mai 1915, p. 3383).

4 — 1915. Projet de loi portant ratification du décret du 30 novembre 1914 suspendant, en ce qui concerne le Ministère de la Marine, pendant la durée de la guerre, le fonctionnement des conseils d'enquête, conseils de discipline et commissions d'enquête, déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. Garat le 11 février 1915; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [4 mars] (A. t. I, p. 58; J.O., p. 51; I. n° 61). M. Louis Martin dépose le rapport [29 juin] (A. t. I, p. 350; J.O., p. 317; I. n° 231). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [29 juillet] (A. t. I, p. 434; J.O., p. 391). Promulgation (J.O., 5 août, p. 5401).

5 — 1915. Projet de loi portant ratification du décret du 31 décembre 1914, fixant les grades à attribuer, pour la durée des hostilités, à certains officiers de la marine du commerce, rappelés au service de la flotte, déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Broussais, le 12 février et rapport supplémentaire le 19 mars; adopté le 2 avril; déposé par M. le Ministre de la Guerre et par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [6 mai] (A. t. I, p. 244; J.O., p. 221; I. n° 161). M. le vice-amiral de la Jaille dépose le rapport [24 juin] (A. t. I, p. 330; J.O., p. 301; I. n° 220). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [8 juillet] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 339). || **1916.** Dépôt par M. le Ministre de la Marine du projet de loi adopté avec modifications par la Chambre des Députés [17 février] (A. t. I, p. 64; J.O., p. 65; I. n° 53). M. l'amiral de la Jaille dépose le rapport [10 mars] (A. t. I, p. 130; J.O., p. 128; I. n° 89). Discussion: adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [30 mars] (A. t. I, p. 212; J.O., p. 201). Promulgation (J.O., 12 avril, p. 305).

6 — 1915. Projet de loi sur l'assistance et le sauvetage maritime, déposé à la Chambre le 28 janvier; rapport de M. Ancel le 3 juin;

adopté le 24 juin; déposé par M. le Garde des Sceaux et par M. le Ministre de la Marine [8 juillet] (A. t. I, p. 372; J.O., p. 336). || 1916. M. Cabart-Danneville dépose le rapport [10 mars] (A. t. I, p. 130; J.O., p. 128; I. n° 90). Adoption [20 avril] (A. t. I, p. 399; J.O., p. 363). Promulgation (J.O., 2 mai, p. 3768).

7 — 1915. Projet de loi modifiant la loi du 10 juin 1896 portant organisation du corps des officiers de marine, déposé à la Chambre le 25 février; rapport de M. l'amiral Bienaimé le 11 novembre; adopté le 18 novembre; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [25 novembre] (A. t. I, p. 665; J.O., p. 610; I. n° 403). || 1916. M. le vice-amiral de la Jaille dépose le rapport [10 février] (A. t. I, p. 40; J.O., p. 42; I. n° 33). M. le vice-amiral de la Jaille dépose un rapport supplémentaire [17 février] (A. t. I, p. 64; J.O., p. 65; I. n° 54). 1^{re} délibération. Observations: M. Cuvinot. Déclaration de l'urgence. Adoption [3 mars] (A. t. I, p. 117; J.O., p. 115).

8 — 1915. Projet de loi relatif au mode d'attribution des prises maritimes et des navires de guerre ennemis capturés, déposé à la Chambre le 6 mai; rapport de M. l'amiral Bienaimé le 11 novembre; adopté le 2 décembre; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [16 décembre] (A. t. I, p. 709; J.O., p. 654; I. n° 433). || 1916. M. le vice-amiral de la Jaille dépose le rapport [10 février] (A. t. I, p. 42; J.O., p. 42; I. n° 32). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [3 mars] (A. t. I, p. 117; J.O., p. 115). Promulgation (J.O., 18 mars, p. 2122).

9 — 1915. Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 8 août 1913 sur les engagements et rengagements dans l'armée de mer, et portant modification de la loi du 24 décembre 1896 sur l'inscription maritime, déposée à la Chambre le 24 juin; rapport de M. Georges Ancelle le 26 août; adoptée le 10 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de la Marine [16 décembre] (A. t. I, p. 709; J.O., p. 654; I. n° 446). || 1916. M. Riotteau dépose le rapport [3 mars] (A. t. I, p. 110; J.O., p. 110; I. n° 72). Renvoi pour avis à la Commission des finances [10 mars] (A. t. I, p. 147; J.O., p. 141). Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Dépôt et lecture, par M. Émile Chautemps, de l'avis de la Commission des finances (I. n° 102). Adoption [16 mars] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 146). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 2598).

10 — 1915. Proposition de loi ayant pour objet d'affecter à l'armée de mer les inscrits maritimes de la classe 1917, déposée à la Chambre

le 14 décembre ; rapport de M. Bouge le 21 décembre ; adoptée le 24 décembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de la marine [24 décembre] (A. t. I, p. 775 ; J.O., p. 742 ; I. n° 474). || 1916. M. Guilloteaux dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 51 ; J.O., p. 54 ; I. n° 44). 1^{re} délibération. Observations : M. Guilloteaux, rapporteur. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [10 mars] (A. t. I, p. 130 ; J.O., p. 128). Promulgation (J.O., 18 mars, p. 2122).

|| — 1916. Projet de loi concernant la désertion et l'insoumission dans l'armée de mer, déposé à la Chambre le 23 septembre 1915 ; rapport de M. Braibant le 17 décembre ; adopté le 28 décembre ; déposé par M. le Garde des Sceaux. Renvoi à la Commission relative à la suppression des conseils de guerre permanents et aux tribunaux maritimes et, pour avis, à la Commission de la marine [20 janvier 1916] (A. t. I, p. 10 ; J.O., p. 13 ; I. n° 9). M. Richard dépose le rapport [3 mars] (A. t. I, p. 110 ; J.O., p. 110 ; I. n° 75). M. Eug. Guérin dépose un avis au nom de la Commission des finances [14 novembre] (A. t. I, p. 1008 ; J.O., p. 911 ; I. n° 412). M. Richard dépose un rapport supplémentaire [5 décembre] (A. t. I, p. 1130 ; J.O., p. 1019 ; I. n° 450). M. Richard dépose un deuxième rapport supplémentaire [14 décembre] (A. t. I, p. 1174 ; J.O., p. 1059 ; I. n° 458). || 1917. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Richard, rapporteur. Article premier : M. Henry Chéron. Adoption. Adoption des articles 2 à 6 et de l'ensemble du projet de loi [12 janvier] (A. t. I, p. 25 ; J.O., p. 24).

12 — 1916. Projet de loi modifiant la limite d'âge des officiers de la marine, déposé à la Chambre le 28 décembre 1915 ; rapport de M. Georges Le Bail le 27 janvier 1916 ; adopté le 17 février ; déposé au nom de M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [17 février] (A. t. I, p. 64 ; J.O., p. 65 ; I. n° 52). Renvoi pour avis à la Commission des finances [3 mars] (A. t. I, p. 110 ; J.O., p. 110). M. Monis dépose le rapport et en donne lecture (I. n° 84). Sur l'urgence : MM. Gaudin de Villaine et Jénouvrier. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Dépôt et lecture par M. Émile Chautemps de l'avis de la Commission des finances (I. n° 85). Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [3 mars] (A. t. I, p. 114 ; J.O., p. 112). Promulgation (J.O., 7 mars, p. 1834).

13 — 1916. Projet de loi complétant et modifiant les articles 2 et 11 de la loi du 14 juillet 1908, relative aux pensions sur la Caisse des invalides de la marine, l'article 5 de la loi de finances du 26 juin 1909 et l'article 38 de la loi de finances du 28 décembre 1908, et destiné à établir

le régime des pensions des inspecteurs de la navigation maritime et des officiers et matres de port, déposé à la Chambre le 18 mai 1915; rapport de M. de Chappedelaine le 19 novembre; adopté le 24 février 1916; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [17 mars] (A. t. I, p. 189; J.O., p. 179; I. n° 110). M. Riotteau dépose le rapport [13 avril] (A. t. I, p. 330; J.O., p. 203; I. n° 155). M. Jé-nouvrier dépose l'avis de la Commission des finances [25 juillet] (A. t. I, p. 766; J.O., p. 697; I. n° 288). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [14 septembre] (A. t. I, p. 856; J.O., p. 773). Promulgation (J.O., 22 septembre, p. 8376).

14 — 1916. Proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 8 et à compléter les dispositions transitoires de la loi du 14 juillet 1908, concernant les pensions de la Caisse des invalides de la marine, transmise à nouveau par M. le Président de la Chambre des Députés [23 mars] (A. t. I, p. 110; J.O., p. 109; I. n° 71). M. Riotteau dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 214; J.O., p. 203; I. n° 127). Adoption [14 septembre] (A. t. I, p. 857; J.O., p. 773). Promulgation (J.O., 22 septembre, p. 8376).

15 — 1916. Projet de loi relatif aux conditions d'admission anticipée aux cadres de réserve et aux conditions de mise à la retraite d'office des officiers des différents corps de la marine, déposé à la Chambre le 10 décembre 1915; rapport de M. l'amiral Bienaimé le 24 décembre; adopté le 18 avril 1916; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [18 mai] (A. t. I, p. 428; J.O., p. 392; I. n° 203). || 1917. M. Genet dépose le rapport [19 juillet] (A. t. I, p. 850; J.O., p. 739; I. n° 252). Adoption [2 août] (A. t. I, p. 954; J.O., p. 828). Promulgation (J.O., 5 août, p. 6071).

16 — 1916. Projet de loi sur la police maritime, déposé à la Chambre le 29 avril 1915; rapport de M. Pouzet le 11 novembre; adopté le 25 mai 1916; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine (I. n° 218) [2 juin] (A. t. I, p. 535; J.O., p. 488). M. l'amiral de la Jaille dépose le rapport [23 juin] (A. t. I, p. 633; J.O., p. 579; I. n° 245). Discussion. Adoption [29 juin] (A. t. I, p. 672; J.O., p. 614). Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 5886).

17 — 1916. Projet de loi concernant les conditions d'avancement, en temps de guerre, des officiers de marine occupant des emplois spéciaux à terre, déposé à la Chambre le 6 juin; rapport de M. l'amiral Bienaimé le 7 juillet; adopté le 21 juillet; déposé par M. le Ministre de la Marine. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence.

Renvoi à la Commission de la marine [25 juillet] (A. t. I, p. 766; J.O., p. 698). M. l'amiral de la Jaille dépose et lit le rapport. Discussion immédiate. Adoption [27 juillet] (A. t. I, p. 788; J.O., p. 717; I. n° 309). Promulgation (J.O., 31 juillet, p. 6278).

18 — 1916. Projet de loi relatif à la nomination dans les corps de la marine des élèves sortis de l'École polytechnique en 1914, déposé à la Chambre le 6 juin; rapport de M. l'amiral Bienaimé le 30 juin; adopté le 18 juillet; déposé par M. le Ministre de la Marine (I. n° 290). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission de la marine [25 juillet] (A. t. I, p. 766; J.O., p. 698). M. l'amiral de la Jaille dépose et lit le rapport. Discussion immédiate. Adoption [27 juillet] (A. t. I, p. 787; J.O., p. 716; I. n° 308). Promulgation (J.O., 31 juillet, p. 6827).

19 — 1916. Proposition de loi tendant à rendre applicable aux écrivains du personnel administratif de la marine l'article premier de la loi du 10 avril 1869, déposée à la Chambre le 25 février; rapport de M. Goude le 6 octobre; adoptée le 11 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances [14 décembre] (A. t. I, p. 1172; J.O., p. 1057; I. n° 459). || 1917. M. Perreau dépose le rapport [25 octobre] (A. t. I, p. 1084; J.O., p. 944; I. n° 341). M. Jénouvrier dépose l'avis de la Commission des finances [11 décembre] (A. t. I, p. 1188; J.O., p. 1035; I. n° 419).

20 — 1917. Projet de loi relatif à la nomination dans les corps de la marine des élèves ayant terminé leur première année à l'École polytechnique en 1914, déposé à la Chambre le 9 décembre 1916; rapport de M. l'amiral Bienaimé le 14 décembre; adopté le 29 décembre; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [11 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 7; I. n° 6). M. l'amiral de la Jaille dépose le rapport [26 janvier] (A. t. I, p. 92; J.O., p. 83; I. n° 21). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} février] (A. t. I, p. 112; J.O., p. 99). Promulgation (J.O., 6 février, p. 1917).

21 — 1917. Projet de loi tendant à modifier le cadre du corps du contrôle de l'administration de la marine, déposé à la Chambre le 7 juillet 1916; rapport de M. J.-B. Abel le 21 juillet; adopté le 8 février 1917; déposé au nom de M. le Ministre de la Marine [13 février] (A. t. I, p. 208; J.O., p. 180; I. n° 44). M. Cabart-Danneville dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 682; J.O., p. 593; I. n° 216). Renvoi pour avis de la

Commission des finances des conclusions du rapport de M. Cabart-Danneville sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le cadre du corps du contrôle de l'administration de la marine [22 juin] (A. t. I, p. 717; J.O., p. 628; I. n° 216). M. Mougeot dépose l'avis de la Commission des finances [28 juin] (A. t. I, p. 757; J.O., p. 659; I. n° 229). Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [6 juillet] (A. t. I, p. 814; J.O., p. 708). Promulgation (J.O., 7 juillet, p. 5202).

22 — 1917. Projet de loi modifiant les conditions de nomination des capitaines au long cours au grade d'enseigne de vaisseau et créant l'honorariat du grade pour les officiers de réserve et auxiliaires des différents corps de l'armée de mer, déposé à la Chambre le 27 novembre 1916; rapport de M. Émile Broussais le 25 janvier 1917; adopté le 15 février; déposé au nom de M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [1^{er} mars] (A. t. I, p. 296; J.O., p. 257; I. n° 67). M. Guilloteaux dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [3 avril] (A. t. I, p. 444; J.O., p. 386; I. n° 134). Promulgation (J.O., 13 avril, p. 2891).

23 — 1917. Projet de loi portant modification aux grades et effectifs du corps des officiers de marine et du corps des équipages de la flotte, ainsi qu'aux règles d'admission anticipée dans la 2^e section ou à la retraite prévues par la loi du 10 juin 1896, déposé à la Chambre le 11 janvier; rapport de M. Georges Le Bail le 2 février et rapport supplémentaire le 29 mars; adopté le 31 mars; déposé par M. le Ministre de la Marine. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission de la marine [15 mai] (A. t. I, p. 482; J.O., p. 417; I. n° 166). M. de la Jaille dépose le rapport [25 mai] (A. t. I, p. 535; J.O., p. 465; I. n° 176). Renvoi pour avis à la Commission des finances [1^{er} juin] (A. t. I, p. 551; J.O., p. 479). M. Mougeot dépose l'avis de la Commission des finances [8 juin] (A. t. I, p. 623; J.O., p. 542; I. n° 191). Adoption [14 juin] (A. t. I, p. 642; J.O., p. 559). Promulgation (J.O., 17 juin, p. 4676).

24 — 1917. Projet de loi portant organisation du corps du commissariat de la marine. Décret retirant ce projet de loi déposé au Sénat le 3 juillet 1903 [25 octobre] (A. t. I, p. 1084; J.O., p. 943; I. n° 348).

MARINE MARCHANDE. — 1915. Projet de loi prorogeant les dispositions de la loi du 19 avril 1906 sur la marine marchande en ce qui concerne les primes à la construction des navires, déposé à la

Chambre le 12 mars; rapport de M. William Bertrand le 18 mai; adopté le 3 juin; déposé au nom de M. le Ministre des Finances, de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de M. le Ministre des Colonies et de M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [17 juin] (A. t. I, p. 301; J.O., p. 274; I. n° 203). M. Riotteau dépose le rapport [21 octobre] (A. t. I, p. 634; J.O., p. 574; I. n° 356). M. Jénouvrier dépose l'avis de la Commission des finances [18 novembre] (A. t. I, p. 659; J.O., p. 605; I. n° 385). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [25 novembre] (A. t. I, p. 672; J.O., p. 616). Promulgation (J.O., 5 décembre, p. 8838). || 1916. Projet de loi modifiant l'article 12 de la loi du 19 avril 1906 et l'article 15 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande, déposé à la Chambre le 6 avril; rapport de M. Nibelle le 7 juillet; adopté le 26 juillet; déposé par M. le Ministre de la Marine. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission de la marine [27 juillet] (A. t. I, p. 787; J.O., p. 716; I. n° 307). M. Cabart-Danneville dépose le rapport [27 juillet] (A. t. I, p. 789; J.O., p. 718; I. n° 311). Adoption [28 juillet] (A. t. I, p. 846; J.O., p. 763). Promulgation (J.O., 3 août, p. 6948).

MAROC. — Voir Crédits supplémentaires, § I, 4. Voir Douanes, 2, 10, 13, 14, 17, 19 et 25.

MARQUES DE FABRIQUE, BREVETS, DESSINS (Protection en Chine des). — Voir Conventions, 5.

MARTINIQUE (La). — Voir Communes et cantons, 1. Réquisitions militaires, Conseils généraux.

MATHA (Charente-Inférieure). — Voir Octrois, 112.

MATIÈRES DE CUIVRE. — Voir Déclaration obligatoire.

MEAUX (Seine-et-Marne). — Voir Octrois, 113.

MÉDAILLE MILITAIRE. — Voir Décorations.

MÉDECINS ET PHARMACIENS AIDES-MAJORS DE RÉSERVE (Admission temporaire dans l'armée active). — 1915. Projet de loi autorisant temporairement l'admission dans l'armée active des médecins et pharmaciens aides-majors de réserve, déposé à la Chambre le 20 août; rapport de M. Seydoux le 16 septembre; adopté le 29 septembre; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la

Commission de l'armée [8 octobre] (A. t. I, p. 608; J.O., p. 547; I. n° 342).

MELUN (Seine-et-Marne). — Voir Octrois, 114.

MENDICITÉ ET VAGABONDAGE.—Voir nomades (Circulation des).

MESSAGE DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. — 1915. M. Aristide Briand donne lecture d'un message de M. le Président de la République [5 août] (A. t. I, p. 485; J.O., p. 433; I. n° 293).

MESURE (Unités de). — 1915. Projet de loi sur les unités de mesure [20 juin 1914] (Voir table 1912-1914 p. 550). Commission : 1^{er} bureau, M. Perchot; 2^e bureau, M. Vacherie; 3^e bureau, M. Perreau; 4^e bureau, M. Cazeneuve; 5^e bureau, M. Louis Martin; 6^e bureau, M. Halgan; 7^e bureau, M. Petitjean; 8^e bureau, M. Boudenoot; 9^e bureau, M. Lucien Cornet [29 avril] (J.O., p. 2738; F. 22). Président, M. Halgan; Secrétaire, M. Lucien Cornet; Rapporteur, M. Cazeneuve (J.O., p. 2915, F. 23).

MEUDON (Seine-et-Oise). — Voir Octrois, 115.

MÉZIÈRES (Ardennes). — Voir Octrois, 116.

MILITAIRES EN INSTANCE DE RÉFORME OU RÉFORMÉS POUR LA TUBERCULOSE. — Voir crédits extraordinaires, § IV, 1.

MILITAIRES DE L'ARMÉE TERRITORIALE ET DE LA RÉSERVE (Interdiction de désigner pour les expéditions au delà des mers les). — Voir Armée, § VI.

MILITAIRES RUSSES ET SERBES. — Voir Paquets postaux, 8.

MILITAIRES VICTIMES DE LA GUERRE (Admission des) dans les administrations de l'Etat, des départements et des communes. — 1915. Proposition de loi déposée par M. Leblond et plusieurs de ses collègues [8 juillet] (A. t. I, p. 386; J.O., p. 347; I. n° 253.)

MINEURS (Capacité testamentaire des). — Voir Code civil, 2.

MINEURS MOBILISÉS (Liberté testamentaire). — Voir Code civil, 3.

MINISTÈRES

Ministère du 30 octobre 1915.

| | MM. |
|--|--------------------------|
| <i>Présidence du Conseil et Affaires étrangères.</i> | Aristide BRIAND, député. |
| <i>Justice</i> | René VIVIANI, député. |
| <i>Intérieur</i> | MALVY, député. |
| <i>Finances</i> | RIBOT, sénateur. |
| <i>Guerre</i> | Général GALLIÉNI. |
| <i>Marine</i> | Amiral LACAZE. |
| <i>Instruction publique et Beaux-Arts</i> | PAINLEVÉ, député. |
| <i>Travaux publics</i> | Marcel SEMBAT, député. |
| <i>Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes.</i> | CLÉMENTEL, député. |
| <i>Agriculture</i> | MÉLINE, sénateur. |
| <i>Colonies</i> | G. DOUMERGUE, sénateur. |
| <i>Travail et Prévoyance sociale</i> | Albert MÉTIN, député. |

Ministres d'État.

MM. DE FREYCINET, sénateur.
 Émile COMBES, sénateur.
 Léon BOURGEOIS, sénateur.
 Jules GUESDE, député.
 DENYS-COCHIN, député.

Sous-Secrétaires d'État.

| | MM. |
|--|-------------------------|
| <i>Guerre (Artillerie et Munitions)</i> | Albert THOMAS, député. |
| <i>Guerre (Ravitaillement et Intendance)</i> | Joseph THIERRY, député. |
| <i>Guerre (Service de santé)</i> | Justin GODART, député. |
| <i>Guerre (Aéronautique militaire)</i> | René BESNARD, député. |
| <i>Marine</i> | NAIL, député. |
| <i>Beaux-Arts</i> | DALIMIER, député. |

MODIFICATIONS

Le 8 février 1916, M. René BESNARD, député, donne sa démission de Sous-Secrétaire d'État de l'Aéronautique militaire.

Le 16 mars 1916, M. le Général de division ROQUES est nommé Ministre de la Guerre en remplacement de M. le Général de division GALLIÉNI, dont la démission est acceptée.

Ministère du 13 décembre 1916.

MM.

| | |
|--|--------------------------|
| <i>Présidence du Conseil et Affaires étrangères.</i> | Aristide BRIAND, député. |
| <i>Justice, Instruction publique et Beaux-Arts.</i> | René VIVIANI, député. |
| <i>Intérieur.....</i> | MALVY, député. |
| <i>Finances.....</i> | RIBOT, sénateur. |
| <i>Guerre.....</i> | Général LYAUTEY. |
| <i>Marine.....</i> | Amiral LAGAZE. |
| <i>Travaux publics, Transports et Ravitaillement.....</i> | HERRIOT, sénateur. |
| <i>Commerce, Industrie, Agriculture, Travail, Postes et Télégraphes.....</i> | CLÉMENTEL, député. |
| <i>Colonies.....</i> | G. DOUMERGUE, sénateur. |
| <i>Armement et Fabrication de Guerre.....</i> | Albert THOMAS, député. |

Sous-Secrétaires d'État.

| | |
|--|----------------------------|
| <i>Affaires étrangères.....</i> | Denys COCHIN, député. |
| <i>Beaux-Arts.....</i> | DALIMIER, député. |
| <i>Finances.....</i> | Albert MÉTIN, député. |
| <i>Guerre (Service de Santé).....</i> | Justin GODART, député. |
| <i>Guerre (Inventions).....</i> | Paul-Louis BRETON, député. |
| <i>Guerre (Fabrications de guerre).....</i> | LOUCHEUR. |
| <i>Travaux publics (Marine marchande).....</i> | NAIL, député. |
| <i>Travaux publics (Transports).....</i> | CLAVEILLE. |
| <i>Commerce (Travail et Prévoyance sociale).</i> | RODEN, député. |

MODIFICATIONS

Le 28 décembre 1916, M. René BESNARD, député, est nommé Sous-Secrétaire d'État à la Guerre (Administration générale).

Le 14 mars 1917, M. le Général LYAUTEY donne sa démission de Ministre de la Guerre.

Ministère du 21 mars 1917.

MM.

| | |
|--|-------------------------|
| <i>Présidence du Conseil et Affaires étrangères.</i> | À. RIBOT, sénateur. |
| <i>Justice.....</i> | René VIVIANI, député. |
| <i>Intérieur.....</i> | MALVY, député. |
| <i>Finances.....</i> | Joseph THIERRY, député. |
| <i>Guerre.....</i> | PAINLEVÉ, député. |

| | |
|---|----------------------------|
| <i>Marine</i> | Amiral LACAZE. |
| <i>Instruction publique et Beaux-Arts</i> | STEEG, sénateur. |
| <i>Travaux publics et Transports</i> | DESPLAS, député. |
| <i>Ravitaillement et Transports maritimes</i> | Maurice VIOLLETTE, député. |
| <i>Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes</i> . | CLÉMENTEL, député. |
| <i>Agriculture</i> | Fernand DAVID, député. |
| <i>Colonies</i> | MAGINOT, député. |
| <i>Travail et Prévoyance sociale</i> | LÉON BOURGEOIS, sénateur. |
| <i>Armement et Fabrications de guerre</i> | Albert THOMAS, député. |

Sous-Secrétaires d'État.

| | |
|--|-----------------------------|
| <i>Affaires étrangères</i> | Denys COCHIN, député. |
| <i>Finances</i> | Albert MÉTIN, député. |
| <i>Guerre (Administration générale de l'armée)</i> | René BESNARD, député. |
| <i>Guerre (Service de santé)</i> | Justin GODART, député. |
| <i>Guerre (Aéronautique)</i> | Daniel VINCENT, député. |
| <i>Guerre (Inventions)</i> | Jules-Louis BRETON, député. |
| <i>Guerre (Fabrications de guerre)</i> | LOUCHEUR. |
| <i>Beaux-Arts</i> | DALIMIER, député. |
| <i>Travaux publics (Marine marchande)</i> | NAIL, député. |
| <i>Travaux publics (Transports)</i> | CLAVEILLE. |
| <i>Travail et Prévoyance sociale</i> | RODEN, député. |

MODIFICATIONS

Le 2 août 1917, M. l'Amiral Lacaze, *Ministre de la Marine*, donne sa démission, ainsi que M. Denys COCHIN, *Sous-Secrétaire d'État aux Affaires étrangères*.

Le 10 août 1917, M. CHAUMET, député, est nommé *Ministre de la Marine*, en remplacement de M. l'Amiral LACAZE, et M. Jacques-Louis DUMESNIL, député, est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Marine*.

Le 31 août 1917, M. MALVY, député, *Ministre de l'Intérieur*, donne sa démission.

Ministère du 12 septembre 1917.

MM.

| | |
|--|----------------------|
| <i>Présidence du Conseil, Guerre</i> | PAINLEVÉ, député. |
| <i>Justice</i> | Raoul PÉRET, député. |
| <i>Affaires étrangères</i> | RIBOT, sénateur. |
| <i>Intérieur</i> | STEEG, sénateur. |
| <i>Finances</i> | KLOTZ, député. |
| <i>Marine</i> | CHAUMET, député. |

| | |
|---|-------------------------|
| <i>Instruction publique</i> | DANIEL-VINCENT, député. |
| <i>Travaux et Transports</i> | CLAVEILLE. |
| <i>Ravitaillement</i> | MAURICE LONG, député. |
| <i>Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes</i> | CLÉMENTEL, député. |
| <i>Agriculture</i> | FERNAND DAVID, député. |
| <i>Colonies</i> | BESNARD, député. |
| <i>Travail et Prévoyance sociale</i> | RENARD, député. |
| <i>Armement</i> | LOUCHEUR. |

Ministres d'État.

MM. BARTHOU, député.
BOURGEOIS, sénateur.
Paul DOUMER, député.
Jean DUPUY, sénateur.

Sous-Secrétaires d'État.

| | |
|--|-------------------------|
| <i>Guerre (Administration générale)</i> | MOURIER, député. |
| <i>Guerre (Service de santé)</i> | Justin GODART, député. |
| <i>Guerre (Service des inventions)</i> | BRETON, député. |
| <i>Guerre (Aéronautique)</i> | J.-L. DUMESNIL, député. |
| <i>Guerre (Contentieux et pensions)</i> | MASSÉ, député. |
| <i>Affaires étrangères (Service du blocus)</i> | MÉTIN, député. |
| <i>Intérieur</i> | Victor PEYTRAL, député. |
| <i>Finances</i> | BOURÉLY, député. |
| <i>Beaux-Arts</i> | DALIMIER, député. |
| <i>Commerce (Marine marchande)</i> | DE MONZIE, député. |
| <i>Commerce</i> | Paul MOREL, député. |

MODIFICATION

M. BARTHOU, *Ministre d'État*, nommé, par décret du 23 octobre 1917, *Ministre des Affaires étrangères*, en remplacement de M. RIBOT, dont la démission est acceptée.

Ministère du 16 novembre 1917.

MM.

| | |
|--|-----------------------------|
| <i>Présidence du Conseil et Guerre</i> | CLEMENCEAU, sénateur. |
| <i>Justice</i> | NAIL, député. |
| <i>Affaires étrangères</i> | PICHON (Stéphen), sénateur. |
| <i>Intérieur</i> | PAMS, sénateur. |
| <i>Finances</i> | KLOTZ, député. |

| | |
|---|----------------------------|
| <i>Marine</i> | LEYGUES (Georges), député. |
| <i>Instruction publique et Beaux-Arts</i> | LAFFERRE, député. |
| <i>Travaux publics et Transports</i> | CLAVEILLE. |
| <i>Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes</i> <i>et Marine marchande</i> | CLÉMENTEL, député. |
| <i>Agriculture et Ravitaillement</i> | BORET, député. |
| <i>Colonies</i> | HENRY SIMON, député. |
| <i>Travail et Prévoyance sociale</i> | COLLIARD, député. |
| <i>Armement et Fabrications de guerre</i> | LOUCHEUR. |
| <i>Blocus et Régions libérées</i> | JONNART. |

Sous-Secrétaires d'État.

| | |
|--|--|
| <i>Guerre</i> | JEANNENEY, sénateur. |
| <i>Guerre (Justice militaire)</i> | IGNACE, député. |
| <i>Guerre (Service de santé)</i> | Justin GODART, député. |
| <i>Guerre (Aéronautique)</i> | Jacq ^s -Louis DUMESNIL, député. |
| <i>Guerre (Contrôle des effectifs et pensions)</i> | ABRAMI, député. |
| <i>Marine (Marine de guerre)</i> | CELS, député. |
| <i>Commerce (Marine marchande)</i> | LÉMBRY, député. |
| <i>Intérieur</i> | Albert FAVRE, député. |
| <i>Finances</i> | Charles SERGENT. |
| <i>Agriculture (Ravitaillement)</i> | VILGRAIN. |

MODIFICATIONS

M. LEBRUN, député, est nommé, le 23 novembre 1917, Ministre du Blocus et des Régions libérées, en remplacement de M. JONNART, dont la démission est acceptée.

M. MOURIER, député, est nommé, le 5 février 1918, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Guerre, en remplacement de M. Justin Godart, dont la démission est acceptée.

MINISTRES D'ÉTAT (Nomination de). — Voir Crédits additionnels, 14.

MIRECOURT (Vosges). — Voir Octrois, 117.

MISSION EN ARABIE (Frais de). — Voir Crédits additionnels, 25.

MOBILISATION CIVILE. — 1916. Proposition de loi instituant la mobilisation civile et organisant la main-d'œuvre nationale en France et dans les colonies, déposée par M. Henry Bérenger [29 décembre] (A. t. I, p. 1201; J.O., p. 1085; I. n° 480). || 1917. M. Murat

dépose le rapport sommaire [11 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 8; I. n° 8). Prise en considération. Renvoi à la commission relative à l'organisation économique du pays, pendant et après la guerre [19 janvier] (A. t. I, p. 50; J.O., p. 45). M. H. Bérenger dépose le rapport [8 mars] (A. t. I, p. 302; J.O., p. 262; I. n° 77). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale: M. Henry Bérenger, rapporteur. Renvoi à la suite de la discussion à la prochaine séance [15 mai] (A. t. I, p. 488; J.O. p. 422). Suite de la discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale (suite): MM. de Lamarzelle et Larère. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [22 mai] (A. t. I, p. 522; J.O., p. 453). M. Henry Bérenger dépose un rapport supplémentaire [25 mai] (A. t. I, p. 536; J.O., p. 465; I. n° 177) — Suite de la discussion: 1° de la proposition de loi de M. Henry Bérenger, instituant la mobilisation civile et organisant la main-d'œuvre nationale en France et dans les colonies; 2° du projet de loi sur les réquisitions civiles. Discussion générale (suite): MM. Hervey, Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des postes et des télégraphes*, et Léon Bourgeois, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [12 juin] (A. t. I, p. 629; J.O., p. 548). — Suite de la discussion: 1° de la proposition de loi de M. Henry Bérenger, instituant la mobilisation civile et organisant la main-d'œuvre nationale en France et dans les colonies; 2° du projet de loi sur les réquisitions civiles. Discussion générale (fin); MM. de Lamarzelle, Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, et Larère. Vote sur le passage à la discussion des articles. Adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [14 juin] (A. t. I, p. 644; J.O., p. 561). — Fin de la discussion: 1° de la proposition de loi de M. Henry Bérenger, instituant la mobilisation civile et organisant la main-d'œuvre nationale en France et dans les colonies: 2° du projet de loi sur les réquisitions civiles. Discussion des articles: Art. 1^{er}: Contre-projet de MM. Larère et de Lamarzelle: MM. Larère, Painlevé, *Ministre de la Guerre*, et Henry Bérenger, rapporteur. Retrait du contre-projet. Amendement de MM. de Lamarzelle et Larère (dissolution de l'article): MM. de Lamarzelle, Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Richard: M. Richard. Retrait. Adoption de l'article 1^{er}. Amendements (dispositions additionnelles) de M. Alexandre Bérard reportés à la discussion de l'article 6. Art. 2. Adoption. Art. 3: Amendement de MM. Larère et de Lamarzelle:

MM. Larère, le Ministre du Commerce et Henry Bérenger, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Amendement de MM. Touron et Hervey. MM. Touron, le Ministre du Commerce. Retrait. Observations : MM. Richard, le Ministre du Commerce. Larère. Adoption de l'article 3 modifié. Art. 4 : Amendement de M. Richard : M. Richard. Retrait. Amendement de MM. Larère et de Lamarzelle. Retrait. Observations : M. le Ministre du Commerce. 2^e amendement de MM. de Lamarzelle et Larère : MM. de Lamarzelle, le Ministre du Commerce, Henry Bérenger, André Lebert. Retrait de l'amendement. Observations : MM. Touron et Paul Matter, commissaire du Gouvernement. Adoption des deux premiers alinéas de l'article. Sur le 3^e alinéa : MM. Touron, le Rapporteur. Adoption des 3^e, 4^e, 5^e et 6^e alinéas. Amendement de M. Richard (au 7^e alinéa) : MM. Richard, Henry Bérenger, *rapporteur*. Adoption de l'amendement et du septième alinéa. Adoption des derniers alinéas de l'article. Amendement (disposition additionnelle) de M. Darbot. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 4. Sur l'ensemble : M. Cauvin. Art. 5. Adoption. Amendement de M. Henry Chéron (disjonction des articles 6 à 19) et amendement de M. Richard : MM. Henry Chéron, Richard, Henry Bérenger, *rapporteur* ; le Ministre du Commerce. Adoption de l'amendement. Art. 6 (nouveau). Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [15 juin] (A. t. I, p. 665 ; J.O., p. 580 à 591). Promulgation (J.O., 4 août, p. 6044).

MONCONTOUR (Côtes-du-Nord). — Voir Octrois, 118.

MONNAIE DE NICKEL. — 1917. Projet de loi relatif à la frappe de monnaies de billon en bronze de nickel, déposé à la Chambre le 12 juillet ; rapport de M. Renard le 24 juillet ; adopté le 27 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances [27 juillet] (A. t. I, p. 888 ; J.O., p. 772 ; I. n^o 278). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [27 juillet] (A. t. I, p. 905 ; J.O., p. 785 ; I. n^o 280). Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 934 ; J.O., p. 809). Promulgation (J.O., 3 août, p. 6028). Voir Crédits additionnels, 20.

MONOPOLE DE L'ALCOOL ET DU PÉTROLE. — 1916. Proposition de loi relative au monopole de l'alcool et du pétrole, déposée par M. Pierre Baudin [6 avril] (A. t. I, p. 275 ; J.O., p. 257 ; I. n^o 143).

MONTMORENCY (Seine-et-Oise). — Voir Octrois, 119.

MONTPELLIER (Hérault). — Voir Octrois, 120.

MONTS-DE-PIÉTÉ. — 1915. Proposition de loi tendant à modifier le régime des monts-de-piété, déposée par M. Louis Martin. Renvoi à la Commission nommée le 29 mai 1903 et relative à la réorganisation du service de la prise des gages du Mont-de-Piété de Paris [16 septembre] (A. t. I, p. 562; J.O., p. 504; I. n° 320). Voir Interpellations, année 1917, 1.

MONT-DE-PIÉTÉ DE PARIS. — 1916. Proposition de loi tendant à modifier la loi du 25 juillet 1891 relative au Mont-de-Piété de Paris, déposée à la Chambre le 27 janvier; rapport de M. Arthur Rozier le 22 février; adoptée le 17 avril; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission nommée le 29 mai 1903 relative à la prise des gages du Mont-de-Piété de Paris [20 avril] (A. t. I, p. 395; J.O., p. 360; I. n° 181). M. Paul Strauss dépose le rapport [18 mai] (A. t. I, p. 429; J.O., p. 392; I. n° 205). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [6 juin] (A. t. I, p. 350; J.O., p. 501). Promulgation (J.O., 14 juin, p. 5214).

MONUMENTS ANCIENS D'INTÉRÊT RÉGIONAL. — Voir Office des monuments anciens.

MORATORIUM. — 1915. Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice du moratorium aux veuves, enfants ou héritiers des pharmaciens décédés, en ce qui concerne les délais impartis pour la vente de l'officine, déposée par M. Astier [29 avril] (A. t. I, p. 238; J.O. p. 215; I. n° 152). M. Surreaux dépose le rapport sommaire [29 juillet] (A. t. I, p. 454; J.O., p. 407; I. n° 280). Prise en considération. Renvoi à la Commission des finances [2 septembre] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 496). M. Astier dépose le rapport [16 septembre] (A. t. I, p. 562; J.O., p. 503; I. n° 318). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [14 octobre] (A. t. I, p. 618; J.O., p. 558). Transmission par M. le Président de la Chambre des Députés de la proposition modifiée par la Chambre [8 décembre] (A. t. I, p. 697; J.O., p. 643; I. n° 423). || 1916. M. Astier dépose le rapport [13 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 10; I. n° 7). Adoption [3 février] (A. t. I, p. 36; J.O., p. 37). Promulgation (J.O., 11 février, p. 1163).

MORATORIUM DES LOYERS ET DES DIVERSES ÉCHÉANCES.
— 1915. Proposition de loi relative au moratorium des loyers et des diverses échéances, déposée par M. Louis Martin [9 décembre] (A. t. I, p. 704; J.O., p. 648; I. n° 426).

MORLAIX A PLESTIN. — Voir Chemins de fer, 11.

MORTAGNE (Orne). — Voir Octrois, 121.

MOSTAGANEM A LA MACTA. — Voir Chemins de fer de l'Algérie, 1.

MOTHE-SAINT-HERAYE (Deux-Sèvres). — Voir Octrois, 122.

MOTIONS. — 1916. 1^o Motion de MM. Peytral, Galup, Astier, Touron, Chastenet, Brindeau, Paul Le Roux, Baudet et Lhopiteau, invitant le Gouvernement à continuer les négociations diplomatiques avec les pays alliés, en vue d'arriver à une entente internationale pour l'application des mesures à prendre en ce qui trait à l'interdiction de commercer avec les Austro-Allemands. Adoption [29 juillet] (A. t. I, p. 444; J.O., p. 400). || 1916. 2^o Motion présentée par M. Jénouvrier proposant au Sénat d'envoyer une Adresse à la Chambre des Lords pour honorer la mémoire de lord Kitchener. M. le Président associe le Sénat à cette motion. M. Viviani, *Garde des Sceaux*, prend la parole pour y associer le Gouvernement. La motion est votée à l'unanimité [8 juin] (A. t. I, p. 570; J.O., p. 519). — 3^o Motion présentée par MM. Couyba et Charles Humbert, tendant à adresser les félicitations du Sénat aux armées de la République. La motion est adoptée [19 décembre] (A. t. I, p. 1180; J.O., p. 1065). — 4^o Motion tendant à attribuer des pouvoirs d'enquête à la Commission relative aux marchés passés par le Gouvernement au cours de la guerre. La motion est adoptée [19 décembre] (A. t. I, p. 1180; J.O., p. 1065). — 5^o Motion de MM. Régismanset, Maurice-Faure, Touron, de Selves et de Keranflech demandant que l'élection du bureau du Sénat, pour l'année 1917, ait lieu exceptionnellement comme en 1915 et 1916, à la séance d'ouverture de la session ordinaire. Adoption [31 décembre] (A. t. I, p. 1276; J.O., p. 1145) || 1917. 6^o Motion de M. Ernest Monis tendant à ériger le buste de M. Séblin dans la galerie qui précède la salle des séances. Adoption [15 juin] (A. t. I, p. 660; J.O., p. 575). — 7^o Motion de M. Chapuis demandant le même honneur en faveur de M. Mézières. Adoption [15 juin] (A. t. I, p. 660; J.O., p. 575). — 8^o Motion présentée par M. Monis et un certain nombre de ses collègues concernant les indemnités allouées au personnel du Sénat. MM. Ernest Monis et Théodore Girard. Adoption [27 juillet] (A. t. I, p. 890; J.O., p. 773) [31 juillet] (A. t. I, p. 913; J.O., p. 792). — 9^o Adoption d'une motion de MM. Stéphen Pichon, Clemenceau et plusieurs de leurs collègues relative à l'entrée en guerre des États-Unis du Brésil [8 novembre] (A. t. I, p. 1110; J.O.,

p. 967). — 10^e Motion de MM. Touron, Boudenoot, de Keranfec'h et Emile Combes tendant à fixer l'élection du bureau du Sénat, pour l'année 1918, à la séance d'ouverture de la session ordinaire. Adoption [31 décembre] (A. t. I, p. 1449; J.O., p. 1257).

MOUTIERS (Savoie). — Voir Octrois, 123.

MUSÉES NATIONAUX. — 1917. Projet de loi modifiant la composition des membres du conseil de la réunion des musées nationaux, déposé à la Chambre le 11 juillet 1916; rapport de M. Locquin le 26 juin; adoption le 28 juillet; déposé par M. Paul Bourély, *Sous-Secrétaire d'Etat des finances*, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et de M. le Ministre des Finances [29 septembre] (A. t. I, p. 1065; J.O., p. 924; I. n^o 331).

MUSÉE DU LOUVRE. — Voir Echanges.

MUTATIONS CADASTRALES. — 1915. Projet de loi relatif au relevé des actes translatifs ou attributifs de propriété immobilière pour le service des mutations cadastrales, déposé au Sénat le 3 avril 1914 (voir table 1912-1914, p. 558). M. de Selves dépose le rapport [6 mai] (A. t. I, p. 242; J.O., p. 219; I. n^o 156). 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au relevé des actes translatifs ou attributifs de propriété immobilière pour le service des mutations cadastrales. Communication de deux décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article unique. Contre-projet de M. Guillaume Chastenet : M. de Selves, *rapporteur*. Retrait du contre-projet. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mai] (A. t. I, p. 250; J.O., p. 227). Promulgation (J.O., 23 mai, p. 3262).

MUTATIONS PAR DÉCÈS (Déclarations en matière de). — 1916. Projet de loi relatif aux déclarations en matière de mutations par décès (art. 24 disjoint du projet de loi concernant l'établissement d'une contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels réalisés pendant la guerre). M. Lhopiteau dépose le rapport [21 septembre] (A. t. I, p. 873; J.O., p. 794; I. n^o 346). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Lhopiteau, *rapporteur*; Léon Barbier, et Ribot, *Ministre des Finances*. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 novembre] (A. t. I, p. 1035; J.O., p. 935). Promulgation (J.O., 26 novembre, p. 10267).

MUTILÉS DE LA GUERRE VICTIMES D'ACCIDENTS DU TRAVAIL. — 1916. Projet de loi concernant les mutilés de la guerre victimes d'accidents du travail, déposé à la Chambre le 29 juin 1915 ; rapport de M. Bonneville le 27 janvier ; adopté le 24 mars ; déposé par M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission nommée le 21 février 1901 relative aux accidents du travail [30 mars] (A. t. I, p. 214 ; J.O., p. 203 ; I. n° 137). M. Henry Boucher dépose le rapport [28 septembre] (A. t. I, p. 899 ; J.O., p. 817 ; I. n° 367). 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles premier (nouvelle rédaction), 2, 3 et 4. Adoption de l'ensemble du projet de loi [26 octobre] (A. t. I, p. 923 ; J.O., p. 839). Promulgation (J.O., 27 novembre, p. 10300).

MUTILÉS DE LA GUERRE. — 1917. Proposition de loi tendant à créer, pour les mutilés de la guerre, un cadre de secrétaires archivistes chargés d'un service nouveau du chiffre au département des affaires étrangères et un cadre complémentaire au service des archives, déposée à la Chambre le 18 octobre ; rapport de M. Raiberti le 4 décembre ; adoptée le 22 décembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [29 décembre] (A. t. I, p. 1358 ; J.O., p. 1183 ; I. n° 446). Voir Timbre et Enregistrement.

NATIONALITÉ FRANÇAISE (Acquisition de la).

1 — 1915. Projet de loi relatif à l'acquisition de la qualité de citoyen français par les sujets français non originaires de l'Algérie (voir table 1912-1914, p. 558). M. Colin dépose le rapport [18 février] (A. t. I, p. 45 ; J.O., p. 37 ; I. n° 30). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Observations : M. Maurice Colin, rapporteur. Adoption des quatre articles et de l'ensemble du projet de loi [4 mars] (A. t. I, p. 63 ; J.O., p. 55). Promulgation (J.O., 27 mars, p. 1651).

2 — 1916. Projet de loi ayant pour objet de subordonner l'acquisition de la nationalité française, en cas de mariage contracté entre un Français et une femme appartenant à une nation en hostilités avec la France, à une autorisation préalable du Gouvernement, déposé à la Chambre le 23 décembre 1915 ; rapport de M. Leredu le 20 janvier ; adopté le 3 février ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission nommée le 28 novembre 1913, relative à la nationalité [17 février] (A. t. I, p. 52 ; J.O., p. 55 ; I. n° 49). || 1917. M. Guillier dépose le rapport [1^{er} mars] (A. t. I, p. 282 ; J.O., p. 245 ; I. n° 61). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [15 mars] (A. t. I, p. 314 ; J.O., p. 274). Promulgation (J.O., 21 mars, p. 2256).

NATIONALITÉ. — Voir Code civil, 15 et 25.

NATURALISATION — 1915. Projet de loi autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation de sujets originaires des puissances en guerre avec la France, déposé à la Chambre le 22 décembre 1914 ; rapport de M. Maurice Bernard le 19 janvier 1915 ; adopté le 29 janvier ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission nommée le 12 décembre 1913 pour l'examen de projets de loi relatifs à l'acquisition de la nationalité française [29 janvier] (A. t. I, p. 25 ; J.O., p. 19 ; I. n° 18). M. Colin dépose le rapport [18 février] (A. t. I, p. 45 ; J.O., p. 37 ; I. n° 31). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Art. 1^{er} : MM. Jénouvrier, Aristide Briand, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Maurice Colin, *rapporteur*. Amendement de M. Jénouvrier, soumis à la prise en considération : MM. Jénouvrier, le Garde des Sceaux, Sarrien, *président de la Commission*. Amendement pris en considération [4 mars. (A. t. I, p. 79 ; J.O., p. 56)]. Suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation de sujets originaires des puissances en guerre avec la France. Art. 1^{er} (suite de la discussion) Nouvelle rédaction de la Commission : M. Maurice Colin, *rapporteur*. Amendement de M. Brager de la Ville-Moysan : MM. Brager de la Ville-Moysan, le rapporteur. Texte modifié de M. de Selves : MM. de Selves, le Rapporteur. Adoption de l'amendement, modifié, de M. Brager de la Ville-Moysan. Adoption des deux premiers paragraphes de l'article. Amendement de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, le Rapporteur. Adoption de l'amendement. Observation : M. Sarrien, *président de la Commission*. Renvoi à la Commission ordonné. [5 mars] (A. t. I, p. 79 ; J.O., p. 70). Suite de la discussion. Art. 1^{er} (suite de la discussion) : Observations : M. Maurice Colin, *rapporteur*. Amendement de M. Henri-Michel : MM. Henri-Michel, le Président. Retrait de l'amendement. Amendement de MM. Louis Martin, Maurice Ordinaire et Guilloteaux : MM. Louis Martin, le Rapporteur, Félix Martin. Retrait de l'amendement. Amendement de MM. Laurent Thiéry et Butterlin : MM. Laurent Thiéry, le Rapporteur. Adoption de l'amendement. Amendement de M. Henry Bérenger, Perchet et Henri-Michel : MM. Henry Bérenger, le Rapporteur, Aristide Briand, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption de l'amendement. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2. M. le Rapporteur. Adoption. Art. 3. Adoption. Art. 4. M. le Rapporteur. Adoption.

Art. 5. Adoption. Art. 6. MM. Etienne Flandin, le Rapporteur. Adoption de l'article 6 modifié. Art. 7. Adoption. Demande du retrait de l'urgence : MM. le Rapporteur, Henry Bérenger. Retrait de l'urgence prononcé. Vote sur le passage à une deuxième délibération. Adoption. [6 mars] (A. t. I, p. 89; J.O., p. 78 et s.). 2^e délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation de sujets originaires des puissances en guerre avec la France. Art. 1^{er}. Amendement de M. Brager de la Ville-Moysan : M. Brager de la Ville-Moysan. Retrait de l'amendement. Sur le texte : MM. Etienne Flandin, Maurice Colin, rapporteur, Jénouvrier. Adoption de l'article 1^{er}. Art. 2, 3 et 4. Adoption. Amendement de M. Etienne Flandin (soumis à la prise en considération) : MM. Etienne Flandin, le Rapporteur, Henri-Michel, Jacquier, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur*. Rejet de la prise en considération. Art. 5. Adoption. Art. 6. Amendement de M. Etienne Flandin : MM. Etienne Flandin, le Rapporteur. Adoption de l'amendement et de l'article 6 modifié. Art. 7. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [12 mars] (A. t. I, p. 101; J.O., p. 88 à 91). Dépôt du projet modifié par la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission précédemment saisie [3 avril] (A. t. I, p. 218; J. O., p. 188; I. n° 137). M. Colin dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Art. 1^{er} à 5. Adoption. Art. 6 : M. Maurice Colin, rapporteur. Art. 7 à 9. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [3 avril] (A. t. I, p. 218; J.O., p. 193; I. n° 141). Promulgation (J.O., 8 avril, p. 1948). || 1916. Projet de loi modifiant la loi du 7 avril 1915 autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre avec la France, déposé à la Chambre le 23 juin; rapport de M. Bernard le 7 juillet; adopté le 4 octobre; déposé par M. le Garde des Sceaux. Renvoi à la Commission relative à l'acquisition de la nationalité française [12 octobre] (A. t. I, p. 919; J.O., p. 833; I. n° 378). M. Colin dépose le rapport [30 novembre] (A. t. I, p. 1127; J.O., p. 1015; I. n° 447). || 1917. 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Maurice Colin, rapporteur; Jénouvrier, René Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Discussion des articles : Art. 1^{er} : MM. Jénouvrier et Maurice Colin, rapporteur. Adoption. Art. 2 à 14. Adoption. Art. 15 : M. Maurice Colin, rapporteur. Sur l'ensemble : M. Charles Riou. Adoption de l'ensemble du projet de loi [19 janvier] (A. t. I, p. 51; J.O., p. 47). Dépôt par M. le Sous-Secrétaire d'Etat des

Finances, au nom de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre des Colonies, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 7 avril 1915, autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre avec la France. Renvoi à la Commission précédemment saisie [3 avril] (A. t. I, p. 444; J.O., p. 385; I. n° 133) M. Maurice Colin dépose le rapport [5 juin] (A. t. I, p. 574; J.O., p. 497; I. n° 187). Adoption [15 juin] (A. t. I, p. 664; J.O., p. 579). Promulgation (J.O., 20 juin, p. 4731).

NAVIGATION SOUS PAVILLON FRANÇAIS. — 1917. Projet de loi autorisant des dérogations aux lois qui règlent la navigation sous pavillon français, déposé à la Chambre le 19 janvier 1917; rapport de M. Trouin le 19 janvier; adopté le 24 janvier; déposé au nom de M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [26 janvier] (A. t. I, p. 91; J.O., p. 82; I. n° 19). M. Cabart-Danneville dépose le rapport [13 février] (A. t. I, p. 182; J.O., p. 160; I. n° 42). Adoption [8 mars] (A. t. I, p. 305; J.O., p. 264). Promulgation (J.O., 23 mars, p. 2322).

NAVIRES DE MER (Vente des). — 1915. Projet de loi concernant la vente des navires de mer pendant la durée des hostilités, déposé à la Chambre le 1^{er} avril; rapport de M. Bergeon le 24 juin; adopté le 9 juillet; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [29 juillet] (A. t. I, p. 434; J.O., p. 391; I. n° 270). M. G. Chastenet dépose le rapport [21 octobre] (A. t. I, p. 634; J.O., p. 574; I. n° 355). Adoption [3 novembre] (A. t. I, p. 646; J.O., p. 590). Promulgation (J.O., 14 novembre, p. 8199).

NAVIRES A VAPEUR PROVENANT DE PRISES BRITANNIQUES.
— Voir Garantie de l'État.

NEMOURS A MARNIA. — Voir Chemins de fer de l'Algérie, 5.

NEVERS (Nièvre). — Voir Octrois, 124.

NIMES A ARLES. — Voir Chemins de fer, 13.

NOMADES (Circulation des). — 1917. Proposition de loi de M. E. Flandin relative à la revision des lois pénales concernant la mendicité, le vagabondage et le vagabondage spécial, à l'organisa-

tion et à l'assistance par le travail et surveillance des nomades exerçant des professions ambulantes (Voir table 1909-1911, p. 488 et table 1912-1914, p. 548). M. Etienne Flandin dépose un 2^e rapport supplémentaire [1^{er} mars] (A. t. I, p. 282; J.O., p. 246; I. n^o 66). 2^e délibération. Discussion générale : M. Etienne Flandin, *rapporteur*. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [22 mars] (A. t. I, p. 351; J.O., p. 305).

NOTAIRES DU CANTON DE SAINT-RENAN. — Voir Saint-Renan.

NYONS (Drôme). — Voir Octrois, 125 et 126.

OBLIGATIONS A COURT TERME.

1 — 1915. Projet de loi autorisant l'émission d'obligations à court terme, déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Métin, le 28 janvier; adopté le 28 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoyé à la Commission des finances [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 14; I. n^o 13). M. Aimond dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : M. Alexandre Ribot, *Ministre des Finances*. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 janvier] (A. t. I, p. 26; J.O., p. 20; I. n^o 20). Promulgation (J.O., 13 février, p. 743).

2 — 1917. Projet de loi tendant à modifier la loi du 10 février 1915 relative à l'émission d'obligations à court terme, déposé à la Chambre le 13 février; rapport de M. Raoul Péret le 15 février; adopté le 15 février; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n^o 49). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Aimond dépose et lit le rapport (I. n^o 51). Discussion immédiate. Adoption [16 février] (A. t. I, p. 222; J.O., p. 192, 193). Promulgation (J.O., 17 février, p. 1284).

OBLIGATIONS DE LA DÉFENSE NATIONALE (Assimilation des aux rentes sur l'État au point de vue des placements et des emplois). — 1915. Projet de loi tendant à assimiler aux placements ou emplois en rentes sur l'État, les placements ou emplois en obligations de la défense nationale, déposé à la Chambre le 27 mai; rapport de M. Becays le 1^{er} juillet; adopté le 1^{er} juillet; déposé par M. le Ministre des Finances et par M. le Ministre de la Justice (I. n^o 243). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Aimond dépose et lit le rapport. Discussion immédiate. Adoption [8 juillet] (A. t. I, p. 373; J.O., p. 336; I. n^o 244). Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 4698).

OBLIGATIONS MILITAIRES DES NATIONAUX DES PAYS ALLIÉS. — Voir Armée, § VII, 14.

OBJETS DE COUCHAGE ET DE LITERIE. — Voir Désinfection.

OCTROIS

1 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Alais** (Gard), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Andrieu le 1^{er} février; adopté le 10 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 52; J.O., p. 55; Fa. 4, n° 15). M. Monnier dépose le rapport [10 mars] (A. t. I, p. 130; J.O., p. 128; Fa. 7, n° 26). Adoption [16 mars] (A. t. I, p. 174; J.O., p. 167). Promulgation (J.O., 26 mars, p. 2390).

2 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Albertville** (Savoie), déposé à la Chambre le 20 novembre; rapport de M. Andrieu le 14 décembre; adopté le 19 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 décembre] (A. t. I, p. 1304; J.O., p. 1137; Fa. 16, n° 70).

3 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Amboise** (Indre-et-Loire), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 5, n° 20). M. Monnier dépose le rapport [22 avril] (A. t. I, p. 224; J.O., p. 200; Fa. 26, n° 128). Adoption [6 mai] (A. t. I, p. 242; J.O., p. 219). Promulgation (J.O., 15 mai, p. 3086).

4 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi des **Andelys** (Eure), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 5, n° 21). M. Monnier dépose le rapport [22 avril] (A. t. I, p. 224; J.O., p. 200; Fa. 26, n° 129). Adoption [6 mai] (A. t. I, p. 242; J.O., p. 219). Promulgation (J.O., 15 mai, p. 3086).

5 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Angoulême** (Charente), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 14, n° 72). M. Monnier dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 148; J.O., p. 133; Fa. 22, n° 108). Adoption [1^{er} avril] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 158). Promulgation (J.O., 9 avril, p. 2020).

6 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Annecy** (Haute-Savoie), déposé à la Chambre le 12 septembre; rapport de M. Andrieu le 28 septembre; adopté le 3 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances [26 octobre] (A. t. I, p. 937; J.O., p. 850; Fa. 16, n° 45). M. Monnier dépose le rapport [16 novembre] (A. t. I, p. 1026; J.O., p. 927; Fa. 21, n° 66). Adoption [23 novembre] (A. t. I, p. 1074; J.O., p. 968). Promulgation (J.O., 5 décembre, p. 10507).

7 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Apt** (Vaucluse), déposé à la Chambre le 20 juillet; rapport de M. Andrieu le 5 août; adopté le 12 août; déposé par M. le Ministre des Finances [2 septembre] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 496; Fa. 34, n° 156). M. Monnier dépose le rapport [25 septembre] (A. t. I, p. 567; J.O., p. 510; Fa. 37, n° 174). Adoption [21 octobre] (A. t. I, p. 635; J.O., p. 574). Promulgation (J.O., 30 octobre, p. 7814).

8 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Apt** (Vaucluse), déposé à la Chambre le 15 février; rapport de M. Andrieu le 13 mars; adopté le 15 mars; déposé par M. le Ministre des Finances [15 mai] (A. t. I, p. 481; J.O., p. 416; Fa. 8, n° 38). M. Sauvan dépose le rapport [12 juin] (A. t. I, p. 625; J.O., p. 545; Fa. 9, n° 40). Adoption [22 juin] (A. t. I, p. 700; J.O., p. 609). Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 6039).

9 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Argentan** (Orne), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Emile Dumas le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 5, n° 22). M. Monnier dépose le rapport [22 avril] (A. t. I, p. 224; J.O. p. 200; Fa. 26, n° 130). Adoption [6 mai] (A. t. I, p. 242; J.O., p. 219). Promulgation (J.O., 15 mai, p. 3086).

10 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Argenteuil** (Seine-et-Oise), déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. E. Rognon, le 19 janvier 1915; adopté le 28 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [18 février] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 36; Fa. 2, n° 2). M. Monnier dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 78; J.O., p. 69; Fa. n° 77). Adoption [18 mars] (A. t. I, p. 118; J.O. p. 104). Promulgation (J.O., 25 mars, p. 1608).

11 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Aubusson** (Creuse), déposé à la Chambre le 30 novembre; rapport de M. Andrieu, le 14 décembre; adopté le 16 décembre;

déposé par le Ministre des Finances [23 décembre] (A. t. I, p. 756; J.O., p. 695; Fa. 55, n° 245). M. Monnier dépose le rapport [28 décembre] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 715; Fa. 57, n° 253). || 1916. Adoption [20 janvier] (A. t. I, p. 9; J.O., p. 15). Promulgation (J.O., 29 janvier, p. 810

12 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Audierne (Finistère), déposé à la Chambre, le 17 octobre; rapport de M. Andrieu, le 27 octobre; adopté le 10 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [16 novembre] (A. t. I, p. 1037; J.O., p. 937; Fa. 22, n° 74). || 1917. M. Monnier dépose le rapport [25 janvier] (A. t. I, p. 60; J.O., p. 55; Fa. 2, n° 3). Adoption [1^{er} février] (A. t. I, p. 111; J.O., p. 99). Promulgation (J.O., 14 février, p. 1200).

13. — 1916. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Bailleul (Nord), déposé à la Chambre le 14 janvier; rapport de M. Andrieu, le 21 janvier; adopté le 27 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [10 février] (A. t. I, p. 39; J.O., p. 41; Fa. 2, n° 6). M. Monnier dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 51; J.O., p. 54; Fa. 3, n° 12). Adoption [25 février] (A. t. I, p. 88; J.O., p. 91). Promulgation (J.O., 7 mars, p. 1834).

14 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Bailleul (Nord), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Andrieu, le 1^{er} février; adopté le 8 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 257; J.O., p. 223; Fa. 4, n° 13). M. Monnier dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 346; J.O., p. 301; Fa. 6, n° 29). Adoption [28 mars] (A. t. I, p. 360; J.O., p. 313). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 2724).

15 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Bannalec (Finistère), déposé à la Chambre le 12 septembre; rapport de M. Andrieu, le 28 septembre; adopté le 3 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances [26 octobre] (A. t. I, p. 937; J.O., p. 850; Fa. 16, n° 46). M. Monnier dépose le rapport [16 novembre] (A. t. I, p. 1026; J.O., p. 927; Fa. 21, n° 67). Adoption [23 novembre] (A. t. I, p. 1074; J.O., p. 968). Promulgation (J.O., 5 décembre, p. 10508).

16 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Bar-le-Duc (Meuse), déposé à la Chambre le 21 décembre 1916; rapport de M. Andrieu, le 2 février 1917; adopté le 8 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 257; J. O., p. 223; Fa. 3, n° 6). M. Monnier dépose le rapport [22 fé-

vrier] (A. t. I, p. 263; J.O., p. 228; Fa. 5, n° 22). Adoption [8 mars] (A. t. I, p. 302; J.O., p. 262). Promulgation (J.O., 21 mars, p. 2258).

17 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Bayeux** (Calvados), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust, le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 5, n° 23). M. Monnier dépose le rapport [22 avril] (A. t. I, p. 224; J.O., p. 200; Fa. 26, n° 131). Adoption [6 mai] (A. t. I, p. 242; J.O., p. 220). Promulgation (J.O., 15 mai, p. 3086).

18 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Beauvais** (Oise), déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de M. Andrieu, le 10 novembre; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 novembre] (A. t. I, p. 1071; J.O., p. 964; Fa. 23, n° 77). M. Monnier dépose le rapport [5 décembre] (A. t. I, p. 1130; J.O., p. 1019; Fa. 26, n° 88). Adoption [19 décembre] (A. t. I, p. 1180; J.O., p. 1065). Promulgation (J.O., 26 décembre, p. 4111).

19 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Berrien** (Finistère), déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. E. Rognon, le 19 janvier 1915; adopté le 28 février; déposé par M. le Ministre des Finances [18 février] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 36; Fa. 2, n° 3). M. Monnier dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 78; J.O., p. 69; Fa. 16 n° 78). Adoption du projet de loi [18 mars] (A. t. I, p. 119; J.O., p. 104). Promulgation (J.O., 25 mars, p. 1608).

20 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Berrien** (Finistère), déposé à la Chambre le 12 septembre; rapport de M. Andrieu, le 28 septembre; adopté le 3 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances [26 octobre] (A. t. I, p. 937; J.O., p. 850; Fa. 16, n° 47). M. Monnier dépose le rapport [16 novembre] (A. t. I, p. 1026; J.O., p. 927; Fa. 21, n° 68). Adoption [23 novembre] (A. t. I, p. 1074; J.O., p. 968). Promulgation (J.O., 5 décembre, p. 10508).

21 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Bezons** (Seine-et-Oise), déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. E. Rognon, le 19 janvier 1915; adopté le 28 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [18 février] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 36; Fa. 2, n° 4). M. Monnier dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 78; J.O., p. 69; Fa. 16, n° 79). Adoption [18 mars] (A. t. I, p. 119; J.O., p. 104). Promulgation (J.O., 25 mars, p. 1607).

22 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Bondy** (Seine), déposé à la Chambre le 20 juillet; rapport de M. Andrieu le 5 août; adopté le 12 août; déposé par M. le Ministre des Finances [2 septembre] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 496; Fa. 34, n° 157). M. Monnier dépose le rapport [25 septembre] (A. t. I, p. 567; J.O., p. 510; Fa. 37, n° 175). Adoption [21 octobre] (A. t. I, p. 635; J.O., p. 574). Promulgation (J.O., 30 octobre, p. 7814).

23 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Boucau** (Basses-Pyrénées), déposé à la Chambre le 15 novembre; rapport de M. Andrieu le 24 novembre; adopté le 28 novembre; déposé par le Ministre des Finances [7 décembre] (A. t. I, p. 1169; J.O., p. 1053; Fa. 28, n° 98). M. Monnier dépose le rapport [29 décembre] (A. t. I, p. 1201; J.O., p. 1084; Fa. 29, n° 103). || **1917.** Adoption [12 janvier] (A. t. I, p. 9; J.O., p. 11). Promulgation (J.O., 24 janvier, p. 696).

24 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Bourbourg-Ville** (Nord), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Andrieu le 1^{er} février; adopté le 10 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 52; J.O., 55; Fa. 4, n° 16). M. Monnier dépose le rapport [10 mars] (A. t. I, p. 130; J.O., p. 128; Fa. 7, n° 27). Adoption [16 mars] (A. t. I, p. 174; J.O., p. 167). Promulgation (J.O., 26 mars, p. 2390).

25 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Bourgoin** (Isère), déposé à la Chambre le 21 décembre 1916; rapport de M. Andrieu le 2 février 1917; adopté le 8 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 257; J.O., p. 223; Fa. 3, n° 7). M. Monnier dépose le rapport [22 février] (A. t. I, p. 263; J.O., p. 228; Fa. 5, n° 22). Adoption [8 mars] (A. t. I, p. 302; J.O., p. 262). Promulgation (J.O., 21 mars, p. 2258).

26 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Brest** (Finistère), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Emile-Dumas le 19 février; adopté le 25 février; déposé par le M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 5, n° 24). M. Monnier dépose le rapport [22 avril] (A. t. I, p. 224; J.O., p. 200; Fa. 26, n° 132). Adoption [6 mai] (A. t. I, p. 242; J.O., p. 220). Promulgation (J.O., 15 mai, p. 3086).

27 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Brignoles** (Var), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Andrieu le 1^{er} février; adopté le 8 février;

déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 257; J.O., p. 223; Fa. 4, n° 14). M. Monnier dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 346; J.O., p. 301; Fa. 6, n° 30). Adoption [28 mars] (A. t. I, p. 360; J.O., p. 314). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 2724).

28 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Cadenet** (Vaucluse), déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. E. Rognon le 19 janvier 1915; adopté le 28 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [18 février] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 36; Fa. 2, n° 5). M. Monnier dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 78; J.O., p. 69; Fa. 16, n° 80). Adoption [18 mars] (A. t. I, p. 119; J.O., p. 104). Promulgation (J.O., 25 mars, 1607).

29 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Camaret** (Finistère), déposé à la Chambre le 23 septembre; rapport de M. Andrieu le 3 novembre; adopté le 11 novembre; déposé par le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. I, p. 665; J.O., p. 610; Fa. 44, n° 199). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 642; Fa. 53, n° 235). Adoption [22 décembre] (A. t. I, p. 725; J.O., p. 670). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9576).

30 — 1916. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Carantec** (Finistère), déposé à la Chambre le 17 octobre; rapport de M. Andrieu le 27 octobre; adopté le 10 novembre, déposé par M. le Ministre des Finances [16 novembre] (A. t. I, p. 1037; J.O., p. 937; Fa. 22, n° 75). || **1917.** M. Monnier dépose le rapport [25 janvier] (A. t. I, p. 60; J.O., p. 55; Fa. 2, n° 4). Adoption [8 février] (A. t. I, p. 136; J. O., p. 120). Promulgation (J.O., 15 février, p. 1216).

31 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Carmaux** (Tarn), déposé à la Chambre le 17 décembre 1915; rapport de M. Andrieu le 13 janvier 1916; adopté le 20 janvier; déposé par le Ministre des Finances [27 janvier] (A. t. I, p. 15; J.O., p. 19; Fa. 1, n° 1). M. Monnier dépose le rapport [16 mars] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 146; Fa. 8, n° 30). Adoption [11 avril] (A. t. I, p. 301; J.O., p. 282). Promulgation (J.O., 19 avril, p. 3312).

32 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Castelsarrasin** (Tarn-et-Garonne), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 5, n° 25). M. Monnier dépose le rapport [22 avril] (A. t. I, p. 224; J.O., p. 200; Fa. 26, n° 133). Adoption [6 mai] (A. t. I, p. 242; J.O., p. 220). Promulgation (J.O., 15 mai, p. 3086).

33 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Caudebec-les-Elbeuf** (Seine-Inférieure), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 6, n° 26). M. Monnier dépose le rapport [22 avril] (A. t. I, p. 224; J.O., p. 200; Fa. 27, n° 134). Adoption [6 mai] (A. t. I, p. 242; J.O., 220). Promulgation (J.O., 15 mai, p. 3087).

34 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Cavaillon** (Vaucluse), déposé à la Chambre le 12 août; rapport de M. Andrieu le 16 septembre; adopté le 24 septembre; déposé par M. le Ministre des Finances [14 octobre] (A. t. I, p. 612; J.O., p. 553; Fa. 38, n° 180). M. Monnier dépose le rapport [30 octobre] (A. t. I, p. 640; J.O., p. 583; Fa. 41, n° 190). Adoption [18 novembre] (A. t. I, p. 660; J.O., p. 605). Promulgation (J.O., 4 décembre, p. 8814).

35 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Cavaillon** (Vaucluse), déposé à la Chambre le 15 février; rapport de M. Andrieu le 13 mars; adopté le 15 mars; déposé par M. le Ministre des Finances [15 mai] (A. t. I, p. 481; J.O., p. 416; Fa. 8, n° 39). M. Sauvan dépose le rapport [12 juin] (A. t. I, p. 625; J.O., p. 545; Fa. 9, n° 41). Adoption [22 juin] (A. t. I, p. 700; J.O., p. 609). Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 5039).

36 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi du **Chambon-Feugerolles** (Loire), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Emile Dumas le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 6, n° 27). M. Monnier dépose le rapport [22 avril] (A. t. I, p. 224; J.O., p. 200; Fa. 27, n° 135). Adoption [6 mai] (A. t. I, p. 243; J.O., p. 220). Promulgation (J.O., 15 mai, p. 3087).

37 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Château-Chinon** (Nièvre), déposé à la Chambre le 16 septembre; rapport de M. Andrieu le 7 octobre; adopté le 15 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 octobre] (A. t. I, p. 634; J.O., p. 573; Fa. 39, n° 184). M. Magny dépose le rapport [25 novembre] (A. t. I, p. 666; J.O., p. 611; Fa. 43, n° 195). Adoption [2 décembre] (A. t. I, p. 687; J.O., p. 632). Promulgation (J.O., 12 décembre, p. 9080).

38 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Châteaudun** (Eure-et-Loir), déposé à la

Chambre le 26 août; rapport de M. Andrieu le 30 septembre; adopté le 8 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 octobre] (A. t. I, p. 634; J.O., 573; Fa. 39, n° 185). M. Capéran dépose le rapport [21 octobre] (A. t. I, p. 635; J.O., p. 574; Fa. 40, n° 189). Adoption [29 octobre] A. t. I, p. 640; J.O., p. 583). Promulgation (J.O., 13 novembre, p. 8163).

39 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Château-Gontier** (Mayenne), déposé à la Chambre le 30 novembre; rapport de M. Andrieu le 14 décembre; adopté le 16 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [23 décembre] (A. t. I, p. 756; J.O., p. 695; Fa. 55, n° 245). M. Monnier dépose le rapport [28 décembre] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 715; Fa. 57, n° 253). **1916.** Adoption [20 janvier] (A. t. I, p. 9; J.O., p. 15). Promulgation (J.O., 29 janvier, p. 810).

40 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Châteaulin** (Finistère), déposé à la Chambre le 27 novembre; rapport de M. Andrieu le 14 décembre; adopté le 19 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 décembre] (A. t. I, p. 1304; J.O., p. 1437; Fa. 16, n° 71).

41 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Châteaurenard** (Bouches-du-Rhône), déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. E. Rognon le 19 janvier 1915; adopté le 28 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [18 février] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 36; Fa. 2, n° 6). M. Monnier dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 78; J.O., p. 69; Fa. 16, n° 81). Adoption du projet de loi [18 mars] (A. t. I, p. 119; J.O., p. 104). Promulgation (J.O., 25 mars, p. 1607).

42 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Cholet** (Maine-et-Loire), déposé à la Chambre le 28 octobre; rapport de M. Andrieu le 18 novembre; adopté le 23 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [2 décembre] (A. t. I, p. 686; J.O., p. 632; Fa. 46, n° 204). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 642; Fa. 51, n° 223). Adoption [23 décembre] (A. t. I, p. 744; J.O., p. 685). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9575).

43 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **La Ciotat** (Bouches-du-Rhône), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Andrieu le 1^{er} février; adopté le 10 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 52; J.O., p. 55; Fa. 4, n° 17). M. Monnier dépose le rapport [10 mars]

(A. t. I, p. 130; J.O., p. 128; Fa. 7, n° 28). Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 193; J.O., p. 184). Promulgation (J.O., 2 avril, p. 2674).

44 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Clamecy** (Nièvre), déposé à la Chambre le 12 août; rapport de M. Andrieu le 16 septembre; adopté le 24 septembre; déposé par M. le Ministre des Finances [14 octobre] (A. t. I, p. 612; J.O., p. 553; Fa. 38, n° 181). M. Monnier dépose le rapport [30 octobre] (A. t. I, p. 640; J.O., p. 583; Fa. 41, n° 191). Adoption [18 novembre] (A. t. I, p. 660; J.O., p. 605). Promulgation (J.O., 4 décembre, p. 8814).

45 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Cléder** (Finistère), déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de M. Andrieu le 9 novembre; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [23 novembre] (A. t. I, p. 1136; J.O., p. 991; Fa. 10, n° 42). M. Sauvan dépose le rapport [29 novembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 996; Fa. 12, n° 54). Adoption [7 décembre] (A. t. I, p. 1167; J.O., p. 1017). Promulgation (J.O., 21 décembre, p. 10442).

46 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Concarneau** (Finistère), déposé à la Chambre le 20 juillet; rapport de M. Andrieu le 5 août; adopté le 12 août; déposé par M. le Ministre des Finances [2 septembre] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 496; Fa. 34, n° 158). M. Monnier dépose le rapport [25 septembre] (A. t. I, p. 567; J.O., p. 510; Fa. 37, n° 176). Adoption [21 octobre] (A. t. I, p. 635; J.O., p. 574). Promulgation (J.O., 30 octobre, p. 7814).

47 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi du **Conquet** (Finistère), déposé à la Chambre le 16 septembre; rapport de M. Andrieu le 7 octobre; adopté le 15 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 octobre] (A. t. I, p. 634; J.O., p. 573; Fa. 39, n° 186). M. Magny dépose le rapport [25 novembre] (A. t. I, p. 666; J.O., p. 611; Fa. 43, n° 196). Adoption [2 décembre] (A. t. I, p. 687; J.O., p. 632). Promulgation (J.O., 12 décembre, p. 9079).

48 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Coray** (Finistère), déposé à la Chambre le 12 septembre; rapport de M. Andrieu le 28 septembre; adopté le 3 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances [26 octobre] (A. t. I, p. 937; J.O., p. 850; Fa. 16, n° 48). M. Monnier dépose le rapport [16 novembre] (A. t. I, p. 1026; J.O., p. 927; Fa. 21, n° 69). Adoption [28 novembre] (A. t. I, p. 1094; J.O., p. 985). Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 10592).

49 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Cosne** (Nièvre), déposé à la Chambre le 12 septembre ; rapport de M. Andrieu, le 28 septembre ; adopté le 3 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances [26 octobre] (A. t. I, p. 937 ; J.O., p. 850 ; Fa. 16, n° 49). M. Monnier dépose le rapport [16 novembre] (A. t. I, p. 1026 ; J.O., p. 927 ; Fa. 21, n° 70). Adoption [28 novembre] (A. t. I, p. 1094 ; J.O., p. 967). Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 10592).

50 — 1915. Projet autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la **Côte-Saint-André** (Isère), déposé à la Chambre le 16 juin 1914 ; rapport de M. Etienne Rognon, le 19 février 1915 ; adopté le 25 février ; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59 ; J.O., p. 52 ; Fa. 14, n° 73). M. Monnier dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 148 ; J.O., p. 133 ; Fa. 22, n° 109). Adoption [1^{er} avril] (A. t. I, p. 176 ; J.O., p. 158). Promulgation (J.O., 9 avril, p. 2020).

51 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la **Côte-Saint-André** (Isère), déposé à la Chambre le 20 janvier ; rapport de M. Andrieu, le 1^{er} février ; adopté le 10 février ; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 52 ; J.O., p. 55 ; Fa. 4, n° 18). M. Monnier dépose le rapport [10 mars] (A. t. I, p. 130 ; J.O., p. 128 ; Fa. 7, n° 29). Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 193 ; J.O., p. 185). Promulgation (J.O., 2 avril, p. 2673).

52 — 1916. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Coutances** (Manche), déposé à la Chambre le 15 novembre ; rapport de M. Andrieu, le 24 novembre ; adopté le 28 novembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [7 décembre] (A. t. I, p. 1169 ; J.O., p. 1053 ; Fa. 28, n° 99). M. Monnier dépose le rapport [29 décembre] (A. t. I, p. 1201 ; J.O., p. 1084 ; Fa. 29, n° 104). || **1917.** Adoption [12 janvier] (A. t. I, p. 9 ; J.O., p. 11). Promulgation (J.O., 24 janvier, p. 696).

53 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Cransac** (Aveyron), déposé à la Chambre le 20 juillet ; rapport de M. Andrieu, le 5 août ; déposé par M. le Ministre des Finances [27 septembre] (A. t. I, p. 557 ; J.O., p. 496 ; Fa. 34, n° 159). M. Monnier dépose le rapport [25 septembre] (A. t. I, p. 567 ; J.O., p. 510 ; Fa. 37, n° 177). Adoption [30 octobre] (A. t. I, p. 639 ; J.O., p. 583). Promulgation (J.O., 13 novembre, p. 8164).

54 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Cransac** (Aveyron), déposé à la Chambre le 25 octobre ; rapport de M. Andrieu, 9 novembre ; adopté le 13 novem-

bre; déposé par M. le Ministre des Finances [23 novembre] (A. t. I, p. 1136; J.O., p. 991; Fa. 10, n° 43). M. Sauvan dépose le rapport [29 novembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 996; Fa. 12, n° 55). Adoption [7 décembre] (A. t. I, p. 1167; J.O., p. 1018). Promulgation (J.O., 21 décembre, p. 10442).

55 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Craon** (Mayenne), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust, le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 6, n° 28). M. Monnier dépose le rapport [22 avril] (A. t. I, p. 224; J.O., p. 200; Fa. 27, n° 136). Adoption [15 mai] (A. t. I, p. 248; J.O., p. 225). Promulgation (J.O., 26 mai, p. 3294).

56 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Crest** (Drôme), déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. Rognon, le 19 janvier 1915; adopté le 23 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [18 février] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 36; Fa. 2, n° 7). M. Monnier dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 78; J.O., p. 69; Fa. 16, n° 82). Adoption [18 mars] (A. t. I, p. 119; J.O., p. 104). Promulgation (J.O., 25 mars, p. 1607).

57 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Grozon** (Finistère), déposé à la Chambre le 20 juillet; rapport de M. Andrieu, le 5 août; adopté le 12 août; déposé par M. le Ministre des Finances [2 septembre] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 496; Fa. 34, n° 160). M. Monnier dépose le rapport [25 septembre] (A. t. I, p. 567; J.O., p. 510; Fa. 37, n° 178). Adoption [30 octobre] (A. t. I, p. 640; J.O., p. 583). Promulgation (J.O., 13 novembre, p. 8164).

58 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Deauville** (Calvados), déposé à la Chambre le 20 juillet; rapport de M. Andrieu, le 5 août; adopté le 12 août; déposé par M. le Ministre des Finances [2 septembre] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 496; Fa. 34, n° 161). M. Monnier dépose le rapport [25 septembre] (A. t. I, p. 567; J.O., p. 510; Fa. 37, n° 179). Adoption [30 octobre] (A. t. I, p. 640; J.O., p. 583). Promulgation (J.O., 13 novembre, p. 8164).

59 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Decazeville** (Aveyron), déposé à la Chambre le 3 octobre; rapport de M. Andrieu, le 12 octobre; adopté le 17 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances [26 octobre] (A. t. I, p. 937; J.O., p. 850; Fa. 16, n° 50). M. Monnier dépose le rapport [16 novembre] (A. t. I, p. 1026; J.O., p. 927; Fa. 21, n° 71). Adoption [28 novembre] (A. t. I, p. 1094; J.O., p. 986). Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 10592).

60 — 1916. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Dieppe** (Seine-Inférieure), déposé à la Chambre le 15 novembre; rapport de M. Andrieu, le 24 novembre; adopté le 28 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [7 décembre] (A. t. I, p. 1169; J.O., p. 1053; Fa. 28, n° 100). M. Monnier dépose le rapport [29 décembre] (A. t. I, p. 1201; J.O., p. 1084; Fa. 29, n° 105). || **1917.** Adoption [12 janvier (A. t. I, p. 9; J.O., p. 11)]. Promulgation (J.O., 24 janvier, p. 696).

61 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Digne** (Basses-Alpes), déposé à la Chambre le 24 décembre 1916; rapport de M. Andrieu, le 2 février 1917; adopté le 8 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 257; J.O., p. 223; Fa. 3, n° 8). M. Monnier dépose le rapport [22 février] (A. t. I, p. 263; J.O., p. 228; Fa. 5, n° 24). Adoption [8 mars] (A. t. I, p. 302; J.O., p. 262). Promulgation (J.O., 21 mars, p. 2258).

62 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Dinan** (Côtes-du-Nord), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 6, n° 29). M. Monnier dépose le rapport [22 avril] (A. t. I, p. 224; J.O., p. 200; Fa. 27, n° 137). Adoption [14 mai] (A. t. I, p. 248; J.O., p. 226). Promulgation (J.O., 24 mai, p. 3294).

63 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Dinard-Saint-Enogat** (Ille-et-Vilaine), déposé à la Chambre le 10 juillet 1914; rapport de M. E. Rognon le 19 janvier 1915; adopté le 28 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances (A. t. I, p. 45; J.O., p. 36; Fa. 3, n° 8). M. Monnier dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 87; J.O., p. 77; Fa. 18, n° 90). Adoption [26 mars] (A. t. I, p. 148; J.O., p. 134). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 1860).

64 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Dinard-Saint-Enogat** (Ille-et-Vilaine), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Andrieu le 1^{er} février; adopté le 10 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 52; J.O., p. 55; Fa. 5, n° 19). M. Monnier dépose le rapport [16 mars] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 146; Fa. 8, n° 31). Adoption [11 avril] (A. t. I, p. 301; J.O., p. 282). Promulgation (J.O., 19 avril, p. 3312).

65 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Douarnenez** [Finistère], déposé à la Chambre le 20 juillet; rapport de M. Andrieu le 5 août; adopté le 12 août;

déposé par M. le Ministre des Finances [2 septembre] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 496; Fa. 35, n° 162). M. Monnier dépose le rapport [16 septembre] (A. t. I, p. 562; J.O., p. 503; Fa. 36, n° 168). Adoption [28 septembre] (A. t. I, p. 590; J.O., p. 531). Promulgation (J.O., 15 octobre, p. 7385).

66 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Elliant (Finistère), déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de M. Andrieu le 9 novembre; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [23 novembre] (A. t. I, p. 1136; J.O., p. 991; Fa. 10, n° 44). M. Sauvan dépose le rapport [29 novembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 996; Fa. 12, n° 56). Adoption [7 décembre] (A. t. I, p. 1167; J.O., p. 1018). Promulgation (J.O., 21 décembre, p. 10442).

67 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Epernay (Marne), déposé à la Chambre le 17 décembre 1915; rapport de M. Andrieu le 13 janvier 1916; adopté le 20 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [27 janvier] (A. t. I, p. 15; J.O., p. 19; Fa. 1, n° 2). M. Monnier dépose le rapport [16 mars] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 146; Fa. 8, n° 32). Adoption [11 avril] (A. t. I, p. 301; J.O., p. 282). Promulgation (J.O., 19 avril, p. 3312).

68 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Étampes (Seine-et-Oise), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 6, n° 30). M. Monnier dépose le rapport [22 avril] (A. t. I, p. 224; J.O., p. 200; Fa. 27, n° 138). Adoption [14 mai] (A. t. I, p. 248; J.O., p. 226). Promulgation (J.O., 24 mai, p. 3294).

69 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Étampes (Seine-et-Oise), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Andrieu, le 1^{er} février; adopté le 8 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 257; J.O., p. 223; Fa. 4, n° 15). M. Monnier dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 346; J.O., p. 301; Fa. 6, n° 31). Adoption [28 mars] (A. t. I, p. 360; J.O., p. 314). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 2724).

70 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Eu (Seine-Inférieure), déposé à la Chambre le 30 novembre; rapport de M. Andrieu, le 14 décembre; adopté le 16 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [23 décembre] (A. t. I, p. 756; J.O., 695; Fa. 55, n° 246). M. Monnier dépose le rapport [24 décembre] (A. t. I, p. 759; J.O., p. 699; Fa. 56, n° 251). Adoption [29 dé-

cembre] (A. t. I, p. 808; J.O., 739). || **1916.** Promulgation (J.O., 4 janvier, p. 58).

71 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi du **Faou** (Finistère), déposé à la Chambre le 28 octobre; rapport de M. Andrieu, le 18 novembre; adopté le 23 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [2 décembre] (A. t. I, p. 636; J.O., p. 632; Fa. 46, n° 205). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 642; Fa. 51, n° 224). Adoption [23 décembre] (A. t. I, p. 744; J.O., p. 686). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9575).

72 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Fécamp** (Seine-Inférieure), déposé à la Chambre le 17 décembre 1915; rapport de M. Andrieu, le 13 janvier 1916; adopté le 20 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [27 janvier] (A. t. I, p. 15; J.O., p. 19; Fa. 1, n° 3). M. Monnier dépose le rapport [16 mars] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 146; Fa. 8, n° 33). Adoption [11 avril] (A. t. I, p. 301; J.O., 282). Promulgation (J.O., 29 avril, p. 3312).

73 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **La Ferté-sous-Jouarre** (Seine-et-Marne), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust, le 19 janvier; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 7, n° 36). M. Monnier dépose le rapport [29 avril] (A. t. I, 238; J.O., p. 215; Fa. 28, n° 144). Adoption [3 juin] (A. t. I, p. 285; J.O., p. 258). Promulgation (J.O., 16 juin, p. 5960).

74 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Figeac** (Lot), déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de M. Andrieu, le 10 novembre; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 novembre] (A. t. I, p. 1071; J.O., 964; Fa. 23, n° 78). M. Monnier dépose le rapport [5 décembre] (A. t. I, p. 1130; J.O., 1019; Fa. 26, n° 89). Adoption [19 décembre] (A. t. I, 1180; J.O., p. 1066). Promulgation (J.O., 26 décembre, p. 11112).

75 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Flers** (Orne), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 6, n° 31). M. Monnier dépose le rapport [22 avril] (A. t. I, p. 224; J.O., p. 200; Fa. 27, n° 139). Adoption [14 mai] (A. t. I, p. 248; J.O., p. 226). Promulgation (J.O., 24 mai, p. 3294).

76 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Fontenay-le-Comte** (Vendée), déposé à la

Chambre le 25 octobre ; rapport de M. Andrieu le 10 novembre ; adopté le 13 novembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [21 novembre] (A. t. I, p. 1071 ; J.O., p. 964 ; Fa. 23, n° 79). M. Monnier dépose le rapport [5 décembre] (A. t. I, p. 1130 ; J.O., p. 1019 ; Fa. 26, n° 90). Adoption [19 décembre] (A. t. I, p. 1180 ; J.O., p. 1066). Promulgation (J.O., 26 décembre, p. 11112).

77 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Forcalquier** (Basses-Alpes), déposé à la Chambre le 19 janvier ; rapport de M. Goust le 19 février ; adopté le 25 février ; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59 ; J.O., p. 527 ; Fa. 7, n° 32). M. Monnier dépose le rapport [29 avril] (A. t. I, p. 238 ; J.O., p. 215 ; Fa. 28, n° 140). Adoption [20 mai] (A. t. I, p. 262 ; J.O., p. 238). Promulgation (J.O., 1^{er} juin, p. 3502).

78 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Gap** (Hautes-Alpes), déposé à la Chambre le 20 novembre ; rapport de M. Andrieu le 14 décembre ; adopté le 19 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [21 décembre] (A. t. I, p. 1304 ; J.O. p. 1137 ; Fa. 16, n° 73).

79 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Gardanne** (Bouches-du-Rhône), déposé à la Chambre le 25 octobre ; rapport de M. Andrieu le 10 novembre ; adopté le 13 novembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [21 novembre] (A. t. I, p. 1071 ; J.O., p. 964 ; Fa. 23, n° 80). M. Monnier dépose le rapport [5 décembre] (A. t. I, p. 1130 ; J.O., p. 1019 ; Fa. 26, n° 91). Adoption. [19 décembre] (A. t. I, p. 1180 ; J.O., p. 1066). Promulgation (J.O., 26 décembre, p. 11112).

80 — 1916. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **La Gorgue** (Nord), déposé à la Chambre le 14 janvier ; rapport de M. Andrieu le 21 janvier ; adopté le 27 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [10 février] (A. t. I, p. 40 ; J.O., 41 ; Fa. 2, n° 9). M. Monnier dépose le rapport [3 mars] (A. t. I, p. 110 ; J.O., p. 110 ; Fa. 6, n° 23). Adoption [7 avril] (A. t. I, p. 277 ; J.O., p. 263). Promulgation (J.O., 19 avril, p. 3312).

81 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Groix** (Morbihan), déposé à la Chambre le 19 janvier ; rapport de M. Goust le 19 février ; adopté le 25 février ; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59 ; J.O., p. 52 ; Fa. 7, n° 33). M. Monnier dépose le rapport [29 avril] (A. t. I, p. 238 ; J.O., p. 215 ; Fa. 28, n° 141). Adoption [20 mai] (A. t. I, p. 263 ; J.O., p. 238). Promulgation (J.O., 1^{er} juin, p. 3502).

82 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Guilers** (Finistère), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 9 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 7, n° 34). M. Monnier dépose le rapport [29 avril] (A. t. I, p. 238; J.O., p. 215; Fa. 28, n° 142). Adoption [20 mai] (A. t. I, p. 263; J.O., p. 250). Promulgation (J.O., 1^{er} juin, p. 3502).

83 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Guilvinec** (Finistère), déposé à la Chambre le 12 août; rapport de M. Andrieu le 16 septembre; adopté le 24 septembre; déposé par M. le Ministre des Finances [14 octobre] (A. t. I, p. 612; J.O., p. 553; Fa. 38, n° 182). M. Monnier dépose le rapport [30 octobre] (A. t. I, p. 640; J.O., p. 583; Fa. 41, n° 192). Adoption [25 novembre] (A. t. I, p. 672; J.O., p. 616). Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 8946).

84 — 1917. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Guipavas** (Finistère), déposé à la Chambre le 20 novembre; rapport de M. Andrieu le 14 décembre; adopté le 19 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 décembre] (A. t. I, p. 1304; J.O., p. 1137; Fa. 17, n° 73).

85 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Hazebrouck** (Nord), déposé à la Chambre le 20 juillet; rapport de M. Andrieu le 5 août; adopté le 12 août; déposé par M. le Ministre des Finances [2 septembre] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 496; Fa. 35, n° 163). M. Monnier dépose le rapport [16 septembre] (A. t. I, p. 562; J.O., p. 503; Fa. 36, n° 169). Adoption [28 septembre] (A. t. I, p. 590; J.O., p. 531). Promulgation (J.O., 15 octobre, p. 7386).

86 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **l'Île-de-Batz** (Finistère), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Emile Dumas le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 7, n° 35). M. Monnier dépose le rapport [29 avril] (A. t. I, p. 238; J.O., p. 215; Fa. 28, n° 143). Adoption [20 mai] (A. t. I, p. 263; J.O., p. 250). Promulgation (J.O., 1^{er} juin, p. 3502).

87 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **l'Île-de-Sein** (Finistère), déposé à la Chambre le 30 novembre; rapport de M. Andrieu le 14 décembre; adopté le 16 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [23 décembre] (A. t. I, p. 756; J.O., p. 695; Fa. 55, n° 247). M. Monnier dépose le rap-

port [28 décembre] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 715; Fa. 57, n° 254). || 1916. Adoption [20 janvier] (A. t. I, p. 9; J.O., p. 15). Promulgation (J.O., 29 janvier, p. 810).

88 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de l'**Isle-sur-Sorgue** (Vaucluse), déposé à la Chambre le 11 novembre; rapport de M. Andrieu le 23 novembre; adopté le 26 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [2 décembre] (A. t. I, p. 687; J.O., p. 632; Fa. 48, n° 212). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 642; Fa. 54, n° 239). Adoption [24 décembre] (A. t. I, p. 760; J.O., p. 699). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9574).

89 — 1916. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Juvisy-sur-Orge** (Seine-et-Oise), déposé à la Chambre le 14 janvier; rapport de M. Andrieu le 21 janvier; adopté le 27 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [10 février] (A. t. I, p. 40; J.O., p. 41; Fa. 2, n° 7). M. Monnier dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 51; J.O., p. 54; Fa. 3, n° 14). Adoption [25 février] (A. t. I, p. 88; J.O., p. 91). Promulgation (J.O., 7 mars, p. 1833).

90 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Kerlouan** (Finistère), déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. E. Rognon le 19 janvier 1915; adopté le 28 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [18 février] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 36; Fa. 3, n° 9). M. Monnier dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 87; J.O., p. 77; Fa. 48, n° 91). Adoption [26 mars] (A. t. I, p. 148; J.O., p. 134). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 1861).

91 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Keryado** (Morbihan), déposé à la Chambre le 11 novembre; rapport de M. Andrieu le 23 novembre; adopté le 26 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [2 décembre] (A. t. I, p. 687; J.O., p. 632; Fa. 46, n° 207). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 642; Fa. 54, n° 240). Adoption [24 décembre] (A. t. I, p. 760; J.O., p. 699). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9574).

92 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Laigle** (Orne), déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de M. Andrieu le 9 novembre; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [23 novembre] (A. t. I, p. 1136; J.O., p. 991; Fa. 10, n° 45). M. Sauvan dépose le rapport [29 novembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 996; Fa. 12, n° 57). Adoption [11 décembre] (A. t. I, p. 1188; J.O., p. 1035). Promulgation (J.O., 21 décembre, p. 10442).

93 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Lambézellec** (Finistère), déposé à la Chambre le 20 juillet; rapport de M. Andrieu le 5 août; adopté le 12 août; déposé par M. le Ministre des Finances [2 septembre] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 496; Fa. 35, n° 164). M. Monnier dépose le rapport [16 septembre] (A. t. I, p. 562; J.O., p. 503; Fa. 36, n° 170). Adoption [28 septembre] (A. t. I, p. 590; J.O., p. 531). Promulgation (J.O., 15 octobre, p. 7386).

94 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Lampaul-Ploudalmézeau** (Finistère), déposé à la Chambre le 28 octobre; rapport de M. Andrieu le 18 novembre; adopté le 23 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [2 décembre] (A. t. I, p. 687; J.O., p. 632; Fa. 46, n° 208). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 642; Fa. 51, n° 225). Adoption [23 décembre] (A. t. I, p. 744; J.O., p. 685). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9575).

95 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Landerneau** (Finistère), déposé à la Chambre le 23 septembre; rapport de M. Andrieu le 3 novembre; adopté le 11 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. I, p. 665; J.O., p. 610; Fa. 44, n° 200). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 642; Fa. 53, n° 236). Adoption [22 décembre] (A. t. I, p. 725; J.O., p. 670). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9576).

96 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Landivisiau** (Finistère), déposé à la Chambre le 20 novembre; rapport de M. Andrieu le 14 décembre; adopté le 19 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 décembre] (A. t. I, p. 1304; J.O., p. 1137; Fa. 17, n° 74).

97 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Lanester** (Morbihan), déposé à la Chambre le 11 novembre; rapport de M. Andrieu le 23 novembre; adopté le 26 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [2 décembre] (A. t. I, p. 687; J.O., p. 632; Fa. 46, n° 209). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 642; Fa. 54, n° 241). Adoption (A. t. I, p. 760; J.O., p. 699). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9574).

98 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Lesneven** (Finistère), déposé à la Chambre le 28 octobre; rapport de M. Andrieu le 18 novembre; adopté le 23 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [2 décembre] (A. t. I, p. 687;

J.O., p. 632; Fa. 48, n° 214). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 642; Fa. 51, n° 227). Adoption [23 décembre] (A. t. I, p. 745; J.O., p. 686). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9575).

99 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Limeil-Brévannes** (Seine-et-Oise), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 14, n° 74). M. Monnier dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 148; J.O., p. 133; Fa. 22, n° 110). Adoption [1^{er} avril] (A. t. I, p. 177; J.O., p. 158). Promulgation (J.O., 9 avril, p. 2020).

100 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Locquénolé** (Finistère), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Emile Dumas le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 8, n° 39). M. Monnier dépose le rapport [29 avril] (A. t. I, p. 238; J.O., p. 225; Fa. 29, n° 147). Adoption [3 juin] (A. t. I, p. 285; J.O., p. 258). Promulgation (J.O., 16 juin, p. 5960).

101 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Loctudy** (Finistère), déposé à la Chambre le 20 juillet; rapport de M. Andrieu le 3 août; adopté le 12 août; déposé par M. le Ministre des Finances [2 septembre] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 496; Fa. 35, n° 165). M. Monnier dépose le rapport [16 septembre] (A. t. I, p. 562; J.O., p. 503; Fa. 36, n° 171). Adoption [14 octobre] (A. t. I, p. 617; J.O., p. 558). Promulgation (J.O., 24 octobre, p. 7641).

102 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Loos** (Nord), déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. E. Rognon le 19 janvier 1915; adopté le 28 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [18 février] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 36; Fa. 3, n° 10). M. Monnier dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 87; J.O., p. 77; Fa. 18, n° 92). Adoption du projet de loi [26 mars] (A. t. I, p. 148; J.O., p. 134). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 1861).

103 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Loperhet** (Finistère), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 8, n° 40). M. Monnier dépose le rapport [29 avril] (A. t. I, p. 238; J.O., p. 215; Fa. 29, n° 148). Adoption [17 juin] (A. t. I, p. 302; J.O., p. 275). Promulgation (J.O., 7 juillet, p. 4605).

104 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Lorient** (Morbihan), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 8, n° 41). M. Monnier dépose le rapport [29 avril] (A. t. I, p. 238; J.O., p. 215; Fa. 29, n° 149). Adoption [17 juin] (A. t. I, p. 302; J.O., p. 275). Promulgation (J.O., 7 juillet, p. 4606).

105 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Lorient** (Morbihan), déposé à la Chambre le 28 octobre; rapport de M. Andrieu le 18 novembre; adopté le 23 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [2 décembre] (A. t. I, p. 687; J.O., p. 632; Fa. 48, n° 213). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 642; Fa. 51, n° 228). Adoption [23 décembre] (A. t. I, p. 745; J.O., p. 686). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9575).

106 — 1916. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Louviers** (Eure), déposé à la Chambre le 14 janvier; rapport de M. Andrieu le 21 janvier; adopté le 27 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [10 février] (A. t. I, p. 40; J.O., p. 41; Fa. 2, n° 9). M. Monnier dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 51; J.O., p. 54; Fa. 3, n° 13). Adoption [25 février] (A. t. I, p. 88; J.O., p. 91). Promulgation (J.O., 7 mars, p. 1833).

107 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Luçon** (Vendée), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 8, n° 42). M. Monnier dépose le rapport [29 avril] (A. t. I, p. 238; J.O., p. 215; Fa. 29, n° 150). Adoption [24 juin] (A. t. I, p. 316; J.O., p. 290). Promulgation (J.O., 7 juillet, p. 4606).

108 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Magnac-Laval** (Haute-Vienne), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Andrieu le 1^{er} février; adopté le 8 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 257; J.O., p. 223; Fa. 4, n° 16). M. Monnier dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 346; J.O., p. 301; Fa. 6, n° 32). Adoption [28 mars] (A. t. I, p. 360; J.O., p. 314). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 2724).

109 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Malo-les-Bains** (Nord), déposé à la Chambre le 21 décembre 1916; rapport de M. Andrieu le 2 février; adopté le

8 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 257; J.O., p. 223; Fa. 3, n° 9). M. Monnier dépose le rapport [22 février] (A. t. I, p. 263; J.O., p. 228; Fa. 5, n° 25). Adoption [8 mars] (A. t. I, p. 303; J.O., p. 262). Promulgation (J.O., 21 mars, p. 2258)

110 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Manosque** (Basses-Alpes), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Andrieu le 1^{er} février; adopté le 10 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 52; J.O., p. 55; Fa. 5, n° 20). M. Monnier dépose le rapport [16 mars] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 146; Fa. 9, n° 34). Adoption [12 avril] (A. t. I, p. 317; J.O., p. 297). Promulgation (J.O., 22 avril, p. 3411).

111 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi du **Mans** (Sarthe), déposé à la Chambre le 17 octobre; rapport de M. Andrieu le 27 octobre; adopté le 10 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [16 novembre] (A. t. I, p. 1038; J.O., p. 937; Fa. 22, n° 76). || 1917. M. Monnier dépose le rapport [25 janvier] (A. t. I, p. 60; J.O., p. 55; Fa. 2, n° 5). Adoption [8 février] (A. t. I, p. 136; J.O., p. 120). Promulgation (J.O., 15 février, p. 1216).

112 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Matha** (Charente-Inférieure), déposé à la Chambre le 12 septembre; rapport de M. Andrieu le 28 septembre; adopté le 3 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances [26 octobre] (A. t. I, p. 937; J.O., p. 850; Fa. 16 n° 51). M. Monnier dépose le rapport [10 novembre] (A. t. I, p. 1026; J.O., p. 927; Fa. 21, n° 72). Adoption [28 novembre] (A. t. I, p. 1094; J.O., p. 986). Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 10592).

113 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Meaux** (Seine-et-Marne), déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de M. Andrieu le 10 novembre; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 novembre] (A. t. I, p. 1071; J.O., p. 964; Fa. 23, n° 81). M. Monnier dépose le rapport [5 décembre] (A. t. I, p. 1130; J.O., p. 1019; Fa. 26, n° 92). Adoption [19 décembre] (A. t. I, p. 1180; J.O., p. 1066). Promulgation (J.O., 26 décembre, p. 11112).

114 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Melun** (Seine-et-Marne), déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de M. Andrieu le 10 novembre; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 novembre] (A. t. I, p. 1071; J.O., p. 964, Fa. 24, n° 83). M. Monnier dépose le rapport [5 dé-

cembre] (A. t. I, p. 1130; J.O., p. 1019; Fa. 27, n° 93). Adoption [29 décembre] (A. t. I, p. 1202; J.O., p. 1085). || 1917. Promulgation (J.O., 11 janvier, p. 390).

115 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Meudon** (Seine-et-Oise), déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de M. Andrieu le 10 novembre; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 novembre] (A. t. I, p. 1071; J.O., p. 964; Fa. 24, n° 82). M. Monnier dépose le rapport [5 décembre] (A. t. I, p. 1130; J.O., p. 1019; Fa. 27, n° 94). Adoption [29 décembre] (A. t. I, p. 1202; J.O., p. 1085). || 1917. Promulgation (J.O., 11 janvier, p. 390).

116 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Mézières** (Ardennes), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Emile Dumas le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 8, n° 43). M. Monnier dépose le rapport [29 avril] (A. t. I, p. 238; J.O., p. 215; Fa. 29, n° 151). Adoption [24 juin] (A. t. I, p. 316; J.O., p. 290). Promulgation (J.O., 7 juillet, p. 4606).

117 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Mirecourt** (Vosges), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust, le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 9, n° 44). M. Monnier dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 114; Fa. 20, n° 96). Adoption [1^{er} avril] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 157). Promulgation (J.O., 9 avril, p. 2020).

118 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Moncontour** (Côtes-du-Nord), déposé à la Chambre le 17 décembre 1915; rapport de M. Andrieu le 13 janvier 1916; adopté le 20 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [27 janvier] (A. t. I, p. 15; J.O., p. 19; Fa. 1, n° 4). M. Monnier dépose le rapport [16 mars] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 146; Fa. 9, n° 35). Adoption [11 avril] (A. t. I, p. 317; J.O., p. 282). Promulgation (J.O., 22 avril, p. 3412).

119 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Montmorency** (Seine-et-Oise), déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de M. Andrieu le 9 novembre; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [23 novembre] (A. t. I, p. 1136; J.O., p. 991; Fa. 10, n° 46). M. Sauvan dépose le rapport [29 novembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 996; Fa. 12, n° 58). Adoption [11 décembre] (A. t. I, p. 1188; J.O., p. 1036). Promulgation (J.O., 21 décembre, p. 10442).

120 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Montpellier** (Hérault), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Andrieu le 1^{er} février; adopté le 10 février; déposé par le M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 52; J.O., p. 55; Fa. 5, n° 21). M. Monnier dépose le rapport [16 mars] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 146; Fa. 9, n° 36). Adoption [14 avril] (A. t. I, p. 348; J.O., p. 322). Promulgation (J.O., 24 avril, p. 3500).

121 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Mortagne** (Orne), déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de M. Andrieu le 9 novembre; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [23 novembre] (A. t. I, p. 1136; J.O., p. 991; Fa. 10, n° 47). M. Sauvan dépose le rapport [29 novembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 996; Fa. 12, n° 59). Adoption [11 décembre] (A. t. I, p. 1188; J.O., p. 1036). Promulgation (J.O., 21 décembre, p. 10442).

122 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la **Mothe-Saint-Héraye** (Deux-Sèvres), déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. E. Rognon le 19 janvier 1915; adopté le 28 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [13 février] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 36; Fa. 3, n° 11). M. Monnier dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 87; J.O., p. 77; Fa. 18, n° 93). Adoption du projet de loi [26 mars] (A. t. I, p. 149; J.O., p. 134). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 1860).

123 — 1915. Projet de loi autorisant la prolongation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Moutiers** (Savoie), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O. p. 521; Fa. 9, n° 45). M. Monnier dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 114; Fa. 20, n° 97). Adoption du projet de loi [1^{er} avril] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 157). Promulgation (J.O., 9 avril, p. 2020).

124 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Nevers** (Nièvre), déposé à la Chambre le 17 octobre; rapport de M. Andrieu le 27 octobre; adopté le 10 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [16 novembre] (A. t. I, p. 1037; J.O., p. 937; Fa. 22, n° 73). || **1917.** M. Monnier dépose le rapport [25 janvier] (A. t. I, p. 60; J.O., p. 55; Fa. 2, n° 2). Adoption [1^{er} février] (A. t. I, p. 111; J.O., p. 99). Promulgation (J.O., 14 février, p. 1200).

125 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Nyons** (Drôme), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par

M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 9, n° 46). **M. Monnier** dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 114; Fa. 20, n° 98). Adoption [1^{er} avril] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 157). Promulgation (J.O., 9 avril, p. 2021).

126 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Nyons** (Drôme), déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de **M. Andrieu** le 9 novembre; adopté le 13 novembre; déposé par **M. le Ministre des Finances** [23 novembre] (A. t. I, p. 1136; J.O., p. 991; Fa. 11, n° 48). **M. Sauvan** dépose le rapport [29 novembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 996; Fa. 13, n° 60). Adoption [17 décembre] (A. t. I, p. 1243; J.O., p. 1085). Promulgation (J.O., 26 décembre, p. 10610).

127 — 1916. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Orthez** (Basses-Pyrénées), déposé à la Chambre le 14 janvier; rapport de **M. Andrieu** le 21 janvier; adopté le 27 janvier; déposé par **M. le Ministre des Finances** [10 février] (A. t. I, p. 40; J.O., p. 41; Fa. 2, n° 10). **M. Monnier** dépose le rapport [3 mars] (A. t. I, p. 110; J.O., p. 110; Fa. 6, n° 24). Adoption [7 avril] (A. t. I, p. 277; J.O., p. 263). Promulgation (J.O., 19 avril, p. 3312).

128 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Ouessant** (Finistère), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de **M. Goust** le 19 février; adopté le 25 février; déposé par **M. le Ministre des Finances** [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 9, n° 47). **M. Monnier** dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 114; Fa. 20, n° 99). Adoption [1^{er} avril] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 157). Promulgation (J.O., 9 avril, p. 2020).

129 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Paimbœuf** (Loire-Inférieure), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de **M. Andrieu** le 1^{er} février; adopté le 8 février; déposé par **M. le Ministre des Finances** [17 février] (A. t. I, p. 257; J.O., p. 223; Fa. 4, n° 17). **M. Monnier** dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 346; J.O., p. 301; Fa. 7, n° 33). Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 388; J.O., p. 337). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 2724).

130 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Paris** (Seine), déposé à la Chambre le 12 septembre; rapport de **M. Andrieu** le 28 septembre; adopté le 3 octobre; déposé par **M. le Ministre des Finances** [26 octobre] (A. t. I, p. 937; J.O., p. 850; Fa. 17, n° 57). **M. Monnier** dépose le rapport [10 novembre] (A. t. I, p. 987; J.O., p. 895; Fa. 19, n° 64). Adoption [17 novembre] (A. t. I, p. 1040; J.O., p. 939). Promulgation (J.O., 26 novembre, p. 10268).

131 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Parthenay** (Deux-Sèvres), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 9, n° 48). M. Monnier dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 114; Fa. 20, n° 100). Adoption [1^{er} avril] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 157). Promulgation (J.O., 9 avril, p. 2021).

132 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Pavillons-sous-Bois** (Seine), déposé à la Chambre le 28 octobre; rapport de M. Andrieu le 18 novembre; adopté le 23 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [2 décembre] (A. t. I, p. 687; J.O., p. 632; Fa. 48, n° 215). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 642; Fa. 52, n° 229). Adoption [28 décembre] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 715). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9577).

133 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Périgueux** (Dordogne), déposé à la Chambre le 11 novembre; rapport de M. Andrieu le 23 novembre; adopté le 26 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [2 décembre] (A. t. I, p. 687; J.O., p. 632; Fa. 49, n° 216). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 642; Fa. 54, n° 242). Adoption [24 décembre] (A. t. I, p. 760; J.O., p. 699). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9574).

134 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Plabennec** (Finistère), déposé à la Chambre le 26 août; rapport de M. Andrieu, le 30 septembre; adopté le 8 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 octobre] (A. t. I, p. 634; J.O., p. 573; Fa. 39, n° 187). M. Magny dépose le rapport [25 novembre] (A. t. I, p. 666; J.O., p. 611; Fa. 43, n° 197). Adoption [8 décembre] (A. t. I, p. 698; J.O., p. 643). Promulgation (J.O., 21 décembre, p. 9374).

135 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Plérin** (Côtes-du-Nord), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Andrieu, le 1^{er} février; adopté le 8 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 257; J.O., p. 223; Fa. 4, n° 48). M. Monnier dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 346; J.O., p. 301; Fa. 7, n° 34). Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 388; J.O., p. 337). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 2724).

136 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Ploaré** (Finistère), déposé à la Chambre le

19 janvier ; rapport de M. Goust, le 19 février ; adopté le 25 février ; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59 ; J.O., p. 52 ; Fa. 9, n° 49). M. Monnier dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 126 ; J.O., p. 114 ; Fa. 20, n° 101). Adoption du projet de loi [1^{er} avril] (A. t. I, p. 176 ; J.O., p. 158). Promulgation (J.O., 9 avril, p. 2021).

137 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Ploëmeur** (Morbihan), déposé à la Chambre le 4 décembre ; rapport de M. Andrieu, le 18 décembre ; adopté le 20 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [22 décembre] (A. t. I, p. 1330 ; J.O., p. 1160 ; Fa. 18, n° 78).

138 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Plogastel-Saint-Germain** (Finistère), déposé à la Chambre le 19 janvier ; rapport de M. Goust, le 19 février ; adopté le 25 février ; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] A. t. I, p. 59 ; J.O., p. 52 ; Fa. 10, n° 50). M. Monnier dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 126 ; J.O., p. 114 ; Fa. 21, n° 102). Adoption [2 avril] (A. t. I, p. 197 ; J.O., p. 176). Promulgation (J.O., 13 avril, p. 2148).

139 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Ploudalmézeau** (Finistère), déposé à la Chambre le 22 décembre 1914 ; rapport de M. Rognon, le 19 janvier 1915 ; adopté le 28 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [18 février] (A. t. I, p. 45 ; J.O., p. 36 ; Fa. 3, n° 12). M. Monnier dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 87 ; J.O., p. 77 ; Fa. 18, n° 94). Adoption [26 mars] (A. t. I, p. 149 ; J.O., p. 134). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 1860).

140 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Ploudaniel** (Finistère), déposé à la Chambre le 22 décembre 1914 ; rapport de M. Rognon, le 19 janvier 1915 ; adopté le 28 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [18 février] (A. t. I, p. 45 ; J.O., p. 36 ; Fa. 4, n° 13). M. Monnier dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 78 ; J.O., p. 69 ; Fa. 17, n° 83). Adoption [25 mars] (A. t. I, p. 127 ; J.O., p. 114). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 1861).

141 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Plouédern** (Finistère), déposé à la Chambre le 30 novembre ; rapport de M. Andrieu, le 14 décembre ; adopté le 16 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [23 décembre] (A. t. I, p. 756 ; J.O., p. 695 ; Fa. 55, n° 248). M. Monnier dépose le rapport [28 décembre] (A. t. I, p. 780 ; J.O., p. 715 ; Fa. 57, n° 255). || 1916. Adoption. [27 janvier] (A. t. I, p. 19 ; J.O., p. 22). Promulgation (J.O., 6 février, p. 1049).

142 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Plouigneau** (Finistère), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust, le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 10, n° 51). M. Monnier dépose le rapport (A. t. I, p. 126; J.O., p. 114; Fa. 21, n° 103). Adoption [2 avril] (A. t. I, p. 197; J.O., p. 176). Promulgation (J.O., 13 avril, p. 2148).

143 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Plounéour-Trez** (Finistère), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Emile Dumas, le 19 février; adopté le 25 février; Déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 10, n° 52). M. Monnier dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 114; Fa. 21, n° 104). Adoption [2 avril] (A. t. I, p. 197; J.O., p. 176). Promulgation (J.O., 13 avril, p. 2148).

144 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Plouzané** (Finistère), déposé à la Chambre le 10 juillet 1914; rapport de M. Rognon, le 19 janvier 1915; adopté le 28 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [18 février] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 36; Fa. 4, n° 14). M. Monnier dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 78; J.O., p. 69; Fa. 17, n° 84). Adoption [25 mars] (A. t. I, p. 127; J.O., p. 114). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 1860).

145 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Plozevet** (Finistère), déposé à la Chambre le 20 juillet; rapport de M. Andrieu, le 5 août; adopté le 12 août; déposé par M. le Ministre des Finances [2 septembre] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 496; Fa. 35, n° 166). M. Monnier dépose le rapport [16 septembre] (A. t. I, p. 562; J.O., p. 503; Fa. 36, n° 172). Adoption [14 octobre] (A. t. I, p. 618; J.O., p. 558). Promulgation (J.O., 24 octobre, p. 7641).

146 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Pluvigner** (Morbihan), déposé à la Chambre, le 28 octobre; rapport de M. Andrieu le 18 novembre; adopté le 23 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [2 décembre] (A. t. I, p. 687; J.O., p. 632; Fa. 49, n° 217). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 642; Fa. 52, n° 230). Adoption [28 décembre] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 716). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9577).

147 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Poissy** (Seine-et-Oise), déposé à la Chambre le 12 septembre; rapport de M. Andrieu le 28 septembre; adopté le

3 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances [26 octobre] (A. t. I, p. 937; J.O., p. 850; Fa. 17, n° 52). M. Monnier dépose le rapport [10 novembre] (A. t. I, p. 987; J.O., p. 895; Fa. 19, n° 59). Adoption [16 novembre] (A. t. I, p. 1026; J.O., p. 927). Promulgation (J.O., 26 novembre, p. 10268).

148 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Pont-Croix** (Finistère), déposé à la Chambre le 20 juillet; rapport de M. Andrieu le 5 août; adopté le 12 août; déposé par M. le Ministre des Finances [2 septembre] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 496; Fa. 35, n° 167). M. Monnier dépose le rapport [16 septembre] (A. t. I, p. 562; J.O., p. 503; Fa. 36, n° 173). Adoption [14 octobre] (A. t. I, p. 618; J.O., p. 558). Promulgation (J.O., 24 octobre, p. 7641).

149 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Pont-Labbé** (Finistère), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 10, n° 53). M. Monnier dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 114; Fa. 21, n° 105). Adoption [2 avril] (A. t. I, p. 197; J.O., p. 176). Promulgation (J.O., 13 avril, p. 2148).

150 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Pont-l'Evêque** (Calvados), déposé à la Chambre le 4 décembre; rapport de M. Andrieu, le 18 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [22 décembre] (A. t. I, p. 1330; J.O., p. 1160; Fa. 18, n° 79).

151 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Pontivy** (Morbihan), déposé à la Chambre le 17 décembre 1915; rapport de M. Andrieu le 13 janvier 1916; adopté le 20 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [27 janvier] (A. t. I, p. 15; J.O., p. 19; Fa. 1, n° 5). M. Monnier dépose le rapport [16 mars] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 146; Fa. 9, n° 37). Adoption [14 avril] (A. t. I, p. 348; J.O., p. 282). Promulgation (J.O., 24 avril, p. 3500).

152 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Port-Louis** (Morbihan), déposé à la Chambre le 15 novembre; rapport de M. Andrieu le 24 novembre; adopté le 28 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [7 décembre] (A. t. I, p. 1169; J.O., p. 1053; Fa. 28, n° 101). M. Monnier dépose le rapport [29 décembre] (A. t. I, p. 1201; J.O., p. 1084; Fa. 29, n° 106). || **1917.** Adoption [18 janvier] (A. t. I, p. 32; J.O., p. 30). Promulgation (J.O., 28 janvier, p. 852).

153 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi du **Pré-Saint-Gervais** (Seine), déposé à la Chambre le 9 mars ; rapport de M. Andrieu le 26 mai ; adopté le 6 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances [15 juin] (A. t. I, p. 608 ; J.O., p. 551 ; Fa. 10, n° 39). M. Monnier dépose le rapport [22 juin] (A. t. I, p. 630 ; J.O., p. 572 ; Fa. 11, n° 41). Adoption [20 juillet] (A. t. I, p. 758 ; J.O., p. 692). Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 6748).

154 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Privas** (Ardèche), déposé à la Chambre le 19 janvier ; rapport de M. Emile Dumas le 19 février ; adopté le 25 février ; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59 ; J.O., p. 52 ; Fa. 10, n° 54). M. Monnier dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 126 ; J.O., p. 114 ; Fa. 21, n° 106). Adoption [2 avril] (A. t. I, p. 197 ; J.O., p. 176). Promulgation (J.O., 13 avril, p. 2148).

155 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Quiberon** (Morbihan), déposé à la Chambre le 19 janvier ; rapport de M. Emile Dumás le 19 février ; adopté le 25 février ; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59 ; J.O., p. 52 ; Fa. 10, n° 55). M. Monnier dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 126 ; J.O., p. 114 ; Fa. 21, n° 107). Adoption [2 avril] (A. t. I, p. 197 ; J.O., p. 1764). Promulgation (J.O., 13 avril, p. 2148).

156 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Quimerc'h** (Finistère), déposé à la Chambre le 16 septembre ; rapport de M. Andrieu le 7 octobre ; adopté le 15 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances [21 octobre] (A. t. I, p. 634 ; J.O., p. 573 ; Fa. 39, n° 188). M. Magny dépose le rapport [25 novembre] (A. t. I, p. 666 ; J.O., p. 611 ; Fa. 43, n° 198). Adoption [8 décembre] (A. t. I, p. 698 ; J.O., p. 643). Promulgation (J.O., 21 décembre, p. 9373).

157 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Quimper** (Finistère), déposé à la Chambre le 28 octobre ; rapport de M. Andrieu le 18 novembre ; adopté le 23 novembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [2 décembre] (A. t. I, p. 687 ; J.O., p. 632 ; Fa. 49, n° 218). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693 ; J.O., p. 642 ; Fa. 52, n° 231). Adoption [28 décembre] (A. t. I, p. 780 ; J.O., p. 716). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9577).

158 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Quimperlé** (Finistère), déposé à la Chambre

le 30 novembre; rapport de M. Andrieu le 14 décembre; adopté le 16 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [23 décembre] (A. t. I, p. 756; J.O., p. 695; Fa. 55, n° 249). M. Monnier dépose le rapport [28 décembre] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 715; Fa. 57, n° 256). || 1916. Adoption [27 janvier] (A. t. I, p. 19; J.O., p. 22). Promulgation (J.O., 6 février, p. 1050).

159 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Quintin** (Côtes-du-Nord), déposé à la Chambre le 20 novembre; rapport de M. Andrieu le 14 décembre; adopté le 19 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 décembre] (A. t. I, p. 1304; J.O., p. 1137; Fa. 17, n° 75).

160 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Rambouillet** (Seine-et-Oise), déposé à la Chambre le 4 décembre; rapport de M. Andrieu le 18 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [22 décembre] (A. t. I, p. 1330; J.O., p. 1160; Fa. 18, n° 80).

161 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Redon** (Ille-et-Vilaine), déposé à la Chambre le 4 décembre; rapport de M. Andrieu le 18 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [22 décembre] (A. t. I, p. 1330; J.O., p. 1160; Fa. 19, n° 81).

162 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Relecq-Kerhuon** (Finistère), déposé à la Chambre le 12 septembre; rapport de M. Andrieu le 28 septembre; adopté le 3 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances [26 octobre] (A. t. I, p. 937; J.O., p. 850; Fa. 17, n° 53). M. Monnier dépose le rapport [10 novembre] (A. t. I, p. 987; J.O., p. 895; Fa. 19, n° 60). Adoption [16 novembre] (A. t. I, p. 1026; J.O., p. 928). Promulgation (J.O., 26 novembre, p. 10268).

163 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Rennes** (Ille-et-Vilaine), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Emile Dumas le 19 février; adopté le 15 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 11, n° 56). M. Monnier dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 149; Fa. 24, n° 116). Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 215; J.O., p. 191). Promulgation (J.O., 14 avril, p. 2196).

164 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Rezé** (Loire-Inférieure), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février;

déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 11, n° 57). M. Monnier dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 149; Fa. 24, n° 117). Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 216; J.O., p. 191). Promulgation (J.O., 14 avril, p. 2196).

165 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **La Ricamarie** (Loire), déposé à la Chambre le 4 décembre; rapport de M. Andrieu le 18 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [22 décembre] (A. t. I, p. 1330; J.O., p. 1160; Fa. 18, n° 77).

166 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Rives** (Isère), déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de M. Andrieu le 9 novembre; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [23 novembre] (A. t. I, p. 1136; J.O., p. 991; Fa. 11, n° 49). M. Sauvan dépose le rapport [29 novembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 996; Fa. 13, n° 61). Adoption [17 décembre] (A. t. I, p. 1243; J.O. p/1085). Promulgation (J.O., 26 novembre, p. 10610).

167 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Rochefort** (Charente-Inférieure), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Andrieu le 1^{er} février; adopté le 8 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 257; J.O., p. 223; Fa. 4, n° 19). M. Monnier dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 346; J.O., p. 301; Fa. 7, n° 35). Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 412; J.O., p. 358). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 2725).

168 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la **Roche-Maurice** (Finistère), déposé à la Chambre, le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 7, n° 37). M. Monnier dépose le rapport [29 avril] (A. t. I, p. 238; J.O. p. 215; Fa. 28, n° 145). Adoption [3 juin] (A. t. I, p. 285; J.O., p. 258). Promulgation (J.O., 16 juin, p. 3959).

169 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Rodez** (Aveyron), déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de M. Andrieu le 9 novembre; adopté le 13 novembre; déposé par le Ministre des Finances [23 novembre] (A. t. I, p. 1136; J.O., p. 991; Fa. 11, n° 50). M. Sauvan dépose le rapport [29 novembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 996; Fa. 13, n° 62). Adoption [17 décembre] (A. t. I, p. 1243; J.O., p. 1085). Promulgation (J.O., 26 décembre, p. 10610).

170 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Roscanvel** (Finistère), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 11, n° 58). M. Monnier dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 149; Fa. 24, n° 118). Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 216; J.O. p. 191). Promulgation (J.O., 14 avril, p. 2196).

171 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Roscoff** (Finistère), déposé à la Chambre le 12 septembre; rapport de M. Andrieu le 28 septembre; adopté le 3 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances [26 octobre] (A. t. I, p. 937; J.O., p. 850; Fa. 17, n° 54). M. Monnier dépose le rapport [10 novembre] (A. t. I, p. 897; J.O., p. 895; Fa. 19, n° 61). Adoption [16 novembre] (A. t. I, p. 1026; J.O., p. 928). Promulgation (J.O., 26 novembre, p. 10268).

172 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Rosendaël** (Nord), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Andrieu le 1^{er} février; adopté le 10 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 52; J.O., p. 55; Fa. 5, n° 22). M. Monnier dépose le rapport [16 mars] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 146; Fa. 9, n° 38). Adoption [14 avril] (A. t. I, p. 348; J.O., p. 322). Promulgation (J.O., 24 avril, p. 3500).

173 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Rosporden** (Finistère), déposé à la Chambre le 12 septembre; rapport de M. Andrieu le 28 septembre; adopté le 3 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances [26 octobre] (A. t. I, p. 937; J.O., p. 850; Fa. 17, n° 55). M. Monnier dépose le rapport [10 novembre] (A. t. I, p. 987; J.O., p. 895; Fa. 19, n° 62). Adoption [17 novembre] (A. t. I, p. 1040; J.O., p. 939). Promulgation (J.O., 26 novembre, p. 10268).

174 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Rostrenen** (Côtes-du-Nord), déposé à la Chambre le 28 octobre; rapport de M. Andrieu le 18 novembre; adopté le 23 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [2 décembre] (A. t. I, p. 687; J.O., p. 632; Fa. 49, n° 219). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 642; Fa. 52, n° 232). Adoption [28 décembre] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 716). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9577).

175 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Rugles** (Eure), déposé à la Chambre le 19 jan-

vier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 14, n° 75). M. Monnier dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 148; J.O., p. 133; Fa. 22, n° 111). Adoption [1^{er} avril] (A. t. I, p. 177; J.O., p. 158). Promulgation (J.O., 9 avril, p. 2020).

176 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Rumilly** (Haute-Savoie), déposé à la Chambre le 30 novembre; rapport de M. Andrieu le 14 décembre; adopté le 16 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [23 décembre] (A. t. I, p. 756; J.O., p. 695; Fa. 55, n° 250). M. Monnier dépose le rapport [28 décembre] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 715; Fa. 57, n° 257). || **1916.** Adoption [27 janvier] (A. t. I, p. 19; J.O., p. 22). Promulgation (J.O., 6 février, p. 1050).

177 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Brieuc** (Côtes-du-Nord), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 11, n° 59). M. Monnier dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 149; Fa. 24, n° 119). Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 216; J.O., p. 191). Promulgation (J.O., 14 avril, p. 2197).

178 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Calais** (Sarthe), déposé à la Chambre le 28 octobre; rapport de M. Andrieu le 18 novembre; adopté le 23 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [2 décembre] (A. t. I, p. 687; J.O., p. 632; Fa. 49, n° 220). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J. O., p. 642; Fa. 52, n° 233). Adoption [28 décembre] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 716) Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9577).

179 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Chinian** (Hérault), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 53; J.O., p. 52; Fa. 11, n° 60). M. Monnier dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 149; Fa. 24, n° 120). Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 216; J.O., p. 191) Promulgation (J.O., 14 avril, p. 2197).

180 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Dizier** (Haute-Marne), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances 4 [mars] (A. t. I, p. 59;

J.O., p. 52; Fa. 11, n° 61). M. Monnier dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 149; Fa. 24, n° 121). Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 216; J.O., p. 192). Promulgation (J.O., 14 avril, p. 2197).

181 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Maixent** (Deux-Sèvres), déposé à la Chambre le 21 décembre 1916; rapport de M. Andrieu le 2 février 1917; adopté le 8 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 257; J.O., p. 223; Fa. 3, n° 10). M. Monnier dépose le rapport [22 février] (A. t. I, p. 263; J.O., p. 228; Fa. 5, n° 26). Adoption [15 mars] (A. t. I, p. 310; J.O., p. 271). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2462).

182 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Malo** (Ille-et-Vilaine), déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de M. Andrieu le 9 novembre; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [23 novembre] (A. t. I, p. 1136; J.O., p. 991; Fa. 11, n° 51). M. Sauvan dépose le rapport [29 novembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 996; Fa. 13, n° 63). Adoption [18 décembre] (A. t. I, p. 1261; J.O., p. 1101). Promulgation (J.O., 26 décembre, p. 10610).

183 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Marc** (Finistère), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 12, n° 62). M. Monnier dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 149; Fa. 25, n° 122). Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 216; J.O., p. 592). Promulgation (J.O., 14 avril, p. 2197).

184 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Marcellin** (Isère), déposé à la Chambre le 21 décembre 1916; rapport de M. Andrieu le 2 février 1917; adopté le 8 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 257; J.O., p. 223; Fa. 3, n° 11). M. Monnier dépose le rapport [22 février] (A. t. I, p. 263; J.O., p. 228; Fa. 5, n° 27). Adoption [15 mars] (A. t. I, p. 310; J.O., p. 271). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2462).

185 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Nazaire** (Loire-Inférieure), déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de M. Andrieu, le 9 novembre; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [23 novembre] (A. t. I, p. 1136; J.O., p. 991; Fa. 11, n° 52). M. Sauvan dépose le rapport [29 novembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 996; Fa. 13, n° 64). Adop-

tion [18 décembre] (A. t. I, p. 1261; J.O., p. 4104). Promulgation (J.O., 26 décembre, p. 10610).

186 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Pol-de-Léon** (Finistère), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 12, n° 63). M. Monnier dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 149; Fa. 25, n° 123). Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 216; J.O., p. 192). Promulgation (J.O., 14 avril, p. 2197).

187 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Raphaël** (Var), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Andrieu le 1^{er} février; adopté le 8 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 257; J.O., p. 223; Fa. 4, n° 20). M. Monnier dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 346; J.O., p. 501; Fa. 7, n° 36). Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 412; J.O., p. 358). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 2725).

188 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Servan** (Ille-et-Vilaine), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 12, n° 64). M. Monnier dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 149; Fa. 25, n° 124.) Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 225; J.O., 200). Promulgation (J.O., 1^{er} mai, p. 2757).

189 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Tropez** (Var), déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de M. Andrieu le 10 novembre; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 novembre] (A. t. I, p. 1071; J.O., p. 964; Fa. 24, n° 84). M. Monnier dépose le rapport [5 décembre] (A. t. I, p. 1130; J.O., p. 1019; Fa. 27, n° 95). Adoption [29 décembre] (A. t. I, p. 1202; J.O., p. 1085). Promulgation (J.O., 11 janvier, p. 390).

190 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Tropez** (Var), déposé à la Chambre le 20 novembre; rapport de M. Andrieu le 14 décembre; adopté le 19 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 décembre] (A. t. I, p. 1304; J.O., p. 1137; Fa. 47, n° 76).

191 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Sanvic** (Seine-Inférieure), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O.

p. 52; Fa. 12, n° 65). M. Monnier dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 149; Fa. 25, n° 125). Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 225; J.O., p. 200). Promulgation (J.O., 1^{er} mai, p. 2758).

192 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Seclin** (Nord), déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. E. Rognon le 19 janvier; adopté le 28 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [18 février] (A. t. I, p. 45; J.O. p. 36; Fa. 4, n° 15). M. Monnier dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 78; J.O., p. 69; Fa. 17, n° 85). Adoption [25 mars] (A. t. I, p. 127; J.O., p. 114). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 1861).

193 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **La Seyne** (Var), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 8, n° 38). M. Monnier dépose le rapport [29 avril] (A. t. I, p. 238; J.O., p. 215; Fa. 29, n° 146). Adoption [3 juin] (A. t. I, p. 285; J.O., p. 258). Promulgation (J.O., 16 juin, p. 5960).

194 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Sisteron** (Basses-Alpes), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 12, n° 66). M. Monnier dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 169; Fa. 25, n° 126). Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 225; J.O., p. 200). Promulgation (J.O., 1^{er} mai, p. 2758).

195 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **La Souterraine** (Creuse), déposé à la Chambre le 28 octobre; rapport de M. Andrieu le 18 novembre; adopté le 23 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [2 décembre] (A. t. I, p. 687; J.O., p. 632; Fa. 48, n° 211). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 642; Fa. 51, n° 226). Adoption [23 décembre] (A. t. I, p. 744; J.O., p. 685). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9575).

196 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Steenvoorde** (Nord), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 12, n° 67). M. Monnier dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 149; Fa. 25, n° 127). Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 225; J.O., p. 200). Promulgation (J.O., 1^{er} mai, p. 2758).

197 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Sucy-en-Brie** (Seine-et-Oise), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 13, n° 68). M. Monnier dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 148; J.O., p. 133; Fa. 23, n° 112). Adoption [2 avril] (A. t. I, p. 197; J.O., p. 176). Promulgation (J.O., 13 avril, p. 2149).

198 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Tarare** (Rhône), déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. E. Rognon le 19 janvier; adopté le 28 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [18 février] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 36; Fa. 4, n° 16). M. Monnier dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 78; J.O., p. 69; Fa. 17, n° 86). Adoption [18 mars] (A. t. I, p. 119; J.O., p. 104). Promulgation (J.O., 25 mars, p. 1607).

199 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Tarare** (Rhône), déposé à la Chambre le 21 décembre 1916; rapport de M. Andrieu le 2 février; adopté le 8 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 257; J.O., p. 223; Fa. 3, n° 12). M. Monnier dépose le rapport [22 février] (A. t. I, p. 263; J.O., p. 228; Fa. 5, n° 28). Adoption [15 mars] (A. t. I, p. 310; J.O., p. 271). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2462).

200 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Tarascon** (Bouches-du-Rhône), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 13, n° 69). M. Monnier dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 148; J.O., p. 133; Fa. 23, n° 113). Adoption [2 avril] (A. t. I, p. 197; J.O., p. 177). Promulgation (J.O., 13 avril, p. 2149).

201 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Tarascon** (Bouches-du-Rhône), déposé à la Chambre le 4 décembre; rapport de M. Andrieu le 18 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [22 décembre] (A. t. I, p. 1330; J.O., p. 1160; Fa. 19, n° 82).

202 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi du **Teil** (Ardèche), déposé à la Chambre le 11 novembre; rapport de M. Andrieu le 23 novembre; adopté le 26 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [2 décembre] (A. t. I, p. 687; J.O., p. 632; Fa. 46, n° 206). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 642; Fa. 54, n° 243). Adoption [24 dé-

cembre] (A. t. I, p. 760; J.O., p. 699). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9574).

203 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Toulon** (Var), déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de M. Andrieu le 10 novembre; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 novembre] (A. t. I, p. 1071; J.O., p. 964; Fa. 24, n° 85). M. Monnier dépose le rapport [5 décembre] (A. t. I, p. 1130; J.O., p. 1019; Fa. 27, n° 96). Adoption [29 décembre] (A. t. I, p. 1202; J.O., p. 1085). Promulgation (J.O., 11 janvier, p. 390).

204 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Tréboul** (Finistère), déposé à la Chambre le 23 septembre; rapport de M. Andrieu le 3 novembre; adopté le 11 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. I, p. 665; J.O., p. 610; Fa. 44, n° 201). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 642; Fa. 53, n° 237). Adoption [22 décembre] (A. t. I, p. 725; J.O., p. 670). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9576).

205 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Trefflagat** (Finistère); déposé à la Chambre le 12 août; rapport de M. Andrieu le 16 septembre; adopté le 24 septembre; déposé par M. le Ministre des Finances [14 octobre] (A. t. I, p. 612; J.O., p. 553; Fa. 38; n° 183). M. Monnier dépose le rapport [30 octobre] (A. t. I, p. 640; J.O., p. 583; Fa. 41, n° 193). Adoption [25 novembre] (A. t. I, p. 672; J.O., p. 616). Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 8946).

206 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Tréflez** (Finistère), déposé à la Chambre le 23 septembre; rapport de M. Andrieu le 3 novembre; adopté le 11 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. I, p. 665; J.O., p. 610; Fa. 44, n° 202). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 642; Fa. 53, n° 238). Adoption [22 décembre] (A. t. I, p. 725; J.O., p. 670). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9575).

207 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Tréhou** (Finistère), déposé à la Chambre le 28 octobre; rapport de M. Andrieu le 18 novembre; adopté le 23 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [2 décembre] (A. t. I, p. 687; J.O., p. 632; Fa. 49, n° 221). M. Monnier dépose le rapport [9 décembre] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 642; Fa. 52, n° 234). Adoption [28 décembre] (A. t. I, p. 781; J.O., p. 716). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 9576).

208 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Tulle** (Corrèze), déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de M. Andrieu le 10 novembre; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 novembre] (A. t. I, p. 1071; J. O., p. 964; Fa. 24, n° 86). M. Monnier dépose le rapport [5 décembre] (A. t. I, p. 1130; J. O., p. 1019; Fa. 27, n° 97). Adoption [29 décembre] (A. t. I, p. 1202; J. O., p. 1085). Promulgation (J. O., 11 janvier 1917, p. 390).

209 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi du **Vaison** (Vaucluse), déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. E. Rognon le 19 janvier 1915; adopté le 23 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [18 février] (A. t. I, p. 45; J. O., p. 36; Fa. 4, n° 17). M. Monnier dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 78; J. O., p. 69; Fa. 17, n° 87). Adoption [25 mars] (A. t. I, p. 127; J. O., p. 114). Promulgation (J. O., 4 avril, p. 1861).

210 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Verneuil** (Eure), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Goust le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J. O. p. 52; Fa. 13, n° 70). M. Monnier dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 148; J. O., p. 133; Fa. 23, n° 114). Adoption (A. t. I, p. 197; J. O., p. 177). Promulgation (J. O., 13 avril, p. 2149).

211 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi du **Vidauban** (Var), déposé à la Chambre le 4 décembre; rapport de M. Andrieu le 18 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [22 décembre] (A. t. I, p. 1330; J. O., p. 1160; Fa. 19, n° 83).

212 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi du **Vigan** (Gard), déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. E. Rognon, le 19 janvier 1915; adopté le 28 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [18 février] (A. t. I, p. 45; J. O., p. 36; Fa. 4, n° 18). M. Monnier dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 78; J. O., p. 69; Fa. 17, n° 88). Adoption [25 mars] (A. t. I, p. 127; J. O., p. 114). Promulgation (J. O., 4 avril, p. 1861).

213 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi du **Vigan** (Gard), déposé à la Chambre le 3 octobre; rapport de M. Andrieu le 12 octobre; adopté le 17 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances [26 octobre] (A. t. I, p. 937; J. O., p. 850; Fa. 17, n° 56). M. Monnier dépose le rapport [10 novembre] (A. t. I, p. 987; J. O., p. 895; Fa. 19, n° 63). Adoption [17 novembre] (A. t. I, p. 1040; J. O., p. 939). Promulgation (J. O., 26 novembre, p. 10268).

214 — 1916. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Villefranche** (Aveyron), déposé à la Chambre le 15 novembre; rapport de M. Andrieu le 24 novembre; adopté le 28 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [7 décembre] (A. t. I, p. 1169; J.O., p. 1053; Fa. 28, n° 102). M. Monnier dépose le rapport [29 décembre] (A. t. I, p. 1201; J.O., p. 1084; Fa. 29, n° 107). || **1917.** Adoption [18 janvier] (A. t. I, p. 32; J.O., p. 30). Promulgation (J.O., 28 janvier 1917, p. 812).

215 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Villiers-sur-Marne** (Seine-et-Oise), déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. E. Rognon le 19 janvier 1915; adopté le 28 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [18 février] (A. t. I, p. 45; J.O., 36; Fa. 4, n° 19). M. Monnier dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 78; J.O., p. 69; Fa. 17, n° 89). Adoption [25 mars] (A. t. I, p. 127; J.O., p. 115). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 1860).

216 — 1915. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Vire** (Calvados), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Émile Dumas le 19 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; Fa. 13, n° 71). M. Monnier dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 148; J.O., p. 133; Fa. 23, n° 115). Adoption [2 avril] (A. t. I, p. 198; J.O., p. 177). Promulgation (J.O., 13 avril, p. 2149).

217 — 1917. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Vitré** (Ille-et-Vilaine), déposé à la Chambre le 25 octobre; rapport de M. Andrieu le 9 novembre; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [23 novembre] (A. t. I, p. 1136; J.O., p. 991; Fa. 11, n° 53). M. Sauvan dépose le rapport [29 novembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 996; Fa. 13, n° 65). Adoption [18 décembre] (A. t. I, p. 1262; J.O. p. 1101). Promulgation (J.O., 26 décembre, p. 10610).

218 — 1917. Projet de loi autorisant la prolongation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Voiron** (Isère), déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Andrieu le 1^{er} février; adopté le 8 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 257; J.O., p. 223; Fa. 4, n° 21). M. Monnier dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 346; J.O., p. 301; Fa. 7, n° 37). Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 412; J.O., p. 358). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 2725).

219 — 1916. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Wimereux** (Pas-de-Calais), déposé à la Cham-

bre le 14 janvier ; rapport de M. Andrieu le 21 janvier ; adopté le 27 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [10 février] (A. t. I, p. 40 ; J.O., p. 41 ; Fa. 2, n° 11). M. Monnier dépose le rapport [3 mars] (A. t. I, p. 110 ; J.O., p. 110 ; Fa. 6, n° 25). Adoption [7 avril] (A. t. I, p. 277 ; J.O., p. 263). Promulgation (J.O., 19 avril, p. 3311).

ŒUVRES AYANT FAIT APPEL A LA GÉNÉROSITÉ PUBLIQUE

— 1916. Proposition de loi relative aux œuvres ayant fait appel à la générosité publique, déposée à la Chambre le 8 juillet 1915 ; rapport de M. Mauger, le 15 décembre ; adoptée le 14 janvier 1916 ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [20 janvier] (A. t. I, p. 10 ; J.O., p. 13). Renvoi à la Commission concernant la surveillance des établissements de bienfaisance privée [27 janvier] (A. t. I, p. 17 ; J.O., p. 20 ; I. n° 8). M. Magny dépose le rapport [10 février] (A. t. I, p. 40 ; J.O., p. 42 ; I. n° 34). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Sur l'ajournement : MM. de Lamarzelle, Magny, *rapporteur* ; Paul Strauss, *président de la Commission*, et de Las Cases. Rejet, au scrutin, de l'ajournement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. de Lamarzelle. Demande de renvoi de la discussion. Adoption [20 avril] (A. t. I, p. 399 ; J.O., p. 364). Suite de la discussion. Observations : M. Larère et Paul Strauss, *président de la Commission*. Ajournement de la discussion [22 avril] (A. t. I, p. 421 ; J.O., p. 385). Suite de la discussion. Discussion générale (suite) : MM. de Lamarzelle et Magny, *rapporteur*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance. [18 mai] (A. t. I, p. 429 ; J.O., p. 392). Suite de la discussion. Discussion générale (fin) : MM. Larère, Malvy, *Ministre de l'Intérieur* ; de Lamarzelle, de Las Cases, et Paul Strauss, *président de la Commission*. Vote sur le passage à la discussion des articles. Adoption. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [19 mai] (A. t. I, p. 440 ; J.O. p. 407). Suite de la discussion. Discussion des articles. Art. 1^{er} : Amendement de M. de Lamarzelle (soumis à la prise en considération) : MM. de Lamarzelle, Malvy, *Ministre de l'Intérieur*, et Paul Strauss, *président de la Commission*. Rejet de l'amendement. Adoption de la première partie de l'article 1^{er}. Sur le 1^o de l'article 1^{er} : Amendement de MM. Larère et de Lamarzelle : MM. Larère et Magny, *rapporteur*. Rejet de l'amendement au scrutin. Vote sur le 1^o de l'article 1^{er}. Demande d'application de l'article 58 du règlement : MM. de Lamarzelle et le Président. Vote remis à la séance suivante [23 mai] (A. t. I, p. 454 ; J.O., p. 419). Discussion des articles (suite). Art. 4 (précédemment adopté) : Amendement (disposition additionnelle) de MM. Larère et de Lamarzelle : MM. Larère, Magny, *rapporteur*. Rejet

de l'amendement. Amendement (disposition additionnelle) de M. de Lamarzelle (soumis à la prise en considération) : MM. de Lamarzelle et le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Art. 5 : Amendement de MM. Larère et de Lamarzelle. Retrait. Adoption de l'article 5. Art. 6. Amendement de MM. Larère et de Lamarzelle. Retrait. Adoption de l'article 6. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Larère et de Lamarzelle : MM. Larère et le Rapporteur. Retrait. Art. 7, 8 et 9. Adoption. Sur l'ensemble : MM. de Lamarzelle, Malvy, *Ministre de l'Intérieur*; Gustave Rivet, Paul Strauss, *président de la Commission*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi [24 mai] (A. t. I, p. 479, J.O., p. 439). Promulgation (J.O., 2 juin, p. 4886).

ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES (Protection des). —
Voir Conventions et traités, 3.

OFFICE NATIONAL DU COMMERCE EXTÉRIEUR. — 1916. Projet de loi ayant pour objet de développer les services de l'Office national du commerce extérieur et de créer un comité consultatif du commerce d'exportation, déposé à la Chambre le 29 septembre 1915; rapport de M. Landry le 8 octobre; adopté le 12 septembre 1916; déposé par M. le Ministre du Travail [28 septembre] (A. t. I, p. 899; J.O., p. 817; I. n° 368). Commission : 1^{er} bureau, M. Murat; 2^e bureau, M. Lourties, *président et rapporteur*; 3^e bureau, M. Jules Develle; 4^e bureau, M. Capéran; 5^e bureau, M. Gentilliez; 6^e bureau, M. Charles Deloncle, *secrétaire*; 7^e bureau, M. Brindeau; 8^e bureau, M. Ranson; 9^e bureau, M. Loubet (J.O., p. 9427; F. 57 et 58). M. Lourties dépose le rapport [23 novembre] (A. t. I, p. 1091; J.O., p. 982; I. n° 465). M. Lourties dépose l'avis de la Commission des finances [19 décembre] (A. t. I, p. 1180; J.O., p. 1065). || **1917.** 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Article premier. Adoption. Article 2. Amendement de M. Lucien Cornet : MM. Lucien Cornet, Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture, du Travail, des Postes et des Télégraphes*. Retrait de l'amendement. 2^e amendement de M. Lucien Cornet : M. Lucien Cornet. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 2. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [1^{er} février] (A. t. I, p. 129; J.O., p. 113).

OFFICES DÉPARTEMENTAUX DE PLACEMENT (Institution d'). — 1916. Proposition de loi relative à l'institution d'offices départementaux et de bureaux paritaires de placement, déposée par M. Paul Strauss et plusieurs de ses collègues. Renvoi à la Commission relative à la codification des lois ouvrières [8 juin] (A. t. I, p. 570; J.O.,

p. 519; I. n° 223). M. Paul Strauss dépose le rapport [5 décembre] (A. t. I, p. 1147; J.O., p. 1034). || 1917. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [22 mars] (A. t. I, p. 346; J.O., p. 302). (Voir Code du travail).

OFFICE DES MONUMENTS ANCIENS D'INTÉRÊT RÉGIONAL OU LOCAL. — 1915. (Voir Table 1912-1914, p. 599.) M. Lhopiteau dépose le rapport [2 septembre] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 496). || 1916. M. G. Chastenet dépose un avis au nom de la Commission des finances [13 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 9).

OFFICIERS D'ADMINISTRATION DU CADRE ACTIF DE L'INTENDANCE. — Voir Armée, § I, 9.

OFFICIERS DE COMPLÉMENT. — Voir Armée, § II, 12, et § VII, 7.

OFFICIERS GÉNÉRAUX (Passage dans le cadre de réserve des). — Voir Armée, § II, 9.

OFFICIERS DE RÉSERVE (Ancienneté des). — Voir Armée, § II, 14 et 17.

OFFICIERS DE MARINE. — Voir Marine, 1, 7, 12, 15, 17, 23.

OFFICIERS DE LA MARINE DE COMMERCE. — Voir Marine, 5.

OFFICIERS MARINIERS (Nomination au grade de premier maître élève officier des). — Voir Marine, 3.

OFFICIERS MINISTÉRIELS. — 1916. Proposition de loi tendant à réserver aux officiers ministériels des circonscriptions judiciaires dont le siège est transféré dans une circonscription voisine certains émoluments et honoraires, déposée par MM. Hayez-Trystram, Bersez, Debierre et Dupont. Renvoi à la Commission relative aux cours d'appel et tribunaux pendant la durée de la guerre [9 novembre] (A. t. I, p. 983; J.O., p. 890; I. n° 406).

OFFICIERS PUBLICS OU MINISTÉRIELS (Suppléance des). — 1915. Projet de loi complétant la loi du 5 août 1914, relative à la suppléance des officiers publics ou ministériels en cas de guerre, déposé à la Chambre le 18 mars; rapport de M. Drelon le 28 mai; adopté le 10 juin; déposé au nom de M. le Garde des Sceaux. Renvoi à la Commission des finances [17 juin] (A. t. I, p. 301; J.O., p. 274; I. n° 205). M. Guillier dépose le rapport [23 juillet] (A. t. I, p. 409,

J.O., p. 371 ; I. n° 268). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [11 août] (A. t. I, p. 528 ; J.O., p. 473). Promulgation (J.O., 18 août, p. 5771).

OPIUM (Réglementation du commerce de l'). — 1915. Proposition de loi de M. Catalogne (Voir table 1912-1914, p. 600). M. Catalogne dépose le rapport [22 juillet] (A. t. I, p. 389 ; J.O., p. 352 ; I. n° 258). M. Catalogne dépose un rapport supplémentaire [16 novembre] (A. t. I, p. 657 ; J.O., p. 599 ; I. n° 373 et I. n° 441). || 1916. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Cazeneuve, Goy, Louis Martin, Catalogne, rapporteur ; Ogier, directeur du contrôle au Ministère de l'Intérieur, commissaire du Gouvernement ; Milliès-Lacroix, président de la Commission. Contre-projet de M. Goy : MM. Goy, le Président de la Commission ; Ogier, commissaire du Gouvernement. Retrait du contre-projet. Article unique (modification de la loi du 19 juillet 1845). Articles premier, 2 et 3. Adoption. Article 4. Amendement de M. Cazeneuve : MM. Cazeneuve, le Président de la Commission. Adoption de l'amendement et de l'article 4 modifié. Articles 5 à 8. Adoption. Adoption de l'article unique du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [27 janvier] (A. t. I, p. 19 ; J.O., p. 20). Transmission de la proposition de loi modifiée par la Chambre des Députés [30 mars] (A. t. I, p. 213 ; J.O., p. 202 ; I. n° 134). M. Catalogne dépose le rapport [13 avril] (A. t. I, p. 330 ; J.O., p. 307 ; I. n° 153). M. Catalogne dépose un rapport supplémentaire [8 juin] (A. t. I, p. 556 ; J.O., p. 507 ; I. n° 221). Adoption [15 juin] (A. t. I, p. 592 ; J.O., p. 537). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 6254).

ORAGES (Victimes des). — Voir Crédits extraordinaires, § II, 1.

ORGANISATION ÉCONOMIQUE DU PAYS. — (Nomination d'une Commission chargée d'étudier les questions relatives à l'organisation économique du pays). — Voir Résolutions (Projets de), année 1916, 2, et année 1917, 1.

ORPHELINS DE LA GUERRE. — 1915. (Voir pour la discussion détaillée au mot : Pupilles de la nation.) Projet de loi relatif aux orphelins de la guerre, déposé au nom de M. le Président du Conseil, de M. le Ministre de la Justice, de M. le Ministre de l'Intérieur, de M. le Ministre des Colonies, de M. le Ministre de l'Instruction publique et de M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission nom-

mée le 14 mai 1915, relative aux pupilles de la nation [17 juin] (A. t. I, p. 301; J.O., p. 274; I. n° 204). M. Perchot dépose le rapport [25 novembre] (A. t. I, p. 666; J.O., p. 611) (Voir Pupilles de la nation || 1916. Première délibération. Communication d'un décret nommant un commissaire du Gouvernement. Sur l'urgence : MM. Jénouvrier, de Lamarzelle, Painlevé, Perchot, Etienne Flandin. Vote de l'urgence. Discussion générale : M. Perchot [17 février] (A. t. I, p. 57; J.O., p. 59). Suite de la discussion générale : MM. Perchot, de Lamarzelle, Painlevé, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* [24 février] (A. t. I, p. 70; J.O., p. 74 à 85). Suite de la discussion générale : MM. Jénouvrier, Léon Bourgeois, *Ministre d'État* [25 février] (A. t. I, p. 90; J.O., p. 93). Suite de la discussion générale : MM. de Las Cases et de Lamarzelle [3 mars] (A. t. I, p. 118; J.O., p. 117). Suite de la discussion générale : MM. Couyba, d'Estournelles de Constant, Viviani, *Garde des Sceaux*; Jénouvrier, Perchot, de Lamarzelle. Clôture de la discussion générale [10 mars] (A. t. I, p. 135; J.O., p. 132). Discussion des contre-projets [17 mars] (A. t. I, p. 178; J.O., p. 171). Discussion des articles [31 mars] (A. t. I, p. 240; J.O., p. 227). Suite de la discussion. Observations : MM. d'Estournelles de Constant, de Lamarzelle, Larère, Flandin. Ajournement [22 avril] (A. t. I, p. 421; J.O., p. 385).

ORTHEZ (Basses-Pyrénées). — Voir Octrois, 127.

OUESSANT (Finistère). — Voir Octrois, 128, et aussi Communes et cantons, 2.

OURNACHE A TOLGA. — Voir Chemins de fer de l'Algérie, 2.

OUVRIERS ET EMPLOYÉS OCCUPÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS SOUMIS AU CODE DU TRAVAIL. — Voir Alcoolisme.

OUVRIERS MINEURS (Sécurité des). — 1916. Projet de loi ayant pour objet : 1° la régularisation du décret du 11 décembre 1914 relatif à l'ajournement des élections des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs ; 2° l'ajournement des élections des membres des conseils d'administration des sociétés de secours des ouvriers mineurs, déposé à la Chambre le 25 février 1915 ; rapport de M. Durafour, le 12 avril 1916 ; adopté le 20 avril ; déposé par M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission du 21 novembre 1912, relative à la Caisse nationale des retraites des ouvriers mineurs [20 avril] (A. t. I, p. 394; J.O., p. 360; I. n° 177). M. Hervey dépose le rapport [22 avril] (A. t. I, p. 424; J.O., p. 387; I. n° 194). 1^{re} délibération. Déclaration de l'ur-

gence. Adoption [19 mai] (A. t. I, p. 439; J.O., p. 407). Promulgation (J.O., 21 mai, p. 4459).

OUVRIÈRES A DOMICILE DANS L'INDUSTRIE DU VÊTEMENT (Salaire des). — Voir Code du Travail, 1.

PAIMBŒUF (Loire-Inférieure). — Voir Octrois, 129.

PAPIER DESTINÉ A L'IMPRESSION DES JOURNAUX (Suspension du droit d'entrée). — Voir Douanes, 5.

PAQUETS POSTAUX.

1 — 1915. Projet de loi relatif à la réduction du délai de prescription des paquets postaux adressés aux militaires et marins, déposé à la Chambre le 28 mars; rapport de M. Louis Deshayes le 26 mars; adopté le 2 avril; déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et M. le Ministre de la Guerre. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [2 avril] (A. t. I, p. 196; J.O., p. 186; I. n° 131). M. Aimond dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 avril] (A. t. I, p. 210; J.O., p. 187; I. n° 134). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 1862).

2 — 1915. Proposition de loi tendant à l'extension au profit des pupilles de l'Assistance publique des dispositions de la loi du 22 juin 1915, sur la gratuité d'envoi des colis postaux, déposé à la Chambre le 20 juillet; rapport de M. Deshayes le 29 juillet; adoptée le 5 août; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [10 août] (A. t. I, p. 506; J.O., p. 454; I. n° 300). M. Dupont dépose le rapport [16 septembre] (A. t. I, p. 561; J.O., p. 503; I. n° 317). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi [28 septembre] (A. t. I, p. 603; J.O., p. 542). Promulgation (J.O., 10 octobre, p. 7253).

3 — 1915. Proposition de loi tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1915 et du 1^{er} janvier 1916, l'envoi gratuit, par la poste, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme, déposée à la Chambre le 16 décembre; rapport de M. Camille Picard le 21 décembre;

adoptée le 21 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [22 décembre] (A. t. I, p. 723; J.O., p. 668; I. n° 457). M. Dupont dépose le rapport (I. n° 458). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi [22 décembre] (A. t. I, p. 723; J.O., p. 668). Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 9418).

4 — 1916. Proposition de loi tendant à l'extension de la gratuité des paquets postaux militaires, déposée à la Chambre le 25 janvier; rapport de M. Camille Picard le 23 mars; adoptée le 13 avril; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [13 avril] (A. t. I, p. 329; J.O., p. 307). Renvoi à la Commission des finances (I. n° 157). M. Dupont dépose et lit le rapport (I. n° 188). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [20 avril] (A. t. I, p. 398; J.O., p. 363). Promulgation (J.O., 5 mai, p. 3869).

5 — 1916. Projet de loi tendant à faire bénéficier les familles belges réfugiées en France, et ayant à l'armée des fils ou proches parents d'un rang inférieur à celui d'officier, des dispositions de la loi du 22 juin 1915 sur la gratuité d'envoi de paquets postaux, déposé à la Chambre le 13 janvier; rapport de M. Mistral le 3 février; adopté le 17 février; déposé par M. le Ministre du Commerce de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes [24 février] (A. t. I, p. 85; J.O., p. 86; I. n° 66). M. Dupont dépose le rapport [10 mars] (A. t. I, p. 130; J.O., p. 128; I. n° 88). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [30 mars] (A. t. I, p. 215; J.O., p. 204). Promulgation (J.O., 15 avril, p. 3164).

6 — 1916. Proposition de loi tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1916 et du 1^{er} janvier 1917, l'envoi gratuit, par poste, d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées, en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, ou en service à la mer, déposée à la Chambre le 17 octobre; rapport de M. Camille Picard le 26 octobre; adoptée le 13 novembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [14 novembre] (A. t. I, p. 1023; J.O., p. 923; I. n° 413). M. Dupont dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 1074; J.O., p. 968; I. n° 431). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [30 novembre] (A. t. I, p. 1112; J.O., p. 1002). Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 10593).

7 — 1916. Proposition de loi tendant à accorder à tous les mobilisés la gratuité pour la réexpédition à leur famille ou à leur correspondant pendant les mois de juin et de novembre, de linge et sous-vêtements par paquets postaux d'un kilogramme au maximum, déposée à la Chambre le 18 mai; rapport de M. Camille Picard le 25 mai; adoptée le 9 juin; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [15 juin] (A. t. I, p. 609; J.O., p. 551; I. n° 235). M. E. Dupont dépose et lit le rapport (I. n° 236). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi [22 juin] (A. t. I, p. 613; J.O., p. 558). Promulgation (J.O., 24 juin, p. 5529).

8 — 1917. Projet de loi tendant à autoriser les militaires russes et serbes combattant avec les troupes françaises à recevoir gratuitement, une fois par mois, un paquet postal recommandé, déposé à la Chambre le 11 janvier; rapport de M. Mistral et avis de la Commission du budget par M. Dumesnil, le 31 janvier; adopté le 8 février; déposé au nom de M. le Ministre du Commerce, de l'Agriculture, des Postes et des Télégraphes [22 février] (A. t. I, p. 279; J.O., p. 241; I. n° 60). M. Dupont dépose le rapport [16 mars] (A. t. I, p. 325; J.O., p. 285; I. n° 92). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [27 mars] (A. t. I, p. 356; J.O., p. 310). Promulgation (J.O., 11 avril, p. 2814).

9 — 1917. Proposition de loi tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1917 et du 1^{er} janvier 1918, l'envoi gratuit par poste d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme, à destination de tous les militaires et marins présents dans la zone des armées en France, aux colonies, dans les pays de protectorat et à l'étranger, ou en service à la mer, déposée à la Chambre le 12 novembre; rapport de M. Camille Picard le 20 novembre; adoptée le 23 novembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [29 novembre] (A. t. I, p. 1141; J.O., p. 996; I. n° 396). M. Emile Dupont dépose le rapport [6 décembre] (A. t. I, p. 1160; J.O., p. 1013; I. n° 411). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi [7 décembre] (A. t. I, p. 1165; J.O., p. 1017). Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 9917).

PARDON (Droit de). — Voir Code pénal, 5.

PARIS (Ville de). — 1916. Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique les travaux à exécuter par la ville de Paris pour le captage, la protection contre la contamination, la dérivation et l'adduction à Paris des eaux des sources de la Voultzie, du Durteint

et du Dragon, et pour la restitution en eau de Seine des débits dérivés, déposé à la Chambre le 10 novembre 1913; rapport de M. Maurice Spronck, le 27 mars 1914; adopté le 4 octobre 1916; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [27 octobre] (A. t. I, p. 956; J.O., p. 868; Fa. 18, n° 58). || 1917. M. Paul Strauss dépose le rapport [18 janvier] (A. t. I, p. 32; J.O., p. 29; Fa. 1, n° 1). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Gaston Menier, Paul Strauss, *rapporteur*, et Régismanset. Demande d'ajournement: MM. Cazeneuve, Charguéraud, *commissaire du Gouvernement*; Gaston Menier, Régismanset et Paul Strauss, *rapporteur*. Rejet, au scrutin, de la demande d'ajournement. Article premier: MM. Gaston Menier, Paul Strauss, *rapporteur*; Régismanset, Charguéraud, *commissaire du Gouvernement*. Adoption. Articles 2 à 7. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [1^{er} mars] (A. t. I, p. 282; J.O., p. 246). Promulgation (J.O., 11 mars, p. 1930).

PARIS (Ville de). — Voir Marchands de vins de Paris et Octrois, 130.

PARTHENAY (Deux-Sèvres). — Voir Octrois, 131.

PAVILLON-SOUS-BOIS (Seine). — Voir Octrois, 132.

PENSIONS CIVILES. — Voir Crédits extraordinaires, § III, 3.

PENSIONS (Dossiers des). — Voir Code civil, 14.

PENSIONS (Date d'échéance des). — 1915. Projet de loi relatif à la fixation de la date d'échéance des pensions, déposé à la Chambre le 16 septembre; rapport de M. Mistral, le 29 octobre; adopté le 23 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 novembre] (A. t. I, p. 683; J.O., p. 628; I. n° 407). M. Lintilhac, dépose le rapport [16 décembre] (A. t. I, p. 710; J.O., p. 655; I. n° 432). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 décembre] (A. t. I, p. 745; J.O., p. 687). Promulgation (J.O., 4 janvier, p. 58).

PENSIONS DES FONCTIONNAIRES CIVILS EN TEMPS DE GUERRE. — 1915. Projet de loi relatif aux droits à pension des fonctionnaires civils de l'État qui accomplissent en temps de guerre un service militaire, et de leurs veuves ou orphelins, dans le cas de blessures de guerre ou de décès résultant de l'exécution de ce service, déposé à la Chambre le 23 décembre 1914; rapport de M. Pierre Masse, le 14 janvier 1915; adopté le 19 janvier 1915; déposé par M. A.

Ribot, *Ministre des Finances*. Renvoyé à la Commission des finances [21 janvier] (A. t. I, p. 10; J.O., p. 7; I. n° 6). M. de Selves dépose le rapport [18 février] (A. t. I, p. 44; J.O., p. 36; I. n° 29). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article premier. Amendements de M. Perreau : MM. Perreau, Ribot, *Ministre des Finances*; de Selves, *rapporteur*. Retrait des amendements. Adoption de l'article premier. Article 2 : MM. le Rapporteur, Guillier. Adoption de l'article 2 modifié. Articles 3 à 6. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [4 mars] (A. t. I, p. 61; J.O., p. 54). Promulgation (J.O., 16 mars, p. 1385).

PENSIONS DES FONCTIONNAIRES, EMPLOYÉS ET AGENTS DU SERVICE COLONIAL. — Voir Colonies, 5.

PENSIONS A ACCORDER AUX MARINS DU COMMERCE. — 1917. Projet de loi concernant les pensions à accorder aux marins du commerce victimes d'événements de guerre ou à leurs familles, déposé à la Chambre le 4 avril 1915; rapport de M. Mahieu, le 13 mars 1917; adopté le 20 septembre; déposé par MM. les Ministres de la Marine, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et des Finances [16 octobre] (A. t. I, p. 1082; J.O., p. 939; I. n° 338).

PENSIONS MILITAIRES. — 1917. Projet de loi tendant à relever le taux des pensions militaires pour infirmités en cas de cécité absolue ou d'amputation de deux membres, déposé à la Chambre le 5 juin; rapport de M. Pierre Masse le 8 juin; adopté le 29 juin; déposé par M. l'amiral Lacaze, *Ministre de la Marine*, au nom de M. le *Ministre de la Guerre*, de M. le *Ministre des Finances* et au sien [6 juillet] (A. t. I, p. 814; J.O., p. 707; I. n° 239). Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport. Sur l'urgence : MM. Debierre, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Albert Métin, *Sous-Secrétaire d'État des finances*, et Paul Strauss. Vote de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [12 juillet] (A. t. I, p. 844; J.O., p. 734; I. n° 248). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 5400).

PENSION (Origine du droit a). — 1915. Proposition de loi tendant à fixer l'origine du droit à pension dans le cas où les veuves et orphelins des militaires et marins décédés sous les drapeaux ont invoqué le bénéfice des décrets du 9 octobre et du 17 décembre 1914 pour profiter de la délégation de solde jusqu'à la fin des hostilités, déposée à la Chambre le 18 mars; rapport de M. Edouard Eymond le 19 mars; adoptée le 1^{er} avril; transmise par M. le Président de la

Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [2 avril] (A. t. I, p. 196; J.O., p. 176; I. n° 130). M. Millières-Lacroix dépose le rapport [3 juin] (A. t. I, p. 296; J.O., p. 268; I. n° 200). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [24 juin] (A. t. I, p. 316; J.O., p. 290). Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 5169).

PENSIONS (Recours contentieux en matière de). — 1916. Projet de loi concernant le jugement par le Conseil d'État des recours contentieux en matière de pensions, déposé à la Chambre le 4 novembre 1915; rapport de M. Lugol le 16 mars; adopté le 6 avril; déposé par M. le Ministre de la Justice [20 avril] (A. t. I, p. 394; J.O., p. 360; I. n° 174). Commission: 1^{er} bureau, M. Henri-Michel; 2^e bureau, M. Fleury; 3^e bureau, M. Lourties; 4^e bureau, M. Halgan; 5^e bureau, M. Boivin-Champeaux; 6^e bureau, M. Jénouvrier; 7^e bureau, M. Félix Martin; 8^e bureau, M. Vieu; 9^e bureau, M. Chastenet [19 mai] (J.O., p. 4449; F. 28). Président, M. Fleury; Secrétaire et rapporteur, M. Boivin-Champeaux (J.O., p. 4626; F. 29). || 1917. M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [5 avril] (A. t. I, p. 459; J.O., p. 398; I. n° 146). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Demande de renvoi: MM. Cazeneuve et Boivin-Champeaux, *rapporteur*. Renvoi de la discussion à une autre séance [12 juillet] (A. t. I, p. 847; J.O., p. 736). Discussion générale: M. Boivin-Champeaux, *rapporteur*. Articles 1 et 2. Adoption. Article 3. Amendement de MM. Cazeneuve, Emile Chautemps, Chapuis, Lourties, Paul Strauss, Debierre, Petitjean, Le Hérisse, Decker-David: MM. Cazeneuve, Astier, Boivin-Champeaux, *rapporteur*; Joseph Thierry, *Ministre des Finances*. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 3. Articles 4 à 13. Adoption. Ajournement du vote sur l'ensemble: M. Millières-Lacroix, *rapporteur général de la Commission des finances*, et Boivin-Champeaux, *rapporteur*. Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [27 juillet] (A. t. I, p. 892; J.O., p. 775). Adoption. [2 août] (A. t. I, p. 954; J.O., p. 827).

PENSIONS DE RETRAITE (Payement à domicile des). — 1917. Proposition de loi tendant au payement à domicile des pensions de retraite, déposée par M. de La Batut [18 mai] (A. t. I, p. 520; J.O., p. 451; I. n° 170).

PENSIONS DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ENSEIGNEMENT. — Voir Enseignement (Membres de l').

PENSIONS AUX STAGIAIRES OFFICIERS D'ADMINISTRATION D'ARTILLERIE COLONIALE. — Voir Armée, § VII, 8.

PÉRIGUEUX (Dordogne). — Voir Octrois. 133.

PERRACHE (Caserne de). — Voir Acte administratif (approbation de l').

PESAGE DE CANNES A SUCRE. — Voir Cannes à sucre.

PÉTITIONS

I. — COMPOSITION DES COMMISSIONS.

II. — RAPPORTS IMPRIMÉS PAR DÉCISION SPÉCIALE.

III. — PÉTITIONS INSÉRÉES AUX ANNALES (Sur lesquelles les résolutions sont devenues définitives aux termes de l'article 100 du Règlement).

I — COMPOSITION DES COMMISSIONS

Voir Commissions, p. 293.

II — RAPPORTS IMPRIMÉS PAR DÉCISION SPÉCIALE

1 — 1915. Pétition de MM. Gautreau frères (voir table 1912-1914, p. 610).

M. Cabart-Danneville dépose un rapport supplémentaire [6 mai] (A. t. I, p. 242; J.O., p. 219; I. n° 158).

2 — 1915. M. Debierre dépose un rapport au nom de la 5^e Commission des pétitions sur la pétition n° 58, émanant d'un certain nombre de publicistes à Paris, pour demander que le régime de la censure appliqué à la presse soit modifié. Demande de jonction de la discussion des conclusions du rapport à l'interpellation de M. Henry Bérenger. Ajournement [28 octobre] (A. t. I, p. 638; J.O., p. 579; I. n° 365).

III — PÉTITIONS INSÉRÉES AUX ANNALES ET SUR LESQUELLES LES RÉOLUTIONS SONT DEVENUES DÉFINITIVES AUX TERMES DE L'ARTICLE 100 DU RÈGLEMENT.

ANNÉE 1913

B — Bou-Maiza bel Kassem ben Embarek, d'Azzaba (Algérie) [M. Barbier, rapporteur] [28 janvier] (A. t. I, p. 21; J.O., p. 16).

G — Gueugniaud, à Lyon (Rhône) [M. Léon Barbier, rapporteur] [28 janvier 1915] (A. t. I, p. 21; J.O., p. 16).

T — Suzanne-Adèle de La Tour-d'Auvergne (M^{me}), à Paris [M. Empereur, rapporteur] [4 mars 1915] (A. t. I, p. 74; J.O., p. 67).

ANNÉE 1914

A — Arriumounas, à Bruges (Basses-Pyrénées) [M. Delhon, rapporteur] [29 juillet 1915] (A. t. I, p. 455; J.O., p. 410).

D — Dessile, à Paris [M. Ranson, rapporteur] [6 mai 1915] (A. t. I, p. 245; J.O., p. 223).

G — Gaudin (M^{me} veuve) à Rochefort-sur-Mer (Charente-Inférieure) [M. Aguillon, rapporteur] [28 janvier 1915] (A. t. I, p. 21; J.O., p. 16).

I — Un certain nombre d'indigènes musulmans de Djebel-Nador (Algérie) [M. de Saint-Quentin, rapporteur] [28 janvier 1915] (A. t. I, p. 21; J.O., p. 16).

L — Lemarinel (M^{me} veuve), à Equeurdreville (Manche) [M. de Saint-Quentin, rapporteur] [28 janvier 1915] (A. t. I, p. 22; J.O., p. 17).

M — Marie (G.), à Saint-Lô (Manche) [M. de Saint-Quentin, rapporteur] [28 janvier 1915] (A. t. I, p. 22; J.O., p. 17).

P — Pech (Louis), à Limoux (Aude) [M. Aguillon, rapporteur] [28 janvier] (A. t. I, p. 21; J.O., p. 16). — Poncelet, à Paris [M. Ranson, rapporteur] [6 mai 1915] (A. t. I, p. 245; J.O., p. 223). — Piron, à Bourg (Ain) [M. Cabart-Danneville, rapporteur] [6 mai 1915] (A. t. I, p. 245; J.O., p. 223).

R — Roblin, à Bourges (Cher) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [2 septembre 1915] (A. t. I, p. 558; J.O., p. 501).

U — Union des syndicats de la brasserie française, à Paris [M. Daniel, rapporteur] [2 septembre 1915] (A. t. I, p. 558; J.O., p. 501).

ANNÉE 1915

A — Association des propriétaires de Troyes [M. Charles Dupuy, rapporteur] [24 février 1916] (A. t. I, p. 86; J.O., p. 89). — Audiart à Nantes (Loire-Inférieure) [M. Leblond, rapporteur] [29 juillet] (A. t. I, p. 455; J.O., p. 410).

B — Bonnet-Thiriet, à Paris [M. Ranson, rapporteur] [4 mars] (A. t. I, p. 75; J.O., p. 68). — Bensasson, à Paris [M. Ranson, rapporteur] [4 mars] (A. t. I, p. 75; J.O., p. 68). — Brunaux (Jules) détenu à la Maison centrale de Clairvaux (Aube) [M. Develle, rapporteur] [15 mai 1917] (A. t. I, p. 504; J.O., p. 439). — Bourdon (Abel), à Boulon (Calvados) [M. Philipot, rapporteur] [29 juillet] (A. t. I, p. 455; J.O., p. 410). — Barrère (Pierre), à Saint-Gaudens (Haute-Garonne) [M. Leblond, rapporteur] [29 juillet] (A. t. I, p. 456; J.O., p. 411). — Blache (M^{me} veuve),

à Valence (Drôme) [M. de Béjarry, rapporteur] [2 septembre] (A. t. I, p. 559; J.O., p. 501). — Blanchard, à Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drôme) [M. Bersez, rapporteur] [16 septembre] (A. t. I, p. 563; J.O., p. 508). — Buguet, détenu à la maison d'arrêt de Louhans (Saône-et-Loire) [M. Fagot, rapporteur] [22 décembre] (A. t. I, p. 741; J.O., p. 684).

C — Charnet, à Bourges (Cher) [M. Fortin, rapporteur] [6 avril] (A. t. I, p. 276; J.O., p. 261). — Cazes (Jean), à Charenton (Seine) [M. Leblond, rapporteur] [29 juillet] (A. t. I, p. 456; J.O., p. 410). — La Chambre syndicale des propriétaires de Dijon (Côte-d'Or), de Calais (Pas-de-Calais) [M. Merlet, rapporteur] [2 septembre] (A. t. I, p. 559; J.O., p. 501). — Chabert, aux Baquets (Eure) [M. Bersez, rapporteur] [16 septembre] (A. t. I, p. 563; J.O., p. 507).

D — Desbeaux (M^{me}), à Bègles (Gironde) [M. Bersez, rapporteur] [16 septembre] (A. t. I, p. 563; J.O., p. 508).

F — Fédération des femmes radicales et radicales-socialistes [M. Charles-Dupuy, rapporteur] [24 février 1916] (A. t. I, p. 86; J.O., p. 89). — Fouillouse, à Saint-Quentin (Lot-et-Garonne) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [6 mai] (A. t. I, p. 246; J.O., p. 224). — Foucher (M^{me}), à Bray (Loiret) [M. Ranson, rapporteur] [6 mai] (A. t. I, p. 246; J.O., p. 224). — Fédération des femmes radicales et radicales-socialistes [M. Courrégelongue, rapporteur] [22 décembre] (A. t. I, p. 741; J.O., p. 684).

G — Guichard, à An-Hoi (Cochinchine) [M. Ranson, rapporteur] [4 mars] (A. t. I, p. 75; J.O., p. 68). — Gérard, à Lunéville (Meuse) [M. Ranson, rapporteur] [4 mars] (A. t. I, p. 75; J.O., p. 68). — Gavelle, à Paris [M. Ranson, rapporteur] [6 mai] (A. t. I, p. 246; J.O., p. 224). — Groussot, à Bourges (Cher) [M. Ranson, rapporteur] [6 mai] (A. t. I, p. 246; J.O., p. 224). — Germond, à La Maze (Seine-et-Oise) [M. Merlet, rapporteur] [2 septembre] (A. t. I, p. 559; J.O., p. 501). — Gutbrod, à Paris [M. Bersez, rapporteur] [16 septembre] (A. t. I, p. 564; J.O., p. 508). — Gauthronet, à Enghien (Seine-et-Oise) [M. Ratier, rapporteur] [16 septembre] (A. t. I, p. 564; J.O., p. 508).

K — Kaddour Mahamed ben Ahmed, à Constantine (Algérie) [M. Develle, rapporteur] [15 mai 1917] (A. t. I, p. 504; J.O., p. 439).

L — Lechopié, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) [M. Ranson, rapporteur] [4 mars] (A. t. I, p. 75; J.O., p. 68). — Lenient, à Paris [M. Develle, rapporteur] [15 mai 1917] (A. t. I, p. 504; J.O., p. 439).

M — Morel, à Genève (Suisse) [M. Limon, rapporteur] [6 mai] (A. t. I, p. 246; J.O., p. 224). — Myre (César), à Bicêtre (Seine) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [2 septembre] (A. t. I, p. 558; J.O., p. 501). — Mahulot, à Saint-Cloud (Seine-et-Oise) [M. Ratier, rapporteur] [16 septembre] (A. t. I, p. 564; J.O., p. 508). — Michel, à Fougerolles (Haute-Saône) [M. Bersez, rapporteur] [16 septembre] (A. t. I, p. 564; J.O., p. 508). — Missiam (Les époux),

à Paris [M. Fagot, rapporteur] [22 décembre] (A. t. I, p. 744 ; J.O, p. 684).

N — Nortier, à Malakoff (Seine) [M. Bersez, rapporteur] [16 septembre] (A. t. I, p. 654 ; J.O., p. 508). — Négroni, à Saint-Laurent (Corse) [M. Fagot, rapporteur] [22 décembre] (A. t. I, p. 740 ; J.O., p. 684).

P — Pooter (de), à Bourges (Cher) [M. Fortin, rapporteur] [6 avril 1916] (A. t. I, p. 276 ; J.O., p. 260). — Péquignot (M^{me}), à Nancy (Meurthe-et-Moselle) [M. de Béjarry, rapporteur] [2 septembre] (A. t. I, p. 559 ; J.O., p. 501). — Péronnet, à Vichy (Allier) [M. Fagot, rapporteur] [22 décembre] (A. t. I, p. 740 ; J.O., p. 684).

S — Syndicat des propriétaires d'immeubles de Montpellier (Hérault) [M. Merlet, rapporteur] [2 septembre] (A. t. I, p. 559 ; J.O. p. 502). — Schweitzer, à Paris [M. Debierre, rapporteur] [22 décembre] (A. t. I, p. 740 ; J.O., p. 684).

T — Tremblaye (M^{me} de la), à Paris [M. Leblond, rapporteur] [29 juillet] (A. t. I, p. 456 ; J.O., p. 410).

U — Un certain nombre d'habitants de Douvres-la-Délivrande (Calvados) [M. Ranson, rapporteur] [4 mars] (A. t. I, p. 75 ; J.O., p. 68). — Un certain nombre d'habitants de Capvern (Hautes-Pyrénées) [M. Ranson, rapporteur] [4 mars] (A. t. I, p. 75 ; J.O., p. 68). — Union des propriétaires de Villeneuve-Saint-Georges (Seine-et-Oise) [M. Leblond, rapporteur] [29 juillet] (A. t. I, p. 456 ; J.O., p. 410). — Un certain nombre d'habitants de la commune d'Albert (Somme) [M. Leblond, rapporteur] [29 juillet] (A. t. I, p. 456 ; J.O., p. 411). — Un certain nombre d'habitants de la commune d'Aïn-Tagrou (Algérie) [M. Fagot, rapporteur] [22 décembre] (A. t. I, p. 740 ; J.O., p. 684).

V — Vuillermet (M^{me}), à Tours (Indre-et-Loire) [M. Ranson, rapporteur] [4 mars] (A. t. I, p. 75 ; J.O., p. 68). — Verdier, à Toulouse (Haute-Garonne) [M. Bersez, rapporteur] [16 septembre] (A. t. I, p. 563 ; J.O., p. 507).

ANNÉE 1916

A — Arrazat, à Colombes (Seine) [M. Rey, rapporteur] [30 janvier 1917] (A. t. I, p. 109 ; J.O., p. 97). — Akak Tahar ben Amar ben Mohamed ben Ali, à Sétif (Algérie) [M. Simonet, rapporteur] [15 mai] (A. t. I, p. 503 ; J.O., p. 439).

B — Bachot, détenu à la maison centrale de Riom (Puy-de-Dôme) [M. Fagot, rapporteur] [30 janvier 1917] (A. t. I, p. 110 ; J.O., p. 97). — Bourguignon, à Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne) [M. de Saint-Quentin, rapporteur] [30 janvier 1917] (A. t. I, p. 110 ; J.O., p. 98). — Brugnière, à Cabanès (Tarn) [M. Saint-Germain, rapporteur] [9 juillet] (A. t. I, p. 739 ; J.O., p. 673). — Briant (M^{me}), à Châtres-sur-Mer (Loir-et-Cher) [M. Maillard, rapporteur] [9 juillet] (A. t. I, p. 740 ; J.O., p. 674).

— Bastet, à Lyon (Rhône) [M. Develle, rapporteur] [14 septembre] (A. t. I, p. 859; J.O., p. 781). — Bichascle, à Marseille (Bouches-du-Rhône) [M. Mascuraud, rapporteur] [23 décembre] (A. t. I, p. 1196; J.O., p. 1081). — Bezombes, à Sauveterre-la-Lémance (Lot-et-Garonne) [M. Mascuraud, rapporteur] [23 décembre] (A. t. I, p. 1196; J.O. p. 1082). — Bray (Mlle), à Boulogne-sur-Seine [M. Mascuraud, rapporteur] [23 décembre] (A. t. I, p. 1196; J.O., p. 1082).

C — Couillard, à Bicêtre (Seine) [M. Saint-Germain, rapporteur] [9 juillet] (A. t. I, p. 739; J.O. p., 673). — Chaffotte, à Dijon (Côte-d'Or) [M. Saint-Germain, rapporteur] [9 juillet] (A. t. I, p. 740; J.O., p. 673). — Cousseau, à Saint-Michel (Charente) [M. Paul Le Roux, rapporteur] [9 juillet] (A. t. I, p. 740; J.O., p. 674). — Carrière (M^{me} Vve), à Rabelais (Algérie) [M. Develle, rapporteur] [14 septembre] (A. t. I, p. 859; J.O., p. 781). — Camecasse, à Saint-Arnoult (Seine-et-Oise) [M. Thiéry, rapporteur] [15 mai 1917] (A. t. I, p. 504; J.O., p. 439). — La Chambre syndicale des débitants de boissons des Bouches-du-Rhône, à Marseille [M. Delhon, rapporteur] [14 juin 1917] (A. t. I, p. 657; J.O., p. 573).

D — Dargenne, à Cherbourg (Manche) [M. Mascuraud, rapporteur] [23 décembre] (A. t. I, p. 1197; J.O., p. 1082).

E — Eyraud, à Saint-Etienne (Loire) [M. Saint-Germain, rapporteur] [9 juillet] (A. t. I, p. 739; J.O., p. 673).

F — Fontaine, à Lyon [M. Perreau, rapporteur] [18 mai] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 405). — Fettah Lounès ben Mohamed, à Maison-Carrée (Algérie) [M. Saint-Germain, rapporteur] [9 juillet] (A. t. I, p. 739; J.O., p. 673). — Fabre, détenu à la maison centrale à Nîmes (Gard) [M. Develle, rapporteur] [14 septembre] (A. t. I, p. 858; J.O., p. 781). — Flot, à Génélard (Saône-et-Loire) [M. Mascuraud, rapporteur] [23 décembre] (A. t. I, p. 1196; J.O., p. 1082). — Fatoumata Sangarré (M^{me}), à Kayes (Sénégal) [M. Simonet, rapporteur] [15 mai 1917] (A. t. I, p. 503; J.O., p. 439).

G — Gueugniaud, à Lyon (Rhône) [M. Daudé, rapporteur] [9 juillet] (A. t. I, p. 739; J.O., p. 673). — Gravière, à Paris [M. Mascuraud, rapporteur] [23 décembre] (A. t. I, p. 1196; J.O., p. 1082). — Guidoni, à Luciana (Corse) [M. Mascuraud, rapporteur] [23 décembre] (A. t. I, p. 1197; J.O., p. 1082).

H — Heon-Laumailier, à la maison centrale d'Angoulême (Charente) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [12 mars 1917] (A. t. I, p. 298; J.O., p. 260).

J — Jung, à Paris [M. Perreau, rapporteur] [18 mai] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 405). — Jolivet (M^{me}), à Serrières (Saône-et-Loire) [M. Perreau, rapporteur] [18 mai] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 405).

L — Létang, chef de bataillon, à Saint-Gratien [M. Perreau, rappor-

teur] [18 mai] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 405). — Leclerc (Désiré), à Elbeuf (Seine-Inférieure) [M. Debierre, rapporteur] [9 juillet] (A. t. I, p. 740; J.O., p. 674). — Legrelle de Ferrer (M^{me}), à Nice (Alpes-Maritimes) [M. Develle, rapporteur] [14 septembre] (A. t. I, p. 858; J.O., p. 781). — Lobel (M^{lle} de), à Paris [M. Develle, rapporteur] [28 novembre] (A. t. I, p. 1108; J.O., p. 1000). — Leclerc, à Elbeuf (Seine-Inférieure) [M. Bodinier, rapporteur] [30 janvier] (A. t. I, p. 109; J.O., p. 97). — Lacape, à Nantes (Loire-Inférieure) [M. Fagot, rapporteur] [30 janvier 1917] (A. t. I, p. 110; J.O., p. 98). — Level (M^{me} veuve), à Fléchinelle (Pas-de-Calais) [M. Aguillon, rapporteur] [6 juillet 1917] (A. t. I, p. 831; J.O., p. 722).

M — Mulatier, à Tournon (Ardèche) [M. Perreau, rapporteur] [18 mai] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 405). — Mahoui Brahim ben Moussa, à Alger [M. Saint-Germain, rapporteur] [9 juillet] (A. t. I, p. 739; J.O., p. 673). — Monjauze, à Paris [M. Daudé, rapporteur] [9 juillet] (A. t. I, p. 739; J.O., p. 673). — Mouton (M^{me} veuve), à Nevers (Nièvre) [M. Mascuraud, rapporteur] [23 décembre] (A. t. I, p. 1197; J.O., p. 1082). — 253 mères et femmes françaises du Gard [M. Mascuraud, rapporteur] [23 décembre] (A. t. I, p. 1197; J.O., p. 1082). — Des mères et femmes françaises habitant Lorient (Morbihan) [M. Peschaud, rapporteur] [30 janvier 1917] (A. t. I, p. 109; J.O., p. 97). — Marty, à Novale-d'Olesant (Corse) [M. Bonnefoy-Sibour, rapporteur] [30 janvier 1917] (A. t. I, p. 110; J.O., p. 98). — Des mères et femmes françaises habitant Sens (Yonne) [M. Peschaud, rapporteur] [1^{er} mars 1917] (A. t. I, p. 298; J.O., p. 260). — Des mères et femmes françaises habitant Vannes (Morbihan) [M. Peschaud, rapporteur] [1^{er} mars 1917] (A. t. I, p. 298; J.O., p. 260). — Mosbah, à Méchouma (Algérie) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [1^{er} mars 1917] (A. t. I, p. 299; J.O., p. 260). — Les membres de la Djemâa des Ouled Diab, à Colle (Algérie) [M. Saint-Germain, rapporteur] [1^{er} mars 1917] (A. t. I, p. 299; J.O., p. 260).

N — Normand (M^{me}), à Ploermel (Morbihan) [M. Mascuraud, rapporteur] [23 décembre] (A. t. I, p. 1196; J.O., p. 1082). — Nivière, à Vichy (Allier) [M. Rey, rapporteur] [30 janvier 1917] (A. t. I, p. 108; J.O., p. 96).

P — Péquinot (M^{me}), à Nancy [M. Perreau, rapporteur] [18 mai] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 405). — Prudot, à Salade-Conflens (Ariège) [M. Develle, rapporteur] [14 septembre] (A. t. I, p. 858; J.O., p. 781). — Potin (Jacques), à Paris [M. Develle, rapporteur] [14 septembre] (A. t. I, p. 858; J.O., p. 781). — Perriau (M^{me} veuve), à Issoudun (Indre) [M. Rey, rapporteur] [30 janvier 1917] (A. t. I, p. 109; J.O., p. 97). — Palanque, à Auch (Gers) [M. Saint-Germain, rapporteur] [1^{er} mars 1917] (A. t. I, p. 299; J.O., p. 260).

R — Ricard, à Anglès (Tarn) [M. Perreau, rapporteur] [18 mai] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 404). — Rocca, à Marseille [M. Perreau, rapporteur] [18 mai] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 405). — Roth (M^{me}), à Bayonne (Basses-Pyrénées) [M. Fabien-Cesbron, rapporteur] [15 mai] (A. t. I, p. 504; J.O., p. 439). — Roblin, à Bourges (Cher) [M. Delhon, rapporteur] [14 juin 1917] (A. t. I, p. 657; J.O., p. 572). — Rouxville, à Paris [M. Aguillon, rapporteur] [6 juillet 1917] (A. t. I, p. 831; J.O., p. 722).

S — Syndicat des maîtres imprimeurs, à Angers [M. Perreau, rapporteur] [18 mai] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 405). — Sushibe Larbi ben Mohamed, à Alger [M. Thiéry, rapporteur] [1^{er} mars 1917] (A. t. I, p. 299; J.O., p. 260). — Samondès (M^{me}), à Monbahus (Lot-et-Garonne) [M. Aguillon, rapporteur] [6 juillet 1917] (A. t. I, p. 831; J.O., p. 722).

T — Tubiana, à Alger [M. Saint-Germain, rapporteur] [9 juillet] (A. t. I, p. 740; J.O., p. 674). — Taillemas, à Pont-l'Évêque (Calvados) [M. Peschaud, rapporteur] [1^{er} mars 1917] (A. t. I, p. 298; J.O., p. 260). — Trivier, à Paris [M. Simonet, rapporteur] [15 mai 1917] (A. t. I, p. 504; J.O., p. 439). — Tampis, détenu à la maison centrale de Nîmes (Gard) [M. Simonet, rapporteur] [15 mai 1917] (A. t. I, p. 504; J.O., p. 439).

U — Un grand nombre de femmes de mobilisés de Vauhallan (Seine-et-Oise) [M. Perreau, rapporteur] [18 mai] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 505). — Un certain nombre de propriétaires, de colons et de commerçants d'Oued Athménia (département de Constantine), des cantons de Châteaudun-du-Rhumel et Saint-Donat, d'Aïn-M'lila et de Constantine (Algérie) [M. Saint-Germain, rapporteur] [9 juillet] (A. t. I, p. 740; J.O., p. 674). — Un certain nombre de propriétaires et cultivateurs des communes de Bône, Sétif, Biskra, Batna, Tébessa, Saint-Arnaud, Khenchela, Kroubs, Oued-Zénati et Aïn-Beida (Algérie) [M. Leblond, rapporteur] [14 septembre] (A. t. I, p. 858; J.O., p. 781). — Un certain nombre de mères et de femmes françaises du Morbihan [M. Mascuraud, rapporteur] [23 décembre] (A. t. I, p. 1196; J.O., p. 1082). — Un certain nombre de pères, mères et épouses de soldats français prisonniers de guerre et déportés par le Gouvernement allemand sur le front russe, habitant Alençon (Orne) [M. Mascuraud, rapporteur] [23 décembre] (A. t. I, p. 1197; J.O., p. 1082). — Urbain, détenu à la maison centrale de Riom (Puy-de-Dôme) [M. Fagot, rapporteur] [30 janvier 1917] (A. t. I, p. 109; J.O., p. 97).

V — Valette, à Paris [M. Daudé, rapporteur] [9 juillet] (A. t. I, p. 739; J.O., p. 673). — Vialard, à Boutifare (Dordogne) [M. Peschaud, rapporteur] [30 janvier 1917] (A. t. I, p. 109; J.O., p. 97). — Verdier, à Toulouse (Haute-Garonne) [M. Bonnefoy-Sibour, rapporteur] [14 décembre 1917] (A. t. I, p. 1241; J.O., p. 1082).

ANNÉE 1917

A — Association des propriétaires algériens, à Alger [M. Réveillaud, rapporteur] [15 mars] (A. t. I, p. 323; J.O., p. 284). — Association des propriétaires de Puteaux (Seine) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [6 juillet] (A. t. I, p. 832; J.O., p. 723). — Ahmed ben Ahmed ben Youssef, à Alger [M. de Saint-Quentin, rapporteur] [2 août] (A. t. I, p. 1001; J.O., p. 866). — Angot, détenu à la maison d'arrêt de Toulouse (Haute-Garonne) [M. Pérès, rapporteur] [6 décembre] (A. t. I, p. 1162; J.O., p. 1016). — Arnaud (M^{me} veuve), Montélimar (Drôme) [M. Daniel, rapporteur] [6 décembre] (A. t. I, p. 1162; J.O., p. 1016).

B — Bosc (M^{me} veuve), à Nîmes (Gard) [M. Réveillaud, rapporteur] [15 mars] (A. t. I, p. 324; J.O., p. 284). — Brahim ben el Harzi, à Alger [M. Réveillaud, rapporteur] [15 mai] (A. t. I, p. 505; J.O., p. 440). — Boidin, à Verquigneul (Pas-de-Calais) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [2 août] (A. t. I, p. 1000; J.O., p. 865). — Boukhit Ahmed ben Hamoud, à Alger [M. de Lamarzelle, rapporteur] [2 août] (A. t. I, p. 1000; J.O., p. 865). — Bonhomme, à Dijon (Côte-d'Or) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [2 août] (A. t. I, p. 1001; J.O., p. 866). — Bacon, détenu à la maison d'arrêt à Toulouse (Haute-Garonne) [M. Pérès, rapporteur] [6 décembre] (A. t. I, p. 1162; J.O., p. 1016). — Bicot (Pierre), détenu au dépôt des relégués, à Angoulême (Charente) [M. Daniel, rapporteur] [6 décembre] (A. t. I, p. 1162; J.O., p. 1016). — Benoit, au Puy (Haute-Loire) [M. Vilar, rapporteur] [14 décembre] (A. t. I, p. 1241; J.O., p. 1083). — Boisset, à Paris [M. Defumade, rapporteur] [30 décembre] (A. t. I, p. 1434; J.O., p. 1245). — Baudaz, à Aime (Savoie) [M. Defumade, rapporteur] [30 décembre] (A. t. I, p. 1434; J.O., p. 1245). — Bellouard (Jean), détenu à la maison d'arrêt de Toulouse (Haute-Garonne) [M. Defumade, rapporteur] [30 décembre] (A. t. I, p. 1435; J.O., p. 1246).

C — Casanova, à Bastia (Corse) [M. Réveillaud, rapporteur] [15 mars] (A. t. I, p. 323; J.O., p. 283). — Ceccaldi, à Serriera (Corse) [M. Réveillaud, rapporteur] [15 mai] (A. t. I, p. 505; J.O., p. 440). — Chaffotte, à Dijon (Côte-d'Or) [M. Réveillaud, rapporteur] [15 mai] (A. t. I, p. 505; J.O., p. 440). — Cadot, à Béthisy-Saint-Pierre (Oise) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [6 juillet] (A. t. I, p. 831; J.O., p. 722). — Cadrouilh, à Capeyron-Mérignac (Gironde) [M. de Saint-Quentin, rapporteur] [2 août] (A. t. I, p. 1001; J.O., p. 866). — Charton, à Toulouse (Haute-Garonne) [M. Jénouvrier, rapporteur] [6 décembre] (A. t. I,

p. 1162; J.O., p. 1016). — Clément (Louis), détenu à la maison d'arrêt de Toulouse (Haute-Garonne) [M. Defumade, rapporteur] [30 décembre] (A. t. I, p. 1435; J.O., p. 1246).

D — Delaurens (M^{me} veuve), à Nîmes (Gard) [M. Réveillaud, rapporteur] [15 mars] (A. t. I, p. 324; J.O., p. 284). — Duthu-Martinet, à Dijon (Côte-d'Or) [M. Réveillaud, rapporteur] [15 mars] (A. t. I, p. 324; J.O., p. 284). — Dimmers, détenu à la maison centrale de Riom (Puy-de-Dôme) [M. Réveillaud, rapporteur] [15 mai] (A. t. I, p. 505; J.O., p. 440). — Dalbera (Pierre), à Villejuif (Seine) [M. Catalogne, rapporteur] [14 juin] (A. t. I, p. 657; J.O., p. 573). — Dabry, à Angoulême (Charente) [M. de Saint-Quentin, rapporteur] [2 août] (A. t. I, p. 1001; J.O., p. 866). — Dubosc (M^{me} veuve), à Paris [M. Bodinier, rapporteur] [6 décembre] (A. t. I, p. 1162; J.O., p. 1016). — Ding, détenu à la maison centrale de Riom (Puy-de-Dôme) [M. Bodinier, rapporteur] [6 décembre] (A. t. I, p. 1162; J.O., p. 1015). — Dellala ben Ahmed, à Alger [M. E. Vilar, rapporteur] [14 décembre] (A. t. I, p. 1242; J.O., p. 1083).

E — Eynaud, à Ajaccio (Corse) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [2 août] (A. t. I, p. 1000; J.O., p. 865).

F — Frileux (M^{me} veuve), à Trouville-sur-Mer (Calvados) [M. de Lamarzelle, rapporteur] (A. t. I, p. 831; J.O., p. 722). — Fédération des femmes radicales socialistes et républicaines [M. Vermorel, rapporteur] [25 octobre] (A. t. I, p. 1091; J.O., p. 951). — Farcot, La Plaine-Saint-Denis (Seine) [M. Jénouvrier, rapporteur] [6 décembre] (A. t. I, p. 1162; J.O., p. 1016). — Franc-Girard (M^{me}), à Aulnay-sous-Bois (Seine-et-Oise) [M. Jénouvrier, rapporteur] [6 décembre] (A. t. I, p. 1162; J.O., p. 1016).

G — Guengneaud, à Lyon (Rhône) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [6 juillet] (A. t. I, p. 832; J.O., p. 723). — Gothière (M^{me} veuve), Saint-Amand-en-Puisaye (Nièvre) [M. Vermorel, rapporteur] [25 octobre] (A. t. I, p. 1091; J.O., p. 951). — Galice, à Marseille (Bouches-du-Rhône) [M. Vermorel, rapporteur] [25 octobre] (A. t. I, p. 1091; J.O., p. 951). — Gauduel (M^{lle}), à Grenoble (Isère) [M. Daniel, rapporteur] [6 décembre] (A. t. I, p. 1162; J.O., p. 1016). — Girard, à Ain-Sefra (Algérie) [M. E. Vilar, rapporteur] [14 décembre] (A. t. I, p. 1241; J.O., p. 1082).

H — Huvelle, à Couvicourt (Eure) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [6 juillet] (A. t. I, p. 831; J.O., p. 722). — Héry (M^{me}), à Etables (Côtes-du-Nord) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [6 juillet] (A. t. I, p. 832; J.O., p. 723). — Henry du Thil (Alcide), à Paris [M. E. Vilar, rapporteur] [14 décembre] (A. t. I, p. 1241; J.O., p. 1082). — Hocquette, à

Calais) (Pas-de-Calais) [M. E. Vilar, rapporteur] [14 décembre] (A. t. I, p. 1241; J.O., p. 1082).

J — Jacques (François), à Belfort [M. Vermorel, rapporteur] [25 octobre] (A. t. I, p. 1091; J.O., p. 951). — Jean (Léon), à Marseille (Bouches-du-Rhône) [M. Daniel, rapporteur] [6 décembre] (A. t. I, p. 1162; J.O. p. 1015). — Jung, à Paris [M. Aubry, rapporteur] [30 décembre] (A. t. I, p. 1432; J.O., p. 1244).

L — Lacape, à Nantes (Loire-Inférieure) [M. Réveillaud, rapporteur] [15 mai] (A. t. I, p. 504; J.O., p. 440). — Leclerc, à Elbeuf (Seine-Inférieure) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [6 juillet] (A. t. I, p. 831; J.O., p. 722). — Luc (M^{me}), à Béthisy-Saint-Pierre (Oise) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [2 août] (A. t. I, p. 1000; J.O., p. 866).

M — Mankour Kaddour ould Mocktar à Oran (Algérie) [M. de Saint-Quentin, rapporteur] [2 août] (A. t. I, p. 1001; J.O., p. 866). — Mouvaux, détenu à la maison d'arrêt de Toulouse (Haute-Garonne) [M. E. Vilar, rapporteur] [14 décembre] (A. t. I, p. 1241; J.O., p. 1082). — Mauchion (Emile), détenu à la maison d'arrêt de Toulouse (Haute-Garonne) [M. E. Vilar, rapporteur] [14 décembre] (A. t. I, p. 1241; J.O., p. 1083). — Marnier, à Evreux (Eure) [M. Defumade, rapporteur] [30 décembre] (A. t. I, p. 1434; J.O., p. 1245). Merigot (Eugène), détenu à la maison d'arrêt de Toulouse (Haute-Garonne) [M. Defumade, rapporteur] [30 décembre] (A. t. I, p. 1435; J.O., p. 1246).

P — Petit, à Mytho (Cochinchine) [M. Réveillaud, rapporteur] [15 mars] (A. t. I, p. 322; J.O., p. 283). — Philippi, à Tox, (Corse) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [6 juillet] (A. t. I, p. 832; J.O., p. 723). Pillard (M^{me}), à Nantes (Loire-Inférieure) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [2 août] (A. t. I, p. 1000; J.O., p. 865). — Pichon (M^{me} Veuve), à Vernon (Eure) [M. Vermorel, rapporteur] [25 octobre] (A. t. I, p. 1091; J.O., p. 952).

Q — Quiot, à Nice (Alpes-Maritimes) [M. E. Vilar, rapporteur] [14 décembre] (A. t. I, p. 1241; J.O., p. 1082).

R — Rogie (M^{lle}), à Saint-Just-d'Avray (Rhône) [M. Réveillaud, rapporteur] [15 mars] (A. t. I, p. 322; J.O., p. 284). — Rosset, Toulouse (Haute-Garonne) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [2 août] (A. t. I, p. 1000; J.O., p. 865). — Richet, à Paris [M. Lucien Cornet, rapporteur] [25 octobre] (A. t. I, p. 1091; J.O., p. 951). — Rimpeau, détenu à la maison d'arrêt à Toulouse (Haute-Garonne) [6 décembre] (A. t. I, p. 1162; J.O., p. 1016). — Raugel, capitaine au 39^e d'artillerie à Paris [M. Defumade, rapporteur] [30 décembre] (A. t. I, p. 1434; J.O., p. 1245).

S — Saunière (M^{me} de), à Nanterre (Seine) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [2 août] (A. t. I, p. 1000; J.O., p. 866). — Si Hamou Belhady Tazaroualet, à Oran [M. Aubry, rapporteur] [30 décembre] (A. t. I, p. 1434; J.O., p. 1245).

T — Tresse (Albert) (Paris) [M. Vermorel, rapporteur] [25 octobre] (A. t. I, p. 1091; J.O., p. 951). — Thépenier, à Nevers (Nièvre) [M. Defumade, rapporteur] [30 décembre] (A. t. I, p. 1434; J.O., p. 1245).

U — Union des Françaises contre l'alcool, à Paris [M. Réveillaud, rapporteur] [15 mars] (A. t. I, p. 323; J.O., p. 284). — Un grand nombre de mères et de femmes françaises habitant le département de l'Ain [M. Réveillaud, rapporteur] [15 mai] (A. t. I, p. 504; J.O., p. 439). — Un certain nombre de mères et de femmes françaises, à Grenoble [M. Réveillaud, rapporteur] [15 mai] (A. t. I, p. 504; J.O., p. 440). — Un grand nombre de femmes de mobilisés de Mirebeau et Neuville (Vienne) [M. Réveillaud, rapporteur] [15 mai] (A. t. I, p. 505; J.O., p. 440). — Un grand nombre de mères et de femmes françaises de Paris et de Sainte-Gauburge (Orne) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [2 août] (A. t. I, p. 1000; J.O., p. 865). — Un grand nombre de cultivateurs et de bouilleurs de cru de Roezé, La Suze, Voivres et Louplande (Sarthe) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [2 août] (A. t. I, p. 1001; J.O., p. 866).

V — Voislav-Nenaditch à Vélès (Serbie) [M. Réveillaud, rapporteur] [15 mars] (A. t. I, p. 323; J.O., p. 283). — Vrignon (M^{me} Veuve), à Surgères (Charente-Inférieure) [M. Catalogne, rapporteur] [14 juin] (A. t. I, p. 657; J.O., p. 573). — Vincenti, à Stazzona (Corse) [M. Daniel, rapporteur] [6 décembre] (A. t. I, p. 1162; J.O., p. 1015).

Y — Yberty, à Royat (Puy-de-Dôme) [M. de Lamarzelle, rapporteur] [2 août] (A. t. I, p. 1000; J.O., p. 865).

PETITS RETRAITÉS DE L'ÉTAT. — Voir Allocations temporaires.

PÉTROLE. — Voir Monopole du pétrole.

PHARMACIENS (Veuves des). — Voir Moratorium.

PLABENNEC (Finistère). — Voir Octrois, 134.

PLACEMENTS OU EMPLOIS EN OBLIGATIONS DE LA DÉFENSE NATIONALE. — Voir Obligations de la Défense nationale.

PLÉRIN (Côtes-du-Nord). — Voir Octrois, 135.

PLOARÉ (Finistère). — Voir Octrois, 136.

PLŒMEUR (Morbihan). — Voir Octrois, 137.

PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN (Finistère). — Voir Octrois, 138.

PLOUDALMEZEAU (Finistère). — Voir Octrois, 139.

PLOUDANIEL (Finistère). — Voir Octrois, 140.

PLOUEDERN (Finistère). — Voir Octrois, 141.

PLOUIGNEAU (Finistère). — Voir Octrois, 142.

PLOUNÉOUR-TREZ (Finistère). — Voir Octrois, 143.

PLOUZANÉ (Finistère). — Voir Octrois, 144.

PLOZEVET (Finistère). — Voir Octrois, 145.

PLUVIGNER (Morbihan). — Voir Octrois, 146.

POISSONS DE MER (Suppression des taxes d'octroi de la ville de Paris sur les). — 1915. (Voir Table 1912-1914, p. 619). M. Riotteau dépose le rapport [29 décembre] (A. t. I, p. 808 ; J.O., p. 739 ; I. n° 486). || 1916. Suite de la 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : M. Audiffred. Article unique. Amendement de MM. Paul Strauss, Poirrier, Ranson, Mascuraud, Léon Barbiér, Gervais, Deloncle, T. Steeg, Magny : MM. Paul Strauss, Louis Nail, *Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine* ; Riotteau, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [30 juin] (A. t. I, p. 726 ; J.O., p. 660). Promulgation (J.O. 13 juillet, p. 6189).

POISSY (Seine-et-Oise). — Voir Octrois, 147.

POLICE MARITIME. — Voir Marine, 16.

PONT-CROIX (Finistère). — Voir Octrois, 148.

PONT-LABBÉ (Finistère). — Voir Octrois, 149.

PONT-L'ÉVÊQUE (Calvados). — Voir Octrois, 150.

PONTIVY (Morbihan). — Voir Octrois, 151.

PORT-LOUIS (Morbihan). — Voir Octrois, 152.

PORTS ET VOIES NAVIGABLES. — 1916. Proposition de loi de M. Audiffred relative à l'achèvement des ports et voies navigables (Voir tables 1909-1911 p. 550 et 1912-1914 p. 620). M. Audiffred dépose un rapport supplémentaire [16 septembre] (A. t. I, p. 856 ; J.O., p. 773 ; I. n° 339).

POUDRES (Service des). — Voir Crédits additionnels, 17.

POURSUITES. — 1917. Demande en autorisation de poursuites contre un sénateur [6 novembre] (A. t. I, p. 1104 ; J.O., p. 961 ; I. n° 357). Commission : 1^{er} bureau, M. Savary ; 2^e bureau, M. Milliard ; 3^e bureau, M. Charles Chabert ; 4^e bureau, M. Pérès ; 5^e bureau, M. Milan ; 6^e bureau, M. de La Batut ; 7^e bureau, M. Deloncle ; 8^e bureau, M. Ribière ; 9^e bureau, M. Bérard (J.O., p. 9002 ; F. n° 68). Président, M. Savary ; Secrétaire, M. Deloncle ; Rapporteur, M. Milliard (J.O., p. 9002). M. Milliard dépose le rapport [10 novembre] (A. t. I, p. 1119 ; J.O., p. 975 ; I. n° 375). Adoption du projet de résolution [13 novembre] (A. t. I, p. 1122 ; J.O., p. 977). Demande en autorisation de poursuites contre un sénateur. Renvoi à la Commission nommée le 9 novembre 1917 pour l'examen d'une requête analogue [10 novembre. (A. t. I, p. 1119 ; J.O., p. 975 ; I. n° 376). M. Milliard dépose le rapport [15 novembre] (A. t. I, p. 1125 ; J.O., p. 981 ; I. n° 378). Adoption du projet de résolution [20 novembre] (A. t. I, p. 1128 ; J.O., p. 984). Demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat. Sur le renvoi : MM. Savary, Clemenceau et Ernest Monis. Renvoi à la Commission nommée le 8 novembre, saisie d'une demande analogue [13 novembre] (A. t. I, p. 1121 ; J.O., p. 977 ; I. n° 377). M. Milliard dé-

pose le rapport [29 novembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 996; I. n° 393), Adoption de la proposition de résolution [7 décembre] (A. t. I, p. 1166; J.O., p. 1018). Demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat. Renvoi à la Commission nommée le 9 novembre 1917, relative à une demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat [6 décembre] (A. t. I, p. 1156; J.O., p. 1010; I. n° 401). M. Milliard dépose le rapport [11 décembre] (A. t. I, p. 1187; J.O., p. 1035; I. n° 420). Adoption de la proposition de résolution [18 décembre] (A. t. I, p. 1262; J.O., p. 1101).

PRÉPARATION MILITAIRE DES JEUNES FRANÇAIS. — Voir Armées, § VII, 9.

PRÉ-SAINT-GERVAIS (Seine). — Voir Octrois, 153.

PRESCRIPTION (Réduction des délais de). — Voir Paquets postaux.

PRESCRIPTIONS ET PÉREMPTIONS (Délais des). — 1915. Proposition de loi relative aux délais des prescriptions et péremptions qui ne seront acquises qu'après la cessation des hostilités, déposé à la Chambre le 19 janvier; rapport de M. Viollette, le 25 février; adoptée le 4 mars; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [6 mars] (A. t. I, p. 88; J.O., p. 77; I. n° 81). M. Chastenot dépose le rapport [6 mai] (A. t. I, p. 242; J.O., p. 219; I. n° 157). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [20 mai] (A. t. I, p. 263; J.O., p. 238). Promulgation (J.O., 6 juillet, p. 4573).

PRESSE. — 1915. Proposition de loi portant modification des articles 13 et 34 de la loi du 21 juillet 1881 (Voir table 1909-1911 p. 551), déposée à la Chambre le 5 juin 1914; rapport de M. Viollette, le 4 février 1915; adoptée le 18 février; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission nommée le 22 mars 1902 relative à la répression des fraudes électorales [4 mars] (A. t. I, p. 57; J.O., p. 51; I. n° 49).

PRÊTS SUR PENSIONS. — 1917. Proposition de loi relative à l'interdiction des prêts sur pensions et à l'institution d'un système d'avances sur pensions, déposée à la Chambre le 27 janvier 1916; rapport de M. Pierre Masse, le 21 juillet; adoptée le 12 juin 1917; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [21 juin] (A. t. I, p. 682; J.O., p. 593; I. n° 212). Renvoi à la Commission des finances. M. Lintilhac dépose le rapport [6 juillet] (A. t. I, p. 814; J.O., p. 707; I. n° 241). Déclaration de l'urgence. Adoption des quatorze articles et de l'ensemble de la proposition [19 juillet] (A. t. I, p. 850; J.O., p. 740). Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 5864).

PRÊTS SUR TITRES. — 1917. Proposition de loi ayant pour objet de fixer, pendant la durée de la guerre, le taux maximum de l'intérêt des prêts sur titres consentis avant la mobilisation, déposée à la Chambre le 10 février 1916; rapport de M. Sixte-Quenin, le 24 janvier 1917; adoptée le 17 février; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [22 février] (A. t. I, p. 262; J.O., p. 228; I. n° 55). M. Albert Peyronnet dépose le rapport [8 mars] (A. t. I, p. 302; J.O., p. 262; I. n° 73). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition [22 mars] (A. t. I, p. 346; J.O., p. 302). Promulgation (J.O., 12 avril, p. 2859).

PRIME PAR QUINTAL DE BLÉ. — Voir Blé.

PRISES MARITIMES (Attribution des). — Voir Marine, 8.

PRIVAS (Ardèche). — Voir Octrois, 154.

PROCÉDURE EN COUR DE JUSTICE (Organisation de la). — 1917. Proposition de loi de M. Simonet établissant la procédure à suivre conformément au dernier paragraphe de l'article 12 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 en matière de mise en accusation, d'instruction, de jugement, du Président de la République et des Ministres devant le Sénat constitué en cour de justice pour crime commis dans l'exercice de leurs fonctions. Déclaration de l'urgence. Renvoi à une Commission de dix-huit membres nommés au scrutin de liste [29 novembre] (A. t. I, p. 1141; J.O., p. 996; I. n° 395). Proclamation du résultat du vote pour la nomination, au scrutin de liste,

par les bureaux de la Commission. MM. Monis, *Président*; Savary, Boivin-Champeaux, *Vice-Présidents*; Albert Peyronnet, Henry Chéron, *Secrétaires*; Pérès, *Rapporteur*; Alexandre Bérard, Goirand, Bienvenu-Martin, Guillier, Etienne Flandin, Simonet, Colin, Riou, Milliard, Vallé, Brager de La Ville-Moysan et Lebert, élus [6 décembre] (A. t. I, p. 1156; J.O., p. 1009). Dépôt et lecture par M. Pérès du rapport de la Commission. Discussion des conclusions fixée à la prochaine séance [6 décembre] (A. t. I, p. 1157; J.O., p. 1010; I. n° 399). Discussion générale: MM. Simonet, Pérès, *rapporteur*; Henry Chéron, Félix Martin et Louis Martin. Discussion des articles. Article premier. Amendement de M. Dominique Delahaye (soumis à la prise en considération): MM. Dominique Delahaye et Pérès, *rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article premier. Article 2: M. Louis Martin. Adoption. Articles 3 à 7. Adoption. Article 8: MM. Lemarié, Pérès, *rapporteur*; Etienne Flandin. Adoption. Article 9: M. Pérès, *rapporteur*. Adoption. Article 10: MM. Eugène Lintilhac, Pérès, *rapporteur*; Etienne Flandin, Cauvin, Simonet et Fabien Cesbron. Adoption. Article 11. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi [6 décembre] (A. t. I, p. 1157; J.O., p. 1018). Promulgation (J.O., 7 janvier 1918, p. 297).

PROHIBITION DE SORTIE DE MARCHANDISES. — Voir Douanes, 1, 2, 4, 6, 8, 9, 10, 12, 14, 16, 19, 21, 24, 25, 26 et 28.

PROPRIÉTÉ BATIE. — 1916. Projet de loi concernant l'application de l'article 29 de la loi du 29 juillet 1889, modifiée par la loi du 25 juillet 1893, déposé à la Chambre le 28 juillet; rapport de M. Véber le 28 octobre; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances au nom de M. le Ministre de l'Intérieur (I. n° 434). Renvoi à la Commission des finances [23 novembre] (A. t. I, p. 1091; J.O., p. 981). || 1917. M. Eugène Lintilhac dépose le rapport [18 janvier] (A. t. I, p. 32; J.O., p. 29; I. n° 11). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Observations: M. Eugène Lintilhac, *rapporteur*. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [13 février] (A. t. I, p. 183; J.O., p. 160). Promulgation (J.O., 22 février, p. 1423).

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — 1915. Projet de loi établissant des règles temporaires en matière de propriété industrielle, notamment en ce qui concerne les brevets d'invention appartenant aux ressortissants des empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, déposé à

la Chambre le 28 janvier ; rapport de M. Bokanowski le 25 février et rapport supplémentaire de M. Landry le 5 mars ; adopté le 18 mars ; déposé par M. le Président du Conseil, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre des Colonies (L. n° 119). Renvoi à la Commission relative aux relations d'ordre économique avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie [25 mars] (A. t. I, p. 126 ; J.O., p. 114). M. Galup dépose le rapport [29 avril] (A. t. I, p. 237 ; J.O., p. 215 ; I. n° 150). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Articles 1 à 4. Adoption. Article 5. MM. Boivin-Champeaux, Galup, rapporteur, et Thomson, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Adoption. Articles 6 à 9. Adoption. Sur l'ensemble : MM. le Rapporteur et Marcel Sembat, *Ministre des Travaux publics*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [14 mai] (A. t. I, p. 249 ; J.O., p. 226). Promulgation (J.O., 29 mai, p. 3414).

PROPRIÉTÉ RURALE (Remembrement de la). — 1916. Proposition de loi ayant pour objet de faciliter le remembrement de la propriété rurale, déposée par M. Chauveau [21 novembre] (A. t. I, p. 1060 ; J.O., p. 955 ; I. n° 423). M. Murat dépose le rapport sommaire [30 novembre] (A. t. I, p. 1110 ; J. O., p. 1001 ; I. n° 444). Prise en considération [7 décembre] (A. t. I, p. 1150 ; J.O., p. 1037). Commission : 1^{er} bureau, M. Louis Martin ; 2^e bureau, M. Etienne Flandin ; 3^e bureau, M. Gentilliez ; 4^e bureau, M. Chauveau ; 5^e bureau, M. Léon Mougeot ; 6^e bureau, M. Murat ; 7^e bureau, M. Gomot ; 8^e bureau, M. Eugène Lintilhac ; 9^e bureau, M. Lhopiteau [30 décembre] (J. O., p. 11201 ; Fa. 71). Président, M. Léon Mougeot ; Secrétaire, M. Lhopiteau ; Rapporteur, M. Chauveau (J.O., p. 11291 ; F. 72). || 1917. M. Chauveau dépose le rapport [15 mai] (A. t. I, p. 488 ; J.O., p. 422 ; I. n° 168). 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Chauveau ayant pour objet de faciliter le remembrement de la propriété rurale. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption successive des dix articles. Vote sur le passage à une deuxième délibération. Adoption. Renvoi pour avis à la Commission des finances : M. Milliès-Lacroix [27 juillet] (A. t. I, p. 903 ; J.O., p. 783). M. Jules Develle dépose l'avis de la Commission des finances [25 septembre] (A. t. I, p. 1045 ; J.O., p. 907 ; I. n° 325). 2^e délibération. Observa-

tions : M. Chauveau, *rapporteur*. Adoption des dix articles et de l'ensemble de la proposition de loi [27 septembre] (A. t. I, p. 1065 ; J.O., p. 924).

PROROGATION DES POUVOIRS DES COMMISSIONS PENDANT L'ANNÉE 1916. — Voir Résolution (Projets de), année 1916, 1.

PRUD'HOMMES (Elections des). — 1915. Projet de loi ayant pour objet la réalisation : 1^o du décret du 11 novembre 1914 relatif à l'ajournement des élections des membres des conseils de prud'hommes ; 2^o du décret du 9 janvier 1915 relatif à l'ajournement des élections des présidents généraux, présidents et vice-présidents des conseils de prud'hommes, déposé à la Chambre le 14 janvier ; rapport de M. Groussier le 28 janvier ; adopté le 11 février ; déposé par MM. les Ministres du Travail, de l'Intérieur, des Colonies et de la Justice. Renvoi à la Commission nommée le 19 mars 1901 chargée d'examiner divers projets et propositions concernant les conseils de prud'hommes [18 février] (A. t. I, p. 45 ; J.O., p. 36 ; I. n^o 36). M. Paul Strauss dépose le rapport [18 mars] (A. t. I, p. 118 ; J.O., p. 104 ; I. n^o 95). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [30 mars] (A. t. I, p. 168 ; J.O., p. 150). Promulgation (J. O., 13 avril, p. 2147).

PUBLICATION AU « BULLETIN OFFICIEL » DES NUMÉROS DES TITRES AU PORTEUR DE RENTE SUR L'ÉTAT PERDUS OU VOLÉS. — 1916. Projet de loi relatif à la publication au *Bulletin officiel* des oppositions des numéros des titres au porteur de rente sur l'État déclarés perdus ou volés à la suite des faits de guerre, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 novembre] (A. t. I, p. 1110 ; J.O., p. 1001 ; I. n^o 443).
 || 1917. M. G. Chastenet dépose le rapport [18 janvier] (A. t. I, p. 32 ; J.O., p. 30 ; I. n^o 12). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [30 janvier] (A. t. I, p. 96 ; J.O., p. 85). Promulgation (J.O., 18 février, p. 1316).

PUISSANCE PATERNELLE. — Voir femmes mariées.

PUPILLES DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE. — Voir paquets postaux, 2.

PUPILLES DE LA NATION.

I — 1915. Proposition de loi relative aux pupilles de la nation déposée par MM. Léon Bourgeois, Bérenger, Clemenceau, Émile Combes,

Paul Strauss, Ferdinand-Dreyfus, Perchot, Ch. Chabert, Paul Doumer, Peytral, Aimond, Stéphane Pichon, T. Steeg, de Selves, Couyba, Chautemps, Milliès-Lacroix, Poirrier, Jeanneney, Henry Bérenger, Debierre, Alexandre Bérard, Lintilhac, Mascuraud, Herriot, Guillier, le comte de Saint-Quentin, Forichon, Vieu, Louis Martin, Capéran, Ranson, Bonnefoy-Sibour, Loubet, Murat, Fernand Crémieux, Flandin et Grosjean [22 avril] (A. t. I, p. 236; J.O., p. 209; I. n° 148). M. G. Chastenet dépose et lit le rapport sommaire. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des conclusions de la Commission : prise en considération de la proposition de loi. Renvoi aux bureaux. Nomination d'une Commission de dix-huit membres [6 mai] (A. t. I, p. 244; J.O., p. 221; I. n° 160). Commission : 1^{er} bureau, MM. Perchot, Paul Strauss; 2^e bureau, MM. Debierre, Lourties; 3^e bureau, MM. Guillier, Vilar; 4^e bureau, MM. Cazeneuve, Flandin; 5^e bureau, MM. René Bérenger, Léon Bourgeois; 6^e bureau, MM. Ranson, Goy; 7^e bureau, MM. Beauvisage, T. Steeg; 8^e bureau, MM. Ferdinand Dreyfus, Henri-Michel; 9^e bureau, MM. Poirrier, Charles Chabert [14 mai] (J.O., p. 3098; F. 24). Président, M. Léon Bourgeois; Vice-Président, M. Poirrier; Secrétaire, M. T. Steeg [19 mai] (J.O., p. 3189; F. 24). Président, M. Poirrier; Vice-Président, M. F. Flandin [16 novembre] (J.O., p. 3086; F. 50). M. Perchot dépose le rapport [25 novembre] (A. t. I, p. 666; J.O., p. 611; I. n° 404). || 1916. 1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi de M. Léon Bourgeois et de plusieurs de ses collègues, instituant des pupilles de la nation; 2^o le projet de loi relatif aux orphelins de la guerre. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Sur l'urgence : MM. Jénouvrier, de Lamarzelle, Painlevé, *Ministre de l'Instruction publique*; Perchot, *rapporteur*; Etienne Flandin, *Vice-Président de la Commission*. Vote sur l'urgence. Adoption. Discussion générale : M. Perchot. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [17 février] (A. t. I, p. 57; J.O., p. 59). Suite de la discussion. Discussion générale (suite) : MM. Perchot, *rapporteur*, de Lamarzelle, Painlevé, *Ministre de l'Instruction publique*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [24 février] (A. t. I, p. 70; J.O., p. 74 à 85). Suite de la discussion. Discussion générale (suite) : MM. Jénouvrier et Léon Bourgeois, *Ministre d'État*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [25 février] (A. t. I, p. 90; J.O., p. 93). Suite de la discussion. Discussion générale (suite) : MM. de Las Cases et de Lamarzelle. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [3 mars] (A. t. I, p. 118; J.O., p. 117). Suite de la discussion. Discussion générale (suite) : MM. Couyba, d'Estournelles de Constant, René Viviani, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Demande d'affichage du discours de M. le Garde des Sceaux. Adoption.

Reprise de la discussion générale : MM. Jénouvrier, Perchot, de Lamarzelle. Clôture de la discussion générale. Vote sur le passage à la discussion des articles. Adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [10 mars] (A. t. I, p. 135; J.O., p. 132). Discussion des contre-projets : contre-projet de MM. Monis, Guillaume Chastonet, Courrégelongue et Thounens : MM. Ernest Monis, René Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Etienne Flandin, *Vice-Président de la Commission* ; de Lamarzelle et Jénouvrier. Adoption de l'article premier du contre-projet de M. Monis. Article 2 : amendement de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier et Perchot, *rapporteur*. Amendement de M. Empereur : MM. Empereur, le *Garde des Sceaux*. Rejet de l'amendement. Article 2 réservé. Article 3 : M. Brager de la Ville-Moysan. Adoption. Article 4 : MM. de Lamarzelle, le *Garde des Sceaux*, Jénouvrier, Perchot, *rapporteur*, Ernest Monis. Adoption de l'article 4. Article 5. Adoption. Article 6 (du contre-projet) : MM. le *Rapporteur* et Jénouvrier. Amendements de M. Jénouvrier. Adoption des amendements et de l'article 6 modifié. Article 7 (du contre-projet). Amendement de M. Jénouvrier : MM. le *Rapporteur*, le *Vice-Président de la Commission*. Adoption de l'amendement et de l'article 7 modifié. Article 8 (du contre-projet). Amendement de M. Jénouvrier. Adoption de l'amendement et de l'article 8 modifié [17 mars] (A. t. I, p. 178; J.O., p. 171). Suite de la discussion. Discussion des articles (suite) : article 2 (précédemment réservé). (Nouvelle rédaction de la Commission). Disposition additionnelle de M. Jénouvrier : MM. Etienne Flandin, *Vice-Président de la Commission* ; Jénouvrier, Perchot, *rapporteur* ; Painlevé, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Inventions intéressant la Défense nationale*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 2 modifié. Article 8 bis : amendement de M. Jénouvrier. Retrait de l'amendement. Retrait des articles du titre I^{er} du contre-projet de M. Monis. Article 9 (ancien article 6). Amendement de MM. de Lamarzelle, de Las Cases et plusieurs de leurs collègues : MM. de Lamarzelle, le *Ministre de l'Instruction publique*, le *Vice-Président de la Commission*. Rejet de l'amendement. Amendement de MM. de Las Cases, Jénouvrier et plusieurs de leurs collègues : MM. de Las Cases, le *Ministre de l'Instruction publique*, Jénouvrier. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de l'article 9. Article 10 (ancien article 7) : MM. de Lamarzelle, le *Rapporteur*. Adoption. Article 11 (ancien article 8). Adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [31 mars] (A. t. I, p. 240; J.O., p. 228). Suite de la discussion. Observations : MM. d'Estournelles de Constant, de Lamarzelle, Larère, Etienne Flandin, *Vice-Président de la Commission*. Ajournement de la discussion [22 avril] (A. t. I, p. 421; J.O., p. 385). Suite de la discussion. Discussion

des articles (suite) : amendement (disposition additionnelle) de MM. Larère, de Lamarzelle et de Las Cases à l'article 11 : MM. Perchot et Larère. Amendement reporté à l'article 24. Article 12 : amendement de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, Perchot, *rapporteur* ; Paul Strauss, Étienne Flandin, *Vice-Président de la Commission* ; René Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Cazeneuve. Rejet de l'amendement. Amendement de MM. de Las Cases, Jénouvrier, Dominique Delahaye et Gaudin de Villaine : M. Jénouvrier. Retrait de l'amendement. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [8 juin] (A. t. I, p. 565 ; J.O., p. 515). Discussion des articles (suite). Article 12 (suite) : amendement de MM. de Lamarzelle et Larère : MM. de Lamarzelle, Cazeneuve, René Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet de l'amendement. Premier paragraphe réservé. Adoption des 2^e, 3^e et 4^e paragraphes. Sur le 5^e paragraphe : MM. de Lamarzelle, Jénouvrier, Painlevé, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Inventions intéressant la Défense nationale* ; Perchot, *rapporteur*, et le Garde des Sceaux. Amendement de MM. Jénouvrier, Hervey et Bodinier (soumis à la prise en considération) : M. Jénouvrier. Rejet de l'amendement. Adoption du 5^e paragraphe. Sur le 6^e paragraphe : amendement de M. Couyba : M. Perchot, *rapporteur*. Adoption de l'amendement et du 6^e paragraphe modifié. Sur le 7^e paragraphe : amendement de M. Larère : MM. Perchot, *rapporteur*, et Larère. Adoption de l'amendement et du 7^e paragraphe. Adoption des trois derniers paragraphes. Amendement (disposition additionnelle) de M. d'Estournelles de Constant : MM. d'Estournelles de Constant, Perchot, *rapporteur*. Amendement de M. Étienne Flandin. Renvoi à la Commission. Amendement (disposition additionnelle) de M. Maurice Faure : MM. Maurice Faure, Milliès-Lacroix, Aimond. Adoption de l'amendement modifié. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [9 juin] (A. t. I, p. 574 ; J.O., p. 523). Suite de la discussion. Discussion des articles (suite) : article 12 (suite) : amendement de MM. d'Estournelles de Constant et amendement de M. Étienne Flandin (renvoyés précédemment à la Commission). Nouveau texte de la Commission. Observations : MM. Cazeneuve, Jénouvrier, d'Estournelles de Constant, Étienne Flandin, *Vice-Président de la Commission* ; René Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Ernest Monis. Retrait de l'amendement de M. d'Estournelles de Constant et adoption de l'amendement modifié de M. Étienne Flandin. Sur l'ensemble de l'article 12 : M. de Lamarzelle. Adoption de l'ensemble de l'article 12. Article 13 : Retrait d'un amendement de M. d'Estournelles de Constant et d'un amendement de M. Louis Martin. Adoption de l'article 13. Amendement (disposition additionnelle) de M. de Lamarzelle (soumis à la prise en

considération) : MM. de Lamarzelle, le Garde des Sceaux et Perchot, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Article 14 : amendement de M. Larère : MM. Larère, Perchot, *rapporteur*; Jénouvrier, Étienne Flandin, *Vice-Président de la Commission*; le Ministre de la Justice et de Lamarzelle. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [15 juin] (A. t. I, p. 592; J.O., p. 538). Suite de la discussion. Observations : M. Étienne Flandin, *Vice-Président de la Commission*. Discussion des articles (suite) : article 14 : amendement de M. de Lamarzelle : MM. de Lamarzelle, Jénouvrier. Retrait. Amendement de M. Larère sur le 4^e alinéa : M. Perchot, *rapporteur*. Retrait. Adoption des quatre premiers alinéas de l'article. Sur le 5^e alinéa : MM. de Las Cases, Perchot, *rapporteur*; Jénouvrier. Adoption du 5^e alinéa. Adoption de l'ensemble de l'article 14. Article 15 : amendement de MM. Cazeneuve et Debierre : MM. Cazeneuve, de Las Cases, d'Estournelles de Constant, Perchot, *rapporteur*. Adoption de l'amendement modifié. Amendement de M. Louis Martin : MM. Louis Martin, Perchot, *rapporteur*; Jénouvrier, Painlevé, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Inventions intéressant la Défense nationale*. Rejet de la première partie, puis de la deuxième partie de l'amendement. Amendement de M. de Lamarzelle : MM. Larère, René Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet de l'amendement. Amendement de M. Larère : M. Larère. Retrait. Amendement de M. Grosjean : M. Grosjean. Retrait. Retrait d'un amendement de M. d'Estournelles de Constant et d'un amendement de M. Maurice Faure. Sur l'article : M. Cazeneuve. Adoption de l'article 15 modifié. Article 16. Adoption. Article 17 : amendement de M. Maurice Faure non appuyé. Amendement de M. d'Estournelles de Constant : MM. d'Estournelles de Constant, Cazeneuve. Adoption. Adoption de l'article 17 modifié. Article 18 : amendement de M. Jénouvrier : M. Jénouvrier. Retrait. Adoption de l'article 18. Article 19. Adoption. Article 20 : amendement de M. de Lamarzelle : M. de Lamarzelle. Retrait. Adoption de l'article 20. Article 21 : 1^{er} amendement de M. Jénouvrier. Retrait. 2^e amendement de M. Jénouvrier : M. Jénouvrier. Adoption. Adoption de l'article 21 modifié. Article 22 (nouvelle rédaction de la Commission) : sur le 2^e paragraphe de l'article 22 : MM. de Lamarzelle, Étienne Flandin, *Vice-Président de la Commission*. Amendement de MM. Debierre et Cazeneuve : MM. Debierre, Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Cazeneuve, Perchot, *rapporteur*; Poirrier, *Président de la Commission*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de l'article 22. Article 23 : amendement de MM. Théodore Girard et Cazeneuve : M. Cazeneuve. Retrait. Amendement de M. Jénouvrier : M. Jénouvrier. Retrait. Adoption de l'article 23 modifié. Article 24 : amendement de M. Larère : MM. Larère,

Milliès-Lacroix, Étienne Flandin, *Vice-Président de la Commission* ; Cazeneuve, Jénouvrier, le *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Renvoi à la Commission. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [22 juin] (A. t. I, p. 613; J.O., p. 559). Discussion des articles (suite) : article 24 (suite) : amendement de M. Larère (précédemment renvoyé à la Commission) : MM. Perchot, *rapporteur* ; Larère, René Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Retrait. Adoption de l'article 24. Article 25. Adoption. Article 26 : amendement de M. de Lamarzelle : MM. de Lamarzelle, le *Garde des Sceaux*. Retrait. Adoption du premier alinéa. Amendement de MM. de Lamarzelle et Larère sur les 2^e, 3^e, 4^e et 5^e alinéas : MM. de Lamarzelle, Painlevé, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Inventions intéressant la Défense nationale* ; Perchot, *rapporteur* ; Jénouvrier, Cazeneuve, de Las Cases. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement (paragraphe additionnel au 2^e alinéa) de M. de Lamarzelle (soumis à la prise en considération) : MM. de Lamarzelle et le *Ministre de l'Instruction publique*. Retrait de l'amendement. Adoption des 2^e, 3^e, 4^e et 5^e alinéas. Amendement de M. Cazeneuve au 5^e alinéa. Retrait. Adoption de l'article 26. Article 27. Adoption. Article 28 : amendement de M. de Lamarzelle (soumis à la prise en considération) : MM. de Lamarzelle, le *Ministre de l'Instruction publique*, Perchot, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Amendement de MM. Jénouvrier, de Las Cases et plusieurs de leurs collègues. Retrait. Adoption de l'article 28. Articles 29 et 30. Adoption. Article 31 : amendement de M. Jénouvrier. Retrait. Adoption de l'article 31. Article 32 : amendement de M. Cazeneuve. Retrait. Amendement de M. de Lamarzelle au deuxième paragraphe (soumis à la prise en considération) : MM. de Lamarzelle, le *Ministre de l'Instruction publique*, Perchot, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 32. Article 33. Adoption. Sur l'ensemble : MM. de Lamarzelle, Bepmale et René Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [23 juin] (A. t. I, p. 634; J.O., p. 579). Promulgation (J.O., 29 juillet 1917, p. 5892).

2 — 1917. Projet de loi modifiant diverses dispositions de la loi du 27 juillet 1917, instituant des pupilles de la nation, déposé par MM. les *Ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de l'Instruction publique, des Colonies et de la Justice* [3 août] (A. t. I, p. 1036; J.O., p. 894; I. n° 316).

QUAI SAINT-BERNARD. — Voir Chemins de fer, 6.

QUESTIONS

ANNÉE 1917

1 — Question de MM. Mougnot, Gentiliez, Tournon et Renaudat à M. le Ministre de l'Agriculture, relative au cheptel bovin. Réponse de M. Ferdinand David, *Ministre de l'Agriculture* [3 avril] (A. t. I, p. 449; J.O., p. 390).

2 — Question de M. Charles Deloncle relative à la production de la pomme de terre : MM. Ch. Deloncle, Viollette, *Ministre du Ravitaillement*; Fernand David, *Ministre de l'Agriculture*, [5 avril] (A. t. I, p. 472; J.O., p. 409).

3 — Question de M. de Selves à M. Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, au sujet du paiement des loyers [12 juin] (A. t. I, p. 626; J.O., p. 545).

4 — Question de M. Tournon à M. le Président du Conseil au sujet de l'arrivée de l'ex-roi de Grèce à Lugano [15 juin] (A. t. I, p. 664; J.O., p. 578).

QUIBERON (Morbihan). — Voir Octrois, 155.

QUIMERC'H (Finistère). — Voir Octrois, 156.

QUIMPER. — Voir Octrois, 157.

QUIMPERLÉ (Finistère). — Voir Octrois, 158.

QUINTIN (Côtes-du-Nord). — Voir Octrois, 159.

RAMBOUILLET (Seine-et-Oise). — Voir Octrois, 160.

RAVITAILLEMENT. — 1917. Proposition de loi concernant l'organisation nationale de la production et du ravitaillement de la France en pétrole, essences, huiles lourdes et autres produits pétrolifères et combustibles liquides de toute nature. Renvoi à la Commission relative à l'organisation économique du pays pendant et après la

guerre, déposée par M. Henry Bérenger [14 juin] (A. t. I, p. 642; J.O., p. 559; I. n° 201).

RAVITAILLEMENT NATIONAL. — 1917. Projet de loi établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national, déposé à la Chambre le 12 novembre; rapport de M. Léon Bérard le 14 décembre; adopté le 28 décembre; déposé par MM. les Ministres de la Justice et de l'Agriculture [29 décembre] (A. t. I, p. 1338; J.O., p. 1168; I. n° 443).

RAVITAILLEMENT DE LA POPULATION CIVILE. — 1916. Projet de loi complétant la loi du 16 octobre 1915, relative au ravitaillement de la population civile en blé et en farine, déposé à la Chambre le 17 avril; rapport de M. Boret le 18 avril; adopté le 19 avril; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [20 avril] (A. t. I, p. 394; J.O., p. 360; I. n° 173). M. Aimond dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [20 avril] (A. t. I, p. 396; J.O., p. 361; I. n° 180). Discussion. Discussion générale: MM. Aimond, *rapporteur général*; Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Article premier. Adoption. Article 2: MM. Halgan, le Rapporteur général, le Ministre. Adoption. Articles 3 et 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [22 avril] (A. t. I, p. 416; J.O., p. 381). Promulgation (J.O., 24, 25, 26 avril, p. 3500).

RÉASSURANCES (Surveillance des opérations de). — 1916. Projet de loi relatif à la surveillance des opérations de réassurances souscrites ou exécutées en France et en Algérie, déposé à la Chambre le 25 février; rapport de M. Honnorat le 28 juillet; adopté le 24 novembre; déposé par M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission relative aux assurances et des sociétés de capitalisation [30 novembre] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 1001; I. n° 441). || 1917. M. Guillaume Chastenet dépose le rapport [19 janvier] (A. t. I, p. 49; J.O., p. 45; I. n° 13). Adoption [8 février] (A. t. I, p. 137; J.O., p. 120). Promulgation (J.O., 16 février, p. 1257).

RÉASSURANCES (Résiliation des traités de). — 1917. Projet de loi portant résiliation des traités de réassurances conclus avec des sociétés ennemies, présenté à la Chambre le 11 janvier; rapport de M. Honnorat le 27 février; adopté le 21 juin; déposé par M. Roden, *Sous-Secrétaire d'Etat du Travail et de la Prévoyance sociale*, au nom de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et de M. le Minis-

tre du Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission relative à l'interdiction des relations économiques avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie [28 juin] (A. t. I, p. 757; J.O., p. 659; I. n° 227).

RECEL. — Projet de loi sur le recel déposé au Sénat le 19 mai 1913 (Voir table 1909-1911). Promulgation (J.O., 23 mai, p. 3262).

RECENSEMENT DE LA POPULATION. — Voir Crédits extraordinaires, § IV, 3.

RECONSTITUTION INDUSTRIELLE DES DÉPARTEMENTS VICTIMES DE L'INVASION. — Voir Crédits additionnels, 23, 24.

RECONSTITUTION DES PROPRIÉTÉS DÉTRUITES. — Voir Syndicats de communes.

RECTIFICATION DES ACTES DE DÉCÈS DES MILITAIRES ET MARINS. — Voir actes de décès.

REDEVANCES DUES AU PRINCE DE MONACO. — Voir Crédits additionnels, 15.

REDON (Ille-et-Vilaine). — Voir Octrois, 161.

RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE DES BLESSÉS ET DES MUTILÉS. — 1916. Proposition de loi tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre appelés à bénéficier de la loi sur les pensions militaires, déposée à la Chambre le 23 novembre 1915; rapport de M. Brunet le 14 mars 1916; adoptée le 14 avril; transmise par M. le Président de la Chambre. Sur le renvoi : M. Paul Strauss. Renvoi à la Commission de l'armée [15 avril] (A. t. I, p. 391; J.O., p. 356; I. n° 166). M. Paul Strauss dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 736; J.O., p. 669; I. n° 261). M. Astier dépose l'avis au nom de la Commission des finances [5 décembre] (A. t. I, p. 1130; J.O., p. 1020; I. n° 453). || 1917. 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Sur l'urgence : MM. de Lamarzelle et Paul Strauss, rapporteur. Ajournement du vote sur la déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Astier et de Lamarzelle. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [15 mars] (A. t. I, p. 314; J.O., p. 274). Suite de la 1^{re} délibération. Discussion générale (fin) : MM. Justin Godart, *Sous-Secrétaire d'Etat du Service de santé au Ministère de la Guerre*; Cazeneuve, Paul Strauss, rapporteur;

Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture, des Postes et des Télégraphes*; de Lamarzelle et Astier. Déclaration de l'urgence. Renvoi à une prochaine séance de la discussion des articles [16 mars] (A. t. I, p. 325; J.O., p. 285). Suite de la discussion. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Sur le renvoi: MM. le Président, de Lamarzelle, Paul Strauss, *rapporteur*, et Astier. Renvoi de la discussion à une prochaine séance [31 mai] (A. t. I, p. 547; J.O., p. 475). Suite de la discussion. Demande d'ajournement: MM. Henry Chéron, Astier, *rapporteur*; Cazeneuve. Adoption [26 juin] (A. t. I, p. 728; J.O., p. 634). Suite de la discussion. Discussion des articles: Article premier: Observations: MM. Paul Strauss, *rapporteur*. Contre-projet de M. Astier: MM. Astier, Paul Strauss, *rapporteur*; Roden, *Sous-Secrétaire d'État du Travail et de la Prévoyance sociale*; Cazeneuve et Ribière. Retrait du contre-projet. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [3 juillet] (A. t. I, p. 798; J.O., p. 693). Suite de la discussion. Discussion des articles (suite): Article premier (nouvelle rédaction): Amendement de M. Astier (soumis à la prise en considération): MM. Astier et Paul Strauss, *rapporteur*. Adoption. Renvoi de l'article premier à la Commission. Article 2: Amendement de M. de Lamarzelle: MM. de Lamarzelle et Paul Strauss, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 2. Article 3. Adoption. Article 4: Amendement de M. de Lamarzelle: MM. de Lamarzelle, Paul Strauss, *rapporteur*, et Astier. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 4 modifié. Article 5: Observations: MM. Paul Strauss, *rapporteur*, et Astier. Amendement de M. de Lamarzelle: MM. de Lamarzelle, Paul Strauss, *rapporteur*; Astier, de Las Cases et Brisac, *commissaire du Gouvernement*. Rejet de l'amendement. Sur l'article: MM. Goy et Paul Strauss, *rapporteur*. Adoption de l'article 5. Article 6: Amendement de M. de Lamarzelle (au premier alinéa): MM. de Lamarzelle, Astier. Retrait de l'amendement. Adoption du premier alinéa modifié et du deuxième alinéa. Amendement de M. de Lamarzelle au troisième alinéa: MM. de Lamarzelle, Astier et Paul Strauss, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. 2^e amendement de M. de Lamarzelle au même alinéa: MM. de Lamarzelle, Astier et Paul Strauss, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. 3^e amendement de M. de Lamarzelle au même alinéa: MM. de Lamarzelle, Paul Strauss, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 6. Article 7: Amendement de M. de Lamarzelle: MM. de Lamarzelle et Paul Strauss, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. 2^e amendement de M. de Lamarzelle: MM. de Lamarzelle et Paul Strauss, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 7. Article 8. Adoption. Arti-

icle 9. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. de Lamarzelle : MM. de Lamarzelle et Paul Strauss, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Vote sur l'ensemble ajourné. Fin de la discussion. Article premier (nouvelle rédaction). Adoption. Articles 2 à 9 précédemment adoptés. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [6 juillet] (A. t. I, p. 815; J.O., p. 708 à 720). Promulgation (J.O., 2 janvier 1918, p. 99).

REGISTRE DU COMMERCE (Création d'un). — 1917. Projet de loi tendant à la création d'un registre du commerce, déposé à la Chambre le 17 octobre 1916; rapport de M. Louis Serre le 1^{er} février 1917; adopté le 30 mars; déposé par M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission, nommée le 30 décembre 1916, chargée de l'étude de l'organisation économique du pays pendant et après la guerre [22 mai] (A. t. I, p. 522; J.O., p. 453; I. n° 174). M. Astier dépose le rapport [29 novembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 996; I. n° 392).

REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL (Reconstitution des). — 1916. Projet de loi relatif à la reconstitution des registres des actes de l'état civil détruits par suite d'événements de guerre, déposé à la Chambre le 30 novembre 1915; rapport de M. Magniaudé le 15 décembre; adopté le 28 décembre; déposé par M. le Garde des Sceaux [20 janvier 1916] (A. t. I, p. 10; J.O., p. 13; I. n° 11). M. G. Trouillot dépose le rapport [11 avril] (A. t. I, p. 300; J.O., p. 281; I. n° 149). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [23 mai] (A. t. I, p. 453; J.O., p. 419). Promulgation (J.O., 2 juin, p. 4885).

REGISTRE DES INSCRIPTIONS HYPOTHÉCAIRES (Suppression du). — Voir Code civil, 23 et 24.

RÈGLEMENT DU SÉNAT. — Voir Sénat (Règlement du).

RÉHABILITATION DES CONDAMNÉS. — Voir Code d'instruction criminelle.

RÉHABILITATION DES FAILLIS SIMPLES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE CITATION A L'ORDRE DE L'UNITÉ. — 1915. Proposition de loi tendant à faciliter la réhabilitation des faillis simples ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'unité — armée, corps d'armée, division, brigade, régiment — à laquelle ils appartiennent, déposée à la Chambre le 16 septembre; rapport de M. Braibant le 18 novembre; adoptée le 9 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre [16 décembre] (A. t. I, p. 709; J.O., p. 654; I. n° 443).

|| 1916. M. Jeanneney dépose le rapport [11 avril] (A. t. I, p. 300; J.O., p. 281; I. n° 151). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Jeanneney, *rapporteur*, et Gaston Menier. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [22 avril] (A. t. I, p. 423; J.O., p. 387). Promulgation (J.O., 6 août, p. 7052).

RELATIONS ÉCONOMIQUES AVEC L'ALLEMAGNE ET L'AUTRICHE-HONGRIE (Interdiction des).

1 — 1915. Projet de loi ayant pour objet de donner des sanctions pénales à l'interdiction faite aux Français d'entretenir des relations d'ordre économique avec les sujets d'une puissance ennemie, déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. Drelon, le 19 janvier 1915; adopté le 11 mars; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre de la Justice [12 mars] (A. t. I, p. 400; J.O., p. 88; I. n° 86). Commission : 1^{er} bureau, M. Galup; 2^e bureau, M. Poirrier; 3^e bureau, M. Astier; 4^e bureau, M. Barbier; 5^e bureau, M. Paul Le Roux; 6^e bureau, M. Gaudin de Villaine; 7^e bureau, M. Loubet; 8^e bureau, M. Chastenet; 9^e bureau, M. Perchoz [18 mars] (J.O., p. 1456; F. 14). M. Galup dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 171; J.O., p. 152; I. n° 126). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : M. Gaudin de Villaine. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [1^{er} avril] (A. t. I, p. 187; J.O., p. 166 à 172). Suite de la discussion. Discussion générale (suite) : MM. Gaudin de Villaine, Aristide Briand, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*; Léon Barbier, Galup, *rapporteur*; Guillaume Chastenet et Astier. Adoption des articles 1^{er} à 5. Sur l'ensemble : MM. Charles Riou, le *Garde des Sceaux*, Cabart-Danneville, Augagneur, *Ministre de la Marine*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [2 avril] (A. t. I, p. 198; J.O., p. 177 à 186). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 1900).

2 — 1915. Projet de loi ratifiant le décret en date du 27 septembre 1914, relatif à l'interdiction des relations d'ordre économique avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. Failliot, le 19 janvier 1915; adopté le 11 mars; déposé par M. le Président du Conseil, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Fi-

nances, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre de la Justice [12 mars] (A. t. I, p. 100; J.O., p. 88; I. n° 85). Commission : 1^{er} bureau, M. Galup; 2^e bureau, M. Poirrier; 3^e bureau, M. Astier; 4^e bureau, M. Léon Barbier; 5^e bureau, M. Paul Le Roux; 6^e bureau, M. Gaudin de Villaine; 7^e bureau, M. Loubet; 8^e bureau, M. Chastenet; 9^e bureau, M. Perchot [18 mars] (J.O., p. 1456; F. 14). Président, M. Poirrier; Secrétaire, M. Chastenet (J.O., p. 1533; F. 14). M. Galup dépose le rapport [20 mai] (A. t. I, p. 277; J.O., p. 250; I. n° 179). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Gaudin de Villaine. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [22 juillet] (A. t. I, p. 399; J.O., p. 361). Discussion générale (suite) : MM. Gaudin de Villaine, Simonet, Aristide Briand, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Lhopiteau, Galup, *rapporteur*; Thomson, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*; Astier et Touron. Vote sur le passage à la discussion des articles. Adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [23 juillet] (A. t. I, p. 411; J.O., p. 372 à 389). Suite de la discussion. Discussion des articles. Art. 1^{er} : MM. Dupont, Galup, *rapporteur*. Adoption du premier paragraphe. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Brindeau et Touron au paragraphe 1^{er} : MM. Brindeau, Aristide Briand, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Touron. Retrait de l'amendement. Adoption des 2^e, 3^e et 4^e paragraphes. Paragraphe 5 : Amendement de M. Simonet. Adoption de l'amendement modifié et du paragraphe 5. Adoption des derniers paragraphes. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2. Adoption. Art. 3. Amendement de M. Mougeot. MM. le Rapporteur, Léon Mougeot. Adoption de l'amendement modifié. Amendement de M. Boivin-Champeaux : M. le Rapporteur. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Art. 4. Adoption. Art. 5. MM. Jénouvrier, le *Garde des Sceaux*. Adoption. Art. 6 et 7. Adoption. Art. 8 : MM. Boivin-Champeaux et le rapporteur. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Lhopiteau : M. Thomson, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Retrait de l'amendement. Art. 9. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [29 juillet] (A. t. I, p. 434; J.O., p. 392 à 400). Rectification au texte de l'article 3 du projet de loi [11 août] (A. t. I, p. 528; J.O., p. 473).

RELECQ-KERHUON (Finistère). — Voir Octrois, 162.

REMORQUAGE. — 1916. Projet de loi modifiant l'article premier de la loi du 11 avril 1906 sur le remorquage, présenté à la Chambre le

6 avril; rapport de M. Trouin le 30 juin et rapport supplémentaire le 11 janvier 1917; adopté le 30 mars; déposé par M. Nail, *Sous-Secrétaire d'État à la Marine marchande*, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, de M. le Ministre des Travaux publics et des Transports, de M. le Ministre des Finances et de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes [29 juin] (A. t. I, p. 761; J.O., p. 663; I. n° 230). M. Gabrielli, dépose le rapport [25 octobre] (A. t. I, p. 1084; J.O., p. 944; I. n° 343). Adoption [10 novembre] (A. t. I, p. 1119; J.O., p. 975). Promulgation (J.O., 11 décembre, p. 10034).

RENNES (Ille-et-Vilaine). — Voir Octrois, 163.

RENSEIGNEMENTS AUX FAMILLES DES MILITAIRES (Service général des). — Voir Crédits supplémentaires, § IV, 2.

RENTES NOUVELLES SUR L'ÉTAT FRANÇAIS 5 0/0 (Affectation aux placements des).

1 — 1915. Projet de loi affectant les rentes sur l'État français 5 0/0 perpétuelles, en ce qui concerne les entreprises d'assurance de toute nature, de capitalisation et d'épargne, déposé à la Chambre le 18 novembre; rapport de M. Mauger le 18 novembre; adopté le 18 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances et par M. le Ministre du Travail. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [25 novembre] (A. t. I, p. 665; J.O., p. 610; I. n° 389). M. Aimond dépose et lit le rapport (I. n° 397). Discussion immédiate prononcée. Observations: MM. d'Estournelles de Constant et Ribot, *Ministre des Finances*. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 novembre] (A. t. I, p. 665; J.O., p. 611). Promulgation (J.O., 28 novembre, p. 8642).

2 — 1917. Projet de loi tendant à affecter toutes rentes nouvelles sur l'État français aux mêmes placements que les rentes 3 0/0 et 5 0/0 perpétuelles, en ce qui concerne les entreprises d'assurances de toute nature, de capitalisation et d'épargne, déposé à la Chambre le 20 novembre; rapport de M. Mauger le 27 novembre; adopté le 27 novembre; déposé par MM. les Ministres du Travail et des Finances [29 novembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 995; I. n° 389). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [29 novembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 995; I. n° 390). Discussion immédiate. Adoption [29 novembre] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 995). Promulgation (J.O., 2 décembre, p. 9717).

RENTES VIAGÈRES (Constitution de). — 1915. Projet de loi tendant à élargir les conditions de constitution de rentes viagères à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, déposé à la Chambre le 9 décembre; rapport de M. Lairolle le 10 décembre; adopté le 10 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission chargée de l'examen du projet de loi étendant le bénéfice des dispositions de la loi du 27 mars 1911 relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse [16 décembre] (A. t. I, p. 708; J.O., p. 654; I. n° 427). M. Paul Le Roux dépose le rapport [16 décembre] (A. t. I, p. 720; J.O., p. 663; I. n° 450). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 décembre] (A. t. I, p. 755; J.O., p. 694). Promulgation (J.O., 27 décembre, p. 9498).

RENOI DANS LEURS FOYERS DES HOMMES VEUF S OU DIVORCÉS, PÈRES DE CINQ ENFANTS VIVANTS. — 1915. Proposition de loi relative au renvoi dans leurs foyers des hommes présents sous les drapeaux, veufs ou divorcés non remariés, ou séparés de corps et de biens, qui sont pères de cinq enfants vivants, déposée par M. Lebert. Renvoi à la Commission de l'armée [12 mars] (A. t. I, p. 100; J.O., p. 88; I. n° 88). Retrait de la proposition de loi [16 novembre] (A. t. I, p. 657; J.O., p. 599).

RÉPERTOIRE DES OPÉRATIONS DE CHANGE. — 1917. Projet de loi tendant à instituer un répertoire des opérations de change, déposé à la Chambre le 17 juillet; rapport de M. Landry, le 23 juillet; adoptée le 25 juillet; déposé par MM. les Ministres des Finances et de la Justice [27 juillet] (A. t. I, p. 888; J.O., p. 772; I. n° 262). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [27 juillet] (A. t. I, p. 889; J.O., p. 772; I. n° 266). Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 935; J.O., p. 810). Promulgation (J.O., 2 août, p. 6000).

REPOS DE L'APRÈS-MIDI DU SAMEDI. — 1917. Projet de loi tendant à organiser, pour les femmes, le repos de l'après-midi du samedi dans les industries du vêtement, déposé à la Chambre le 22 mai; Rapport de M. Laucho, le 24 mai; adopté le 29 mai; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur (I. n° 182). Renvoi à la Commission nommée le 30 décembre 1916, relative à l'organisation économique du pays pendant et après la guerre [31 mai] (A. t. I, p. 542; J.O., p. 471). M. Henry Chéron dépose le rapport [5 juin] (A. t. I, p. 571; J.O., p. 497; I. n° 188). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale.

rale : MM. Henry Chéron, *rapporteur* ; de Lamarzelle, Tournon et Léon Bourgeois, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Discussion des articles : Art. 1^{er} : MM. Brager de la Ville-Moysan et Arthur Fontaine, *commissaire du Gouvernement*, Adoption. Art. 2 et 3. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [8 juin] (A. t. I, p. 610 ; J.O., p. 531). Promulgation (J.O., 12 juin, p. 4565).

RÉQUISITION (droit de).— 1915. Proposition de loi tendant à assurer aux autorités civiles le droit de réquisition sur les travaux agricoles. déposée à la Chambre le 20 mai ; rapport de M. Claussat, le 1^{er} juillet ; adoptée le 9 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés et renvoi à la Commission des finances [22 juillet] (A. t. I, p. 389 ; J.O., p. 352 ; I. n° 261).

RÉQUISITIONS CIVILES.

1 — 1917. Projet de loi sur les réquisitions civiles déposé au Sénat par M. le Ministre du Commerce et de l'Agriculture. Sur le renvoi : MM. Millières-Lacroix, Jean Morel, Léon Mougeot, Jénouvrier, Henry Bérenger, Vieu, Peytral et Louis Martin. Renvoi à la Commission, chargée de l'étude de l'organisation économique du pays pendant et après la guerre [8 février] (A. t. I, p. 133 ; J.O., p. 117 ; I. n° 30). M. H. Bérenger dépose le rapport [8 mars] (A. t. I, p. 302 ; J.O., p. 262 ; I. n° 77). 1^{re} délibération. Discussion générale : M. Henry Bérenger, *rapporteur* [15 mai] (A. t. I, p. 488 ; J.O., p. 422). (Voir pour la suite de la discussion la proposition de loi sur la mobilisation civile).

2 — Projet de loi adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des députés, relatif aux réquisitions civiles. Renvoi à la Commission précédemment saisie relative à l'organisation économique du pays pendant et après la guerre, déposé à la Chambre le 19 juin ; rapport de M. Bonnevey, le 12 juillet ; adopté le 18 juillet ; déposé par M. Albert Métin, *Sous-Secrétaire d'Etat des Finances*, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et de M. le Ministre de l'Intérieur [19 juillet] (A. t. I, p. 850 ; J.O., p. 739 ; I. n° 350). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport (I. n° 260). Discussion immédiate ordonnée. Adoption [27 juillet] A. t. I, p. 890 ; J.O., p. 773).

RÉQUISITIONS DES DENRÉES ET SUBSTANCES NÉCESSAIRES A L'ALIMENTATION (Opérations afférentes aux). — Voir Denrées et substances nécessaires à l'alimentation.

RÉQUISITIONS MILITAIRES

1 — 1915. **Projet de loi portant autorisation d'acquitter, sur les crédits de l'exercice courant, les dépenses de réquisitions militaires afférentes à l'exercice 1914 qui n'ont pu être payées avant la clôture dudit exercice, déposé à la Chambre le 16 septembre; rapport de M. Métin le 21 octobre; adopté le 12 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 391). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Aimond dépose et lit le rapport. Discussion immédiate. Adoption [25 novembre] (A. t. I, p. 670; J.O., p. 614; I. n° 394). Promulgation (J.O., 1^{er} décembre, p. 8738).**

2 — 1916. **Projet de loi portant application à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires, modifiée par les lois du 5 mars 1890, 17 avril 1901, 27 mars 1906 et 23 juillet 1911, ainsi que des dispositions des règlements d'administration publique rendus pour l'exécution de ces lois, déposé à la Chambre le 4 avril; rapport de M. Cuttoli le 14 avril; adopté le 13 juillet; déposé par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [18 juillet] (A. t. I, p. 742; J.O., p. 675; I. n° 267). M. Gervais dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [27 juillet] (A. t. I, p. 809; J.O., p. 734; I. n° 322). Adoption [28 juillet] (A. t. I, p. 848; J.O., p. 765). Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 6860).**

RÉQUISITION DES NAVIRES. — 1915. Projet de loi portant conversion en loi du décret du 10 janvier 1915 relatif au paiement du montant des réquisitions de navires, déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. Albert Métin le 11 février 1915; adopté le 11 février; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la Marine. Renvoyé à la Commission des finances [18 février] (A. t. I, p. 44; J.O., p. 36; I. n° 34). M. Aimond dépose le rapport [4 mars] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 52; I. n° 64). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [6 mars] (A. t. I, p. 89; J.O., p. 78). Promulgation (J.O., 19 mars, p. 1447).

RÉSOLUTIONS (PROJETS DE)

ANNÉE 1915

1 — Proposition de résolution déposée par MM. Combes et Saint-Germain demandant, pour l'année 1915, que le nombre des membres des Commissions de l'armée, de la marine et des chemins de fer soit

porté de 27 à 36. Article additionnel de M. Léon Mougeot : M. Léon Mougeot. Déclaration de l'urgence. Renvoi, pour avis, aux Commissions de l'armée, de la marine, des finances et des chemins de fer de la proposition de résolution et de l'article additionnel [21 janvier] (A. t. I, p. 10; J.O., p. 7). Dépôt du rapport de la Commission de l'armée. Demande de discussion immédiate. Adoption des conclusions de la Commission et de la proposition de résolution. Dépôt du rapport de la Commission des chemins de fer. Demande de discussion immédiate. Adoption des conclusions de la Commission et de la proposition de résolution. Dépôt du rapport de la Commission de la marine. Demande de discussion immédiate. Adoption des conclusions de la Commission et de la proposition de résolution.

2 — Proposition de résolution de M. Louis Martin tendant à créer au Sénat une Commission annuelle des affaires étrangères [21 janvier] (A. t. I, p. 14; J.O., p. 11; I. n° 7). M. Louis Martin dépose et lit le rapport sommaire (I. n° 21). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de la proposition de résolution. Renvoi aux bureaux [29 janvier] (A. t. I, p. 28; J.O., p. 22). M. Louis Martin dépose et lit le rapport au nom de la Commission. Commission : 1^{er} bureau, M. de La Batut, secrétaire ; 2^e bureau, M. Davelle, président ; 3^e bureau, M. Louis Martin, rapporteur ; 4^e bureau, M. Gustave Rivet ; 5^e bureau, M. de Selves ; 6^e bureau, M. d'Estournelles de Constant ; 7^e bureau, M. Pichon ; 8^e bureau, M. Ferdinand Dreyfus ; 9^e bureau, M. Flandin (J.O., p. 7; F.7; I. n° 24). Discussion immédiate prononcée. Adoption de la proposition [4 février] (A. t. I, p. 32; J.O., p. 26). Dépôt de l'avis de la Commission des finances. Demande de discussion immédiate. Adoption des conclusions de la Commission et de la proposition de résolution [28 janvier] (A. t. I, p. 19; J.O., p. 14).

3 — Proposition de résolution de MM. Astier, Barbier, Beauvisage, Jean Codet, Dupont, Murat, Pauliat, tendant à la nomination d'une Commission des intérêts économiques, déposée le 28 janvier [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 14; I. n° 12). || 1916. M. Murat dépose le rapport sommaire [3 février] (A. t. I, p. 35; J.O. p. 37). Prise en considération. Renvoi à la Commission concernant la prorogation des pouvoirs des membres des grandes Commissions [17 février] (A. t. I. p. 53; J.O., p. 56).

4 — Proposition de résolution tendant à l'affichage de l'allocution de M. Antonin Dubost, Président du Sénat, en l'honneur de l'Italie [27 mai] (A. t. I, p. 279; J.O., p. 253).

5 — Projet de résolution portant règlement définitif : 1^o du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1914 ; 2^o du compte

des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et des employés du Sénat pour l'exercice 1914. M. Guillaume Pouille dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 372; J.O., p. 336; I. n° 241). Adoption du projet de résolution [5 août] (A. t. I, p. 489; J.O., p. 437).

6 — Proposition de résolution tendant à la nomination, au scrutin de liste, d'une Commission de vingt-sept membres, chargée d'examiner les marchés qui auront été passés par le Gouvernement pendant la guerre, déposée par MM. Peytral, Aimond, Milliès-Lacroix, de Selves, Jeanneney, Lintilhac, Chautemps, Mougeot, Lourties, Amic, Caze-neuve, Bérard, Henri-Michel, Petitjean et Emile Dupont. Déclaration de l'urgence [23 décembre] (A. t. I, p. 744; J.O., p. 685, 695; I. n° 473). M. Chéron dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [24 décembre] (A. t. I, p. 775; J.O., p. 714; I. n° 475). Commission : 1^{er} bureau, MM. Perchot, Capéran, Lebert, Lemarié; 2^e bureau, MM. Albert Gérard, Henry Chéron, T. Steeg, Caze-neuve; 3^e bureau, MM. Ribière, Milliès-Lacroix, Cauvin, Boivin-Champeaux; 4^e bureau, MM. Jean Morel, Catalogne, Milan, Genet; 5^e bureau, MM. Castillard, Hayez, Vieu, Magny; 6^e bureau, MM. de Las Cases, Basire, Eugène Guérin, Galup; 7^e bureau, MM. Jénouvrier, Grosjean, Simonet, Gabrielli; 8^e bureau, MM. H. Savary, Ranson, Peschaud, Loubet; 9^e bureau, MM. Monfeuillart, Gentilliez, Servant, Rouby [29 décembre] (J.O., p. 9589; F. 61). Président, M. Milliès-Lacroix; Vice-Présidents, MM. Jean Morel, T. Steeg, Eugène Guérin, Jénouvrier; Secrétaire, M. Milan (J.O., p. 9638; F. 1, de 1916). || 1916. M. Perchot dépose un rapport sur les marchés de projectiles [20 juillet] (A. t. I, p. 763; J.O., p. 696; I. n° 284). M. Jénouvrier dépose un rapport sur les marchés de l'intendance [25 juillet] (A. t. I, p. 766; J.O., p. 697; I. n° 292). M. Milan dépose un rapport sur les marchés du service de l'artillerie [9 novembre] (A. t. I, p. 960; J.O., p. 871; I. n° 401). || 1917. M. Capéran dépose un rapport sur les marchés concernant les acquisitions de laines pour la fabrication du drap de troupe [14 décembre] (A. t. I, p. 1225; J.O., p. 1069).

7 — Proposition de résolution tendant à l'affichage du discours de M. Ribot, Ministre des Finances [24 décembre] (A. t. I, p. 764; J.O., p. 703).

8 — Proposition de résolution relative à la date d'application de l'impôt sur le revenu, présentée par M. Aimond et plusieurs de ses collègues. Adoption de cette proposition [24 décembre] (A. t. I, p. 775). J.O., p. 741).

9 — Proposition de résolution tendant à l'affichage du discours de

M. le Général Gallieni, Ministre de la Guerre [28 décembre] (A. t. I, p. 787; J.O., p. 722).

10 — Proposition de résolution relative à la crise des transports et aux moyens d'y remédier, présentée par MM. Trouillot, Lhopiteau, Faisans et plusieurs de leurs collègues (I. n° 481). Sur le renvoi à une Commission sont entendus : MM. Milliès-Lacroix, Trouillot, le Président, Henry Bérenger. Renvoi à la Commission des finances et à la Commission de l'armée [28 décembre] (A. t. I, p. 800; J.O., p. 731).

1916. M. Lebert dépose le rapport au nom de la Commission de l'armée [24 février] (A. t. I, p. 70; J.O., p. 73; I. n° 62). M. Lhopiteau dépose le rapport au nom de la Commission des finances [24 février] (A. t. I, p. 85; J.O., p. 86; I. n° 65).

ANNÉE 1916

1 — Proposition de résolution tendant à proroger jusqu'à la fin des hostilités les pouvoirs des commissaires actuels des Commissions de l'armée, de la marine, des chemins de fer, des affaires étrangères et des douanes, déposée par M. Eug. Lintilhac, Saint-Germain et Touron. Déclaration de l'urgence [13 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 10; I. n° 6). Commission : 1^{er} bureau, M. Galup; 2^e bureau, M. Cauvin; 3^e bureau, M. Saint-Germain; 4^e bureau, M. Murat; 5^e bureau, M. Dellestable; 6^e bureau, M. Touron; 7^e bureau, M. Ribière; 8^e bureau, M. Boivin-Champeaux; 9^e bureau, M. Ch. Deloncle. Président, M. Saint-Germain; secrétaire, M. Galup; rapporteur, M. Murat (J.O., p. 569; F. 4). M. Murat dépose le rapport. Discussion immédiate prononcée. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de résolution [27 janvier] (A. t. I, p. 16; J.O., p. 19; I. n° 19).

2 — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Peytral, Couyba, Murat, Chéron, Touron, Henri-Michel, Doumer, Stéphen Pichon, Trouillot, Steeg, Lhopiteau, Astier, Gentilliez, Henry Bérenger, Gaston Menier, Mougeot, Jean Morel, Aimond, Milliès-Lacroix, Paul Strauss, Develle, Viger, Flandin, de La Batut et Cazeneuve tendant à ce qu'une Commission de trente-six membres soit nommée en 1916, au scrutin de liste, dans les bureaux et chargée de l'étude des questions concernant l'organisation économique du pays [17 février] (A. t. I, p. 51; J.O., p. 55; I. n° 48). Vote sur l'urgence. Renvoi à la Commission relative à la prorogation des pouvoirs des grandes Commissions [17 février] (A. t. I, p. 64; J.O., p. 65). M. Murat dépose le rapport [24 février] (A. t. I, p. 70; J.O., p. 74; I. n° 64). Discussion. Adoption [10 mars] (A. t. I, p. 135; J.O., p. 131). Résultat du 2^e tour de scrutin

pour la nomination, au scrutin de liste, d'une Commission de trente-six membres chargée de l'étude de l'organisation économique du pays pendant et après la guerre. Proclamation des noms des commissaires élus [30 décembre] (A. t. I, p. 1257; J.O., p. 1130). Commission : MM. Riotteau, Méline, Audiffred, Peytral, Cauvin, Saint-Germain, de La Batut, Jean Morel, Gaston Menier, Astier, Lhopiteau, Gomot, Lourties, Jules Develle, Cazeneuve, Paul Strauss, Etienne Flandin, Eugène Lintilhac, Gentilliez, Paul Doumer, Henry Bérenger, Henry Chéron, Mascuraud, Grosjean, d'Estournelles de Constant, Brindeau, Henri-Michel, Touron, Perchot, T. Steeg, Goy, Stéphen Pichon, Couyba, Léon Mougeot, Murat, Debierre [31 décembre] (F. 72). || 1917. Président, M. Peytral; vice-présidents, MM. Astier, Couyba, Touron, Mascuraud; secrétaires, MM. Perchot, Lhopiteau, Murat, Henry Bérenger, de La Batut, T. Steeg (J.O., p. 433; F. 4).

3 — Proposition de résolution tendant à l'affichage du discours de M. Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [10 mars] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 139).

4 — Proposition de résolution tendant à l'affichage du discours de M. Ribot, *Ministre des Finances* [15 septembre] (A. t. I, p. 864; J.O., p. 785).

5 — M. Guillaume Poulle dépose le rapport fait au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution portant règlement définitif : 1° du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1915; 2° du compte des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat pour 1916 [12 octobre] (A. t. I, p. 904; J.O., p. 821). || 1917. Adoption [18 janvier] (A. t. I, p. 33; J.O., p. 30).

6 — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Lintilhac, Boudenoot, Maurice Faure et Régismanset, tendant à suspendre, pour les scrutins d'élection, jusqu'au renouvellement de la série B, l'application de l'article 58 du règlement du Sénat. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission relative à la prorogation des pouvoirs des grandes Commissions du Sénat [29 décembre] (A. t. I, p. 1201; J.O., p. 1085; I. n° 481). M. Murat dépose et lit le rapport. Discussion immédiate ordonnée. Adoption [30 décembre] (A. t. I, p. 1230; J.O., p. 1108; I. n° 486).

ANNÉE 1917

1 — Proposition de résolution tendant à porter de 36 à 45 le nombre des membres de la Commission chargée de l'étude de l'organisation économique du pays pendant et après la guerre. Renvoi à la Commis-

sion précédemment saisie [12 janvier] (A. t. I, p. 28; J.O., p. 26; I. n° 9). M. Murat dépose le rapport [1^{er} mars] (A. t. I, p. 282; J.O., p. 245; I. n° 62). Discussion. Observations : MM. Louis Martin et Peytral, *président de la Commission*. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution [15 mars] (A. t. I, p. 311; J.O., p. 272). Résultat du scrutin. Sont élus : MM. Viger, Chauveau, Servant, Dupont, Chastenot, Barbier, Hayez, Bersez, Ournac, Trystram et Cabart-Danneville [27 mars] (A. t. I, p. 356; J.O., p. 309).

2 — Proposition de résolution de la Commission des finances : MM. Milliès-Lacroix, Albert Thomas, *Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre*; Hervey, Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances*, et Perchot. Ordre du jour de M. Gustave Rivet. Ordre du jour de MM. Jean Dupuy, Léon Mougeot et Léon Barbier. Ordre du jour de MM. Chabert et Thiéry. Sur les ordres du jour : MM. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*, et Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances*. Demande de priorité en faveur de l'ordre du jour de MM. Jean Dupuy, Mougeot et Barbier. Adoption. Adoption de l'ordre du jour de MM. Jean Dupuy, Mougeot et Barbier [28 mars] (A. t. I, p. 367; J.O., p. 331).

3 — Proposition de résolution dénonçant les actes criminels commis par l'ennemi dans les régions de la France qu'il a occupées, déposée par MM. Cuvinot, Reynald, Hervey, Léon Mougeot, Eugène Mir, Henry Chéron, Magny, Galup, Servant et Sauvan. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission relative aux dommages causés par les faits de guerre. Discussion : M. Henry Chéron, *rapporteur de la Commission*. Vote de l'affichage du discours de M. Henry Chéron. M. René Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Vote de l'affichage du discours de M. le Garde des Sceaux. M. Étienne Flandin. Adoption de la proposition de résolution [31 mars] (A. t. I, p. 433; J.O., p. 277).

4 — Proposition de résolution de M. Eugène Lintilhac et plusieurs de ses collègues, tendant à déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 8 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875. Renvoi à la Commission d'initiative [29 juin] (A. t. I, p. 788; J.O., p. 685; I. n° 234).

5 — Proposition de résolution de MM. Audiffred, Monis, Astier, Milliès-Lacroix et Ournac : « Le Sénat invite le Ministre des Travaux publics à déposer, dans le plus bref délai, un projet d'ensemble des travaux relatifs à la défense de Paris contre les inondations et à l'utilisation la plus parfaite de la Seine au point de vue de la navigation, comme aussi de toutes les autres voies navigables de France. Il l'invite également à soumettre aux Chambres les combinaisons financières

devant permettre l'achèvement rapide de tous ces travaux étroitement liés entre eux ». Conformément aux précédents réglementaires, la proposition de résolution est renvoyée, s'il n'y a pas d'opposition, à la Commission de l'outillage national [12 juillet] (A. t. I, p. 844; J.O., p. 733)

6 — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Flandin tendant à instituer auprès du Président du Conseil des Ministres un commissariat général chargé de coordonner l'action commune des départements ministériels [27 juillet] (A. t. I, p. 905; J.O., p. 773; I. n° 271). M. Guillier dépose le rapport sommaire [2 août] (A. t. I, p. 951; J.O., p. 825; I. n° 299). Adoption de la prise en considération [10 novembre] (A. t. I, p. 1119; J.O., p. 975).

7 — Proposition de résolution de MM. Jeanneney et Gervais, invitant le Gouvernement à constituer, dans le plus bref délai, un organe de contrôle qui soit muni de tous pouvoirs et moyens pour assurer la stricte application à tous les mobilisés et mobilisables des lois, règlements et instructions concernant leur affectation et leur emploi [2 août] (A. t. I, p. 959; J.O., p. 831; I. n° 309). M. Jeanneney dépose le rapport [3 août] (A. t. I, p. 1004; J.O., p. 868; I. n° 314).

8 — Proposition de résolution déposée par M. Debierre : « Le Sénat invite le Gouvernement à prendre des sanctions rigoureuses contre tous les fonctionnaires civils ou militaires qui, par négligence ou incurie, se rendent coupables de la mauvaise utilisation ou du gaspillage des crédits mis à la disposition de leurs services pour le compte de l'Etat ». Renvoi à la Commission des finances. Adopté [29 septembre] (A. t. I, p. 1065; J.O., p. 918, 924).

9 — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Gaston Menier, Clemenceau, Boudenoot, de Selves, Milliès-Lacroix, Chapuis, Charles Chabert, Stéphane Pichon, Cauvin, Henry Chéron, Le Hérissé, Bonnefoy-Sibour, Lourties, Paul Strauss, Lucien Cornet, Henry Bérenger, Poirson, Monfeuillart, Étienne Flandin et André Lebert, en l'honneur du capitaine Guynemer. Déclaration de l'urgence. Renvoi de la proposition à la Commission de l'armée. Dépôt et lecture par M. Gaston Menier des conclusions de la Commission de l'armée sur la proposition de résolution en l'honneur du capitaine Guynemer. Discussion immédiate prononcée. Observations : M. Jacques-Louis Dumesnil, *Sous-Secrétaire d'État de l'Aéronautique militaire et maritime*. Adoption de la proposition de résolution [25 octobre] (A. t. I, p. 1085; J.O., p. 945).

10 — Adoption du projet de résolution relatif à la demande en autorisation de poursuites contre M. Charles Humbert, sénateur de la Meuse [13 novembre] (A. t. I, p. 1122; J.O., p. 977).

II — M. Guillaume Pouille dépose, au nom de la Commission de comptabilité, un rapport sur : 1° le projet de résolution portant règlement définitif : 1° du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1916 ; 2° du compte des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat pour 1916 ; 2° le projet de résolution portant : 1° fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1918 ; 2° évaluation des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat [17 décembre] (A. t. I, p. 1260 ; J.O., p. 1098). Discussion. Amendement de M. Guillaume Pouille à l'article du compte de la Caisse des retraites des anciens sénateurs. Observations de M. Guillaume Pouille. Adoption de l'amendement. Adoption des propositions de résolution [31 décembre] (A. t. I, p. 1440 ; J.O., p. 1249).

RESSORT TERRITORIAL (Modification temporaire du). — 1916.

Proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 2 de la loi du 6 février 1915 autorisant, en cas d'interruption des communications, la modification temporaire : 1° du ressort territorial et du siège des cours et tribunaux ; 2° des conditions de lieu exigées pour l'accomplissement de certains actes en matière civile et commerciale, déposée à la Chambre le 23 mai ; rapport de M. Briquet, le 8 juin ; adopté le 30 juin ; transmise par M. le Président de la Chambre [9 juillet] (A. t. I, p. 736 ; J.O., p. 669). Commission : 1^{er} bureau, M. Reynald ; 2^e bureau, M. Félix Martin ; 3^e bureau, M. Milliard ; 4^e bureau, M. Théodore Girard ; 5^e bureau, M. Saint-Germain ; 6^e bureau, M. Ernest Monis ; 7^e bureau, M. Brindeau ; 8^e bureau, M. Lhopiteau ; 9^e bureau, M. Loubet [15 septembre] (J.O., p. 8201 ; F. 51). Président, M. Milliard ; rapporteur, M. Monis (J.O., p. 8402 ; F. 52). M. Monis dépose le rapport [21 septembre] (A. t. I, p. 873 ; J.O., p. 794 ; I. n° 353). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [28 septembre] (A. t. I, p. 890 ; J.O., p. 817). Promulgation (J.O., 6 octobre, p. 8774).

RETRAITES DES EMPLOYÉS DES CHEMINS DE FER FÉDÉRAUX RÉSIDANT EN FRANCE. — Voir Conventions internationales et Traités.

RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

I — 1915. Projet de loi ayant pour objet la régularisation : 1° du décret du 29 septembre 1914, relatif aux sociétés allemandes, autrichiennes et hongroises d'assurances contre les accidents du travail et d'assurances sur la vie ; 2° du décret du 18 novembre 1914, relatif à la situation, au regard de la loi des retraites ouvrières et paysannes, des

assurés mobilisés, déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. Honnorat le 14 janvier 1915; adopté le 4 mars; déposé par M. le Ministre des Finances et par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale; renvoyé à la Commission relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et aux sociétés de capitalisation [5 mars] (A. t. I, p. 78; J.O., p. 69; I. n° 77). M. Lourties dépose le rapport [22 décembre] (A. t. I, p. 722; J.O., p. 668; I. n° 464). M. Eugène Guérin dépose un deuxième rapport [22 décembre] (A. t. I, p. 722; J.O., p. 668; I. n° 466). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Ajournement de la discussion : MM. Albert Peyronnet et Albert Métin, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale* [28 décembre] (A. t. I, p. 801; J.O., p. 733). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Albert Peyronnet, Albert Métin, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 décembre] (A. t. I, p. 816; J.O., p. 746). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1916, p. 2).

2 — 1915. Projet de loi modifiant la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières. (Voir table 1912-1914 p. 666). 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Albert Peyronnet, Théodore Girard, *rapporteur*; Bienvenu Martin, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Discussion de l'article unique (modification aux art. 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 18, 19, 20, 22, 26, 35 et 36 de la loi du 5 avril 1910-27 février 1912). Adoption des modifications aux articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5 et 6. Sur l'article 10 : MM. Dominique Delahaye, le Président et le Ministre. Adoption des modifications à l'article 10. Demande d'ajournement de discussion. Rejet. Adoption des modifications aux articles 11, 12 et 14. Renvoi de la suite de la discussion à une prochaine séance [25 juin] (A. t. I, p. 340; J.O., p. 310 et suiv.). Suite de la discussion de l'article unique. Adoption des modifications aux articles 15 et 16. Amendement de M. Albert Peyronnet : MM. Albert Peyronnet, Bienvenu Martin, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Disjonction de l'amendement et renvoi à la Commission du texte de l'amendement. Adoption des modifications aux articles 18, 19, 20 et 22. Article 26. Amendement de M. Albert Peyronnet : MM. Albert Peyronnet, le Ministre du Travail et Cuvinot, *président de la Commission*. Adoption de l'amendement et des modifications à l'article 26. Article 35 : MM. Albert Peyronnet, le Ministre du Travail. Adoption des modifications à l'article 35. Article 36. Sur le paragraphe 6 : MM. Albert Peyronnet, le Ministre du Travail. Sur le paragraphe 7 : MM. Albert Peyronnet, le Ministre

du Travail. Sur le paragraphe 10 : MM. Albert Peyronnet, le Ministre du Travail. Sur le paragraphe 11 : M. Albert Peyronnet. Adoption des modifications à l'article 36. Sur l'ensemble de l'article unique : MM. Albert Peyronnet, Dominique Delahaye, le Ministre du Travail. Adoption de l'article unique du projet de loi [22 juillet] (A. t. I, p. 391; J.O. p. 354 à 360). Promulgation (J.O., 18 août, p. 5772). Errata (J.O., 19 août, p. 5797).

3 — 1915. Projet de loi tendant à dispenser des versements, pendant la durée de leur mobilisation, les assurés facultatifs et les personnes admises à l'assurance obligatoire dans un délai à courir de la cessation des hostilités, déposé à la Chambre le 30 septembre; rapport de M. Honorat le 2 décembre; adopté le 14 décembre; déposé par M. le Ministre du Travail et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission chargée d'examiner les articles 72 à 81 de la loi de finances de l'exercice 1912 relatifs aux retraites ouvrières et paysannes [16 décembre] (A. t. I, p. 708; J.O., p. 654; I. n° 439). M. Lourties dépose le rapport [22 décembre] (A. t. I, p. 722; J.O., p. 668; I. n° 467). M. Cazeneuve dépose un avis au nom de la Commission des finances [28 décembre] (A. t. I, p. 802; J.O., p. 733; I. n° 482). 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Albert Peyronnet, Albert Métin, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*; Cazeneuve, *rapporteur de la Commission des finances*. Articles premier et 2. Adoption. Article 3 : MM. Albert Peyronnet et le Ministre. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [29 décembre] (A. t. I, p. 818; J.O., p. 748). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1916, p. 2).

4 — 1916. Proposition de loi ayant pour objet de décider le transfert au compte des veuves ou orphelins, assurés de la loi sur les retraites ouvrières, des sommes inscrites au compte du mari ou du père décédé par suite de la guerre actuelle, déposée par M. Albert Peyronnet. Renvoi à la Commission chargée de l'examen des articles 72 à 81 de la loi de finances de l'exercice 1912, relatifs aux retraites ouvrières et paysannes [14 avril] (A. t. I, p. 348; J.O., p. 321; I. n° 163).

RÉUNION (Chemin de fer et port de La). — Projet de loi relatif à la régularisation d'un décret du 5 août 1915 ouvrant un crédit de 256.063 fr. 58 au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion (exercice clos 1913), déposé à la Chambre le 16 septembre 1915; rapport de M. Ceccaldi le 21 octobre 1915; adopté le 7 avril 1916; déposé par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [20 avril] (A. t. I, p. 394; J.O., p. 360; I. n° 175). M. Gervais dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [27 juillet] (A. t. I, p. 809;

J.O., p. 734; I. n° 323). Adoption [28 juillet] (A. t. I, p. 848; J.O., p. 766). Promulgation (J.O., 8 août, p. 7156). || 1917. Projet de loi ayant pour objet d'appliquer à la Réunion le dernier alinéa de l'article 159 du Code forestier métropolitain, tel qu'il a été modifié par la loi du 18 juin 1859, sur la faculté de transiger, déposé à la Chambre le 24 mars 1916; rapport de M. Boussenot le 18 décembre; adopté le 14 mars 1917; déposé par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [27 mars] (A. t. I, p. 356; J.O., p. 310; I. n° 109). M. Gervais dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 428; J.O., p. 371; I. n° 122). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [31 mai] (A. t. I, p. 548; J.O., p. 476). Promulgation (J.O., 20 juin, p. 4733).

RÉUNION (La), GUADELOUPE, MARTINIQUE, GUYANE. — Voir Armée § IV, 3.

REZÉ (Loire-Inférieure). — Voir Octrois, 164.

RICAMARIE (La) (Loire). — Voir Octrois, 165.

RISQUES DE GUERRE (Garantie de l'État des). — 1916. Projet de loi comportant garantie de l'État des risques de guerre pour les voyages exécutés sur la côte occidentale et équatoriale d'Afrique jusqu'à la fin des hostilités, et remboursement aux budgets généraux de l'Afrique occidentale et équatoriale des sommes versées pour la garantie desdits risques depuis l'ouverture des hostilités, déposé à la Chambre le 9 mars; rapport de M. Candace le 12 avril; adopté le 26 juillet; déposé par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [27 juillet] (A. t. I, p. 787; J.O., p. 716; I. n° 306). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [27 juillet] (A. t. I, p. 789; J.O., p. 718; I. n° 313). Adoption [28 juillet] (A. t. I, p. 847; J.O., p. 764). Promulgation (J.O., 8 août, p. 7156).

RISQUES DE LA GUERRE MARITIME. — Voir Assurances contre les risques maritimes.

RIVES (Isère). — Voir Octrois, 166.

ROANNE (Arsenal de). — Voir Proposition de résolution.

ROCHEFORT (Charente-Inférieure). — Voir Octrois, 167.

ROCHE-MAURICE (La) (Finistère). — Voir Octrois, 168.

RODEZ (Aveyron). — Voir Octrois, 169.

RODIN (Auguste). — Voir Donation Auguste Rodin et Crédits extraordinaires, § III, 2.

ROSCANVEL (Finistère). — Voir Octrois, 170.

ROSCOFF (Finistère). — Voir Octrois, 171.

ROSENDAEL (Nord). — Voir Octrois, 172.

ROSPORDEN (Finistère) — Voir Octrois, 173.

ROSTRENEN (Côtes-du-Nord). — Voir Octrois, 174.

ROUTES NATIONALES EN ALGÉRIE (Classement des). — Voir Algérie, § III, 1.

RUGLES (Eure). — Voir Octrois, 175.

RUMILLY (Haute-Savoie). — Voir Octrois, 176.

SACCHARINE (Emploi de la). — 1917. Projet de loi autorisant l'emploi de la saccharine et autres substances édulcorantes artificielles pour la préparation de certains produits de consommation, déposé à la Chambre le 9 février; rapport de M. Emile Vincent le 1^{er} mars et rapport supplémentaire le 15 mars; adopté le 21 mars; déposé au nom de M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 mars] (A. t. I, p. 356; J.O., p. 309; I. n° 108). M. Cazeneuve dépose le rapport (I. n° 110). Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [28 mars] (A. t. I, p. 360; J.O., p. 313). Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 407; J.O., p. 353). Promulgation (J.O., 11 avril, p. 2813).

SACCHARINE (Imposition de la). — 1917. Projet de loi portant imposition de la saccharine et des autres substances édulcorantes artificielles, déposé à la Chambre le 27 février; rapport de M. Bretin, le 31 mars; adopté le 3 avril; déposé au nom de M. le Ministre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [3 avril] (A. t. I, p. 444; J.O., p. 385; I. n° 132). M. Cazeneuve dépose et lit le rapport I. n° 156. Discussion immédiate. Adoption [5 avril] (A. t. I, p. 472; J.O., p. 409). Promulgation (J.O., 8 avril, p. 2764).

SAGES-FEMMES (Recrutement des). — 1916. (Voir table 1912-1914, p. 668). M. Paul Strauss dépose le rapport [29 juin] (A. t. I., p. 672; J.O., p. 613; I. n° 253). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [28 juillet] (A. t. I, p. 846; J.O., p. 764). Promulgation (J.O., 6 août, p. 7051).

SAINT-BRIEUC (Côtes-du-Nord). — Voir Octrois, 177.

SAINT-CALAIS (Sarthe). — Voir Octrois, 178.

SAINT-CHINIAN (Hérault). — Voir Octrois, 179.

SAINT-DIZIER (Haute-Marne). — Voir Octrois, 180.

SAINT-GERMAIN-LAVAL A BALBIGNY. — Voir Chemins de fer, 10.

SAINT-MAIXENT (Deux-Sèvres). — Voir Octrois, 181.

SAINT-MALO (Ille-et-Vilaine). — Voir Emprunts et Impositions extraordinaires, 1, et Octrois, 182.

SAINT-MARC (Finistère). — Voir Octrois, 183.

SAINT-MARCELLIN (Isère). — Voir Octrois, 184.

SAINT-MARTIN-LE-BEAU (Indre-et-Loire). — Voir Communes et Cantons, 3.

SAINT-NAZAIRE (Loire-Inférieure). — Voir Octrois, 185.

SAINT-POL-DE-LÉON (Finistère). — Voir Octrois, 186.

SAINT-RAPHAEL (Var). — Voir Octrois, 187.

SAINT-RENAN (Notaires du canton de). — 1915. Projet de loi ayant pour objet d'autoriser les notaires du canton de Saint-Renan à instrumenter dans le canton d'Ouessant et de conférer au greffier de la justice de paix de ce canton les attributions des huissiers (Voir table 1912-1914 p. 559). M. Goirand dépose le rapport [18 mars] (A. t. I, p. 118; J.O., p. 104; I. n° 108). || 1916. M. Goirand dépose un rapport supplémentaire [27 janvier] (A. t. I, p. 16; J.O., p. 20; I. n° 21). 1^{re} délibération. Urgence déclarée. Adoption [10 février] (A. t. I, p. 41; J.O., p. 43).

SAINT-SERVAN (Ille-et-Vilaine). — Voir Octrois, 188.

SAINT-TROPEZ (Var). — Voir Octrois, 189 et 190.

SAISIE-ARRÊT (Salaires et petits traitements) — 1915. Proposition de loi relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements, déposée à la Chambre le 5 juin 1914; rapport de M. Bender le 4 mars 1915; adoptée le 27 mai; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission précédemment saisie [3 juin] (A. t. I, p. 284; J.O., p. 258; I. n° 189). || 1917. M. Savary dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 388; J.O., p. 337; I. n° 114).

SANTÉ PUBLIQUE (Liquidation des dépenses de la). — 1915.

Projet de loi tendant à proroger exceptionnellement les délais fixés pour la liquidation et l'imputation des dépenses de la santé publique par la loi du 22 juin 1906, déposé à la Chambre le 12 mars; rapport de M. Doizy le 24 juin; adopté le 1^{er} juillet; déposé au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission relative à la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique [25 septembre] (A. t. I, p. 566; J.O., p. 510; I. n° 330). M. Paul Strauss dépose le rapport [21 octobre] (A. t. I, p. 634; J.O., p. 574; I. n° 360). M. Petitjean dépose l'avis de la Commission des finances [16 novembre] (A. t. I, p. 657; J.O., p. 599; I. n° 371). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [25 novembre] (A. t. I, p. 673; J.O., p. 617). Promulgation (J.O., 2 décembre, p. 8753).

SANTÉ PUBLIQUE (Protection de la). — Voir Expropriation pour cause d'insalubrité publique.

SANVIC (Seine-Inférieure). — Voir Octrois, 191.

SCEAUX, TIMBRES ET CACHETS OFFICIELS (Vente des). —

1917. Projet de loi tendant à réglementer la fabrication et la vente des sceaux, timbres et cachets officiels, déposé à la Chambre le 20 juillet; rapport de M. Bender le 11 octobre; adopté le 6 novembre; déposé par M. le Ministre de la Justice [6 décembre] (A. t. I, p. 1156; J.O., p. 1010; I. n° 404). Commission : 1^{er} bureau, M. Bollet; 2^e bureau, M. Théodore Girard; 3^e bureau, M. Milan; 4^e bureau, M. Honoré Sauvan; 5^e bureau, M. Loubet; 6^e bureau, M. de Las Cases; 7^e bureau, M. Guillier; 8^e bureau, M. Dominique Delahaye; 9^e bureau, M. Empereur (J.O., p. 10465; F. 83). Président, M. Empereur; secrétaire, M. Guillier; rapporteur, M. Guillier (J.O., p. 10491; F. 84).

SECLIN (Nord). — Voir Octrois, 192.

SECOURS EXTRAORDINAIRE. — Voir Soulac-sur-Mer (Gironde).

SECRÉTAIRES DE MAIRIE MOBILISÉS DANS LE SERVICE AUXILIAIRE. — Voir Armées, § VII, 4.

SEINE (Département de la). — Voir Emprunts et impositions extraordinaires, 2, 3, 4.

SEINE (Assainissement de Paris et de la). — 1917. Projet de loi tendant à déroger en faveur des habitations à bon marché, à l'avant-dernier alinéa de l'article 3 de la loi du 10 juillet 1894, relative à l'assainissement de Paris et de la Seine. Renvoi à la Commission relative aux sociétés d'habitation à bon marché; déposé à la Chambre le 1^{er} juin 1915; rapport de M. Rozier le 19 mars 1917; adopté le 8 juin; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [21 juin] (A. t. I, p. 682; J.O., p. 593; I. n° 211). M. Strauss dépose le rapport [28 juin] (A. t. I, p. 757; J.O., p. 659; I. n° 228). Adoption [27 juillet] (A. t. I, p. 904; J.O., p. 785). Promulgation (J.O., 3 août, p. 6027)

SEINE (Travaux d'approfondissement de la). — [1917. Projet de loi tendant à l'affectation d'un crédit pour la part contributive de l'État dans l'établissement d'un avant-projet de travaux pour l'approfondissement de la Seine entre Port-à-l'Anglais et Rouen; déposé à la Chambre le 22 décembre 1916; rapport de M. Louppe le 25 janvier 1917 et rapport supplémentaire le 24 mai; adopté le 27 juin; transmis par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 793; J.O., p. 689; I. n° 235).

SEINE (Travaux d'amélioration de la). — 1917. Projet de loi portant déclaration d'utilité publique des travaux d'amélioration de la Seine, dans la traversée de Paris, au double point de vue des inondations et de la navigation, déposé à la Chambre le 13 janvier 1916; rapport de M. Louppe le 7 juillet; adopté le 24 janvier 1917; déposé par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission relative à l'outillage national (voies navigables) [9 février] (A. t. I, p. 178; J.O., p. 157; I. n° 38). M. Audiffred dépose le rapport [12 juin] (A. t. I, p. 625; J.O., p. 545; I. n° 193). M. Albert Gérard dépose l'avis de la Commission des finances [6 juillet] (A. t. I, p. 814; J.O., p. 708; I. n° 242). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Audiffred, rapporteur; Desplas, *Ministre des Travaux*

publics et des Transports; Paul Strauss, Herriot et Milliès-Lacroix, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi. Proposition de résolution de MM. Audiffred, Monis, Astier et Milliès-Lacroix : M. Paul Strauss. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 834; J.O., p. 726 à 734). Promulgation (J.O., 29 juillet, p. 5895).

SÉNAT (Règlement du). — Voir Résolution (Projets de), année 1916, 6.

SÉNÉGAL. — Voir Armée, § IV, 1.

SÉNÉGALAIS DES COMMUNES DE PLEIN EXERCICE DE LA COLONIE. — Voir Armée, § IV, 1.

SÉPARATION DE CORPS ENTRE ÉPOUX REMARIÉS APRÈS DIVORCE. — Voir Code civil, 5.

SÉPULTURES. — 1915. Proposition de loi adoptée par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à modifier le décret-loi du 23 prairial an XII sur les sépultures (Voir table 1909-1911 p. 331); Voir cimetières (zone de servitude des), déposée à la Chambre le 5 juin 1914; rapport de M. Doizy, le 19 février 1915; adoptée le 3 juin; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés; renvoi à la Commission précédemment saisie, nommée le 19 mars 1909 [17 juin] (A. t. I, p. 304; J.O., p. 274; I. n° 29).

SERVICE D'ÉTAT-MAJOR. — Voir armée, § VII, 2.

SERVICES DE LA GUERRE ET DE LA MARINE (Prorogation des dates de clôture des). — 1915. Projet de loi prorogeant les dates de clôture de l'exercice 1914 en ce qui concerne l'exécution des services de la guerre et de la marine, déposé à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Métin, le 5 mars; adopté le 18 mars; déposé par M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine et par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [18 mars] (A. t. I, p. 118; J.O., p. 103; I. n° 100). M. Aimond dépose le rapport [18 mars] (A. t. I, p. 118; J.O., p. 104; I. n° 105). Première délibération: communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement; déclaration de l'urgence; adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [27 mars] (A. t. I, p. 163; J.O., p. 145). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1740).

SERVICE SANITAIRE MARITIME (Allocations au). — 1915. Projet de loi concernant les allocations dues au personnel sanitaire maritime appelé à concourir à l'application de la loi du 17 avril 1907, déposé à la Chambre le 1^{er} juillet 1912; rapport de M. François Coreil, le 6 février 1913; adopté le 16 mars; déposé par MM. les Ministres de la Marine, de l'Intérieur et des Finances. Renvoi à la Commission de la Marine [3 juin] (A. t. I, p. 284; J.O., p. 258; I. n° 194). || 1916. M. Cabart-Danneville dépose le rapport [27 juillet] (A. t. I, p. 788; J.O., p. 718; I. n° 310). Adoption [28 juillet] (A. t. I, p. 846; J.O., p. 764). Promulgation (J.O., 7 août, p. 7108).

SESSION ORDINAIRE. — 1915. M. Belle, président d'âge, déclare ouverte la session ordinaire [12 janvier] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1). || 1916. M. Arthur Lattapy, président d'âge, déclare ouverte la session ordinaire [11 janvier] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1). || 1917. M. Arthur Latappy, président d'âge, déclare ouverte la session ordinaire [9 janvier] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1).

SEYNE (La) (Var). — Voir Octrois, 193.

SISTERON (Basses-Alpes). — Voir Octrois, 194.

SOCIÉTÉS ANONYMES ET BANQUES D'ÉMISSION. — 1917. Proposition de loi sur les sociétés anonymes et les banques d'émission, déposée par M. Debierre [30 janvier] (A. t. I, p. 96; J.O., p. 85; I. n° 25). M. Guilloteaux dépose le rapport [3 août] (A. t. I, p. 1004; J.O., p. 868; I. n° 311). Adoption de la prise en considération [14 décembre] (A. t. II, p. 1226; J.O., p. 1069).

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION (Crédit aux).

| — 1916. Proposition de loi ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation, déposée par M. Perchot [15 avril] (A. t. I, p. 391; J.O., p. 356; I. n° 168). M. Guilloteaux dépose et lit le rapport sommaire (I. n° 277). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Prise en considération de la proposition de loi. Renvoi à la commission nommée le 21 janvier 1915 et relative aux associations ouvrières de production et au crédit au travail [18 juillet] (A. t. I, p. 754; J.O., p. 686). M. H. Chéron dépose le rapport [28 novembre] (A. t. I, p. 1107; J.O., p. 996; I. n° 440). Renvoi pour avis à la Commission des finances [5 décembre] (A. t. I, p. 1130; J.O., p. 1020). M. Perchot dépose l'avis de la Commission des finances [30 décembre] (A. t. I, p. 1257; J.O., p. 1130; I. n° 487).

|| 1917. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [30 janvier] (A. t. I, p. 106; J.O., p. 91).

2 — 1917. Proposition de loi ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation, déposée à la Chambre le 8 mars; rapport de M. Frédéric Brunet, le 9 mars; adoptée le 31 mars; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission précédemment saisie [31 mars] (A. t. I, p. 442; J.O., p. 383; I. n° 129). M. H. Chéron dépose et lit le rapport (I. n° 135). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption successive des seize articles. Sur l'ensemble: MM. Hervey et Henry Chéron, rapporteur. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [3 avril] (A. t. I, p. 445; J.O., p. 386). Promulgation J.O., 9 mai, p. 3680).

3 — 1917. Proposition de loi ayant pour objet d'accorder aux sociétés coopératives de consommation un fonds de dotation de 2 millions de francs, déposée à la Chambre le 9 mars; rapport de M. Brunet, le 22 mars; adoptée le 31 mars; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des finances [31 mars] (A. t. I, p. 442; J.O., p. 383; I. n° 130). M. Perchot dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [3 avril] (A. t. I, p. 453; J.O., p. 393; I. n° 138). Adoption [5 avril] (A. t. I, p. 466; J.O., p. 404). Promulgation (J.O., 9 mai, p. 3680).

SOCIÉTÉS DE CAPITALISATION. — 1917. Projet de loi relatif à la réglementation des tirages au sort des polices émises par les sociétés de capitalisation et portant modification des articles 4 et 10 de la loi du 19 décembre 1907, relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation, 10 et 11 de la loi du 3 juillet 1913 sur les sociétés d'épargne, déposé à la Chambre le 13 novembre 1916; rapport de M. Bonnevey le 29 mars 1917; adopté le 26 mai; déposé par M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission relative à la surveillance des assurances sur la vie et des sociétés de capitalisation [31 mai] (A. t. I, p. 542; J.O., p. 471; I. n° 183). M. Chastenet dépose le rapport [6 juillet] (A. t. I, p. 814; J.O., p. 707; I. n° 243). Adoption [27 juillet] (A. t. I, p. 904; J.O., p. 784). Promulgation (J.O., 2 août, p. 6000).

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS A PARTICIPATION OUVRIÈRE. — 1915. Proposition de loi relative aux sociétés par actions à participation ouvrière, déposée par MM. Henry Chéron, Lourties, Paul Strauss [23 décembre] (A. t. I, p. 755; J.O., p. 695; I. n° 472). || 1916. M. Ribière dépose le rapport sommaire [27 janvier] (A. t. I, p. 16;

J.O., p. 20; I. n° 20). **Prise en considération.** Renvoi à la Commission relative aux associations ouvrières de production et de crédit au travail [10 février] (A. t. I, p. 41; J.O., p. 42). M. Ch. Deloncle dépose le rapport [26 octobre] (A. t. I, p. 922; J.O., p. 838; I. n° 386). ¶ 1917. 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Charles Deloncle, *rapporteur*; Roden, *Sous-Secrétaire d'État du Travail*. Article premier : MM. Guillaume Chastenet et le rapporteur. Adoption de l'article premier. Article 2. Adoption. Sur l'urgence : MM. le Rapporteur et Henry Chéron. Vote sur le passage à une deuxième délibération. Adoption [22 février] (A. t. I, p. 264; J.O., p. 229). Deuxième délibération. Article premier : Amendement de M. Guillaume Chastenet, M. Deloncle, *rapporteur*. Adoption. Observations (sur l'article 78 de la loi sur les sociétés) : M. le Rapporteur. Adoption de l'article premier modifié. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [1^{er} mars] (A. t. I, p. 294; J.O., p. 255). Promulgation (J.O., 28 avril, p. 3386).

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (Prorogation des pouvoirs du Conseil supérieur des). — 1915. Projet de loi portant prorogation des pouvoirs des membres du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels, déposé à la Chambre le 9 juillet; rapport de M. Deyris le 20 juillet; adopté le 16 septembre; déposé au nom de M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission relative à la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels [25 septembre] (A. t. I, p. 566; J.O., p. 510; I. n° 329). M. Lourties dépose le rapport [29 octobre] (A. t. I, p. 639); J.O., p. 583; I. n° 366). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [18 novembre] (A. t. I, p. 660; J.O., p. 606). Promulgation (J.O., 21 novembre, p. 8425).

SOCIÉTÉS ENNEMIES. — Voir Réassurances.

SOLDE DES BRIGADIERS, CAPORAUX ET SOLDATS. — Voir Crédits additionnels, 10.

SOLDE DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION DES COLONIES. — Voir Colonies, 2.

SOUK-AHRAS A TEBESSA. — Voir Chemins de fer de l'Algérie, 3.

SOULAC-SUR-MER (Gironde) (Secours extraordinaire à la commune de). — 1915. Projet de loi autorisant le Ministre des Travaux publics à accorder un secours extraordinaire à la commune de Soulac-sur-Mer pour travaux à sa charge en vue de la défense du

littoral, déposé à la Chambre le 15 juin; rapport de M. Margaine le 24 septembre; adopté le 21 octobre; déposé par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des finances [3 novembre] (A. t. I, p. 646; J.O., p. 590; I. n° 369).

SOUS-AGENTS DES POUDRES. — Voir Armée, § I, 6.

SOUS-LIEUTENANTS (Avancement des). — Voir Armée, § II, 10 et 11.

SOUS-MARINS (Défense contre les). — Voir Crédits supplémentaires, § VI, 2.

SOUS-SECRETARIATS D'ÉTAT A LA GUERRE. — Voir Crédits additionnels, 5, 9, 16.

SOUS-SECRETARIAT D'ÉTAT A LA MARINE MARCHANDE. — Voir Crédits additionnels, 3.

SOUTERRAINE (La) (Creuse). — Voir Octrois, 195.

SPÉCULATION SUR LES DENRÉES ET MARCHANDISES. — 1917. Projet de loi tendant à réprimer la spéculation sur les denrées et marchandises et, notamment, sur le charbon. Renvoi à la Commission relative à la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage, déposé à la Chambre le 22 mai; rapport de M. André Paisant le 28 juin; adopté le 21 juillet; déposé par MM. les Ministres de l'Armement, du Ravitaillement et de la Justice [8 novembre] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 967; I. n° 370).

STEENVOORDE (Nord). — Voir Octrois, 196.

SUCCESSIONS (Liquidation des). — 1917. Proposition de loi tendant à compléter la loi du 17 mars 1917 concernant la procédure pour la liquidation des successions, déposée à la Chambre le 11 décembre; rapport de M. Paisant le 18 décembre; adoptée le 22 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [29 décembre] (A. t. I, p. 1358; J.O., p. 1183; I. n° 445).

SUCCESSIONS OUVERTES PENDANT LA GUERRE. — 1915. Projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre, et spécialement des successions des militaires et marins, déposé à la Chambre le 8 juillet. rapport de M. Adrien Veber le

5 août; adopté le 19 novembre; déposé par M. le Ministre de la Justice [2 décembre] (A. t. I, p. 686; J.O., p. 632; I. n° 409). Commission: 1^{er} bureau, MM. Lebert, Lemarié; 2^e bureau, MM. Étienne Flandin, Nègre; 3^e bureau, MM. Goirand, Henri-Michel; 4^e bureau, MM. Cordelet, Milan; 5^e bureau, MM. Antony Ratier, Vieu; 6^e bureau, MM. de Las Cases, Lhopiteau; 7^e bureau, MM. Jénouvrier, Simonet; 8^e bureau, MM. Théodore Girard, Albert Peyronnet; 9^e bureau, MM. Martinet, Reynald (J.O., p. 9265; F. 57). Président, M. A. Ratier; secrétaire, M. Milan (J.O., p. 9314; F. 58). || 1916. M. Lhopiteau dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 214; J.O., p. 203; I. n° 129). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Lhopiteau, *rapporteur*. Discussion des articles: articles 1^{er} à 5. Adoption. Amendement de M. Cordelet: M. Antony Ratier, *Président de la Commission*. Adoption (devenant article 6). Articles 7 (ancien 6) à 14 (ancien 13). Adoption. Article 15 (ancien 14): MM. Alexandre Bérard, Lhopiteau, *rapporteur*, et Philipot. Rejet de l'article 15 (ancien 14). Articles 15 et 16. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification de l'intitulé de la loi [5 décembre] (A. t. I, p. 1143; J.O., p. 1030). || 1917. Dépôt de la proposition de loi modifiée par la Chambre des Députés [21 mars] (A. t. I, p. 343; J.O., p. 298).

SUCCESSIONS DES MILITAIRES ET MARINS. — Voir Timbre (Dispense du).

SUCY-EN-BRIE (Seine-et-Oise). — Voir Octrois, 197.

SUSPENSION DES DROITS APPLICABLES AUX DENRÉES D'ALIMENTATION A L'ENTRÉE ET A LA SORTIE DE LEURS COLONIES RESPECTIVES. — Voir Douanes.

SULFATE DE CUIVRE. — Voir Interpellations, année 1917, 6.

SYNDICAT DE COMMUNES. — Voir Communes (Syndicat de).

SYNDICATS D'ÉLEVAGE (Subventions aux). — 1915. Proposition de loi tendant à l'établissement d'un barème revisable tous les cinq ans pour l'attribution des subventions aux syndicats d'élevage, déposée à la Chambre le 8 juillet 1914; rapport de M. Dariac, le 2 juillet 1915; adoptée le 20 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des finances [22 juillet] (A. t. I, p. 407; J.O., p. 367; I. n° 266).

SYNDICATS PROFESSIONNELS (Extension de la capacité des).

— 1916. Proposition de loi sur l'extension de la capacité des syndicats professionnels, déposée par MM. H. Chéron, Paul Strauss, H. Bérenger, Jénouvrier, Bonnefoy-Sibour; renvoi à la Commission relative aux associations ouvrières de production et au crédit au travail [10 février] (A. t. I, p. 41; J.O., p. 43; I. n° 37). || 1917. M. Chéron dépose le rapport [15 mars] (A. t. I, p. 308; J.O., p. 270; I. n° 81). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [8 juin] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 541). Discussion générale: MM. Henry Chéron, *rapporteur*, et de Las Cases. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [21 juin] (A. t. I, p. 685; J.O., p. 596 à 605). Suite de la discussion de la proposition de loi de M. Henry Chéron et plusieurs de ses collègues, sur l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels. Discussion générale (fin): MM. Hervey et Touron. Discussion des articles. Articles premier et 2. Adoption. Article 3. Adoption du premier alinéa de l'article. Amendement de M. Cazeneuve: MM. Cazeneuve, Maurice Colin, Henry Chéron, *rapporteur*, Vermorel, Roden, *Sous-Secrétaire d'État du Travail et de la Prévoyance sociale*, Arthur Fontaine, *commissaire du Gouvernement*. Retrait de la deuxième partie de l'amendement. Adoption de la première partie de l'amendement (devenant le 2^e alinéa). Adoption du 3^e au 10^e alinéa. Amendement de M. Touron au 11^e alinéa, ancien 10^e alinéa. Adoption de l'amendement et du 11^e alinéa modifié. Adoption des derniers alinéas. Amendement (disposition additionnelle) de M. Cazeneuve. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Article 4. Adoption. Article 5. Amendement de M. Boivin-Champeaux: MM. Boivin-Champeaux, Henry Chéron, *rapporteur*, Arthur Fontaine, *commissaire du Gouvernement*. Adoption de l'article 5 modifié. Articles 6, 7 et 8. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi [22 juin] (A. t. I, p. 700; J.O., p. 610 à 623).

TABACS. — Voir Douanes, 20, 23 et 27.

TABLEAU CONTENANT LES NOMS DES ENFANTS MORTS AU CHAMP D'HONNEUR (Création d'un).

— 1916. Proposition de loi tendant à la création dans chaque localité d'un tableau contenant les noms de tous les enfants de la localité tombés au champ d'honneur et à l'établissement d'un livre d'or des municipalités françaises, déposée par M. Louis Martin [29 juin] (A. t. I, p. 710; J.O., p. 644; I. n° 255). M. Murat dépose le rapport sommaire [20 juillet]

(A. t. I, p. 758; J.O., p. 691; I. n° 278). Prise en considération [15 septembre] (A. t. I, p. 861; J.O., p. 783). Commission : 1^{er} bureau, M. Rousé; 2^e bureau, M. Sauvan; 3^e bureau, M. de Selves; 4^e bureau, M. Charles Deloncle; 5^e bureau, M. Quesnel; 6^e bureau, M. Louis Martin; 7^e bureau, M. Paul Doumer; 8^e bureau, M. Magny; 9^e bureau, M. Henry Chéron [28 septembre] (J.O., p. 8630; F. 54). Président, M. Paul Doumer; secrétaire, M. Ch. Deloncle; rapporteur, M. Louis Martin (J.O., p. 8993; F. 55).

TANGER (Construction d'écoles à). — Voir Crédits extraordinaires, § I, 2.

TARARE (Rhône). — Voir Octrois, 198 et 199.

TARASCON (Bouches-du-Rhône). — Voir Octrois, 200 et 201.

TARN-ET-GARONNE (Tramways). — Voir Chemins de fer, 16.

TAUX DE L'INTÉRÊT DE L'ARGENT EN MATIÈRE CIVILE. — 1915. Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 3 septembre 1807 sur le taux de l'intérêt de l'argent en matière civile, déposée par M. Poirson. Renvoi à la Commission des finances [8 décembre] (A. t. I, p. 698; J.O., p. 643; I. n° 424).

TAUX DE L'INTÉRÊT LÉGAL. — 1917. Projet de loi modifiant le taux de l'intérêt légal, et suspendant temporairement la limitation de l'intérêt conventionnel, déposé à la Chambre le 5 juillet 1915; rapport de M. Chavoix le 23 mars 1916, et rapports supplémentaires les 12 avril, 26 octobre 1916, 1^{er} mars et 28 juillet 1917; adopté le 18 octobre 1917; déposé par MM. les Ministres des Finances et de la Justice [8 novembre] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 967; I. n° 371).

TAXATION DE L'AVOINE, DU SEIGLE, DE L'ORGE. — 1916. Projet de loi sur la taxation de l'avoine, du seigle, de l'orge, des sons et des issues, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre du Commerce. Renvoi à la Commission relative à la taxation des denrées [25 février] (A. t. I, p. 87; J.O., p. 91; I. n° 68). Renvoi pour avis à la Commission des finances [3 mars] (A. t. I, p. 110; J.O., p. 110). M. Maurice Colin dépose le rapport [3 mars] (A. t. I, p. 111; J.O., p. 110; I. n° 78). Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Maurice Colin. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Demande d'ajournement de la discussion des articles : MM. Lhopiteau, Méline, *Ministre de l'Agri-*

culture, et Perchot. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [10 mars] (A. t. I, p. 134 ; J.O., p. 131). Suite de la discussion. Discussion générale : MM. Lhopiteau, Méline, *Ministre de l'Agriculture* ; Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes* ; Bepmale, Jénouvrier, Monis, Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances*, et Gaston Menier. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 mars] (A. t. I, p. 156 ; J.O., p. 151). Promulgation (J.O., 19 avril, p. 3313).

TAXATION DES BEURRES, FROMAGES ET TOURTEAUX. —

1916. Projet de loi sur la taxation des beurres, des fromages et des tourteaux alimentaires, déposé à la Chambre le 20 avril ; adopté le 20 avril ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission relative à la taxation des denrées et substances [22 avril] (A. t. I, p. 424 ; J.O., p. 387 ; I. n° 191). M. Colin dépose le rapport [12 octobre] (A. t. I, p. 904 ; J.O., p. 821). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Maurice Colin, *rapporteur* ; Ranson, Brager de La Ville-Moysan et Darbot. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [26 octobre] (A. t. I, p. 925 ; J.O., p. 840). Suite de la discussion. Discussion générale (fin) : MM. Vidal de Saint-Urbain, Milliès-Lacroix, Malvy, *Ministre de l'Intérieur* ; Jénouvrier, Paul Strauss, de Saint-Quentin, Méline, *Ministre de l'Agriculture*. Article unique. Amendement de M. Félix Martin : MM. Félix Martin et le Ministre de l'Intérieur. Retrait de l'amendement. Vote, au scrutin, sur l'article. Adoption [27 octobre] (A. t. I, p. 940 ; J.O., p. 855). Promulgation (J.O., 31 octobre, p. 9476).

TAXATION DU BLÉ. — 1917. Projet de loi relatif à la taxation du

blé, déposé à la Chambre le 27 mars ; rapport de M. Victor Boret le 29 mars ; adopté le 3 avril ; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [3 avril] (A. t. I, p. 453 ; J.O., p. 393 ; I. n° 136). M. Lhopiteau dépose et lit le rapport (I. n° 154). Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : MM. Jules Méline, Servant, Eugène Lintilhac, Maurice Viollette, *Ministre du Ravitaillement général et des Transports maritimes*, et Jénouvrier [5 avril] (A. t. I, p. 466 ; J.O., p. 404). Promulgation (J.O., 8 avril, p. 2765).

TAXATION DES CÉRÉALES. — 1916. Proposition de loi relative à

la taxation et à la réquisition des céréales, déposée à la Chambre le 23 juin ; rapport de M. Boret le 20 juillet ; adoptée le 26 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des

finances [27 juillet] (A. t. I, p. 789; J.O., p. 718; I. n° 312). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 324). Sur la discussion immédiate : MM. Gaudin de Villaine et Jules Méline, *Ministre de l'Agriculture*. Discussion immédiate prononcée. Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Jénouvrier, le Ministre de l'Agriculture, Fabien Cesbron, Gaudin de Villaine et Milliès-Lacroix, *rapporteur*. Demande d'ajournement : M. le marquis de Kérourartz. Rejet. Adoption de l'article 2. Articles 3 à 6. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [28 juillet] (A. t. I, p. 818 et 821; J.O., p. 742). Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 6748).

TAXATION DES CHARBONS DOMESTIQUES. — 1916. Projet de loi sur la taxation des charbons domestiques, déposé à la Chambre le 15 septembre; rapport de M. Durafour le 24 octobre; adopté le 18 novembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur (I. n° 421). Renvoi à la Commission relative à la taxation des denrées [17 novembre] (A. t. I, p. 1056; J.O., p. 952. || 1917. M. Perchot dépose le rapport [15 mars] (A. t. I, p. 321; J.O., p. 280; I. n° 91).

TAXATION DES DENRÉES ET SUBSTANCES NÉCESSAIRES A L'ALIMENTATION. — 1915. Projet de loi sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage, déposé à la Chambre le 3 novembre; rapport de M. Delaroue, le 18 novembre; adopté le 3 décembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi aux bureaux et, pour avis, à la Commission des finances [9 décembre] (A. t. I, p. 696; J.O., p. 642; I. n° 414). Commission : 1^{er} bureau, M. Perchot; 2^e bureau, M. Colin; 3^e bureau, M. Gomot; 4^e bureau, M. Halgan; 5^e bureau, M. Goy; 6^e bureau, M. Courrégelongue; 7^e bureau, M. Ordinaire; 8^e bureau, M. Ranson; 9^e bureau, M. Perreau. Président, M. Goy; secrétaire, M. Ordinaire; rapporteur, M. Perchot (J.O., p. 9314; F. 57). || 1916. M. Perchot dépose le rapport [3 février] (A. t. I, p. 36; J.O., p. 37; I. n° 28). M. Aimond dépose l'avis de la Commission des finances [16 mars] (A. t. I, p. 156; J.O., p. 151; I. n° 97). M. Aimond dépose un 2^e avis au nom de la Commission des finances [6 avril] (A. t. I, p. 257; J.O., p. 243; I. n° 141). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Maurice Colin, Darbot, Perchot, *rapporteur*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [6 avril] (A. t. I, p. 259; J.O., p. 244 à 257). Suite de la discussion. Discussion

générale (suite) : MM. Herriot, Perchot, *rapporteur* ; Malvy, *Ministre de l'Intérieur* ; Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes* ; Debierre, Bepmale et Jénouvrier. Clôture de la discussion générale. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [7 avril] (A. t. I, p. 278 ; J.O., p. 264 à 278). Suite de la discussion. Discussion des articles : Art. 1^{er} (de la Chambre des Députés). Amendement de MM. Aimond, Milliès-Lacroix et Herriot : MM. Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances* ; Milliès-Lacroix, Touron, Goy, *président de la Commission* ; Herriot, Rouby, Malvy, *Ministre de l'Intérieur* ; Bepmale et Guillaume Chastenet. Amendement de M. Touron : MM. Touron, Cazeneuve. Demande d'ajournement de la discussion : MM. Théodore Girard, Perchot, Aimond, *rapporteur général*. Rejet, au scrutin, de la demande d'ajournement. Sur les amendements : MM. Touron et Aimond. Retrait de l'amendement de M. Aimond et ses collègues. Adoption de l'amendement de M. Touron. Sur l'article : M. Aimond. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [11 avril] (A. t. I, p. 302 ; J.O., p. 283 à 294). Suite de la discussion. Art. 1^{er} (suite) : Observations : MM. Goy, *président de la commission* ; Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances*, et Touron. Adoption du mot « sucre ». Sur le mot « café » : MM. Brindeau, Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Adoption du mot « café ». Adoption des mots « huile et essence de pétrole ». Sur le mot « pain » : MM. Servant, Malvy, *Ministre de l'Intérieur* ; Milliès-Lacroix. Les mots « pain » et « viande » réservés. Sur les mots « pommes de terre » : MM. Lemarié, le *Ministre de l'Intérieur* ; Milliès-Lacroix, Touron, Servant. Scrutin. Pointage. Suspension et reprise de la séance. Proclamation du résultat du scrutin. Adoption des mots « pommes de terre ». Sur le mot « lait » : MM. Cazeneuve, Méline, *Ministre de l'Agriculture*, André Lebert, Touron. Adoption, au scrutin, du mot « lait ». Sur le mot « beurre » : MM. Boivin-Champeaux, Brager de La Ville-Moysan, le *Ministre de l'Intérieur*. Rejet du mot « beurre ». Sur le mot « fromage » : MM. Boivin-Champeaux, Ranson, Milliès-Lacroix, Paul Strauss, Herriot, le *Ministre de l'Intérieur*, Cazeneuve, Brager de La Ville-Moysan. Rejet, au scrutin, du mot « fromage ». Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [13 avril] (A. t. I, p. 332 ; J.O., p. 308). Discussion des articles (suite) : Article 1^{er} (suite) : Sur le mot « œufs » : MM. Lemarié, Ranson, Malvy, *Ministre de l'Intérieur* ; Milliès-Lacroix. Rejet, au scrutin, du mot « œufs ». Sur le mot « margarine » : MM. Cazeneuve, Fabien-Cesbron et Goy, *président de la Commission*. Adoption du mot « margarine ». Sur les mots « graisses alimentaires » : MM. Fabien-Cesbron

et le président de la Commission. Adoption des mots « graisses alimentaires ». Sur les mots « huiles comestibles » : MM. Louis Martin, le Ministre de l'Intérieur. Adoption, au scrutin, des mots « huiles comestibles ». Sur les mots « légumes frais » : MM. le Président de la Commission, Brager de La Ville-Moysan, Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances*; Debierre, le Ministre de l'Intérieur, Cauvin, Touron. Rejet, au scrutin, des mots « légumes frais ». Adoption, au scrutin, des mots « légumes secs ». Sur les mots « vins ordinaires, cidres et bières » : Observations : MM. le président de la Commission. Retrait des mots « vins ordinaires, cidres et bières ». Amendement de M. Debierre : MM. Debierre, Guillaume Chastenot, Cazeneuve, Nègre, Touron. Rejet de l'amendement. Retrait des mots « alcool à brûler » et « bois de chauffage ». Sur les mots « engrais commerciaux, sulfate de cuivre et soufre » : MM. Méline, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption des mots « engrais commerciaux, sulfate de cuivre et soufre ». Amendement (disposition additionnelle) de MM. Henry Chéron, Etienne Flandin, Boivin-Champeaux et plusieurs de leurs collègues : MM. Henry Chéron, le Ministre de l'Intérieur, Brindeau. Renvoi à la Commission : M. Goy. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [14 avril] (A. t. I, p. 348; J.O., p. 322). Discussion des articles (suite) : Art. 1^{er} (suite) : Observations : MM. Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances*; Malvy, *Ministre de l'Intérieur*; Henry Chéron, Brindeau. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2 : amendement de M. Milliès-Lacroix : MM. Milliès-Lacroix, Goy, *président de la Commission*; Cazeneuve, Darbot, Léon Barbier, le Ministre de l'Intérieur, Ranson, Félix Martin. Adoption de l'amendement modifié (qui devient l'article 2). Amendement de M. Darbot (soumis à la prise en considération). Rejet. Art. 3 : Amendement de M. Milliès-Lacroix : M. Milliès-Lacroix. Adoption de l'amendement et de l'article 3 modifié. Art. 4 : MM. Boivin-Champeaux, Ranson, le Ministre de l'Intérieur, Milliès-Lacroix, Jénouvrier. Article réservé. Art. 5 : MM. Milliès-Lacroix, Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances*, Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Adoption de l'article 5 modifié. Art. 6 : M. Boivin-Champeaux. Adoption de l'article 6. Art. 7 : M. Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption. Art. 8 : M. Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption. Art. 9 (modifié). Adoption. Art. 10 : MM. Milliès-Lacroix, Henry Chéron, René Viviani, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption de l'article 10 modifié. Art. 4 (précédemment réservé) : MM. Fabien Casbron, Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes*

et des Télégraphes. Adoption de la nouvelle rédaction. Art. 11 : MM. Milliès-Lacroix, le Ministre du Commerce, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et Touron. Adoption. Art. 12 et 13. Adoption. Art. 14 : MM. Jénouvrier, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [15 avril] (A. t. I, p. 368 ; J.O., p. 337). Promulgation (J.O., 21 avril, p. 3375).

TEIL (Ardèche). — Voir Octrois, 202.

TERRAINS EN MONTAGNE (RESTAURATION DES)

ANNÉE 1916

1 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre complémentaire de la Haute-Isère, département de la Savoie, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, (Voir table 1912-1914, p. 680). M. Empereur dépose le rapport [8 juin] (A. t. I, p. 570 ; J.O., p. 519 ; I. n° 222). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [23 juin] (A. t. I, p. 634 ; J.O., p. 579). Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 5885).

2 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de la Loire, département de la Loire, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne (Voir table 1912-1914, p. 680). M. Empereur dépose le rapport [15 juin] (A. t. I, p. 609 ; J.O., p. 551 ; I. n° 233). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [26 juin] (A. t. I, p. 650 ; J.O., p. 594). Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 6196).

3 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de Var-Colomb, département des Basses-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne (Voir table 1912-1914, p. 680). M. Empereur dépose le rapport [22 juin] (A. t. I, p. 630 ; J.O., p. 572 ; I. n° 242). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [30 juin] (A. t. I, p. 717 ; J.O., p. 653). Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 6196).

4 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre du Verdon-Moyen, département

des Basses-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne (Voir table 1912-1914 p. 680). M. Empereur dépose le rapport [4 juillet] (A. t. I, p. 736; J.O., p. 669; I. n° 260). Déclaration de l'urgence. Adoption des articles premier et 2 de l'ensemble du projet de loi [12 octobre] (A. t. I, p. 905; J.O., p. 822). Promulgation (J.O., 25 octobre, p. 9299).

ANNÉE 1917

1 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Escoutay, département de l'Ardèche, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé à la Chambre le 25 juillet 1916; rapport de M. Léon Perrier le 14 septembre; adopté le 16 mars 1917; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture [3 avril] (A. t. I, p. 453; J.O., p. 393; I. n° 137). M. Murat dépose le rapport [11 décembre] (A. t. I, p. 1188; J.O., p. 1035; I. n° 417). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 décembre] (A. t. I, p. 1324; J. O., p. 1153). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1918, p. 40).

2 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Allier, département de la Haute-Loire, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé à la Chambre le 25 juillet 1916; rapport de M. Léon Perrier le 15 septembre; adopté le 16 mars 1917; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture [3 avril] (A. t. I, p. 453; J.O., p. 393; I. n° 139). M. Murat dépose le rapport [11 décembre] (A. t. I, p. 1188; J.O., p. 1035; I. n° 415). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 décembre] (A. t. I, p. 1322; J.O., p. 1153). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1918, p. 39).

3 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Agly inférieure, département des Pyrénées-Orientales, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé à la Chambre le 25 juillet 1916; rapport de M. Léon Perrier le 15 septembre; adopté le 16 mars 1917; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture [3 avril] (A. t. I, p. 453; J.O., p. 393; I. n° 140). M. Murat dépose le rapport [11 décembre] (A. t. I, p. 1188; J.O., p. 1035; I. n° 414). Déclaration de l'urgence. Adoption [24 décembre] (A. t. I, p. 1333; J.O., p. 1163). Promulgation (J.O., 4 janvier 1918, p. 162).

4 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre du Loup, département des Alpes-

Maritimes, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé à la Chambre le 25 juillet 1916; rapport de M. Léon Perrier le 14 septembre; adopté le 16 mars 1917; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture [3 avril] (A. t. I, p. 453; J.O., p. 393; I. n° 141). M. Murat dépose le rapport [11 décembre] (A. t. I, p. 1188; J.O., p. 1035; I. n° 416). Déclaration de l'urgence. Adoption [24 décembre] (A. t. I, p. 1333; J.O., p. 1162). Promulgation (J.O., 4 janvier 1918, p. 162).

5 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre complémentaire de l'Arc supérieur (Savoie), en exécution de la loi du 16 août 1913, qui a modifié et complété celle du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé à la Chambre le 23 janvier 1917; rapport de M. Léon Perrier le 9 mars; adoption le 21 juin; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture [3 juillet] (A. t. I, p. 812; J.O., p. 705; I. n° 237). M. Murat dépose le rapport [11 décembre] (A. T. I, p. 1188; J.O., p. 1035; I. n° 413). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 décembre] (A. t. I, p. 1304; J.O., p. 1137). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1918, p. 40).

6 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le deuxième périmètre complémentaire de la haute Isère (Savoie), en exécution de la loi du 16 août 1913, qui a modifié et complété celle du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne. Renvoi à la Commission relative à la restauration des terrains en montagne, déposé à la Chambre le 30 mars 1917; rapport de M. Léon Perrier le 31 mai; adoption le 21 juin; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture [3 juillet] (A. t. I, p. 812; J.O., p. 705; I. n° 236).

TERRES ABANDONNÉES (Mise en culture des).

1 — 1916. Projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées et l'organisation du travail agricole pendant la guerre, déposé à la Chambre le 27 janvier; rapport de M. Dariac le 11 février; adopté le 26 mai; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture [9 juin] (A. t. I, p. 588; J.O., p. 535; I. n° 228). Commission: 1^{er} bureau, M. Cordelet; 2^e bureau, M. Develle; 3^e bureau, M. Chauveau; 4^e bureau, M. Gentiliez; 5^e bureau, M. Guilloteaux; 6^e bureau, M. Dellestable; 7^e bureau, M. Lebèrt; 8^e bureau, M. Larère; 9^e bureau, M. Fagot [24 juin] (J.O., p. 5536; F. 40). Président, M. Cordelet; secrétaire, M. Chauveau [29 juin] (J.O., p. 5627; F. 41). M. J. Develle dépose le rapport [18 juillet] (A. t. I,

p. 742 ; J.O., p. 675 ; I. n° 268). M. J. Develle dépose l'avis de la Commission des finances [25 juillet] (A. t. I, p. 766 ; J.O., p. 697 ; I. n° 291). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [28 juillet] (A. t. I, p. 844 ; J.O., p. 763). Promulgation (J.O., 8 octobre, p. 8835)!

2 — 1916. Proposition de loi tendant à compléter la loi du 6 octobre 1916 sur la culture des terres abandonnées et l'organisation du travail agricole pendant la guerre, déposé par M. Darbot. Renvoi à la Commission relative à la culture des terres abandonnées [30 décembre] (A. t. I, p. 1230 ; J.O., p. 1107 ; I. n° 484). — Projet de loi tendant à la mise en application des terres abandonnées, déposé à la Chambre les 9 novembre et 22 décembre ; rapport de M. Cosnier le 22 décembre ; adopté le 29 décembre ; déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Agriculture (I. n° 472). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission relative à la mise en culture des terres abandonnées et, pour avis, à la Commission des finances. M. Gentilliez dépose le rapport [29 décembre] (A. t. I, p. 1226 ; J.O., p. 1083, 1104 ; I. n° 475). Discussion. Sur l'avis de la Commission des finances : MM. Milliès-Lacroix et le Président. Discussion générale : MM. Chauveau, Méline, de Las Cases, Lhopiteau, Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture, du Travail, des Postes et des Télégraphes* ; Darbot, Audiffred et Reynald. Discussion des articles : demande de disjonction des articles 1, 2, 3, 4, 7 et 8 : MM. de Selves, Lhopiteau, le Ministre, et Maurice Ordinaire. Vote de la disjonction. Renvoi des articles à la Commission précédemment saisie. Article premier et article 2 (anciens art. 5 et 6). Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [31 décembre] (A. t. I, p. 1260 ; J.O., p. 1133). Promulgation (J.O., 2 janvier 1917, p. 51). ¶ **1917.** Articles disjoints du projet de loi voté le 31 décembre 1916. M. Develle dépose le rapport supplémentaire [1^{er} février] (A. t. I, p. 111 ; J.O., p. 99 ; I. n° 26). Discussion générale MM. Darbot, Develle, *rapporteur* ; Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture, du Travail, des Postes et des Télégraphes* ; Henry Chéron et Antony Ratier. Article premier. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Martinet. Retrait. Articles 2 & 7. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [13 février] (A. t. I, p. 201 ; J.O., p. 175). Promulgation (J.O., 8 avril 1917, p. 2764).

3 — 1917. Proposition de loi de M. Darbot, tendant à compléter les lois du 6 octobre 1916 et du 7 août 1917, sur la culture des terres abandonnées, par l'organisation de la mobilisation civile volontaire et rétribuée [11 décembre] (A. t. I, p. 1188 ; J.O., p. 1035 ; I. n° 418).

TERRITOIRES OCCUPÉS (Dépenses d'administration des). — Voir Crédits additionnels, 8, et Code pénal, 1.

TESTAMENTS DES MINEURS (Voir Code civil, 20).

TÉTINES EN CAOUTCHOUC. — 1917. Proposition de loi tendant à modifier la loi du 6 avril 1910 et à interdire la vente, la mise en vente, l'exposition et l'importation des tétines en caoutchouc de fabrication défectueuse. (Voir table 1912-1914, p. 680). M. Paul Strauss dépose un rapport supplémentaire [1^{er} février] (A. t. I, p. 118; J.O., p. 104; I. n° 28). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [16 février] (A. t. I, p. 210; J.O., p. 183). Promulgation (J.O., 28 février, p. 1668).

TIMBRE ET ENREGISTREMENT (Dispense du). — 1915. Proposition de loi ayant pour objet : 1^o de dispenser du timbre et de l'enregistrement les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou paiement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre ; 2^o de simplifier les formalités imposées à leurs héritiers en ligne directe et au conjoint ; 3^o de dispenser du timbre et de l'enregistrement les testaments faits par des militaires pendant la durée des hostilités, déposée à la Chambre le 2 juillet ; rapport de M. Bergeon le 8 juillet ; adoptée le 10 décembre ; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des finances [16 décembre] (A. t. I, p. 709; J.O., p. 654; I. n° 448). || 1916. M. G. Chastenet dépose le rapport [3 février] (A. t. I, p. 36; J.O., p. 37; I. n° 27). 1^{re} délibération. Communication de deux décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [10 mars] (A. t. I, p. 146; J.O., p. 141). Dépôt de la proposition modifiée par la Chambre des Députés [12 avril] (A. t. I, p. 327; J.O., p. 305; I. n° 153). M. G. Chastenet dépose le rapport [9 juin] (A. t. I, p. 574; J.O., p. 523; I. n° 225). || 1917. M. G. Chastenet dépose un rapport supplémentaire [8 février] (A. t. I, p. 136; J.O., p. 118; I. n° 32). Adoption [8 mars] (A. t. I, p. 303; J.O., p. 263). Promulgation (J.O., 27 avril, p. 3353).

TIMBRE ET ENREGISTREMENT (Exemption des droits de). — 1916. Proposition de loi tendant à exempter des droits de timbre et à enregistrer gratis les procurations des mutilés de la guerre que la nature de leurs blessures empêche de signer, déposée à la Chambre

les 30 juin et 7 juillet; rapport de M. Bergeon le 21 juillet; adopté le 27 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des finances [27 juillet] (A. t. I, p. 809; J.O., p. 735; I. n° 321). M. Albert Peyronnet dépose le rapport [26 octobre] (A. t. I, p. 922; J.O., p. 838; I. n° 383). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [10 novembre] (A. t. I, p. 988; J.O., p. 895). Promulgation (J.O., 23 novembre, p. 10160).

TIRAILLEURS ET SPAHIS DE L'AFRIQUE DU NORD. — Voir Armée, § IV, 5.

TITRES AU PORTEUR DE TITRES DE RENTE SUR L'ÉTAT PERDUS OU VOLÉS A LA SUITE DE FAITS DE GUERRE. — Voir Publication des numéros des titres de rente sur l'État perdus ou volés à la suite de faits de guerre.

TITRES SOUSTRATS A L'OCCASION DE LA GUERRE (Négociation de). — Voir Code pénal, 3.

TITULARISATION DES OFFICIERS QUI SE SONT ENGAGÉS VOLONTAIREMENT POUR LA DURÉE DE LA GUERRE. — Voir Armée, § II, 16.

TOULON (Var). — Voir Octrois, 203.

TOURS (Rétablissement des). — 1915. Proposition de loi tendant au rétablissement des tours, déposée par M. Louis Martin. Renvoyée à la Commission chargée d'examiner la proposition de loi tendant à combattre la dépopulation [18 février] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 37; I. n° 41).

TOURS A MÉTAUX, PRESSES HYDRAULIQUES. — Voir Déclaration obligatoire des tours à métaux.

TRAFIC DES MONNAIES (Répression du). — 1915. Proposition de loi tendant à réprimer le trafic des monnaies et espèces nationales, déposée à la Chambre le 11 novembre; rapport de M. Girard-Madoux le 26 novembre; adoptée le 9 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des finances [16 décembre] (A. t. I, p. 709; J.O., p. 654; I. n° 444) || 1916. M. G. Chastenet dépose le rapport [13 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 60; I. n° 5). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [27 janvier] (A. t. I, p. 28; J.O., p. 29). Promulgation (J.O., 13 février 1916, p. 1218).

TRAITÉS DE GRÉ A GRÉ ET ACHATS SANS MARCHÉ. — 1917.

Projet de loi relatif aux traités de gré à gré et aux achats sans marché passés ou effectués par les communes et par les établissements publics de bienfaisance, déposé à la Chambre le 30 janvier 1916; rapport de M. Bonnevey le 7 juillet 1916 et rapports supplémentaires les 16 mars et 28 juin 1917; déposé par MM. le Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Finances [16 octobre] (A. t. I, p. 1082; J.O., p. 739; I. n° 340).

TRANSCRIPTION EN MATIÈRE HYPOTHÉCAIRE

1 — 1915. (Voir table 1912-1914 p. 682). Déposée à la Chambre le 5 juin 1914; rapport de M. Viollette le 18 mars 1915; adoptée le 2 avril; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi sur la réforme hypothécaire; 2° la proposition de loi relative à la publicité des actes intéressant la propriété immobilière (A. t. I, p. 210; J.O., p. 187; I. n° 132).

2 — 1915. Projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, sur la transcription en matière hypothécaire, déposé par M. le Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission relative à la réforme du régime hypothécaire [10 août] (A. t. I, p. 506; J.O., p. 453; I. n° 296).

TRANSFERT AU PROFIT DES VEUVES ET ORPHELINS DES SOMMES INSCRITES AU COMPTE DU MARI OU DU PÈRE. —

Voir Retraites ouvrières et paysannes.

TRAVAIL AGRICOLE (Organisation du). — Voir Terres abandonnées.**TRAVAIL DE NUIT DANS LES BOULANGERIES. — Voir Boulangeries.****TRAVAILLEURS (Placement des). — Voir Code du Travail.****TRAVAUX AGRICOLES. — Voir Réquisition (Droit de).****TRAVAUX PUBLICS PENDANT LA DURÉE DE LA GUERRE.**

— 1915. Projet de loi tendant à faciliter l'exécution des travaux publics pendant la durée de la guerre, déposé à la Chambre le 28 janvier. Rapport de M. Paul Constans le 4 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre de l'Inté-

rieur. Renvoi à la Commission relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique [4 mars] (A. t. I, p. 58; J.O., p. 51; I. n° 57). M. Jeanneney dépose le rapport [22 avril] (A. t. I, p. 224; J.O., p. 200; I. n° 146). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Jeanneney, *rapporteur*. Adoption successive des trois articles. Sur l'ensemble : M. le Rapporteur. Ajournement à une prochaine séance du vote sur l'ensemble [6 mai] (A. t. I, p. 243; J.O., p. 220, 221). Suite de la discussion. Vote sur l'ensemble. Adoption [14 mai] (A. t. I, p. 251; J.O., p. 228). Promulgation (J.O., 30 mai, p. 3452).

TRAVAUX DE VICINALITÉ.

1 — 1915. Projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1915 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912, déposé à la Chambre le 22 décembre 1914; rapport de M. Perreau-Pradier le 14 janvier 1915; adopté le 19 janvier; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 13; I. n° 9). M. Alexandre Bérard dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Demande de discussion immédiate. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [4 février] (A. t. I, p. 32; J.O., p. 25; I. n° 23). Adoption du projet de loi [5 février] (A. t. I, p. 40; J.O., p. 33). Promulgation (J.O., 16 février, p. 792).

2 — 1915. Projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1916 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912 et de 1913, déposé à la Chambre le 14 décembre; rapport de M. Perreau-Pradier le 24 décembre; adopté le 31 décembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [28 décembre] (A. t. I, p. 789; J.O., p. 723; I. n° 479). M. A. Bérard dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [28 décembre] (A. t. I, p. 802; J.O., p. 733; I. n° 483). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 décembre] (A. t. I, p. 808; J.O., p. 739). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 9604).

3 — 1916. Proposition de loi tendant à proroger, jusqu'au 31 décembre 1917, le délai d'exécution des travaux de vicinalité, compris dans les programmes de 1912, 1913 et 1914, déposée à la Chambre le 14 juin; rapport de M. Perreau-Pradier le 4 octobre; adoptée le 13 octobre; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des finances [26 octobre] (A. t. I, p. 922; J.O., p. 837; I. n° 384).

M. A. Bérard dépose le rapport [21 novembre] (A. t. I, p. 1071; J.O., p. 964; I. n° 428). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [30 novembre] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 1002). Promulgation (J.O., 3 décembre, p. 10459).

4 — 1917. Projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1918 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912, 1913, 1914 et 1915, déposé à la Chambre le 7 juillet; rapport de M. Perreau-Pradier le 29 octobre; adopté le 20 novembre; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances [7 décembre] (A. t. I, p. 1165; J.O., p. 1017; I. n° 412). M. Alexandre Bérard dépose le rapport [13 décembre] (A. t. I, p. 1209; J.O., p. 1055; I. n° 423). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 décembre] (A. t. I, p. 1304; J.O., p. 1137). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 10748).

TRÉBOUL (Finistère). — Voir Octrois, 204.

TREFFIAGAT (Finistère). — Voir Octrois, 205.

TRÉFLEZ (Finistère). — Voir Octrois, 206.

TRÉHOU (Finistère). — Voir Octrois, 207.

TRÉSOR HISTORIQUE ET ARTISTIQUE DE LA FRANCE (Défense du). — 1917. Proposition de loi tendant à la défense du trésor historique et artistique de la France, déposée par M. Guillaume Chastenet [6 juillet] (A. t. I, p. 830; J.O., p. 724; I. n° 245). M. Hervey dépose un rapport sommaire [2 août] (A. t. I, p. 951; J.O., p. 625; I. n° 298). Discussion de la prise en considération. Adoption [6 novembre] (A. t. I, p. 1106; J.O., p. 963). 1^{er} bureau, M. Grosjean; 2^e bureau, M. Dominique Delahaye; 3^e bureau, M. Murat; 4^e bureau, M. Simonet; 5^e bureau, M. Henry Boucher; 6^e bureau, M. Couyba; 7^e bureau, M. Hervey; 8^e bureau, M. Chastenet; 9^e bureau, M. Paul Le Roux (J.O., p. 8960; F. 67)., Président, M. Paul Le Roux; Secrétaire, M. Murat (J.O., p. 9001, F. 68).

TRIBUNAUX DE COMMERCE. — 1915. Projet de loi ayant pour objet la régularisation : 1^o du décret du 11 novembre 1914 relatif à l'ajournement jusqu'après la cessation des hostilités, des élections des membres des tribunaux de commerce de France; 2^o du décret du 9 janvier 1915 relatif à l'ajournement jusqu'après la cessation des hostilités, des élections des membres des tribunaux de commerce d'Algérie, déposé à la Chambre le 14 janvier; rapport de M. Petitjean le 18 février; adopté le 14 mars. Déposé par M. le Garde des

Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et de M. le Ministre de l'Intérieur (I. n° 147). Renvoi à la commission relative à l'élection des tribunaux de commerce et à l'élection des juges consulaires (22 avril) (A. t. I, p. 224; J.O., p. 199). M. Savary dépose le rapport [20 mai] (A. t. I, p. 262; J.O., p. 238; I. n° 173). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 septembre] (A. t. I, p. 562; J.O., p. 504). Promulgation (J.O. 2 octobre, p. 7031).

TRIBUNAUX DE COMMERCE DE FRANCE ET D'ALGÉRIE (Ajournement des élections des membres du). — Voir élections.

TRIBUNAUX POUR ENFANTS. — 1916. Proposition de loi tendant à compléter les articles 21 et 23 de la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée, déposée par M. E. Flandin [27 octobre] (A. t. I, p. 956; J.O., p. 868; I. n° 398). M. Flandin dépose le rapport sommaire [9 nov.] (A. t. I, p. 960; J.O., p. 871; I. n° 400). Prise en considération. Renvoi aux bureaux [16 novembre] (A. t. I, p. 1037; J.O., p. 936). Commission : 1^{er} bureau, M. Bienvenu-Martin; 2^e bureau, M. Richard; 3^e bureau, M. Beauvisage; 4^e bureau, M. Henri Michel; 5^e bureau, M. Perreau; 6^e bureau, M. Guilloteaux; 7^e bureau, M. E. Flandin; 8^e bureau, M. d'Estournelles de Constant; 9^e bureau, M. Magny [23 novembre] (J.O., p. 10215; I. n° 64). Président, M. Bienvenu-Martin; Secrétaire, M. Guilloteaux; Rapporteur, M. Flandin (J.O., p. 10360; F. n° 66). || 1917. M. E. Flandin dépose le rapport [9 février] (A. t. I, p. 178; J.O., p. 156; I. n° 37). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Etienne Flandin, rapporteur. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [22 mars] (A. t. I, p. 349; J.O., p. 304).

TRIBUNAUX MILITAIRES (Fonctionnement en temps de guerre des). — Voir Armée, § V, 1.

TRIBUNAUX DE PAIX. — Voir commis-greffiers des Tribunaux de paix.

TROUPES AUXILIAIRES MAROCAINES. — Voir Armée, § 4, 2.

TROUPES COLONIALES. — Voir Armée, § IV.

TULLE (Corrèze). — Voir Octrois, 208.

TUNISIE. — Voir Douanes, 2, 10, 13, 14, 17, 19, 25.

TUTELLE. — Voir Code civil, 7.

**TUTELLE PROVISOIRE DES ENFANTS DES MILITAIRES
DISPARUS.** — Voir Administration provisoire.

USUFRUIT LÉGAL. — Voir Code civil, 22.

VACCINATION ET REVACCINATION ANTIVARIOLIQUE. —
1915. Proposition de loi ayant pour objet de déterminer en quels cas la vaccination et la revaccination antivariolique peut être rendue obligatoire à tous les âges, déposée à la Chambre le 11 février; rapport de M. Doizy le 29 avril; adopté le 4 juin; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission relative à la protection de la santé publique [17 juin] (A. t. I, p. 301; J.O., p. 274; I. n° 210). M. Paul Strauss dépose le rapport [22 juillet] (A. t. I, p. 389; J.O., p. 352; I. n° 256). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 septembre] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 497). Promulgation (J.O., 8 septembre, p. 6321).

VAGABONDAGE SPÉCIAL. — 1916. Proposition de loi tendant à aggraver les pénalités en matière de vagabondage spécial, déposée à la Chambre le 5 juin 1914; rapport de M. Viollette le 30 mars 1916; adoptée le 13 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission précédemment saisie [20 juillet] (A. t. I, p. 758; J.O., p. 691; I. n° 282). M. Flandin dépose le rapport [26 septembre] (A. t. I, p. 880; J.O., p. 800; I. n° 362). Adoption [16 novembre] (A. t. I, p. 1037; J.O., p. 936). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 11192).

VAGABONDAGE ET MENDICITÉ. — Voir Nomades (Circulation des)

VAISON (Vaucluse). — Voir Octrois, 209.

VALEURS MOBILIÈRES

| — 1915. Proposition de loi tendant à protéger les propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par suite de faits de guerre, dans des territoires occupés par l'ennemi, déposée à la Chambre le 28 janvier; rapport de M. Jules Roche le 18 février; adoptée le 19 mars; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commis-

sion des finances [25 mars] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 113; I. n° 111). M. Guillaume Chastenet dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 127; J.O., p. 114; I. n° 116). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Albert Gérard, Lucien Hubert, Ribot, *Ministre des Finances*; Guillaume Chastenet. Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2. MM. Eugène Guérin, le Rapporteur. Adoption. Articles 3 à 11. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [1^{er} avril] (A. t. I, p. 179; J.O., p. 160 à 165). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 1901).

2 — 1916. Projet de loi portant restriction du droit d'émission des valeurs mobilières pendant la durée des hostilités, déposé à la Chambre le 18 mai; rapport de M. Raoul Péret le 18 mai; adopté le 18 mai; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [18 mai] (A. t. I, p. 437; J.O., p. 398; I. n° 208). M. Aimond dépose le rapport [23 mai] (A. t. I, p. 453; J.O., p. 419; I. n° 210). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Article premier. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) à l'article premier, de M. Maurice Colin : MM. Maurice Colin, Ribot, *Ministre des Finances*, et Guillaume Chastenet. Retrait de l'amendement. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 mai] (A. t. I, p. 518; J.O., p. 474). Promulgation (J.O., 1^{er} juin, p. 4854).

3 — 1916. Proposition de loi tendant à protéger contre la dépossession par suite de faits de guerre les propriétaires de valeurs mobilières autres que celles visées par la loi du 4 avril 1915, déposée par M. Etienne Flandin [28 octobre] (A. t. I, p. 884; J.O., p. 805; I. n° 363). M. Murat dépose et lit le rapport (I. n° 381). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption des conclusions de la Commission. Renvoi de la proposition de loi à la Commission des finances [12 octobre] (A. t. I, p. 918; J.O., p. 833). || 1917. M. G. Chastenet dépose le rapport [18 janvier] (A. t. I, p. 32; J.O., p. 30; I. n° 12). 1^{re} délibération. Observations : MM. Etienne Flandin, Eugène Guérin, Ribot, *Ministre des Finances*, et Guillaume Chastenet, *rapporteur*. Discussion générale : MM. Guillaume Chastenet, *rapporteur*, et Ribot, *Ministre des Finances*. Déclaration de l'urgence. Adoption des quatre articles et de l'ensemble de la proposition de loi [31 janvier] (A. t. I, p. 96; J.O., p. 86).

VALLORBE (Gare internationale de). — Voir Conventions et traités, 1.

VENTE DE L'IMMEUBLE DE LA LÉGATION DE FRANCE A SÉOUL (Corée). — 1915. Projet de loi portant régularisation du

contrat de vente de l'immeuble de la légation de France à Séoul (Corée), déposé à la Chambre le 19 novembre 1912 ; rapport de M. Marin le 5 juin 1914 ; adopté le 19 janvier 1915 ; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères [18 février] (A. t. I, p. 53 ; J.O., p. 43 ; I. n° 48). M. Lhopiteau dépose le rapport [23 décembre] (A. t. I, p. 755 ; J.O., p. 695 ; I. n° 471). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 décembre] (A. t. I, p. 822 ; J.O., p. 751). Promulgation (J.O., 7 janvier, p. 145).

VENTES EN PAYS ENNEMIS. — 1917. Projet de loi relatif aux saisies et ventes effectuées en pays ennemis, dans les territoires occupés par l'ennemi en Alsace-Lorraine, déposé à la Chambre le 23 février ; rapport de M. Roulleaux-Dugage, le 30 mars ; adopté le 29 mai ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères ; M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ; M. le Ministre des Finances ; M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes [14 juin] (A. t. I, p. 642 ; J.O., p. 559 ; I. n° 199). Commission : 1^{er} bureau, M. Galup ; 2^e bureau, M. Vieu ; 3^e bureau, M. Catalogne ; 4^e bureau, M. Albert Peyronnet ; 5^e bureau, M. Guillaume Poulle ; 6^e bureau, M. Dehove ; 7^e bureau, M. Henry Chéron ; 8^e bureau, M. Halgan ; 9^e bureau, M. Richard (J.O., p. 4819 ; F. 43). Président, M. Vieu ; secrétaire, M. Catalogne ; rapporteur, M. Galup (J.O., p. 4840 ; F. 44). M. Galup dépose le rapport [6 juillet] (A. t. I, p. 830 ; J.O., p. 721 ; I. n° 246). Déclaration de l'urgence. Adoption [8 novembre] (A. t. I, p. 1111 ; J.O., p. 968). Promulgation (J.O., 11 novembre, p. 9009).

VERNEUIL (Eure). — Voir Octrois, 210.

VÉTÉRINAIRE AIDE-MAJOR. — Voir Armée, § II, 3 et 4.

VEUVES DES OFFICIERS DES DIFFÉRENTS CORPS DE MARINE. — Voir Marine, 2.

VEUVES ET ORPHELINS DE MILITAIRES. — Voir Allocations pour charges de famille.

VEUVES ET ORPHELINS DES MILITAIRES ET MARINS. — Voir Pension (origine du droit à).

VEUVES ET ORPHELINS DES FONCTIONNAIRES COLONIAUX. — Voir Colonies, 4.

VIANDES FRIGORIFIÉES (Achat de).

1 — 1915. Projet de loi autorisant l'acquisition de viandes frigorifiées, déposé à la Chambre le 18 mai ; rapport de M. Dariac, le 20 mai ; adopté le 20 mai ; déposé par M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et M. le Ministre des Finances, autorisant l'acquisition de viandes frigorifiées [27 mai] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 254; I. n° 180). M. Alexandre Bérard dépose le rapport [29 juin] (A. t. I, p. 350; J.O., p. 317; I. n° 227), et un rapport supplémentaire [22 juillet] (A. t. I, p. 339; J.O., p. 352; I. n° 257). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Develle. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [29 juillet] (A. t. I, p. 446; J.O., p. 401 à 407). Discussion générale (suite) : MM. Méline, Perchot, Alexandre Bérard, *rapporteur* ; Fernand David, *Ministre de l'Agriculture* ; Viseur, Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances*, et Mougeot, Art. 1^{er} et 2. Adoption. Art. 3 : MM. Perchot et le Ministre de l'Agriculture. Adoption. Art. 4 : MM. Boivin-Champeaux et le Ministre de l'Agriculture. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 juillet] (A. t. I, p. 458; J.O., p. 413 à 426).

2 — 1916. Proposition de loi autorisant le Gouvernement à acquérir des viandes frigorifiées de provenance de l'Algérie, des colonies françaises et des pays de protectorat, déposée à la Chambre le 27 janvier ; rapport de M. Cosnier le 17 mars ; adoptée le 6 juin ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [9 juin] (A. t. I, p. 588; J.O., p. 535; I. n° 227). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [12 octobre] (A. t. I, p. 904; J.O., p. 821; I. n° 371).

VICINALITÉ. — Voir Travaux de vicinalité.

VICTIMES CIVILES DE LA GUERRE. — Voir Allocations.

VIDAUBAN (Var). — Voir Octrois, 211.

VIGAN (Le) (Gard). — Voir Octrois, 212 et 213.

VILLEFRANCHE (Aveyron). — Voir Octrois, 214.

VILLES (Plans d'extension et d'aménagement des). — 1915. Proposition de loi concernant les plans d'extension et d'aménagement des villes, déposée à la Chambre le 23 juin 1914 ; rapport de M. Cor-

nudet le 4 mars 1915; adoptée le 1^{er} juin; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission relative à l'organisation départementale et communale [17 juin] (A. t. I, p. 301; J.O., p. 274; I. n° 208).

VILLIERS-SUR-MARNE (Seine-et-Oise). — Voir Octrois, 215.

VIRE (Calvados). — Voir Octrois, 216.

VOCATION HÉRÉDITAIRE. — 1917. Commission chargée de l'examen des articles 29 à 35 de la loi de finances de l'exercice 1914 relatifs à la suspension de la vocation héréditaire. (Voir table 1912-1914, p. 328.) 1^{er} bureau, M. Théodore Girard; 2^e bureau, M. Guilloteaux; 3^e bureau, M. Martinet; 4^e bureau, M. Lhopiteau; 5^e bureau, M. Milan; 6^e bureau, M. Brindeau; 7^e bureau, M. Jenouvrier; 8^e bureau, M. Touron; 9^e bureau, M. Cordelet (J.O., p. 8960; F. 67). Président, M. Cordelet; Secrétaire, M. Guilloteaux (J.O., p. 9001; F. 68).

VITRÉ (Ille-et-Vilaine). — Voir Octrois, 217.

VOIES FERRÉES D'INTÉRÊT LOCAL.

1 — 1916. Projet de loi ayant pour objet de modifier les articles 33 et 37 de la loi du 31 juillet 1913 relative aux voies ferrées d'intérêt local. déposé à la Chambre le 21 janvier; rapport de M. Sibille le 17 février; adopté le 2 mars; déposé par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer [16 mars] (A. t. I, p. 169; J.O., p. 161; I. n° 105). M. Faisans dépose le rapport [6 avril] (A. t. I, p. 257; J.O., p. 243; I. n° 140). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [13 avril] (A. t. I, p. 330; J.O., p. 307). Promulgation (J.O., 27 avril, p. 3556).

2 — 1916. Projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'approbation, par simple décret, des accords conclus entre les concessionnaires de voies ferrées d'intérêt local et l'autorité concédante pour la modification des contrats de concession pendant la durée de la guerre et une période consécutive d'un an au maximum, déposé à la Chambre le 13 juillet; rapport de M. Durandy le 12 octobre; adopté le 25 octobre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des chemins de fer [9 novembre] (A. t. I, p. 983; J.O., p. 890; I. n° 408). M. Faisans dépose le rapport [10 novembre] (A. t. I, p. 987; J.O., p. 895; I. n° 411). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [23 novembre] (A. t. I, p. 1075; J.O., p. 968). Promulgation (J.O., 2 décembre, p. 10428).

VOIRON (Isère). — Voir Octrois, 218.

WARRANT-HOTELIER. — 1915. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter la loi du 8 août 1913 relative au warrant-hôtelier. (Voir table 1912-1914, p. 694.) 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. MM. Dominique Delahaye, Emile Chautemps et Lucien Cornet, *rapporteur*, demande l'ajournement. Rejet. Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Fortier, Thomson, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Jénouvrier, le Rapporteur. Adoption. Articles 3 et 4. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [21 janvier] (A. t. I, p. 12; J.O., p. 9). Promulgation (J.O., 19 mars, p. 1448).

WARRANT INDUSTRIEL. — 1916. Proposition de loi instituant le warrant industriel, déposée par M. Emile Chautemps [29 juin] (A. t. I, p. 710; J.O., p. 644; I. n° 256). M. Murat dépose le rapport sommaire [20 juillet] (A. t. I, p. 758; J.O., p. 691; I. n° 279). Adoption de la prise en considération [15 septembre] (A. t. I, p. 862; J.O., p. 783). Commission : 1^{er} bureau, M. Cordelet; 2^e bureau, M. Chautemps; 3^e bureau, M. Vermorel; 4^e bureau, M. Amic; 5^e bureau, M. Sauvan; 6^e bureau, M. Guilloteaux; 7^e bureau, M. Flandin; 8^e bureau, M. Ranson; 9^e bureau, M. Bérard (J.O., p. 9427; F. 57). Président, M. Bérard; secrétaire, M. Guilloteaux; rapporteur, M. Chautemps (J.O., p. 9731; F. 58).

WIMEREUX (Pas-de-Calais). — Voir Octrois, 219.